

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

LAUSANNE ET SES CAMPAGNES AU 17^e SIÈCLE

ANNE RADEFF

THÈSE

présentée à la Faculté des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne
pour obtenir le grade de docteur ès Sciences politiques

LAUSANNE

1980

1979



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555006_0026

LAUSANNE ET SES CAMPAGNES
AU 17^e SIÈCLE

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

LAUSANNE ET SES CAMPAGNES AU 17^e SIÈCLE

ANNE RADEFF

THÈSE

présentée à la Faculté des Sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne
pour obtenir le grade de docteur ès Sciences politiques

LAUSANNE
1980

IMPRIMATUR

Le Conseil de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, sur proposition d'une commission formée de MM. les professeurs Paul-Louis Pelet, Alain Dubois et de Mme Anne-Marie Piuz, professeur à l'Université de Genève, sans se prononcer sur les opinions du candidat, autorise l'impression de la thèse de Mlle Anne Radeff, intitulée:

LAUSANNE ET SES CAMPAGNES AU 17^e SIÈCLE

Lausanne, le 21 novembre 1979.

Le président de la
Faculté des Sciences sociales et politiques:
Maurice JEANNET



Cet ouvrage a été partiellement réalisé grâce à l'aide financière du Fonds national suisse de la recherche scientifique. La publication a été facilitée par une subvention de la Ville de Lausanne.

0.

LES BUTS DE CET OUVRAGE

0.1. *Lausanne...*

Ce livre est le fruit d'un séjour d'une dizaine d'années à Lausanne. Il trace le portrait de la société lausannoise du 17^e siècle et de son espace. Les recherches d'archives ont essentiellement porté sur le centre de la seigneurie, dont la surface, qui correspond à peu près à celle de la commune actuelle, couvre quelque 4000 ha (carte 10, p. 258). Nous n'en ferons point ici une présentation géographique sommaire, puisque plusieurs chapitres de géographie historique forment le cœur de cet ouvrage. Nous tenterons plutôt de donner les principales raisons ayant présidé au choix d'un travail à grande échelle (0.1) sur une surface relativement restreinte.

Les motivations scientifiques, pratiques et psychologiques sont étroitement liées. Sur le plan scientifique, la résolution d'un certain nombre de problèmes — et en particulier celui de la projection spatiale d'une société d'Ancien Régime — peut passer par l'étude approfondie d'un exemple précis. Sur le plan pratique, la taille de cet «échantillon» doit correspondre aux possibilités d'un chercheur solitaire. Sur le plan psychologique, l'étude approfondie de la région dans laquelle il vit favorise l'intégration de l'historien dans un milieu dont il n'est pas originaire. Cette position d'observateur, à la fois dans et hors de l'objet étudié, est certes une difficulté mais offre d'indéniables avantages scientifiques. Tous ces éléments, liés à la grande richesse en documents fonciers, et tout particulièrement en anciens plans, des archives lausannoises et à l'absence d'ouvrage de base sur l'histoire économique et sociale de la seigneurie sous l'Ancien Régime, ont conduit au choix de l'espace lausannois comme objet de cette thèse.

0.2. *... et ses campagnes...*

La détermination du thème de cet ouvrage a été le fruit de longs tâtonnements. Au début, il s'agissait, sur la proposition du professeur Paul-Louis Pelet, d'étudier les artisans lausannois sous l'Ancien Régime, dans le but de confirmer — ou d'infirmer — la situation qu'il avait décrite pour le début du 19^e siècle (0.2). Les documents fonciers du 17^e siècle, terriers et plans Rebeur, sont les premiers à donner une liste de tous les tenanciers de biens immeubles à Lausanne (0.3). Au bout de quelques mois de dépouillement, un fichier, regroupant environ une centaine d'artisans et donnant la liste de leurs propriétés, était établi. C'est alors, à la suite de longues discussions avec Georges Nicolas-Obadia (0.4) et Paul-Louis Pelet, que nous réalismes que les artisans reconnaissant des biens fonciers

ne représentaient qu'un groupe restreint dans la population lausannoise, et que leurs parcelles étaient disséminées dans le paysage de la seigneurie. Se limiter à eux signifiait privilégier l'examen d'une minorité sans pouvoir la replacer dans son environnement. Alors que l'étude des artisans du Jura vaudois permettait à Paul-Louis Pelet de prendre en considération l'activité de toute une région (0.5), ce type d'approche nuisait à la compréhension d'une société urbaine.

L'élargissement de la thèse à l'ensemble des tenanciers aboutit d'abord à décupler le nombre de fiches, en répertoriant tous les biens reconnus par des familles lausannoises. Nous pensions alors que le résultat essentiel de ce dépouillement serait une étude de la propriété foncière au 17^e siècle. Des recherches sur les documents postérieurs auraient permis d'en tracer l'évolution pendant un siècle et demi.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le plan prenait cependant une importance croissante face aux terriers. Un document aussi précieux — et aussi rare pour cette époque — permettait une approche originale et nouvelle de l'histoire lausannoise, impliquant le passage des tableaux et des graphiques à la carte et la compréhension de l'homme dans son environnement. Cependant, ces préoccupations de géographie historique étaient le fait d'une historienne qui n'accordait pas de priorité à l'espace. Au contraire, les hommes et les femmes qui l'avaient façonné et représenté attiraient d'abord notre attention.

Le *plan de cet ouvrage* est né de cette double préoccupation. Après l'avoir situé parmi les autres travaux portant sur les mêmes thèmes ou la même région (*chapitre 1*), nous y décrirons, dans une première partie, la société lausannoise du 17^e siècle. D'abord, nous montrerons dans quel contexte politique ont été conçus les premiers plans de la seigneurie en racontant la vie de leur auteur, Pierre Rebeur (*chapitre 2*). Puis, nous nous demanderons quelle place occupent les premiers plans lausannois dans la cartographie de nos régions, et ce que révèle leur existence quant au rôle de Lausanne dans l'espace suisse occidental (*chapitre 3*). Avant de décrire la terre, nous analyserons sa production: une présentation des prix et des marchés lausannois montrera qui vend quoi, à qui, à quel prix et à quelles conditions (*chapitre 4*). Alors commencera, dans une seconde partie, la découverte du paysage lausannois du 17^e siècle. D'abord, les cultures: vignoble, terres ouvertes et près (*chapitre 5*). Puis, la propriété et les grands domaines (*chapitre 6*). Remontant au-dessus de Montblesson, on pénétrera dans les Râpes, entre les forêts et les chalets (*chapitre 7*), pour passer enfin à l'espace bâti: ville, hameaux et habitat isolé (*chapitre 8*). En conclusion, il restera à mettre en rapport dynamique l'homme, l'espace et la conjoncture (*chapitre 9*).

0.3. ... au 17^e siècle

Ainsi une dizaine de chapitres et quelque 300 pages permettent de tracer le portrait de «Lausanne et ses campagnes au 17^e siècle». Deux

autres tomes auraient pu suivre, portant sur les 18^e et 19^e siècles. Des recherches sur l'évolution de la répartition de la propriété, sur la croissance des grands domaines et sur la légère avance des forêts des Râpes pendant cette période (0.6) m'ont décidée à ne pas le faire. En effet, au-delà de nombreux changements ponctuels, un point fondamental ressort : la *pérennité* des structures sociales et, surtout, spatiales prises en considération. Les mutations fondamentales de l'espace lausannois sont en effet intervenues avant ou après les années 1650–1810. Après 1850 d'une part, lorsque la ville explose dans ses campagnes et transforme en terrain à bâtir son grand vignoble et sa couronne de terres ouvertes (0.7). A la fin du Moyen Âge d'autre part, probablement au cours du 15^e siècle, lorsque des hameaux disparaissent de la carte tandis que le pays se dépeuple. Cette saignée démographique, suivie de deux invasions et de la conquête du Pays de Vaud par les Bernois, provoque de profonds bouleversements dans la société lausannoise (0.8). Du 16^e à la fin du 18^e surviendront d'autres transformations. Peu à peu surgit une nouvelle couche de gros propriétaires fonciers : des bourgeois de Lausanne, puis quelques étrangers, viennent détrôner l'ancienne oligarchie, encore bien installée au milieu du 17^e siècle. Sur le plan des luttes d'influences entre individus d'une part, entre groupes ennemis au sein d'une même classe sociale d'autre part, ces événements ont une grande importance. Pourtant, la structure de la société ne changera profondément qu'au 19^e siècle, avec l'émergence de la classe ouvrière liée à l'arrivée à la fortune et au pouvoir d'hommes plus riches en capitaux qu'en biens immobiliers (0.9).

Ainsi, c'est au 19^e et au 15^e siècle que se trouvent les points forts de l'histoire de notre région. Une patiente reconstitution du paysage et de la société lausannois vers 1720 et vers 1810 amènerait plusieurs éléments intéressants. Elle ne permettrait probablement pas de saisir les bouleversements structurels qui ont abouti à la Lausanne du 20^e siècle. Les sources des 18^e et 19^e, qui seront à la base du travail régressif, lorsque l'imprécision des plans Rebeur nous poussera à faire de l'histoire comparative, ne seront donc pas l'objet d'autres volumes sur le même thème.

L'élargissement futur des limites chronologiques de cette thèse se produira également sur le plan spatial. Pour mieux comprendre la spécificité des campagnes lausannoises, il faudrait les replacer dans un contexte élargi en travaillant à plus petite échelle. Des publications sur «L'espace vaudois» seront l'un des aboutissements de cette thèse (0.10).

*

Nous parlerons donc ici des hommes et de l'espace lausannois. Ce qui implique que beaucoup d'autres thèmes ne seront traités que brièvement, voire pas du tout. Et que les méthodes spécifiques à ce travail en excluent d'autres. En particulier, la très grande variété des données, liée à leur imprécision, m'a décidée à ne pas faire un ouvrage d'histoire quantitative. J'aurais ainsi privilégié un seul aspect de cet étude au détriment de beaucoup d'autres. Le recours à des estimations solidement étayées

permet, en l'occurrence, et dans le contexte d'une thèse effectuée par une chercheuse solitaire, d'aller plus loin en moins de temps qu'en ayant recours à des programmes d'ordinateur — trop souvent établis par des non-historiens et correspondant mal à leur problématique. Ici aussi cependant, je me suis efforcée de clarifier les problèmes méthodologiques préliminaires à toute étude quantitative approfondie.

Quant aux thèmes peu ou pas traités, nous n'en donnerons qu'un exemple: celui de l'histoire de l'«autre moitié du monde», celle des femmes. Assez nombreuses à prêter reconnaissance, vivant seules ou au sein d'une famille, les propriétaires lausannoises apparaissent fréquemment dans nos sources. Quant on essaie pourtant de les situer dans la société, ou de retrouver leurs biens dans les campagnes environnantes, on ne voit pas se dessiner une spécificité très nette. Pour comprendre l'histoire des femmes de Lausanne au 17^e siècle, il faudrait utiliser d'autres sources que les plans ou les terriers seulement. Les archives abondent en documents sur ce sujet. Nous avons dû renoncer à les dépouiller tous dans le cadre de cette thèse.

*

On verra maintenant dans quelle mesure ces choix et ces contraintes ont abouti au résultat espéré: *décrire comment s'inscrit dans l'espace une société ancienne pétrie d'inégalités, l'ancêtre de la Lausanne d'aujourd'hui.*

Chapitre 1

ESQUISSE BIBLIOGRAPHIQUE

1.0 Une bibliographie sélective

Cet ouvrage repose quasi-exclusivement sur des sources manuscrites, pour la plupart déposées aux Archives cantonales vaudoises. La lecture de travaux imprimés a passé au second plan. Un fichier comptant quelque 1500 références a résulté de ces recherches en bibliothèque (1.1). La bibliographie donne le titre des textes qui ont joué un rôle important dans l'élaboration des hypothèses et dans la présentation des résultats de cet ouvrage. Il peut s'agir autant d'articles n'apportant qu'un détail intéressant que de volumineux ouvrages ayant influencé l'esprit même de ce livre. Tous y apparaissent, une fois ou l'autre, en note.

Nous avons d'autant plus volontiers renoncé à citer les centaines de titres répertoriés dans notre fichier qu'ils ne peuvent pas constituer une bibliographie exhaustive. Si nous espérons avoir lu tous les ouvrages concernant l'histoire lausannoise et vaudoise d'Ancien Régime, il n'en est pas de même de ceux qui traitent des thèmes essentiels de notre thèse dans d'autres pays. Certes, des séjours à Londres et à Rome nous ont fait connaître les travaux des géographes historiques anglophones et des historiens de la propriété et du paysage italiens. Les principales grandes thèses françaises et plusieurs textes suisses alémaniques et allemands ont été lus à Lausanne et à Berne. Un seul exemple montrera les limites de ces dépouillements. En avril 1979, un mois à peine après la finition du manuscrit de cette thèse, des Hongrois, des Polonais, des Russes, des Hollandais, des Danois, des Espagnols et des Portugais ont rencontré des Suisses, des Français, des Italiens et des Anglais pour parler de l'agriculture et des transformations de l'environnement du 13^e au 18^e siècle (1.2). Ces sujets suscitent un renouveau d'intérêt à travers toute l'Europe, de Lisbonne à Moscou. Ainsi, le problème de la langue et de la non-diffusion en Suisse de nombreux ouvrages étrangers vient accentuer les limites du chercheur. Les délais séparant la remise du manuscrit de thèse et son impression accroissent encore ce manque d'exhaustivité. Un seul exemple: l'ouvrage que Marcel Grandjean consacre aux maisons de campagnes lausannoises, quasiment achevé, mais qui ne sortira que quelques mois après la parution de cette thèse (1.3).

Dans l'état actuel de la recherche en sciences humaines, il est devenu impossible à un chercheur isolé d'établir une bibliographie exhaustive. Elle n'est d'ailleurs pas indispensable. Au bout de quelques lectures sur un même objet (thème, espace ou époque), l'apport nouveau tend en effet à diminuer. Il peut même se produire un phénomène d'«échantillonnage saturé»: à moins d'un changement épistémologique profond, les travaux récents n'amènent plus que des détails complémentaires. Le but de ce chapitre n'est donc pas d'analyser toutes les recherches comparables à

cette thèse, mais d'essayer de montrer où se situent nos préoccupations face à d'autres courants historiographiques.

1.1. Lausanne et ses historiens

Jusqu'à ces quinze dernières années, Lausanne — à la différence d'autres villes vaudoises (1.4) — n'avait été que peu étudiée. En 1965, Marcel Grandjean publiait une bibliographie prudemment qualifiée de «sommaire» — mais en fait fort complète — de l'histoire lausannoise (1.5): une vingtaine de titres seulement, dont une majorité d'articles.

Parmi les histoires générales de la ville et seigneurie, la plus épaisse, celle de van Muyden (1.6), n'est pas la plus intéressante. Les autres sont de courtes — et parfois brillantes — études (1.7). Les publications de sources, souvent médiévales, fleurissent par contre depuis plus d'un siècle. La récente parution du volume des *Sources du droit vaudois* consacré à Lausanne s'inscrit ainsi dans une longue et érudite tradition (1.8). Certains aspects politiques, diplomatiques, juridiques et religieux du Moyen Age lausannois sont assez bien connus: les remarquables recherches d'Henri Meylan, tout comme le spirituel ouvrage de Jean-François Poudret, témoignent de l'intérêt porté à l'histoire lausannoise par des chercheurs d'origines diverses (1.9). Des travaux en cours commencent à éclairer l'économie et la société de la fin du Moyen Age (1.10). Quant à l'époque contemporaine, elle a fait l'objet de nombreux livres, articles ou chapitres qu'il est impossible de tous citer (1.11).

Pendant longtemps, l'époque de la sujétion de Lausanne à LL.EE. de Berne n'a pas suscité l'intérêt de beaucoup d'historiens. On disposait pourtant de précieux articles de Maxime Reymond, de courtes études de Dumur ou Guisan, ou de travaux plus considérables sur la vie culturelle de la cité au 18^e siècle (1.12). Vers 1972 parut — malheureusement sous forme dactylographiée seulement — un ouvrage sur l'histoire de l'oligarchie lausannoise du 16^e au 18^e siècle: livre intelligent, mais parfois un peu sommaire, d'un chercheur américain temporairement installé à Romainmôtier, Jeremy Jackson (1.13). Depuis, Marcel Grandjean a continué ses patientes recherches sur les anciens monuments lausannois: un troisième volume paraîtra à la suite des deux premiers (1.14); Alain Dubois a lancé un de ses étudiants dans le difficile dépouillement des comptes baillivaux lausannois (1.15). Enfin, une *Histoire de Lausanne*, synthèse et vulgarisation scientifique des plus récentes découvertes, est en cours d'élaboration (1.16).

Notre ouvrage, qui traite de thèmes inédits de l'histoire lausannoise à une époque très peu connue, s'inscrit ainsi dans un *mouvement d'intérêt croissant pour le passé de cette ville*.

1.2 La Suisse: des historiens aux langues ou aux problématiques différentes

Pour tenter de situer notre thèse dans l'historiographie suisse, nous ne referons pas la *Bibliographie de l'histoire suisse* (1.17). Nous nous contenterons de quelques exemples traitant de l'agriculture, des sociétés urbaines et de la propriété foncière avant le tournant des années 1850. L'utilisation d'une telle grille thématique a deux conséquences principales: d'une part, elle élimine de nombreuses histoires générales, politiques, militaires, événementielles, etc.; d'autre part, elle élargit la vision à plusieurs disciplines scientifiques en prenant en considération non seulement des ouvrages d'historiens, mais encore quelques travaux de géographes, d'ethnologues, etc. Nous choisirons ceux qui ont eu pour nous valeur exemplaire.

Dès avant la première guerre mondiale, un précurseur de l'histoire économique et sociale de la Suisse, William-Emmanuel Rappard, sortait un volume traitant de l'agriculture helvétique à la fin de l'Ancien Régime (1.18). Ne disposant de quasiment aucun travail approfondi sur l'histoire agraire régionale à une époque où les chercheurs passaient « devant les tas de fumier en se bouchant le nez » (1.19), Rappard a commis de nombreuses inexactitudes et quelques erreurs dans l'exposé des faits. Dès 1912, il avait pourtant clairement posé le problème des rapports entre l'économie et la politique, et établi la priorité de l'agriculture dans la Suisse d'Ancien Régime.

Une vingtaine d'années plus tard, Hektor Ammann commençait à publier ses brillantes études, portant souvent sur l'organisation de l'espace helvétique. Plus intéressé par l'histoire des villes que par celle des campagnes, ce savant médiéviste s'attachait également à des recherches d'histoire économique et démographique et éditait avec Karl Schib un *Atlas historique de la Suisse* resté unique dans la production helvétique depuis près de trente ans (1.20).

Beaucoup d'autres historiens, érudits locaux ou distingués savants, ont contribué à aider les chercheurs à s'intéresser à l'histoire agraire et spatiale de la Suisse. Sans leurs patients travaux, jamais une somme comme les huit volumes du *Dictionnaire historique et bibliographique de la Suisse*, ou les deux tomes du *Dictionnaire historique vaudois*, n'auraient pu voir le jour (1.21). Il est inutile que nous fassions ici la liste de ces historiens.

Nous passerons plutôt aux ouvrages parus depuis le milieu de ce siècle. Plusieurs d'entre eux traitent d'histoire régionale. Certains ont travaillé au niveau d'une commune villageoise, d'autres à celui d'une ville (1.22). En Suisse romande comme outre-Sarine, de nombreuses thèses ont tracé le portrait d'une seigneurie ou d'un bailliage (1.23). Les publications portant sur le passé de tout un canton, voire de plusieurs d'entre eux, sont autant sinon plus l'œuvre de géographes, ou d'équipes de chercheurs, que d'historiens (1.24). Enfin, depuis Rappard, d'autres ont tenté de comprendre l'histoire agraire de la Suisse entière (1.25).

Ces ouvrages consacrent souvent la plus grande part de leurs efforts à

l'histoire économique et sociale. Quelques grands courants d'intérêts s'en dégagent. Très sommairement, les différences d'approche sont plutôt fonction de la formation du chercheur que de son environnement culturel. Les historiens alémaniques, comme les romands, ont souvent été marqués par les conceptions de l'école française des *Annales*. Ils tentent de faire une «histoire globale» en traitant de thèmes divers: prix, conjoncture et production; répartition des fortunes et étude des diverses classes sociales; développement agricole, industriel et commercial; démographie, etc. (1.26). On retrouve dans cette thèse plusieurs de ces préoccupations. Leur étude y est cependant subordonnée à un but différent: celui de comprendre un paysage disparu. Les historiens suisses ne se sont encore pas beaucoup intéressés à ce grand thème. Les géographes et les ethnologues par contre, souvent des Suisses alémaniques influencés par la tradition allemande de géographie historique, étudient plus volontiers les formes agraires constituant le «Kulturlandschaft», tel par exemple le parcellaire ancien. Ils travaillent généralement à plus grande échelle que les historiens, au niveau communal plutôt que cantonal ou seigneurial (1.27).

Ainsi, les particularités du double objet de cet ouvrage le situent à la jonction de deux modes d'approche de la recherche helvétique. D'une part, la compréhension d'une société urbaine ancienne conduit au traitement de thèmes chers aux auteurs d'histoires régionales; d'autre part, celle de l'espace que les hommes construisent rencontre les préoccupations de spécialistes d'autres disciplines et s'inspire de leurs méthodes.

1.3 Quelques ouvrages européens...

Ailleurs qu'en Suisse, des dizaines de travaux ont traité du premier thème de cette thèse. Les structures des sociétés d'autrefois commencent à être connues à travers toute l'Europe comme dans d'autres continents. Le second thème, par contre, a joui d'une moindre faveur. Nous citerons ici quelques ouvrages portant sur l'histoire de l'espace et de la propriété foncière, sans nullement prétendre à l'exhaustivité.

Une constatation générale ressort de l'examen des fiches bibliographiques: comme pour la Suisse, les historiens ne sont pas les seuls chercheurs à s'être intéressés à ces objets. Un domaine leur semble pourtant acquis: l'histoire de la propriété foncière. Plutôt fondée sur une étude statistique que cartographique, elle a fait l'objet de nombreuses études et donné lieu à de violentes contestations. Traitée de «fantôme insaisissable» par Pierre de Saint-Jacob en 1960 (1.28), elle n'en continue pas moins de préoccuper de nombreux chercheurs. Quant à l'histoire des paysages, elle a fait beaucoup d'émules parmi les géographes, souvent préoccupés de problèmes de genèse (1.29).

La publication récente de grands ouvrages de synthèse (1.30) montre l'importance des *travaux français*. Depuis 1965 environ, la plupart des grandes thèses d'histoire régionale comportent un volet consacré à l'histoire de la propriété foncière (1.31). Il est cependant très rare que de

bonnes cartes à grande échelle, traitant de la propriété et des cultures, accompagnent ces textes... surtout depuis que Jacques Bertin a apparemment cessé de collaborer à leur élaboration (1.32). En outre, les tableaux statistiques sont assez souvent basés sur une classification par groupes sociaux et non par individus: or, il est presque impossible de trouver l'équivalent des trois ordres dans une société réformée et sujette comme celle de Lausanne.

À côté des historiens, mais avec des méthodes très différentes, d'autres chercheurs se penchent sur l'histoire du paysage agricole français: les étonnantes recherches du géographe Jean Peltre sur les finages lorrains (1.33) en sont un exemple. L'étude d'un paysage déterminé, et en particulier du vignoble a été effectuée à diverses échelles (1.34). Enfin, de nombreux historiens se sont penchés sur les clivages de la société ancienne en utilisant d'autres sources que les documents fonciers (1.35).

En général, les *chercheurs italiens* n'ont pas été influencés par la tradition des grandes thèses régionales françaises (1.36). Les travaux thématiques portant sur l'histoire de la propriété foncière sont par contre très nombreux, après l'impulsion que leur donna Luigi Dal Pane dès la fin de la seconde guerre mondiale (1.37). A nouveau, les cartes sont rares — encore plus que dans les ouvrages français — et les tenanciers individuels ne sont souvent pas à la base des statistiques. Les recherches sur l'histoire du paysage ont un aspect plus global. Stimulé par la richesse du patrimoine artistique italien, l'historien Emilio Sereni sortait dès 1961 une passionnante *Storia del paesaggio agrario italiano* (1.38). Depuis, les multiples travaux des chercheurs italiens ont conduit, entre autres, à la parution en 1976 d'un ouvrage de synthèse comportant tout un volume sur l'histoire spatiale (1.39); Alberto Caracciolo y annonce pour bientôt une carte de la propriété foncière à l'échelle de tout le pays, témoignant ainsi de la grande avance des chercheurs italiens, disposant de sources particulièrement riches sur ce sujet (1.40).

La «Siedlungsgeographie» a présidé à la production de toute une série d'ouvrages sur le paysage et les cultures de diverses *régions allemandes*. En 1973, le chercheur anglais Alan Mayhew traçait une synthèse de ces travaux, comportant des études à très grande et très petite échelle sur les cultures, les défrichements et la propriété (1.41). Souvent, comme l'a fait Wilhelm Abel (1.42), le rayon dépasse largement les frontières nationales, pour s'étendre à la «Mitteleuropa».

Quant aux *géographes historiques anglophones*, ils ont acquis une incontestable avance sur leurs collègues du continent. Aidés par une politique de recherche dynamique, favorisés dans la diffusion de leurs découvertes par des éditeurs audacieux disposant d'un large marché, ils ont si bien exploré l'histoire des structures spatiales de leur pays qu'une *New historical geography of England* a pu sortir dès 1973 (1.43). De plus, conscients du retard scientifique du reste de l'Europe, ils ont commencé à réaliser de nombreux ouvrages de synthèse au niveau mondial, continental ou national. L'ouvrage de Mayhew sur l'Allemagne en est un bon exemple. Ils peuvent aussi, comme Hugh Clout, collaborer avec les chercheurs

locaux (1.44). Dans le large éventail de leurs préoccupations, l'étude de la genèse des paysages est devenue un genre en soi auquel l'historien W.-G. Hoskins a donné ses lettres de noblesse (1.45). Parallèlement à ces efforts, d'autres historiens ont publié d'abondants travaux. Les recherches de Christopher Hill et de Eric J. Hobsbawm témoignent d'une méthode globale menant à une compréhension en profondeur de la société ancienne (1.46). Les cartes et les statistiques à petite échelle sont beaucoup plus fréquemment utilisées par les géographes historiques. Darby en tête, que par ces historiens.

Nous renonçons à parler ici des travaux des Espagnols, des Hollandais, ou surtout des nombreux chercheurs d'Europe orientale sur l'histoire de l'agriculture et de la propriété, nous contentant de ce bref survol des pays les plus proches du nôtre.

1.4 ... et notre tentative

Cet ouvrage n'a pas l'ampleur chronologique et spatiale des grandes thèses d'histoire régionale française: il s'écarte de leur conception traditionnelle. Il n'est pas non plus une histoire thématique comparable aux textes italiens sur la propriété. Il tente en effet de situer les structures étudiées dans leur contexte politique, économique et social. Se rapprochant ainsi des recherches de Sereni en Italie ou de Hill en Angleterre, il n'a pas de base théorique aussi nette que celle de ces historiens marxistes. Œuvre d'historienne fondée surtout sur des recherches d'archives, il se distingue par ses méthodes comme par ses résultats des grands survols pluri-séculaires des géographes historiques anglais. Comme beaucoup de publications allemandes, il privilégie l'étude à grande échelle, souvent au niveau de la parcelle. Les imprécisions de la source d'une part, le choix de campagnes péri-urbaines — plus étendues que celles qui entourent un village — d'autre part, n'ont pas permis un travail aussi minutieux que celui des chercheurs germaniques sur le paysage agraire en général, et sur la forme du parcellaire en particulier. Enfin, cette thèse s'inscrit dans la tradition, obligatoire en sciences humaines, du «chef d'œuvre» — dans le sens de travail de fin d'apprentissage — effectué par un chercheur solitaire. En l'occurrence, une historienne formée en Lettres mais ayant trouvé dans son insertion à la Faculté des Sciences sociales et politiques un milieu nouveau, peut-être plus ouvert aux autres sciences humaines. Une thèse d'histoire donc, mais conçue dans une perspective transdisciplinaire. Lorsque je la commençai, j'étais assistante au Centre de recherches d'histoire économique et sociale. Au moment où je la terminai, ce Centre est devenu l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires. Cet ouvrage représente l'un des volets de mon apport à cette transformation.

I^{re} partie:

LA SOCIÉTÉ LAUSANNOISE
AU 17^e SIÈCLE

Aspects politico-économiques

Chapitre 2

UN JURISTE ET GÉOMÈTRE A LAUSANNE
AU 17^e SIÈCLE

«Ora labora et ora»

Devise de Pierre Rebeur, ACV, Bl 25

2.0.

L'étude de l'espace lausannois au 17^e siècle se fonde sur des documents d'un type particulier: les terriers et les plans. Ces derniers sont une nouveauté qui transforme l'enregistrement fiscal des fortunes foncières en les représentant dans l'espace. Nous étudierons au chapitre suivant l'histoire de leur diffusion en Suisse occidentale. Ceux de Lausanne, levés pendant le troisième quart du 17^e siècle, sont parmi les premiers dans nos régions.

Ils sont l'œuvre du commissaire Pierre Rebeur (2.1), dont la biographie fait l'objet de ce chapitre. Elle nous permettra de décrire à travers ses péripéties l'évolution des rapports entre l'oligarchie lausannoise (2.2) et ses souverains bernois. Pierre Rebeur est en effet un homme très documenté. C'est un observateur privilégié, le meilleur témoin des années 1650–1680. De plus, cette biographie permettra une étude critique de la personnalité et de l'œuvre de l'auteur des sources principales de cet ouvrage.

2.1. *Rebeur en Bourgogne: une enfance et une adolescence obscures*

Pierre Rebeur est originaire d'un village proche de Dijon, Turcey en Bourgogne. Son grand-père, dont il porte le prénom, venait de Trevoux, plus au sud, dans la région marécageuse des Dombes; il avait servi comme capitaine l'un des chefs de la Ligue à la fin du 16^e siècle, le duc de Mayenne (2.3).

Pierre Rebeur naît dans le deuxième quart du 17^e siècle (2.4), dans un petit village bourguignon plus propice à l'élevage et la céréaliculture qu'à la viticulture. A cette époque, le roi Louis XIII est en train d'abolir les dernières libertés de l'ancien duché. Aux émeutes populaires succèdent les destructions massives de la guerre de Trente Ans, de la Fronde et des guerres civiles. Les campagnes sont ruinées (2.5).

Il est probable que Rebeur ne quitta son pays qu'à l'âge de 20 à 30 ans, après y avoir appris le métier de géomètre-arpenteur. La technique cartographique requise pour cette spécialisation s'acquerrait souvent dans l'exercice d'une activité militaire — et en particulier de l'artillerie: Rebeur aurait donc pu se former auprès de l'un des nombreux capitaines qui parcoururent son pays (2.6). A la suite de la concurrence qu'il a peut-être rencontrée en Bourgogne et des difficultés croissantes faites aux réformés en France, il serait venu s'installer sur les rives du Léman, dans une contrée jouissant de la paix et où ses qualifications favorisent son intégration économique et sociale.

2.2. *Lausanne au tournant du 17^e siècle*

En 1656, Pierre Rebeur devient bourgeois de Lausanne (2.7). On peut présumer qu'il s'y est installé depuis peu et que, par son admission rapide, le gouvernement espère conserver un homme utile.

A cette époque, Lausanne n'atteint pas 6000 habitants: elle est environ deux fois moins peuplée que Berne et trois fois moins que Genève. Sa relative petitesse ne l'empêche pas de ressembler sur certains points à d'autres capitales suisses. En particulier, la concentration du pouvoir y est en plein essor: elle atteindra son apogée vers 1680. Quelques familles y accaparent alors les postes de commandement (bourgmestre, boursiers et banderets surtout) et donnent au Petit Conseil ou Conseil des XXIV, qu'elles dominent, un rôle prioritaire. Les autres conseils — ceux des LX, des XX et des CC (ou Grand Conseil) — sont relégués à un rôle secondaire. Une dizaine de chambres siègent parallèlement, telle celle des bannerets, qui règle la police ou celle des déviances pour la voirie. Les nombreuses cours de justice sont étroitement liées aux conseils et aux chambres, à une époque où la séparation des pouvoirs n'existe pas encore. On ne dispose pas de travail d'ensemble sur les structures politiques, administratives et judiciaires de Lausanne au 17^e siècle, et les auteurs ayant traité de ce problème se contredisent parfois. Un point ressort pourtant: ce n'est plus l'assemblée de tous les bourgeois et citoyens qui élit les conseillers. Un système de cooptation encore mal connu a privé la majorité des Lausannois des droits politiques qu'ils détiennent théoriquement. Si le sort de ces bourgeois demeure vraisemblablement plus enviable que celui des habitants qui, en particulier, ne peuvent pas jouir des biens communaux, ils n'ont cependant plus aucune possibilité d'accéder au pouvoir, même local. Ce chapitre ne traitera qu'accessoirement de cette majorité de «dominés» (2.8).

Quant au petit groupe des «dominants», il forme ce qu'on a appelé le «patriciat» en Suisse alémanique — l'«oligarchie» décrite par Jeremy Jackson. Ses membres sont des représentants fortunés de la bourgeoisie et des nobles aux titres parfois usurpés (cf. ci-dessous p. 35 ss). La noblesse vaudoise et suisse en général ne détient pas autant de privilèges que son homologue dans d'autres régions d'Europe: malgré cela, elle reste très prisée et toute famille enrichie y aspire. L'une des bases du pouvoir du patriciat est donc sa fortune. A la différence d'oligarchies «modernes» comme celle de Genève, les Lausannois investissent essentiellement dans l'achat de terres et de rentes seigneuriales, au détriment du développement industriel et commercial de leur ville (2.9). Ils se rapprochent ainsi des Bernois: mais ceux-ci sont leurs maîtres. Lausanne a en effet un statut qui la différencie de nombreuses autres grandes villes suisses: celui de seigneurie sujette. Les Lausannois, dominés et bien souvent rappelés à l'ordre par les dirigeants bernois, sont ainsi plus proches des notables dijonnais ou lyonnais que de leurs voisins genevois ou fribourgeois. Le bailli de L.L.E.E. (abréviation de «Leurs Excellences» de Berne, comme elles se font appeler par leurs sujets romands), installé dans l'ancien

château de l'évêque, est l'autorité locale suprême. Son pouvoir s'exerce aussi sur le plan judiciaire. Avec son lieutenant et son châtelain, des Lausannois nommés par lui, il dirige des cours de justice et les consistoires. Des murailles du château baillival au Petit-Chêne, la ville a conservé ses remparts médiévaux, en fort mauvais état. Comparées aux bastions modernes de Berne ou Genève, ces anciennes murailles sont le signe tangible, dans le paysage urbain du Plateau suisse, de la sujétion de Lausanne (2.10).

La solidarité de classe primant cependant sur les inégalités politiques, l'oligarchie lausannoise soutient vigoureusement ses maîtres bernois au tournant du 17^e siècle. En 1653, c'est grâce aux injonctions du bourgmestre de Lausanne, noble Jean-Pierre Polier, que les villes vaudoises décident d'envoyer leurs troupes écraser les paysans révoltés d'outre-Sarine. Trois ans plus tard, Berne est à nouveau en guerre, contre les cantons catholiques cette fois. Les troupes levées dans le Pays de Vaud gonflent les effectifs de l'armée bernoise à une époque où LL.EE. hésitent à faire appel à leurs sujets allemands paysans. L'attaque catholique a lieu pendant que le général Erlach et les hauts responsables militaires dînent, loin du champ de bataille. L'infanterie est décimée, tandis que les nobles vaudois, formant la cavalerie, réussissent à prendre la fuite (2.11). C'est qu'en fait les pires ennemis de LL.EE. de Berne ne sont pas à l'est. Les patriciens bernois se sentent bien au contraire assez proches — malgré les différences religieuses — d'une ville aristocratique comme la Lucerne catholique. Leurs craintes se portent plutôt vers le sud, du côté du duc de Savoie, qui pourrait à nouveau menacer Genève ou le Pays de Vaud malgré les traités de paix de 1564 et 1617 (2.12). C'est surtout contre lui que LL.EE. mènent leur politique extérieure qui va jusqu'à l'alliance avec la France catholique. L'ennemi intérieur est la deuxième angoisse de Berne: les paysans d'abord, capables de dépasser leurs disparités religieuses pour affirmer leur solidarité de classe, et d'adhérer à une nouvelle religion prônant une société moins soumise à l'Etat, l'«hérésie» anabaptiste. Les bourgeois ensuite, dont la contestation est teintée d'ambiguïté à cause de la fausse position de ses membres, à mi-chemin entre dominants et dominés. Elle prend souvent la forme d'une lutte de frères ennemis: à Berne comme à Lausanne, Genève ou Lucerne, la bourgeoisie s'élève contre le pouvoir détenu par la noblesse. Elle peut aussi être «patriotique», comme celle des Bonnes Villes vaudoises qui tentent — en vain — de reconquérir certaines de leurs libertés en récompense de leurs services (2.13).

Mais les seigneurs de Lausanne se désolidarisent de cette contestation vaudoise et tentent isolément de mieux asseoir leurs intérêts. Et, pour commencer, ils entreprennent d'inventorier leurs possessions. Le jeune Rebeur arrive à point nommé — à moins qu'on ne l'ait prié de venir. On ne lui demande d'ailleurs que 100 florins pour son admission à la bourgeoisie — la somme s'élève généralement au double ou au triple (2.14) — «en considération de son expérience en l'art de com(m)ission et des authentiques attestations qu'il a produites» (voir note 2.7). Les conseillers lausannois ont en effet pu juger de la qualité de son travail: il est en train de

rénover pour eux les fiefs du prieuré de Saint-Sulpice, cédé par LL.EE. à la ville de Lausanne après la conquête (2.15). Mais surtout, à côté de la grosse traditionnelle — soit un volume regroupant les reconnaissances prêtées par les particuliers devant le commissaire — Rebeur a dessiné un volume de plans pour la région de Denges (2.16). Il s'agit des toutes premières apparitions en Suisse romande d'une technique révolutionnaire pour l'époque, «qu'est de faire des plans et se nantir des fiefs d'autrui» (2.17). On voit quel intérêt représente aux yeux des «seigneurs» de Lausanne le fait de pouvoir fixer leurs droits avec autant de précision. Ils seront parmi les premiers en Suisse occidentale à requérir les services d'un géomètre (cf. ci-dessous tableau 4, p. 66).

2.3. 1656–1666: *l'ascension sociale*

Pendant les dix premières années de sa vie lausannoise, Pierre Rebeur profite pleinement des avantages que lui procurent ses connaissances. Rapide ascension qui touche tous les domaines de sa vie: profession, intégration sociale et enrichissement.

Très satisfaites de la rénovation de Saint-Sulpice (2.18), les autorités sont décidées à aider Rebeur «à s'avancer selon la parole qu'on luy en a donnée» (2.19). Elles lui confient en septembre 1656 la rénovation des droits des Pauvres à Lausanne (2.20). Il s'agit de nombreux fiefs cédés à Lausanne par LL.EE. de Berne après la conquête de 1536; leur revenu alimente la bourse des Pauvres et, surtout, le Grand Hôpital Notre-Dame. Ils proviennent d'une multitude de parcelles disséminées du Léman au Jorat, que Rebeur réussit à inventorier en à peine plus d'un an (2.21). C'est le début d'un très vaste travail qui poussera Rebeur à recenser les milliers de parcelles et de bâtiments qui composent l'espace lausannois, et qui dépendent de dizaines de fiefs différents. De 1656 à 1666, en une dizaine d'années, Rebeur lève plus de 1200 reconnaissances (fig. 1). Le tiers d'entre elles portent sur les communes entourant Lausanne, de Morges à Lutry en passant par Le Mont. Parallèlement à son activité d'arpenteur, mais très probablement de manière accessoire, Rebeur exerce la profession de notaire. On a conservé un seul registre notarial de sa main, contre une dizaine de rentiers, plus d'une vingtaine de grosses, de délimitations de dîmeries, etc. (2.22). Les reconnaissances portent surtout sur les principaux membres de fiefs dépendant de la Ville et Seigneurie de Lausanne. Mais les «seigneurs» de Lausanne sont aussi, à titre privé, propriétaires de fiefs. Les Loys de Villardin et de Middel, Polier, Seigneux et autres s'arrachent le jeune Rebeur. Tel Gabriel Seigneux en septembre 1658, qui lui donne un délai de 15 mois pour reviser son fief noble et le rémunère de 5 pistoles et du tiers des lods ou droits de mutations (2.23). Rebeur écrit ainsi des centaines de pages de texte et arpente au cours des ans tout l'espace lausannois et environnant. Tant et si bien qu'en octobre 1665, les conseillers de Lausanne le chargent «de faire entièrement des plans dans l'enclos de toutes les limites de ceste juridiction [de Lausanne]», c'est-

Figure 1 : Reconnaissances levées par Pierre Rebeur

Nombre de
reconnaissances



à-dire de faire un plan terrier couvrant tout l'espace de la seigneurie (2.24).

Les documents lausannois auxquels Rebeur accède le rendent fort intéressant aux yeux de LL.EE. de Berne: la seigneurie garde en effet ses archives avec autant de jalousie que ses maîtres les leurs. Or, les Bernois sont friands de renseignements sur les droits de leur ville sujette, qui leur permettent d'intervenir plus efficacement — et sans risque d'impair — dans ses affaires. De plus, ils détiennent de nombreux fiefs en territoire lausannois, dont ils prélèvent plus de la moitié des redevances. Dès 1657 probablement, Rebeur a été chargé de revoir ces droits (2.25). En avril 1662, LL.EE. lui ont confié le poste de procureur patrimonial. Il s'agit d'inspecter et de défendre les droits bernois à Lausanne et de surveiller toutes leurs sources de gain (lods, bans, etc.). Cette charge était habituellement confiée au lieutenant baillival. LL.EE. l'ont donc enlevée au jeune Jean-Louis Seigneux pour la donner «à une personne particulière à ce bien instruite et entendue» (2.26), éveillant une jalousie qui durera des années. Le poste est en effet fort lucratif: en plus d'une confortable pension annuelle en froment et avoine, le procureur reçoit une importante fraction (un quart à un tiers) des lods perçus lors de mutations.

La vie familiale de Rebeur pendant ces dix premières années reflète fidèlement son ascension professionnelle. Le 10 novembre 1656, il a épousé à Morges la fille d'un riche marchand lausannois, Suzanne Carran (2.27). Les parrains et marraines de ses 6 premiers enfants témoignent de son intégration progressive à la haute société lausannoise. D'Elisabeth, la fille aînée présentée par ses grands-parents maternels à Jean-Gabriel, tenu sur les fonds baptismaux par quatre parmi les plus influents personnages lausannois du milieu du 17^e siècle (tableau 1), le succès est évident. Les riches Lausannois ne se sont d'ailleurs pas contentés d'ouvrir leurs salons à Rebeur et de lui confier l'inventaire de leurs biens. Deux à trois ans seulement après son accession à la bourgeoisie, ils l'ont en effet admis à siéger parmi eux comme membre du Conseil des XX, délégation des LX (2.28). De plus, il est nommé secrétaire du rière-conseil pour la cour des appellations des LX, poste qui lui donne le privilège de participer à l'audition des comptes, et de contrôler ainsi le nerf de l'économie des «seigneurs de Lausanne» (2.29). Il semble aussi être membre de la jeune et distinguée abbaye des Nobles Fusiliers ou Arquebusiers de Lausanne (2.30). À côté de ces brillantes relations lausannoises, Rebeur est en contact par sa femme avec la bourgeoisie marchande de Morges et les maîtres de forges genevois, importateurs et exportateurs (2.31). Plus à l'ouest et dans des régions que la Révocation de l'Edit de Nantes coupera bientôt de tout contact durable avec la société vaudoise, Rebeur est en rapport avec des bourgeois du pays de Gex — comme Pierre Girod, le parrain de son fils aîné (tableau 1) — de Dijon et de Lyon (2.32). En décembre 1662 d'ailleurs, il voyage en France (2.33).

C'est sans doute principalement pendant cette période d'ascension sociale que Rebeur se constitue un beau patrimoine foncier valant plus de

Tableau 1. Enfants de Rebeur

Prénom	Baptisé(e) le	ACV	Parrains et marraines
Elisabeth Pierre	14.10.1657 7. 6.1659	Eb 71/3, p. 183 71/3, p. 208	Carran, Pierre + Guegne, Elisabeth sa femme Girod, Pierre, notaire, procureur, syndic de Gex ¹ + Jaques, Jeanne-Andrée, Dille, sa femme
Jean-Philippe	13. 5.1661	71/3, p. 235	Rosset, Jean-Philippe, noble, sgr de Vuflens + Loys, Jean-Philippe, noble, sgr de Villardins
Jeanne-Françoise	31. 7.1664	Eb 71/4, p. 24	Mannlich, Jean-François, noble, sgr de Bettens + Loys, Jeanne-Françoise, Dille, sa femme
Jean-Gabriel	23. 7.1666	71/4, p. 53	Polier, Jean-Pierre, noble ² + Loys, Jean-Philippe, noble, sgr de Cheseaux + Loys, Jean-Rodolphe, noble, sgr de Middel + Loys, Gabriel, noble, sgr de Chavannes
Marc-Antoine Jean-Pierre I Suzanne Pierre-Abraham Jeanne-Marguerite	25. 7.1667 25. 4.1669 19. 6.1670 29. 7.1672 6. 4.1675	71/4, p. 72 71/4, p. 102 71/4, p. 123 71/4, p. 161 71/4, p. 206	Carran, Antoine + Margel, Marthe, sa femme Bovey, Jean-François Rebeur, Pierre Rebeur, Elisabeth Des Ruvynnes, David, notaire et justicier + Des Ruvynnes, Jeanne-Marguerite, sa femme
Emmanuel	3. 7.1676	71/4, p. 225	Imhof, Emmanuel, sage et vertueux, fils du magnifique Daniel bailli de Lausanne
Jean-Pierre II	13. 1.1678	71/4, p. 256	Rebeur, Jean-Philippe, notaire

¹ Le Pays de Gex compte des réformés parmi ses notables; dès 1662, ils seront persécutés par Louis XIV (Feller, Richard. 1974, vol. 3, p. 50).

² Fils du bourgmestre Jean-Pierre.

L'abréviation «sgr» signifie «seigneur».

50 000 florins (2.34). A la différence des anciens bourgeois de Lausanne qui détiennent des cultures diverses (vignes, champs ou prés cf. ci-dessous, p. 162 ss), Rebeur a misé exclusivement sur les biens immobiliers de haute valeur: un tiers de sa fortune est placé sur des grandes parcelles de vigne. Les bâtiments forment le reste: une «maison de campagne» à Cour, un splendide immeuble à 3 corps à la Palud, valant 7000 florins, et deux autres encore, l'un à la Palud, l'autre en rue de Bourg. De plus, il détient par sa femme une maison dans l'important port de Morges (2.35). Aux lucratifs revenus que doivent rapporter à la famille Rebeur la vente de leur vin, Suzanne Carran a ajouté ceux du commerce. Dans sa boutique en face de la fontaine de la Palud, elle vend des tissus et des ferrements acquis de divers marchands lausannois, bernois et genevois (voir note 2.35).

Rebeur ajoute à ces revenus commerciaux ceux que lui procure son travail. Certes, il ne cesse de se plaindre d'être mal payé («heu esgard que n'ay retiré aucuns emoluments commissionnaux, outre le modique prix à moy accordé pour ceste renovation» (2.36) ou pas du tout («et ne reste plus qu'a faire la satisfaction de moy dit Rebeur pour c'est effect ainsy que l'on m'a promise et fait esperer») (2.37). Il est vrai que les seigneurs commandant les grosses ne tiennent pas toujours leurs engagements en ce qui concerne le paiement fixe. Mais le commissariat fournit d'autres sources de revenus fort considérables, et en particulier une fraction importante des lods ou droits de mutation échus pendant la rénovation, fixée à $\frac{1}{4}$ par LL.EE. en 1616 mais qui s'élève souvent à $\frac{1}{3}$ pour Rebeur, soit probablement plusieurs centaines de florins par an pour Lausanne (2.38). D'autre part, le commissaire à terrier est de par son métier placé à la source de l'information la plus précieuse dans une société rurale, les prix des terres. Il est à même de se livrer aux plus gratifiantes spéculations immobilières avec les capitaux que lui rapporte l'exercice de sa charge ou sa fortune personnelle, s'il en a.

Mais ce travail de commissaire, s'il fournit à Rebeur de gros avantages sociaux, le met aussi en conflit constant avec de nombreux propriétaires lausannois pour diverses affaires foncières (2.39). Ce sont peut-être ces petits propriétaires mécontents qui commettent des «insolences et scandales» devant la maison de Rebeur au printemps de 1659 (2.40). Signe avant-coureur des premières grosses difficultés avec les Lausannois, qui surviendront dans la décennie suivante. Dès la fin de l'année 1666 en effet, les rapports du commissaire avec ses combourgeois lausannois s'aigrissent. En été 1667, il devra à nouveau faire appel à sa belle-famille pour porter son quatrième fils sur les fonds baptismaux (tableau 1).

2.4. 1666–1669: une première crise

Rebeur n'est d'ailleurs pas le seul à tremper dans d'incessantes querelles. L'ambiance se dégrade aussi dans la bonne société lausannoise. Les altercations, que LL.EE. de Berne se font un plaisir de trancher, se multiplient.

Une affaire grave survient en octobre 1667, à l'époque où le Conseil des Soixante procède à l'admission de nouveaux bourgeois. Les Deux Cents décident brutalement de fermer l'accès à la bourgeoisie tant qu'il subsistera 300 familles bourgeoises à Lausanne (2.41) — pour fort longtemps donc, puisque leur nombre s'élève à 5 ou 600 à l'époque et que la peste a disparu sur les rives lémaniques. Il faut empêcher que ces nouveaux venus «n'enlevassent les charges publiques aux vieux» et — c'est le lieutenant Seigneux, opposé à cette mesure, qui l'ajoute — qu'ils «empeschassent [les anciens bourgeois] de bien vendre leur vin» (2.42). A leur place, on admettra plus d'habitants, qui n'ont aucun accès aux fonctions publiques et aucun droit à la jouissance des biens communaux. Ce projet du Conseil des Deux Cents — organe des bourgeois — soulève une violente opposition. Le lieutenant Jean-Louis Seigneux, le juge Jost Gaudard et d'autres représentants de la noblesse protestent à Berne. Ils craignent de voir croître le pouvoir du Conseil des Deux Cents au détriment du Petit Conseil si cette ordonnance passe. Si l'on en croit la requête qu'ils adressent à LL.EE. (voir note 2.42), c'est moins le triste sort des habitants qui les préoccupe que l'intérêt du Gouvernement bernois. Il ne faut pas laisser la ville se vider, car LL.EE. ont besoin des Lausannois pour faire la guerre et pour leur verser des redevances. Les étrangers leur sont également nécessaires, tout particulièrement pour enseigner à l'Académie. Enfin, l'admission à la bourgeoisie est une importante source de revenus. Au printemps 1668, Berne casse cette ordonnance. Dès 1660 pourtant, elle avait fermé sa propre bourgeoisie (2.43). LL.EE. tiennent à s'assurer l'exclusivité du pouvoir sur tout l'ancien canton de Berne, à empêcher le développement d'une oligarchie lausannoise qui pourrait leur faire concurrence et à protéger leurs intérêts fiscaux.

La plainte du lieutenant Seigneux, qui déplore à Lausanne quelques «établissements nouveaux de mestiers», laisse transparaître un nouveau motif de litige. Les corporations — dites «abbayes» — s'y sont en effet fortement développées. L'abbaye des tanneurs en particulier est devenue, grâce aux cotisations de ses membres, un organisme fortuné et puissant, qui entre en conflit avec la classe dirigeante lausannoise. Berne tranche en faveur des propriétaires fonciers contre les artisans: en 1669, elle abolit l'abbaye des tanneurs (2.44).

Aux disputes entre groupes sociaux viennent s'ajouter des conflits entre particuliers. En décembre 1668, Jean-Louis Loys de Marnand, conseiller et maisonneur, frappe au visage le futur bourgmestre Jean-Philippe Rosset, d'où effusion de sang. LL.EE. interviennent alors brutalement, dans l'intention officielle de mettre fin aux «grandes et estranges brigues» des conseillers lausannois lors des élections (2.45).

Rebeur ne reste aucunement étranger à cette montée des passions. En novembre 1666 déjà, il est en procès avec le conseiller Elie Secretan, membre d'une famille de notaires et de pasteurs comptant plusieurs des siens au sein des autorités lausannoises (2.46). On ignore l'issue de cette querelle: les sources utilisées sont malheureusement très souvent muettes sur les causes et les conclusions des conflits d'importance mineure (2.47).

Une affaire plus grave survient en septembre 1667. Cette fois, l'adversaire de Rebeur n'est autre que le bailli de Lausanne, Bernard Tscharner. C'est peut-être sous l'influence de son lieutenant que ce dernier dénonce auprès de LL.EE. le danger représenté par le fait de confier des documents confidentiels bernois à un homme qui est également au service de la Ville de Lausanne (2.48). Cette affaire se termine mal : on ordonne à Rebeur de suspendre son travail de rénovation, de restituer les documents qu'on lui avait confiés et on le destitue de sa charge de procureur patrimonial. C'est le lieutenant Seigneux qui en hérite. Le travail de rénovation de Rebeur pâtit beaucoup de ces ennuis (fig. 1, p. 29). Cette affaire fait — provisoirement — perdre à Rebeur son poste de secrétaire du rière-conseil : il rétrogradera aussi du Conseil des XX à celui des LX (2.49). Les autorités lausannoises en effet, loin de porter aide à leur concitoyen soupçonné d'espionnage à leur profit, se sont retournées contre lui. Elles font examiner son travail (2.50) et lui demandent aussi, en août 1668, de restituer les documents qu'elles lui ont confiés (2.51). Conflit avec ses pairs, tel Secretan, conflit avec l'oligarchie locale et conflit avec Berne : le commissaire Rebeur commence à avoir par trop d'ennemis.

2.5. 1669–1677 : Berne utilise Rebeur contre Lausanne : le Règlement de 1669

Grâce à une politique habile menée en faveur de LL.EE., Rebeur va pourtant réussir à redresser la situation en sa faveur. C'est sans conteste lui qui connaît le mieux les limites des droits et la liste des devoirs des seigneurs de Lausanne. Depuis plus de dix ans qu'il parcourt les campagnes et fouille les archives de la ville, il a eu le temps de se faire une idée claire d'un état de fait très compliqué. Puisque les Lausannois tentent de renforcer leur autorité, c'est à Rebeur que LL.EE. feront appel pour savoir comment les en empêcher sans outrepasser trop ouvertement leurs propres droits suzerains. Dès mars 1669, on lui confie une tâche très importante : il est nommé commissaire de LL.EE. Dans les six ans qui viennent, il devra rénover tout le territoire lausannois en y recensant, parcelle après parcelle, « tout ce qu'à L. Ex : appartient » (2.52). Il s'agit donc de continuer le travail entrepris pour la Ville de Lausanne, mais en le faisant pour son souverain. Dès avant la fin de cette année, il doit préparer « le livre de la description des droits de souveraineté, regalies, prééminences, etc. lequel livre il doit faire et achever au plusost possible et avant toute autre chose », avant donc de commencer à lever les reconnaissances des particuliers. En établissant les droits bernois, Rebeur limitera étroitement ceux des Lausannois. Les conseillers l'ont bien compris et tentent d'abord de l'empêcher de consulter leurs archives (2.53). Ils ne pourront cependant résister longtemps. Le 25 mai déjà, Rebeur « est restablí en ses charges » et promet aux Lausannois de leur rendre les travaux qu'il a faits pour eux et les documents qui leur appartiennent (2.54). Il devient plus urgent pour l'oligarchie locale de récupérer les papiers qui fixent ses

privilèges que de régler ses comptes. Cette réhabilitation reste d'ailleurs sur un plan strictement «professionnel»: dans les trois ans qui viennent, Rebeur ne trouve plus aucun parrain pour ses enfants à Lausanne (tableau 1).

Si la Ville a donc — temporairement — décidé de mettre une sourdine à ses récriminations, le lieutenant Seigneux ne peut admettre cette rentrée en grâce. Il sort son pistolet, vise Rebeur... et le rate. Le commissaire s'en tire avec une main écorchée et une chemise souillée de grains de poudre (2.55). Heureusement pour LL.EE., leur collaborateur est bien vivant et participe sans aucun doute à l'élaboration du document explosif qu'elles sortent en décembre: le «Reiglement de Lausanne de lan 1669» (2.56). Officiellement, il s'agit de mettre fin aux brigues électorales et à la gestion malhonnête du bien public. Cette remise en ordre de la vie politique lausannoise reste illusoire (2.57). Par contre, le pouvoir de LL.EE. est fortement raffermi: elles imposent en effet la présence d'un contrôleur général qui surveillera en leur nom tous les comptes publics et assistera à tous les débats des chambres. LL.EE. font preuve d'une certaine habileté en confiant ce poste à des Lausannois: c'est le combatif Loys de Marnand, avec son adjoint, le fils du bourgmestre Jean-Pierre Polier, qui rempliront cette charge, s'occupant entre autres de «sopposer de tout leur pouvoir aux buveries» (2.58). Ce règlement maintient d'une part l'interdiction de fermer l'accès à la bourgeoisie et d'autre part la suppression de toutes les abbayes — politique sur laquelle concordent les craintes de Berne sur la puissance que peuvent acquérir les corporations et celles du Petit Conseil. De plus, il accroît le pouvoir des Conseils des LX et des CC — concessions aux bourgeois, moins gênants pour l'Etat central. Enfin, en s'immisçant entre l'oligarchie au pouvoir et la bourgeoisie contestataire, Berne les empêche de se retourner contre elle en les dressant l'une contre l'autre. Plus encore: elle donne des armes à la bourgeoisie et offre de futures ressources au fisc en décidant que «pour ne laisser confondre la noblesse avecq la condition de ceux qui ne le sont point; et neantmoins se qualliffient tels au preiudice des interestz de nostre souveraineté et de nos autres droictz et au tort des gens dhonneur qu'enqueste soit prise contre ceux qui n'en auront aucun tiltre legitime». En fait, LL.EE. savent que le Pays de Vaud (et il n'est pas unique en son genre) fourmille de «faux» nobles. En imposant cette enquête, elles ébranlent les bases mêmes de la contestation nobiliaire. Ce durcissement s'inscrit d'ailleurs dans un mouvement général de «reprise en main» du pouvoir, sensible dans de nombreux domaines à la même époque (2.59). LL.EE. iront jusqu'au bout du «divide ut imperes» en confiant cette enquête aux deux «frères ennemis» Rebeur et Seigneux (2.60): un membre de la noblesse urbaine côte à côte avec leur commissaire, qui défend vraisemblablement les intérêts des bourgeois.

Les graves difficultés que connaîtra Pierre Rebeur avec tant de représentants de l'oligarchie lausannoise procéderont en grande partie des inimitiés que lui causera cette enquête dans une société où la noblesse a été assez souvent frauduleusement acquise et où, de manière générale, elle

représente une notion très floue (2.61). Cet examen de la noblesse traîne d'ailleurs en longueur: dès 1672, Rebeur et Seigneux devront s'expliquer auprès du bailli de Lausanne à ce propos (2.62). Le travail de rénovation par contre avance fort bien: avec l'aide du commissaire Isaac Buttex, de Granges, Rebeur lève plus de 500 reconnaissances en moins de deux ans (fig. 1, p. 29) tandis que son fils Jean-Philippe participe à l'élaboration des plans de Lausanne (2.63). Dans la décennie 70, Rebeur finit ainsi de décrire et de cartographier tout le territoire de Lausanne et des Râpes. LL.EE. surveillent attentivement la manière dont il accomplit sa tâche et la font vérifier au printemps 1671 (2.64). C'est le commissaire général Gaudard qui s'en charge, avec l'aide son futur successeur Abraham Dubois. Malgré quelques remarques de détail, les experts semblent satisfaits du travail effectué. Mais on ne donne pas suite au désir de Rebeur de rénover tout le bailliage de Lausanne: il faut d'abord qu'il termine la Ville. A la suite de cette expertise et de ces restrictions, Rebeur se met tout naturellement du côté de ses concitoyens lorsqu'en été 1672 Gaudard les accuse d'entretenir des relations secrètes avec l'évêque de Lausanne, qui réside à Fribourg. Les attaques de Gaudard se retournent contre lui: on lui découvre des amitiés fribourgeoises compromettantes. De plus, Gaudard a détourné des grosses sommes d'argent (2.65). Rebeur — avec les Lausannois — sort ainsi vainqueur d'un litige contre un homme qui lui avait mis des bâtons dans les roues (2.66).

La combativité de Rebeur contre son ennemi juré Seigneux semble aiguisée par cette victoire aux côtés de ses concitoyens. En hiver 1673, il est une fois de plus en procès contre le lieutenant baillival. Le juge Jost (?) Gaudard aurait autrefois été injurié par Loys de Marnand qui l'aurait traité de «taillable». Or Marnand réitère maintenant ses attaques, prétendant posséder — probablement grâce aux bons offices de Rebeur — des papiers légitimant ses dires. Et la victime de ces accusations est le beau-fils de Jean-Louis Seigneux, le fils du lieutenant Jean-François Gaudard, dont Seigneux épousa la veuve en secondes noces (2.67). Dans l'interminable duel qui oppose les deux hommes, Rebeur a porté atteinte à l'honneur de la famille de son rival. Les documents restent muets sur les résultats de cette affaire: en 1723, la noblesse des Gaudard sera officiellement ratifiée par LL.EE. (2.68). Rebeur sortira pourtant vainqueur de deux autres conflits.

Le premier est un procès mené contre noble Abraham de Martigny, gros propriétaire foncier, d'une famille influente à Lausanne, flanqué d'un certain Alexandre-Louis Cossien (2.69). Les documents ne nous renseignent pas sur les causes de ce litige. On sait pourtant qu'il se termine par une victoire de Rebeur auprès de LL.EE.: de Martigny, condamné à Berne, est également poursuivi à Lausanne par le substitut du contrôleur général (2.70). Parmi ses concitoyens pourtant, de Martigny est fort estimé; sa nomination au poste de banderet de la Cité pendant l'époque du procès le prouve (2.71). Si Rebeur se voit soutenu par LL.EE. de Berne, il est officieusement désavoué par certains de ses concitoyens. D'autres par contre — des représentants de la bourgeoisie peut-être — le soutiennent.

Tel par exemple le justicier Des Ruvynes, qui porte sa fille sur les fonds baptismaux (tableau 1).

Lorsque naîtra le petit Emmanuel Rebeur, en juillet 1676, c'est le fils du bailli de Lausanne, Emmanuel Imhof, qui en sera le parrain, affichant ainsi publiquement la faveur de LL.EE. Ce vigoureux soutien de Berne à son commissaire exacerbe les passions à Lausanne. La noblesse locale, au risque d'entrer en conflit avec LL.EE., provoque un début d'émeute. En mars 1677 en effet, Rebeur se plaint d'avoir été injurié par le jeune Samuel, fils du lieutenant Seigneux, dans l'exercice de ses fonctions: il rappelait alors à certains particuliers un mandement baillival, portant sans doute sur l'enquête de la noblesse vaudoise. Il s'en est suivi un tumulte en ville, et quelques Lausannois armés se dirigeant vers la maison de Rebeur à la Palud l'ont forcé à se réfugier au château («..., dass ermelter Seigneux unndt aggresseur gesucht, den Rebeur mit unglück unndt bösem tractament zu überfallen, undt einen tumult in der gantzen Statt anzurichten, so auch, weilen etliche burger sich bereits bewaffnet befunden, unndt sich vor des Rebeurs hauss in postur gesstellt, gewüsslich erfolget were, wan er Rebeur sich nicht daruss gemacht, unndt in das schloss in die sicherheit begeben hetti») (2.72). LL.EE. comprennent alors que leur décision de vérification des fiefs nobles peut conduire à une dangereuse révolte de toute l'oligarchie vaudoise. Elles réagissent à cette émeute lausannoise, survenant une quarantaine d'années avant l'affaire Davel, en deux temps. D'abord, elles défendent fermement leur commissaire, mais font preuve de clémence envers le jeune Seigneux. Certes, il mériterait l'emprisonnement, mais on refuse de ternir son honneur en se contentant de le condamner à une très forte amende de 500 florins. Après avoir ainsi montré leur pouvoir, LL.EE. s'adressent aux conseillers lausannois pour leur ordonner d'envoyer leurs représentants faire amende honorable à Berne (voir note 2.72). A l'épreuve de force succède le temps des compromis. Rebeur lui-même avait suggéré une méthode pour «laisser jouissants par forme de tollerance de la qualité et tiltre de Noble les familles de riere Lausanne qui se sont attribué cette qualité sans aucun droict et fondements suffisants de passé cents ans en ça». Ces prétendus nobles devraient simplement reconnaître en fief noble tout ce qu'ils possèdent en fief rural ou de franc-alleux. LL.EE. y gagneraient probablement sur le plan financier, car cette reconnaissance se ferait contre redevance. A défaut d'être authentique, la noblesse vaudoise serait monnayable. La chambre des bannerets romands soumet cette proposition aux conseillers bernois et charge Rebeur «de sonder si ces sortes de gens seroyent disposés à se ranger à de semblables astrictions ou s'ils y temoigneront avoir beaucoup de repugnance» (2.73).

2.6. 1677–1684: du danger d'être commissaire

2.6.1. Lausanne, Berne et les commissaires

C'est durant les années 1670 que l'opposition entre Petit Conseil et Deux Cents se clarifie: en 1670, lors de l'élection contestée d'un conseiller, Berne prend nettement parti pour le candidat de la noblesse Jean-Philippe Loys, et casse l'élection de Jost Gaudard. Les bourgeois vont former une ligue de «70 muttins» qui, menée par ses chefs, s'opposera de plus en plus violemment à l'oligarchie au pouvoir: le conflit atteint un sommet en 1686–1687 (2.74). Une lutte parallèle se déroule dans la capitale, où elle aboutit à la victoire du clan bourgeois, représenté par Dachselhofer, en 1689 (2.75).

Rebeur est directement concerné par ces luttes de clans aux contours parfois très flous (comme on vient de le voir, la famille Gaudard — représentant ici la bourgeoisie — est alliée par mariage aux Seigneux, défenseurs de la noblesse). Cette noblesse est en train de mener une habile campagne de diffamation contre Rebeur. Elle réussit en effet à faire peser sur lui la plus grave des accusations: celle de haute-trahison. Et ceci à un moment particulièrement bien choisi, où Louis XIV se fait plus inquiétant après la conquête de la Franche-Comté. Les nombreux réfugiés, Vaudois du Piémont et Huguenots français, qui commencent à affluer dans le pays inquiètent LL.EE.: certains traîtres peuvent se glisser parmi eux et exciter les esprits. Des espions savoyards sillonnent la Suisse. Après avoir craint une collusion de la noblesse de Lavaux et de celle de Savoie, après avoir écrasé les paysans protestants et catholiques réunis, va-t-on assister à une Fronde urbaine (2.76)? Les bourgeois révoltés ne risquent-ils pas de passer outre aux barrages religieux et de s'allier à leurs collègues catholiques? À côté des Savoyards, on craint les Fribourgeois: c'est surtout ses relations avec le vicaire général Fuchs, représentant l'évêque de Lausanne, qui ont provoqué la disgrâce de Samuel Gaudard (2.77); et les Français: Rebeur, par son origine bourguignonne et les nombreuses relations qu'il a conservées outre-Jura, offre prise à d'insidieux soupçons.

Et ceci d'autant plus qu'il exerce le dangereux métier de commissaire, qui a bien souvent créé nombre de difficultés à ses représentants. Avant Gaudard et Rebeur, Nicolas Bulet a également vécu les risques du métier. Ce notaire yverdonnois a «experimenté les disgraces a quoy un com(m)iss(ai)re est subject, et les paynes et fatigues, innenarrables qu'il faut souffrir en exerceant semblable charge» (2.78), un demi-siècle avant Rebeur. Il est l'un des quatre commissaires généraux nommés par Berne en 1616. Peu après, il est accusé d'avoir commis de grosses erreurs dans son travail et retiré des émoluments excessifs. Comme pour Rebeur pourtant, c'est lorsqu'il est chargé de rénover le bailliage de Lausanne où plusieurs autres commissaires «avoyent perdu leur escrime» (on dirait «leur latin» actuellement) que commencent les ennuis sérieux. De procès en procès, Bulet subit de nombreux «crocs aux iambes»: on attaque son honneur, inventorie ses biens et le met aux arrêts (2.79). L'exemple de Bulet, un

parmi tant d'autres, et son savoureux langage témoignent d'une situation très générale. Le commissaire joue en effet un rôle essentiel et dangereux dans la société d'Ancien Régime. Chargé d'inventorier les droits seigneuriaux, il fixe sur le papier la sujétion des propriétaires qui viennent prêter reconnaissance entre ses mains, avec toutes les contraintes qu'elle implique: il est donc souvent détesté par les tenanciers. Bien placé pour connaître les prix des terres et intéressé à leur vente par les émoluments qu'il perçoit sur les lods, il s'enrichit vite, suscitant la jalousie de ses pairs. Enfin, en contact journalier avec les archives des seigneurs qui l'engagent à une époque où elles ne s'ouvrent qu'à une rare élite (2.80), il court sans cesse le risque d'être soupçonné par eux de transmettre à d'autres les renseignements auxquels il accède.

2.6.2. Des procès perdus à la condamnation à mort

La situation intérieure lausannoise explosive, les tensions de la politique extérieure de Berne et enfin le statut particulier de commissaire vont conjuguer leurs effets au détriment de Pierre Rebeur. On peut distinguer quatre phases durant les six années qui vont le conduire au seuil de l'échafaud. De 1678 à 1681, les difficultés avec Lausanne sont de plus en plus grandes; en 1682, elles aboutissent à la condamnation de Rebeur; en 1683 se poursuit l'enquête que LL.EE. mènent contre lui; en 1684 enfin, le procès de février le reconnaît coupable et le punit de la réclusion à perpétuité.

De 1678 à 1681 donc, les rapports avec Lausanne se font de plus en plus tendus. C'est semble-t-il dans une grande solitude que Rebeur achève son œuvre: son dernier enfant sera porté sur les fonds baptismaux par son fils Jean-Philippe, déjà notaire à 17 ans (tableau 1). En 1679 pourtant, les Manuels du Conseil signalent que Rebeur père et fils ont terminé les reconnaissances du fief du Corps de Ville «au contentem(en)t du publicq et a son grand avantage» (2.81). Par la même occasion, on lui demande de terminer un plan de Lausanne destiné à illustrer les possessions des seigneurs de la Ville, «de la mesme maniere que celui qu'il a produit (pour LL.EE.) voire un peu plus grand» (2.82). Parallèlement, les Lausannois l'attaquent à Berne. On l'accuse d'avoir tenu des propos insolents à l'égard de LL.EE. dans un lieu public, l'auberge du Faucon, à Lucens (2.83). Ces dénonciations aboutiront à une mesure grave: en décembre 1679, les seigneurs de Lausanne saisissent les papiers de Rebeur sur ordre de LL.EE. (2.84). Le commissaire se voit ainsi privé à la fois de sa documentation de travail et des papiers privés nécessaires à sa défense. On entreprend leur inventaire dès janvier 1680 (2.85). Et, au grand dam de Rebeur, on s'aperçoit alors qu'il détient des copies de certains documents ultra-confidentiels concernant le pays vaudois («... underschidliche Copeyen des vornembsten Foundationen, Largitionen und Concessionen, sodas weltliche Land betreffend»), probablement arrachées aux volumes qui lui ont été confiés. Les Lausannois comme les Bernois pourraient alors

craindre le pire, à savoir «dass er wol gar an verdächtige ort einiche abschrifften davon werde haben mitgetheilt» (2.86).

Malgré la gravité de cette affaire, LL.EE. ne se décident pas encore à se séparer d'un homme aussi précieux. Leur désir de voir enfin aboutir l'enquête sur la noblesse vaudoise les pousse à redonner une dernière commission à Rebeur, celle de terminer la rénovation des fiefs nobles commencée il y a plus de dix ans. C'est qu'elles viennent de se heurter à un nouvel échec, puisque la commission confiée à Rebeur et au commissaire général Dubois n'a pas eu de suite. En décembre 1680, elles demandent à leur combourgeois le commissaire Fellenberg de terminer ce travail avec Rebeur et son fils Jean-Philippe (2.87). Le commissaire ne finira pas cette rénovation avant de quitter définitivement Lausanne (2.88). C'est probablement pourtant cette enquête qui lui aura donné les matériaux nécessaires à la grande œuvre qu'il aurait voulu achever, soit le «Dessein ou idée historique et genealogique du pays de Lausanne et de Vaud, au canton de Leurs Excellences de Berne», dont les archives n'ont conservé qu'une liste de noms de familles nobles avec quelques détails sur leur histoire et la description de leurs armoiries. Rien de plus n'a été conservé d'un texte qui aurait pu beaucoup apporter sur la Lausanne du 17^e siècle. Par rapport aux ouvrages du pasteur Plantin, l'analyse du commissaire de LL.EE. aurait sans conteste eu une portée politique beaucoup plus vaste. On aurait aussi mieux compris la personnalité du géomètre bourguignon amateur d'histoire, qui explique en préface que «mon inclination a tousjours esté en France, et en ce pays icy d'observer l'antiquité et les choses dignes de consideration» (2.89). Si LL.EE. chargent à nouveau le commissaire Rebeur de travailler pour leur compte, ses adversaires lausannois ne lui accordent pas de répit. Leurs attaques se font de plus en plus violentes et graves. On prétend douter de la santé mentale du notaire-géomètre: «un hom(me) qui se detraque souvent et lequel estant en chemin dernièrement de saller jeter dans la fontaine» (2.90). La rage des Lausannois explique ces insultes: ils ont découvert que nombre de leurs droits et documents parmi les plus précieux n'ont pas été récupérés lors de la perquisition de décembre 1679. Tout au long du mois d'avril (2.91), la Ville, représentée par son nouveau commissaire, le major A. de Crousaz, réclame la restitution de ses documents. Il faut de plus empêcher Rebeur de poursuivre sa rénovation et récupérer chez lui les extraits ou copies de documents bernois qu'il aurait pu conserver. C'est l'ancien bailli Imhof, le père du parrain du petit Emmanuel Rebeur (tableau 1), qui porte cette dernière attaque (2.92).

Mais un autre litige, beaucoup plus grave, se cache derrière cette demande de restitution des documents. Il éclatera en mai et sera tranché par la Chambre des bannerets romands le 21 août 1682 (2.93). Rebeur a en effet fait parvenir aux autorités bernoises un mémoire explosif comprenant 14 plaintes (tableau 2). Fort de sa connaissance des anciens droits de la ville et du Règlement de 1669 d'une part, des pratiques malhonnêtes des autorités lausannoises d'autre part, Rebeur y tire à boulets rouges contre l'oligarchie locale tout en prônant une revalorisation des

droits des bourgeois. Et surtout, il propose à LL.EE. d'intervenir directement dans les affaires internes de la seigneurie et de l'obliger à transformer des structures auxquelles Berne n'avait pas encore osé toucher. Sur le plan juridique, nombre de ses propositions tendent à revenir à l'état d'avant 1529, date à laquelle les Lausannois prirent le pouvoir dans leur ville au détriment de l'évêque Sébastien de Montfaucon (2.94). C'est en effet dès 1528 que le Conseil s'empara de la gestion du Grand Hôpital (point 3 du mémoire Rebeur), et qu'il nomma l'abbé de Montheron (point 9, l'abbé est devenu châtelain). C'est alors également qu'on remplaça les deux syndics — représentant la Cité et la Ville basse — par un bourgmestre. Nommé pour trois ans à l'origine, ce dernier siège maintenant à vie. Rebeur demande qu'on revienne au système bicéphale: deux bourgmestres siégeant tour à tour, «damit durch diss mittel dises einzigen autoritet, welche da allzugross seye, diminuirt und verringeret wurde» (2.95) (pour limiter l'autorité du bourgmestre) (points 10 et 11). Ces attaques contre la concentration du pouvoir se doublent d'une ouverture vers les bourgeois: Rebeur demande que ce soit le Grand Conseil qui procède à cette élection afin de supprimer les abus auxquels se livrent les membres du Petit Conseil: «damit es in besatzung der Ämbtern

Tableau 2. Attaques de Rebeur contre la Ville de Lausanne

(Source: ACV, Bb 1/20, p. 350–390, 21.8.1682)

-
1. En cas de vacance, LL.EE. peuvent occuper le tiers du [Petit] Conseil lausannois, selon un ancien droit du Chapitre.
 2. Lausanne administre mal les biens des Pauvres, ne respecte pas le règlement de 1669 et s'approprie les revenus des Pauvres. On a laissé tomber en ruines le couvent de la Madeleine qui devrait abriter les Pauvres.
 3. C'est LL.EE. qui devraient nommer le recteur de l'Hôpital de Lausanne, selon un ancien droit du Chapitre.
 4. La grande dîme de Saint-Saphorin en céréales et vin devrait revenir à LL.EE. de Berne à cause de leurs châteaux de Lausanne et d'Oron.
 5. [Ce point, peu explicite, concerne la dîme de Chavannes et a été admis par Lausanne].
 6. + 7. Lausanne a agi contre les intérêts du bien public dans deux cas particuliers de vente et d'échange de pièces foncières.
 8. Lausanne a rendu un faux jugement dans le cas d'un tanneur.
 9. Le bourgmestre de Lausanne a commis des abus d'autorité, tout particulièrement en nommant son gendre châtelain de Montheron [il s'agit ici de Samuel Seigneux, le nouveau lieutenant baillival].
 - 10 + 11. Il faudrait nommer 2 bourgmestres à Lausanne. C'est le Grand Conseil qui devrait le faire.
 12. Lors de la vérification des comptes, Lausanne perçoit des gratifications contraires au règlement.
 13. Le règlement n'a pas été observé lors de la construction de l'Hôtel de Ville: aucun architecte n'a été consulté et le travail n'a pas été confié à des salariés à la journée comme le voudrait le règlement mais à des artisans étrangers et non pas indigènes.
 14. Lausanne poursuit injustement Rebeur et les siens. Elle a injustement suspendu de ses charges son gendre Pivard.
-

desto minder nach gunst hergehe, und jederweylen vor anderen auss die tüchtigere consideriert werdend mögind» (voir note 2.95). Ces abus sont plus précisément dénoncés par Rebeur lorsqu'ils concernent le fils de son pire ennemi, Samuel Seigneux (point 9).

Rebeur a également ressorti d'anciens droits du Chapitre, tombés en désuétude, pour porter la plus grave attaque de ce mémoire: celle qui donnerait à LL.EE. le droit d'occuper un tiers des postes du Petit Conseil (point 1). D'autres points concernent les fructueux revenus fonciers de la Ville (points 4 et 5) et l'usage malhonnête qu'en font les conseillers, en les détournant de leur destination première (point 2) (2.96). Les pots de vin perçus lors de la vérification des comptes (point 12) favorisent la chose. Près de quinze ans après le règlement de 1669, l'oligarchie locale continue à s'approprier une partie des biens des Pauvres. Rebeur dénonce encore les malversations dans quelques cas particuliers (points 6 à 8), entre autres dans les travaux publics (point 13). Il critique aussi la construction de l'Hôtel de Ville. C'est une attaque contre son rival et successeur auprès des seigneurs de la Ville, le major de Crousaz, principal auteur des plans du bâtiment, dont il conteste les capacités d'architecte (2.97). De plus, on a embauché des artisans étrangers au lieu d'ouvriers indigènes. Finalement, Rebeur rappelle à LL.EE. son cas personnel et les persécutions dont lui-même et les siens sont victimes (point 14).

A la lecture de ce mémoire, le Petit Conseil et les milieux qu'il représente, ainsi qu'une partie de la bourgeoisie, accusent Rebeur de les avoir lésés à la fois comme individus et comme représentants des autorités lausannoises. De plus, ils insinuent qu'il aurait nui aux intérêts de LL.EE. (2.98). Les conseillers bernois ordonnent alors de le mettre en prison le premier août (2.99). Le même jour, on opère une nouvelle perquisition chez lui et y saisit de nombreux documents. Le commissaire passera moins de 15 jours dans les geôles bernoises: on le libère sous caution dès le 12 août, en considération du fait que son emprisonnement le déprime (2.100). C'est qu'entre temps a été prise une décision importante qui permettra de régler l'affaire des Lausannois. Le 7 août, LL.EE. ont ordonné qu'on sépare nettement les deux chefs d'accusation portant contre Rebeur: les injures contre les particuliers et la Ville d'une part, les attaques contre l'intérêt souverain d'autre part. Il faut régler le premier litige au plus vite, d'autant plus que la situation s'aggrave à la Palud, où on lapide la maison de Rebeur (2.101). Le 21 août 1682, on procède à la Chambre des bannerets romands à un examen approfondi du mémoire de Rebeur (2.102). Les Lausannois répondent à chacune de ses propositions. Presque toutes seront repoussées, selon les vœux des nobles seigneurs de la Ville. Seul le point concernant la dîme de Chavannes est pris en considération, avec l'accord des Lausannois. On sanctionne — sans plus — la mauvaise gestion des biens des Pauvres et on charge la Ville de vérifier la légitimité de la nomination du châtelain de Montheron. Berne a donc refusé les pouvoirs que Rebeur voulait lui confier, se contentant de ceux qu'elle s'était attribués en 1669. Manifestement, elle a choisi de donner la victoire à l'oligarchie locale, peut-être dans l'espoir de mieux la voir

accepter la vérification de ses titres et pour éviter que la révolte n'atteigne des proportions inquiétantes.

L'affaire du mémoire est ainsi réglée. Il faudra attendre le 26 février de l'année suivante pour voir se terminer le procès avec les Lausannois. Il a ainsi fallu près de six mois à LL.EE. de Berne pour porter le jugement implicitement contenu dans la décision du 21 août : la condamnation de Rebeur aux coûts de toute l'affaire. Et pendant ces six mois défilent à Berne tous les ennemis de Rebeur (2.103). Mais de bien plus puissants adversaires viennent se joindre aux Lausannois : à côté du règlement des insultes de Rebeur à la Ville et ses représentants, on continue en effet de traiter une affaire beaucoup plus grave, celle des atteintes que Rebeur aurait portées à LL.EE. Dans leurs biens : c'est l'époque où Seigneux monte en épingle la seule grande malversation de Rebeur, la sous-estimation du fief de Béthusy (2.104) — et dans leur honneur : on reparle des menaces qu'aurait proférées le commissaire contre LL.EE. (« dardurch der hoche stand der ruin und des undergangs betreüwt worden »). Par là, il se rend coupable du crime de lèse-majesté, selon l'avis unanime des conseillers (2.105). Entre-temps, Rebeur a compris que la situation se gâte. Après avoir à plusieurs reprises négligé de se rendre aux convocations du bailli ou des Chambres bernoises (2.106), il a définitivement fui le 21 décembre, pour se réfugier dans son pays natal, à Dijon, où il a encore de la famille qui peut l'héberger (2.107). Le jugement sera rendu en contumace, le 26 février. LL.EE. trouvent que Rebeur « ayant plaidé cette cause par une espèce de procès verbal, et laisser tomber en desertion lad(i)te cause s'en étant absenté sans avoir daigné comparoistre en personne, quoyque deüem(en)t et peremptoirement cité, est entierem(en)t au tort, d'avoir entrepris cette cause » (2.108). Le 28 février, après relation de la Chambre des bannerets et de celle des appellations romandes, le Petit Conseil bernois condamne Rebeur à tous les coûts dans l'affaire des injures contre la Ville et divers particuliers. Ses écrits doivent être attentivement examinés par le commissaire général Dubois (2.109). Ce jugement a fait perdre à la famille Rebeur ses derniers privilèges à Lausanne : en octobre 1683, le père et le fils ont disparu des listes des conseillers (2.110).

Si donc ce jugement clôt le différent opposant Rebeur à ses concitoyens, l'enquête sur ses atteintes à LL.EE. continue. Les commissaires Grenier, Delharpe et Verchières sont en train de vérifier son travail de rénovation (2.111) tandis que le bailli de Moudon et l'avoyer de Payerne sont interrogés sur les insultes qu'il avait proférées publiquement contre le bailli de Lausanne et d'autres personnalités bernoises (2.112). Parallèlement à ces enquêtes, le Petit Conseil bernois complète ses informations : au début du mois de juin, il demande à la Chambre des appellations romandes des précisions sur la condamnation par contumace de février 1682 (2.113). Ces renseignements sont sans doute considérés comme très confidentiels : aucune trace de l'affaire Rebeur n'apparaît dans les Manuels de la Chambre des appellations à cette époque (2.114). Peu après, c'est à la Chambre des bannerets romands que fait appel le Petit Conseil pour

collecter de plus amples informations sur les jugements portés contre lui (2.115). Entre-temps, il a procédé à la nomination d'une commission, composée de membres de familles patriciennes bernoises, qui est chargée d'interroger Rebeur (2.116). Après mûre délibération, les membres du Petit Conseil décident de porter l'affaire au plus haut niveau, probablement la Haute Cour de justice. Cet organe suprême s'exprimera assez longuement par l'entremise des conseillers pour qu'on puisse suivre le déroulement de l'enquête pendant l'année 1683 (2.117). Le principal chef d'accusation doit pourtant être lu entre les lignes: il s'agit du délit suprême de *haute trahison*. Cette attaque a été portée contre Rebeur par son ennemi juré le lieutenant Seigneux (2.118). Les manaux du Conseil bernois, pas plus que ceux de la Chambre des bannerets n'en soufflent mot. C'est là pourtant qu'est le cœur du problème, et c'est cette accusation qui aura les conséquences les plus graves pour Rebeur.

Une autre accusation ne sera pas reprise au moment de la condamnation de 1684: celle qui soupçonne Rebeur d'avoir proféré de graves *injures contre les autorités bernoises*. Oralement d'abord, et en public: les propos tenus à Lucens auraient été répétés à Payerne et Moudon. Sans doute Rebeur, sur la route de Berne à Lausanne, a-t-il tenté de noyer son dépit dans le vin des auberges broyardes, ce qui l'a rendu par trop bavard. L'enquête sur ces propos se poursuit en mars 1683 (2.119). Par écrit ensuite: Rebeur aurait écrit de Genève une lettre portant préjudice à d'importants membres du gouvernement bernois. «nicht allein an ihren privat, sondern auch richterlichen ehren angegriffen» (2.120) (traduction libre: dans leur dignité d'hommes et de magistrats). L'enquête suit son cours en juillet 1683, sans que ce chef d'accusation soit repris lors du procès. Les soupçons d'*aliénation mentale* (2.121) ne réapparaîtront pas non plus.

Officiellement, les principales fautes reprochées à Rebeur et les seules qui seront reprises lors de sa condamnation concernent son métier de commissaire et les documents qui lui ont été confiés pour l'exercer. Après un long examen de ses rénovations mené par ses collègues vaudois et bernois (2.122), on a découvert quelques *censes sous-estimées ou oubliées*. La fraude principale concerne le domaine de Béthusy: on l'a vu, c'est Seigneux qui l'a le premier dénoncée auprès de LL.EE. (2.123). L'un des détracteurs de Rebeur, le commissaire Verchières, originaire de Gex, est chargé de revoir ses erreurs puis de terminer la rénovation des fiefs nobles de Lausanne et Vevey (2.124). Le volume dans lequel Verchières a rédigé ses corrections ne compte que 36 reconnaissances, représentant moins de 2% des plus de 2000 levées par Rebeur (2.125). *Les atteintes portées aux documents d'archives* semblent à la fois dérisoires face à la lourde condamnation que subira le commissaire et plus graves puisqu'elles sous-tendent les craintes bernoises de haute trahison. Rebeur aurait en effet non seulement copié certains passages de ces documents, mais encore arraché des pages (2.126). Et l'on craint que ces pièces ne soient sorties du pays (2.127). Elles auraient ainsi pu tomber dans des mains ennemies. On s'inquiète d'ailleurs des fréquentations du commissaire (2.128).

Car, au printemps de 1683, Rebeur est toujours en fuite à Dijon. Au début du mois de mai, il demande un sauf-conduit pour pouvoir venir se justifier devant LL.EE. Catégoriques, les Bernois le lui refusent et le somment, soit de rentrer au pays, soit de rester en exil (2.129). Le commissaire doit beaucoup tenir à revoir sa famille et à reprendre la gestion de ses biens, ou bien il se croit mieux armé qu'il ne l'est : il décide en effet de rentrer malgré le refus de LL.EE. Il est immédiatement appréhendé : on lui accorde un ou deux jours de liberté, pour pouvoir rédiger un écrit adressé à LL.EE. (2.130). Dès les premiers jours de juin, on le met en prison à Berne (2.131) — il y restera plus de huit mois, jusqu'à son jugement. Les conditions de détention sont dures. Une chose semble pourtant ressortir : Rebeur n'a pas été torturé : l'absence de mention de la «question» dans les manaux du Conseil bernois, tout comme le sang-froid et l'esprit de procédure dont fait preuve le commissaire, semblent prouver que les quatre examinateurs se sont contentés de longs interrogatoires. Le statut social du détenu explique ce «traitement de faveur». Les petites gens subissent une «justice» plus dure : à cette époque, Berne, comme Lausanne, n'hésitent aucunement à leur appliquer la question pour de bénignes atteintes à la propriété (2.132). Malgré son emprisonnement, le vieux commissaire garde une attitude très combative face à ses ennemis lausannois. Il est cependant plus conciliant avec LL.EE. de Berne et leur adresse des écrits réclamant sa libération (2.133). Dans les interrogatoires que lui font subir les quatre enquêteurs, Rebeur joue sur deux plans. D'une part, il tente d'allécher les Bernois en s'affirmant porteur de secrets fort intéressants. Mais cette fois LL.EE. le somment de parler sans faire tant d'histoires (2.134). D'autre part, il «chicane» : puisque certaines évidences ne peuvent être niées, il cherche à se justifier par d'interminables finesses. S'il reconnaît par exemple être l'auteur des lettres de Genève, il prétend s'être exprimé au conditionnel — «und habe nur durch das conditionierte wörtlin Si oder Wann geredt, und nüt positive gesetzt» (2.135). Ici aussi, LL.EE. s'impatientent et somment Rebeur de répondre clairement à leurs questions et de cesser de faire traîner les choses (2.136). Rebeur est fortement soutenu par les membres de sa famille. Par sa femme, qui lui rend régulièrement visite avant que LL.EE. ne l'interdisent. Par son fils Jean-Philippe surtout, qui vient l'aider en prison à préparer sa défense malgré les soupçons qui pèsent sur lui et les interrogatoires que lui font subir LL.EE. (2.137). A Lausanne, la famille défend vigoureusement sa fortune et tente par tous les moyens d'empêcher une subhastation ; elle finit par obtenir qu'on ne touche plus à rien jusqu'au jugement (2.138). De septembre à la mi-novembre, les sources sont peu prolixes. La plupart des conseillers se sont absentés pour surveiller leurs vendanges. Deux des examinateurs, Müller et Imhof, ont enquêté en Pays vaudois (2.139). Dès leur retour, fin novembre, Rebeur est à nouveau longuement interrogé dans sa cellule et les conseillers pressent les choses (2.140). A Lausanne, on tente de faire le point sur ce qui lui est reproché : l'ex-bailli Imhof se défend d'avoir confisqué les documents du commissaire. On demande à Dubois de vérifier une dernière fois les erreurs du fief de Béthusy ; tout au long du

procès, on ne voit jamais apparaître les raisons qui auraient déterminé Rebeur à sous-estimer ce domaine: a-t-il été rétribué pour cela, le propriétaire, noble Gabriel Rosset, seigneur d'Echandens, a-t-il exercé des pressions sur le jeune commissaire, ou s'agirait-il d'une erreur de sa part? Enfin, les plaintes du lieutenant Seigneux sont lues une dernière fois à Rebeur, dans sa prison. Ici encore, on en ignore la nature (2.141).

La Chambre des bannerets romands, dans le rapport final qu'elle adresse à LL.EE. le 15 février (2.142), reprend parmi ces trois chefs d'accusation celui qui concerne les malversations dans les rénovations. On lui reproche d'avoir «E(ue)r Gn(a)d(en) in seiner gehalten commissionen ex proposito und vorsetzlicher weiss vielfaltig über vortheylet und betrogen, da oft zu gonsten etlicher particularen E(ue)r Gn(a)d(en) nachtheil und der possessoren grossen beschwerd überladen» (2.143). La deuxième accusation porte sur les documents secrets confiés à Rebeur. On lui reproche «dass er treuwloser weiss und ufs empfindtlichste sich an E(ue)r Gn(a)d(en) vergriffen in dem er dero angehörige namhafte rechte und gwsame auss gantzen bücheren gerissen, und durch appropriation E(ue)r Gn(a)d(en) derselben berauben wollen» (2.144) (il aurait porté atteinte aux intérêts bernois en arrachant des livres des pages traitant des droits de LL.EE. et en essayant d'en priver LL.EE. et de s'en approprier). Les bannerets considèrent ce délit comme extrêmement grave, pas autrement «alss für ein *peculat*» — soit un vol de bien public. L'accusation de haute trahison n'apparaît pourtant pas du tout. Il n'empêche que les soupçons à ce sujet doivent subsister et qu'ils jouent un grand rôle dans la gravité de la sentence: Rebeur mériterait la peine de mort — «Ihme ans Leben zu greifen». Par pitié pourtant, et comme les responsables bernois ne veulent pas cette exécution, on propose de la transformer en une peine de réclusion à perpétuité. LL.EE. s'offrent ainsi le luxe de paraître généreuses. De plus, elles peuvent désirer que leur ancien commissaire reste en vie dans l'espoir de le voir un jour leur restituer les documents disparus. Les juges se préoccupent ensuite des conditions de la détention: il faut un endroit bien gardé, comme la forteresse d'Aarbourg, où l'on pourrait construire une cellule aux frais de Rebeur. Il devrait payer lui-même son entretien. On propose de l'isoler, de lui interdire toute écriture et de ne lui laisser lire que des ouvrages religieux. La Chambre est pourtant divisée sur la question de l'isolement: la majorité la voudrait totale, la minorité partielle, dans l'espoir qu'il révèle un jour «wohin er mit dess Chastelains grosse und register, wie auch anderen documenten welche er auss E(ue)r Gn(a)d(en) archiven möchte haben genommen und entfernnet, hinkommen» et les restitue à LL.EE. (2.145). Les volumes volés pourraient empêcher Rebeur d'être enterré vif. Suivent les réparations de ses fautes: il faudra corriger son travail de rénovation à ses frais. De plus, il devra payer les frais de la longue enquête qui a précédé sa condamnation. Pour ce faire, on liquidera ses biens en veillant cependant à ne pas léser sa femme ni ses enfants. Les cahiers arrachés doivent être remis dans les volumes auxquels ils appartiennent. Les papiers concernant cette enquête doivent être déposés à la Chancellerie de Berne (2.146). Quant au jeune

fil de Rebeur, il devra jurer qu'il accepte cette condamnation et qu'il ne fera rien pour la contester. Le 22 février, le Conseil bernois des Deux Cents, réuni au son de la cloche, juge Rebeur (2.147). Après avoir entendu le rapport du trésorier et de la Chambre des bannerets romands ainsi que celui des examinateurs de Rebeur, on conclut à sa culpabilité. Il est puni avec la plus grande rigueur: si la peine de mort n'est pas appliquée, les Bernois choisissent pourtant la solution la plus dure, la réclusion perpétuelle avec isolement complet; même les siens ne pourront plus le voir. On ordonne immédiatement au bailli de mettre sous scellés ses biens, tout en protégeant ceux de sa famille.

2.7. 1684–1688: de la condamnation à l'évasion

Il faudra une année entière pour aménager une prison digne du commissaire à Aarbourg. Le château argovien vient d'être entièrement restauré; il dispose d'une garnison d'une quarantaine de soldats. Il ne semble pas qu'il fasse déjà office de prison, et Rebeur en est probablement le seul hôte forcé (2.148). En été 1684, après avoir effectué les premiers devis, on juge que Rebeur n'a pas les moyens de payer cet aménagement et on propose de l'envoyer ailleurs, à Interlaken par exemple. Les bâtiments conventuels avaient en effet été transformés en hôpital et, à l'époque, les hôpitaux servaient aussi de prison (2.149). Cette possibilité est repoussée par les autorités bernoises. La cellule sera construite à Aarbourg pendant l'hiver 1684–1685, suivant les instructions données au commandant de la forteresse par les délégués bernois de la Diète de Baden (2.150). Le 17 février 1685, le logement de Rebeur est prêt et on lui fait effectuer, sous bonne garde, le trajet de Berne à Aarbourg (2.151).

Pendant cette longue année, le dur traitement d'isolement auquel les conseillers bernois avaient condamné leur ancien commissaire n'a pas été scrupuleusement respecté. Au début de mars 1684 déjà, on apprend que sa femme et son fils ont pu communiquer avec lui (2.152). Ces contacts prennent fin à la veille du transfert à Aarbourg (2.153). Dès le mois de février 1685, il semble que les seuls rapports que Rebeur entretienne avec les siens sont d'ordre épistolaire (2.154). Malgré l'interdiction qui lui avait été faite lors de sa condamnation, Rebeur continue en effet à écrire. Lorsqu'il adresse une supplique aux autorités bernoises au moment de son transfert, on décide de le priver d'encre et de papier et de considérer comme nulles et non avenues ses plaintes puisqu'il est «eine criminalisierte persohn undt ein todtnr mann» (2.155). Ce mort-vivant retrouvera cependant son écritoire à Aarbourg.

A Lausanne, la femme et les enfants de Rebeur ne sont pas au bout de leurs peines après sa condamnation. Jean-Philippe se voit bloqué dans sa carrière politique. Ses collègues lui ont retiré son mandat au Grand Conseil. Lorsqu'il fait appel à Berne, LL.EE. demandent aux Lausannois de le réintégrer en sa charge. Soucieuses de ne pas entretenir un foyer de révolte autour de la famille du condamné, elles exhortent les conseillers lausannois:

«de cesser finalement leurs passions et persecutions à lencontre de la fem(m)e et enfans dud(i)t Rebeur, et sans les molester plus oultre les laisser demeurer à Lausanne en paix et en seureté» (2.156). Les Lausannois feront traîner leur réponse à Berne pendant trois mois (2.157), et Jean-Philippe ne retrouvera jamais son siège. Pis encore, il semble également bloqué dans son métier et condamné à seconder le rival de son père, le commissaire Verchières (2.158). Il reste en effet le meilleur connaisseur des papiers consultés par son père, qui seront dûment inventoriés et envoyés à Berne (2.159). Mais c'est lors du règlement des dettes de Rebeur que la curée atteindra son point culminant. Tout de suite après la condamnation, on séquestre ses biens. Les autorités bernoises et lausannoises font leurs comptes (2.160). A côté de ces personnes morales se pressent de nombreux particuliers: Seigneux, dont l'avidité doit être réfrénée par LL.EE., côtoie des commissaires lausannois et de nombreux fournisseurs de la boutique de la Palud. Ensemble, ils réclament près de 50 000 florins à la famille Rebeur (2.161). En été 1684, ils demandent la liquidation de ses biens (2.162); en septembre, Berne donne aux enfants de Rebeur jusqu'à la Saint-Martin — le 11 novembre — pour payer ses dettes (2.163). LL.EE. sont pressées en effet de se faire rembourser l'entretien de leur prisonnier, évalué à un capital de 5000 florins (2.164). De l'été 1684 à 1685, le bailli de Lausanne procède à la taxation et à la vente des biens de Rebeur: le lieutenant Seigneux, parmi d'autres, obtient quelques-unes des plus belles vignes. Le gendre de Rebeur, Benjamin Pivard, le soutient de son mieux: il réussit à se porter acquéreur du domaine de Cour, sauvant ainsi la maison de campagne de la famille. Mais c'est la très belle demeure de la Palud qui excite le plus les appétits: Seigneux, puis le commissaire Verchières, tenteront de se l'approprier. La femme et les deux fils de Rebeur la défendent à corps et à cris (2.165). Finalement, ils réussissent à la conserver. Par la suite, c'est probablement seulement Elisabeth et son époux Benjamin Pivard qui y demeurent. Jean-Philippe se décide en effet à quitter la ville, laissant sa mère continuer à se battre avec l'aide de ses plus jeunes frères et sœurs (2.166).

C'est hors de l'ancien canton que les Rebeur vont maintenant quérir de l'aide. Un avocat de Dijon, Forestier, cousin de Rebeur, accueille et conseille Benjamin Pivard en été 1685. Quant à Jean-Philippe, il s'est rendu en Brandebourg auprès du grand-duc. Il occupe à sa cour le poste d'assesseur de justice et sera nommé en 1697 précepteur du futur roi-soldat Frédéric-Guillaume I^{er}. Son frère le rejoindra à Berlin (2.167).

Tout semble donc fini pour la famille Rebeur; ses biens ont été dilapidés, ses fils ont fui Lausanne et l'épouse de Rebeur finit par demander le divorce (2.168). Mais le vieux Rebeur va tout remettre en question: au printemps de 1688, les Bernois, éberlués, apprennent qu'il a réussi à fuir la forteresse d'Aarbourg, «indemme er den heiterloch gross gemacht undt sich an einem band von einer ziechen hinundergelassen» (2.169). Il a simplement agrandi une lucarne et s'est laissé glisser en attachant sa literie!

2.8. 1688–1715: de Neuchâtel à Berlin

Rebeur disposait probablement d'amis qui l'aidèrent à passer la frontière au plus vite: LL.EE. en effet ne parviennent pas à le rattraper (2.170). Dès le 30 juillet, il peut leur faire parvenir une demande en grâce (2.171). Il va se réfugier dans le village viticole de Cormondrèche, à Neuchâtel, terre d'asile pour de nombreux réfugiés politiques bernois (2.172). Le futur roi de Prusse, très ami des Bernois (2.173), y jouit déjà d'une influence considérable: il deviendra prince de Neuchâtel en 1707. Or, on l'a vu, Jean-Philippe Rebeur est à Potsdam, à la brillante cour du prince-électeur (2.174): c'est sans doute grâce à son aide que le vieux commissaire a pu s'établir sur les rives du lac de Neuchâtel, y acquérir des biens fonciers et y fréquenter les notables locaux (2.175). En 1694, il obtient en effet ses lettres de naturalisation de Marie, princesse de Neuchâtel, Valangin etc. pour une petite somme et à une époque où la bourgeoisie de Neuchâtel ouvre difficilement ses portes (2.176). Le vieux commissaire Rebeur ne se satisfait pourtant pas d'une vieillesse paisible. Sa femme et sa fille Suzanne sont venues le rejoindre à Cormondrèche. Suzanne est courtisée par un notable, le justicier Abraham Bedeaux. Ce fiancé fort peu «romantique» refuse d'épouser une jeune personne peu argentée, fille d'un ancien condamné (voir note 2.175). Rebeur va donc devoir retourner se justifier devant LL.EE. de Berne. Dès 1696, il tente d'obtenir un sauf-conduit (2.177). Pour allécher LL.EE., il fait diverses propositions. Tout d'abord, il affirme avoir trouvé une nouvelle technique de rénovation. LL.EE., blasées, répondent qu'elles la connaissent depuis près de 10 ans (2.178). Rebeur propose alors d'autres choses: premièrement, il a rencontré un Neuchâtelois préparant une histoire des comtes et du comté de Neuchâtel et de Valangin, qu'il voudrait publier à Paris. Il propose aux autorités bernoises de les mettre en communication avec cet auteur afin d'éviter qu'il n'écrive des écrits préjudiciables à LL.EE. Deuxièmement, il prétend avoir trouvé trace d'un droit ancien, négligé jusqu'à présent et fort lucratif pour les autorités bernoises (2.179). Cette dernière proposition appâte enfin LL.EE., qui se déclarent prêtes à lui fournir un sauf-conduit plus de dix ans après son évasion, en octobre 1698 (2.180).

En fait, ce n'est pas seulement pour laver son honneur que Rebeur désire retourner à Lausanne. Il voudrait aussi mettre de l'ordre dans ses affaires et récupérer une bonne partie de ce qui lui a été confisqué (2.181). Certains des moyens utilisés à cette fin peuvent paraître fort audacieux: sa famille réclame en effet à LL.EE. la restitution des 5000 florins qu'elle leur avait confiés pour l'entretien de l'ancien commissaire. Puisque Rebeur s'est évadé, cet argent n'est plus utilisé et il doit revenir à ceux qui l'ont déboursé! LL.EE., soucieuses de ne pas maintenir en état de révolte constante des personnes jouissant encore d'une certaine influence à Lausanne, commencent par allouer une rente à l'épouse de Rebeur, constituée par les intérêts de ces 5000 florins (2.182). Dès l'automne 1693, la femme de Rebeur explique que cela ne suffit pas et supplie qu'on lui

restitue toute la somme afin qu'elle puisse rejoindre son fils en Brandebourg (2.183). Et ici aussi, comme dans la demande des sauf-conduits, les Rebeur finiront par obtenir satisfaction de ceux qui les avaient si lourdement condamnés. En été 1698, les 5000 florins sont rendus (2.184). Peut-être cette revanche a-t-elle été facilitée par l'appui du futur roi de Prusse, par l'arrivée au pouvoir à Berne du représentant du parti de la bourgeoisie et par le déclin de l'influence des familles patriciennes (2.185).

Il faudra près d'un an et de nombreuses prolongations de sauf-conduits (2.186) pour que LL.EE. finissent par prendre une décision sur les propositions que leur fait leur ancien commissaire. En août 1699, l'affaire est enfin réglée : les conseillers renoncent à censurer l'œuvre de l'historien neuchâtelois. Ils renoncent aussi à percevoir le droit lucratif que Rebeur avait exhumé de ses papiers, soit l'ancien droit de sigillation de l'évêque de Lausanne, car leurs sujets le prendraient trop mal. Enfin, la nouvelle technique de rénovation intéresse à nouveau LL.EE., qui chargent leurs plus éminents commissaires — le successeur de Dubois : Steck, Fischer et Grenier — d'en discuter avec Rebeur (2.187).

Ces propositions n'étaient cependant que prétexte à des ambitions beaucoup plus grandes. En novembre 1699, un message de Rebeur parvient à Berne. Il y supplie LL.EE. «qu'il leur plaise d'ordonner que par droit ses parties de Lausanne luy restitueront le reste de son bien, qu'ils ont heu sous de specieux pretextes». C'est surtout à la Ville de Lausanne «qui est si riche» que Rebeur demande la récupération de ses biens. Il porte pourtant également plainte contre divers particuliers, et surtout contre «celuy qui pour faire perdre la vie audit Rebeur, aussy bien que sa fortune, et de ses enfans, par une accusation temeraire, et si odieuse qu'elle obligea alors ledit Rebeur de reclamer instamment à Dieu son assistance, et qui luy vint à même tems bien à point par sa grace, osa bien insinuer à L : Ex : par ses propres escrits, qu'iceluy Rebeur avoit communiqué de leurs droits à M^r le Duc de Savoye, et avoit eu des entretiens, avec le pretendu Evêque de Lausanne. De tout quoy il n'eust jamais une seule pensée» — il faut donc se référer à cette supplication pour enfin retrouver en son entier l'accusation de haute trahison proférée sans aucun doute par le lieutenant Seigneux. Rebeur finit son message en portant plainte contre son heureux successeur — le commissaire Verchières — faisant remarquer à LL.EE. que ce manant arrivé sans le sou à Lausanne «à cependant laissé plus de cinquante mille francs de bien à des paysans d'ou il est sorti» (2.188). Dans cette supplique, Rebeur n'exige donc ni plus ni moins que la révision d'un jugement dûment rendu — et après combien de longues enquêtes — une quinzaine d'années auparavant. Comme le puissant allié de Berne, le prince-électeur de Brandebourg, intercède en sa faveur, LL.EE. vont accepter de reconsidérer la chose (2.189). C'est la Chambre des bannerets romands, sur mandat du Conseil bernois des CC, qui s'occupe de cette affaire et subit les récriminations des Lausannois, furieux de la voir exhumée de ses tiroirs (2.190). En été 1700, on rend le jugement définitif : si Rebeur obtient de récupérer les extraits qu'il a tirés des divers registres

parmi les papiers qui lui ont été confisqués, il perd sur tous les autres points. On ne lui versera plus un sou pour son travail, on ne reverra pas la liquidation de ses biens et le fils du lieutenant Seigneux pourra publier l'écrit qu'il a rédigé et qui justifie son père. De plus, on prie le vieux commissaire de quitter le sol bernois dans un délai de deux à trois jours, pour ne plus jamais y revenir (2.191).

Suzanne subit les conséquences de cet échec : son prétendant l'abandonne pour un autre parti plus avantageux, et l'action que la famille Rebeur intente contre lui n'aura pas de suite. Les nombreuses lettres et les promesses de mariage d'Abraham Bedeaulx, pas plus que l'intervention de l'avocat Pury pour défendre Suzanne, ne suffiront à réconcilier le couple. Bedeaulx est libéré de ses promesses puisque le père de son ex-fiancée n'a pas réussi à blanchir son honneur et à récupérer ses biens ; pis encore, le gros héritage que Suzanne prétendait recevoir de son frère en Brandebourg n'existe pas (2.192). Les choses ne se termineront pourtant pas trop mal pour la femme et la fille de Rebeur : en 1704, Suzanne a épousé un autre justicier, François Sergent de Peseux, bourgeois de Neuchâtel, qui autorise alors sa femme et sa belle-mère à signer une reconnaissance de dette au docteur Pury, assignée sur leurs vignes à Cormondrèche (2.193). Rebeur n'apparaît plus à cette occasion. Peut-être est-il déjà à Berlin, où il a été récupérer l'héritage de son fils, prématurément décédé. Cet infatigable vieillard s'y livre à des transactions qui l'amèneront, à nouveau, en prison. En juin 1708, sa fille Elisabeth, veuve de Benjamin Pivard et chargée de quatre enfants, dont deux imbéciles, est allée avec sa mère à Berlin pour récupérer l'argent de Jean-Philippe ; indiquant que son père est « dans un aage et dans un etat a ne pouvoir pas faire un usage legitime de son bien », elle lui reproche d'avoir acheté une maison à un prix trop élevé. La mère reste à Berlin, sans obtenir semble-t-il gain de cause, tandis qu'Elisabeth rentre à Lausanne où le rival de son père, Verchières, la poursuit de ses attaques et réussit enfin à faire confisquer à son profit sa maison de la Palud, dernier témoin d'une gloire passée (2.194).

2.9. Les commissaires du 17^e siècle : de subtils intermédiaires

De Turcey à Berlin, en passant par Lausanne, Berne et Neuchâtel, le commissaire Rebeur a parcouru une grande partie de la « Mitteleuropa » du 17^e siècle. Son séjour d'une trentaine d'années sur les rives lémaniques est source d'enrichissement pour l'historien : d'abord, et surtout, son travail d'arpenteur — la levée de plans couvrant tout le territoire — donne, pour la première fois, une image détaillée du parcellaire lausannois. Ensuite, l'établissement de nombreux terriers permet d'approfondir ce premier tableau. Enfin, l'étude de sa vie mouvementée situe le lecteur au cœur de la vie politique lausannoise, souvent représentative de la situation suisse ou européenne.

Un commissaire à terrier n'est pas seulement un spécialiste chargé d'écrire des livres et de dessiner des cartes ; c'est surtout un homme instruit, qui accède à d'innombrables et précieux documents. A une époque où la

classe dirigeante garde ses archives avec une jalousie exclusive (2.195). cette connaissance est à la fois source de pouvoir et d'ennuis. Dans la Lausanne conquise des années 1650–1680, les rapports entre LL.EE. de Berne et leurs sujets d'une part, entre groupes rivaux de la classe dominante d'autre part, sont particulièrement délicats. Le commissaire y joue un rôle subtil, qui peut aller de la conciliation à l'explosion.

Chapitre 3

CONTRÔLE ET REPRÉSENTATION
DE L'ESPACE LAUSANNOIS :
LE PLAN TERRIER REBEUR

3.0. *Le novateur fait école*

Pierre Rebeur laisse une œuvre originale : les premiers *plans terriers* de Lausanne et sa région, établis dans les années 1670 (3.1.). A cette époque, il n'y a presque aucun autre plan en Suisse occidentale. Lausanne est parmi les toutes premières régions de la Confédération — et la première ville — à être «cadastrée».

Ce chapitre décrira la diffusion des plans au cours du 17^e siècle. Il étudiera les rapports entre les caractéristiques économiques et politiques des régions d'une part, et l'époque de leur cadastration d'autre part. En cernant quelques-unes des raisons qui ont provoqué le relevé de plans, nous comprendrons mieux comment les membres des classes dirigeantes — les seigneurs fonciers, qui font ainsi inventorier leurs revenus — percevaient leur espace et quelle place ils attribuaient à Lausanne.

3.1. *Définition du plan terrier*

Les plans de Lausanne sont des documents d'un type tout à fait nouveau, celui du «plan terrier» dont la caractéristique principale est *le choix de la parcelle comme plus petit commun dénominateur*. Elle est dessinée, aussi fidèlement que ses moyens techniques le permettent, par le commissaire rénovateur qui doit aller sur le terrain pour établir son plan. Les renseignements suivants sont donnés pour chacune des parcelles : le nom du tenancier, le type de culture auquel elle est destinée (pré, terre, bois, etc.), parfois sa superficie, l'indication du seigneur dont elle dépend, le renvoi au terrier, etc.

Avec le temps, la représentation sera toujours plus exacte. D'après la définition très précise élaborée par François de Dainville (3.2.), on peut distinguer entre trois sortes de plans :

«*Plan visuel*, un plan levé à vue sur le terrain, sans aucune mesure, dont le rapport en petit ne présente sur le papier que l'à peu près de la superficie du terrain et des héritages qui en sont la division. Un commissaire habile carte ainsi assez bien son terrier, mais un tel plan est toujours irrégulier[...]

Plan géométrique, un plan levé par des opérations établies sur des principes certains avec les instruments nécessaires (équerre, demi-cercle, boussole et planchette), qui représente au vrai non seulement la superficie du terrain, mais à proportion toutes les dimensions, angles, longueurs et largeurs des héritages. Un tel plan est régulier et beaucoup plus sûr qu'un plan visuel, mais infiniment plus coûteux[...]

Plan mixte (mi-géométrique, mi-visuel), un plan dont on a établi géométriquement les contours et les grandes parties et mesuré à vue ou à la chaîne courante les héritages qui les divisent. Cette manière de carter est moins onéreuse que le plan géométrique, mais plus sûre que le plan à vue.»

Les documents que nous étudierons ici ne sont pas encore des plans géométriques. Ceux-ci n'apparaîtront dans nos régions qu'après 1690. Les commissaires utilisent parfois le terme de «figures», ou de «plans soit figures». Mais c'est le mot «plan» qui apparaît le plus fréquemment : plans «exacts», «géométriques», «planimétriques», etc. (3.3).

La définition du plan terrier est fonction de sa destination essentiellement économique. Elle le distingue des autres représentations graphiques de l'espace. Il n'est pas un *dessin de ville*, comme la gravure de Merian inspirée du «plan» Buttex, un tableau à l'huile donnant une minutieuse image de la ville de Lausanne en 1638 (3.4). En effet, le plan représente rarement l'aspect extérieur des bâtiments. Il est conçu comme une «étude à vol d'oiseau» et non comme un point de vue pittoresque. Enfin et surtout, il indique le nom des propriétaires des maisons. Le plan se distingue aussi des petites esquisses, comme les «*tibériades*» conçues dans un but juridique, ou les ébauches de parcellaire gribouillées en marge de certains terriers (3.5.). Certes, ces documents sont les ancêtres directs du plan terrier. Ils n'ont cependant pas pour fonction de donner une représentation globale de la propriété. Enfin, le plan n'est pas une *carte*. La carte renseigne le voyageur ou le militaire en donnant diverses précisions sur la topographie d'une région. Lorsque l'échelle est très grande, la carte peut fortement ressembler au plan. La minutieuse et fort belle représentation de l'enclave genevoise de Céligny, du milieu du 16^e siècle, en est un bel exemple (3.6.). Si on voit apparaître le type de culture (prés, champs, etc.) et les haies vives bordant des groupes de parcelles, elle ne permet cependant pas de déterminer les noms des propriétaires ni le dessin des parcelles. Si le plan se distingue donc nettement de la carte, sa technique dérive de celle des cartographes. L'évolution de la cartographie suisse depuis la fin du Moyen Âge prélude à l'apparition des premiers plans terriers dans nos régions.

3.2. De la carte au plan

Les membres des classes supérieures ont éprouvé de toute ancienneté le besoin de se représenter l'espace dans lequel ils vivent. Ce n'est cependant qu'au bas Moyen Âge que les documents cartographiques européens recommencent à se multiplier. A la fin du 13^e siècle apparaissent les premiers portulans, à l'usage des navigateurs : ils donnent le profil des côtes et les noms des ports. Le passage de la cartographie maritime à la cartographie terrestre s'effectue progressivement, en adoptant les instruments techniques mis au point pour le dessin des portulans (comme la boussole) et en approfondissant dès le 15^e siècle les enseignements du géographe grec Ptolémée (3.7.).

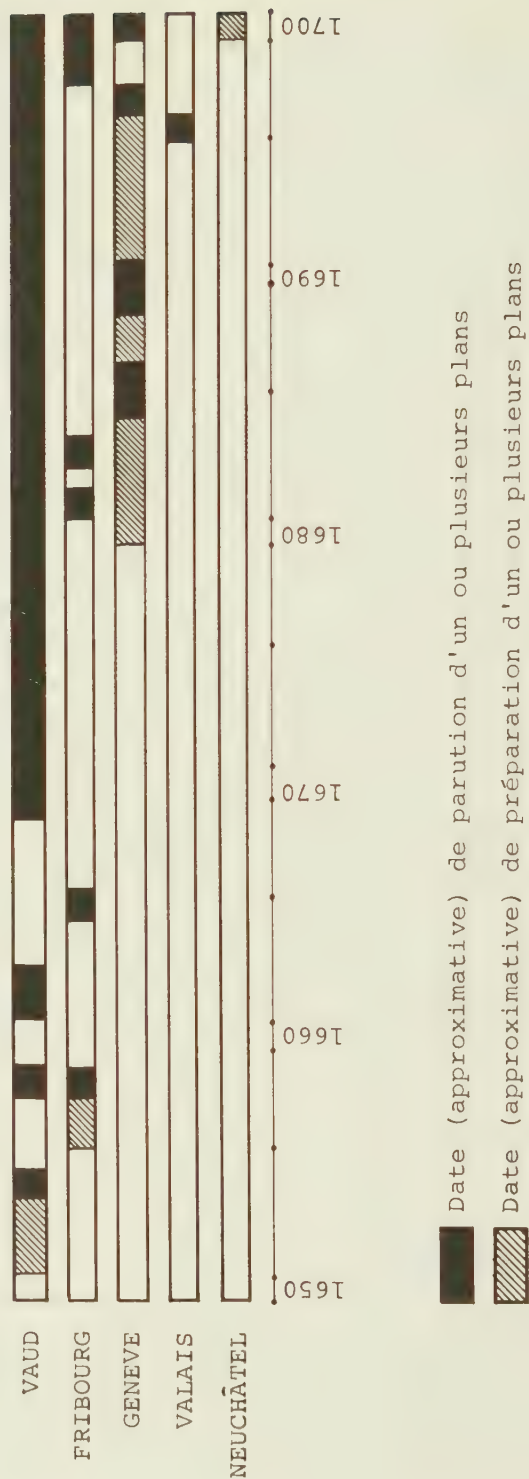
La première représentation de la Suisse connue est une «*imago mundi*» de tradition médiévale, œuvre du moine Albrecht von Bonstetten, de 1479 (3.8.). Moins de vingt ans plus tard, en 1495–97, le médecin et astrologue zurichois Konrad Türost exécute la toute première carte de la Suisse conservée dans nos archives. Elle sera copiée dans de nombreux atlas tout au long du 16^e siècle. Les anciennes cartes de la Suisse romande conservées dans nos archives sont d'origine suisse alémanique. Les archives savoyardes renferment probablement d'autres cartes du 15^e siècle (3.9). Les documents alémaniques datent d'après les conquêtes de 1475–76 et 1536. En 1538, le cartographe et historien glaronnais Aegidius Tschudi sort avec la collaboration de son disciple réformé Sébastien Münster (professeur de langues orientales et de mathématiques à Bâle) une nouvelle carte de la Suisse qui s'étend du Léman au Bodan. Ce document servira de modèle à de nombreux cartographes, dont l'humaniste et historien zurichois Johannes Stumpf en 1548–52. C'est aussi au 16^e siècle qu'apparaissent les premières cartes régionales de la Suisse, en Valais et à Zurich d'abord. En Suisse occidentale, le médecin bernois Thomas Schoepf dessine en 1578 la première carte de Berne et du Pays de Vaud. A Genève, le syndic Jean Du Villard inaugure en 1588 la série des cartes du Léman. Quant aux œuvres du célèbre cartographe hollandais Mercator et des représentants de son école (1585–1595), elles ne sont généralement pour la Suisse que des compilations de cartes régionales.

La première moitié du 17^e siècle semble assez calme par rapport au remarquable essor du 16^e. Les archives vaudoises ont pourtant conservé, entre autres, une carte du bailliage d'Oron datée de 1620 et une belle représentation du Chablais, de 1634 environ (3.10.). Dès les années 1650, l'ingénieur militaire zurichois Hans-Konrad Gyger trace d'admirables cartes de la région zurichoise. A Lausanne, la représentation du bailliage effectuée par le major de Crousaz en 1678 (3.11.), sans atteindre à la perfection de celles de Gyger, participe à ce courant de nouvelle cartographie régionale. Les militaires ont remplacé les humanistes du 16^e siècle. Comme eux cependant, ils ont acquis leur technique dans des pays du nord. Si Gyger a été fortement influencé par les «*Landtafelmalereien*» d'Allemagne du sud, ses prédécesseurs ont été formés dans des universités germaniques (Heidelberg, Tübingen, Francfort) et ont appliqué les découvertes de Mercator sur la projection cylindrique. Il faut remonter à l'avant-réforme pour retrouver l'influence du sud: comme Bonstetten, Türost a étudié à Pavie.

3.3. Le plan terrier en Suisse romande

D'où est venue l'idée d'effectuer les premiers plans terriers suisses? D'Italie du nord, où en 1552 déjà Baptista Quirini, arithméticien et géomètre de Padoue, dresse un plan représentant les diverses parcelles du domaine du noble Da Vanzo? Des Pays-Bas, autre creuset des richesses européennes du 16^e siècle, où les arpenteurs jurés effectuent des «cartes

Figure 2 : Les premiers plans terriers en Suisse romande



figuratives» dès les années 1550? D'Angleterre, où les «estate surveyors», fermiers de riches seigneurs, établissent des «local maps» dès 1575 (3.12.)? Une bibliographie détaillée des premiers géomètres travaillant en Suisse — dont nous donnerons une esquisse ci-dessous — amènerait sans doute à conclure que ces diverses influences se sont rencontrées dans nos régions. La Suisse occidentale est parcourue par l'un des grands axes de la Flandre à l'Italie. Elle est habitée de catholiques et de réformés, de gens de langue alémanique et de langue française. Située à l'intersection de grands courants économiques et culturels, elle est très perméable — mais dans certaines de ses régions seulement — à la nouvelle technique cadastrale. En pleine époque de «réaction féodale» (3.13), le plan terrier permet à de nombreux seigneurs d'avoir enfin — plus d'un millénaire après le célèbre cadastre d'Orange — un instrument de perception des redevances efficace et global.

La figure 2 résume la diffusion de cette technique en Suisse occidentale pendant la seconde moitié du 17^e siècle. Nos commentaires se terminent en 1700: ce n'est pas en effet ici le lieu de faire une histoire de la diffusion des plans pendant tout l'Ancien Régime. Ni d'ailleurs d'exposer les progrès techniques des commissaires et le passage du plan visuel au plan géométrique qui se produit dans nos régions à la fin du 17^e siècle. L'analyse de l'évolution de la situation des années 1650 à 1700 suffit à expliquer l'apparition des premiers plans lausannois. Toutes les archives des cantons de Suisse romande ont été consultées, ainsi que celles de Berne; elles n'apparaissent pas sur la figure 2 car on n'y trouve aucun plan cadastral antérieur à 1700. Les cartes, parfois très détaillées, y sont par contre très nombreuses (3.14). La datation des plans est très souvent approximative, soit parce qu'elle manque sur le document et qu'il a fallu la retrouver à partir de son contenu, soit parce que le commissaire-arpenteur lui-même la donne de manière vague. Il faut en effet beaucoup de temps pour mener à terme certaines rénovations: la trentaine d'années que Rebeur consacre à inventorier l'espace lausannois (fig. 1, p. 29) en est un exemple frappant. C'est pourquoi nous avons tenu, particulièrement à Genève, à représenter les années pendant lesquelles un plan est en préparation. Ces dates sont également approximatives. Enfin, la figure ne permet pas de savoir combien de plans sortent annuellement, mais si un plan a été exécuté ou non.

Une constatation s'impose: l'antériorité incontestable des plans vaudois. Ils apparaissent dès 1650, plus tôt que partout ailleurs. Dès 1669, il sort au moins un volume par année. Or, de tous les cantons concernés, Vaud est le seul à être politiquement dominé. Ailleurs aussi, on cartographie de préférence les régions sujettes. Ainsi, en Valais, les plans concernent toujours le pays conquis du Bas-Valais, au 17^e comme au 18^e siècle. La ville souveraine de Fribourg inventorie ses nouvelles campagnes et Neuchâtel la seigneurie de Valangin, acquise à la fin du 16^e siècle (cf. tableau 3). A côté de ces explications d'ordre politique interviennent des motivations économiques. Le Pays de Vaud est un riche terroir et il est rentable de bien connaître les redevances qu'on peut en

tirer. D'autant plus que l'agriculture traverse une crise, qui sera étudiée au chapitre suivant. La stagnation qui suit la période de hauts prix de la Guerre de Trente Ans rend les seigneurs plus sourcilleux quant à l'importance exacte de leurs revenus.

Tableau 3. Plans terriers non vaudois jusqu'à 1700

Date	Lieu ¹	Référence ¹	Auteur ²
1655-57	FR – Estavayer (div. paroisses)	E 38	Von der Weid, François-Pierre
1664	FR – Coussiberlé	E 102 b	Natey, Gabriel
1680-85	GE – Plainpalais	cad. B 2	Deharsu, Jacques
1681	FR – Wallenbuch	E 66 a	Guey, Rudolph
1683	FR – Posat	C 55	—
1685-89	GE – (campagne)	cad. B 3	Deharsu, Jacques
1685-90	GE – Cornavin	cad. B 4	Deharsu, Jacques
1686-99	GE – Céligny	cad. B 5	—
1689-97	GE – Ville	cad. A 1	Deharsu, Jacques
1690	GE – Rive, Collogny	cad. B 1	—
1696	VS – Collombey, Neyres	L 31	Grevoulet et Buttex
1696	VS – Muras	L 32	Grevoulet et Buttex
1698	FR – Montagny (div. paroisses)	E 194	Crosat
1698	FR – Sorens	E 152	—
1698	FR – Morlon	E 155	—
1699	FR – Avry-sur-Matran	C 65	Bernard
1699	FR – Echarlens	E 154	—
1700	GE – Laconnex	plans port. 58	Grenier
1700	GE – Neydens	plans port. 62	Grenier
1700 ss	NE – Valangin	AEN, plan de Valangin	Girard
1700 env.	FR – Chésalles	C 2 b	—
1700 env.	FR – Neyruz	C 27	—
1700 env.	FR – Cottens	C 61	—
1700 env.	FR – Pré-vers-Noréaz	C 64	—
1700 env.	FR – Bulle, etc.	C 66	—

¹ Références pour FR (Fribourg): AEF, ...; pour GE (Genève): AEG, ...; pour NE (Neuchâtel): AEN, ...; pour VS (Valais): AC Collombey, ...

² Liste sommaire à partir des plans.

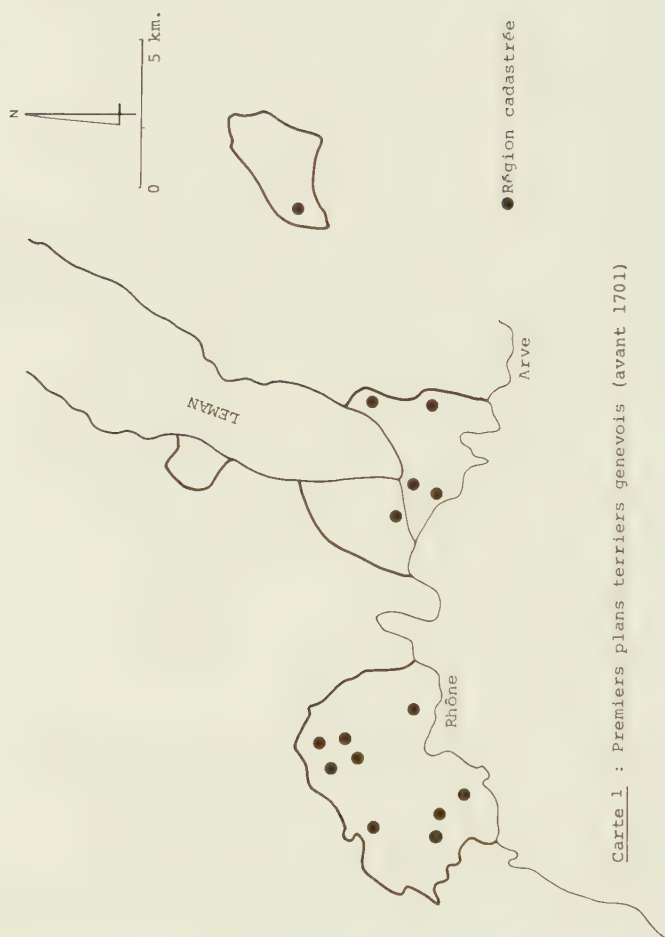
3.3.1. Genève

Genève diffère des autres cités indépendantes. Dès les années 1680, elle fait cartographier non seulement ses terres mais aussi la ville souveraine. Genève est ainsi probablement la seule ville libre de Suisse à se doter d'un plan cadastral sous l'Ancien Régime. Ce soin tout particulier à inventorier l'espace se retrouve dans la cadastration de la campagne genevoise (carte 1

et tableau 3). Si la République du bout du lac adopte assez tard la nouvelle technique, elle l'applique largement sur un territoire certes restreint. En novembre 1684, les syndics et conseillers genevois chargent leur commissaire général Jacques Deharsu «de prendre des plans exacts ou il ni en aura deia de pris de tous les fonds qui sont dedans nos dittes franchises, comme encor de tout ce qui est dehors lesdittes franchises dans les dits villages aux lieux et territoires ou il y aura de nostre fief, directe et juridiction, cest a dire le plan de tout le territoire» (3.15). On en retrouve en effet pour tout l'espace genevois de l'époque: mandement de Peney, seigneuries de Dardagny et de Malval, mandement de Jussy, franchises et enclave de Céligny. Seule manque la petite enclave de Malagny-Genthod. Peut-être le plan a-t-il disparu, comme tous les autres exemplaires «au net», dont les archives n'ont conservé que les brouillons. On peut avancer plusieurs explications à cette «cadastration intensive» du territoire genevois dès le 17^e siècle. D'abord, et surtout, ce territoire est petit et les riches représentants de la haute bourgeoisie peuvent aisément se permettre de le faire entièrement représenter. Ensuite, les Genevois ont une tradition cartographique de haute valeur. Les relevés du syndic Du Villard et de ses successeurs sont une base solide pour les arpenteurs du 17^e siècle. De plus, la situation menacée de la petite Ville et République de Genève, les litiges qui l'opposent à ses voisins et l'enchevêtrement de ses possessions avec les leurs expliquent aussi ce besoin de connaître avec précision l'espace contrôlé. Le duc de Savoie ne fait pourtant pas encore monter les enchères: la grande période des «mappes» savoyardes date des années 1720 (3.16). Seuls deux plans subsistent, datant de 1700 environ (tableau 3). La Savoie, à la différence de Genève, n'a pas cartographié tout son territoire mais a choisi une riche zone viticole (carte 1).

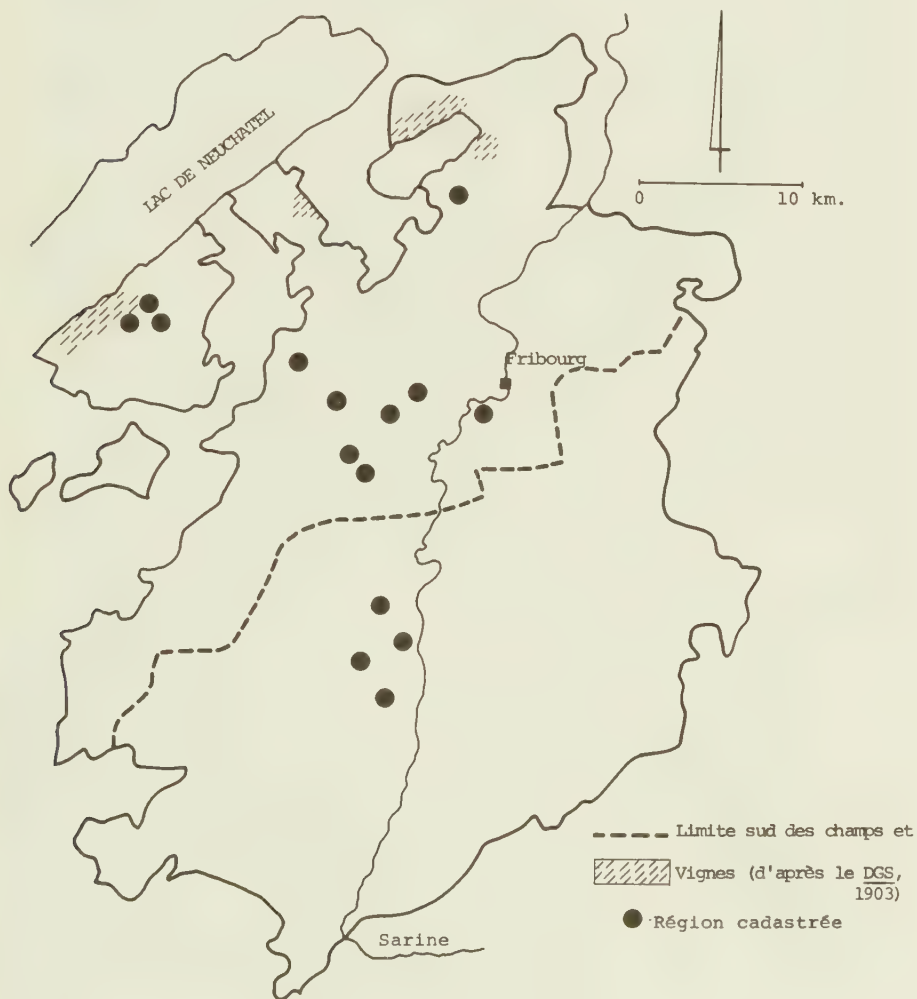
3.3.2. Fribourg: vin et fromage

Les coreligionnaires fribourgeois du duc de Savoie font de même: eux aussi cartographient les zones les plus prospères (carte 2 et tableau 3). On inventorie les zones viticoles — les premiers plans sont ceux de la région d'Estavayer — et les riches terres à blé de la Broye et de la Sarine. Vers 1698, on passe au plan de zones plus herbagères permettant de nourrir les vaches en hiver, comme la Gruyère. Les Préalpes, où estive le bétail, restent totalement vierges. L'intérêt de l'Etat pour les prés, mais aussi de quelques fondations religieuses (comme le couvent d'Humilimont) est probablement une caractéristique fribourgeoise. A une époque où le commerce du fromage de Gruyère prend une importance croissante dans la vie économique du canton (3.17), les membres du patriciat privilégient les ressources en herbe de leurs campagnes.



Carte 1 : Premiers plans terriers genevois (avant 1701)

Carte 2 : Premiers plans terriers fribourgeois (avant 1701)



3.3.3 Vaud: un riche terroir

L'espace vaudois est celui sur lequel ont travaillé le plus grand nombre de géomètres de Suisse occidentale au 17^e siècle. Il est pourtant moins densément cadastré que Genève à cause de son étendue très supérieure. À côté des motivations politiques dont nous avons parlé ci-dessus, des raisons d'ordre économique ont présidé au choix des régions arpentées. Comme à Fribourg, on inventorie de préférence les zones agricoles les plus riches (cf. annexe 2, p. 76, carte 3 et tableau 4) (3.18). Le Jura et les Préalpes n'auront de plans qu'au 19^e siècle. Le Jorat par contre, moins élevé, proche de la capitale lausannoise et réserve d'herbe permettant l'élevage du bétail (fromage, et fumier pour engraisser le sol), est bien cartographié.

Les tout premiers plans vaudois sont ceux de Denens et Villars-sous-Yens (dressé en 1651) et de Denges (1658). Concernant tous deux de riches terres à dominante viticole à Denens et céréalière à Denges, ils ont été commandés à de jeunes notaires étrangers par le patricien Emmanuel de Tavel pour le premier et par la Ville de Lausanne pour le second. Dans la décennie suivante (les années 1660), Abraham Dubois, auteur du plan de Denens, arpente le Chablais vaudois. Il s'inspire très probablement, pour les grandes lignes, des cartes dressées par Joseph Plepp vers 1634–35 (3.19). Une première cadastration de cette région était devenue urgente. Le Rhône et la Grande-Eau ayant une fois de plus inondé les campagnes, il fallait lever un impôt pour payer les travaux de restauration des digues. De plus, un plan permet de fixer indiscutablement la frontière, même en cas de rupture de digue ou de changement de lit du Rhône. En septembre 1660, la Bourgeoisie d'Aigle charge Dubois d'arpenter, avec d'autres notaires chablaisiens, toute la région afin de réviser l'ancienne base de taxation rendue caduque par les ravages dus aux inondations (3.20). Il s'agit d'un système de rénovation totalement différent de celui pratiqué dans les autres régions vaudoises. Au Chablais, la taxe est levée proportionnellement à la valeur des terres. Ce système est assez semblable à celui des «maxes» (appellation locale pour des terriers de type cadastral, donnant la valeur des fonds) valaisannes, qui sera adopté par la Savoie au début du 18^e siècle (3.21). Ailleurs, à Lausanne en particulier, les terres sont chargées de redevances d'origine médiévale dont l'importance ne correspond plus que très approximativement à leur valeur. Rebeur conserve le système de redevances hérité du Moyen Âge. Il réussit à peine à le simplifier, bien qu'il travaille à la même époque qu'Abraham Dubois en Chablais.

Les premiers plans lausannois sont parmi les plus anciens plans vaudois. En Suisse, Lausanne est la première ville à être cadastrée. La richesse et la diversité de son terroir où se succèdent les vignes, les terres, les prés arborisés et les pâturages des Râpes d'une part, l'assujettissement de la ville à LL.EE. de Berne d'autre part, contribuent à expliquer cette précocité. L'éparpillement des liefs est si prononcé à Lausanne que personne n'avait réussi depuis la fin du Moyen Âge au moins à en dresser

te 3 : Plans terriers vaudois du 17e siècle

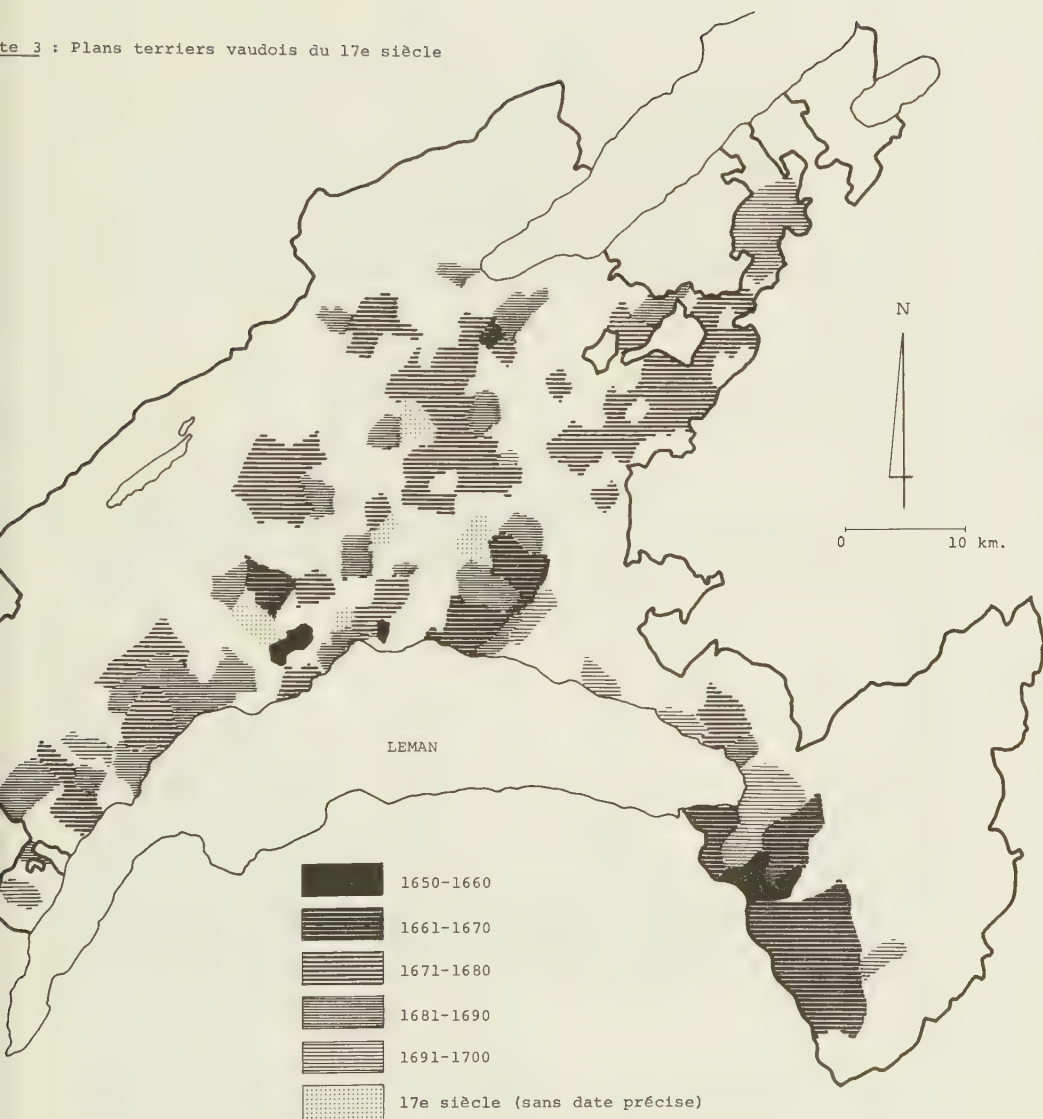


Tableau 4. *Les plans terriers vaudois jusqu'à 1700* (cf. annexes 1 et 2)

Date	ACV, Gb	Lieu cartographié	District	Auteur ¹
1651-54	164 a	Denens, Villars-sous-Yens	Morges	Dubois, Abraham
1658	165 a	Denges	Morges	Rebeur, Pierre (copie de Melotte)
1660-61	15 a	Yvorne, Versvey	Aigle	Dubois, Abraham (?)
1661	1 a	Aigle	Aigle	Dubois, Abraham (?)
1661	3 a	Chessel	Aigle	Dubois, Abraham (?)
1661	4 a	Corbeyrier	Aigle	Dubois, Abraham
1668	8 a	Noville	Aigle	Dubois, Abraham
1668-69	1 b	Bex, Ollon, Yvorne, Aigle, Noville, Rennaz	Aigle	Dubois, Abraham
1669	16 a	Apples	Morges	Desruines, (Sébastien ?) et Buttex, Isaac
1670 env.	132 a	Lausanne	Lausanne	Rebeur, Pierre
1670 env.	132 b	Lausanne	Lausanne	Verchières, Pierre
1670 env.	383 a	Valeyres-sous-Ursins	Yverdon	Desruvynnes, Sébastien
1671 env.	339 a	Blonay	Vevey	Grenier, Jean
1672	237 a	Eysins, Nyon, Trélex, Signy-Avenex	Nyon	Bonnet, A.
1672	249 a	Signy-Avenex	Nyon	Bonnet, A.
1672-83	163 a	Colombier	Morges	—
1673	264 a	Corcelles/Chavornay	Orbe	—
1674	179 a	Saint-Prex	Morges	Steck, John-Friedrich
1674-75	195 a	Chesalles, Crémins (+ 11 communes)	Moudon et Payerne	Grenier, Jean et Viret, Pierre
1674-75	310 a	Granges-Marnand, Villarlaz, Sedeilles	Payerne	Grenier et Viret
1674-78	193 a	Chapelle, Moudon, Sottens, Villeneuve	Moudon	Grenier et Viret
1675-78	201 a	Forel/Lucens, Neyruz (+ 6 communes)	Moudon et Payerne	Grenier et Viret

Date	ACV, Gb	Lieu cartographié	District	Auteur ¹
1675	157 a	Bussigny, Saint-Germain	Morges	Gaulis, Pierre
1675-76	71 a	Penthalaz	Cossonay	Ducemetière
1676	319 a	Trey	Payerne	Fellenberg, Jean-Antoine
1677	49 a	Chavannes-le-Veyron, L'Isle, Villars-Bonzon, La Coultré	Cossonay	Rouland, Charles
1677	53 a	Cuarnens (partie)	Cossonay	De L'Harpe
1677	66 a	Moiry, Echandens	Cossonay et Morges	Rouland, Charles
1677	67 a	Mont-la-Ville	Cossonay	De La Harpe
1678	85 a	Bettens, Echallens (8 communes)	Cossonay et Echallens	Rouland
1678 ss	23 a + 24 a	Gimel, Longirod	Aubonne	Deharsu, J. et Gignilliat (?)
1678	378 a	Suchy	Yverdon	Deruvynnes, Sébastien
1678	(Wagnon)	Ursins	Yverdon	Deruvynnes
1678	(Wagnon)	Chavornay	Orbe	Deruvynnes
1678	(Wagnon)	Belmont, Gressy	Yverdon	Deruvynnes
1679	132 c	Lausanne	Lausanne	Rebeur, Jean-Philippe
1679	132 d	Lausanne	Lausanne	—
1679-83	276 a	Valeyres-sous-Rances	Orbe	—
1680	98 a	Villars-le-Terroir, Penthéraz, Goumoens-Ville	Echallens	—
1680	171 a	Lonay	Morges	—
1680	341 a	Châtelard	Vevey	—
1680-90	270 a	Montcherand	Orbe	—
1680-90	273 a	Rances	Orbe	—
1680-90	275 a	Sergey	Orbe	—
1680-90	327 + 328 a	Bursinel, Bursins, Gilly, Luins, Vinzel	Rolle	—
1681 env.	58 a	Le Mont	Lausanne	Major de Crousaz (?)
1682	335 a	Perroy, Bougy-Millon	Rolle	Gaulis
1683	182 a	Tolochenaz	Morges	Gignilliat, Gabriel

Date	ACV, Gb	Lieu cartographié	District	Auteur ¹
1684	17 a	Aubonne, Marchissy, Saint-Oyens (14 communes)	Nyon et Rolle	Rouland et NN.
1684	175 a	Morges	Morges	Gignillat, Gabriel
1685	(Wagnon)	Burtigny, Amburnex	Rolle et Le Chenit	—
1685	176 a	Preverenges	Morges	Gaulis
1685	240 a	Gingins	Nyon	—
1685	306 a	Combremont-le-Grand	Payenne	Viret
1686	18 a	Ballens	Aubonne	Rol. et Ped. (?)
1686 ss	69 a	Orny	Cossonay	Gaulis
1686	226 a	Bogis-Bossey	Nyon	—
1686	AVL, C 166	Cugy	Echallens	Buttex, Isaac
1686	230 a	Cheserex, Gingins	Nyon	—
1687-98	184 a	Villars-Sainte-Croix	Morges	—
1688	130 a	Epalinges	Lausanne	Verchières, Pierre
1688	316 a	Sassel	Payenne	—
1689	60 a	La Chauv	Cossonay	—
1689	60 b	Ittens	Cossonay	—
1689	136 a	Pully	Lausanne	—
1689 env.	236 a	Duillier	Nyon	—
1690	330 a	Dully, Saint-Bonnet	Rolle	—
1690 et 17 ^e	58 a	Gollion (+ 10 communes)	Cossonay et Lausanne	—
1690	106 a	Vuarrens	Echallens	—
1690	90 a	Froideville	Echallens	Buttex, Isaac
1690	244 a	La Rippe	Nyon	—
1690	375 a	Pomy, Cuarny	Yverdon	—
1690 env.	254 a	L'Abergement	Orbe	—
1690 env.	345 a	Les Planches	Vevey	—
1690-1720	371 a	Montagny	Yverdon	—
1691	103 a	Sugnens	Echallens	—
1691	127 a	Belmont	Lausanne	Fischer
1691	338 a	Vinzel	Rolle	—

Date	ACV, Gb	Lieu cartographié	District	Auteur ¹
1692	239 a	Genolier	Nyon	—
1692	337 a	Tartegnin	Rolle	—
1693	Vuillermet, Charles, 1916	Rolle	Rolle	—
1694	(Wagnon)	Chexbres	Lavaux	—
1694	(Wagnon)	Rivaz-sous-Dézaley	Lavaux	—
1694 ss	2 a	Bex	Aigle	Grevoulet
1694 env.	148 a	Publoz	Lavaux	Fischer (?)
1694	151 a/o	Saint-Saphorin	Lavaux	Fischer
1695	8 b	Chessel, Rennaz, Roche	Aigle	Grenier
1695	14 a	Villeneuve	Aigle	Grenier et Michel
1696–1710	242 a	Vich, Gland	Nyon	—
1697	(Wagnon)	Puidoux	Lavaux	—
1697	308 a	Corcelles	Payerne	Tavel, Jacaud et de Runes
1697–98	AC Payerne	Payerne	Payerne	Tavel, Jacaud et de Runes
1697–98	314 a	Estrable	Payerne	Tavel, Jacaud et de Runes
1697–98	319 b	Trey	Payerne	Tavel, Jacaud et de Runes
1699	348 a	Vevey	Vevey	Grenier (?)
1699	330 b	Dully	Rolle	Gaulis
1699 ss	341 c	Châteland	Vevey	—
1700	5 a	Gryon	Aigle	Grevoulet
1700	232 a	Commugny, Marnex	Nyon	Grenier
1700 env.	347 a	La Tour-de-Peilz	Vevey	Grenier (?)
1700 env.	349 a	Veytaux	Vevey	Grenier (?)
1700 env.	157 b	Bussigny	Morges	—
17 ^e siècle	154 a	Aclens	Morges	—
17 ^e siècle	259 a	Bavois	Orbe	—
17 ^e siècle	72 a	Penthaz	Cossonay	—
17 ^e siècle	341 b	Châteland	Vevey	—

¹ L'orthographe du nom est celle donnée par l'inventaire des ACV. Rappelons que l'orthographe des noms propres n'est pas encore fixe au 17^e siècle.

l'inventaire complet. Comme l'écrit Rebeur au début de ses terriers. «Dieu soit loué voicy une besongne achevée laquelle depuis l'heureuse [sic] conquête du pays de Vaud nul commissaire n'estoit peu venir a bout que moy Pierre Rebeur qui l'ay mise a sa perfection» (3.22).

A côté des deux œuvres monumentales de Rebeur et de Dubois, les plans des communes d'Apples et de Valeyres-sous-Ursins annoncent l'accélération du rythme de cadastration qui surviendra au tournant des années 1670. Une trentaine de plans sortent dans la décennie 1671–1680, contre une dizaine pendant les vingt années précédentes. Les géomètres défrichent le pays par gros morceaux: sur l'adret lémanique, les zones viticoles de la Côte et de Vevey ainsi que les riches terres céréalières des alentours de Morges; la vallée de la Broye, de Sottens à Payerne; le Gros-de-Vaud, d'Echallens aux collines surplombant Yverdon, où se trouvent des terres à blé de bon rendement, comme dans les quelques communes du Pied du Jura cartographiées à la même époque. Toutes ces zones sont convoitées par la bourgeoisie montante et par la noblesse.

De 1681 à 1690, les plans nouveaux sont tout aussi nombreux que pendant la décennie précédente. Mais, le plus souvent, les géomètres élargissent la connaissance de zones qu'ils ont commencé à mesurer dès les années 1670. Une nouveauté cependant: la région lémanique, de Nyon à Morges. Cette cadastration d'une zone où les possessions genevoises sont particulièrement nombreuses — vignes et seigneuries à La Côte, entrepôts au port de Morges — intervient à l'époque où débute les travaux de Jacques Deharsu à Genève. Le rythme de cadastration faiblit légèrement pendant la dernière décennie du 17^e siècle: plus d'une vingtaine de plans sont cependant exécutés entre 1691 et 1700. De plus, ils concernent souvent des régions viticoles aux minuscules parcelles, particulièrement difficiles à mesurer (Lavaux et vignoble du Chablais).

En une cinquantaine d'années, une trentaine de commissaires ont dressé l'inventaire des terres les plus fertiles du Pays de Vaud (carte 3). A quelques exceptions près (Pied du Jura surtout), toutes les régions cadastrées sont situées dans les niveaux thermiques les plus chauds: adret lémanique (La Côte et Lavaux), Pays du Rhône, Gros-de-Vaud et Broye. Les communes riches n'ont cependant pas toutes leur plan cadastral: le vignoble nord-vaudois (région du bailliage commun de Grandson), la région occidentale de Lavaux, entre Lutry et Epesses, et les communes lémaniques sises sur la rive gauche de la Venoge ne seront cadastrées qu'au début du 18^e siècle. Dans l'état actuel des connaissances archivistiques, il est encore impossible de déterminer sans avoir effectué de longues recherches s'il s'agit d'un retard — imputable à des difficultés techniques particulières par exemple — ou si la cadastration du 18^e siècle est une deuxième mouture, comme pour Lausanne où les plans de Gignilliat remplacent ceux de Rebeur dès les années 1720 (les premiers plans du 17^e auraient disparu).

Une simplification fondamentale dans la technique de rénovation de certains commissaires a joué un rôle dans l'absence de plans cadastraux pour quelques régions où l'imbrication féodale n'est pas trop accentuée.

On y a introduit un système de rénovation de type alémanique: les «reconnaisances générales» qui consistent en une reconnaissance unique prêtée par les autorités de la commune. Celles-ci versent aux seigneurs un cens annuel fixe qu'elles se chargent de répartir entre tous les tenanciers. On ne retrouve donc plus de terrier décrivant les parcelles détenues par chaque tenancier et permettant une reconstitution de la propriété (3.23). C'est le commissaire bernois Samuel Gaudard qui, dès les années 1660, a introduit cette technique à partir du nord du pays (bailliages d'Avenches, d'Oron, de Moudon, de Payerne, d'Yverdon et de Romainmôtier). LL.EE. ne sont cependant pas satisfaites du travail de leur félon commissaire (3.24). Elles chargent d'autres prud'hommes et commissaires de parcourir ces mêmes régions pendant les années 70. On l'a vu ci-dessus, les plus riches de ces bailliages seront cadastrés: Moudon, Payerne et le sud d'Yverdon ont leurs plans dès le 17^e siècle. On n'a cependant pas retrouvé de plan d'Avenches au 17^e. Oron et Romainmôtier, dont LL.EE. sont seuls seigneurs, restent sans plans.

3.4. Les pionniers de la cadastration en Suisse

Mais qui sont ces hommes qui arpentent la Suisse occidentale pendant la seconde moitié du 17^e siècle? Dans plusieurs pays d'Europe, des chercheurs ont commencé depuis quelques années à s'intéresser à eux (3.25). Faute d'une étude systématique (3.26), nous devons nous contenter d'esquisser la biographie des principaux auteurs de plans terriers suisses. Cette étude sommaire montre pourtant comment les idées circulent d'un canton catholique à un canton protestant et d'une république oligarchique à une principauté aristocratique en cette seconde moitié du 17^e siècle, malgré les différences religieuses et politiques. Plus encore, elle pourrait contribuer à démontrer la collusion d'intérêts liant entre elles les classes dirigeantes européennes et le rôle joué par les «intellectuels» de l'époque dans ce processus. Ces derniers appartiennent d'ailleurs à des groupes sociaux variés. En Angleterre, les «estate surveyors» sont souvent fermiers des grands seigneurs: aux Pays-Bas, les arpenteurs-jurés, géomètres et experts, exercent une profession réglementée dès le 16^e siècle; en France du nord, ils peuvent être des notables ruraux, ou des spécialistes au service des Eaux et Forêts (3.27). Le trait le plus caractéristique des géomètres opérant en Suisse occidentale est probablement leur formation notariale (3.28). Dans ces régions de rencontre du droit écrit et du droit coutumier, de bonnes connaissances juridiques sont nécessaires pour oser s'aventurer dans le guépier des droits féodaux. Dès le début cependant, ces géomètres représentent deux groupes sociaux distincts: le patriciat et la bourgeoisie notariale.

Les trois «pères» de la cadastration en Suisse occidentale sont en effet deux «intellectuels» et un noble fribourgeois (tableau 3 et 4 p. 60 et 66). Abraham Dubois d'abord, notaire de Saint-Aubin au comté de Neuchâtel.

Après avoir effectué le plan de Denens en 1651–54, il devient bourgeois de Berne avant de succéder à Samuel Gaudard au poste suprême de commissaire général. Nous avons décrit au chapitre précédent la personnalité du second «étranger», le notaire bourguignon Pierre Rebeur, auteur du plan de Denges de 1658. Le patricien est François-Pierre von der Weid, avoyer d'Estavayer, auteur des plans de cette région de 1655–1657. Il s'agit d'un important personnage de la politique fribourgeoise, commissaire général et membre d'une famille de l'oligarchie. Comme leurs collègues français, les géomètres de Suisse se sont très probablement formés «sur le tas», «par tradition familiale ou corporative», ou au service étranger comme officiers d'artillerie (3.29). Sans négliger l'influence de l'Angleterre ou des Pays-Bas — en particulier les liens anciens entre la Flandre et la Bourgogne — dans nos régions, il est probable que ces trois premiers arpenteurs sont plus directement tributaires de la France. Pierre Rebeur est originaire de la région dijonnaise où il a pu acquérir son savoir aux côtés d'un géomètre bourguignon. Peut-être aussi s'est-il formé auprès de son grand-père dans l'armée. Abraham Dubois a passé sa jeunesse dans une principauté alliée tournée vers Berne. Von der Weid enfin a de par sa famille et son milieu de très nombreuses occasions — surtout militaires — d'entrer en relations avec la France (3.30).

Tout de suite, ces premiers géomètres ont des disciples suisses. Des patriciens, comme le protestant bernois Samuel Gaudard qui écrit de longues lettres à son «très cher patron» von der Weid (3.31). Des notaires, membres de la bourgeoisie, comme le jeune Isaac Buttex de Moudon qui travaillera avec Dubois comme avec Rebeur. Les nombreux élèves de ces trois premiers géomètres ne suffisent pourtant pas à répondre à la demande et des spécialistes continuent à être appelés de l'étranger tout au long du 17^e siècle. Au Pays de Vaud, c'est Pierre Verchières (de Gex), «einer von den erfährnesten commissariis», qui travaille dans la région lausannoise. C'est encore, au Chablais et dans la région veveysanne, Jean Grenier de Pregny (Gex), qui devient bourgeois de Vevey où il est à l'origine de générations de géomètres. A Fribourg, c'est par exemple l'ingénieur et commissaire-géomètre parisien Pierre Sevin, devenu bourgeois de Fribourg en 1695. Il y ouvrira une école de cartographie en 1712 (3.32). Nos régions doivent probablement l'amélioration considérable de la précision des plans terriers et le passage au plan géométrique à ces vagues successives d'immigration de spécialistes.

Après avoir été enseignés, les Vaudois deviennent enseignants. Jacques Deharsu acquiert peut-être en travaillant avec le Vaudois Jean Gignilliat dans la région d'Aubonne (3.33) la technique qui lui permet de cartographier tout le territoire genevois dès 1684. En Valais, Isaac Buttex, accompagné de Jean Grevoulet, un réfugié des Cévennes devenu bourgeois de Belmont-sur-Lausanne et de Bex, dressent les tout premiers plans de Collombey, Neyres et Muras en 1696 (3.34). A Neuchâtel, Pierre Rebeur en exil enseigne son art à Girard l'aîné. Ce dernier arpente la seigneurie de Valangin dès 1700 selon la méthode «que le sr Rebeur leur commissaire (de LLEE. de Berne) qui avoit de grands talens pour la commission a le

premier introduit et pratiqué» (3.35). Cette influence des géomètres vaudois dans toute la Suisse occidentale et dans les pays catholiques en particulier se poursuit au 18^e siècle. Tandis qu'en Savoie commence l'élaboration monumentale des «mappes» du début du 18^e, des géomètres vaudois aident les Haut-Valaisans à inventorier le Bas-Valais et arpentent le bailliage fribourgeois de Montagny (3.36).

3.4. Conclusion: pourquoi des plans, pourquoi Lausanne?

Au début de ce chapitre, deux questions se posaient : à quel moment se situe la fabrication du premier plan lausannois? Que signifie 1670 pour Lausanne et la Suisse occidentale?

L'étude de la diffusion des plans terriers montre que celui de Lausanne est le premier à être effectué pour une ville de cette importance. Il est parmi les plus anciens du Pays de Vaud, très intensément cadastré dès le 17^e siècle. La cadastration est fonction de trois variables principales: la valeur économique du terroir, le statut politique de ceux qui y vivent et le nombre des fiefs. On fait de préférence des plans des régions riches, sujettes et divisées entre plusieurs seigneurs. Enfin, le Pays de Vaud est en frontière avec des cantons de Suisse alémanique où l'on trouve peu de plans cadastraux. Cette situation joue un rôle plus important que les barrières religieuses et politiques, aisément franchies par les techniques comme par ceux qui les pratiquent.

La Lausanne de 1670 est une ville sujette, aux riches terres viticoles, céréalières et herbagères. Les Bernois y jouissent d'importants droits seigneuriaux qui leur rapportent de gros revenus fonciers. Ces fiefs sont très étroitement imbriqués avec ceux de la Ville de Lausanne et des particuliers. Au milieu du 17^e siècle, en période d'absolutisme croissant, LL.EE. de Berne et les seigneurs locaux éprouvent le besoin d'inventorier leurs biens fonciers. Les campagnes lausannoises, sujettes à la fois de ces messieurs de la Ville et de LL.EE., seront parmi les premières à être cadastrées. Les plans de 1670 témoignent de la double dépendance locale et suisse de la majorité des Lausannois. Lausanne est attentivement surveillée par des maîtres eux-mêmes étroitement contrôlés par LL.EE. de Berne. En cela, elle se rapproche des bourgades du Bas-Valais. En Suisse romande enfin, le tenancier individuel joue un rôle plus important dans le système seigneurial que dans les pays alémanique proches. La technique des reconnaissances collectives, usuelle outre-Sarine, a peu pénétré dans nos régions.

Quelle influence a le statut particulier de Lausanne, ville sujette au riche terroir et frontière culturelle, sur son développement économique et social? Voilà la question à laquelle nous tenterons de répondre dans le chapitre suivant.

Annexe 1: notes critiques sur les premiers plans terriers de Lausanne (ACV, Gb 132/a-d et MVL).

Les archives cantonales vaudoises ont conservé quatre plans de Lausanne au 17^e siècle, classés dans le fonds Gb des plans cadastraux vaudois. Un cinquième volume est déposé au Musée du Vieux-Lausanne.

Sur ces cinq volumes, trois sont des copies tandis que les deux originaux (Gb 132 a et c) ne diffèrent que peu.

Le *Gb 132 a*, fort détérioré, a été exclu de la consultation aux ACV. Il est l'œuvre de Pierre Rebeur qui indique au début du volume: «Repertoire des noms des lieux des p(ré)se(n)ts plans et figures riére Lausanne et son terroir ou les possesseurs de chasque piece sont annotes et ausquels les lettres A.B.C. accusent les registres appartenants a moy Pierre Rebeur commissaire de L: Ex: de la ville et cité de Lausanne et des particuliers seigneurs directs. La lettre A. denottant le fied de L: Ex: la lettre B. celuy de la ville de Lausanne. Et la lettre C. celuy des particuliers seigneurs directs. et aux lieux ou il n'y aura point de ces lettres annottées cela est presumé et censé estre de pur et franc aleud».

Chaque parcelle du plan soumise à redevance porte en effet au moins une de ces trois lettres suivie du folio du terrier y correspondant. Les terriers auxquels il est renvoyé sont classés aux AVL. Chavannes C 290, 291, 43, 44, 45 et 307. Un lexique donne diverses précisions sur le type de sujétion de la parcelle (dime, omnimode juridiction etc.) à partir de la manière dont sont dessinées les lettres A, B et C. (Par exemple, un A surmonté d'une croix indique que la pièce doit la dime à LL.EE.)

D'autres indications sont données pour chaque parcelle: le nom de son propriétaire, son utilisation agricole (terre, pré, etc.) et parfois sa surface. Dans les Râpes, la localisation et les limites des parcelles soumises à redevance sont beaucoup moins précises. Il en est de même pour certains grands domaines.

Quelques pages manquent au début du volume: la fin du répertoire des lieux-dits et les folios 3 et 4 du plan, concernant la région de Vidy. L'échelle est très peu rigoureuse. Elle décroît au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre de la ville. Les maisons ne sont pas données en plan mais schématiquement dessinées, «en élévation». Seules quelques maisons de campagne semblent être rendues avec une certaine précision. Les monuments principaux: la cathédrale, le château Saint-Maire, celui d'Ouchy, etc. sont rendus avec plus d'exactitude (3,37).

Ce plan ne donne aucune indication sur la date de sa parution. Toute datation précise d'un document portant sur un travail de plus de vingt ans (cf. fig. 1, p. 29) serait d'ailleurs illusoire. Etant donné les très nombreuses mutations de propriétaires survenues pendant le troisième quart du 17^e siècle, ce plan ne nous donne en aucune manière une «tranche dans le temps» mais l'expression de plusieurs strates correspondant à peu près aux époques pendant lesquelles chaque fief a été rénové. On peut cependant escompter que Pierre Rebeur a terminé le dessin de ce plan autour des

années 1674. D'une part, la flèche du beffroi de la cathédrale, incendiée en juin 1674, y figure; d'autre part, l'hôtel de ville y est représenté dans son état final, postérieur à 1674 (3.38).

Le deuxième plan original, *Gb 132 c*, a deux différences essentielles d'avec le premier; la flèche du beffroi de la cathédrale y a disparu et surtout, ce qui compte beaucoup plus pour nous, les Râpes occidentales y sont représentées, de Montheron à la Clochatte (fos 86–87) alors qu'elles manquent en *Gb 132 a*. Ce plan a en effet été dressé «pour la seigneurie de Lausanne», comme cela est spécifié en page de titre, tandis que le *Gb 132 a* a très probablement été conçu à l'usage de LL.EE. de Berne, qui détiennent beaucoup moins de droits sur les Râpes que la Ville de Lausanne (3.39). Ces plans sont l'œuvre du fils de Rebeur, Jean-Philippe. Il y est en effet indiqué, en couleurs: «Repertoire (bleu, or, rouge) des noms des lieux (doré) des presents plans et figures riere (rouge) Lausanne et son terroir ou les possesseurs de chasque piece sont annotés. Lesquels plans ont esté levés par moy Jean Philippe Rebeur citoyen de Lausanne en 1679». En-dessous de cet en-tête, une écriture plus fine dit: «Plan de Lausanne et son territoire levé en 1670, 71 et 72».

L'absence de la flèche du beffroi indique que ce plan est postérieur au *Gb 132 a*. Il a dû être conçu à la même époque, mais terminé vers 1679 seulement (3.40).

Ce plan est complet et comporte le même type d'indications que le *Gb 132 a*. Le dessin en est cependant plus élégant. Certains groupes de parcelles sont bordés de vert, de rouge et/ou de noir. Jean-Philippe Rebeur ne donne pas la signification de ces couleurs. Peut-être le vert correspond-il à des palissades ou à des haies, car il borde généralement les chemins ou les pâquiers publics (3.41). Certains renvois postérieurs figurent dans les parcelles, avec des lettres ne correspondant pas aux volumes de Rebeur (par exemple L 71, fo 3). De plus, un utilisateur inconnu a redessiné au crayon noir plusieurs parcelles du plan.

Le *Gb 132 b* est une copie du *Gb 132 a*, dressée par — ou pour — Verchières. Le dos de la couverture porte la mention «Jay fait lever et copier le p(rése)nt livre de plans à mes propres frais et depens», signé Verchières.

Le *Gb 132 d* est une copie du *Gb 132 c*, non signée. Peut-être a-t-elle été réalisée beaucoup plus tardivement, pour l'usage de Gignilliat, lorsqu'il refait vers 1720 les plans de Lausanne (3.42). Il a en tous cas été utilisé par lui: on y retrouve des annotations à l'encre noire, d'une écriture du 18^e siècle, à côté d'autres en rouge et au crayon gris, ces dernières plus récentes. Le folio 85 porte une annotation datée du 2 octobre 1721. Ce plan est le seul à porter autant de marques de révisions postérieures à sa confection. De plus, le papier utilisé pour renforcer le dos des pages porte une écriture du 18^e siècle.

L'exemplaire du MVL est une autre copie non signée du *Gb 132 c*. Plusieurs pages manquent: les fos 6, 7, 10 à 15, 18, 19, 26 à 39, 42 à 55, 62, 63, 76 et 77. Il porte l'inscription «Ce livre de plans appartient à noble et vertueux S(é)bastien Loys conseiller et contrerolleur general de la ville de

Lausanne» et la date de 1690. A cette époque, Jean-Philippe est en Brandebourg: cette copie, en couleurs, est très probablement de sa main. Elle est donc antérieure à son départ vers 1685, et la date de 1690 n'est pas celle du plan mais, comme l'a montré Marcel Grandjean, celle de l'inscription (3.43).

Annexe 2: les premiers plans terriers vaudois (commentaires du tableau 4, p. 66 et de la carte 3, p. 65).

Les plans vaudois ont fait l'objet d'un excellent recensement aux ACV (pour leur datation, approximative, cf. ci-dessus, p. 59). Les terriers par contre ont été classés il y a plus d'un demi-siècle: l'inventaire est difficile à consulter et n'en mentionne qu'une partie. Plusieurs terriers ont en effet été récupérés depuis dans diverses archives communales (3.44). Un nouveau classement, actuellement en train d'être réalisé par M. Robert Pictet, pourra permettre d'opérer des comparaisons systématiques entre ces documents écrits et les plans qui y correspondent. Notre travail s'est limité à des sondages destinés à répondre à certaines questions, portant par exemple sur l'attribution des plans (indications suivies d'un point d'interrogation entre parenthèses sur le tableau 4) (3.45). Il faut également attendre le nouvel inventaire des terriers pour faire l'étude systématique des rénovations du 17^e siècle. En particulier, on pourrait établir une typologie des terriers vaudois: de tradition médiévale: se rapprochant des cadastres modernes comme les grosses chablaisiennes d'Abraham Dubois; reconnaissances générales du nord-est vaudois; nouvelle forme de reconnaissance simplifiant la redevance tout en lui conservant son statut médiéval; etc. (3.46). La mention «Wagnon» dans le tableau 4 renvoie à l'inventaire effectué en 1798, avant le passage des Bourla-Papeys (3.47).

D'autres renseignements concernant le contenu des plans auraient pu apparaître dans ce tableau (le géomètre donne-t-il toujours, parfois, ou jamais pour chaque parcelle: le nom du propriétaire, la surface, le type du bien, la valeur, la redevance? dessine-t-il les bâtiments? en donne-t-il la surface?). Nous avons effectué un sondage sur une quinzaine de plans antérieurs à 1680: le nom du propriétaire, la surface et le type de bien sont presque toujours donnés, le dessin des bâtiments comme la mention de la redevance due et de la valeur de la parcelle sont rares ou très rares. Ces critères de différenciation ne sont pas assez nets pour permettre un classement des plans du 17^e siècle. Il faudrait probablement aller jusqu'à la fin de l'Ancien Régime pour voir surgir des différences notables.

Sur la carte, nous avons noirci toute la surface des communes pour lesquelles on dispose d'un plan cadastral, sauf pour les communes très étendues ou atteignant une altitude considérable, dans lesquelles seules les zones les plus basses ont été noircies. En réalité, *la plupart des plans ne couvrent pas toute la surface d'une commune*. Des recherches très approfondies permettraient de déterminer l'extension de la zone cartogra-

phiée. Nous avons dû y renoncer ici. Nous avons négligé d'indiquer les communes pour lesquelles seules quelques pièces ont été cartographiées. Par exemple, le plan de Villeneuve de 1695 (3.48) contient aussi quelques parcelles rières Aigle, Chessel, Châtelard, Noville, Rennaz, Roche et Yverne. Ces pièces n'apparaissent ni sur le tableau 4 ni sur la carte : elles sont trop peu nombreuses et leur représentation fausserait la description de l'avance de la cartographie en Pays de Vaud. Lorsque le nom d'une commune apparaît deux fois sur le tableau, c'est la date du premier plan cadastral qui apparaît sur la carte.

Chapitre 4

PRIX ET MARCHANDISES À LAUSANNE
AU 17^e SIÈCLE

4.0. Une introduction à l'espace agricole lausannois

La richesse et la variété du terroir lausannois sont des constantes de l'histoire de la seigneurie. Une variable, la conjoncture, joue un rôle important dans l'organisation de ces constantes; elle contribue aussi à expliquer la date d'apparition des premiers plans terriers. Malheureusement, aucune étude sur l'évolution des prix et des marchés vaudois au 17^e siècle n'a encore été publiée (4.1). Cette lacune ne nuit pas seulement à l'analyse de la chronologie des premiers plans, elle empêche aussi de comprendre l'espace lausannois. Il est en effet nécessaire de connaître le prix des produits de la terre et les salaires des ouvriers agricoles pour comprendre le fonctionnement d'un grand domaine (p. 249ss). Il faut savoir la valeur en argent du froment ou de l'avoine pour évaluer l'importance des redevances en nature d'un champ par rapport à un autre uniquement grevé de charges en espèces (p. 157 ss). Le fonctionnement des marchés et la politique agricole de LL.EE. de Berne ont des répercussions sur le choix des cultures par les différentes classes de propriétaires fonciers (p. 174 ss et p. 210 ss). Les chapitres qui suivent donneront plusieurs autres exemples de la nécessité de disposer de renseignements sur les prix et les marchés pour comprendre les campagnes lausannoises.

Cependant, quel que puisse être son intérêt, une étude exhaustive de tous les prix de marchandises connus n'a pas sa place ici; les données disponibles à Lausanne pour les 16^e et 17^e siècles ne sont d'ailleurs pas toujours assez homogènes pour former des séries (p. 82 ss). Celles que nous présenterons dans ce chapitre ont pour justification principale d'introduire à une meilleure compréhension de l'utilisation de l'espace agricole lausannois au 17^e siècle.

4.1. Les choix et la méthode

4.1.1. De 1560 à 1720

Si certaines des questions soulevées par le dépouillement des terriers du commissaire Rebeur pouvaient être résolues par un rapide sondage, d'autres nécessitaient une connaissance de l'évolution des prix à long terme. Par exemple, l'utilisation du sol est liée à diverses circonstances économiques (inflation, crise, stagnation, etc.). Suivant la situation, on choisit telle ou telle culture, tel ou tel type d'exploitation survit, se développe, ou disparaît, etc. Il ne suffisait pas d'effectuer quelques sondages portant sur les années de travail du commissaire Rebeur, soit de 1650 à 1680. Il fallait remonter aussi loin que le permettaient les sources utilisées, soit jusqu'au milieu du 16^e siècle. Puis descendre de même

jusqu'aux années 1720, pour rejoindre les courbes publiées par Georges-André Chevallaz (4.2) il y a une trentaine d'années. Car, dès 1723, les commissaires Gignilliat et Melotte commençaient la deuxième série de plans géométriques qui remplacera ceux de Rebeur. Notre étude prend fin au seuil de cette deuxième cadastration de l'espace lausannois.

4.1.2. *La source*

On ne retrouve pas de mercuriales dans les archives lausannoises du 17^e siècle. Quant aux papiers des péages, ils ont été brûlés et il n'en subsiste que quelques bribes pour le 17^e siècle. Il reste deux sources principales donnant des séries de prix lausannois au 17^e siècle: les comptes baillivaux d'une part et ceux des deux principales institutions charitables de la ville, le Grand Hôpital et la Bourse des Pauvres, d'autre part (4.3). Pour les prix des céréales, des vins, du bétail, des textiles et pour les salaires, la seconde est plus intéressante. Les céréales n'apparaissent régulièrement dans les comptes baillivaux que dès l'extrême fin du 17^e et les autres séries sont encore plus rares. De plus, les comptes baillivaux vont de Pâques à Pâques: les greniers ont encore des réserves de l'année précédente, auxquelles viennent s'ajouter les récoltes de l'année en cours. Ils peuvent donc très fréquemment enregistrer les prix de deux moissons différentes. L'échéance des comptes de l'Hôpital et des Pauvres (fin août) correspond à une année-récolte pour les céréales d'automne. Enfin, les comptes des institutions charitables de Lausanne sont très instructifs sur la vie quotidienne — alimentation, habillement, etc. — sur le fonctionnement d'une «grande maison» lausannoise et sur les personnes chez qui elle s'approvisionne ou à qui elle revend ses surplus.

Nous donnons en annexe à ce chapitre les éléments principaux d'un compte du Grand Hôpital. Une présentation sommaire du système de fonctionnement de cette institution permet en effet de mieux cerner à la fois la très grande richesse de cette source et ses marges d'erreur. A la fin du mois d'août de chaque année, puis au début de septembre après l'adoption du calendrier grégorien en 1700, les recteurs du Grand Hôpital et de la Bourse des Pauvres remettent aux autorités de la Ville et aux représentants de LL.EE. de Berne un compte détaillé des «receües» et des «livrées» de l'année écoulée. Nous avons d'abord consulté ceux du Grand Hôpital puis fait appel à ceux de la Bourse des Pauvres pour combler les lacunes des premiers. Chaque année, les recteurs perçoivent des denrées agricoles et de l'argent. Les quantités sont comparables pour l'Hôpital et les Pauvres au milieu du 17^e siècle (tableau 5) (4.4). A la base des «receües» en nature figurent les *céréales panifiables* (froment et messel, en quantités à peu près égales), l'*avoine* et le *vin*. D'autres denrées, variables selon l'époque considérée, viennent grossir les comptes des recteurs: par exemple l'orge, l'huile et les volailles versées à l'Hôpital en 1655, ou le chanvre en 1717. Ces arrivées en nature proviennent principalement du revenu de certaines dîmes, des censés dues par divers particuliers et des récoltes de biens fonciers — surtout des vignes et le domaine du Rionzier pour l'Hôpital — appartenant en propre à ces institutions (cf. annexe 3,

Tableau 5. Exemples de « reçues » et de « livrées » de la Bourse des Pauvres et du Grand Hôpital

1655–1656

1. *Pauvres* 24.8.1655–24.8.1656

1.1. Reçues	Froment:	21 m	2 c	1 ⅓	⅓ ₁₂	⅓ ₂₄ q
	Messel:	19 m	1 c	1 q		
	Avoine:	19 m	4 c			
	Vin:	15 chars				
	Argent:	6371 fl	3 s	9 d		
1.2. Livrées	Froment:	22 m	3 c	2 ½	⅓ q	
	Messel:	21 m	1 q			
	Avoine:	14 m	9 c	1 q		
	Vin:	15 chars				
	Argent:	6006 fl	4 s	6 d		

2. *Hôpital* 20.8.1655–20.8.1656

2.1. Reçues	Froment:	17 m	5 c	3 ¼	⅓ ₂₄	⅓ ₇₂ q
	Messel:	18 m	4 c	3 ¼ q		
	Avoine:	13 m	7 c	1 ½	⅓ ₂₄	⅓ ₁₄₄ q
	Vin:	13 chars	2 courtes			
	Argent:	6217 fl	3 s	10 d		
2.2. Livrées	Divers:	2 q d'orge, 4 pots d'huile, 12 chapons et poules				
	Froment:	12 m	2 c	½ q		
	Messel:	19 m	1 c	3 ¾ q		
	Avoine:	11 m	4 c	2 q		
	Vin:	11 chars	2 courtes			
	Argent:	5588 fl	1 s	2 d		
	Divers:	2 q d'orge, 4 pots d'huile, 12 chapons et poules				

1717–1718

1. *Pauvres* 1.9.1717–1.9.1718

1.1. Reçues	Froment:	16 m	3 c	2 ¾ q		
	Messel:	38 m	11 c	¾ q		
	Avoine:	27 m	9 c	1 ½ q		
	Vin:	12 chars	6 set	1 pot		
	Argent:	10 762 fl	2 s	3 d		
1.2. Livrées	Froment:	16 m	10 c	1 ⅙ q		
	Messel:	65 m	7 c	1 ⅓ ₁₂ q		
	Avoine:	21 m	7 c	2 q		
	Vin:	12 chars	5 set	24 pots		
	Argent:	11 611 fl	8 s			

2. *Hôpital* 1.9.1717–1.9.1718

2.1. Reçues	Froment:	12 m	7 c	1 ⅓ q [recalculé]		
	Messel:	10 m	3 ½ q	[recalculé]		
	Avoine:	16 m	11 c	1 q		
	Vin:	14 setiers				
	Argent:	7534 fl	17 s			
2.2. Livrées	Divers:	10 ¼	⅓ ₆ chapons, 2 poules, 2 pots d'huile, 25 livres d'œuvre battue (chanvre)			
	Froment:	8 m	5 c	1 ⅙ q		
	Messel:	8 m	11 c	2 q		
	Avoine:	4 m	5 c			
	Vin:	6 setiers	20 pots			
	Argent:	8127 fl	11 s	2 d		

Abréviations: m = muids; c = coupes; q = quarterons; fl = florins; s = sols; d = deniers; set = setiers.

Tableau 6

Recteurs du Grand Hôpital de Lausanne, 1647-1721

1647-1651	égrège Philippe Vulliamoz conseiller
1651-1655	Isaac François
1655-1659	Samuel Secrétan conseiller
1659-1664	noble et vertueux François de Saussure conseiller
1664-déc. 1665	Pierre Vevey conseiller
1.1.1666-1668	Monsieur le boursier Bergier
1668-1669	Provide Jean-François Bourgeois
29.9.1669-15.5.1670	Hoirie Bourgeois
15.5.1670-1674	noble Marc de Mestral conseiller
1674-1677	conseiller Fortunat
1677-1678	Hoirie Fortunat
1678-1682	noble Théodore de Saussure conseiller
1682-1683	Jean-Louis Bourgeois banderet
1683-1687	Jean-Pierre Praye
1687-1690	Esaye Hurtauld
1690-1694	Benjamin Descombes
1694-1699	Bernard-Barthélémy Vevey
1699-1703	noble et vertueux Benjamin Rosset
1703-1707	Jean-Baptiste Bergier
1707-1711	noble André de Saussure
1711-1716	noble Jean-Louis Rosset seigneur d'Echandens
1716-1720	noble et vertueux Samuel Réal

Receveurs des Pauvres, 1647-1721

1647-1652	Jean Journée citoyen
1653-1658	honorable Estienne Secrétan citoyen
1659-1663 *	égrège Noé Bouvier citoyen
1667-1669	Jean-Louis Courlat citoyen
1671-1674	Jean-Pierre Praye citoyen
1674-1683	Jean Milot citoyen
1683-1691	Jean Vulliamoz citoyen
1691-1695	honorable et prudent Samuel Bugnon
1695-1699	égrège et prudent Anthoine Bergier
1699-1703	Pierre-François Carrard citoyen
1703-1704	égrège et provide François-Louis Vulliamoz citoyen
1704-1708	Abraham d'Estraz citoyen
1708-1712 env.*	égrège Jean-Samuel Alloud
1712-1717	Jean-Henry Bergier
1717-1721	égrège Louys-César Secrétan

* Imprécisions provenant de la perte des comptes.

p. 118). De plus, le bailli contribue aux frais de l'Hôpital jusqu'aux années 1674–1675, date à laquelle intervient un nouveau règlement. En 1655–1656, les «receües» en froment sont les suivantes: 240 muids versés par le bailli, 171,25 provenant du produit des dîmes et 392,05 des censes foncières. Les revenus en *argent* proviennent surtout des censes foncières en espèces et d'intérêts de capitaux. L'Hôpital et la Bourse des Pauvres jouent en effet le rôle d'un organisme de crédit en prêtant de l'argent à des particuliers. Quelques legs, le produit des ventes de denrées agricoles en surplus ou celui de l'amodiation de certains biens fonciers (4.5) viennent compléter ces apports. Alors que la fondation du Grand Hôpital remonte au 13^e siècle (4.6), la Bourse des Pauvres n'est créée qu'après la conquête bernoise. Avec la Bourse française datant de 1683, c'est sans doute elle qui reçoit le plus de réfugiés huguenots. Dès 1682–1683, le système de subventionnement a changé et on voit apparaître chaque année dans ses comptes un «Rôle des bourgeois et habitants qui contribuent pour la subvention des povres de Lausanne en l'an...».

Les marchandises reçues par les recteurs sont régulièrement redistribuées. Aux pauvres d'abord, ceux qui résident au Grand Hôpital du haut de la rue de la Mercerie, ceux qui habitent la ville ou les campagnes lausannoises et qui reçoivent une aumône (distribuée toutes les trois semaines par la Bourse des Pauvres en 1655–1656), et ceux qui ne passent que quelques jours à Lausanne. Aux malades ensuite, enfin aux femmes enceintes qui viennent accoucher à l'Hôpital. Mais toute cette foule de pauvres gens, variable suivant les années en fonction d'une mauvaise récolte, d'une persécution politique ou religieuse, etc., n'est pas seule et de loin à profiter des revenus des institutions de charité lausannoises. Des pasteurs reçoivent également une pension annuelle (en espèce et en nature) versée par le recteur de la Bourse des Pauvres. Les personnes employées durablement ou temporairement au service des deux institutions (le gardien du Grand Hôpital, les nourrices, les artisans ou les ouvriers agricoles) sont également nourries, payées et parfois logées par les hospitaliers. Le recteur du Grand Hôpital, avec toute sa famille et ses domestiques, est installé dans le plus bel appartement du bâtiment vétuste de la Mercerie où il vit largement des revenus de son institution (4.7).

Dans les bonnes années, les rentes en céréales panifiables et en vin suffisent aux besoins des recteurs qui peuvent de plus revendre une partie de l'avoine qui leur est fournie en trop grandes quantités, malgré l'entretien des chevaux servant au transport des malades. Ces bonnes années sont moins riches en données pour l'histoire des prix que les très bonnes années — les recteurs peuvent revendre du grain ou du vin — ou les mauvaises — les recteurs achètent, pour pallier les trop faibles récoltes. Quelques comptes finals, établis au moment où un recteur quitte sa charge après quatre ou six ans (tableau 6), évaluent le prix des diverses denrées qui restent dues au recteur ou par lui. *Les prix dont nous disposons peuvent donc être des prix de vente, des prix d'achat ou des évaluations.* Nous donnerons ci-dessous des renseignements plus précis pour chaque série. A cette source d'inexactitude viennent s'en ajouter d'autres: comme

on ne dispose qu'exceptionnellement de la date des opérations de vente ou d'achat, des disparités peuvent provenir si, par exemple, le recteur achète du froment juste après la moisson, ou au moment de la soudure, lorsque les prix sont au plus haut.

De nombreuses accusations sont portées contre la malhonnêteté des recteurs depuis l'époque de Pierre Viret (4.8). Il est difficile, voire impossible, de corriger leurs abus: les recteurs sont généralement des notables lausannois (tableau 6) et ce sont leurs pairs qui sont censés les surveiller. Quant aux baillis bernois, plusieurs d'entre eux ont aussi géré de manière lucrative les hôpitaux de leur capitale et sont donc mal placés pour critiquer un système dont ils ont eux-mêmes profité. Cependant, ces abus sont probablement peu sensibles au niveau auquel nous travaillons: les recteurs peuvent se nourrir, voire remplir leurs caves au détriment des Pauvres. Ils peuvent aussi falsifier les prix de vente ou d'achat donnés en vrac, sans indication de quantité. Cependant, ils ne peuvent grossir leurs gains que dans la limite des fluctuations du marché lorsqu'ils indiquent avec précision combien de muids d'avoine ont été vendus ou combien d'aunes de toile achetées. Or, il s'agit précisément des seules données quantitatives que nous avons utilisées.

Si donc on ne peut jamais considérer les séries de prix que nous avons réunies comme absolument justes et homogènes, à l'image des mercuriales, elles donnent une approximation vraisemblable de la réalité et permettent d'assez bien comprendre la conjoncture lausannoise d'Ancien Régime et de la comparer avec d'autres résultats européens. De plus, les comptes des institutions charitables sont d'une extraordinaire richesse sur de nombreux éléments fondamentaux de la vie lausannoise. À côté des traitements médicaux, évoqués par le docteur Olivier (4.9), ils pourraient permettre de faire l'histoire des humbles à Lausanne sous l'Ancien Régime, des changements d'attitude des nantis à leur égard et de la progressive dégradation de leur statut (4.10). On pourrait en tirer une histoire de la vie quotidienne, portant sur l'alimentation, l'habillement, les travaux ménagers, l'éducation des garçons et des filles etc. On y verrait transparaître l'importance des changements intervenus dans les habitudes à la fin du 17^e siècle en fonction d'exigences nouvelles de luxe (propres aux recteurs et non aux pauvres!) (4.11).

4.1.3. Deux choix

Nous renonçons volontairement à prendre parti dans la longue controverse sur la conjoncture du 17^e siècle. Les comparaisons empiriques entre diverses séries régionales sont peu probantes, car les appréciations dépendent autant sinon plus du chercheur et de sa méthode que de la région considérée. Prenons un exemple: une comparaison avec la conjoncture genevoise du 17^e siècle est difficile, voire impossible dans l'état actuel de la recherche. Dans sa brillante thèse parue en 1964, Anne-Marie Piuz décrit un profil conjoncturel genevois décalé par rapport à celui d'autres régions européennes. Or, son graphique des prix du blé est

très proche du nôtre, comme par exemple des prix du blé à Paris à la même époque (4.12). Pour déterminer la conjoncture genevoise, Anne-Marie Piuz dépasse une étude purement quantitative. C'est à partir du mouvement de la production et des affaires qu'elle peut affirmer que l'économie genevoise fleurit en pleine période de bas prix agricoles, de 1653–1654 à 1688–1690. Voilà où se situe le nœud du problème: la distinction entre diverses conjonctures (agricole, industrielle, commerciale, bancaire, etc.) et l'étude de leurs corrélations ne pourra se faire que lorsque de nombreuses données seront connues pour tout le Pays de Vaud du Moyen Âge au 19^e siècle (4.13). Alors seulement, on pourra déterminer les spécificités de la conjoncture lausannoise du 17^e siècle (4.14). En particulier, on saura dans quelle mesure Lausanne vit au rythme des campagnes ou participe à celui des villes. A première vue, la petitesse de la ville et sa dominante rurale n'en font pas un îlot de conjoncture urbaine.

La seconde particularité de notre analyse réside dans le choix du florin et la préférence accordée aux prix nominaux par rapport aux prix réels. De nombreux chercheurs se sont intéressés ou s'intéressent actuellement aux problèmes de la monnaie vaudoise et bernoise (4.15). Cependant, les résultats de leurs travaux ne permettent pas encore de connaître systématiquement l'équivalent de la monnaie de compte en poids d'or fin (4.16). Le recteur donne généralement ses prix en florins, sols et deniers, l'une des monnaies de compte de l'ancien canton de Berne. Les chars de vins sont souvent estimés à la fois en florins et en écus bernois ou «écus petits», valant 5 florins de 1650–1651 à 1706–1707. La monnaie lausannoise est constamment alignée sur celle de Berne (4.17). De 1653 à 1715 environ, les fluctuations de cours sont très faibles (4.18). L'inflation du début du siècle, qui provoqua la dévaluation de 1623, est terminée dès la fin des années 1630. La réforme de 1652 est un retour à l'ancien système monétaire, la fin d'un cours forcé pour le batz (4.19). Etant donné les problèmes qui nous préoccupent ici — la valeur exacte des redevances en nature à une époque donnée, l'évaluation du rendement économique d'un domaine, le prix du pain quotidien pour celui qui doit l'acheter, etc. — les prix nominaux sont ici préférables aux prix réels (4.20).

4.2. Une série séculaire: l'avoine de 1560 à 1720

Les séries les plus complètes que nous avons pu réunir sont celles des prix des céréales. Nous en avons publié par ailleurs la liste (4.21). Les prix de l'avoine sont ceux qui remontent le plus loin dans le temps: la série commence dès le milieu du 16^e siècle, tandis que les autres céréales n'apparaissent régulièrement qu'un siècle plus tard. Voilà pourquoi nous commencerons par l'étudier séparément. L'avoine participe à l'assolement triennal en tant que principale céréale de printemps, le froment, le seigle et le messel étant plutôt semés en automne (4.22). Elle est parfois mêlée au mûle dans les comptes. Généralement cependant, le mûle —

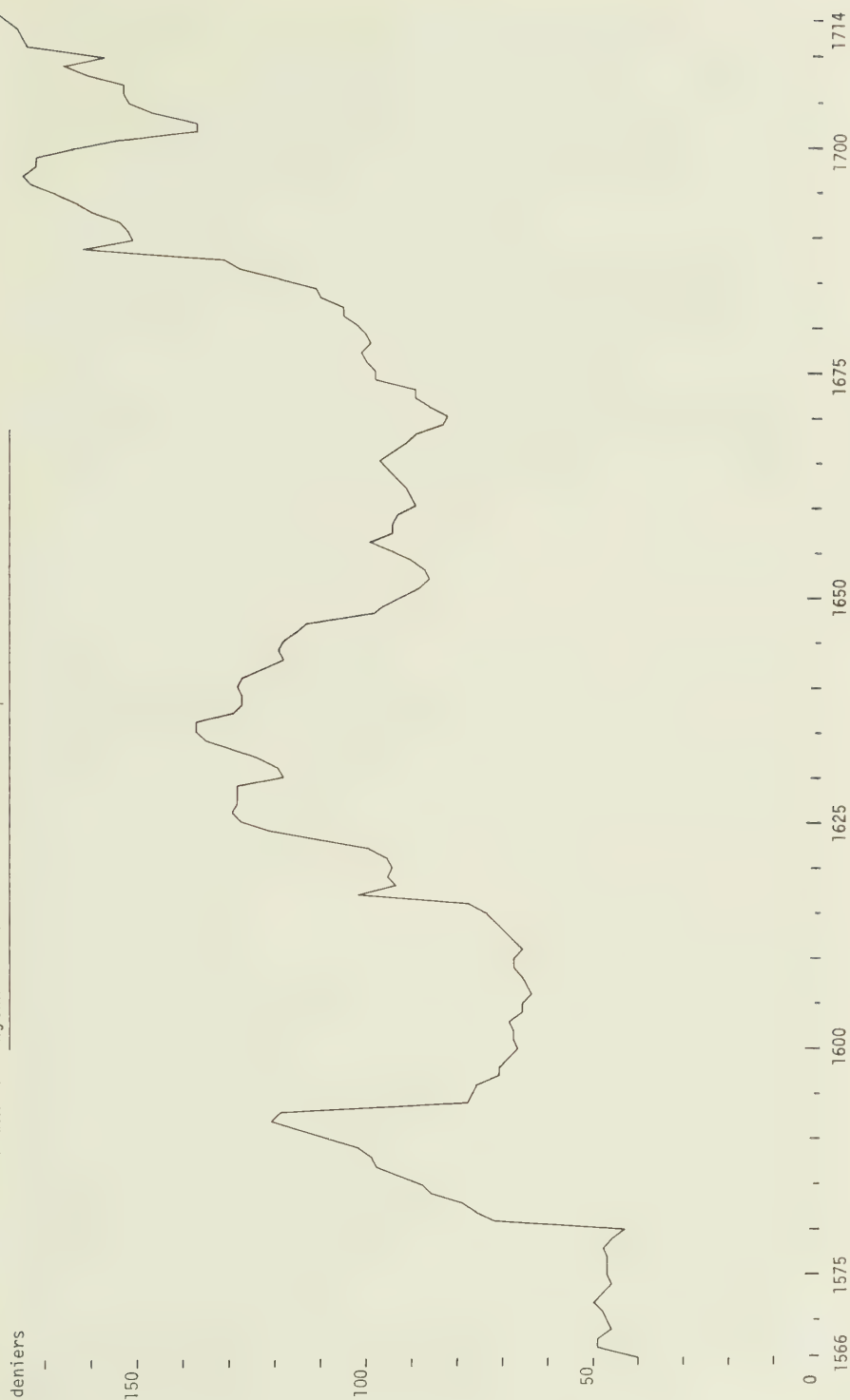
mélange d'orge et de pois ou de vesces — vaut un peu plus que l'avoine (4.23). Perçue en trop grande quantité, cette dernière est revendue (de 5 à 20 muids, suivant les années) à «plusieurs personnes», dont les noms sont parfois donnés. Il s'agit le plus souvent de paysans ou de fermiers des dîmes (4.24). L'avoine consommée à l'Hôpital sert surtout à l'entretien des chevaux utilisés au transport des malades et aux vendanges. Accessoirement, l'Hôpital élève des poules ou des cochons, qui peuvent en consommer. Une quantité moindre sert à fabriquer de l'abremel, gruaud d'avoine régulièrement mangé par les pauvres. On peut aussi faire du pain d'avoine. Quant au recteur de la Bourse des Pauvres, il distribue l'avoine en aumônes et à divers pasteurs sous forme de pensions. La plupart des ministres disposent probablement d'un ou de plusieurs chevaux pour faciliter leurs déplacements (4.25). La contenance exacte du quarteron d'avoine pose des problèmes difficiles. Si les recteurs utilisent la mesure comble, «au piton», leurs débiteurs auraient parfois tendance à alléger leurs charges en utilisant la mesure rase, «à la raclette». À défaut de pouvoir donner une valeur exacte du quarteron d'avoine comble, on peut établir avec précision son rapport au muids. Il n'a pas varié à Lausanne pendant toute l'époque qui nous préoccupe: un muids d'avoine égale douze coupes qui font 48 quarterons (4.26).

Nous avons établi deux graphiques à partir des prix nominaux de l'avoine (moyennes pondérées annuelles). Le premier, annuel, a été publié en 1978 (voir note 4.21): il permet de détecter les périodes de hauts prix; les bas prix s'estompent au contraire. Ils ne fluctuent pas comme ceux des céréales panifiables, plus spéculatives. Le deuxième graphique présente la moyenne mobile de 13 ans (figure 3): il renseigne sur la tendance séculaire. Nous avons opté pour le chiffre de 13 ans afin de favoriser les comparaisons avec les données réunies par Georges-André Chevallaz (4.27). Une première constatation s'impose: les mouvements séculaires des prix de l'avoine à Lausanne ne divergent pas fondamentalement de ceux qui affectent le reste de l'Europe. Le but n'étant pas ici de déterminer les particularités de la conjoncture suisse ou vaudoise du 16^e au 18^e siècle, contentons-nous d'esquisser l'analyse des trois cycles, d'une cinquantaine d'années environ (de type Kondratieff):

1. Le cycle 1560–1610 est caractérisé par la violente et brève *hausse des années 1580*, provoquée surtout par le brutal refroidissement climatique qui affecte alors toute l'Europe. Cette hausse massive des céréales, probablement la plus forte de tout l'Ancien Régime, se retrouve des côtes de la Baltique à la Méditerranée. Dès la fin du 16^e, les prix commencent à redescendre. Dans nos régions, la vague de froid atteint son maximum en 1602 (4.28).

2. De 1610 à 1650 environ, nouveau cycle avec des maxima de prix nominaux dans les années 20 et 30. Ces hausses sont d'abord liées à l'affaiblissement des monnaies, jusqu'à la dévaluation de 1623. Celles qui surviennent en période de stabilité monétaire, telles celles des années 30, enrichissent plus les producteurs. Les gros paysans et les bourgeois propriétaires fonciers de toute la Suisse ont en effet profité des tragiques

FIGURE 3 : Moyenne mobile de 13 ans - Prix du quarteron d'avoine lausannois



disettes provoquées par la guerre de Trente Ans. Les marchés parisiens, plus éloignés des champs de bataille et ne dépendant pas du système monétaire de l'Empire, ont peut-être moins fluctué que ceux de Lausanne. Cette moindre ampleur, également relevée par G.-A. Chevallaz pour le 18^e siècle (4.29), peut cependant provenir du fait que l'échantillonnage lausannois est plus restreint. Dès la fin des années 30, les prix s'écroulent (4.30).

3. Les trente à quarante premières années du cycle 1650–1700 sont une période de *stagnation*, voire de baisse des prix céréaliers, à Lausanne comme partout en Europe. Ce n'est qu'à la fin du siècle, autour des années 1690, que les prix nominaux recommencent à monter, pour culminer lors de la terrible *disette de 1693–1694*, qui frappe grièvement toute l'Europe. Ces hausses de prix ont été d'autant plus durement ressenties dans nos régions que des milliers de réfugiés y affluent à la suite de la Révocation de l'Edit de Nantes. De nouveaux maxima sont atteints lors de la *très mauvaise récolte de 1709–1710*. Puis s'instaure une conjoncture de hausse, qui durera tout au long du 18^e siècle (4.31).

4.3. *Quelques prix lausannois de 1650 à 1720*

L'étude d'autres séries de prix — disponibles depuis la seconde moitié du 17^e siècle seulement — permet d'approfondir les réflexions suscitées par la connaissance des cycles de l'avoine. De plus, les comptes sont assez instructifs sur le commerce lausannois. Les renseignements qu'ils donnent, complétés par un dépouillement des mandats baillivaux, permettent d'esquisser un tableau des marchés lausannois au 17^e siècle et donc de décrire comment quelques propriétaires fonciers écoulent leurs produits.

4.3.1. *Les céréales panifiables*

Les deux principales séries de prix sont celles du froment et du messel. Il s'agit de céréales d'automne, contrairement à l'avoine. Le messel est un mélange de seigle et de froment, en proportions variables, «que la terre produit naturellement» (4.32). Ce produit «naturel» est fonction des besoins du seneur. A la fin du 17^e siècle, un quarteron de messel vaut environ 80 à 85% d'un quarteron de froment, contre environ 65% pour le seigle pur (4.33). Suivant les années, le rapport de prix du messel au froment peut cependant varier de 50 à 100% (tableau 7). Ce rapport se stabilise durant la dernière décennie du 17^e siècle. On peut y voir le signe d'un certain succès de la nouvelle politique du grain que LL.EE. sont en train de mettre en place.

Le marché du grain, à Lausanne comme dans toutes les villes européennes, est attentivement surveillé par les autorités depuis le Moyen Âge (4.34). D'une part, les troubles populaires que peuvent susciter les disettes — telles les émeutes de 1698 à Yverdon et Morges (4.35) — sont

particulièrement dangereux pour le maintien de l'ordre public. D'autre part, l'Etat cherche à protéger ceux qu'il représente et qui le soutiennent : les producteurs citadins, détenteurs de grands domaines dont ils tirent d'importants revenus. Il reste cependant relativement peu de mandats bernois sur ce problème avant la fin du 17^e siècle. A Lausanne, on n'en a conservé qu'une vingtaine de 1536 à 1650 et une quinzaine de 1650 à 1690 (4.36). Ce renforcement de l'interventionnisme étatique durant la seconde moitié du 17^e siècle est un phénomène général. Suivant les lieux, il intervient plus ou moins tardivement. Dans l'ancien canton de Berne, les céréales ne font sérieusement défaut que pendant les très mauvaises années. Encore faudrait-il savoir qui peut souffrir de la faim et connaître le nombre de consommateurs vaudois. A Lausanne, la question ne sera abordée qu'après l'étude de la propriété et des cultures (chapitre 9 ci-dessous). En effet, à côté des sans-terre (représentant très approximativement 1200 personnes, sur les quelque 5100 habitants de la seigneurie au milieu du 17^e siècle), une majorité de tenanciers ne peuvent pas se nourrir de leurs fonds. Il ne s'agit d'ailleurs pas toujours de micro-propriétaires. Le commissaire Rebeur, dont nous avons déjà décrit le beau domaine viticole, devait probablement acheter son pain et sa viande. Ces consommateurs aisés, qui disposent de revenus non agricoles ou du produit de la vente de denrées particulières, ne sont pas décimés lors de périodes de hauts prix. Ce n'est pas le cas des plus pauvres. A la fin du siècle, la crise secouera d'autant plus le pays qu'il est parcouru par des milliers de réfugiés français chassés par la Révocation de l'Edit de Nantes. LL.EE. ne peuvent plus se contenter de réglementer les exportations et de limiter ou interdire les importations. Dès l'hiver 1692 à Lausanne, elles fixent les prix du grain (4.37). Plus d'une trentaine de mandats y sont édictés pendant la seule décennie 1690–1700. A Berne, elles créent en novembre 1698 la Chambre des blés. Au cours du 18^e, de nombreux magasins à blé seront construits au Pays de Vaud, à Vevey, Moudon, Yvonand, etc. (4.38). Ainsi, elles se dotent de réserves considérables et peuvent influencer le marché. Si l'intervention étatique casse une partie des spéculations, elle empêche une baisse maximale des prix. Ayant rempli leurs greniers en période de bonne récolte et de bas prix, LL.EE. — qui paient l'entretien des bâtiments et de leurs intendants — vendent à un prix relativement élevé en période de pénurie. Elles se garantissent de bonnes marges de sécurité en réfrénant certains excès de la hausse. A Genève, dès le début du 18^e, on accuse la Chambre des blés de favoriser l'enrichissement de l'Etat, d'offrir de fructueux placements aux détenteurs de capitaux et d'être un « pur monopole » (4.39).

Cette politique de surveillance des prix se heurte à de puissants intérêts. A Lausanne, en pleine période de soudure : juillet 1693, LL.EE. mènent une « Information touchant les graines acheptées ou vendues au delà de la taxe de L.E. » Plusieurs grands personnages vaudois, y compris la plus haute autorité locale — le bourgmestre — sont accusés d'avoir gonflé les prix en vendant trop cher leur blé (4.40). Ainsi, LL.EE. pratiquent une politique proche de celle de la plupart des classes au pouvoir au 17^e siècle. La création de la Chambre des blés, comme toute l'organisation de

Tableau 7. *Prix lausannois*. Pour les unités de mesure, les astérisques et les notes, voir *in fine*.
Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1649-50	1650-51	1651-52	1652-53	1653-54	1654-55	1655-56	1656-57
<i>I. Céréales</i>								
1.1. Avoine	0,99	0,71	—	0,93	* 0,60	0,46	0,47	0,45
1.2. Messel	—	—	—	2,29	* 2,81	1,9	2,12	2
1.3. Froment	—	—	4,62	—	* 3	3,5	* 2,87	—
<i>2. Vin</i>								
2.1. Sans spécification	* 136,15	187,5	* 160	84,16	—	101,92	—	113
2.2. Rouge	* 195	* 85	* 100	2 50	* 60	60	—	* 50
2.3. Blanc (sans ind. de cru)	—	177,5	—	—	* 80	—	172,5	—
2.4. Ville	* 105	* 181,8	* 160	89,8	* 77,5	—	* 175	* 98,6
2.5. Riex	* 210,46	—	—	—	* 113,75	—	—	* 120
2.6. Lutry	—	—	—	100	—	—	—	* 110
<i>3. Bétail</i>								
3.1. Vache (n. têtes)	(2) 70	—	—	(1) 76	—	(1) 70	(2) 70,12	—
3.2. Bœuf (n. têtes)	—	—	—	—	—	—	(2) 120	—
3.1.1. Minimum et maximum vaches	70	—	—	76	—	70	50-90,25	—
3.2.1. Minimum et maximum bœufs	—	—	—	—	—	—	120	—
3.3. Porc (n. têtes)	(4) 28,81	(4) 26,25	—	—	—	—	(9) 25	—
3.3.1. Minimum et maximum porcs	28,81	26,25	—	—	—	—	25	—
<i>4. Salaires</i>								
4.1. Relieur (sans nourriture)	* 12	1	* 2	* 2	* 2	* 2	—	* 2
4.2. Aide-relieur (sans nourriture)	—	—	—	—	* 1,25	—	—	* 1,5
4.3. Partisueur (nourri)	0,75	0,75	* 0,75	* 0,75	* 0,75	—	* 0,75	* 0,75
<i>5. Textiles</i>								
5.1. Toile	—	—	—	—	—	—	—	—

Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1657-58	1658-59	1659-60	1660-61	1661-62	1662-63	1663-64	1664-65	1665-66	1666-67
1.										
1.1.	* 0,5	0,68	0,79	0,75	1,04	0,62	0,62	0,56	0,62	0,62
1.2.	—	1,87	2,5	2,75	3,12	1,87	2,2	—	2,75	2,02
1.3.	—	2	—	—	—	—	2,75	—	3,12	—
2.										
2.1.	—	96,66	—	—	—	—	—	213,30	—	—
2.2.	* 60	* 60	* 48	* 60	* 50	* 59,2	—	—	—	—
2.3.	* 103,44	100	87,92	—	* 78,22	90,24	300	225	—	55
2.4.	* 98,75	* 104,8	* 89,5	* 100	* 80	* 93,3	—	—	—	—
2.5.	* 140	* 150,2	* 140	* 143,3	* 133,2	136	—	—	—	—
2.6.	* 115	—	* 120,5	—	* 100	—	—	—	—	—
3.										
3.1.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1) ⁴ 62,5
3.2.	—	—	—	—	—	—	—	(3) 145	—	(4) 100
3.1.1.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	62,5
3.2.1.	—	—	—	—	—	—	—	145	—	90-130
3.3.	—	—	—	—	—	—	—	(6) 31,25	—	(7) 25
3.3.1.	—	—	—	—	—	—	—	20-34,37	—	25
4.										
4.1.	* 2	* 2	* 2	* 2	* 2	* 2	—	—	—	—
4.2.	* 1,5	* 1,5	* 1,5	* 1,5	* 1,5	* 1,5	—	—	—	—
4.3.	* 0,75	* 0,75	* 0,75	0,75	0,75	0,75	—	—	—	—
5.										
5.1.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1676-77	1677-78	1678-79	1679-80	1680-81	1681-82	1682-83	1683-84	1684-85
1.									
1.1.	0,91	0,83		* 1,25	0,66	0,7	0,66	* 0,56	* 0,56
1.2.	2,12	2,75	—	* 3,12	* 3	2	1,5	* 1,75	* 1,87
1.3.	2,41	3	—	* 3,9	* 3,75	2,5	1,69	* 2,25	* 3,50
2.									
2.1.	—	90	—	—	—	* 120	* 127,5	* 92,5	71,35
2.2.	—	73,12	—	—	50	—	75	—	54
2.3.	180	—	—	—	80	110	110	—	74
2.4.	—	* 125	* 122,5	* 132,5	* 80	—	110	—	—
2.5.	* 120	—	—	—	* 110	* 140	* 160	—	—
2.6.	—	—	—	—	* 94,7	—	—	—	—
3.									
3.1.	—	—	—	—	(1) 83,5	(3) 60,33	—	—	(1) 60
3.2.	—	—	—	—	(2) 116,12	(2) 90	(4) 129,75	—	(2) 130,37
3.1.1.	—	—	—	—	83,5	51-65	—	—	60
3.2.1.	—	—	—	—	100-131,75	90	110,25-136,25	—	130,37
3.3.	—	—	—	—	(3) 30	(5) 29	(6) 53,33	—	(8) 33,56
3.3.1.	—	—	—	—	30	27,5-30	52,5-55	—	22,5-42,75
4.									
4.1.	—	—	2	—	3	3	—	—	—
4.2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.3.	71,76	71,76	* 0,88	* 1	—	80,87	0,75	* 1	0,75
5.									
5.1.	1,18	1,45	—	—	0,75	1,19	1,41	—	1,46

Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1685-86	1686-87	1687-88	1688-89	1689-90	1690-91	1691-92	1692-93	1693-94	1694-95
1.										
1.1.	—	0,7	0,72	* 1	1,25	1,12	1,56	1,5	2,12	* 0,86
1.2.	2	2,18	2	* 3,62	3,25	3,27	5,12	5	6	* 3,75
1.3.	—	3,25	* 3	* 4,5	4,16	—	5,5	5,25	6,37	* 4,37
2.										
2.1.	85	90	* 128,12	* 152,5	—	* 253,1	* 292,9	* 350	* 720	* 270
2.2.	73,85	—	108	—	106	216	186,92	—	—	—
2.3.	—	90	132,37	—	265,64	288	360	—	—	—
2.4.	86,66	—	—	—	* 242,5	—	360	—	—	—
2.5.	* 100	—	—	—	* 316,66	—	* 532	* 400	—	* 215
2.6.	* 90	—	—	—	* 300	—	* 275	—	—	—
3.										
3.1.	—	—	(1) 80	—	(1) 100	—	—	—	—	—
3.2.	(3) 61,67	(1) 110	(2) 93,25	—	(2) 92,75	—	—	—	(2) 125	—
3.1.1.	—	—	80	—	100	—	—	—	—	—
3.2.1.	61,67	110	85,5-101	—	75,5-110	—	—	—	120-130	—
3.3.	(9) 44,86	(4) 62,5	(5) 52,25	—	(2) 61	—	—	—	(1) 56,25	—
3.3.1.	32-61,25	62,5	37,5-64,37	—	61	—	—	—	56,25	—
4.										
4.1.	3—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.3.	0,75	0,75	0,75	* 1,1	0,75	* 0,8	* 0,75	* 0,75	91	* 0,75
5.										
5.1.	—	1,23	1,47	* 1,25	1,38	—	—	—	1,25	—

Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1695-96	1696-97	1697-98	1698-99	1699-1700	1700-01	1701-02	1702-03	1703-04	1704-05
1.										
1.1.	0,75	0,81	1	1,44	1,12	1,21	1,12	1	1,12	0,81
1.2.	2,12	2,25	2,5	4,37	2,75	2,69	3,56	2,5	3,09	2,31
1.3.	2,52	2,81	3,31	4,75	3,37	3,56	4,12	3	3,69	2,81
2.										
2.1.	—	—	—	—	—	63,95	144	270	* 250	188,18
2.2.	—	—	—	—	45	—	—	—	* 145,38	—
2.3.	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—
2.4.	—	—	—	—	—	—	—	—	* 265	* 177,5
2.5.	—	—	—	* 300	—	—	* 200	* 325	* 300	—
2.6.	—	—	—	—	—	—	* 180	—	* 300	—
3.										
3.1.	(1) 65	(1) 100	(1) 90	(2) 67,5	—	—	—	—	—	—
3.2.	(2) 112,5	(2) 162,5	(3) 86,67	(2) 113,12	—	—	—	—	—	(3) 50,33
3.1.1.	65	100	90	45-90	—	—	—	—	—	—
3.2.1.	112,5	162,5	80-100	113,12	—	—	—	—	—	50,33
3.3.	(4) 100,31	(4) 62,5	(9) 59,16	(5) 54	—	—	—	—	—	(5) 31,37
3.3.1.	82,5-121,93	62,5	37,5-75	50-60	—	—	—	—	—	22,5-40
4.										
4.1.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.3.	—	9 0,875	9 1	9 1	* 6 0,75	* 6 0,75	* 6 0,75	* 6 0,75	* 6 0,75	* 10 1,5
5.										
5.1.	2,49	1,82	1,5	—	—	—	—	—	—	2,25

Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1705-06	1706-07	1707-08	1708-09	1709-10	1710-11	1711-12	1712-13	1713-14	1714-15
1.										
1.1.	0,62	0,62	* 0,8	* 1,62	* 1,25	* 1,12	1,44	1,87	1,62	1,5
1.2.	1,65	1,65	* 2,1	* 4,25	* 4,5	* 2,62	4,06	5	5	3,5
1.3.	2,12	2,12	* 2,5	* 5	* 4,99	—	4,87	6	5,75	4
2.										
2.1.	226,66	—	—	—	—	—	—	137,5	—	237,5
2.2.	—	—	—	* 300	—	—	—	—	—	—
2.3.	—	—	—	—	—	—	—	137,5	—	—
2.4.	* 172,5	* 77,5	—	—	—	* 352,5	—	* 120	250	250
2.5.	* 200	* 85	* 100	—	* 500	* 375	—	* 135	* 275	* 240
2.6.	* 200	* 85	* 100	—	—	—	—	* 135	* 400	—
3.										
3.1.	—	—	—	—	—	—	(1) 100	(2) 100	(2) 107,5	(2) 175
3.2.	—	(2) 127,25	—	—	—	—	(1) 102,5	—	—	—
3.1.1.	—	—	—	—	—	—	100	100	107,5	175
3.2.1.	—	124-130,5	—	—	—	—	102,5	—	—	—
3.3.	—	(6) 43,79	—	—	—	—	(2) 36,56	(3) 66	(3) 66,5	(4) 86,62
3.3.1.	—	35,5-50,25	—	—	—	—	28,12-45	64,12-70	63,75-72	85,08-88,19
4.										
4.1.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.3.	* 110,75	* 60,75	* 60,75	—	2	* 1	—	* 1	* 1	* 1
5.										
5.1.	—	1,25	—	—	—	—	1,5	1,66	1,8	1,68

Moyenne pondérée annuelle, d'août à août, en florins lausannois (1 florin = 12 sols = 144 deniers)

	1715-16	1716-17	1717-18	1718-19	1719-20
1.					
1.1.	1,37	1,25	0,87	0,90	1
1.2.	4,25	2,87	2,48	2,25	2,37
1.3.	4,5	3,6	3,25	3,12	3,62
2.					
2.1.	288	* 288	—	—	—
2.2.	—	—	—	—	—
2.3.	250	—	—	—	—
2.4.	* 242,5	—	—	—	—
2.5.	* 332,5	* 292,5	* 165	—	—
2.6.	* 250	—	* 165	* 100	* 50
3.					
3.1.	—	—	—	—	—
3.2.	(1) 175	—	—	—	—
3.1.1.	—	—	—	—	—
3.2.1.	175	—	—	—	—
3.3.	(3) 75	—	—	—	—
3.3.1.	75	—	—	—	—
4.					
4.1.	—	—	—	—	—
4.2.	—	—	—	—	—
4.3.	* 1	* 1	* 1,25	* 1	* 1
5.					
5.1.	1,44	1,89	1,74	—	1,93

Quelques précisions sur les rubriques 1 à 5 du tableau 7 :

1. Les prix des céréales sont donnés par quartier.
2. Les prix du vin sont donnés par char.
3. Les prix sont ceux de la bête entière. Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de têtes.
4. Les salaires sont pour un jour. La nourriture du partisseur vaut 1,25 fl. par jour.
5. Les prix sont par aune.

Notes du tableau 7 :

- ¹ Exceptionnellement, le cru est donné : c'est du La Ville, qui est habituellement du blanc.
 - ² Moyenne entre 45 fl. pour le Grand Hôpital et 50 pour les Pauvres.
 - ³ A l'Hôpital sans nourriture : 1 fl.
 - ⁴ Le recteur, exceptionnellement, n'a pas acheté 1 bête sur pied mais sa « chair salée ».
 - ⁵ Ou 2 fl. non nourri.
 - ⁶ Nourri « allant et venant », soit avant le départ pour la vigne et après le retour.
 - ⁷ Salaire fixé par le nouveau règlement de 1674. Probablement non nourri.
 - ⁸ 0,75 fl., pour ceux qui restent à Lausanne, 1 fl. pour ceux qui vont à Lavaux.
 - ⁹ Peut-être non nourri.
 - ¹⁰ Prix du travail d'un jour et de la nourriture.
 - ¹¹ Hôpital : 1 fl. Conditions de la note 6.
- L'astérisque indique les prix tirés des comptes de la Bourse des Pauvres, lorsque la source principale (les comptes du Grand Hôpital) fait défaut.

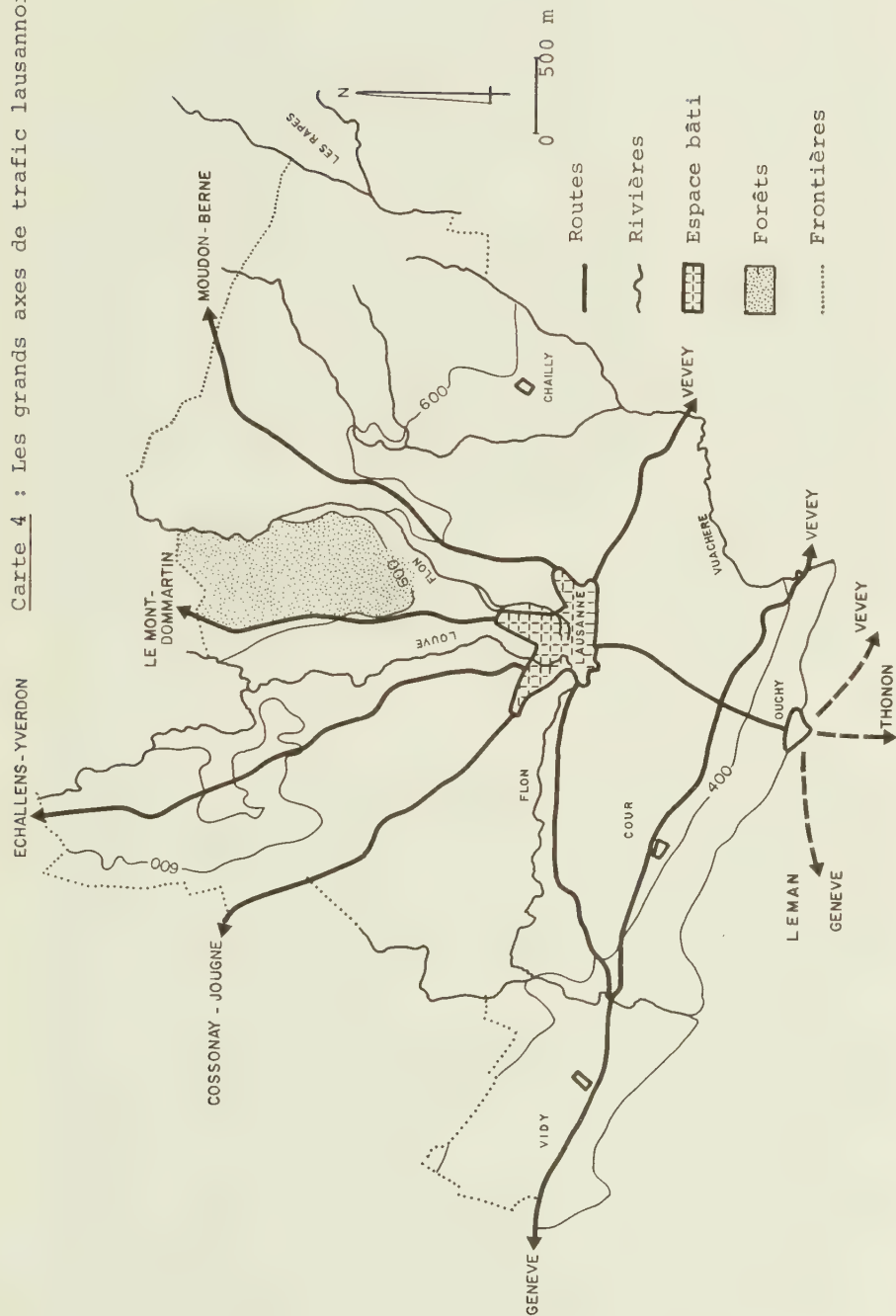
contrôle — inspecteurs. «Superinspektoren», etc. — mise sur pied au début du 18^e (4.41) n'empêcheront pas que les prix du blé à Lausanne subissent des variations très comparables à celles de la plupart des marchés européens. Elles permettront peut-être de limiter l'amplitude de la crise favorisée par l'arrivée des réfugiés français.

Le tableau 7 donne les moyennes pondérées annuelles des prix. La publication des données brutes grossirait cet ouvrage sans servir ses buts. On le verra ci-dessous (p. 157 ss ou 249 ss), nous utiliserons les moyennes, les maxima ou minima étant peu propices à l'étude d'une source s'étalant sur plus de trente ans. De plus, ces données extrêmes sont très rares pour les céréales. Dans la plupart des cas, les moyennes sont déjà calculées par les recteurs. De 1650 à 1680, on trouve en tout moins d'une dizaine de variations des prix du messel et du froment, tous les autres étant donnés en une fois. Après cette date, le procédé devient systématique: les prix des céréales sont le fruit d'une entente entre le recteur et la Ville. Elle consiste à apprécier la valeur moyenne de chaque céréale pendant l'année écoulée.

La crise de la fin du 17^e siècle ressort clairement de la lecture du tableau 7. Après une période de stagnation des prix nominaux pendant les années 1650–1680 en effet, des hausses brutales affectent les prix du froment et du messel. L'afflux des réfugiés les fait bondir un peu avant ceux du marché parisien (4.42). Malgré toutes les mesures prises, LL.EE. n'arrivent pas à maintenir les prix. Les années 1692–1694, à Lausanne comme dans toute l'Europe, atteindront des sommets. Après une brève accalmie, les prix remontent dès 1697. En 1698, LL.EE. ordonnent un recensement de tous les grains disponibles dans le bailliage (4.43). Une pause d'une dizaine d'années suivra. Dès 1708, nouvelle hausse: LL.EE. enquêtent sur l'importance des surfaces semées en blé dans le bailliage. A la suite de l'hiver glacial de 1709–1710, on tente d'ensemencer les prés marécageux de Vidy (4.44).

En plus de données sur la conjoncture, les comptes des recteurs fournissent quelques renseignements sur le commerce des grains à Lausanne. Le recours à d'autres sources (les registres de notaire par exemple) permettrait de compléter ces informations, qui ne portent que sur la période antérieure à la Révocation de l'Edit de Nantes. Après les années 1680 en effet, l'appréciation annuelle des prix provoque la disparition des mentions de marchands. Les recteurs s'approvisionnent auprès de trois catégories de fournisseurs principaux: l'Etat, de riches particuliers, et les marchands étrangers. On ne voit pas apparaître de paysans suffisamment riches en terres pour vendre de gros surplus sur le marché urbain. L'emprise que Lausanne exerce sur son marché régional (cf. chap. 9 ci-dessous) (4.45) passe pour les grandes quantités par l'intermédiaire des rentiers de la terre ou des marchands. L'Etat peut être la ville de Lausanne ou le bailli (4.46). Les riches particuliers sont des seigneurs vaudois; leurs revenus fonciers leur permettent de constituer des réserves qu'ils entament en période de hauts prix (4.47). Quant aux marchands étrangers, ils viennent généralement de Bourgogne (4.48). Les

Carte 4 : Les grands axes de trafic lausannois



blés savoyards sont probablement accaparés par le marché genevois : et les Confédérés — tels les Fribourgeois — sont plutôt acheteurs que vendeurs (4.49).

Ainsi, peu de chars de blé doivent entrer par les deux grands axes qui traversent Lausanne : celui qui va de Genève à Vevey et la route de Berne (carte 4). Le premier peut d'ailleurs éviter la ville en passant, au sud, par le hameau de Cour. Si les voyageurs font halte à Lausanne, ils y montent aussitôt après avoir franchi le pont de la Maladière et y entrent par Montbenon et le faubourg du Grand-Chêne. Pour continuer vers l'Italie, ils suivent la rue de Bourg, le faubourg de l'Etraz et passent la Vuachère par le pont de la Perraudette. Pour aller à Berne, ils vont du Bourg au faubourg de Martherey, vers Moudon. Le chemin qui descend vers Ouchy est très fréquenté, plusieurs marchandises étant transportées par voie d'eau. A part ces deux grands axes, d'autres routes traversent Lausanne. Deux principaux vont vers le nord-ouest, en direction de Cossonay et d'Echalens. C'est par là qu'arrivent les blés qui entrent en ville par le faubourg de l'Ale. La route du Mont, qui relie les anciennes terres de l'évêque, traverse la Cité avant de longer Sauvabelin. En ville, les transactions devaient légalement avoir lieu au marché. A Lausanne, la halle aux grains de la Palud fonctionne tous les samedis. De grosses quantités se négocient souvent pendant les foires. Malheureusement, les dates d'achat ou de vente des céréales ne sont qu'exceptionnellement données par les recteurs (4.50). Le grain est stocké, avec le vin, dans divers bâtiments, tel celui du bas de la rue St-Jean pour la Ville, ou de Saint-Maire pour le bailli (4.51).

4.3.2. *Le vin*

En 1672 — très tôt pour la région lémanique — LL.EE. fixent avec précision l'appellation des vins vaudois vendus à Lausanne. Elles distinguent trois crus : *La Côte*, d'Aubonne à Begnins ; *Lavaux*, de Lutry à Corsier ; *les vins du Pays*, englobant toutes les autres régions. Les vignobles du nord vaudois n'apparaissent pas spécifiquement sur le marché lausannois. D'autres sources signalent le cru du Chablais, qui n'est pas cité ici, probablement à cause du statut particulier des mandements de l'est vaudois (4.52). Les vins du tableau 7 sont ceux qui sont le plus fréquemment mentionnés par les recteurs. Ils proviennent de vignes leur appartenant ou leur devant des redevances. Ils sont de deux crus : Lavaux (Rieux et Lutry) et les produits lausannois, dits du Pays ; il s'agit du « La Ville », ainsi que des vins rouge, blanc et sans spécification. Nos séries — fort lacunaires — concernent donc uniquement la partie orientale de l'adret lémanique, de Lausanne à Rieux. Les recteurs ne vendent ou n'achètent pas du La Côte, plutôt drainé par Genève ou Berne (4.53). Les eaux de vie n'apparaissent pas sur notre tableau : on ne commence en effet à les rencontrer dans les comptes qu'au début du 18^e siècle. LL.EE. ont d'abord tenté d'interdire la distillation ; comme pour le tabac cependant, elles finiront par céder et, dès 1706, autorisent à Lausanne l'eau de vie « de lie et de vin du cru et du lieu » (4.54). La bière n'apparaît que très

exceptionnellement dans les comptes. On en consommait pourtant à Lausanne: en 1688, l'espion savoyard Du Bouloz se rend dans l'un de ces estaminets spécialisés, où il trouve «des guinfres se divertissants», à qui il offre des macarons pour les pousser aux confidences (4.55). Les mentions de salvagnin — ou «servagnin» — sont rares, ce qui vient confirmer l'hypothèse formulée par Anne-Marie Piuze: l'appellation «salvagnin» désignerait au 17^e siècle non point un rouge de bonne qualité mais au contraire le produit assez médiocre des vignes plantées en hautains, rares dans le bailliage de Lausanne (4.56).

Les procédés de vinification du 17^e siècle, assez sommaires, ne permettaient pas une longue conservation. La vendange — en ce siècle froid — avait lieu plus tôt que de nos jours, afin d'échapper aux risques de gel automnal: le vin nouveau pouvait être consommé en septembre déjà (4.57). Les prix sont ceux du vin de l'année: par exemple ceux des vendanges de 1649 pour le compte 1649–1650. Dès l'été de l'année suivante en effet, le vin se gâte. En 1686, le recteur de l'Hôpital débite à bas prix trois chars de vin, «lesquels commencoyent a pousser estant au moys de juillet» (4.58). Cette altération, caractérisée par un fort dégagement de gaz carbonique, est la plus fréquemment mentionnée. Elle frappe surtout les rouges mais les blancs ne sont pas totalement épargnés. En 1683, un blanc est non seulement «extraordinairement poussé» mais, de plus, «gras» (4.59). D'autres altérations sont mentionnées. Citons, en 1667, deux chars «qui sentoyent tant le soulfre qu'on à heu grand peine à les debiter» et un de vin «clair et qui avoit mauvaise saveur» (4.60). Pour diminuer le mauvais goût, on tente de transvaser. On peut aussi ajouter de la lie (4.61). Des traitements plus dangereux sont parfois appliqués. En 1695, on a tenté d'adoucir le vin «en le meslant d'escume d'argent et autres choses pernicieuses, ce qui à causé des colliques extraordinaires à diverses personnes dont quelques unes sont tombées malades et les autres en sont mortes». S'agirait-il de litharge, un oxyde de plomb (PbO) qui se formait lors de l'extraction de l'argent à partir de plomb argentifère? En fait, LL.EE. interdisent vigoureusement de tels «melanges sy dangereux pour la santé» (4.62). Nous n'avons pas tenu compte dans nos séries de ces vins avariés, relativement peu fréquents. D'autre part, nous n'avons pas noté les prix de la vente au détail, ou «à la pinte». Seules les ventes en gros apparaissent. Elles sont stipulées en chars — environ 18 setiers, soit près de 670 litres — et en courtes, valant de 5 à 10 setiers (4.63). Les chars devaient donc être composés de quatre à deux courtes ou de tonneaux en plus grand nombre, faits de sapin ou de chêne (4.64). Ils étaient le plus souvent transportés par bateaux.

Le marché du vin, comme celui du grain, est contrôlé par l'Evêque et la Ville de Lausanne depuis le Moyen Age (4.65). Le problème se pose cependant très différemment pour ces deux denrées: le vin représente un apport non négligeable en calories. Il est pourtant moins nécessaire à l'alimentation quotidienne de la population. Notons cependant que, moins alcoolisé que de nos jours, il jouait un rôle important à une époque où l'on pouvait hésiter à consommer de l'eau, souvent polluée. A

Tableau 8. *Minima et maxima de quelques prix de vins (en florins par char)*

Dates ¹	Vin ²	Blanc ³	Ville	Riex
1649-50	—	—	105-130	210-213
1650-51	—	—	175-190	—
1652-53	70-90	—	85-90	—
1653-54	—	—	75-80	112,5-115
1654-55	100-112,5	—	—	—
1656-57	90-125	100-110	—	—
1657-58	—	100-110	95-110	—
1658-59	90-100	—	92,5-110	—
1659-60	—	—	75-95	—
1660-61	—	—	—	120-155
1661-62	—	75-90	—	—
1662-63	—	—	90-110	135-136,5
1664-65	150-220	—	—	—
1667-68	—	—	87,5-90	—
1668-69	175-185	—	—	—
1671-72	100-135	—	—	—
1672-73	—	100-148,75	—	—
1673-74	160-165	—	—	—
1684-85	65-81	—	—	—
1687-88	115-150	86,5-192	—	—
1690-91	250-254	—	—	—
1691-92	250-300	—	—	—
1704-05	112,5-270	—	—	—

¹ Dates où les comptes donnent des prix variés.

² Sans indication de couleur et de cru.

³ Sans indication de cru.

l'Hôpital, le recteur donne un demi-pot de vin par jour (soit plus d'un demi-litre) à chaque pauvre (4.66). Depuis le 14^e siècle, la préoccupation la plus constante des autorités consiste à favoriser le commerce du vin indigène, au profit des bourgeois. Cette politique est aussi celle de Genève et des principales villes européennes. Il s'agit de limiter, voire d'interdire les importations et de conserver le monopole du débit de vin à une classe privilégiée. LL.EE. greffent leurs préoccupations monétaires sur cette politique médiévale. Elles adoptent une attitude très stricte à l'égard des exportations, qui doivent attirer la bonne monnaie dans le pays. La surveillance de l'appellation des crus, les restrictions à l'extension des vignes et l'obligation d'adjoindre aux vins exportés un «certificat authentique de sa quantité et du lieu de son creu» (4.67) montrent comment LL.EE. instaurent un «label de qualité» des vins vaudois à l'étranger. Sur le marché intérieur, la réglementation de LL.EE. témoigne dès la fin du 17^e (comme pour le grain) du désir d'empêcher que des spéculations trop fortes ne gonflent exagérément le prix de cette denrée importante pour la consommation populaire. A la différence du grain cependant, elles laisseront aux conseillers lausannois le soin de taxer annuellement le vin sans pour autant les autoriser à le vendre sur les bords de l'Aar (4.68).

Cette surveillance des prix de type moderne intervient au moment où les prix du vin, comme ceux du grain, traversent une crise violente après les années plus calmes de 1650 à 1680 (tableau 7) (4.69). Cette constatation est la seule que nous nous permettrons: les prix réunis sont en effet trop lacunaires et trop sensibles à la spéculation ou à des conditions climatiques tout à fait particulières pour que nous nous permettions d'en faire une interprétation annuelle. De même, nous nous contentons de donner à titre purement indicatif une liste des maxima et minima (tableau 8).

Ces séries apportent par contre des renseignements précieux sur la valeur des crus vaudois les uns par rapport aux autres. Le rouge est, de loin, le vin le meilleur marché et le moins spéculatif. La Bourse des Pauvres et l'Hôpital en reçoivent chacun un à trois chars suivant les années, soit moins du dixième de leurs revenus en vin. Il vient des vignobles lausannois, de Contigny surtout, et de Lutry (4.70). Comme l'indication de provenance des rouges n'est pas toujours donnée et que les prix du Lutry et du Lausanne sont très proches, nous avons regroupé sous la rubrique «rouge» ces crus différents dans le but d'obtenir une série suivie. A la fin du siècle, le rouge est entièrement consommé par les pauvres et les prix de vente disparaissent. Le blanc de La Ville, comme le «vin» et le «blanc» — très probablement également produits des vignobles lausannois — exigent une vinification moins grossière que celle du rouge. Ils sont plus chers et plus spéculatifs que ce dernier, mais moins que le Lavaux. Les vins du terroir lausannois jouent donc sur le marché le rôle de vins de table de qualité moyenne pour le blanc et médiocre pour le rouge. Le bailli les vend généralement au même prix que ceux de l'ouest lausannois — Ecublens, Crissier, Bussigny — parfois à la valeur du Belmont, mais jamais aussi cher que le Pully (4.71). Les deux Lavaux relevés sur notre tableau sont considérés comme très semblables au 17^e siècle. Par rapport aux vins lausannois, ils varient selon les années et un char de Lavaux peut valoir entre 10% et 100% plus qu'un char de La Ville. Ils constituent environ un quart de la récolte totale du recteur de la Bourse des Pauvres, qui en revend une grande partie.

On l'a vu ci-dessus, les prix sont des prix de vente. A la différence du vin vendu «à pinte» et probablement consommé par de larges couches de la population lausannoise, le commerce du vin en gros concerne les mêmes catégories que celui du grain: l'Etat, les riches propriétaires et les marchands. Les recteurs travaillent presque exclusivement avec des représentants du second groupe (4.72). Ces transactions gardent cependant un caractère restreint: généralement de 1 à 3 chars de vins, soit à peine plus que les besoins annuels d'un gros feu.

Si les marchands n'apparaissent que rarement dans les comptes des recteurs, ils sont fréquemment mentionnés dans les mandats baillivaux. LL.EE. tentaient de protéger leurs ressortissants contre la concurrence des marchands étrangers, qui venaient écumer le marché dès le début de l'automne (4.73). On achetait souvent le vin très tôt, peu après la récolte et bien avant qu'il n'ait achevé sa fermentation. Les recteurs donnent parfois les dates de leurs transactions: elles peuvent débiter en septembre et se

prolonger pendant toute l'année suivante. Le «vin nouveau» gonfle le trafic du canal d'Entreroches en novembre et en décembre (4.74). Le marché des vins lausannois se tenait en trois endroits différents: la «place antérieure» devant l'Abbaye des boulangers pour La Côte, la place derrière vers les fossés pour Lavaux — peut-être de part et d'autre de la Palud — et la place devant l'arsenal, près du marché du bétail — soit au haut de la Mercerie, soit devant le château Saint-Maire — pour le Pays (4.75). Quant aux importations, elles provenaient de Savoie surtout. On retrouve dans les mandats baillivaux quelques rares mentions de vins du Valais, de Genève, de Neuchâtel, de Bourgogne ou d'Alsace (4.76).

4.3.3. *Le bétail*

Les comptes de l'Hôpital donnent quelques prix du bétail sur pied (4.77). Ils peuvent varier en fonction de l'âge, du poids et de la qualité de la bête. À côté de la moyenne, nous donnons pour chaque année les prix maximum et minimum (tableau 7). On verra ci-dessous que l'on peut tirer des informations valables de ces séries de prix, aussi disparates qu'elles paraissent au premier abord. Nous donnons uniquement les prix des vaches, des bœufs et des cochons (4.78). Le jeune bétail à cornes — les génisses et les veaux — apparaît trop rarement. Les quelques mentions sont les suivantes: en 1654–1655, une génisse vaut 75 florins et une vache 70 seulement, tandis qu'en 1684–1685 le rapport est de 35 contre 60 florins pour la vache. En 1672–1673, une génisse vaut 30 florins 3 sols, 40 florins en 1685–1686 et 95 en 1704–1705. En général, le veau est le bovidé le meilleur marché à l'unité: il vaut 8 florins 4 sols en 1686–1687, 10 florins en 1696–1697, 7 florins 6 sols en 1697 — soit très approximativement dix fois moins qu'un bœuf. Les recteurs achètent assez souvent de la viande de mouton. L'acquisition de bêtes sur pied est plus rare. En 1684–1685, un mouton vaut 6 florins 6 sols, en 1685–1686, 7 florins, en 1697–1698, environ 7 florins. Une chèvre est achetée pour son lait au prix de 18 florins en 1685–1686. Les chapons valent de 11 sols à 1 florin 6 sols. Comme ces volailles sont livrées aux recteurs dans des quantités aussi étranges que, par exemple, 10 ¹/₄ ¹/₃₆ ¹/₉₆ de chapon en 1701–1702, on peut en déduire qu'il s'agit d'une redevance en nature payée en espèces, selon un prix conventionnel.

Aux 14^e et 15^e siècles, de nombreux documents témoignent de la surveillance du prix et de la qualité de la viande pratiquée par l'Evêque et la Ville (4.79). Après 1536, LL.EE. abandonnent totalement ce soin aux autorités locales. À Lausanne, le Conseil continuera, comme il le fait depuis le Moyen Âge, à surveiller les bouchers et à fixer régulièrement les prix (4.80). Au 17^e siècle, le plan Rebeur situe la principale boucherie de Lausanne à la rue du Pré, avec l'«Ecorchoir» (l'abattoir), à côté des nombreuses tanneries (4.81). À la différence du commerce de la viande, celui du bétail est surveillé par LL.EE.: il s'agit ici d'un objet d'exportation ou d'importation. Les mandats sur ce sujet sont rares à Lausanne au 17^e siècle (moins d'une demi-douzaine). Ils se multiplient au cours du 18^e:

on en compte près d'une dizaine de 1700 à 1730 seulement. Au 17^e siècle, LL.EE. se préoccupent surtout d'empêcher la sortie de bonne monnaie et l'afflux d'argent déprécié. L'importation du bétail — qui vient de Savoie — contribue à ce phénomène, les marchands étrangers se faisant payer en bon argent bernois. En 1632 et 1634, LL.EE. règlementent puis interdisent ce trafic (4.82). Au 18^e siècle, LL.EE. multiplient les mandats sur le commerce, tout en se préoccupant pour la première fois de prévenir l'extension des épizooties (4.83). Comme pour le grain et le vin — mais moins nettement — LL.EE. adoptent donc à l'égard du bétail une politique plus «interventionniste» au tournant des 17^e–18^e siècles. Les problèmes monétaires préoccupent beaucoup les autorités bernoises. Le préambule d'une interdiction d'importation de 1718 en témoigne: il montre aussi la grande importance de l'élevage en pays vaudois et le rôle joué par la concurrence étrangère. «D'autant que la meilleure partie des richesses et moyens de nos sujets et de l'argent qu'ils retirent a consisté principalement jusques icy a nourrir du bestail et par cet unique seul moyen l'argent est venu au pays, mais par ce temps de disette d'iceluy non seulement nos sujets ne peuvent point debiter leur dites marchandises dehors, mais encor a leur grand prejudice ne peuvent pas s'en defaire dans le pays même, a cause de l'entree du bestail étranger, (...)» (4.84). Le rôle primordial donné à l'élevage n'est pas une constante de l'agriculture vaudoise. On a pu voir ci-dessus que le vin est une autre importante denrée d'exportation. Ce qui ressort pourtant de cette citation, c'est que le commerce du bétail, moins surveillé que celui du grain, du vin ou de la viande, obéit plus fortement aux lois de l'offre et de la demande. Les marchands étrangers viennent en effet concurrencer la production indigène jusque sous les murs de Lausanne: les recteurs achètent leurs plus gros cochons à des Savoyards (4.85). Ce commerce prend une telle ampleur qu'en 1718, LL.EE. déplorent qu'«il sortoit annuellement du pays des sommes tres considerables par l'entrée des cochons etrangers engraisés et maigres élevés hors du territoire de Suisse, de manière que nos paysans contants sur l'entrée desd(i)ts cochons étrangers, cessent d'en faire race dans le pays et negligent absolument d'en engraisser» (4.86).

Les recteurs achètent les bêtes à cornes dans les foires de Lausanne et des alentours, qui se déroulent en automne. A Lausanne, le marché du bétail a lieu devant l'arsenal (4.87). Ils peuvent encore aller à Echallens ou Cully (4.88); les plus belles bêtes, venant du Pays-d'Enhaut, sont acquises à la foire de Vevey (4.89). Les vendeurs de bétail et de cochons ne sont donc pas exactement les mêmes que ceux du grain ou du vin. L'Etat n'intervient plus, les mentions de gros propriétaires fonciers se font plus rares. Ce sont des marchands spécialisés qui excellent dans ce commerce très particulier (4.90).

Les vaches et les bœufs achetés par le recteur de l'Hôpital sont destinés à la consommation: une partie de la viande est salée, une autre tout de suite servie aux vendangeurs. Les pauvres ne mangeaient que très peu de viande, dans leur soupe, ou sous forme de fricassée. En 1688, les espions savoyards décrivent la ration journalière de Vaudois du Piémont installés à Aarberg:

un demi-pot de vin, soit entre un demi et un litre, une demi-livre de viande (bœuf et mouton) mêlée au potage et deux livres de fromage. Ils les trouvent fort bien nourris (4.91). Quant au cuir, il est utilisé à la fabrication des chaussures. Le fumier sert à engraisser les vignes (4.92).

Une constatation immédiate ressort de l'examen des prix des cochons de 1650 à 1720 (tableau 7): comme ceux du grain et du vin, ils stagnent de 1650 à 1680 environ, puis montent brutalement pour atteindre un premier sommet dans la dernière décennie du 17^e siècle et un second dans les années 1709–1718.

Le phénomène apparaît moins nettement pour les prix des bœufs et des vaches, qui sont très variables. L'échantillonnage est beaucoup plus restreint que celui des porcs. Il serait prématuré de tirer de ces trop rares données des enseignements sur la conjoncture locale des prix du bétail bovin, et elles apparaissent surtout à titre indicatif dans le tableau 7. Notons cependant que les 150 florins ne sont dépassés, pour les bœufs, qu'à l'extrême fin du 17^e et au début du 18^e siècle (4.93). Il semblerait qu'ici aussi ressorte, une fois de plus, *le violent renversement conjoncturel de la fin du 17^e siècle, traduit par de hauts prix nominaux et une courbe en dents de scie*.

On peut très probablement présumer que ce bouleversement frappe aussi les prix laitiers. Nous ne pouvons cependant le prouver à Lausanne, car les prix ne sont régulièrement donnés par le recteur qu'après 1685. La recrudescence de mandats sur le beurre dans les années 1690 prouve en tout cas que la situation s'aggrave. Plus encore qu'auparavant, LL.EE. tentent alors d'inciter leurs sujets à fabriquer plus de beurre et moins de fromage (4.94). Enfin, le marché du sel à Lausanne et en Pays de Vaud, évoqué par Danielle Anex pour le Moyen Âge, sera traité dans une thèse en préparation sur les salines de Bex (4.95). Il s'agit d'un produit très surveillé par LL.EE., peu propice à l'enrichissement de petits marchands mais pouvant faire la fortune des grands importateurs. Au 17^e, les salines vaudoises ne suffisent pas à couvrir les besoins du pays (4.96).

4.3.4. Les textiles

Chaque année, le recteur de l'Hôpital achète des étoffes de qualité généralement assez grossière. Elles servent à faire des vêtements aux pauvres et à compléter la lingerie de la maison. Les couleurs sont peu variées: avant les années 1680, du blanc, du noir et du gris, auxquelles viennent s'ajouter du «roux» et du «musc» (variété de brun) à la fin du siècle. Les qualités des tissus sont par contre assez nombreuses: une vingtaine environ de 1650 à 1720. Les étoffes achetées le plus fréquemment sont les draps — servant à la fabrication de vêtements (bas, casaqes) — et les toiles. Les prix des draps sont plus rares et plus variables que ceux de la toile. Ils n'apparaissent pas dans le tableau 7. En moyenne, une aune de drap vaut 5,22 florins en 1666–1667; 4,48 en 1667–1668; 3,63 en 1675–1676; 3,2 en 1682–1683; 8 en 1684–1685 et 1685–1686; 2,6 en 1687–1688 et 5,14 en 1696–1697. Suivant sa finesse, la toile a de multiples

usages, des draps grossiers et du linge aux chemises, aux bas et aux doublures de vêtements (vestes, culottes), en passant par les fourres de coussins et de traversins, les mouchoirs, les tabliers, etc... C'est la seule étoffe dont les prix apparaissent assez souvent pour en faire une ébauche de série. Nous avons transcrit ces données dans le tableau 7. Peu représentatives, elles sont jusqu'à présent les seules disponibles pour le Pays de Vaud. La série commence assez tard — après 1675 — mais avant la «charnière» de la fin du 17^e siècle. Les recteurs achètent en moyenne une quarantaine d'aunes par année (l'aune lausannoise vaut 1.07 m). Les quantités annuelles varient beaucoup, avec un minimum de 2 aunes en 1688–1689 suivant le maximum de 1687–1688 (environ 150 aunes). La «toile de ritte» ou «toile moitié ritte» a été prise en considération dans le calcul des moyennes. Son prix est en effet le même que celui de la toile en 1687–1688 et 1717–1718. Cette toile de ritte apparaît encore en 1675–1676 et 1676–1677. Il s'agit probablement plutôt de chanvre filé que de filasse. En effet, la «toile d'étoupe», qui n'a pas été prise en considération, vaut beaucoup moins (4 ½ batz — les prix des étoffes sont fréquemment donnés en batz — en 1687–1688, contre 5 ½ à 6 pour la toile, ou 3 ½ en 1689–1690, contre 5 à 6 pour la toile) (4.97).

Les personnes chez qui le recteur achète ses étoffes sont très différentes de ses partenaires commerciaux en matière de denrées alimentaires. L'Etat et les gros propriétaires fonciers sont remplacés par des marchands lausannois. En 1649–1650 par exemple, le recteur se fournit chez le Sieur Boizot (probablement Samuel Boiseau, citoyen de Lausanne, mestral et propriétaire d'une maison à Saint-Jean), Crestaud (Pierre Crestaud, bourgeois de Lausanne, marchand et propriétaire d'une maison au Pont) et Pasteur (4.98). Certains de ces marchands trafiquent parfois du bétail (voir note 4.84); dans le marché du textile, ils sont rois. Représentants typiques d'une «classe moyenne» lausannoise, ces personnes n'appartiennent pas à l'oligarchie, ne sont pas de gros propriétaires fonciers (p. 181 ss) et n'occupent pas de hautes charges dans l'administration de la Ville. Propriétaires de leur maison, de leur boutique, parfois d'un petit jardin, ils vivent de leur commerce, s'intéressant surtout aux marchandises les moins soumises à réglementation: le commerce du tissu, ou celui du bétail. Les premiers banquiers vaudois les compteront parfois parmi leurs ancêtres: Isaac-Jean-Georges-Jonas Grand par exemple, banquier à Lausanne pendant la seconde moitié du 18^e siècle, eut peut-être pour ancêtre Isaac ou Jean-Nicolas Grand, chez qui le recteur de 1689–1690 se fournit en produits divers (4.99).

LL.EE. tentent de protéger cette mince classe de bourgeois typiquement urbains contre une double concurrence: celle des grands marchands étrangers et celle des petits colporteurs. «...Nous statuons et ordon(n)ons par cestes que personne a la reserve de nos bourgeois et subjects ne pourra ny debvra faire aucun trafficq ou negoce ny vendre et debiter comme que ce soit aucune chose ou marchandise tant dans nostre pays aleman qu'en nostre pays roman soit qu'elle soit crue ou faicte dans le pays, comme graines, vin, lactages, toiles et toutes sortes de drap ou sarges, filet œuvre

de ritte, ou de lyn et laines ou qu'elles viennent de dehors comme rys, espiceries, viandes de caresme, oranges, citrons, et particulièrement toutes sortes de commune mercerie dont comme que ce soit on peut faire vente et traffiq estant en ce compris le vin estrange qu'on pourroit amener au pays, comme aussi les graines, chevaux et autres bestail, pourceaux et brebis.» Les marchands étrangers ne peuvent vendre leurs produits qu'aux foires, tandis que les «merciers, mercecaters, et porteurs de panier roulants de maison à autre» sont — une fois de plus — défendus (4.100). A lire ce mandat, on retire l'impression que les marchands sujets de LL.EE. exerçaient leurs activités dans un champ très vaste allant des denrées alimentaires de base au luxe en passant par l'habillement. Les comptes des recteurs montrent que, dans la réalité, ils avaient affaire à forte partie dans le commerce du grain et du vin et qu'ils se spécialisaient plutôt dans celui du textile et dans l'«épicerie». Le marché des tissus était d'ailleurs assez large pour justifier des spécialisations. A Lausanne, les marchands drapiers semblent former un groupe nombreux ayant suffisamment de cohésion pour tenir tête à LL.EE. lorsqu'elles veulent leur faire jurer qu'ils ne vendent pas de tissus étrangers interdits (4.101). Les relations entre les marchands et le gouvernement n'étaient en effet pas toujours des meilleures: les nombreuses interdictions d'importations de textiles gênaient beaucoup les commerçants. Ces limites à l'importation, ainsi que ce mandat, ne sont-ils que des mesures de protection des nationaux, ou témoignent-ils des débuts d'une politique mercantiliste, visant essentiellement à établir un solde positif de la balance du commerce en vendant à l'étranger plus qu'on n'y achète? La publication du volume des *Sources du droit vaudois* traitant des mandats baillivaux du 16^e au 18^e siècle permettra de répondre à cette question de manière exhaustive. On peut cependant présumer que LL.EE. sont en train de mettre sur pied une politique globale, dont le protectionnisme exagéré n'aura pas toujours des effets favorables pour l'industrie (4.102). En ce qui concerne les textiles, c'est, comme pour les denrées agricoles, dès la fin du 17^e siècle qu'on voit se multiplier les mandats baillivaux sur les tissus, leur fabrication et leur commerce. Ici aussi, de nouvelles préoccupations viennent se greffer sur les anciennes (4.103). Les plus intéressantes d'entre elles concernent les efforts faits par LL.EE. en vue de favoriser l'implantation d'industries en terre bernoise.

Souvent amenés par le flux de l'importante immigration qui suivit la Révocation de l'Edit de Nantes et fit grossir la population de plus de mille habitants en quelques années, des industriels essaient de s'installer à Lausanne au tournant des 17^e–18^e siècles. Pour le textile, citons par exemple une manufacture de soie, une de laine à Saint-François, ou une fabrique de bas qui fait faillite en 1695 (4.104). Dans d'autres domaines, les nouvelles activités resteront généralement à un niveau artisanal comme par exemple l'exploitation du charbon de la Paudèze par Eirini Eirinis et ses associés, la faïencerie des Baylon, les quelques imprimeurs lausannois du 17^e siècle, les «manufactures» de lapidaires (4.105); seul le travail du cuir a atteint une extension industrielle (p. 221). Les entreprises utilisent

fréquemment une main-d'œuvre forcée. A Ecublens par exemple, on oblige les pauvres à filer la laine en manufacture (4.106). A Berne même, on crée dans les années 1650 — dans le même bâtiment — un orphelinat et une prison. L'orphelinat fournira les chefs d'entreprise en main-d'œuvre peu exigeante et gratuite. Un exemple de l'utilisation de ces « primes à l'industrialisation » est donné en 1708, lorsque Samuel Engelhardt et ses associés créent une indienne dans la capitale (4.107). On le sait, ces efforts n'auront pas de suite notable, sauf en Argovie (4.108). Cet échec n'est pas dû uniquement à la modestie des mesures prises par le gouvernement bernois et à la conjoncture économique défavorable. La richesse agricole du canton et le pouvoir des gros propriétaires fonciers, qui ne voient probablement pas d'un bon œil les chefs d'industrie s'installer dans leur pays et risquer de faire monter les salaires agricoles, ont aussi joué un rôle important. De plus, la puissance que l'industrie pourrait donner à de nouveaux venus est susceptible d'inquiéter les oligarchies bernoise et vaudoise. Les ennuis causés par les associations d'artisans donnaient aux dirigeants un avant-goût des problèmes que l'industrie pourrait lui créer.

En avril 1675, après une lutte pleine d'âpreté, les conseillers lausannois ordonnent l'abolition de toutes les corporations — ou « abbayes » — « establies icy des quelqu(e)s temps » et qui commençaient à porter ombrage à leur pouvoir juridique, financier et économique. « ... toutes lesd(i)tes abbayes de quelle espece quelles soyent tant de tamneurs, couroyeurs, massons, charpentiers, cordonniers, tonneliers que toutes autres sont absolument cassées, annulées et abolies ». Ces associations ont cependant les reins solides : cette interdiction, qui avait déjà été faite par l'évêque au début du 15^e siècle, devra être renouvelée en 1701. Cette répétition de mesures coercitives prouve leur manque d'efficacité. Les artisans continuent à se regrouper, et à pratiquer une industrie « extensive », différente de celle des manufactures (4.109). Retrouve-t-on à la base de l'attitude répressive des autorités l'argumentation amplement développée au cours du 18^e siècle, et dont le rôle des habitants de Rances de 1764 donne un exemple frappant : « Si l'horlogerie prenoit faveur dans ce lieu ce seroit un grand mal à cause de la quantité de fonds qu'il faut cultiver » (4.110) ? Ou ne s'agit-il que d'un prétexte ? Les conseillers lausannois tentent-ils de casser les abbayes pour empêcher que ne s'établisse un monopole de la fabrication ? Voudraient-ils, comme LL.EE. de Berne et Fribourg (4.111), établir à leur profit un monopole au niveau du commerce ? Cette attitude expliquerait pourquoi ce sont les grandes entreprises qui sont combattues, plutôt que les petites. Les essais de petites fabriques concernent peut-être la production traditionnelle de la toile, mentionnée comme indigène dans le mandat cité ci-dessus. Elle est faite de chanvre et de lin pour la qualité plus fine. Les chenevières sont nombreuses à Lausanne au 17^e siècle (le recteur a vendu celle de l'Hôpital en 1656 (4.112), mais Rebeur ne mentionne pas de culture de lin. Ses terriers ne signalent pas non plus de métiers du textile. Cependant, on peut présumer que parmi les très nombreux « maîtres » propriétaires à

Lausanne, il se trouve un certain nombre de tisserands. Ceci étant, les Lausannois doivent acheter des toiles étrangères, malgré l'interdiction (4.113). En Suisse, le centre de gravité de production de la toile se trouvait dans les cantons orientaux (4.114) et c'est peut-être de là que venaient certaines des étoffes plus fines. L'examen des prix de la toile, qu'on connaît — de manière intermittente — de 1675 à 1720, amène une conclusion évidente (tableau 7): à nouveau, la courbe franchit un seuil après 1690. Les écarts entre les valeurs annuelles sont aussi beaucoup plus prononcés après 1690 qu'avant cette date. Le prix de la toile suit donc très grossièrement la même tendance que celui du grain (4.115):

4.3.5. *Les salaires*

Les salaires que nous avons pu relever dans les comptes des recteurs sont ceux de travailleurs relativement privilégiés. Le «partisseur» est un contre-maître chargé de surveiller le déroulement des vendanges de son patron et le «relieur» un artisan spécialisé dans le difficile art de faire et de réparer les tonneaux. De 1650 à 1720, ils reçoivent presque toujours un florin par jour s'ils sont nourris — et probablement logés —, 2 florins si non. Les quelques paies d'autres maîtres-artisans que nous avons pu relever sont comparables à celle du relieur (4.116). Ainsi, durant plus de deux générations, les salaires ne bougent pas tandis qu'on voit exploser les prix nominaux du pain et du vin. Comme ailleurs en Europe, la légère amélioration du début de la seconde moitié du 17^e siècle ne survit pas aux secousses des années 1690 et suivantes (4.117). Le sort des salariés serait plus que catastrophique s'ils ne disposaient que d'un paiement en espèces pour survivre. Les partisseurs, nourris par leur employeur, souffrent moins durement des aléas de la conjoncture. De plus, plusieurs ont d'autres sources de revenus: quelques lopins de terre, ou quelques occupations accessoires.

En ce qui concerne les travailleurs agricoles, les recteurs ne donnent que des chiffres de paies globales. Ils sont souvent employés pour des travaux saisonniers effectués surtout dans les vignes, mais aussi dans les champs. En juillet 1707, pour casser les salaires réclamés par les Vaudois, on va les chercher en Savoie et parfois jusqu'en Bourgogne: «les ouvriers d'aujourd'hui dans la perception de leurs journées excèdent d'une telle manière, qu'ils n'ont aucune considération des conioinctures presentes, ou par la grace de Dieu les danrées sont à un grand prix. Nous avons bien voulu concéder à nos dits suiets, que pour la presente année l'on puisse se servir dans ces sortes de travaux [moissons etc.] des savoyards ou autres ouvriers estrangers, qui se contentent d'un prix mediocre, et qui d'ailleurs ne sont point suspects de mauvaise vie» (4.118). Comment expliquer ces salaires «trop» élevés des ouvriers agricoles vaudois, alors que les «gueux» parcourent les routes et que les propriétaires fonciers disposent d'une «armée de réserve» savoyarde? En fait, la quantité de main-d'œuvre agricole subit des fluctuations saisonnières considérables. Brutalement — en périodes de moissons ou de vendanges par exemple — on a besoin de beaucoup de travailleurs tandis qu'à d'autres époques, comme en hiver, la

terre ne requiert quasiment aucun soin. C'est probablement cela qui explique la coexistence d'une main-d'œuvre souvent surabondante et des plaintes des gros propriétaires fonciers. C'est ici surtout — beaucoup plus que sur la politique industrielle — que les intérêts de LL.EE. et ceux de l'oligarchie lausannoise divergent le plus. Voilà ce qui explique, entre autres, le peu d'effet des mesures bernoises contre la pauvreté et son corollaire, l'émigration forcée. Ces mesures sont pourtant nombreuses. D'une part, on essaie de faire engager les paysans bernois afin qu'ils n'aillent plus travailler «en Allemagne» (4.119). D'autre part, on cherche à réduire le nombre des gueux et à interdire le départ au service mercenaire (4.120). En 1659, le bailli Lentulus avait tenté de faire engager les malheureux en leur fixant un salaire de moitié inférieur à celui des artisans spécialisés (4.121).

Des gueux aux partisseurs, le monde des salariés voit ainsi son sort se dégrader brutalement, après le bref sursis du milieu du siècle. Ici aussi, le problème fondamental est celui de la propriété foncière: quelle est en effet la proportion de ces travailleurs qui dépend uniquement d'une paie non «indexée»? Ce sont ces gens qui subissent les pires contrecoups des hausses des prix. Les gros producteurs par contre en profitent, tandis que la masse des moyens propriétaires amortit le choc grâce aux maigres rendements de ses terres. Cependant, avant de passer à une étude des cultures et de la répartition du sol lausannois, il importe de tirer quelques enseignements des données que nous venons d'analyser.

4.4. Différents éclairages de l'espace lausannois

D'abord, la courbe des prix de l'avoine éclaire la conjoncture économique pendant laquelle Rebeur a travaillé: le commissaire commence à faire le portrait de la région lausannoise à la fin d'une période de hauts prix nominaux qui couvre approximativement les années 1610–1650, avec une baisse en palier dès les années trente. La lente gestation de son œuvre, qui dure une trentaine d'années, de 1650 à 1680 environ, s'inscrit dans un cycle de stagnation. Peu après son achèvement, à la fin du 17^e siècle, les prix nominaux remontent brutalement.

La deuxième constatation concerne les rapports entre les prix des diverses séries étudiées de 1650 à 1720. Pour la première moitié du 17^e siècle, le trop petit nombre de données lausannoises oblige à recourir à d'autres sources. On peut par exemple utiliser les chiffres récemment publiés pour Bâle, dont la conjoncture est très comparable à celle de Lausanne lorsque la comparaison est possible, par exemple pour les prix de l'avoine (4.122). Du début au milieu du 17^e siècle, le prix des céréales bâloises monte plus vite que celui du vin et du bétail. Sur la base de moyennes décennales, l'indice 100 du prix du blé en 1613–22 passe à 160 en 1623–32 et à 241 en 1633–42 (4.123). Après 1650, le mouvement lausannois est contraire et les céréales augmentent moins vite que le vin (tableau 9). Dès 1720–30, la situation semble à nouveau s'inverser

Tableau 9. Prix lausannois

Moyennes décennales

	1650-59	indice	1660-69	indice	1670-79	indice
Messel	2,16	100	2,38	110	2,36	109
Avoine	0,64	100	0,68	107	0,63	98
Porc	26,68	100	30,6	115	23,36	88
Porc: max.	28,81	100	38,33	133	24,3	84
Porc: min.	25	100	20	80	22,23	89
Vin de La Ville	121,25	100	104,72	86	149,16	123
Ville: max.	220	100	177,5	81	200	91
Ville: min.	75	100	75	100	122,5	163

	1680-89	indice	1690-99	indice
Messel	2,30	106	3,76	174
Avoine	0,76	119	1,24	194
Porc	43,64	164	65,54	246
Porc: max.	64,37	223	121,93	423
Porc: min.	22,5	90	37,5	150
Vin de La Ville	102,29	84	338,33	279
Ville: max.	250	114	360	164
Ville: min.	80	107	202,5	270

	1700-09	indice	1710-19	indice
Messel	2,65	123	3,65	169
Avoine	1	156	1,31	205
Porc	37,58	141	66,14	248
Porc: max.	50,25	174	88,19	306
Porc: min.	22,5	90	28,12	112
Vin de La Ville	173,12	143	246	203
Ville: max.	265	120	352,5	160
Ville: min.	77,5	103	120	160

Moyennes arithmétiques des moyennes pondérées annuelles, en florins.

Maxima et minima à l'unité (1 porc. 1 char de vin; 1 quarteron de céréales).

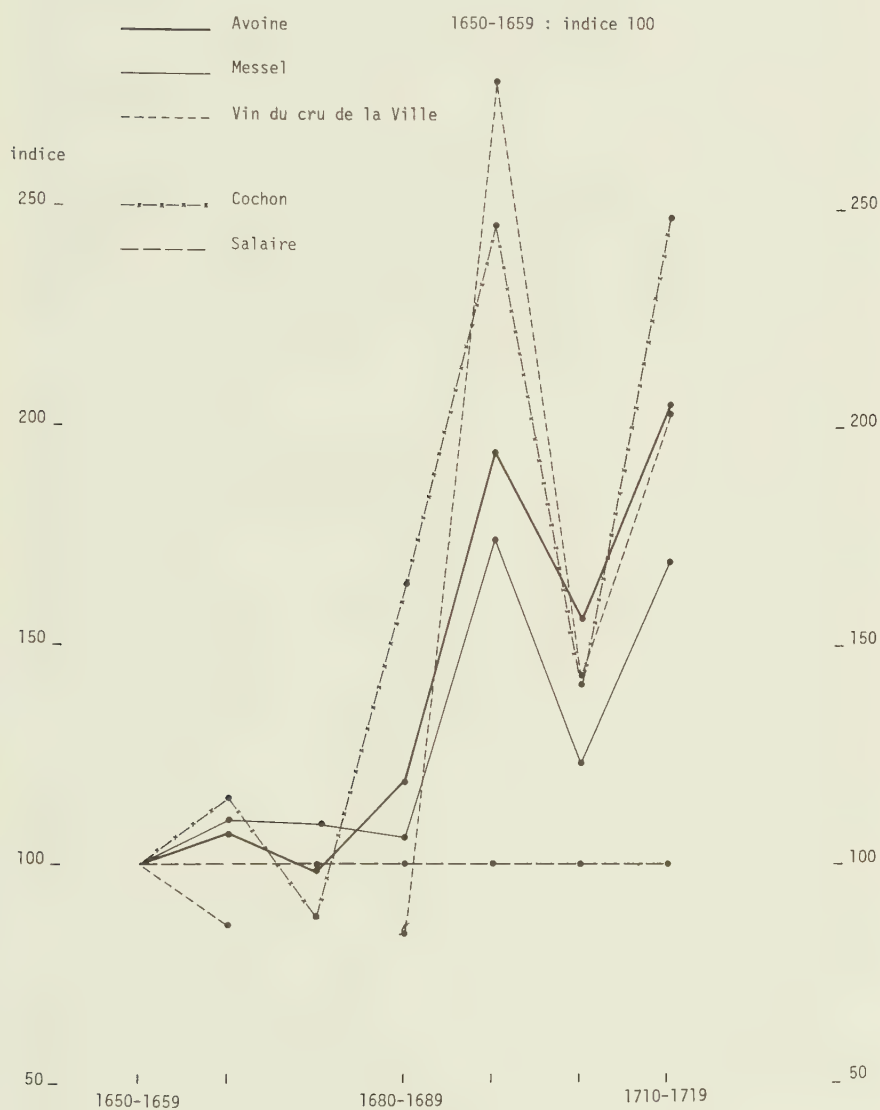
Indice 100 = première apparition de la donnée.

Indice = (chiffre décennal / premier chiffre) 100.

Italique = moins de 4 données.

FIGURE 4

INDICES DES MOYENNES DECENNALES



(4.124). Ainsi, la conjoncture qui précède directement l'établissement du plan Rebeur favoriserait la création de terres à blé. Pendant la seconde moitié du 17^e siècle par contre, les grands propriétaires ont intérêt à créer plus de vignes et de prés. Le recul des terres ouvertes à cette époque est d'ailleurs un phénomène souvent observé dans toute l'Europe occidentale (4.125).

Un examen plus détaillé des autres denrées n'est possible que pour la période 1650–1720 (tableau 9 et fig. 4). Pour l'effectuer, nous avons travaillé par décennies, en faisant la moyenne arithmétique des moyennes pondérées annuelles pour chaque période. Le but de ces calculs sommaires n'est plus d'étudier une conjoncture, mais de comparer diverses marchandises et d'essayer de savoir quelle est la production la plus rentable pour chaque période. À côté des moyennes décennales, le tableau 9 donne les prix maxima et minima atteints par les chars de vin de La Ville et les cochons chaque décennie. Ces données n'apparaissent pas pour les céréales, par défaut de la source (cf. ci-dessus, p. 100). Les grains subissent une très légère hausse entre 1650 et 1669, pour retomber en 1670–1679. En 1680–89, le prix des cochons est en très forte hausse tandis que celui des céréales panifiables stagne: l'avoine se situe entre deux.

La courbe du vin est assez différente. De 1650 à 1669, le prix diminue tandis que monte celui du grain. La décennie 1670–1679 est très difficile à interpréter par manque de données. Les prix moyens du char de blanc semblent remonter à contre-courant de ceux du grain. En 1680–1689, les prix retombent. Dans l'état actuel des connaissances, il est encore difficile d'expliquer ces divergences. Les différentes qualités de vins sont destinées à des consommateurs appartenant à des groupes sociaux parfois opposés, qui réagissent contradictoirement à la conjoncture. De plus, une bonne vendange requiert des conditions climatiques différentes d'une moisson abondante. Les années 1650–1680 sont dans toute l'Europe favorables à la production céréalière — ce qui explique en partie la stagnation des prix. Le climat de l'époque est apparemment moins propice à la vigne (4.126).

De 1690 à 1699, tous les prix nominaux bondissent. C'est le vin qui atteint les plus hauts niveaux. Petits et grands crus font plus que doubler, triplent presque. Après le vin, les pores, dont le prix atteint un sommet. Ils avaient cependant déjà commencé à renchérir pendant la décennie précédente et l'écart est beaucoup moins prononcé que pour le vin. Les céréales augmentent plus brutalement, sans pour autant atteindre les cimes du vin et des pores. Ce marché primordial, suivi de près par la plupart des gouvernements européens comme par LL.EE., subit une spéculation à la hausse moins forte que celui des autres marchandises. La première décennie du 18^e siècle est une période de déflation. À nouveau, la courbe des céréales panifiables est plus adoucie que les autres. L'avoine, plus sensible à la hausse de la décennie précédente, s'est écroulée avec plus de brutalité. En 1710–1719, seuls les pores atteignent des prix supérieurs à ceux de la dernière décennie du 17^e siècle. Cette étonnante performance s'explique mal. Elle est peut-être liée à la situation du marché et aux variations du volume des importations (4.127). Les grains — particuliè-

rement les céréales panifiables — ont moins augmenté que d'autres denrées. Plus la farine est «noble», moins forte est la hausse: le froment ne vaut dans les années 1710 qu'environ 40% de plus que dans la décennie 1650, le messel 70%, tandis que l'avoine a doublé. Ainsi, au-delà des variations séculaires des surfaces en terres ouvertes, en prés ou en vignes, des changements plus rapides peuvent permettre de gros profits à court terme. Ils ont une importance considérable sur le plan social, mais peu d'influence sur la constitution du paysage agraire.

4.5. Des mutations profondes

Dans ce chapitre ont été esquissés les contours de divers groupes sociaux qui jouent un rôle différent et souvent concurrent dans le mécanisme des prix et des marchés. Il y a d'abord tous ceux qui doivent, partiellement ou totalement, acheter leur nourriture: les pauvres et les petits propriétaires, composant la majorité de la population lausannoise (chap. 9). Face à eux, une minorité de «dominants» et entre ces deux principaux acteurs sociaux, des individus: marchands spécialisés, industriels ou artisans organisés en abbayes. Les conflits opposant ces divers groupes atteignent une acuité particulière pendant la seconde moitié du 17^e siècle. Tandis que les chertés provoquent des révoltes populaires, les classes dominantes s'entre-déchirent. Dans toute l'Europe occidentale, l'oligarchie est contestée par une bourgeoisie montante souvent composée d'hommes d'affaires, d'industriels, voire d'artisans influents. En Angleterre, les «moneyed-men» l'emporteront sur les «landed-men». En Suisse, des révolutions corporatives éclatent en 1689 à Schaffhouse, en 1691 à Bâle et en 1713 à Zurich. A Berne, l'arrivée au pouvoir du clan bourgeois représenté par Nicolas Dachselhofer coïncide avec les débuts d'un interventionnisme croissant de l'Etat (4.128). On voit alors naître une nouvelle Suisse, économiquement plus spécialisée que la Confédération du 16^e siècle, aux structures héritées du Moyen Age. Les classes dirigeantes des villes enclavées — Bâle, Genève ou Saint-Gall — qui souffrent du manque d'arrière-pays, engendrent les premiers «marchands — fabricants — banquiers» de Suisse. Dans le Jura et les pays du Plateau alémanique, où la main-d'œuvre dépasse les besoins de l'agriculture, l'industrie se développe. Des manufactures textiles s'implantent avec succès dans les campagnes zurichoises ou argoviennes. Le Pays de Vaud au riche terroir intensivement cultivé par une main-d'œuvre saisonnière souvent importée devient «la cave de Suisse occidentale». Il restera jusqu'à la fin du 19^e siècle un pays à dominante agricole. L'objet des trois chapitres qui vont suivre — l'espace agricole — joue aussi un rôle fondamental dans le contexte de la Suisse d'Ancien Régime.

Annexe 3: Exemple de compte du Grand Hôpital

Le texte du manuscrit est donné en italiques ; les commentaires sont en caractères romains et entre parenthèses carrées. Le texte n'est que partiellement reproduit, le but recherché n'étant pas de citer tout le compte, trop épais, mais de montrer au lecteur comment s'organisent ces documents à l'aide de l'analyse d'un exemple précis.

AVL, Chavannes D 642, 20.8.1655 – 20.8.1656.

Sensuit le premier compte que / rend noble Samuel Seygneulx (4.129) conseiller de Lausanne / en qualité de recteur du grand hospital dud(it) lieu / tant a lesgard des pauvres ordinaires reduicts aud(i)t hospital que des extraordinaires allants et venants / aud(i)t hospital, et autres pauvres selon la necessité / qui se rencontre, comme aussy des prises et / revenus diceluy, a forme des rentiers a luy / remis par egre(ge) Philippe Vulliamoz (4.130), et des livrées / sur ce faictes depuis le 20e daoust 1655 jusques asemblable jour 1656.

*

Recetües en froment pour les / firmes des diesmes de lannée 1655 [...]
[Revenu (partiel) de dîmes de Penthalaz, Renens, Chavannes, Bettens, Le Mont (4.131)]

Autres receues en froment des censes au contenu / du rentier qui m'a esté remis en main par Mons(ieu)r le / secretaire Vulliamoz [...]
[Censes dues par des particuliers sur 200 parcelles et bâtiments éparpillés]

Autres receües extraordinaires / en froment [...]
[Du bailli (4.132)]

Livrées faictes en froment tant pour la despence de lhospital que autres passants et tirans / ausmones comme de ceux qui ont logé et séjourné aud(it) / hospital soit à cause de maladies, accouchements et ay(èn)ement / selon les necessitez requises, et aussy pour la nourriture des charretiers qui ont conduicts les pauvres dehors, manou(v)riers, / cordonniers, tailleurs, relieurs, partisseurs et autres ouvriers, a cause aussy de la donne qui se faict / tous les jeudys aux pauvres de la ville, et le samedy / aux villageois et autres ausmosnes extraordinaires, depuis le 20e d'aoust 1655 jusqu(e)s au 20e d'aoust 1656 (4.133) [...]

[Livraisons au recteur, sa famille et son «ménage», aux pauvres habituels, énumérés (11 femmes et 13 hommes), par trimestre]

Autres livrées en froment / tant pour pensions que censes [...]
[Pension du gardien de l'Hôpital; cense; décale (4.134)]

*

Receues en messel des / diesmes ded(ite) année [...]
[Partie des dîmes de Penthalaz, Renens, Chavannes, Bettens, Le Mont, Cugy (4.130)]

Autres receues en messel / des censes ordinaires au contenu du rentier [...]

[Abergement du Rionzier et de Penau; cense d'un bien aux Croisettes; firme d'un pré à Pully; contribution du bailli; achat]

Livrées faictes en messel [...]

[Pour l'Hôpital, par trimestre; pension du gardien; décale (4.134)]

*

Receues en orge, huile / de noix et chappons [...]

[De diverses sources. Ont été entièrement débitées à l'Hôpital]

*

Receues en avoyne [...]

[Dîmes partielles de Penthalaz, Renens, Chavannes, Bettens, Le Mont, Cugy (4.131)]

Autres receues en avoyne / des censes au contenu du rentier [...]

[Censes dues par des particuliers sur 90 parcelles et bâtiments éparpillés et par l'abergataire du Rionzier]

Livrées faictes en avoyne / pendant d(i)te année [...]

[Poules et chevaux de l'Hôpital, moulue pour les porcs; abremel (4.135); vente; décale (4.134)]

*

Receues en vin [...]

[Vin blanc, crus de La Ville et de Cully, et vin rouge (4.136); reste de l'exercice précédent]

Livrées en vin avant / linventaire (4.137) [...]

[Pension du gardien; censes diverses]

Autres livrées en vin

Compte ledict recteur avoir livré / et debité pour le service dud(it) hospital tant pour / soy, domesticques que autres vivans a sa table / pour quart depot delivré aux pauvres y reduicts / deux fois le jour, item pour les ouvriers, / charretiers et pauvres malades passants, / comme aussy pour assister les pauvres malades / de la ville et pour des bouteilles pour les malades / qui ont esté conduicts aux autres hospitaux / et pour la decale et remplissage dud(it) vin [...]

[Livrées par cru; ventes; débit d'un vin «poussé» offert aux rendus]

*

Receues en argent

Et premierement des censes et interests au cinq pour cent / a forme du rentier du s(ieu)r secretaire Vulliamoz [...]

[256 censes dues par divers particuliers: legs, intérêts de dettes, abergements ou ventes non payées de parcelles et bâtiments, etc.]

Autres receues en argent / des censes spécifiées au rentier des directes
[...]

[Cens dus par des particuliers sur environ 246 parcelles et bâtiments éparpillés]

Autres receues en / argent pour vente de vin [...]

[Nom de l'acheteur, quantité de vin vendu, son cru et son prix]

Autres receues en argent / pour vente d'avoyne [...]

[Quantité et prix]

Autres receues extraordinaires / en argent [...]

[Legs]

*

Sensuivent les livrées

Livré pour achept de pommes, poires, œuf / choux, raves, racines, oignons, cerises, / chastagnes, griottes, cerises [sic] et au(tr)es fruictages, / eau de vie, cendre pour lescives, balais, graines de jardin cotton pour lampe, graisse de / char et pressoir, et autres provisions necessaires [...]

[Prix global par trimestre]

Autres livrées pour / achept de chandelles

Huile de noix pour allumer le grand corps du / logis, dortoir et covagne (4.138) et pour suif pour / engraisser les cuirs [...]

[Prix global pour l'année]

Autres livrées pour achept de / beurre fromage et serex pendant / ditte année [...]

[Global] [+ un prix d'achat de céréales, rajouté en bas de page]

Autres livrées pour / achept de chair fraische a la boucherie / tant de mouton que de bœuf [...]

[Prix global par trimestre]

Autres livrées pour achept de / poisson [...]

[Global annuel]

Autres livrées pour achept de sel [...]

[Global annuel]

Autres livrées [...]

[Achat de bois, charbon, légumineuses]

Item livré pour achept de bestail tant pour les vendanges que pour saler [...]

[Bétail – Produits d'épicerie, miel, cassonade (4.139) – Produits d'apothicaires]

Autres livrées [...]

[Habillement des pauvres – Souliers]

Autres livrées pour achept de plusieurs petits meubles et / utensiles tant de bois, terre, verre / necessaires au mesnage, refactures / rabillages de meubles et autres necessitez / pour les pauvres des le 20e aoust 1655 / jusques au 20e novembre / Premierement pour balais, pour cousteaux /

aux pauvres, pour seilles, seillons et baignolets (4.140), n'en ayant trouvé que deux / meschantes, pour cendres, rateaux pour / fener cordons, espingles, et esguillettes (4.141) / papier, encre, plumes, hostes, brentes, / poches, toupines de terre, boettes po(u)r coignarde (4.142), / clous pour refaire la cheminée, refacture / de fenêtres, ramoner la cheminée, au / quatalare pour mouchettes (4.143) et au(tr)es necessitez [...]

[Global]

[Du 20.11.1655 au 20.2.1656:]

Pour clous, balais, tiran, fonssets boraire, couloir a laict, balais, papier, / hostes, barbotine (4.144), brentes, cendres / esguiser les aches et autres menues detirées / fidellement de dessus mon livre de raison le / plus justement quil ma esté possible [...]

[Global]

[Du 20.2. au 20.5.:]

Pour graines de jardin, cendres, esguillettes, tiran, balais, encre et papier, clous, emplastres, / espingles, corbeilles, panier, rouge, fosses pour / les prez de la Barre, huyle rosat, chicorée sauvage pour faire de l'eau benioin (4.145), faire / relier des seilles, refacture de plats, le / plus justement detiré de dessus mon livre / de raison quil m'a esté possible [...]

[Global]

[20.5. au 20.8.:]

Pour benjoin, pour hostes, clous pour / balais, pour phioles a mettre les / eaux qu'on distille pour les pauvres / malades, pour des roses pour faire de / l'eau, pour hostes, pour papier, pour / cheiry pour les saussises (4.146), pour savon, / pour des corbeilles, pour balais, pour / poix blanche pour brusler, pour amidon, item / livré pour une corde pour le tour (4.147) celle qu'il y / avoit ayant esté rompue et gastée, pour seilles, / pour verres pour vendre vin a pinte, po(u)r esguillettes / pour les pauvres, pour percher pour le pressoir, / pour cotton, item livré Vullé Crespin pour / neuf douzaines de lattes pour recouvrir les / toicts de lhospital, item pour avoir faict / refaire la marmitte, la casse (4.148) et la lechefritte [...]

[Global]

Autres livrées pour salaire / des chambriers, journées des / manouvriers, pour fermer les possessions / recullir et charier les foings et autres / voictures pour fendre le bois, faire / lescive [...]

[Par trimestre; pension du gardien, textiles, foin]

Autres livrées pour / les vendanges et preparatif d'icelles [...]

[Global: matériel, voiturage]

Autres livrées tant par billets, / partyes que autrement [...]

[Sommes dues à divers particuliers. Aumônes]

Autres livrées pour salaire / de sages femmes, baptisés d'enfants / sepulture des decedés aud(it) hospital / et pour les cerceuls [...]

Autres livrées pour la / conduite des pauvres malades ez / autres hospitalux [...]

[Charrois. Divers.]

[Autre écriture:]

Lequel compte devant escript e esté veu, oui et calculé par / noble, magnifique et treshonnoré Seig(neu)r Caesar Lentulus / bourgeois de Berne Seig(neu)r ballif à Lausanne, noble, vertueux et / honnoré Seig(neu)r Jean-Pierre Pollier, Seig(neu)r bourgmaistre, noble / spectacles e sçavants Marc de Saussure, Pierre Collinet et François / Mangel Seig(neu)r pasteur [sic] en ceste eglise, provides et vertueux Jost et / Jeanfrançois Gaudard freres juge et lieutenant ballifval, nobles / et prudents Jean Philippe Rosset S(eigneu)r de Vufflens conseiller, Phillibert / de Praroman S(eigneu)r de Rugnens banderet de Bourg et Benjamin / Rosset S(eigneu)r de Prelly banderet du Pont, honorables et prudents / Jeanfran(çois) et Benjamin Bourgeois freres conseiller et grossaultier et egrege Pierre Rouge s(ecr)etaire de la Cour ordinaire aud(i)t Lausanne, avec le secretaire sousigné, par nos / treshonnorez Seigneurs du Conseil commis et deputés / pour auditeurs dud(i)t compte par la vision et audition duquel, / estants les livrées rencontrées avec les receües et le tout de l'un à l'autre rencontré, deduit rabbattu, se trouve par / finale closture et conclusion d'iceluy led(i)t S(ieu)r recteur demeurer reliquiteur à nosd(i)ts honorés Seigneurs pour avoir iceluy plus receu que livré, en froment cinq muids trois coppes, / deux quarterons, douziesme, vingtquatriesme et septante-deuxiesme / de q(uarte)ron, en avoine deux muids deux coppes trois q(uarte)rons et demi / vingtquatriesme et cent quarante quatriesme de q(uarte)ron, / en vin deux charts, et en deniers six cents vingt neuf florins un sols [sic] onze deniers, et par contre nosd(i)ts honorés Seig(neu)rS rester / reliquiteurs aud(i)t S(ieu)r recteur pour avoir iceluy plus livré que receu / en messel neuf coppes et demi quarteron, en autres especes egaulx, lesquelz restats led(i)t S(ieu)r recteur rapportera en son second et suivant compte, le tout neantmoins saufferreur de calcul et obmission de compte, datté, fait et passé aud(i)t Lausanne en la Maison de ville de la Palud le vingtuniesme jour d'apvril mille six / cents cinquante sept.

[Signé:]

Philippe Vullyamoz

[En marge:] Po(u)r le double de nosd(i)ts honnorez Seig(neu)rS

II^e partie :

LES ESPACES LAUSANNOIS AU 17^e SIÈCLE

Cultures et propriété

Chapitre 5

LA PETITE ET MOYENNE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
AU 17^e SIÈCLE

5.0. *Le plan visuel comme source d'étude de la moyenne et petite propriété*

Cette seconde partie est essentiellement consacrée à l'étude des espaces façonnés par la société étudiée dans la première partie. Le début traite de la partie inférieure de Lausanne, du Léman à Montblesson (carte 10, p. 258). Ce territoire sera parfois dénommé, par commodité, «basse seigneurie». Ce chapitre 5 présente les zones de moyenne et de petite propriété et leurs principales cultures: vignes, terres ouvertes et prés. Le chapitre 6 est consacré à la grande propriété, dont l'étude pose des problèmes méthodologiques particuliers. Le chapitre 7 traite des «Râpes», c'est-à-dire de la «montagne» lausannoise (de 700 à 900 m d'altitude environ), de Montblesson à Montheron. Le chapitre 8 décrit les bâtiments et leurs «appartenances» (jardins, places, etc.). Le chapitre 9, enfin, montre comment les Lausannois vivent dans leurs campagnes.

Afin de donner une homogénéité maximale aux résultats, l'analyse est limitée, en première instance, aux plans levés par le commissaire Rebeur (5.1). Une fois épuisée l'information qui y est contenue, les terriers et autres documents fonciers permettront de répondre de manière complémentaire aux questions qui se posent encore.

Ainsi, les plans terriers sont la source privilégiée de l'étude de la *petite et moyenne propriété parcellaire*, qui fait l'objet de ce chapitre. L'utilisation statistique et spatiale d'un document encore imprécis implique cependant l'emploi d'un certain nombre de filtres, pour séparer l'essentiel de l'accessoire dans l'immense variété des matériaux bruts. La méthode adoptée consiste à discuter les données de base (présentées sous forme de tableaux ou de graphes) et à indiquer avec précision celles qui sont exploitées par la suite. Puis, les résultats du traitement statistique de ces données sont soumis à une critique portant principalement sur leurs limites et leurs imprécisions. Une évaluation du taux d'erreur permet ensuite de délimiter leur validité.

5.1. *Statistique des cultures connues*

Une première approche consiste à faire un comptage de toutes les cultures mentionnées dans le plan Rebeur (tableau 10) (5.2). Avant de passer à la carte, nous étudierons cette première statistique, globale mais encore dépourvue de signification spatiale. Elle concerne les quelque 2000 parcelles cultivées de la commune de Lausanne, jusqu'au confluent du Flon Morand et de la Chandelar au nord: les bâtiments et leurs appartenances seront traités ultérieurement (chap. 8).

Tableau 10. Statistique des cultures connues

	n	%
Vignes	852	43.2
Terres	406	20.6
Prés	169	8.6
Oches	87	4.4
Curtils	62	3.1
Records	35	1.8
Terres et prés	35	1.8
Mas	33	1.7
Possessions	32	1.6
Inconnues	119	6.0
Diverses	142	7.2
Total	1972	100.0

n = nombre de parcelles.

Le choix de la parcelle comme unité de base est imposé par la source : le plan ne donne des indications de surface qu'exceptionnellement (environ une fois sur trois) et uniquement pour certaines cultures (quasi exclusivement les terres, les vignes et les prés). Ces données seront utilisées pour l'établissement de la carte. En première approche, *seule la parcelle permet d'établir une comparaison entre toutes les cultures. Il faut donc comprendre l'analyse qui va suivre de manière statistique et non pas spatiale.* Si l'on peut par exemple affirmer que le plan Rebeur mentionne l'existence de 852 vignes d'une part, de 169 prés d'autre part, cette constatation a une signification au niveau de l'existence ou non d'un certain type d'utilisation du sol. Elle n'indique ni l'extension ni la localisation de ces cultures.

Les parcelles consacrées à la terre, à la vigne et au pré totalisent la majorité absolue de l'effectif (72,4 %). On compte un peu moins de trois parcelles de terre pour une de pré. Quant aux vignes, elles sont en écrasante majorité et représentent à elles seules près de la moitié de l'effectif total. Premier indice de l'existence d'un important vignoble lausannois dont nous étudierons ci-dessous les caractéristiques spatiales.

Plus d'un demi-siècle après la promulgation du grand mandat de passation à clos et à record de 1591 (5.3), les *records* (des parcelles fermées, non soumises au pacage collectif) sont encore peu nombreux à Lausanne : moins de 2% de l'effectif. Comme le recours aux terriers le montrera (ci-dessous, p. 176 ss), le terme record s'applique surtout aux prés. Dans d'autres régions européennes, la conjoncture des prix agricoles n'a pas favorisé l'extension des herbages pendant la guerre de Trente Ans (5.4). Il est cependant encore difficile de savoir si la proximité d'une ville ne cause pas quelques distorsions à ce modèle, et si les prés à record s'y sont multipliés plus tôt qu'en milieu rural. La définition exacte des « terres et

prés» — peu nombreux — est difficile à établir. Dans la plupart des cas, il s'agit probablement de parcelles simultanément couvertes d'herbe et de céréales. C'est en tout cas ainsi que les plans de 1723 (5.5) représentent ces cultures; la source du 17^e ne donne quant à elle aucune précision. En particulier, il est impossible de savoir quelle proportion et quelle zone de la parcelle est occupée par l'une ou l'autre des deux cultures. Rien non plus qui permette de conclure à l'appartenance ou non des terres à l'assolement triennal. Nous traiterons des oches, des curtils et autres appartenances (nombreuses dans le tableau 10) au chapitre 8.

Le plan mentionne quelque 150 parcelles vouées à *diverses cultures*, dont une seule apparaît plus de 10 fois (tableau 11). Parmi elles, les «*prés et vignes*» dominent avec 24 parcelles (17% de l'effectif). Elles témoignent d'un type d'agriculture complémentaire reproduisant à micro-échelle la symbiose des vignes de Lavaux avec les herbages des Hauts-de-Lavaux: le fumier du bétail sert à engraisser les parchets et son lait, puis sa viande nourrissent les vigneron. Comme les parcelles de «*terres et prés*», celles de «*prés et vignes*» sont probablement en deux parties. Les hautains, qui permettraient la culture simultanée, semblent beaucoup plus rares (5.6). Les autres cultures sont mentionnées 10 fois au plus. Les «*terres et vignes*» n'occupent que 8 parcelles. Plutôt concurrentes que complémentaires, ces deux affectations se marient moins facilement que les «*prés et vignes*» et apparaissent trois fois moins souvent. Puis viennent les «*oches et prés*», nouvelle alliance entre une culture intensive et des herbages. Les *pâquiers communs* ne sont cités que six fois, mais ils occupent évidemment une surface très supérieure à leur pourcentage dans l'effectif total des parcelles. Toutes les autres cultures occupent la moitié des «*divers*», mais 0,5% du nombre total des parcelles lausannoises. Elles ne sont jamais citées plus de cinq fois. On retrouve pêle-mêle plus d'une quarantaine d'appellations par lesquelles Rebeur tente de décrire avec précision des exploitations parfois mêlées à des zones incultes, comme les côtes et les rupeyres (5.7), les bois et les buissons — ou de très faible rendement, comme les planches, servant tout au plus de pâturages d'appoint. Un tiers des «*divers*» est «*pur*», les deux autres tiers sont des mélanges. Certains d'entre eux, telle la parcelle de «*huttins, pré, terre et vigne*» (n° 28 du tableau 11), sont surprenants. Le commissaire Rebeur a pu parfois se contenter de répéter l'énoncé de la reconnaissance telle qu'elle avait été formulée chez ses prédécesseurs, auxquels les terriers font toujours référence. Le travail sur le terrain, indispensable à la confection du plan, porte sur le découpage du parcellaire. La vérification du type de culture n'a peut-être pas toujours été faite. Les prés apparaissent le plus fréquemment dans les mélanges du tableau 11: 54 parcelles, soit 38% de l'effectif. Puis viennent les vignes, avec 32%; les terres, 21% et les oches, 17%.

Rebeur indique souvent la culture pratiquée dans les parcelles de *franc-alleux*; on l'ignore cependant pour un peu plus d'une centaine d'entre elles, dont on peut présumer qu'elles ne se différencient pas fondamentalement de leurs voisines.

Les *mas* et *possessions* enfin, dont l'importance statistique est sans

Tableau 11. Cultures et affectations diverses

Nom	N citations	Nom	N citations
1. Bois	1	Pré, buissons	
2. Bois, côte, planche	1	Pré, buissons, terre	
3. Bois, côte, terre	1	Pré, buissons, terre, vigne	(cf. n° 1)
4. Buissons, planche, terre, roche	1	Pré, chenevière	(cf. n° 1)
5. Buissons, pré	1	Pré, côte, terre	(cf. n° 2)
6. Buissons, pré, terre	2	Pré, gerdil, oche	(cf. n° 2)
7. Buissons, pré, terre, vigne	1	Pré, huttings, terre, vigne	(cf. n° 2)
8. Cimetière	1	Pré, jardin, vigne	(cf. n° 2)
9. Champ	3	Pré, oche	(cf. n° 3)
10. Chenevière, pré	1	Pré, oche, terre	(cf. n° 3)
11. Chesal	1	Pré, oche, vigne	(cf. n° 3)
12. Clos	10	40. Pré, record, terre	
13. Closel, curtil	1	41. Pré, rupeyre (voir note 5.7)	
14. Commun (pâquier commun)	6	42. Pré, terre, vigne	
15. Côte	5	43. Pré, vigne	2
Côte, bois, planche	(cf. n° 2)	Record, pré, terre	(cf. n° 4)
Côte, bois, terre	(cf. n° 3)	Roche, buissons, planche, terre	(cf. n° 2)
16. Côte, pré, terre	2	Roche, curtil, terre	(cf. n° 2)
17. Côte, terre	1	44. Rupeyre (voir note 5.7)	
18. Côte, terre, vigne	1	Rupeyre, pré	(cf. n° 4)
19. Crêt	2	45. Rupeyre, terre	
Curtil, closel	(cf. n° 13)	46. Terdoz (tertre)	
20. Curtil, oche	2	Terre, bois, côte	(cf. n° 1)
21. Curtil, roche, terre	1	Terre, buissons, planche, roche	(cf. n° 1)
22. Curtil, verger	2	Terre, buissons, pré, vigne	(cf. n° 1)
23. Curtil, vigne	2	Terre, côte	(cf. n° 1)
24. Gerdil (ou jordil)	6	Terre, côte, pré	(cf. n° 1)
25. Gerdil, oche	2	Terre, côte, vigne	(cf. n° 2)
26. Gerdil, oche, pré	5	Terre, curtil, roche	(cf. n° 2)
27. Huttings	2	Terre, huttings, pré, vigne	(cf. n° 2)
28. Huttings, pré, terre, vigne	1	Terre, mesures	(cf. n° 3)
29. Jardin, pré, vigne	2	Terre, oche	(cf. n° 3)
30. Mesures, terre	1	Terre, oche, pré	(cf. n° 3)
Oche, curtil	(cf. n° 20)	Terre, planche	(cf. n° 3)
Oche, gerdil	(cf. n° 25)	Terre, pré, record	(cf. n° 4)
Oche, gerdil, pré	(cf. n° 26)	Terre, pré, vigne	(cf. n° 4)
31. Oche, pré	7	Terre, rupeyre	(cf. n° 4)
32. Oche, pré, terre	1	47. Terre, vigne	
33. Oche, pré, vigne	3	48. Verger	
34. Oche, terre	3	Verger, curtil	(cf. n° 2)
Oche, verger	1	Verger, oche	(cf. n° 3)
Pâquier commun	(cf. n° 14)	49. Verger, vigne	
35. Place	4	Vigne, buissons, pré, terre	(cf. n° 1)
36. Place ou vigne	1	Vigne, côte, terre	(cf. n° 2)
37. Plaine	2	Vigne, curtil	(cf. n° 2)
38. Planche	1	Vigne, huttings, pré, terre	(cf. n° 2)
Planche, bois, côte	(cf. n° 2)	Vigne, jardin, pré	(cf. n° 2)
Planche, buissons, roche, terre	(cf. n° 4)	Vigne, oche, pré	(cf. n° 3)
39. Planche, terre	2	Vigne ou place	(cf. n° 3)
		Vigne, pré	(cf. n° 4)
		Vigne, pré, terre	(cf. n° 4)
		Vigne, terre	(cf. n° 4)
		Vigne, verger	(cf. n° 4)

commune mesure avec l'extension spatiale, seront traités séparément (chap. 6). Les plans ne donnent quasiment jamais d'indication sur le type d'agriculture qu'y pratiquent leurs propriétaires. Les deux seules exceptions sont Malley, mas de «vigne, pré et jardin» et la Perrausaz, de «terre et planches».

5.2. Répartition spatiale des cultures: méthode de travail

Pour situer dans l'espace lausannois les cultures recensées ci-dessus, les données brutes devront subir une douzaine de traitements successifs. Long et difficile itinéraire sur un terrain encore peu familier aux historiens (5.8). Nous commençons donc par décrire les opérations qui permettent de passer d'un plan du 17^e à une carte au 1:10 000^e répondant aux exigences scientifiques du 20^e siècle.

5.2.1. Du plan à la carte

D'abord, il faut choisir une carte de base à une échelle convenant au phénomène étudié. Le 1:1000^e est trop grand et correspond au plan et à une étude au niveau de la parcelle. Le 1:25 000^e est trop petit et les lots ne peuvent plus y être situés. Le 1:10 000^e est la meilleure échelle: on obtient ainsi un document aisé à manier, qui permet la localisation ponctuelle de parcelles isolées et la délimitation de zones. Cette échelle de travail n'est pas celle de la publication (carte 5, p.142).

Les cartes actuelles de la commune au 1:10 000^e représentent un espace bouleversé par l'urbanisation des cent dernières années; des travaux publics aussi considérables que, par exemple, l'ouverture de la voie de chemin de fer CFF ont détruit le relief primitif. Il faut donc trouver une source plus ancienne parmi les dizaines de documents, pour la plupart conservés aux Archives cantonales vaudoises. La très belle carte en rouleau effectuée vers 1838 par le commissaire Abram Berney, auteur des nouveaux plans cadastraux qui viennent remplacer ceux de Gignilliat, vieux de plus d'un siècle, convient à merveille (5.9). Elle présente en effet plusieurs avantages majeurs. D'abord, c'est, à l'échelle 1:10 000^e (5.10), la première carte conservée de toute la commune de Lausanne, du Léman à Sainte-Catherine. Ensuite, elle date d'une trentaine d'années avant l'explosion de la ville dans ses campagnes et permet ainsi une comparaison avec la Lausanne du 17^e siècle. Enfin, la grande précision du dessin facilite le passage du parcellaire du 19^e à celui du 17^e siècle. Cette carte est reproduite p.256. Le lecteur y retrouvera les nombreux lieux-dits mentionnés dans ce chapitre.

Pour comparer cette carte au plan Rebeur, la première étape consiste à reconstituer au 1:10 000^e le découpage des planches de 1670 et à délimiter la surface exacte couverte par chacune des doubles pages. Les lieux-dits, les routes anciennes et les rivières ont guidé ce travail, rendu extrêmement ardu par les variations d'échelle du plan. La difficulté croît du sud au nord,

atteignant un maximum au nord-est. S'il existe quelques imprécisions, c'est là qu'on les retrouve. Le découpage a pu pourtant s'effectuer avec une exactitude relative et l'on peut affirmer que les erreurs sont insignifiantes à l'échelle considérée (5.11).

5.2.2. *Les « zones »*

Les planches ainsi cartographiées ont alors été divisées en « zones », afin d'obtenir une unité d'analyse intermédiaire entre la parcelle et la double page de Rebeur. En effet, le folio du plan couvre une surface trop étendue pour permettre une analyse spatiale satisfaisante. La parcelle est trop petite et il serait difficile, imprécis et très long de redessiner sur la carte de 1838 tout le parcellaire d'un plan du milieu du 17^e siècle. Les routes et les rivières ont généralement servi de limites à ces « zones ». L'erreur est d'autant plus petite que nous avons pu cette fois adopter les lignes que nous avons identifiées avec le plus de certitude. La surface de ces unités d'analyse grandit du sud au nord, au fur et à mesure que croît l'imprécision de la source et que décroît son échelle. On aboutit ainsi à un quadrillage de la commune en 76 « zones », numérotées d'ouest en est en partant du SW pour terminer au NE (5.12).

Pour évaluer la superficie de chacune de ces unités, nous avons dessiné un réseau de carrés de dimension arbitraire (chacun représente 1600 m²). Glissé sous le calque des zones, ce réseau a permis d'estimer la surface de chacune d'entre elles. Le total, comparé à l'étendue exacte de la commune, permet alors d'évaluer avec une certaine précision le taux d'erreur. Plusieurs inexactitudes ont pu se produire : celles de notre dessin, des erreurs de projection du commissaire Berney, et surtout l'imprécision de la méthode d'évaluation des surfaces. Or, nos estimations ont abouti à un total de 1686,33 ha, chiffre inférieur de moins de 10% à la surface réelle, de 1850 ha (5.13). Le taux d'erreur est comparable à celui des recensements fédéraux du 20^e siècle (5.14). *Le quadrillage de la commune en 76 zones de surface connue offre donc une base cartographique satisfaisante.*

5.2.3. *Les cultures à cartographier*

Reste à choisir ce qu'on désire cartographier. Il est en effet impossible de représenter les dizaines de cultures différentes énumérées par les plans : on ne dispose pas de suffisamment de signes pour le faire et une carte comportant trop d'éléments en légende devient difficilement lisible. Elle perd même parfois toute signification (5.15). Les mas et les possessions posent un problème particulier, puisque leur dénomination ne dit rien sur la répartition des cultures. Les possessions ne représentent qu'un faible pourcentage de la surface totale. Les mas par contre sont très grands et peuvent recouvrir plusieurs zones. Ils apparaîtront dans le fonds de carte : des signes ponctuels indiqueront l'emplacement du bâtiment central de chacun des 33 grands domaines et des liserés délimiteront les zones exclusivement couvertes de mas. Les « terres et prés », de même que les

«records», sont rares (moins de 4% des parcelles). Leur mention viendrait inutilement surcharger la carte. Les «oches» et les «curtils», plus nombreux, seront traités ultérieurement (chap. 8). Quant aux «divers», ils regroupent trop de catégories différentes pour qu'ils soit possible de tous les représenter. Seuls les pâquiers communs, d'importance spatiale et sociale considérable, apparaîtront sur le fonds de carte. Restent les *vignes*, les *terres* et les *prés*: en tout, plus de 70% des parcelles et les seules cultures qui, isolément, dépassent le seuil minimum de 5% de l'effectif. Ce sont elles que nous allons représenter sur la carte.

5.2.4. *Les surfaces des cultures*

Le choix de ces cultures présente un avantage de plus, déterminant pour l'établissement de la carte: ce sont les seules dont Rebeur donné assez souvent les surfaces. Le tableau 12 en donne la liste: on connaît la superficie de 44% des parcelles de vigne, de 46% des terres et de 39% des prés (en poses pour les terres, en poses ou en seitorées pour les prés et en poses, ouvriers, fossoriers ou toises pour les vignes). En 1727, Gignilliat et Melotte précisent que la pose ou la seitorée lausannoise vaut 8 fossoriers ou ouvriers et 500 toises de Berne, soit 4300 m² (5.16). Nous présumons que Rebeur utilise les mêmes mesures. Elles sont cependant beaucoup plus inexactes qu'au 18^e siècle, où Gignilliat a tout retoisé. Une étude de quelques grands domaines (5.17) montre que les erreurs peuvent parfois dépasser 30%. Le pourcentage est certainement très inférieur lorsqu'il s'agit, comme ici, de petites parcelles plus faciles à arpenter. Ces renseignements sont extrêmement précieux: ce sont les seules données quantitatives qui sont fournies par la source. Nous appellerons ces chiffres tirés du plan *surface estimée*: SE. A partir de ces SE, on peut calculer la *surface moyenne* (SM) d'une parcelle (tableau 13): 1,03 pose pour la vigne, 1,81 pour la terre et 1,66 pour les prés. La SM des vignes est élevée: un fossorier de vigne représente en effet le même nombre d'heures de travail qu'une pose de terre, alors qu'il n'équivaut qu'au huitième de sa superficie (5.18). La subhastation des biens du commissaire Rebeur a montré que ce dernier avait surestimé la surface de son vignoble. Il semble bien que ce défaut se retrouve dans l'arpentage des vignes d'autrui.

On dispose ainsi de deux types de surface: SE et SM. Tous deux sont tirés directement du plan, et influencés par les erreurs d'arpentage de Rebeur et de ses prédécesseurs. Nous allons les comparer à la *surface probable* (SP): cette valeur a été calculée pour chaque zone, sur la base du plan Berney, en utilisant le réseau de carrés décrit ci-dessus. Ces différentes données ont permis l'établissement du tableau 13, sur lequel apparaissent, pour chaque zone:

- 1 la SP;
- 2 la SE de chaque culture (c'est-à-dire la somme des superficies données par le commissaire à l'intérieur de la zone);
- 3 une surface théorique (ST), calculée en multipliant le nombre de parcelles dont la surface est inconnue par la SM de la culture qu'elle

Tableau 12. Les principales cultures et leur surface

	Vignes	Terres	Près	Oches	Curtils	Terres et près	Records
Nombre total de parcelles	852	406	169	87	62	35	35
dont x parcelles	371	187	66	9	1	17	15
valent y poses (de 4300 m ²)	384,6	339,3	109,7	3,6	1	64	26,5
1 parcelle vaut en moyenne ... poses (SM)	1,03	1,81	1,66	0,4	1	3,76	1,77
% de parcelles dont la surface est connue	43	46	39	10	1	48	43

Tableau 13. Données pour la carte des cultures

N°	Zones	Vignes (V)		Terres (T)		Prés (P)		% ²	
		SE ¹	ST ¹	SE ¹	ST ¹	SE ¹	ST ¹	V	T
1	50,15	—	—	—	—	—	—	—	—
2	41,30	—	—	2	—	14,75	—	—	4,8
3	59	—	—	2,5	—	13	—	—	4,2
4	20,65	—	—	13	—	1	—	—	63
5	17,70	3	1,03	—	—	9	—	22,8	—
6	8,85	—	—	—	—	—	—	—	—
7	32,45	—	—	6	—	—	—	—	18,5
8	50,62	—	—	9,33	—	24,16	—	—	18,4
9	17,70	11,62	2,06	—	1,81	—	—	77,3	10,2
10	60,48	31,25	1,03	—	—	2	—	53,4	—
11	5,90	—	—	—	—	—	—	—	—
12	89,98	—	—	40,08	5,43	12,50	3,32	—	50,6
13	9,79	—	—	—	—	4	—	—	—
14	39,83	—	10,30	2,50	9,05	1	—	48,5	29
15	29,50	—	—	5,50	—	2	—	—	18,6
16	33,93	24,20	17,51	2	3,62	0,25	3,32	122,9	16,6
17	39,06	14,50	9,27	1	5,43	—	8,30	60,9	10,5
18	73,75	26,87	40,17	—	—	16,83	11,62	90,9	21,2
19	16,23	7,50	4,12	—	—	1	—	71,6	38,6
20	19,18	12,78	2,06	—	—	—	—	—	6,2
21	26,55	29,16	9,27	2	—	—	—	77,4	—
22	23,60	23,95	9,27	3,66	—	—	—	144,7	7,5
23	42,78	43,74	13,39	—	—	—	—	140,8	15,5
24	42,58	—	—	57,75	32,58	—	6,64	133,5	—
25	51,63	—	3,09	5,50	3,62	—	6,64	6	212,1
							3,32		17,7
									6,4

N ^o	Zones	Vignes (V)		Terres (T)		Prés (P)		V	% ²	
		SE ¹	ST ¹	SE ¹	ST ¹	SE ¹	ST ¹		T	P
26	153,40	12,50	13,39	15	9,05	—	4,98	16,9	15,7	3,2
27	53,10	31,60	37,08	6,50	1,81	—	—	129,3	15,6	—
28	10,33	6,60	2,06	—	—	—	—	83,8	—	—
29	19,94	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	10,33	3,60	20,60	—	—	—	—	234,3	—	—
31	28,08	9,50	1,03	3	—	—	3,32	37,5	10,7	11,8
32	12,57	5,12	3,09	—	—	—	3,32	65,3	—	26,4
33	50,92	42,12	12,36	—	—	—	—	107	—	—
34	23,6	17,12	6,18	—	1,81	—	—	98,7	7,7	—
35	56,82	—	2,06	—	1,81	—	1,66	3,6	3,2	2,9
36	12,57	—	10,30	—	—	—	1,66	81,9	—	13,2
37	36,17	—	40,17	—	1,81	—	1,66	111,1	5	4,6
38	42,07	—	13,39	—	—	—	3,32	31,8	—	7,9
39	14,04	—	4,12	—	—	—	3,32	29,3	—	23,6
40	16,23	2	9,27	—	—	—	—	69,4	—	—
41	69,33	—	—	—	—	—	—	—	—	—
42	29,50	—	33,99	—	1,81	—	1,66	115,2	6,1	5,6
43	47,26	—	30,90	0,50	12,67	—	—	71,2	27,9	—
44	19,18	2,75	3,09	—	1,81	—	—	16,1	9,4	—
45	41,30	—	11,33	—	—	—	—	27,4	—	—
46	5,90	—	11,33	—	—	—	—	192	—	—
47	30,27	—	45,32	—	—	—	—	149,7	—	—
48	16,23	—	11,33	—	7,24	—	1,66	69,8	44,6	10,2
49	38,35	—	—	—	1,81	—	11,62	—	4,7	30,3
50	25,84	—	—	2,25	7,24	—	4,98	—	36,7	19,3

N°	Zones	Vignes (V)		Terres (T)		Prés (P)		V	% ²		P
		SE ¹	ST ¹	SE ¹	ST ¹	SE ¹	ST ¹		T		
51	38,35	—	1,03	—	36,20	—	—	2,7	94,4	—	—
52	20,65	9,08	—	4,50	—	—	1,66	44	21,8	8	—
53	36,88	—	4,12	16,50	—	4,25	—	11,2	44,7	11,5	—
54	57,53	2	28,84	1	—	—	6,64	53,6	1,7	11,5	—
55	61,95	3	—	—	12,67	—	—	4,8	20,5	—	—
56	10,33	—	7,21	—	3,62	—	—	69,8	35	—	—
57	129,80	—	3,09	—	54,30	—	21,58	2,4	41,8	—	—
58	10,33	—	1,03	—	—	—	9,96	10	—	16,6	—
59	95,88	—	5,15	14,75	5,43	—	13,28	5,4	21	96,4	—
60	7,38	—	—	—	—	—	9,96	—	—	13,9	—
61	41,30	—	—	—	25,34	—	4,98	—	—	135	—
62	50,15	—	—	1	18,10	—	—	—	61,4	12,1	—
63	19,18	—	—	10,16	—	—	—	—	38,1	—	—
64	19,94	—	—	10,08	—	—	—	—	53	—	—
65	36,88	—	—	9	—	—	—	—	50,6	—	—
66	104,73	—	—	—	—	—	—	—	24,4	—	—
67	106,20	—	—	26,45	38,01	—	3,32	—	36,3	—	—
68	123,19	—	—	—	21,72	—	3,32	—	45,4	3,1	—
69	52,29	—	—	—	—	—	9,96	—	—	2,7	—
70	228,04	—	—	14,25	10,86	—	—	—	18,6	17,1	—
71	51,63	—	—	—	23,53	4	—	—	16,6	—	—
72	323,79	—	—	31,50	7,24	—	—	—	14	—	—
73	92,22	—	—	—	9,05	—	—	—	12,5	—	—
74	129,80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
75	171,10	—	—	—	1,81	—	—	—	1,4	—	—
76	129,80	—	—	20	18,10	—	—	—	—	—	—
Total	3921,71	384,56	495,43	339,26	372,86	109,74	170,98	22,4	18,2	7,2	

¹ Voir texte p. 133 ss. Surface en poses de 4300 m².

² (SE + ST/SP) 100.

- porte. On pose l'hypothèse que les parcelles non mesurées ne sont ni systématiquement plus petites ni systématiquement plus grandes que les autres;
- 4 le pourcentage de la SP de la zone occupé par la somme SE+ST de chacune des cultures.

Un exemple: la zone 12 compte 30 parcelles de terre. Rebeur donne la surface de 27 d'entre elles, qui totalisent une SE de 40,08 poses. Restent trois parcelles de superficie inconnue: on multiplie par trois la SM d'une parcelle de terre (1,81 pose), et on obtient une ST de 5,43 poses. Les terres occuperaient ainsi 45,51 poses, soit 50,6% de la SP de la zone 12 (90 poses). Certes, l'utilisation de trois types de surface différents complique les calculs; elle permet cependant la plus grande fidélité possible à la source. Parfois, elle aboutit à des aberrations: il arrive ainsi que des cultures occupent plus de 100% de leur zone. Ces surestimations concernent une fois les terres (zone 24: Rebeur y a recensé des parcelles débordant largement les frontières du territoire lausannois). Mais elles portent surtout sur les vignes: ou bien le commissaire Rebeur a surévalué leur surface (SE exagérée, comme dans les zones 21 à 23); ou bien la SM ne correspond pas à la réalité et les parcelles dont la superficie est inconnue sont plus petites que la moyenne (ST exagérée, comme dans la zone 16). Les deux types d'erreur peuvent s'additionner. Tandis que la surface de la grande propriété est généralement sous-estimée, celle des petites parcelles serait surestimée et ces dernières paieraient des redevances proportionnellement plus élevées. Le système de calcul adopté dans le tableau 13 ne permet pas de repérer systématiquement les sous-estimations. Elles sont certainement plus importantes dans le nord, région de grandes parcelles mal représentées et probablement mal toisées. Au fur et à mesure que l'altitude s'élève, les données deviennent plus imprécises et plus rares. Et alors que les vignes, les terres et les prés couvrent les deux tiers des zones 1 à 50, la proportion tombe à moins d'un tiers pour les 25 dernières zones. Les mas — dont les plans ne donnent pas l'utilisation agricole — y sont de plus en plus nombreux.

Au total, les cultures que nous cartographierons recouvrent à peine plus de 40% de la SP totale. Le reste — dans des proportions que nous établirons ultérieurement — est occupé par les surfaces bâties, les forêts, les pâquiers communs, les possessions et les mas. Les diverses autres cultures jouent un rôle secondaire.

5.2.5. Des histogrammes à l'arbre logique

Les pourcentages de chaque zone occupés par les vignes, les terres et les prés sont à la base de la carte des cultures. Comme le montrent les *histogrammes* (fig. 5), les modes sont tous situés dans la classe «zéro»; il s'agit de distributions de Poisson. Dans l'établissement de la carte, on tiendra compte du grand nombre de zones où l'on ne voit apparaître aucune vigne, aucune terre ou aucun pré. L'*arbre logique* (fig. 6) comportera une *branche «zéro»*, correspondant à la classe du mode.

Figure 5 : Proportion de vignes, de terres et de prés dans les 76 zones lausannoises
 (Les données dépassant 100 % témoignent des surestimations du commissaire Rebeur)

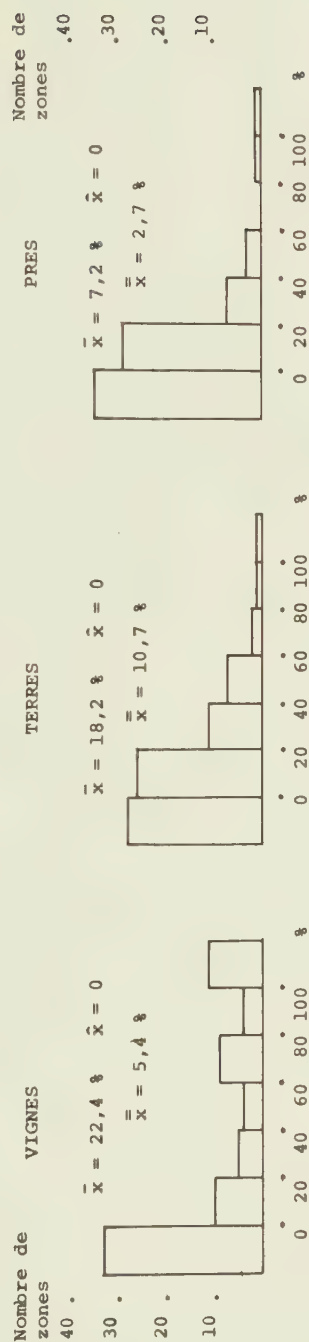
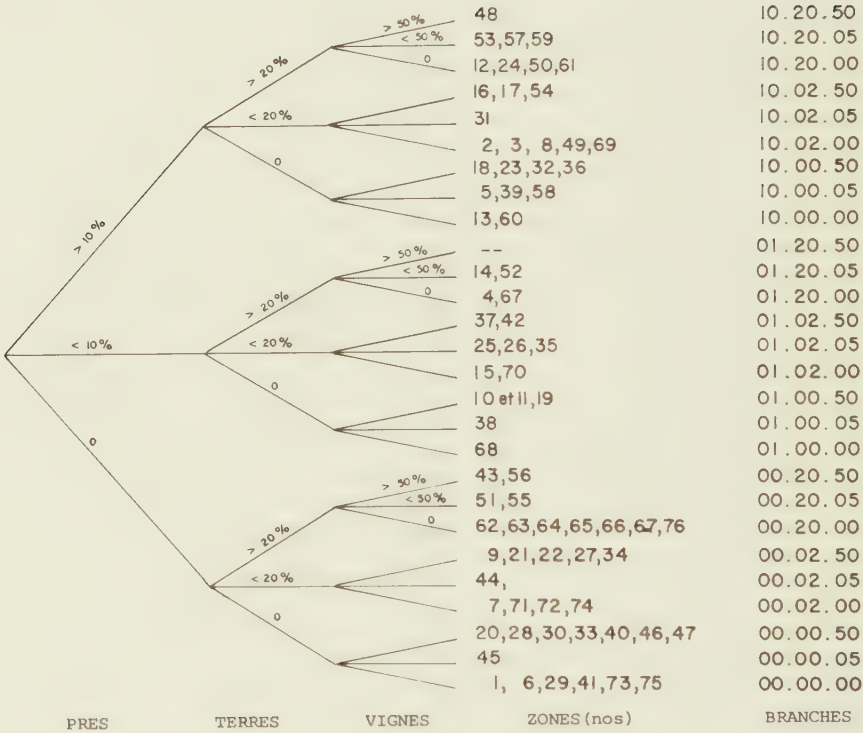


Figure 6 : Arbre logique des cultures



De plus, il faudra *deux autres branches* pour chaque culture, *différenciées par un seuil numérique*. L'établissement de ce seuil doit tenir compte de la dissemblance des trois distributions : il ne peut être partout le même. Pour l'établir, nous utiliserons deux paramètres (5.19). Le premier, la *moyenne* $\bar{x}$, tient compte de tout l'effectif. Elle est la plus élevée pour les vignes — qui couvrent plus du cinquième de la SP — et la plus basse pour les prés — moins du dixième. Le choix du second paramètre doit permettre de prendre en considération les caractéristiques particulières de l'échantillon, et surtout l'importance de la classe zéro. Une *médiane* $\bar{\bar{x}}$ ne tenant compte que des cultures existantes correspond à cette exigence. Les vignes sont à nouveau les mieux représentées, avec une médiane de 69,8%, beaucoup plus élevée que la moyenne, $\bar{\bar{x}}$ témoigne du grand nombre de zones à prédominance viticole, repérables dans l'histogramme nettement plus aplati que les deux autres. Les nombreuses surestimations accentuent l'importance de la vigne à Lausanne. Puis viennent les terres, avec 18,5% ; ici, $\bar{\bar{x}}$ est extrêmement proche de la moyenne, et l'histogramme est régulier et asymétrique. La médiane des prés ($\bar{\bar{x}}' = 12,65\%$) est par contre presque deux fois plus élevée que la moyenne et l'histogramme, cassé, est plus concentré sur la gauche. Le seuil de repérage des prés devra être le plus bas de tous si l'on désire les voir apparaître sur la carte.

Ainsi, on arrive à établir une formule tenant compte des particularités des objets étudiés. Elle permettra de séparer les deux dernières branches de chaque culture dans l'arbre logique. *Le seuil*, égal à $\bar{x} + \left(\frac{\bar{\bar{x}}' + \bar{\bar{x}}}{2} \right)$, serait

de 46,1% pour les vignes, 18,35% pour les terres et 9,92% pour les prés. Soit, après arrondissement à la dizaine (en raison des erreurs inhérentes à la source), *10% pour les prés, 20% pour les terres et 50% pour les vignes*.

On obtient alors un *arbre logique* à 27 branches dans lesquelles se répartissent les 76 zones (fig. 6). Cet arbre, qui a permis d'«ordonner» les «éléments d'information», est à la base d'une carte respectant «l'exactitude relationnelle» définie par Jacques Bertin (5.20). On y représentera les *sous-ensembles* contenant toutes les zones où le seuil est dépassé (branches 10, 20 et 50 de l'arbre logique). Ce classement permet en plus d'isoler les *noyaux*, c'est-à-dire les zones qui ne comportent qu'une seule des trois cultures à un pourcentage supérieur au seuil. Par exemple la zone 20, qui ne compte ni pré ni terre mais plus de 50% de vignes, est située dans l'un des noyaux formant le cœur des sous-ensembles viticoles.

5.3. La carte des cultures

La carte 5 est donc une simplification de l'arbre logique ; on y a réuni les fruits de plusieurs branches, pour créer des sous-ensembles



Carte 5 : Les cultures à Lausanne vers 1650- 1680

Sous-ensembles		Plus de 20 % de terres	6▲	Possession avec bâtiment (cf. tableau 21)
Noyaux		Plus de 20 % de terres sans prés ni vignes	22'▲	Possession sans bâtiment (cf. tableau 21)
Sous-ensembles		Plus de 50 % de vignes	2●	Mas avec bâtiment (cf. tableau 17)
Noyaux		Plus de 50 % de vignes sans prés ni terres	"O	Mas sans bâtiment (cf. tableau 17)
Sous-ensembles		Plus de 10 % de prés		Zones de mas
Noyaux		Plus de 10 % de prés sans terres ni vignes		Aires où ne domine aucune culture (dans les limites de la commune)
		pâquiers communs		

regroupant les zones à cultures dominantes. Les sous-dominantes — branches dans lesquelles telle ou telle culture se présente à titre secondaire — n'y apparaissent pas. La branche 10.00.05 par exemple comporte une dominante pré et une sous-dominante vigne : elle n'apparaîtra que dans le sous-ensemble «plus de 10% de prés».

5.3.1. Le grand vignoble lausannois, refuge de la petite propriété

Une première constatation ressort nettement de l'examen de la carte : l'existence d'un important vignoble lausannois, d'autant plus considérable que le seuil de détermination des sous-ensembles viticoles est élevé (50%). Au sud de la grande route Cossonay–Lausanne–Vevey, à l'ouest du cours inférieur du Flon et en dehors des zones trop humides des bords du lac, les parchets occupent plus de la moitié de la surface des pentes douces qui descendent vers le Léman. Ce vignoble se subdivise en deux sous-ensembles :

Le premier, plus petit, s'étend sur environ 170 poses de Froide Fontaine au Maupas ; du nord-ouest au sud-est, il longe les axes Lausanne–Cossonay et Lausanne–Jouxens. S'appuyant sur un escarpement molassique (5.21), il est exposé — comme le Dézaley — au sud-ouest. Cette orientation favorable valorise un terrain éloigné du lac et de sa réverbération. Au centre, le noyau de Saint-Laurent suit sur près d'un kilomètre la route de Jouxens pour atteindre à la tour de l'Ale les portes de la ville. Au nord, vers Collonges, les terres et les prés viennent se mêler aux vignes ; au sud, en descendant vers la vallée du Flon, les prés.

Le deuxième est un gros bloc, le plus grand de tous les sous-ensembles cartographiés. A lui seul, il s'étend sur environ 530 poses. De Contigny à la Vuachère, il recouvre les fertiles pentes de débris glaciaires de l'adret lausannois. A l'ouest d'Ouchy, il descend de la route de Morges–Lausanne à celle de Morges–Vevey. A l'est, il remonte depuis les rives du Léman jusqu'au-dessus de l'axe Lausanne–Vevey. Plus proche du lac que le vignoble de Saint-Laurent, ce bloc est installé sur des terres plus riches. Il s'appuie sur deux moraines dirigées est-ouest : celle de la rue de Bourg qui se prolonge jusqu'au-delà de Malley et, plus bas, à la hauteur de la Croix-d'Ouchy, celle qui surplombe la route Genève–Vevey. Son orientation au sud est relativement bonne. Les meilleurs vins sont produits dans la région des Paleyres, au-dessus des brouillards du lac (5.22). Le premier noyau de ce sous-ensemble prolonge celui de Saint-Laurent. Orienté plus au sud, il forme une sorte de demi-ellipse dans l'immédiate proximité de la ville. Il descend vers la vallée du Flon dès la limite des curtils attenants aux maisons de la rue de l'Ale pour s'interrompre sur la rive ombragée du ruisseau et le promontoire de Montbenon. Au sud de cette promenade, il fait face au lac. Le second noyau est plus central. A égale distance entre Georgette, le Léman, Ouchy et la Vuachère, il surplombe la route de Morges à Vevey. Le dernier noyau, orienté au sud comme les deux autres, est à nouveau décentré : il recouvre le site de l'ancien hameau de Chissiez (5.23), de l'axe Lausanne–Morges à la Vuachère. Les prés sont assez nombreux dans ce grand vignoble : de Montbenon à Montriond, et aux

Paleyres. Comme pour le premier sous-ensemble, le recouplement avec les terres est beaucoup moins important et relégué dans les zones les plus élevées, au sud de Béthusy.

Ainsi, le vignoble occupe les meilleures terres de la seigneurie, orientées au sud. Il longe les grands axes de trafic est-ouest et le Léman, qui drainent une partie de sa production. De toutes les cultures de pleine terre, ce sont les vignes qui ont la valeur foncière la plus élevée. De 1692 à 1719, une pose de vigne à Lausanne coûte en moyenne quelque 1835 fl., contre 265 seulement pour une pose de champ. Ces données sur la valeur vénale des terres ont été tirées des comptes baillivaux. Trop tardives pour éclairer une analyse des plans Rebeur — les premières apparaissent plus de quarante ans après que le commissaire ait commencé son travail — elles sont encore relativement rares et n'apparaissent pas toutes les années. L'étude de la conjoncture de ces prix, comparée à celle des denrées produites, devrait se faire sur une période plus longue et en corrélation avec une analyse des plans de 1720 (5.24). Nous nous contenterons ici de tirer de ces séries les données utiles aux buts de cet ouvrage. De nos jours, dans le canton de Vaud, une pose de vigne vaut 10 à 15 fois plus qu'une pose de terre (5.25). Ce rapport, influencé par une conjoncture favorable à la production viticole, est plus élevé qu'au début de 18^e siècle à Lausanne, où la vigne coûte environ sept fois plus que les champs. A côté de l'évolution des prix, des phénomènes structurels jouent un rôle certain dans ce rapport. Parmi eux, la production supérieure, pour une même unité de surface.

En fait, le rendement élevé des parchets lémaniques est plutôt dû au travail acharné des vignerons qu'aux conditions physiques. Dans un climat relativement frais, et à une époque où de nombreux pays du nord diminuent leur production (5.26), ce n'est que grâce à des soins intensifs que subsiste le vignoble vaudois. Dès le 14^e siècle, des documents reflètent ce travail séculaire (5.27). A Lausanne, lorsque la ville aberge en 1592 un beau parchet sous les murs de Saint-François, elle pose comme conditions que son tenancier devra améliorer la vigne, la «puër, provigner, dessot-teller, passeller, villionner, efeuiller et fossoyer trois fois l'année, lever et porter la terre de trois en trois ans, ou plutot comme sera necessaire» (5.28). De plus, il devra mettre trois chars de fumier par pose chaque année: la présence de nombreux prés dans le vignoble se justifie par le fumage proportionnellement élevé des vignes. Les cépages — beaucoup plus nombreux et plus variés que de nos jours (5.29) — sont cultivés en provignage, technique consistant à coucher un cep entier en laissant sortir quelques sarments (5.30). Presque totalement abandonnée de nos jours et fort critiquée dès la fin du 18^e siècle (5.31), cette méthode était bien adaptée aux besoins de l'époque. D'abord, elle maintient sans risque de mutation la *variété* du plant provigné, puisque les nouveaux plants sont directement rattachés à l'ancien. Ensuite, elle permet d'économiser les ceps, fort coûteux tant qu'on ne disposait pas de pépinières analogues à celles du 20^e siècle: leur vol est un délit fréquent sous l'Ancien Régime (5.32). Ou encore, la forte densité des vignes cultivées en provignage

permet une récolte plus abondante (5.33). Peut-être aussi l'élévation des ceps à une certaine distance du sol permet-elle de mieux lutter contre l'humidité. Les hautains (5.34) vont encore plus loin dans ce sens: quasi-inexistants dans les petits parchets, ils sont nombreux dans les grandes possessions (p. 179 ss).

Cette culture intensive est très souvent à Lausanne le fait de petits propriétaires. Le vignoble molassique de Saint-Laurent leur appartient entièrement, tandis que les grandes possessions (comme, par exemple, le beau domaine du commissaire Rebeur à Cour) couvrent approximativement le quart des pentes morainiques du sud (p. 178 ss). Quasiment tous les tenanciers sont bourgeois ou habitants de Lausanne. Ils semblent avoir ainsi réussi à se défendre à la fois contre l'emprise des grands propriétaires indigènes et contre celle des étrangers. Les Fribourgeois ou les Bernois, comme d'ailleurs certains Lausannois, sont en effet nombreux à détenir des vignes au-delà de la Vuachère (5.35). Il est fort probable que le prix des vins lausannois, moins spéculatifs que ceux de Lavaux et presque pas commercialisés en dehors de la zone de production (p. 105 ss), a joué un rôle dans ce phénomène de maintien de la petite propriété viticole.

Il est également prématuré de comparer la surface viticole du 17^e siècle à celle d'autres périodes. Un rapide examen de la carte de 1838 montre pourtant de frappantes corrélations avec la situation du plan Rebeur. On sait d'autre part que le vignoble lausannois occupait une place importante dans l'espace médiéval (5.36). On peut ainsi se demander si les parchets n'ont pas joué pendant plus d'un demi-millénaire un rôle relativement constant dans le paysage agraire lausannois. Certes, ils ont pu reculer, pendant les périodes de bas prix relatifs du vin par exemple. Au milieu du 17^e siècle pourtant, ils sont nombreux et, par des ordonnances réitérées, LL.EE. ordonnent d'arracher les nouveaux ceps (5.37). Les petits propriétaires semblent ainsi chercher à conserver, voire à augmenter leurs parchets. Même en période de hauts prix du pain, ils hésitent à les labourer et à les ensemençer en céréales. Seule l'explosion urbaine des cent dernières années a réussi à détruire ce paysage séculaire, témoin spatial de l'«histoire immobile» (5.38).

5.3.2. Les terres: le triomphe de la grande propriété

Les sous-ensembles regroupant les zones à dominante terre sont plus nombreux, plus petits et plus déchiquetés que le vignoble du sud lausannois. On retrouve ces blocs dans trois régions.

Le sous-ensemble du nord-ouest est le plus grand (environ 310 poses) et le plus massif. Il domine l'escarpement molassique sur lequel s'appuie le vignoble de Saint-Laurent. Il s'étend sur environ 3 km de long et 150 m de dénivellation de la Blécherette au pied de la Cité, atteignant une largeur maximale de plus d'un kilomètre entre la route de Cossonay et la Louve. Au-dessus de la Pontaise, il est limité au nord par l'axe Lausanne-Echallens. Deux blocs de mas le prennent comme dans un étau. Le premier longe la vallée de la Louve, de la frontière du Mont aux portes de la ville; le second le coiffe au nord puis le repousse à quelque trois à quatre

cents mètres en retrait de la frontière de Prilly à l'ouest. Le noyau vient se dissoudre dans ce second bloc de mas, le bordant de la Blécherette aux coteaux de Grattapaille, à 600 m d'altitude. Au-dessous des Bergières, il est relayé par des prés qui suivent les coteaux ensoleillés de la Pontaise, orientés au sud-ouest, jusqu'au pied de la Cité. Au Maupas, les vignes l'emportent sur les terres et les prés. Les autres zones de terres mêlées aux prés longent la rive droite de la Louve, gravissant jusqu'à la route d'Echallens le versant d'une vallée beaucoup plus ombragée que l'adret de la Pontaise.

Le « bloc » de l'est est déchiqueté par les mas qui l'ont fait éclater en quatre morceaux. Il est installé dans une zone molassique plus accidentée que le premier bloc, traversée de longues flexures orientées du nord-est au sud-ouest. Le plus grand morceau (environ 135 poses) descend des bas de Rovéréaz, à plus de 600 m d'altitude, jusqu'à la route Lausanne-Vevey, à un peu moins de 500 m. Les trois autres, tout petits (ils totalisent une soixantaine de poses), entourent Béthusy et la Perrausaz, de la Vuachère à la route de Berne. Comme dans le premier bloc, le noyau est situé au nord du sous-ensemble. Il entoure le village paysan de Chailly au nord et à l'ouest, puis remonte la vallée de la Vuachère au sud-est de la Sallaz. A nouveau, ce noyau vient se briser contre les grands domaines, immense bloc occupant toutes les terres du nord-est lausannois. Au sud de Chailly, il est relayé par une zone de prés, qui suit jusqu'au Riolet la belle pente, orientée au sud-est, du val d'Angrogne. D'autres prés longent la route de Berne. En dessous de Béthusy, les vignes se multiplient.

Deux sous-ensembles d'une soixantaine de poses chacun sont situés au sud-ouest de la seigneurie. Prolongeant le vignoble du sud lausannois, ils s'adossent à la colline morainique du Bourg, qui s'étend jusqu'à Chavannes. Ces sous-ensembles sont dépourvus de noyau : dans ces zones moins élevées et plus chaudes, les cultures se marient plus aisément que dans les froides plaines du Loup. Le bloc le plus grand et le plus compact, celui de Vidy, longe la route de Morges sur un peu plus d'un kilomètre, remontant de 370 à quelque 400 m d'altitude, où il vient buter contre le mas de la Bourdonnette. Les prés sont omniprésents dans cette région de pente très douce délimitée par les deux routes de Morges et d'Ecublens. Après avoir franchi le pont de la Maladière, la première route limite le second sous-ensemble de terres du sud-ouest. Légèrement plus élevé que celui de Vidy, il atteint au nord le vignoble de la Croix-Rouge (environ 450 m) sans y pénétrer. Au sud, sur moins de 800 m de large, il s'étend de part et d'autre de l'axe Morges-Vevey, jusqu'au hameau de Cour.

Ainsi, les terres ouvertes occupent généralement les zones où les vignes ne pourraient pas — ou pourraient difficilement — croître : le nord de la commune et les pentes trop faibles du sud-ouest. Les recoupements avec le vignoble sont rares et de peu d'étendue. Ils sont plus importants avec les prés, qu'on a laissé croître en petit nombre sur les pentes les mieux exposées et le long des rivières. Dans ces zones de terres ouvertes et fermées, comme par exemple à l'ouest de Vidy (5.39), les cultures ne sont pas mélangées : les quelques prés sont regroupés au sud de la Bourdonnette

d'une part, au bord du chemin de Chavannes à Vidy d'autre part. Trois d'entre eux sont d'ailleurs carrément installés au milieu de la route, qui se sépare en deux branches pour les contourner. Seules trois parcelles sont vraiment mixtes: une «terre et pré» vers la Bourdonnette, une «terre, pré et record» et une «terre, pré et bois» près du chemin.

Ces terres sont mal entretenues. On l'a vu, elles valent en moyenne sept fois moins que les vignes. Le bétail y paît librement après la moisson. C'est l'une des rares périodes pendant laquelle le sol puisse profiter de quelque engrais. Nous n'avons retrouvé que peu de mentions de fumure de terres dans les documents consultés. Le labourage et d'autres opérations du même type (bêchage, hersage) semblent le traitement essentiel voué à un sol en voie d'épuisement (5.40). Les clauses d'abergement des terres, stipulant qu'elles devront être bien «labourées» ou bien «cultivées» (5.41) sont d'une désespérante simplicité lorsqu'on les compare à celles qu'on impose aux vigneron.

S'il y a un changement depuis le Moyen Age plus positif que l'appauvrissement croissant de la terre, il concerne l'assolement. Les documents consultés à Lausanne sont muets à ce sujet, mais un intéressant procès survenu en 1674 à La Côte apporte la preuve du bouleversement du cycle triennal qui commence à y apparaître (5.42). Depuis une trentaine d'années en effet, on a commencé à récolter du «mêcle hyverné», composé d'orge et de vesces, dans la région de Rolle et du Mont. Or, ce mélange est semé en automne sur les terres où l'on a recueilli du blé la même année. Le cycle triennal est donc modifié (voir annexe 4, p. 152: hypothèses sur la «pie des mèches»). Cette innovation n'est encore qu'une modeste tentative. Peut-être exceptionnelle, elle n'en garde pas moins un intérêt évident pour l'historien curieux de l'introduction de nouvelles techniques agricoles. Cette mutation n'accorde plus à la terre le repos hivernal dont elle aurait besoin. L'introduction de légumineuses — les vesces — dans l'assolement permet cependant de fertiliser le sol par un apport d'azote. De plus, on fait probablement trois récoltes au lieu de deux pendant un cycle triennal. Manifestement, il s'agit d'un changement important, précurseur des assolements introduits plus d'un siècle après et qui seront plus aptes à restaurer les capacités productives de la terre (5.43). On ignore si ce changement a atteint Lausanne. Dès 1695, on consomme fréquemment du «mêcle hyverné» à l'Hôpital (5.44).

Au 17^e siècle pourtant, cette innovation n'a encore qu'une importance spatiale minime. La plupart des terres continuent à être soumises à l'assolement triennal classique; sans fumure systématique ni apport d'azote, elles s'étiolent. Cette moindre fertilité des zones céréalières a, sur le plan social, des conséquences d'autant plus graves que la propriété s'y répartit de manière beaucoup plus inégale que dans le vignoble. Partout, les blocs de petits lopins viennent se briser contre des grands domaines qui les encerclent ou les noyautent. On le verra ci-dessous (p. 176 ss), ces mas sont des zones de production céréalière. Manifestement, les terres à blé, peu fertiles, sont de surcroît pour la plupart accaparées par la grande propriété.

5.3.3. *Les prés, rares et précieux*

Les prés sont la culture qui se marie le plus aisément aux autres. C'est la plus complémentaire et la mieux adaptée aux conditions climatiques locales. Elle fournit indirectement à la fois des produits alimentaires (viande et lait), des engrais (fumier) et de la force de travail (attelage). Malgré tous ces avantages, à Lausanne comme ailleurs dans le Pays de Vaud, il n'y a pas assez de prés. LL.EE ont bien compris le problème dès 1591, lorsqu'elles expliquent que «c'est chose tres certaine qu'ung des principaulx deffaulx qui se rencontre parmy tout le Pays de Vaud, est la necessité et faute de foin, a cause de laquelle ne peuvans les pàysans nourrir leur bestail qui leur seroit requis pour leur labourage, une partie d'iceluy est tres mal cultivé, et une grande partie demeure en friche» (5.45). Autant sinon plus que la force de travail, c'est le fumier qui fait défaut au 17^e siècle, ainsi que les produits laitiers, qui coûtent trop cher (5.46). Les coutumes communautaires viennent aggraver les conséquences de la surface restreinte des herbages. Le bétail peut paître librement jusqu'à la Saint-Georges (23 avril), et ainsi «les prez se mangent et gastent à leur premiere poincte et jettee» (voir note 5.45). A cette date, on clôt temporairement les terres fermées. Le recteur du Grand Hôpital par exemple paie chaque année des manouvriers qui exécutent ce travail à la Barre (5.47). A la Sainte-Madeleine (22 juillet), on fauche les premiers foins. Les prés sont à nouveau parcourus par le bétail, qui mange la deuxième, voire la troisième herbe sans lui laisser le temps de croître. Par rapport aux pratiques actuelles (petites coupes ou bétail sur pré vers avril; première coupe intégrale en mai-juin; seconde coupe intégrale en juillet-août; bétail sur pré en septembre-octobre), la fenaison, unique, est de surcroît très tardive.

Faible rendement certes, mais sur une faible surface. Les prés valent donc cher: de 1692 à 1719, on paie en moyenne 410 florins pour une pose, ou seitorée, de pré et 1235 pour du pré à record, soit deux à cinq fois plus que la terre. De nos jours, une prairie permanente vaudrait plutôt moins qu'un champ, tandis qu'un pré fauchable coûte approximativement autant (voir note 5.25). Il est probable que ces parcelles étaient plantées d'arbres fruitiers, qui ne sont pas mentionnés dans les plans ni dans les terriers. De plus, les prés sont très rares et leurs propriétaires les soignent mieux que les terres. Souvent, ils les installent dans de bonnes, voire de très bonnes zones, comme au nord-ouest d'Ouchy. Les comptes de particuliers ou les coutumiers donnent de nombreuses mentions de drainage ou d'irrigation, parfois même de fumure des prés (5.48).

A Lausanne, ils couvrent au total moins de 8% de la surface des 76 zones (tableau 13, p. 135 ss). Schématiquement, on peut distinguer deux types d'implantations d'herbages: dans des zones humides ou accidentées, où rien ne pousse (Vidy, rives de la Louve). Dans des zones bien exposées, mais moins propices à la vigne, faciles à travailler à la faux et suffisamment irriguées, comme les pentes au sud de Saint-François. Manifestement, le rendement diffère beaucoup d'un pré à l'autre.

Au sud-ouest, les herbages atteignent les rives du Léman de part et d'autre du Flon, dans la partie est des marécageuses Plaines de Vidy. Ils longent ensuite le bord du lac jusqu'à Ouchy, puis remontent vers Montbenon. Ils se multiplient près des hameaux : Vidy, Cour, Ouchy et Chailly. Lausanne est entourée d'une véritable ceinture de prés, sauf vers Montbenon ou Mon Repos. Des hauteurs de Sauvabelin à la Cité, de Bellevaux à la Riponne, des Bergières à Saint-Jean, du Grand-Chêne à Saint-Pierre et de la Sallaz à Martherey, six rubans de prés convergent tous sur la ville. Les deux noyaux, à la Riponne et à la Maladière, sont exigus et immédiatement accolés à des blocs de terres. Quant aux records — qui n'apparaissent pas sur la carte 5 — ils sont peu nombreux. La plupart sont situés au sud-ouest de la commune, de la frontière à la rive gauche du Flon : on y dénombre 15 parcelles sur les 35 recensées, dont 14 valent 25 poses. La région de Vidy, humide et peu élevée, leur semble particulièrement propice. Huit autres records sont situés au sud-ouest de Chailly, tandis que les 12 derniers sont dispersés. Les plans donnent toujours la mention «record» seulement, sauf une fois où il est indiqué qu'il s'agit d'un «pré soit record» (5.49).

5.3.4. Des zones de culture mixte

Certaines zones apparaissent en blanc sur la carte 5. Leur donner une trame particulière aurait surchargé le dessin. Loin d'être en friche, elles pratiquent une ou plusieurs des cultures prises en considération, sans qu'aucune d'entre elles ne dépasse le seuil adopté. Dans l'arbre logique (fig. 6, p. 140), elles sont classées sous les chiffres 01.02.05, 01.02.00, 01.00.05, 01.00.00, 00.02.05, 00.02.00 et 00.00.05. La basse vallée du Flon, de Montbenon au Léman, est la principale région de ce type. On y retrouve des terres ouvertes sur la rive droite du fleuve, tandis que les prés et les vignes recouvrent les deux versants.

5.3.5. Les zones non cultivées

Quelques zones jouent pour l'élevage un rôle complémentaire de celui des prés ou des terres après la moisson : il s'agit surtout des bois des Râpes, dont nous parlerons par la suite (chap. 7). A Lausanne, il subsiste une seule grande forêt : Sauvabelin. Entre la Louve et le Flon, elle s'étend sur quelque 170 poses. Les Lausannois peuvent mener leur bétail paître dans cette ancienne propriété du Chapitre, que LL.EE. leur ont cédée en 1552 (5.50).

Les pâquiers communs sont rares au sud des Râpes. Ils recouvrent à peine 300 poses, soit moins du dixième de la surface totale. La plupart sont situés à proximité des hameaux (carte 5). Les plus petits entourent Chailly, au nord-est, le long des crêtes du Planet et au sud-ouest du hameau, sur les flancs de la Vuachère. Leur exiguïté rend d'autant plus forte l'omniprésence des grands domaines, qui encerclent le village. Les «communs» sont un peu plus étendus autour de Cour. Au nord, ils remontent jusqu'au vignoble d'En-Villard ; au sud-est, ils forment une étroite bande d'environ 500 m de longueur, atteignant les rives du Léman. Manifestement, les gens

de Cour — plus fortunés que les petits paysans de Chailly, et parfois propriétaires d'une maison à Lausanne — ont su préserver quelques réserves pour leur bétail, si utile à l'engraissement de leurs vignes. Mais c'est autour de Vidy que les communs ont une extension maximale, malgré les nombreuses aliénations de biens publics survenues dès le 15^e siècle (5.51). Les «pâquiers communs de Vidy» y longent sur près d'un kilomètre les rives très humides du Léman.

La ville de Lausanne est la zone 41 du tableau 13. Cette zone renferme l'espace bâti (ville et faubourgs), les appartenances et les terrains péri-urbains, c'est-à-dire toute la superficie couverte par les pages du plan Rebeur où apparaissent des bâtiments citadins.

5.4. Des tenures aux tenanciers

Malgré leurs inexactitudes, les premiers plans de Lausanne fournissent une image assez suggestive du paysage agraire de la seigneurie au 17^e siècle. D'abord, ils donnent la surface approximative des principales cultures. Suivant le système de calcul adopté (tableau 12 ou tableau 13), on trouve quelque 878 à 880 poses de vignes, de 712 à 735 de terres et environ 281 de prés. Ensuite, il permet de retrouver sur une carte les zones où ces cultures sont le mieux représentées (carte 5). Les sous-ensembles viticoles sont les plus grands : quelque 700 poses au total, contre 630 environ pour les terres (l'évaluation de la superficie des «rubans» de prés serait trop inexacte pour qu'elle vaille la peine d'être effectuée). Ainsi, au terme de cette première analyse, l'agriculture lausannoise du 17^e siècle paraît profondément déséquilibrée : le bétail, indispensable à la fumure du sol, et fournissant des protéines essentielles à l'homme, manque de place. Les céréales ne sont produites que sur des surfaces restreintes. Seul le vin coule en abondance. Avant cependant de conclure à l'existence d'une population alcoolique et sous-alimentée, il reste à étudier les autres aspects du paysage lausannois : les grands domaines et les Râpes.

Cet examen nous éloignera d'autres problèmes. Le premier est celui de savoir qui détient les cultures que nous venons de décrire. Pour le dire, il faut passer du plan au terrier : opération délicate, dont les détails seront évoqués ci-dessous (p. 174 ss). Puis, l'étude du statut social et des occupations non agricoles des tenanciers pourra s'ébaucher. On le verra (p. 247ss), les terriers sont décevants sur ce point. Le deuxième problème consiste à connaître la proportion des petits et des moyens domaines. Les données sur la surface des parcelles sont trop rares pour permettre de l'évaluer à partir des terriers. Une étude régressive, remontant des cadastres de 1809 aux plans de 1720 et à Rebeur, permettrait peut-être de le faire. Dans le cadre de cet ouvrage, il faudra se contenter d'une étude sommaire de la répartition de la propriété sur la base des redevances (fig. 8, p. 165). On pourrait encore parler de la forme du parcellaire ancien, ou effectuer un dépouillement exhaustif des notaires lausannois du

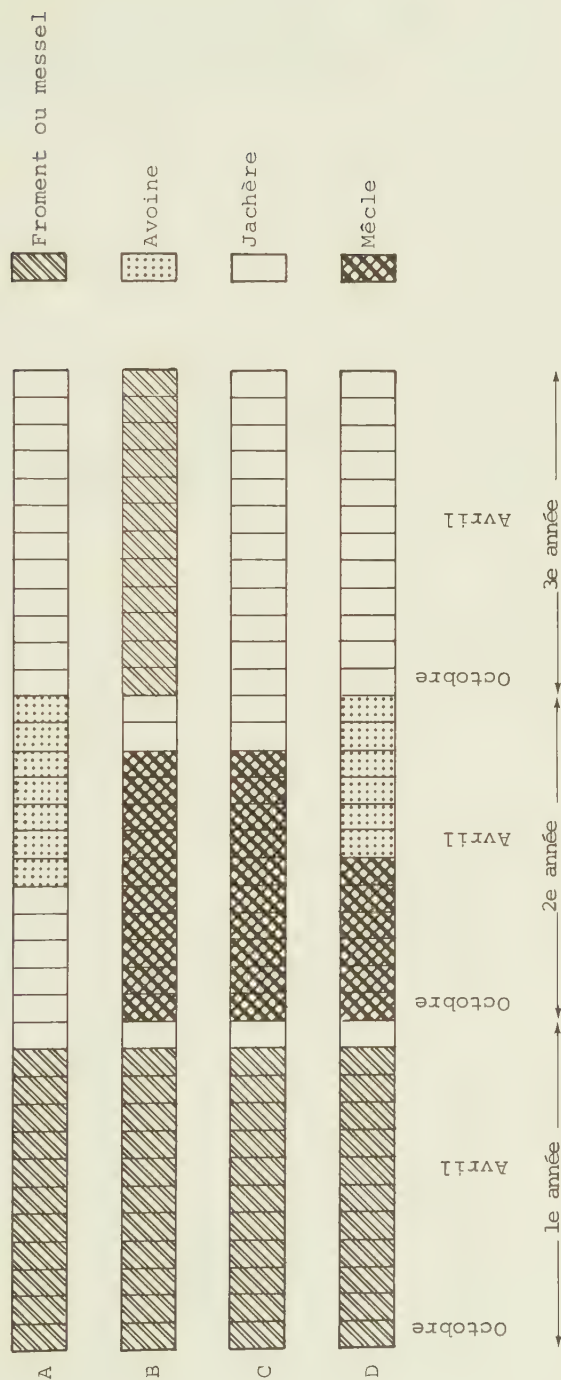
17^e siècle pour y relever tous les actes concernant l'agriculture. Bref, de larges champs de recherche restent à défricher. Notre problématique va nous amener ailleurs. Pour mieux comprendre Lausanne et ses campagnes, il faut maintenant partir à la découverte des grands domaines et de leur rôle spatial, économique et social.

Annexe 4: Hypothèses sur la «pie des mêcles»

Le document tiré d'archives privées (voir note 5.42) que M. Olivier Dessemondet, ancien directeur des Archives cantonales vaudoises, a eu l'amabilité de nous signaler, contient des indications, très rares à cette époque, sur l'introduction d'un nouveau type d'assolement. Il s'agit d'un procès intenté par devant la cour de justice de Mont-le-Grand d'abord, puis la cour inférieure d'Aubonne, entre Daniel de Chandieu, acteur, et Guillaume du Rosey, défendeur. Instruit du 3 mars 1674 au 3 avril 1676, il concerne la dîme des mêcles hivernés, que du Rosey refuse de payer. Or, l'ensemencement du mêcle sur la pie des blés, la même année que la récolte du froment ou du messel selon le document, implique un changement profond dans l'assolement triennal. Il aurait lieu depuis près de trente ans — soit dès le milieu du 17^e siècle — dans la région de Rolle. Il est autant le fait de petits propriétaires que du noble du Rosey.

On peut formuler trois hypothèses différentes sur le nouveau cycle agricole. Elles ont été mises au point grâce à la collaboration de MM. Jean-Denis Galland, ingénieur-agronome au Service de l'aménagement du territoire de l'Etat de Vaud, et Georges Nicolas-Obadia, géographe. La figure 7 en donne le schéma. Le premier diagramme (A) représente l'assolement traditionnel. Inspiré des recherches de Wilhelm Abel (5.52), il a été adapté aux conditions vaudoises. Il permet de faire deux récoltes en trois ans, la terre étant cultivée 18 mois environ et laissée en jachère les 18 autres mois. Le deuxième diagramme (B) fait passer à trois le nombre de récoltes: deux de froment ou de messel, et une de mêcle. L'avoine disparaît. La jachère tombe à 4 mois environ, tandis que les cultures durent quelque 32 mois. La deuxième hypothèse (C) est celle proposée par M. Galland: deux récoltes seulement, 21 mois de culture et 15 de jachère. La troisième (D) permet à nouveau trois récoltes: froment ou messel, mêcle et avoine, avec 13 mois de jachère contre 23 de culture. Peu probante, elle implique que le mêcle soit récolté trop tôt et l'avoine semée trop tard par rapport aux normes actuelles. De nos jours en effet, l'avoine est semée fin février—début avril et récoltée en septembre. Parmi les céréales d'automne, l'orge et le seigle sont semés en septembre—début octobre, récoltés fin juillet—début août, tandis que le froment est semé fin septembre—novembre, récolté en août. Pour admettre le diagramme D, il faudrait donc accepter l'hypothèse d'un cycle végétatif plus court que de nos jours, à une époque de climat froid mais dans une région bien abritée et profitant de la proximité du lac. L'orge et les vesces seraient fauchés en herbe et donnés au bétail. Par rapport au diagramme C, cette hypothèse

Figure 7 : Hypothèses sur le mûle



présente l'avantage d'introduire une céréale de plus dans le cycle triennal, sous forme de culture dérobée hivernante (5.53). L'hypothèse C a en effet le défaut de ne pas augmenter le nombre des récoltes; de plus, on voit mal comment les exploitants auraient pu prétendre échapper à la dîme. L'hypothèse B est la plus probable. Un peu tendue sur le plan de l'assolement; puisqu'elle implique froment sur froment, elle permet trois récoltes dans des délais de semis et de moisson plausibles.

Chapitre 6

DE LA PETITE
A LA GRANDE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE .
LES « MAS » ET LES « POSSESSIONS »

6.0. Objectifs de l'étude

Pour faire l'étude de la propriété foncière, nous commencerons (point 6.1.) par tracer une courbe statistique des redevances. Son commentaire donnera une première idée de l'importance des grands tenanciers par rapport aux plus petits. La deuxième partie (point 6.2.) traitera des grands domaines lausannois (les Râpes seront étudiées ultérieurement (chap. 7)). Nous y décrirons le rôle joué par les «mas» et les «possessions» dans l'organisation spatiale et agricole des campagnes entourant la ville dans un rayon de 1 à 4 km. Enfin nous parlerons des grands propriétaires et de leur rôle dans la vie lausannoise du 17^e siècle (point 6.3).

6.1. La répartition de la propriété

6.1.1. Une introduction à une étude quantitative

L'étude de la répartition de la propriété foncière, lancée en Italie il y a une trentaine d'années et en France vers 1960 (6.1), est encore à ses débuts en Suisse romande. Les travaux récents des historiens suisses alémaniques portent surtout sur le 18^e siècle (6.2). Cette étude peut requérir un traitement informatique très approfondi et la mise au point de programmes d'ordinateur adaptés à la problématique de ce sujet (6.3). Notre ouvrage s'efforce de construire les bases historiques locales nécessaires à cette enquête de longue haleine.

6.1.2. La variable «redevance»

Le choix de la variable fondamentale, c'est-à-dire de l'unité permettant d'évaluer la fortune foncière, est fonction de la source. Comme nous l'avons vu précédemment, les surfaces ne sont pas données systématiquement avant les années 1720 et la valeur en argent des terres n'apparaît que dans la première décennie du 19^e siècle. L'unité «parcelle» est très précieuse pour une analyse de la petite propriété. C'est celle qui a servi de base pour établir la carte des cultures (carte 5, p. 142). Elle ne suffit plus à une étude globale de la fortune foncière. Restent les *redevances*. A moins de travailler de manière régressive, ce sont les *seuls indices utilisables pour une comparaison statistique entre tous les tenanciers*.

Le quatrième plan Rebeur numérote, folio après folio, toutes les parcelles, bâties et non bâties (6.4). En tenant compte des erreurs de numérotation et des oublis, on obtient un total de 3410 parcelles. 1172 d'entre elles, soit un gros tiers de l'effectif, sont du fief de LL.EE. (voir le tableau 14 pour les fiefs divers); 548, soit un sixième, des seigneurs de

Lausanne; 236, soit 7%, de divers particuliers: 4% dépendent à la fois de LL.EE. et de Lausanne, 2% de LL.EE. et de particuliers, 1% de Lausanne et de particuliers. Un peu plus de 2% sont rattachés à d'autres fiefs (6.5).

Tableau 14. Les seigneurs percevant des redevances à Lausanne au 17^e siècle et la provenance de leurs droits

Source: AVL, Chavannes C 43, 44, 45, 290, 291 et 307.

1. LL.EE. de Berne

- 1.1. Evêché
- 1.2. Chapitre
- 1.3. Trésorier
- 1.4. Fabrique
- 1.5. Clergé
- 1.6. Office du doyen du Chapitre
- 1.7. Office des 4 «mennens»¹
- 1.8. Chapelles de la passion du Christ et de Sainte-Catherine
- 1.9. Chapelles de Saint-Hubert et de Saint-Maurice
- 1.10. Prébende de Chailly
- 1.11. Prébende de Cor
- 1.12. Prieuré de Lutry
- 1.13. Prieuré de Saint-Maire
- 1.14. Oron
- 1.15. *Echanges avec fiefs de Lausanne*
- 1.16. *Echanges avec fiefs nobles*

N.B. Cette première énumération peut ne pas être exhaustive. Les reconnaissances pour LL.EE., contrairement à celles pour Lausanne et les particuliers, ne sont en effet pas regroupées par Rebeur dans les terriers.

2. Lausanne (seigneurie de)

- 2.1. Corps de Ville
- 2.2. Menthon
- 2.3. Grand Hôpital
- 2.4. Montheron
- 2.5. Pauvres (St-Laurent, St-Pierre, Ste-Croix, St-Etienne, St-Paul, Madeleine)
- 2.6. Anciens hôpitaux de Saint-Roch et de Saint-Jean
- 2.7. Maladière de Vidy
- 2.8. Saint-Sulpice
- 2.9. Bellevaux et Saint-François
- 2.10. *Echanges avec LL.EE.*
- 2.11. *Echanges avec fiefs nobles*

3. Détenteurs de *fiefs nobles* (éparpillés dans la seigneurie)

- 3.1. Jean-Pierre Polier de Bottens + Jean-Louis Loys de Marnand + Louyse de Crousaz de Crissier
- 3.2. Jean-Pierre Polier de Bottens
- 3.3. Jean-Philippe Loys de Villardin
- 3.4. Jean-Louis Loys de Marnand
- 3.5. Louyse de Crousaz de Crissier
- 3.6. Elie Secretan
- 3.7. Gabriel Seigneux
- 3.8. *fief de Pierre Blecheret vendu à Lausanne le 30.5.1676**

- 3.9. *fief des sieurs Pivard appartenant à Jean-Louis Loys de Marnand**
- 3.10. Phillibert de Praromand de Renens
- 3.11. Les religieuses d'Estavayer*
- 3.12. Claude de Gallera*
- 3.13. Marie de Gallera*
- 3.14. Virgille Richard*
- 3.15. *fief de François Mingard acquis par échange par LL.EE.**
- 3.16. Magdeleine Muthunier*
- 3.17. Ville de Lutry*
- 3.18. Pierre Crousaz de Corsier-sur-Lutry
- 3.19. *fief des Mayet appartenant à Jean-Pierre Polier*
- 3.20. Gabriel-Louis Murizet***

N.B. Les fiefs marqués d'un astérisque sont reconnus avant 1650. Rebeur a donc recopié le texte de terriers précédents. Celui de Murizet, marqué de 2 astérisques, date de 1702. Les reconnaissances ne sont pas toutes levées par Pierre Rebeur.

¹ Sur l'office des «menens» ou «meynens», cf. *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 788 ss, 4.7.1443 (inféodation de cet office par le Chapitre, qui en fixe alors les charges et la rémunération).

Reste le chiffre important de 1138 *parcelles de pur et franc-alleux, soit le tiers de l'effectif*. Les trois-quarts d'entre elles sont des biens-fonds, contre un quart de bâtiments. Ces quelque 900 parcelles posent une série de problèmes. Les raisons de leur franchise et de leur importance quantitative, très forte (6.6), restent obscures. Comme on le verra ci-dessous, les «mas» et «possessions» incluent de nombreux franc-alleux parmi d'autres parcelles soumises à redevances (6.7). Ces centaines de lopins isolés sont-ils consécutifs à des éclatements d'anciens grands domaines? Procèdent-ils d'un transfert de redevances sur une seule parcelle, assujettie pour tout un groupe (6.8)? Il est encore impossible de répondre à cette question. Le plan donne souvent le nom des propriétaires de ces franc-alleux et des cultures qui y sont pratiquées (6.9). Cette deuxième mention a permis de dresser la carte 5 sans que les inconnues y dépassent 10%. La première mention, quant à elle, montre que les détenteurs de franc-alleux sont nombreux et de statut social très divers. Il semble que leur absence dans les statistiques des redevances ne fausse pas fondamentalement les courbes, comme cela aurait été le cas si les franc-alleux étaient exclusivement possédés par un groupe de propriétaires restreint et homogène.

Il reste plus de 2000 parcelles soumises à un cens précis (6.10). C'est sur cette base qu'a été construite la courbe des redevances (fig. 8, p. 165). Pour l'établir, il a fallu procéder à une série de regroupements successifs. Le premier se fait à travers les feuillets des six terriers originaux du commissaire Rebeur. Les reconnaissances y sont en effet classées en fonction de celui qui les perçoit. Comme on compte près d'une cinquantaine de fiefs à Lausanne (tableau 14), il arrive fréquemment qu'un même propriétaire reconnaisse ses biens en plusieurs fois. Le deuxième regroupement est la conséquence directe de ce premier problème. Rebeur

a travaillé pendant plus de vingt ans (fig. 1, p. 29). Il arrive donc assez souvent qu'un tenancier décède après avoir déclaré une partie de ses biens et que ce soit son ou ses héritiers qui en terminent la reconnaissance. Il a fallu recréer ainsi des sortes de «familles élargies» réunissant, sur plus d'une génération parfois, les propriétaires successifs d'un même domaine. Enfin, le troisième regroupement concerne les redevances. Elles ont été, pour chaque famille, ajoutées les unes aux autres, en convertissant en espèces les redevances fixes en nature à la valeur moyenne de la denrée pendant les années 1650–1680 (tableau 7, p. 92). Ce procédé sommaire présente l'avantage de représenter une charge moyenne réellement versée par chaque tenancier pendant l'époque des terriers Rebeur. Il ne peut cependant pas tenir compte des redevances proportionnelles à la récolte (dîmes, etc.), impossibles à évaluer. Les classes de la figure 8 ont été choisies à partir de ces totaux : par exemple, on compte 457 tenanciers versant moins de 3 florins.

L'exemple du sieur Jean-Jacques Roux, citoyen et justicier de Lausanne, illustre ces regroupements successifs (tableaux 15 et 16). Les terriers livrent 7 reconnaissances, datées de 1657 à 1671. Elles concernent sept fiefs différents, dépendant des trois gros groupes de seigneurs du sol lausannois (LL.EE. de Berne, Lausanne et les fiefs nobles). De 1657 à 1667, Jean-Jacques Roux déclare lui-même sa fortune. En février 1671, il est décédé et ce sont ses deux enfants, François et Suzanne, qui se présentent devant le commissaire. Quatre mois après, leur mère, Jeanne Coendoz, vient déclarer un morceau de vigne à Collonges. En novembre 1667, son mari avait reconnu pour elle, dans le texte de sa propre prestation, un autre parchet à côté de ce dernier. (Dans le droit vaudois, les femmes conservent leur fortune foncière à leur nom.) Mère, père et enfants forment dans notre courbe un seul groupe synoïque (6.11), venant accentuer l'importance des moyens et gros propriétaires et diminuer celle des pauvres gens. Si en effet nous avions compté séparément Jeanne Coendoz, elle serait venue, avec ses deux parchets de vigne, grossir les rangs des micro-propriétaires. Ayant ainsi regroupé sur une même fiche la famille Roux et ses reconnaissances successives, nous avons additionné toutes les redevances, soit au total 6393 deniers, classant les Roux parmi les gros tenanciers (fig. 8). Comme on le vérifiera ci-dessous (tableau 23, p. 182), ils détiennent en effet l'un des «mas» lausannois, celui du Châble.

Tableau 15. *Les reconnaissances successives de la famille du sieur noble et prudent Jean-Jacques Roux, citoyen et justicier de Lausanne*

N°	Date	Réf.: AVL, Chavannes	Fief	Reconnaissant
1	3. 9.1657	C 44, fo 840	Lausanne (Cure de Sainte-Croix)	Roux Jean-Jacques
2	19.11.1666	C 43, fo 192 vo	Lausanne (Corps de Ville)	Roux Jean-Jacques
3	19.11.1666	C 307, fo 39 vo	Noble (Polier – Loys – Crousaz ¹)	Roux Jean-Jacques
4	29.11.1667	C 44, fo 1007	Lausanne (Abbaye et couvent de Bellevaux)	Roux Jean-Jacques
5	29.11.1667	C 44, fo 1008	Lausanne (Abbaye et couvent de Bellevaux)	Roux Jean-Jacques reconnaît pour sa femme J. Coendoz
6	18. 2.1671	C 291, fo 1164 vo	LL.EE. (Evêché + Clergé + Saint-Maire + Chapitre)	Sieur François et Suzanne ffeu J.-J. Roux
7	17. 6.1671	C 291, fo 1169 vo	LL.EE. (Evêché)	Coendoz Jeanne veuve J.-J. Roux ²

¹ Jean-Pierre Polier pour ³/₄, Jean-Louys Loys de Marnand pour ¹/₈, Louyse de Crousaz de Crissier pour ¹/₈.

² Assistée de son frère discret Moyse Coendoz.

Tableau 16. Les biens de la famille Jean-Jacques Roux

N ^{os}	Type de bien	Redevance
1.	1 grange appelée grange de Sainte-Croix avec demeurance et étable-ries, curtines et places, terres, prés, oches et curtils au Châble sur le Pavé de la Barre.	1.1. Annuelle et perpétuelle à raison de directe = 3 sols. 1.2. Simple redimable pour reste de vendition non payée = 26 fl 8 s ¹ Payables à Saint-Martin d'hiver
2.	3 toises de curtil derrière les murailles de la rue de Saint-Laurent.	2.1. Annuelle et perpétuelle avec fief et directe seigneurie = 3 deniers 2.2. Annuelle et perpétuelle redimable = 3 fl 9 s ² Payables à Saint-Michel Archange
3.	1 pré à Sauvabelin jadis indivis avec les seigneurs de Lausanne.	3.1. Annuelle et perpétuelle avec directe seigneurie, par réunion faite = 8 s 6 d 3.2. 1 chapon ou 1 bonne géline. Payable à Saint-Michel Archange
4.	1 morcel de terre et bois en la motte de Sauvabelin.	Annuelle et perpétuelle = 9 sols à cause de la directe. Payable à la Saint-Martin d'hiver.
5.	Environ 3 ouvriers de vigne en Freyde Fontannaz.	Annuelle et perpétuelle avec directe seigneurie = 6 sols. Payable à la Saint-Martin d'hiver ³ .
6.1.	1 morcel de terre et pré au Chabloz alias es Avenchoz autrefois la grange a Delarpat à présent en Sauvabelin soit au Chabloz.	Homage dont supporte la charge le seigneur de Corsier-sur-Lutry ⁴ .
6.2.	Environ 6 poses de terre et pré audit lieu.	
6.3.	½ pose de terre audit lieu.	
6.4.	Environ 9 poses de terre, pré, jardil, oche et curtil avec grange ruinée le tout à présent en terre et pré audit lieu.	
6.5.	Environ 7 seitorées de terre et pré au Lods appelé le pré du lodz.	Annuelle et perpétuelle à raison de directe seigneurie = 4 s ¼ d.
6.6.	Dans ce pré, 1 morcel de pré, jardil et clos.	12 sols (2 cens payables à Saint-Martin d'hiver).

6.7. 1 gerdil en terre converti au Chabloz.	Sous le cens que supporte honorable et prudent Claude-Louys Bergier (5) jusqu'à ce qu'égance soit faite et sous l'omnimode juridiction de LL.EE.
6.8. 1 bonne pose de vigne en Contigny.	3 coupes de vin bon et recevable et 20 deniers.
6.9. 1 ½ pose de terre soit planche jadis tuilière au Châble auprès du bois de Sauvabelin.	Annuelle et perpétuelle = 12 d Payable à Saint-Martin d'hiver.
6.10. Environ ¼ pose de terre jadis chesal et jordil et en 2 parcelles reconnu à présent réunies au Chabloz.	Annuelle et perpétuelle = 50 s Payable à chaque Saint-Martin d'hiver.
6.11. 2 poses de terre audit lieu.	
6.12. 1 ½ pose de terre sans dîme audit lieu.	
6.13. 3 ou 4 poses de terre audit lieu.	
6.14. 4 seitorées de pré en Pernicier + 1 s. de pré + 1 chentre de pré au Corzon (Mont).	
7. 1 morcel de vigne en Collonges.	2 s à raison de directe seigneurie Payable à Saint-Martin d'hiver.

Abréviations: fl = florin, s = sol, d = denier

¹ Suivent une série de conditions ayant présidé à la vente de la grange, lorsque (le 14.12.1553) les seigneurs de Lausanne vendirent cette grange de la cure de Sainte-Croix à noble Pierre Maruglat, bourgeois de Lausanne:

- a) la grange et son domaine ne doivent pas être démembrés;
 - b) si elle dépend d'un autre seigneur que Lausanne, on déduira au tenancier le cens dû à cet autre seigneur sur le cens dû à Lausanne;
 - c) si cet autre seigneur a droit à plus de 3 sols, le tenancier sera exempt de payer ces 3 sols à Lausanne mais paiera tout le cens dû à l'autre seigneur. Il paiera aussi la dîme si elle est due;
 - d) le tenancier doit entretenir les bâtiments.
- Lausanne pourra récupérer ses biens si le tenancier n'obéit plus à ces conditions ou s'il ne paye pas le cens de 3 sols pendant 3 ans.

² Ce cens représente l'intérêt à 5% de la valeur non payée de l'entrage de l'abergement.

³ Cens fixé lors de la vente de cette vigne, le 11.9.1652, par les seigneurs de Lausanne à honorable et prudent Maurice Cuendoz conseiller de Lausanne.

⁴ Ce seigneur — à l'époque Humbert Crousaz — ne possède aucune parcelle aux alentours de celles déclarées ici, situées à l'emplacement du Signal de Sauvabelin (ACV, Gb 132 d, fo 68-69).

⁵ Propriétaire d'une belle « possession » à côté du « mas » de Roux (ACV, Gb 132 d, fo 69).

6.1.3. L'imprécision décroissante de l'approche statistique

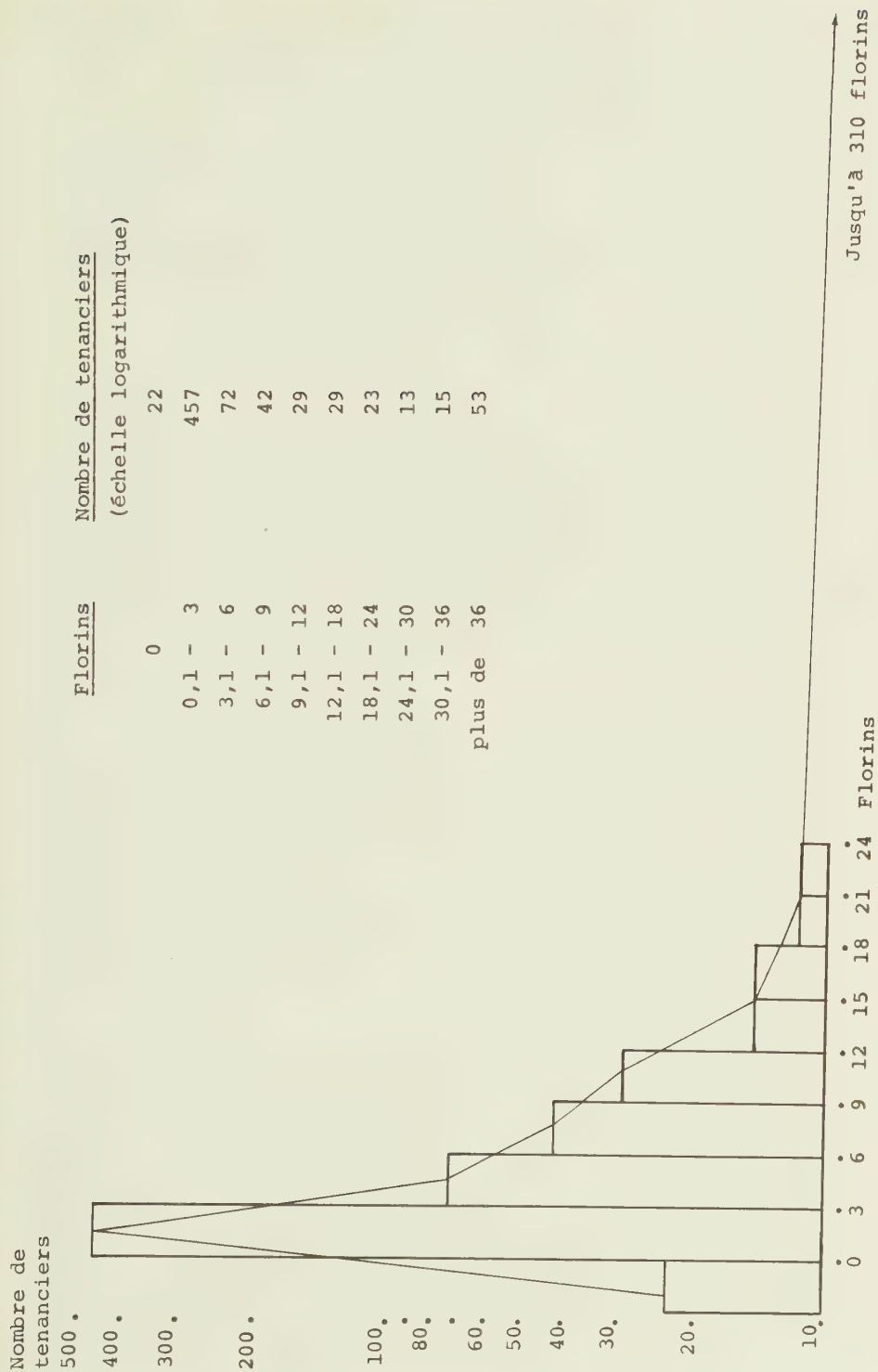
Prises isolément, au niveau de la parcelle, les redevances offrent une base de comparaison insuffisante. Ainsi, comment rapprocher les 12 deniers, dûs pour la pose et demie de terre au Châble, des 4 florins environ, dûs pour le petit jardin de Saint-Laurent? Ajoutées les unes aux autres, elles finissent pourtant par permettre de classer les Roux parmi les grands propriétaires. *Malgré toutes les distorsions, dans la plupart des cas ceux qui détiennent beaucoup de terres paient beaucoup de cens et ceux qui n'en ont que peu en versent peu. Par conséquent, les calculs effectués, s'ils ne fournissent que des ordres de grandeur très grossiers, permettent d'établir un classement assez précis des tenanciers. L'allure générale de la distribution des redevances reflète celle de la répartition des fortunes foncières.*

Les propriétaires de nombreux franc-alleux, et ceux qui ne versent que des cens en espèces et pas de cens redimables (très élevés) sont déportés vers la gauche de la courbe et leurs avoirs sont sous-estimés. Par contre les propriétaires qui n'ont pas pu racheter leurs cens redimables, ou ceux qui versent proportionnellement beaucoup de cens en nature sont déportés vers la droite et leurs avoirs sont surestimés. Si la courbe donne une idée de ce qu'ils doivent déboursier annuellement pour leurs biens-fonds lausannois, elle est imprécise quant à l'importance de leurs domaines. Les meuniers sont un exemple typique de surestimations, puisqu'ils versent pour leur moulin de grosses quantités de céréales. Ils paient autant de charges que les grands propriétaires tout en ne détenant qu'un petit domaine près de leur entreprise.

Ces sur- et sous-estimations ont une conséquence sur le dessin de la figure. Les classes moyennes y sont peut-être moins importantes qu'elles ne le seraient dans une courbe décrivant la répartition de la propriété foncière. Le système de regroupement des feux vient pourtant atténuer, voire corriger cette distorsion. Ces classes moyennes seraient peut-être aussi un peu plus nombreuses si l'on pouvait tenir compte de ce que les familles possèdent hors de Lausanne. Quelques-unes d'entre elles, qui n'ont qu'une maison en ville, sorte de «pied à terre», peuvent détenir quelques vignes ou quelques lopins de terre ailleurs. Et certains petits propriétaires de parcelles limitrophes peuvent arrondir leur domaine sur les territoires voisins. Mais cette recherche viendrait surtout amplifier l'importance des grands propriétaires. Ce sont eux en effet qui ont le plus de facilité à quitter leurs terres, confiées à un fermier, pour venir vivre à la capitale. L'enquête sommaire que nous avons menée pour les gros propriétaires (p. 171) montre en tout cas qu'ils possèdent beaucoup de terres ou de seigneuries ailleurs qu'à Lausanne. Il était matériellement impossible de l'étendre aux quelque 755 familles lausannoises (6.12).

Toutes ces réserves vont maintenant nous permettre de commenter avec la rigueur nécessaire la courbe des redevances. Fruit d'un lent travail concrétisé par plus d'un millier de fiches à perforations marginales, cette courbe, première analyse de données extrêmement riches et compliquées,

Figure 8 : Redevances dues par les tenanciers lausannois



doit être commentée de manière globale, et non par classes, déciles, quartiles ou autres filtres trop fins pour la grossièreté de la matière.

6.1.4. Une répartition inégale

Quelque 755 familles (fig. 8) sont venues prêter reconnaissance entre les mains du commissaire Rebeur de 1650 à 1680.

La sous-estimation des classes moyennes creuse peut-être légèrement la courbe. Elle n'a pas changé son allure générale, dissymétrique et totalement déséquilibrée. Un pic disproportionné accumule sur la gauche la foule des petits tenanciers, tandis qu'une longue queue suit vers la droite les quelques *très gros contribuables*. Ceux-ci *représentent 3 % de l'effectif mais versent 40 % des redevances, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en paient que moins de 3 %*. Il faut ajouter à cette majorité de micropropriétaires tous ceux qui ne déclarent ni terre ni maison. Ils représentent très approximativement un quart de la population lausannoise (6.13).

Cette très forte inégalité ne sera pas infirmée par l'analyse de la grande propriété. Les tenanciers des «mas» versent chacun, en moyenne, quelque 48 florins (6895.61 deniers) pour tous leurs biens, ceux des «possessions» environ 35 (4996.9 deniers). Ils se situent tout à droite de la courbe. Cette nette prédominance d'une petite minorité possédant la plus grande part des richesses est typique des courbes de répartition des revenus étudiées par Vilfredo Pareto aux 19^e et 20^e siècles (6.14). On retrouve le même type de distribution dans la Lausanne du 14^e comme dans celle du 19^e siècle (6.15). Elle s'applique généralement à la plupart des villes et des villages d'Europe occidentale depuis le Moyen Âge (6.16). Certes, cette universalité de l'allure générale de la répartition des richesses n'exclut aucunement des particularités spécifiques à l'époque et à l'espace considéré. Dans diverses provinces françaises, le 17^e siècle est «la grande époque de l'expropriation paysanne de masse» (6.17). Il est peu vraisemblable que Lausanne fasse exception, bien que le phénomène y soit probablement moins accentué qu'autour de plus grandes villes. Des comparaisons approfondies avec la distribution foncière des périodes antérieures et postérieures seront nécessaires pour vérifier — ou infirmer — cette hypothèse (6.18).

En attendant, il est devenu nécessaire de nuancer l'affirmation de Georges-André Chevallaz, qui écrivait en 1949: «Petite propriété donc, essentiellement d'exploitation familiale, tel était le domaine vaudois à la fin de l'Ancien Régime». Cette image dorée du Pays de Vaud reposait d'ailleurs sur une omission, G.-A. Chevallaz ayant négligé dans ses calculs tous les domaines de moins de un hectare. Or, des recherches en cours prouvent qu'ils jouaient un rôle considérable dans diverses communes vaudoises du début du 19^e siècle (6.19). Lausanne n'est, certes, que partiellement représentative du Pays de Vaud. Il s'agit d'une petite ville, offrant à certains de ses habitants des occupations non agricoles. On le verra ci-dessous (p. 247ss), ce n'est que grâce à cela que survivent la majorité des tenanciers. Ce phénomène s'accroîtra au cours du

18^e siècle, en corrélation avec la croissance démographique (6.20). A la fin de l'Ancien Régime comme en plein 17^e siècle, la majorité des Lausannois est composée de sans-terre et de micro-propriétaires ne détenant que quelques parcelles. La «petite propriété d'exploitation familiale», coïncée entre l'accroissement des gros domaines et le morcellement, risque constamment l'éclatement ou l'absorption. Ni la vente des biens ecclésiastiques consécutive à la Réforme, ni l'assujettissement politique des classes supérieures de la société n'ont abouti à une redistribution égalitaire des fortunes et des terres. Au niveau de la répartition du sol comme à celui des marchés, Lausanne vit au rythme européen.

6.2. *Les grandes propriétés*

Ce «rythme» européen est inscrit dans le sol lausannois. L'imprécision des plans et terriers du 17^e siècle et, en particulier, les trop rares mentions de surface rendent très difficile, voire impossible, une approche spatiale satisfaisante de la petite et moyenne propriété. Bien que très ardue, elle est par contre possible pour les grandes propriétés d'un seul tenant, dont on peut redessiner les contours et recalculer la surface. C'est donc l'étude des grands domaines qui va nous permettre de dépasser les statistiques et de préciser la signification spatiale de l'inégalité que la courbe des redevances nous a permis d'appréhender.

6.2.1. *Des «mas» et des «possessions»*

Le premier problème est celui de la définition de la grande propriété. On peut le faire à partir d'une interprétation de la courbe des redevances. Le recours à la terminologie des plans Rebeur est plus immédiat. En différenciant un phénomène en fonction du vocabulaire utilisé à l'époque considérée plutôt qu'en fonction d'un classement statistique approximatif, nous assurons une fidélité maximale à la source tout en évitant les risques d'anachronismes. On voit en effet apparaître sur les plans une soixantaine de très grandes parcelles, contenant presque toujours un ou plusieurs bâtiments. Elles portent le nom de «mas» au nord et à l'ouest, de «possessions» au sud. Le mot «mas», dérivé du latin «mansum», est utilisé ici dans le sens de «domaine de campagne avec maison» (6.21). A l'origine, sa taille était déterminée par sa fonction: nourrir la famille de colons qui y habitait. Au début du 13^e siècle par exemple, le chapitre de Lausanne a divisé le territoire d'Epalinges en dix «menaides», dont on connaît neuf tenanciers: des familles élargies regroupant deux, voire plusieurs hommes adultes (6.22). Au 17^e, les propriétaires d'un mas habitent généralement en ville et confient leur domaine à des fermiers. La taille du fonds n'est plus fonction de l'entretien de celui qui le cultive mais de la richesse de celui qui en tire des revenus sans y demeurer. Le mot «possession» a généralement une acception beaucoup plus vague. Le latin «possessio» peut aussi bien désigner un bien meuble qu'immeuble et ne semble pas avoir de signification déterminée sur le plan spatial (6.23).

Rebeur lui donne pourtant un sens très précis. Il s'agit toujours de grosses parcelles d'un seul tenant, plus petites que les mas et un peu moins souvent bâties, généralement situées dans les zones de viticulture. Le recensement, puis l'étude approfondie à partir des terriers de ces «mas» et «possessions» est à la base de l'analyse de la grande propriété lausannoise. Nous nous désintéresserons ainsi — provisoirement — des hommes pour nous concentrer sur des faits dits «géographiques». Ce glissement du propriétaire au domaine a trouvé une première justification dans les impératifs de fidélité à la source. La seconde est fonction du but recherché : cerner la signification spatiale de la grande propriété. Pour mieux faire comprendre au lecteur pourquoi nous avons choisi cette méthode, nous allons brièvement décrire par quels tâtonnements successifs nous avons passé avant de l'adopter.

La statistique des redevances (fig. 8) avait servi de base à une première approche. Après avoir isolé les 25 plus gros tenanciers, nous avons repéré tous leurs biens-fonds sur le plan Rebeur et nous les avons minutieusement redessinés sur une carte au 1:10 000^e (6.24). Le résultat était une mosaïque d'une multitude de parcelles de taille variable éparpillées dans le territoire lausannois. Pour comparer cette situation avec celle de la fin de l'Ancien Régime, nous avons alors exploité les cadastres et les plans de 1809. Après avoir déterminé les propriétés valant plus de 20 000 francs à cette époque, nous les avons représentées sur une carte au 1:10 000^e (voir note 6.18). Un regroupement s'était opéré en un siècle et demi, et l'on voyait nettement ressortir une dizaine de très grands mas. Le contraste entre ces grosses taches et la mosaïque du 17^e semblait absolu. En comparant point par point les deux cartes, on s'apercevait cependant que les grands domaines du 19^e existaient déjà au 17^e siècle, dissimulés par une multitude de petites et moyennes parcelles. De plus, un examen attentif des plans de 1809, 1723 et 1670 — c'est-à-dire l'utilisation de la méthode régressive prônée par Marc Bloch (6.25) — nous fit comprendre que les distorsions d'échelle des premiers plans visuels nous avaient fait sous-estimer la surface des mas. Nous avons alors dessiné chacun des dix grands domaines repérés en 1809 dans leur état du 18^e puis du 17^e siècle. Nous avons ensuite ajouté sur cette dernière carte les autres «mas» et «possessions» signalés par les plans Rebeur, et ôté toutes les parcelles isolées. La carte, beaucoup plus exacte que la première, était de surcroît très parlante maintenant que l'œil ne s'y perdait plus entre une multitude de taches. Certes, il est intéressant de savoir que les grands propriétaires du 17^e détiennent, en plus de leur domaine principal, plusieurs petites parcelles éparpillées, et que ce phénomène a quasiment disparu à la fin de l'Ancien Régime. Sur le plan spatial pourtant, comme sur le plan économique et politique, le fait important est l'existence structurelle de grandes campagnes et c'est à elles que nous nous intéresserons en priorité, laissant à d'autres recherches le soin d'en déterminer la conjoncture (voir note 6.18). Nous avons ainsi *choisi de travailler — temporairement — en géographe historique*. Nos préoccupations actuelles sont en effet en accord avec une utilisation des trois axiomes de la géographie tels qu'ils ont été

énoncés par G. Nicolas-Obadia (6.26). En fin de chapitre cependant, nous reviendrons aux hommes. Retrouvant ainsi des préoccupations plus familières aux historiens, nous montrerons par une étude sociale à quel point les caractéristiques spatiales de la grande propriété reflètent la réalité profonde de la Lausanne du 17^e siècle.

6.2.2. *Les mas*

6.2.2.1. *Origine*

Les plans et les terriers de Rebeur recensent 33 mas, presque tous désignés par un nom qui leur est propre. Ils ont des origines variées. La Bourdonnette et Malley occupent l'emplacement d'anciennes villas romaines ; le Bois-de-Vaux, un site romain et burgonde. Vennes — divisé en 3 mas au 17^e siècle —, Béthusy, Rovéréaz et Collonges sont attestés comme fiefs nobles dès le 13^e (ou le 14^e pour Collonges). Certains mas remontent à des fondations publiques, comme celui du couvent des cisterciennes de Bellevaux, créé en 1267, ou celui de l'ancienne léproserie (Vieille-Maladière), attesté dès 1290. Quelques-uns semblent avoir été habités par plus d'une famille au Moyen Âge : on recensait 4 feux à Béthusy et à Collonges en 1403 et 3 à Béthusy en 1428–1429. Ils formaient alors de petits hameaux, comparables à ceux de Domengenges (6 feux en 1403) et Chissiez (3 feux), voire à Chailly, peuplé de 7 familles en 1403. La dépopulation des campagnes lausannoises, qui atteint un maximum au 15^e siècle, a dû jouer un grand rôle dans l'affermissement, ou peut-être la création de grands domaines. Certains des mas du 17^e siècle, comme Beaulieu (les Huttins) et les Bergières (la Grange-au-Grec), sont petits et croîtront au cours des siècles suivants (6.27).

6.2.2.2. *Extension*

Les plans ou les terriers estiment la superficie (tableau 17, «SE») d'une dizaine de mas. En redessinant certains domaines, nous avons pu évaluer leur surface probable («SP») (6.28), que nous avons préférée — parce que moins inexacte — à la SE lorsque nous disposions des deux données pour un même domaine (à Rovéréaz et à la Grange-au-Grec). On dispose ainsi de chiffres pour 18 des 33 mas, donnant une moyenne d'un peu plus de 50 poses par domaine (51,8 p.). Si l'on émet l'hypothèse que les mas dont on ignore la superficie ne sont pas systématiquement plus petits ou plus grands que ceux pour lesquels on la connaît, on arrive à évaluer à environ 1700 poses (1708,7 p.) la surface totale des mas, soit plus de 40% de la commune de Lausanne (sans les Râpes, où la grande propriété joue également un rôle important, p. 203). La proportion est énorme. On peut la réduire en posant l'hypothèse que les 15 mas de surface inconnue sont parmi les plus petits et en leur donnant une étendue moyenne de 10 plutôt que de 50 poses. Ce calcul minimal aboutit à une superficie d'environ 1000 poses (1082), soit plus du quart de la surface agricole totale (27,6%). 28 familles, soit moins de 4% des propriétaires de Lausanne et probablement de 2 à 3% de la population totale détiennent des

mas couvrant au minimum un gros quart, au maximum près de la moitié de la surface totale (6.29). En y ajoutant les parcelles isolées (dont la reconnaissance de Jean-Jacques Roux (tableaux 15 et 16) donne un bon exemple) qui sont reconnues par ces mêmes familles et qui représentent au moins 400 poses (tableau 18) (6.30), on arrive à une proportion minimale de 33%, maximale de 50% de la surface agricole totale. Et ceci sans compter les franc-alleux, dont les grands propriétaires détiennent certainement une partie. Enfin, ces mêmes personnes possèdent de nombreux biens-fonds en dehors des frontières de la seigneurie. Très souvent, leurs

Tableau 17. Surface des mas

SE = surface estimée par Rebeur
En poses de 4300 m²

SP = surface probable (cf. p. 169 et note 6.28).

N ^{os}	Nom	SE	SP
1	Bourdonnette	—	—
2	Malley	—	50
3	Petit-Prélaz	—	—
4	Béthusy	—	36
5	Gottettaz	—	—
6	Mas Loys à Chailly	25	—
7	Grand-Prélaz	—	72
8	Collonges	—	—
9	Les Huttins	—	8 (futur Beaulieu)
10	La Borde	—	—
11	Montagibert	—	—
12	Perrausaz	12	—
13	Devent	—	—
14	Riaux-Cottet	—	—
15	Mas Bergier à Chailly	—	—
16	Chablière	—	41
17	Grange-au-Grec	5	17 (futures Bergières)
18	Châble-sur-Pavé	—	— (ou Sainte-Croix)
19	Grange-de-Peyl	147	—
20	Esterpeys	40	—
21	Rovéréaz	185	200
22	Daillenche	40	—
23	Bellevaux	—	85
24	Pierre-de-Plan	20	—
25	Senterin	—	—
26	Vieille-Maladière	—	47 (futur Désert)
27	Pont-des-Sauges	20	—
28	Vennes 1	—	—
29	Grangettes	12	—
30	Vennes 2	—	—
31	Vennes 3	—	—
32	Epresses-sur-Lod	60	— (future Blécherette)
33	Tuilière-sur-Lod	—	—

Tableau 18. Biens-fonds détenus à Lausanne par les propriétaires des mas en dehors de leurs mas

Cultures	n mentions	% total mentions	dont x parcelles	valent y poses	% total poses
Vignes	65	19,9	54	51,91	10,8
Terres (T)	95	29,1	¹ 79	164,49	50,3
Prés (P)	² 53	16,2	29	66	13,7
Records (R)	³ 13	3,9	6	21,08	4,4
TP	17	5,2	⁴ 10	60	12,5
Bois (B)	5	1,5	3	11	2,3
TB	3	0,9	—	—	—
PB	1	0,3	1	2	0,4
TPB	⁵ 6	1,8	2	⁷ 88	18,3
Appartenances	51	15,6	—	—	—
Divers	⁶ 18	5,5	9	15,62	3,3
Total	327 mentions	100%	193 parcelles	480,10 poses	100%

¹ Dont 1 mas de 10 poses (p.).

² Dont 1 mas de surface inconnue.

³ 7 PR dont 5 = 16,75 p. + 3 TR + 2 R dont 1 = 4,33 p. + 1 Oche TR.

⁴ Dont 1 mas de 12 poses.

⁵ Dont 3 mas de surface inconnue + 1 mas de 85 poses.

⁶ Dont 1 mas de 4 poses.

⁷ Dont le chalet Boverat, valant 80 à 90 poses.

En poses de 4300 m².

Tableau 19. Possessions hors de Lausanne reconnues dans les terriers Rebeur par les propriétaires des mas, en poses (p.) ou seïtorées (s.) de 4300 m².

A Chavannes: 1 mas de 12 p. + 11 p. terre + 1 pièce terre + 2 s. pré + 1 pré + 2 p. terre et bois + 1 p. terre et vigne

A Romanel et Chavannes: 6 prés dont 4 = 4 ½ p.

Au Mont: 1 terre et pré = 1 p. + 3 prés dont 2 = 5 s.

A Montheron: 1 pré et bois = 3 p.

A Prilly: 4 terres.

A Paudex: 7 p. de terre

domaines se prolongent sur le territoire des communes limitrophes. On en retrouve des traces dans les terriers de Rebeur, où ces propriétaires reconnaissent une cinquantaine de poses à Prilly, Chavannes, Romanel, Montheron, au Mont et à Paudex (tableau 19). De plus, ils détiennent de gros domaines dans d'autres régions du Pays de Vaud : parfois, ces derniers sont au cœur d'une seigneurie qui leur rapporte, outre le produit agricole du domaine direct, une rente foncière considérable versée sous forme de redevances et de dîmes.

Ainsi, il faut nuancer l'affirmation de Georges-André Chevallaz, selon laquelle «les grands domaines vaudois n'atteignent pas les vastes superficies des latifundia étrangers» (6.31). C'est tout particulièrement l'utilisation du vocable «étranger» qui peut prêter à confusion. Les «latifundia» sont généralement situés dans les franges de l'Europe occidentale, au Mezzogiorno ou en Poméranie par exemple. Plus au centre, les puissants — rois, princes et grands seigneurs temporels ou ecclésiastiques — détiennent de très grands domaines (6.32). L'absence de personnages de ce rang social dans la Lausanne du 17^e siècle, ainsi que la position du Pays de Vaud au cœur de l'Europe occidentale, dans un espace très peuplé et défriché depuis des siècles, expliquent pourquoi on n'y trouve pas de domaines couvrant des centaines d'hectares. Proportionnellement pourtant, les grands propriétaires lausannois accaparent, à leur niveau, une grande partie de la surface agricole d'un petit territoire.

6.2.2.3. Répartition dans l'espace

Ces 33 mas forment une auréole d'épaisseur variable située dans les régions molassiques du nord. D'est en ouest, elle «chapeaute» la ville à une distance de quelques dizaines à quelques centaines de mètres. Les mas disparaissent au sud de l'axe Morges–Lausanne–Vevey et sont remplacés dans ces zones morainiques particulièrement fertiles par les «possessions» (p. 178 ss ci-dessous). De la Vuachère à la Mèbre, les frontières du territoire de Lausanne sont ainsi presque entièrement recouvertes par les grands domaines qui débordent largement sur les communes voisines (carte 5, p. 142).

À l'est, ils composent un tissu continu des limites de la seigneurie jusqu'à la Vuachère, ne laissant subsister que le hameau paysan de Chailly, dont les habitants, groupés en «clans» (p. 226), ont pu conserver quelques terres en indivision. Leurs petites parcelles situées autour du village viennent buter contre les blocs massifs des grands domaines. La proximité d'une paysannerie ne pouvant pas vivre de ses terres et donc susceptible de travailler celles des autres explique en partie la surface considérable des mas de l'est lausannois. De la rive gauche de la Vuachère à la route de Berne, on trouve encore des grands domaines. À la différence des premiers, ceux-ci sont entourés de parcelles de petite et moyenne propriété.

Au nord, les mas se suivent sans solution de continuité le long de la frontière d'Epalinges et du Mont jusqu'au bois de Sauvabelin. Ils occupent tout l'espace contenu entre la route du Mont et la rive gauche de la Louve, atteignant au sud les faubourgs de la Barre, où ils se mêlent aux

possessions. Au-delà de la Louve, leur importance reste fondamentale mais on voit apparaître des parcelles isolées (souvent détenues par les propriétaires des mas, mais extérieures à leurs domaines) aux alentours de la Blécherette et du Pont des Sauges.

A l'ouest, les mas occupent moins de surface qu'au nord et, surtout, qu'à l'est. Ceux qui atteignent les frontières se prolongent sur les territoires limitrophes. Ceux qui sont situés à proximité de la cité sont plus petits et entourés de parcelles parfois détenues par les habitants de la ville, parfois par les tenanciers des mas eux-mêmes. Cette petite et moyenne propriété n'a pas la même signification sociale que le finage de Chailly; il n'y a en effet aucun hameau paysan dans l'ouest lausannois au 17^e siècle.

Cette localisation des grands domaines à proximité des frontières de la seigneurie pourrait s'expliquer par une étude du rapport entre les prix des terres, des transports et des denrées. Le prix du sol décroît en effet au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la ville. Celui des transports croît en fonction de la distance à la cité et de manière variable suivant les époques. Or, on ne peut pas, d'une part, produire une denrée bon marché (à la vente) sur un terrain cher. D'autre part, il n'est pas intéressant de transporter un produit encombrant et lourd sur une longue distance. Il y a donc, selon von Thünen, un rapport, déterminant une rente de situation, qui fait que chaque culture peut être localisée de manière optimale dans une zone située à une certaine distance du centre de consommation. Von Thünen a ainsi défini des anneaux d'utilisation du sol: les plus étroits et les plus proches de la ville sont consacrés à l'agriculture intensive et à la forêt. Puis, on trouve une large bande d'agriculture de plus en plus extensive, suivie de l'élevage; viennent enfin les terrains non exploités (6.33). Ce modèle subit plusieurs distorsions lorsqu'on l'adapte aux campagnes lausannoises du 17^e siècle. Aux portes de la ville, on trouve bien une ceinture d'agriculture intensive, avec les nombreux oches et curtils (voir ci-dessous chap. 8). Mais la forêt n'entoure pas ce premier anneau: il n'en subsiste qu'une «tranche», celle de Sauvabelin, qui s'étend jusqu'à 2,5 km au nord de la cité. Ailleurs, au nord-ouest et au nord-est, on trouve des zones de petite propriété. Au sud, les deux grands vignobles viennent interrompre cette ébauche de ceinture et donner un caractère plus intensif à l'utilisation du sol. A une distance de 1 à 2 km du centre de la ville à vol d'oiseau, le long des frontières, s'étendent les mas, zones essentiellement céréalières et peut-être cultivées un peu moins intensivement que les zones de petites parcelles. A nouveau, l'anneau est disloqué, et s'interrompt au sud. Au-dessus de Montblesson, l'élevage joue un rôle dominant, dans un paysage de pâturages et de bois (chap. 7). Les «Râpes» ne forment cependant pas un anneau mais une excroissance septentrionale (carte 10, p. 258).

Il faut donc déformer le modèle de von Thünen en fonction des conditions économiques, sociales et physiques de l'espace lausannois du 17^e siècle. Il permet cependant de mieux comprendre la situation périphérique des grands domaines, et le fait qu'ils diminuent de surface lorsqu'ils se rapprochent de la ville. Une autre constante s'ajoute à ce

premier phénomène: le contrôle des axes principaux. Les mas parmi les plus importants sont installés de part et d'autre des routes. Béthusy et Vennes dominent celle de Vevey à Berne; Rovéréaz est traversé par celle qui va vers les Hauts-de-Lavaux; La Chablière est installée sur celle de Jouxens. Plusieurs autres domaines longent les chemins, comme le Petit-Prélaz sur l'axe Lausanne-Prilly. Tous témoignent par leur implantation de l'importance économique des routes, favorisant une communication rapide avec les marchés intérieurs et extérieurs. Ils montrent également que s'est instaurée depuis des siècles une interaction entre l'organisation spatiale de la grande propriété et le réseau de communications.

6.2.2.4. *Cultures*

Le plus souvent, les plans ne donnent aucune indication sur les cultures pratiquées dans les mas. On y lit par contre de nombreuses références renvoyant aux terriers, où l'on retrouve les reconnaissances (6.34). Dans le meilleur des cas, le mas y est reconnu en entier, avec la surface de chaque culture. Cela ne se produit qu'une fois, lorsqu'en mars 1671 Joseph de Praroman déclare tenir en fief noble Rovéréaz, contenant environ 60 poses de terre arable, 25 seitorées de pré et 100 poses de bois et buissons (6.35). D'autres fois, le domaine est reconnu en bloc, avec ses cultures, sans qu'on sache leur extension réciproque: la surface totale du mas peut être donnée (n^{os} 6, 12, 24 du tableau 17, p. 170) ou non (n^{os} 18 et 33). Dans une douzaine de cas (n^{os} 2, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 16, 20, 25, 30) le tenancier ne reconnaît que quelques parcelles éparpillées dans son mas, les seules assujetties à fief. Aux Huttins (Beaulieu), par exemple, comptant environ huit poses, Pierre Desruines ne déclare qu'une pose de terre arable, deux ouvriers d'oche soit gerdil et une oche dépendant de 3 fiefs différents (6.36). En lisant attentivement le texte de ses reconnaissances, on découvre que les deux ouvriers d'oche se trouvent «dans le mas de sa grande possession» et que les trois parcelles déclarées jouxtent quatre terres, une seconde terre soit gerdil et une seconde oche, franc-alleux appartenant tous à Desruines. En tenant compte de ces mentions de cultures attenantes, on risque de compter deux fois la même parcelle et cela fausserait l'analyse d'un seul domaine. Mais lorsqu'on travaille globalement, cela permet de reconstituer une partie des cultures de franc-alleux. Le même système a été appliqué pour les reconnaissances «mixtes». Les tenanciers d'un mas déclarent une ou plusieurs parcelles comprises dans l'enceinte du domaine, plus un gros morceau dont on ignore la surface ou l'affectation exacte (mas n^{os} 4, 13, 14, 17, 19, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 31, 32). La Bourdonnette, à l'extrême limite ouest de la commune, n'est pas reconnue du tout. Enfin, il arrive que le mas ou certaines de ses parcelles aient changé de mains entre la levée des reconnaissances et le dessin du plan. Dans ces cas, le plan fait foi et le bien-fonds est attribué au propriétaire qui y est indiqué. La complexité de la source, procédant entre autres du temps mis par Rebeur pour écrire ses terriers, ne permet pas de tracer le portrait de chacune des grandes

Tableau 20. Cultures pratiquées dans les mas

Cultures	n mentions	% total mentions	dont x parcelles	valent y poses	+ n mas ¹	dont x'	valent y' poses	2%
Vignes	16	4,4	3	1,5	—	—	—	0,2
Terres (T)	148	40,4	45	222	1	—	—	26,8
Prés (P)	73	19,9	16	60,75	—	—	—	7,3
Records (R)	9	2,5	2	4	1	1	147	18,2
TP	24	6,6	8	27,5	7	5	122	17,6
Bois (B)	9	2,5	2	110	—	—	—	18
TB	1	0,3	1	0,75	—	—	—	0,1
PB	1	0,3	1	4	—	—	—	0,5
TPB	5	1,4	3	11	7	4	114	15,1
Oches	12	3,3	1	0,25	—	—	—	0,3
Curtils	8	2,2	—	—	—	—	—	—
Inconnues	4	1,1	—	—	—	—	—	—
Divers	56	15,3	3	4	—	—	—	0,5
Total	366 mentions	100%	85 parcelles	445,75 poses	16 mas	10 mas	383 poses	100%

¹ Sans aucune indication sur la répartition et le pourcentage des cultures.

² % des surfaces connues de chaque culture (5^e et 8^e colonnes). Par exemple, on connaît 11 + 114 = 125 poses de TPB sur une surface totale connue de 444,75 + 383 = 828,75 poses, soit 15,1 %.

En poses de 4300 m².

campagnes lausannoises du 17^e siècle. Tel n'est pas notre but. Nous cherchons ici à cerner le rôle social et spatial de la grande propriété lausannoise par une analyse globale. Le tableau 20 en donne les résultats. On connaît l'utilisation agricole d'un peu plus de 800 poses sur les 1000 à 1700 que couvrent les mas, soit une proportion minimale de 45%, maximale de 80%. Le degré d'imprécision est nettement plus élevé que lors de l'analyse de la petite et moyenne propriété. Outre ces surfaces, le tableau 20 donne le nombre de « mentions » de cultures, regroupant les parcelles reconnues et les franc-alleux qui les entourent.

Les *terres ouvertes* sont, de loin, les principales cultures : 40,4% des mentions et 26,8% de la superficie connue. Il est très difficile, à partir de ce pourcentage, d'établir la surface absolue des champs et de savoir si elle est supérieure ou inférieure à celle des petites parcelles de terre, totalisant 712 à 735 poses (ci-dessus p. 151). Son importance varie en fonction des hypothèses de calcul. Si le pourcentage de surface connue correspond à la proportion réelle des terres ouvertes dans les mas, ces dernières couvriraient au maximum quelque 340 poses. Avec les 165 poses de petits champs que reconnaissent encore les gros propriétaires (tableau 18, p. 171), ils contrôleraient alors environ 505 poses, contre 547 à 570 aux petits et moyens propriétaires. 3% de riches tenanciers détiendraient ainsi près de la moitié des terres ouvertes. Si par contre on choisit le nombre de mentions comme base de calcul, en posant que la mention égale la valeur moyenne de la parcelle dans les mas, soit 4,93 poses, les mas contiendraient quelque 730 poses de terres. En y ajoutant les 165 de petit parcellaire, les gros propriétaires détiendraient alors plus de 60% des terres ouvertes du territoire. Ainsi, *une minorité de gros propriétaires (3% des tenanciers) peuvent produire 45 à 60% du grain lausannois*. Cette importante proportion leur assure d'abondants surplus et leur donne la possibilité de contrôler partiellement le marché du pain (6.37). Depuis le début du siècle, à Lausanne comme ailleurs en Europe occidentale (6.38), plusieurs nouvelles terres ont été ouvertes. Les hauts prix du grain pendant la guerre de Trente Ans ont pu accentuer ce phénomène dans nos régions. Les terriers donnent quelques indices à ce sujet. On y voit apparaître une trentaine de mentions de changements de cultures (sans qu'on sache cependant à quelle date ils ont été effectués). Dans la moitié des cas, ils s'agit de la conversion en terres ouvertes de parcelles de prés, bois, vignes, etc. Il y a peut-être eu jadis moins de terres à blé dans les mas.

La proportion occupée par la soixantaine de seitorées de *prés* est égale à celle observée pour la petite et moyenne propriété. Peut-être cependant les mas comptent-ils un peu plus d'herbages, comme le laisserait supposer la proportion plus élevée de mentions. Ces prés ne semblent pas encore fermés : on ne les appelle pas records. Mais peut-être leur situation au sein d'un grand domaine leur évite-t-elle le pacage collectif. En fait, les mentions de *records* sont assez rares. Ce terme a ici une acception plus variée que dans le petit parcellaire. Un premier groupe de records est constitué par des *parcelles isolées dans un mas*. Seuls deux d'entre eux sont explicitement dits « prés », les cinq autres ne portant aucune spécification

de culture. Or, le mandat de 1591 autorise la fermeture de «prez et autres possessions» (6.39). L'exemple des Charrière, à Mex, montre une application de ce texte. Sur la quinzaine de passations à clos et record qu'ils pratiquent pendant la seconde moitié du 17^e siècle, dix portent sur des prés, quatre sur des terres et une sur une pièce de terre et pré (6.40). Si, dans la plupart des cas, les records sont des prés, on ne peut jamais l'affirmer en toute certitude. On ignore donc l'affectation exacte de cinq des sept parcelles fermées à l'intérieur des mas. A côté de ces timides débuts de clôture, on rencontre un tout autre type de record: il s'agit de *mas entièrement fermés au public*. Leurs propriétaires ont ainsi rompu avec les coutumes communautaires sans pour autant, semble-t-il, introduire de nouvelles cultures ou de nouveaux usages dans leurs domaines. Rien ne dit si et dans quelle mesure les prés ou les bois de ces mas sont protégés du bétail du tenancier. Deux domaines du nord-est semblent être dans cette situation: le cas le plus net est celui de la Grange-du-Peyl, un très grand mas de 147 poses avec maison, grange, étables, oches, verger, curtil, prés, champs, planches et bois. «le tout a present a record reduict» (6.41). Le texte de la reconnaissance de Joseph de Praroman est moins clair: une maison, grange et étables «clos de murailles tout à l'entour», les colombiers, curtil, places, curtines, vergers et oche à la Grange-de-Roveréaz, 60 poses de terre arable sans dime, 25 seitorées de pré et 100 poses tant bois que buissons (voir note 6.35). De Praroman possède-t-il une sorte de ferme fortifiée, ou un domaine entièrement clos de murs, où ni les paysans de Chailly, ni ceux des Râpes ou de Belmont ne peuvent venir faire paître leurs bêtes? Aucune indication sur le plan ne permet de répondre à cette question (6.42).

Les *bois*, purs ou mêlés aux terres ou aux prés, occupent une surface importante. A part Sauvabelin, les dernières grandes forêts résiduelles du territoire lausannois (sans les Râpes) sont toutes détenues par les plus grands propriétaires. Encore parcourues par le bétail au 17^e, elle suppléent partiellement à la rareté des prés et favorisent l'élevage. Si ces forêts sont ouvertes à la communauté, elles jouent un rôle écologique et social équilibrant. Certes, elles souffrent beaucoup du parcours du bétail qui dévore les jeunes pousses. Mais leur présence, à côté de celle des pâquiers communs, permettrait à la masse des micro-propriétaires d'avoir quelques têtes de bétail de plus. La plupart d'entre elles sont situées dans les mas du nord-est; à l'ouest, seuls la Dailllenche et le Pont-des-Sauges en contiennent. L'ouest lausannois est probablement entièrement défriché et les forêts n'y subsistent que dans les zones impropres à toute autre culture. A l'est par contre, les bois, assez étendus, préfigurent les grandes sylves du Jorat. Les *vignes* sont très rares dans ces grands domaines. On l'a vu, tous les mas se situent au-dessus des zones propres à la viticulture. Les *terres et prés*, dont on ignore la proportion réciproque, sont beaucoup plus nombreux que dans la petite et moyenne propriété et témoignent peut-être d'un système de culture non soumis à l'assolement triennal (6.43). Les *appartenances* seront étudiées ultérieurement avec les *bâtiments* (chap. 8).

Le tableau 18, p. 171, vient confirmer ou nuancer nos conclusions. Il détaille les cultures des parcelles isolées détenues par les propriétaires des mas (sans la Ville de Lausanne). Les terres ouvertes y occupent proportionnellement une surface encore plus grande que dans les domaines. Manifestement, *les grands propriétaires accordent la priorité à la céréaliculture*. Les mentions de records ont une acception encore plus variée que dans les mas. A côté de 7 prés à record et de deux records sans spécification, on trouve 2 morcel de terre «en partie record» et un morcel de «terre close» (6.44). Si la dernière appellation est très précise, la première prête à confusion: s'agit-il de parcelles de terre et de pré à record, ou de terre partiellement fermée? Nous pencherions pour la seconde solution, de même que nous interpréterions comme pré à record la parcelle décrite comme oche, terre *soit* (nous soulignons) record à Chauderon (6.45). Les prés, comme les bois, sont nombreux: les plus grands sont situés aux Râpes (Saugealles et Chalet-Boverat). Ainsi, *l'élevage, grâce aux bois et aux nombreux prés séparés des mas, semble jouer un rôle proportionnellement plus important dans la grande propriété que dans la petite et la moyenne*. La culture des céréales, qui exige un grand nombre de bêtes de trait, contrairement à la viticulture, explique en partie ce phénomène. Le problème reste de savoir dans quelle mesure ces prés et ces bois profitent au public. Quant aux vignes, elles occupent une importante proportion des parcelles isolées. Avec plus de 50 poses, *les grands propriétaires détiennent un très beau vignoble sur les meilleures terres lausannoises*. Il leur a été cependant impossible d'accaparer cette culture comme ils le font pour le grain.

6.2.3. *Les possessions*

Les possessions sont aussi nombreuses que les mas: le plan Rebeur en recense 32 (carte 5, p. 142 et tableau 21). Mais elles sont beaucoup plus petites. Plusieurs d'entre elles ont été récemment constituées, ou agrandies. Les terriers de Rebeur mentionnent une douzaine de cas de remembrements, effectués dans 8 possessions (n^{os} 6', 9', 10', 16', 17', 23', 26' et 29' du tableau 21), alors qu'on n'en trouvait que quatre pour les mas (concernant les mas 8, 11, 17 et 22 du tableau 17). Ces possessions sont désignées sur le plan par le nom de leur propriétaire plutôt que par une appellation de lieu. On connaît la surface de 14 d'entre elles, donnant une moyenne de 5 poses (5,08 p.). En supposant que les 18 autres possessions ne s'écartent pas fondamentalement de cette norme, on obtient un total d'environ 160 poses (162,8 p.), soit moins de 5% de la surface totale de la seigneurie, sans les Râpes. Cette superficie réduite reflète mal l'importance économique des possessions. Les trois quarts d'entre elles (n^{os} 1' à 23' du tableau 21) sont en effet situées dans les terres les plus riches de Lausanne, où une pose de vigne vaut environ sept fois plus qu'une pose de terre (6.46). Le beau domaine viticole du commissaire Rebeur se trouve parmi elles. Ces 23 possessions, couvrant probablement plus de 120 poses (61,25 données par le plan, plus 12 sans surface connue) occupent près du cinquième des sous-ensembles viticoles lausannois.

Tableau 21. Surface (estimée par Rebeur) des possessions, en poses de 4300 m²

N ^{os}	Surface	N ^{os}	Surface
1'	0,5	17'	8
2'	6	18'	—
3'	—	19'	—
4'	—	20'	—
5'	8	21'	—
6'	8	22'	—
7'	12	23'	—
8'	4	24'	—
9'	10	25'	4
10'	—	26'	—
11'	—	27'	—
12'	—	28'	—
13'	1	29'	—
14'	0,75	30'	2
15'	3	31'	—
16'	—	32'	4

Ainsi, les propriétaires des possessions — qui ne sont pas les mêmes que ceux des mas — détiennent une belle portion du vignoble mais n'y ont pas créé le quasi-monopole dont jouissent les grands domaines dans les zones céréalières. La petite et moyenne propriété est même omniprésente sur les pentes de Saint-Laurent, tandis que les possessions se trouvent dans le gros bloc viticole du sud lausannois. Seize d'entre elles sont installées sur la moraine que longe l'axe Morges-Vevey, contre quatre à l'arrivée à Lausanne du grand chemin de Morges et une à la sortie vers Vevey. *Les grandes routes jouent dans la localisation des possessions un rôle au moins aussi important que pour les mas.* Neuf autres possessions (n^{os} 24' à 32') sont situées au-dessus de la ville, à plus de 500 m d'altitude. Trois d'entre elles longent des rivières et entourent des entreprises hydrauliques (n^{os} 27', 30' et 31'). Six autres, en Grattapaille, au pied de Sauvabelin et aux alentours de Chailly et Béthusy, se mêlent aux mas dont elles se distinguent par leur moindre taille (4 poses pour les n^{os} 25' et 32', mais probablement plus de 13 pour le 29').

Les terriers donnent quelques indications sur l'utilisation agricole de ces possessions (tableau 22). Les résultats sont très partiels et ne couvrent que la moitié de leur surface estimée. Les différences très marquées entre le groupe nord et le bloc sud des possessions impliquent de les analyser séparément. Les vignes sont la culture la mieux représentée dans les 23 premières possessions (tableau 22). Elles n'occupent pourtant que le quart de la surface agricole connue, proportion au moins deux fois plus faible que dans la petite propriété. La grande propriété en zone viticole semble ainsi — paradoxalement — introduire des taches de cultures variées dans

Tableau 22. Cultures pratiquées dans les possessions

Vignoble: n^{os} 1' à 23'

Cultures	n mentions	% total mentions	dont x parcelles	valent y poses	% total poses
Vignes	29	19,3	10	8,85	23,9
«Uttins»	¹ 16	10,6	3	4,62	12,5
Terres (T)	24	16	6	5,25	14,2
Prés (P)	15	10	3	4	10,8
Records	² 8	5,3	2	4	10,8
TP	5	3,3	1	0,5	1,3
Oches	4	2,6	—	—	—
Curtils	8	5,3	—	—	—
Divers	41	27,2	4	9,67	26,2
Total	150 mentions	100%	29 parcelles	36,89 poses	100%

Bloc nord: n^{os} 24' à 32'

Cultures	n mentions	% total mentions	dont x parcelles	valent y poses	% total poses
Vignes	8	9	—	—	—
«Uttins»	—	—	—	—	—
Terres (T)	45	50,6	11	32,5	80,2
Prés (P)	6	6,7	—	—	—
Records	³ 10	11,2	1	1,5	3,7
TP	4	4,5	1	2	4,9
Oches	—	—	—	—	—
Curtils	—	—	—	—	—
Divers	16	18	3	4,5	11,1
Total	89 mentions	100%	16 parcelles	40,5 poses	100%

¹ 8 terres et uttins dont 2 = 1,62 p. + 2 prés et uttins + 6 vignes et uttins.

² 3 curtils et records + 1 vigne et record = 2 p. + 2 prés et records + 1 record + 1 terre et record = 2 p.

³ 3 curtils et records + 3 terres et records + 2 prés et records dont 1 = 1,5 p. + 1 oche et record + 1 record.

En poses (p.) de 4300 m².

un paysage de monoculture. Certes, il ne s'agit pas — ou peu — de «cultura promiscua» (6.47), car les différentes utilisations du sol sont séparées les unes des autres, mais d'agriculture différenciée au sein d'un même domaine. On peut penser que, dans la propriété parcellaire, les tenanciers détenant un ou quelques parchets complètent leurs besoins en cultivant quelques lopins de terres, ou un petit jardin, dans des zones moins tempérées. Les paysans engagés par les propriétaires des possessions ne jouissent probablement pas — pour la plupart — de ces avantages et tendraient donc à diversifier les cultures du domaine qui leur est confié. La présence de hautains, couvrant une surface égale au tiers de celle du vignoble, vient renforcer cette hypothèse. Ce type de culture, très fréquent à Genève à la même époque (6.48), favorise la polyculture, puisqu'on peut faire pousser diverses plantes sous les espaliers ou les arbres soutenant les vignes. En 1643 par exemple, le seigneur de Denens signale que son fermier «Jehan Crestin a seme de lorge dessous les utins du basset» (6.49). Dans les possessions, on signale des hautains avec des terres, des prés, voire des vignes sur échallas (tableau 22) et l'on peut penser que ces deux cultures étaient mélangées sur une même parcelle. Le mauvais vin produit par les hautains devait surtout servir à la consommation personnelle du fermier et de sa famille. Les terres ouvertes et les prés, qui occupent un autre quart de la surface connue, jouent ici un rôle comparable à celui qui est le leur dans la petite propriété. Les records y sont par contre plus étendus, et encore plus variés que dans le mas. À côté des prés et de deux poses de terres «de present a record» (6.50), on voit apparaître une pièce de «record de vigne» et des morcel de «curtil soit record» et de «curtil ou record» (6.51). Ces cultures étant closes par définition (6.52), il s'agit très probablement de prés à record situés à côté d'une vigne ou ayant remplacé un curtil. Les neuf possessions éparpillées au-dessus de 500 m pratiquent une agriculture beaucoup plus proche de celle des mas, où dominent les terres ouvertes. Les records — dont deux prés, trois terres, trois curtils et une oche — y sont cependant un peu plus nombreux. Dans les zones céréalières comme dans le vignoble, les possessions pourraient ainsi apparaître comme des îlots de cultures plus diversifiées, parfois plus archaïques, parfois plus modernes que les terres les entourant.

6.3. *Les grands propriétaires lausannois*

Le point précédent a montré le rôle spatial et agricole de la grande propriété dans les campagnes lausannoises. Pour mieux cerner son impact sur la société, il importe de savoir qui la possède. Les quelques familles détenant près de la moitié de la surface agricole de la commune sont-elles composées de gros paysans? De représentants d'une bourgeoisie montante, riche mais sans grande influence politique? Ou appartiennent-elles à une oligarchie qui ne détient pas le pouvoir suprême mais partage souvent les intérêts de la classe dirigeante bernoise?

6.3.1. Les détenteurs des mas

Les terriers fournissent de nombreux renseignements sur les détenteurs des mas. Le recours à d'autres sources, et en particulier aux généalogies manuscrites ou imprimées (6.53), permet de compléter ces informations en donnant des noms de familles alliées. On le verra, la mention de la femme — voire de la mère — suffit généralement à tisser une toile reliant entre elles les principales familles de notables ou de paysans lausannois. Si les premières détiennent la majorité des mas, les secondes n'en ont que deux, à proximité des Râpes. Quelques individus, déclarant une demi-douzaine de campagnes, se situent entre ces deux groupes, sans lien immédiat avec l'un ni avec l'autre.

Nous commencerons par analyser le groupe le mieux représenté parmi les propriétaires de mas : *les notables*. Ils constituent une classe sociale très clairement délimitée face aux paysans, aux ouvriers agricoles, aux petits

Tableau 23. *Les propriétaires des mas lausannois*

(1, 2, 3, ... : numéros des mas du tableau 17)

1. Bergier ¹	Jean-François, citoyen, notaire, conseiller, banderet, juge de la cour des fiefs.
2. Desruines	David, citoyen, châtelain de Crissier et Prilly ² .
3. Seigneux	Benjamin, noble, citoyen, conseiller ³ .
4. Rosset	Gabriel, noble, citoyen, assesseur, coseigneur d'Echandens et
De Praroman	Marguerite, noble, son épouse ⁴ .
5. Martin	ffeu Jean, citoyen, boucher: Jean ⁵ et Jean-Humbert.
6. Loys	Jeanne, noble, épouse de Jean-Pierre Polier, noble ⁶ .
7. De Crousaz	ffeu François, noble, châtelain de Lutry, seigneur de Corsier-sur-Lutry ⁷ .
8. Delessert	Maurice, citoyen, mestral ⁸ .
9. Desruines	Pierre, citoyen, notaire, conseiller ⁹ .
10. Chevalley	Jean-François, bourgeois demeurant à la Borde et son fils Jean-Jacques.
11. Buttex	Noémy, épouse 1. de Samuel François; 2. de Pierre Amaron ¹⁰ .
12. Mêmes propriétaires	que ceux du mas n° 4.
13. Vullyamoz	Jean-Baptiste l'ainé, citoyen, notaire, conseiller, curial à Pully ¹¹ .
14. Rouge	ffeu David, citoyen, demeurant aux Râpes ¹² .
15. Bergier ¹	ffeu Etienne, citoyen ¹³ .
16. Même propriétaire	que celui du mas n° 9.
17. Bergier ¹	Esaye, citoyen ¹⁴ .
18. Roux	Jean-Jacques, noble, citoyen, justicier de la cour inférieure ¹⁵ .
19. Gaudard	Jost, citoyen, ancien juge de la cour inférieure de Lausanne.
20. Dyverdon	Nathanaël, noble, citoyen, conseiller ¹⁶ .
21. De Praroman	Joseph, noble, conseiller, seigneur de Cheyres.
22. Bolliet	David, bourgeois, marchand ¹⁷ .
23. Lausanne	seigneurie de ¹⁸ .
24. Gan	Michel, des Râpes-sur-Lausanne.

25. Chappuis ffeu Elie, demeurant aux Croisettes soit en Senterin¹⁹.
26. Même propriétaire que celle du mas n° 6.
27. Bourgeois ffeu Jost, citoyen²⁰.
28. Verrey Etienne, de Pully, notaire, curial de Pully²¹.
29. De Crousaz Abraham le jeune, noble, conseiller, châtelain du jadis chapitre, assesseur baillival, capitaine²².
30. Faillettaz Nathanaël, citoyen, notaire²³.
31. Loys Sébastien, noble, citoyen, assesseur baillival, châtelain de Montheron, contrôleur général²⁴.
32. Martignier Abraham, citoyen, notaire, conseiller, maisonneur²⁵.
33. Même propriétaire que celui du mas n° 22.

Ce tableau est tiré des différentes données essentiellement fournies par les terriers. En cas de doute, nous avons surtout consulté les dictionnaires et les dossiers généalogiques conservés aux ACV. Les charges indiquées (conseiller, assesseur, etc.) sont parfois temporaires. Il faut comprendre leur mention comme: a été une ou plusieurs fois dans sa vie conseiller, etc. Lorsque le rapport familial étroit (frères surtout) entre 2 porteurs d'un même patronyme est connu, nous l'avons donné.

¹ Nobles selon Jackson, Jeremy, 1972, p. 241. Ne le seraient pas selon ACV, Bb 3/25, p. 581.

² Epoux de Marguerite Meusnier. Grand voyeur du Pays de Vaud en 1663 (Babaianz, Christophe, 1961, p. 30). Frère de Pierre. Propriétaire d'un mas de bois rière Echallens (ACV, Bg 1/31, p. 135, l.3.1688).

³ Ffeu Jean bourgmestre et de Jeanne de Praroman.

⁴ Fille de feu François, seigneur d'Echandens. Le père de Gabriel, Benjamin, était conseiller et seigneur de Vuflens-la-Ville. Les hoirs de Marie fille de feu Gabriel et épouse de Jean-Louis Zehnder, bourgeois de Berne et seigneur de Bussy reconnaissent ce mas et le n° 12 chez Verchières (AVL, Chavannes C 273, fo 17 ss, 10.8.1691). C'est cette reconnaissance qui a servi de base dans l'établissement de ce chapitre, celle de Rebeur étant erronée.

⁵ Possède la possession n° 25'.

⁶ Fils du bourgmestre Jean-Pierre Polier. Jeanne est fille de Pierre et de Marie Seigneux.

⁷ Ces fils sont Albert et Humbert. Le plan attribue le Grand-Prélaz à ce dernier. Leur mère est Judith Cerjat.

⁸ Selon ACV, Dg 209/1, fo 99 vo, 26.5.1661. Epoux de Jacquemaz Sauthey.

⁹ Epoux de Marie Meusnier. Frère de David.

¹⁰ François attesté en 1656-1659. Amaron en 1671.

¹¹ Epoux de Marie Bergier. Exclu du Petit Conseil en 1686 pour une affaire de mœurs (Jackson, Jeremy, 1972, p. 203).

¹² Etienne, citoyen demeurant aux Râpes, Pierre et Abraham. Leur mère est Claudine Blanc.

¹³ Etienne, Daniel, Baptiste, Marie et Salomé. Leur mère est Marie Duvoisin.

¹⁴ Une partie du mas est reconnue par ses deux frères Pierre et André.

¹⁵ Epoux de Jeanne Coendoz. Cf. tableaux 15 et 16.

¹⁶ Fils de Dyverdon et d'une Jeanne Loys II, parente de la tenancière du mas 6. Epoux de Suzanne-Gabrielle Loys puis d'Anne Manlich.

¹⁷ Epoux de Jeanne Melotte (ACV, Dg 9/13, non paginé, 8.8.1675).

¹⁸ Abergé par Jean-François Chevalley en 1680 (ACV, Dg 289/6, non paginé, 15.11.1680).

¹⁹ Les ffeu Elie sont Claude l'aîné et Humbert, auxquels s'ajoutent Michel et François ffeu François ffeu Elie.

²⁰ La ffeu Jost Bourgeois, qui est seule à reconnaître le mas, a deux frères: Ferdinand et Sébastien. Elle s'appelle Ursule Journée, et est veuve en premières noces de Moyse Bioley, citoyen et notaire. L'épouse de Jost Bourgeois était Suzanne Bioley.

²¹ Epoux de Judith Mennet.

²² L'un des nombreux ennemis et rivaux de Rebeur. Auteur, avec Loys de Marnand, des plans de l'Hôtel de Ville (Grandjean, Marcel, 1965, p. 387).

²³ Fils de Jeanne-Jacquemaz Coendoz avec laquelle il reconnaît ces biens.

²⁴ Epoux de Suzanne Polier. Fils cadet de Isaac seigneur de Marnand. Frère de Jean-Louis, le tenancier de la possession n° 10'.

²⁵ Sa mère est noble Claudine d'Estavayer.

Figure (-tableau) 9: charges des grands propriétaires lausannois mentionnées dans les terriers Rebeur.

Cette figure avait d'abord été conçue comme un diagramme situant ces fonctions dans le cadre général de l'organisation administrative de Lausanne. Ce diagramme a été abandonné et remplacé par le tableau ci-dessous. Les recherches en cours de Regula Matzinger-Plister sur les institutions lausannoises à l'époque bernoise permettront de situer ces charges dans un contexte plus large. Elles seront publiées dans l'*Histoire de Lausanne*, à paraître.

Tenanciers de ● mas ▲ possessions ■ chalets de plus de 25 poses

1. Fonctions dans l'administration lausannoise

1.1. Les conseils et le contrôleur général (conseils des XXIV, des LX et des CC)

2 contrôleurs généraux ● ▲
 3 bannerets ● ▲ ■
 14 conseillers ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ▲ ▲ ▲ ▲ ▲ ▲

1.2. Quelques « grands fonctionnaires »

1 boursier ■
 1 métral ●
 3 maisonneurs ● ▲ ▲
 1 receveur des Pauvres ■

1.3. Fonctions dans les cours de justice dépendant de la Ville

1 justicier de la Cour de justice inférieure de la Ville ●
 1 juge de la Cour de justice inférieure de la Ville ●
 3 châtelains de 3 Cours de justice inférieures de villages (Montheron, Lutry, Crissier et Prilly)
 ● ● ●
 2 curiaux de la Cour de justice inférieure de Pully ● ●
 2 juges de la Cour des fiefs ● ▲
 1 secrétaire de la Chambre des appellations du Conseil des LX ▲

2. Fonctions dans l'administration bernoise

2.1. Subalternes du bailli de Lausanne

1 lieutenant baillival ▲

2.2. Fonctions dans les Cours de justice dépendant de Berne

1 châtelain de la Cour du jadis Chapitre (juridiction civile) ●
 2 assesseurs ● ● (Rebeur n'indique pas où ils siègent)

Notes: N'apparaissent pas dans cette figure-tableau: 1 justicier, 1 lieutenant de la judicature et 1 châtelain de l'Evêché.

artisans ou à la masse des pauvres. L'une de ses caractéristiques principales réside dans le rôle joué par ses ressortissants dans la vie politique de la cité. Les propriétaires des mas occupent plusieurs fonctions importantes, souvent cumulées par un seul personnage. Les tableaux 23 et 24 et la figure 9 résument ces données. Plusieurs des postes clés auxquels peuvent accéder les Lausannois sont entre les mains des grands propriétaires fonciers. On trouve ainsi deux bourgmestres successifs, père et beau-père de tenanciers de mas, occupant la charge de premier magistrat de la ville (le père de Benjamin Seigneux et le beau-père de Jeanne Loys) et deux bannerets. Le maisonneur (3 mentions) seconde le bourgmestre, avec le boursier; il est responsable des bâtiments et des routes (6.54). Le métral est un important fonctionnaire chargé de faire respecter les règlements de police et percevant une bonne part des amendes. Les «conseillers» sont nombreux (6.55). Les juges, châtelains, curiaux et assesseurs président ou siègent dans de nombreuses cours de justice, dépendant soit de la Ville soit du bailli de LL.EE. Plusieurs d'entre eux exercent leur pouvoir au-delà du territoire lausannois, à Crissier et Prilly, Corsier-sur-Lutry, Montheron ou Pully. Plus proche du bailli, à la charnière entre Bernois et Lausannois, le tout nouveau poste de contrôleur général est successivement occupé par deux grands propriétaires, celui de lieutenant baillival par un tenancier de possession. En ce qui concerne les fonctions militaires, Abraham de Crousaz, le rival de Rebeur, est dit «capitaine». On ne peut en déduire qu'il est le seul militaire parmi les grands propriétaires lausannois, la chose ayant pu être négligée par Rebeur. Il semble pourtant que cette carrière ne joue par un rôle considérable dans l'établissement de la fortune des Lausannois au 17^e siècle (6.56).

Outre ces quelques renseignements sur les fonctions des grands propriétaires, les terriers permettent de mieux cerner leur statut social. La «noblesse» — on l'a vu, souvent abusive ou récente — occupe la première place (6.57). Neuf de ses représentants détiennent 11 mas (n^{os} 3, 4, 6, 7, 12, 18, 20, 21, 26, 29 et 31). Certains possèdent des seigneuries ou des coseigneuries: Echandens (n^o 4), Corsier-sur-Lutry (7 et 12) et Cheyres (21). Les autres notables appartiennent à la bourgeoisie. Au 17^e siècle, Rebeur utilise souvent alternativement le terme «bourgeois» ou «citoyen» pour désigner le même personnage. Ces mentions peuvent s'appliquer à des hommes de statut très différencié. Ici, il s'agit des couches les plus favorisées. On y voit apparaître les trois familles menant l'opposition bourgeoise aux conseils: les Bergier, les Bourgeois et les Vullyamoz (6.58). A eux seuls, les Bergier détiennent 3 des 13 mas détenus par leurs pairs (n^{os} 1, 2, 8, 9, 13, 15, 16, 17, 19, 27, 28, 30 et 32). Manifestement, les «frères ennemis» — bourgeois privilégiés et nobles d'origine parfois douteuse — sont liés par de profonds intérêts. On trouve cependant peu de mariages entre ces deux groupes. Certains bourgeois portent le titre de notaire (mas n^{os} 1, 9, 13, 28, 30 et 32) — profession servant de tremplin social. Les ressortissants des familles les mieux nanties, les Bergier et Desruines, ne semblent pas avoir trouvé le temps de remplir des registres (6.59).

Viennent ensuite, après les notables, une série d'individus difficiles à situer dans l'échelle sociale, représentant parfois la *frange inférieure de la classe dominante*, une bourgeoisie montante. La propriétaire du mas 27 par exemple, Ursule Journée, est veuve en premières noces d'un notaire. Elle ne semble pas être intégrée au cercle des notables bourgeois. Noémy Buttex (mas 11) a commencé par épouser un ressortissant d'une famille siégeant aux conseils dès la fin du siècle précédent. On peut ainsi hésiter à la classer parmi les familles notables, ce qui ne semble pas le cas des deux frères Martin, fils d'un boucher (mas 5): la profession, amodiée au plus offrant, était généralement exercée de père en fils par des gens aisés mais n'appartenant pas nécessairement aux milieux dirigeants (6.60). David Bolliet (mas n^{os} 22 et 33) est un riche marchand, créancier de nombreux Lausannois et de paysans habitant hors des limites de la seigneurie (6.61). Jean-François Chevalley est le dernier représentant de ce groupe aux contours extrêmement flous. Il déclare le domaine de la Borde (n^o 10), où il demeure avec son fils Jean-Jacques. Il a en outre abergé Bellevaux. On ignore sa profession. L'usinier Michel Gan est une exception parmi les propriétaires de mas. Il reconnaît un petit domaine d'une vingtaine de poses autour de son moulin et de sa scie. Ces terres sont destinées à servir d'appoint à l'activité non agricole de leur tenancier: situées dans les zones accidentées de la vallée du Flon, elles sont de surface très inférieure à celles de la plupart des mas déclarés par des notables. Enfin, plus bas encore dans l'échelle sociale, mais combien privilégiés par rapport aux autres paysans: les Rouge et les Chappuis, détenant deux mas (n^{os} 14 et 25). Si le premier feu se distingue peu de certaines hoiries de notables, tels les cinq enfants d'Etienne Bergier, le second témoigne de la persistance dans certains milieux paysans de familles élargies. Quatre hommes, probablement tous adultes, cultivent en effet le Senterin: deux frères, aidés de leurs deux neveux. Comme pour les Peneveyre autour de Chailly, les Chappuis constituent peut-être un groupe synoïque archaïque, une sorte d'«affrèchement» (6.62): la propriété indivise leur aurait permis de rester maîtres d'une partie des terres qu'ils cultivent.

6.3.2. *Les abergements*

Les Rouge et les Chappuis cultivent deux autres mas qui leur ont été abergés par leurs propriétaires. Nathanaël Dyverdon perçoit des Rouge, qui résident aux Esterpeys depuis 1612, une pension annuelle très élevée par rapport à la redevance de 3 sols et 11 $\frac{1}{4}$ deniers versée à LL.EE.: 7 coupes de froment, autant de messel, un muids d'avoine, 2 chapons et quinze florins. Cette rente lui est versée par les petits-fils de François Rouge, regroupés, comme les Chappuis, en un feu élargi: on y retrouve Etienne, fils de David, qui tient avec ses deux frères Riaux-Cottet; ici, il est secondé de ses deux cousins germains Abraham, fils d'Antoine, et François, fils de Jacques (6.63). Le plan Rebeur indique leur nom (et non celui de Dyverdon) comme tenanciers, tandis que pour le deuxième mas abergé à des paysans, Vennes 2 (n^o 30), il donne le nom du tenancier direct (6.64). C'est pourtant en 1545 déjà qu'il a été confié à des Chappuis. Le

propriétaire actuel, Nathanaël Faillettaz, perçoit chaque année des enfants de Pierre, Humbert et Abraham Chappuis (dont on ignore la parenté avec les Chappuis du Senterin), 7 coupes et un bichet de froment, une coupe d'orge, quatre coupes d'avoine, deux chars de bois, un quarteron de paille de froment, un chapon et 6 florins (6.65). Comme la précédente, cette redevance témoigne de l'importance primordiale de la céréaliculture dans les mas du nord-est. Faillettaz reconnaît à Vennes 10 poses de bois, en plus de $4\frac{3}{4}$ de terre, 4 de terre et de pré, 4 de terre, pré et bois et 1 seitorée de pré (6.66). Seules des familles de paysans sont concernées par les *abergements* de particuliers contre pension annuelle. Leur statut de *fermier* est différent de celui de l'*amodiateur* (6.67), qui loue une terre pour une période beaucoup plus courte — généralement de trois à neuf ans — pour un prix fixé à chaque nouvelle amodiation. Ils se distinguent également des *métayers*, nombreux dans les vignes dont ils partagent la récolte avec le propriétaire (le plus souvent à mi- ou à tiers-fruit) (6.68).

Ces abergements donnent quelques renseignements sur l'agriculture du 17^e siècle. On peut les compléter par une analyse du texte d'un acensement, ou «bail emphythéotique» (6.69) et d'une vente. Rebeur a recopié dans ses terriers les contrats suivants:

- 1 Abergement de Pierre-de-Plan par Lausanne à Michel Gan, 6.4.1658;
- 2 Abergement d'un mas à Chailly par Lausanne aux Martin, sans date;
- 3 Acensement de la Vieille-Maladière par Lausanne, vers 1504;
- 4 Vente de la Borde par Lausanne, 14.12.1553;
- 5 Abergement de Vennes 1 par LL.EE., 9.9.1580 (6.70).

Une condition revient systématiquement: l'interdiction de démembrer le domaine. Tel Verrey à Vennes, les tenanciers reconnaissent en effet «de ne pouvoir separer, vendre, aliener, ny disperger led(i)t mas fors le tout ensemble(en)t» (6.71). Les seigneurs de Lausanne, comme LL.EE., appliquent ainsi une réglementation qui peut devenir contraire au droit successoral lausannois ou vaudois (6.72). En s'assurant de la sorte un revenu fixe, elles conservent intacts un certain nombre de grands domaines. On peut se demander si cette même réglementation ne s'applique pas également à Bellevaux et la Tuilière, dont les terriers ne donnent pas le statut, voire à tous les mas. Les autres conditions concernent l'entretien des bâtiments et des terres: les maisons devront être maintenues en bon état, et l'abergataire de LL.EE. est même tenu de «en icelle perpetuellem(en)t faire et tenir foccage» (voir note 6.71). Une seule fois, il est fait mention d'exigences agricoles: à la Vieille-Maladière, il faut «bien et decentement les préz et champs de ladite grange cultiver extirper les buissons, fumer les tenir et maintenir en bon estre selon la coustume des laboureurs» (6.73). L'entreprise hydraulique de Pierre-de-Plan a un statut particulier; Gan devra reconstruire une foule et s'en tenir au prix fixé par la Ville pour le paiement du sciage du bois (6.74). A la Vieille-Maladière, Jeanne Loys reconnaît une série de charges particulières probablement tombées en désuétude avec la disparition de la lèpre dans nos régions

(6.75). Elle serait censée, entre autres, fournir chaque année une gerbe de paille par lépreux et assurer le charroi des malades et de leur vin.

Trois mas sont reconnus en fief noble : Rovéréaz, et Béthusy et Vennes 3 en partie seulement (6.76). A l'autre bout de l'échelle sociale, une pose du Grand-Prélaz est encore soumise à l'archaïque statut de la taille (6.77).

6.3.3. *Les propriétaires des possessions*

Dans des proportions légèrement différentes de celles observées pour les mas, les propriétaires des possessions font partie des mêmes milieux (tableau 24 et figure 9). Les nobles n'y détiennent plus qu'une demi-douzaine de domaines (nos 2', 10', 16', 17', 19', 22') tandis que les «bourgeois-notables» en ont le tiers (nos 4', 5', 6', 7', 8', 9', 11', 12', 15', 18', 23', 24', 29'). Parmi eux, un fils de boucher, Josué Bouchet (nos 4' et 5'). Les représentants de milieux ne participant que peu ou pas du tout à la vie politique locale sont plus nombreux que pour les mas : la plupart d'entre eux détiennent de petites possessions situées en dessus des zones viticoles. On y voit apparaître pour la première fois trois «habitants», dont deux artisans (nos 20', 27' et 30'), témoins privilégiés de toute une foule de petites gens qui vivent et travaillent à Lausanne sans y exercer de droits politiques (6.78). Un usinier, le forgeron Olevey (n° 31'), exploite un martinet situé à quelques mètres en aval du moulin et du mas de Michel Gan, et légèrement en amont de la possession de maître Nicolas Chauc. Les rares et petits domaines d'artisans sont ainsi regroupés au fil du Flon, au pied des pentes escarpées de Sauvabelin (6.79). Le pasteur de la nouvelle église des Croisettes (6.80), en plus de sa maison à la Cité, détient des bâtiments et des terres au Châble. Deux familles, les Guillet et les Mercier, résident à Cour où elles cultivent quelques poses de bonne terre (nos 13' et 14'). Enfin cinq possessions sont détenues par des bourgeois de Lausanne qui n'exercent apparemment pas de fonction publique (nos 3', 21', 25', 26' et 32'), dont un apothicaire et un Peneveyre dont le père, en épousant une Martin, semble avoir progressé dans l'échelle sociale.

Tableau 24. *Les propriétaires des possessions lausannoises*

1' Lausanne	seigneurie de.
2' Seigneux	enfants de Jean-Louis, noble, lieutenant baillival et juge des fiefs ¹ .
3' Millot	Jean, citoyen.
4' et	
5' Bouchet	Josué, citoyen, notaire, lieutenant de la judicature ² .
6' Bergier	Samuel l'aîné, citoyen.
7' Bergier	François l'aîné, citoyen, notaire, conseiller ³ .

8 [°] François	Isaac, citoyen, notaire, conseiller ⁴ .
9 [°] Bergier	François (<i>idem</i> n ^o 7 [°]).
10 [°] Loys	Jean-Louis, noble, conseiller, maisonneur, contrôleur général, seigneur de Marnand et coseigneur de Middel et Trey et Judith, son épouse ⁵ .
Rosset	
11 [°] Rebeur	Pierre, bourgeois, notaire, commissaire, secrétaire des appellations des LX.
12 [°] Matthey	Abraham, citoyen, notaire, conseiller.
13 [°] Guillet	Alexandre, de Cour-sous-Lausanne (soit Jean-Jacques Aguet) ⁶ .
14 [°] Chemin	Anne-Marie, épouse de maître Jean Mercier (métier non donné), bourgeois de Neuchâtel résidant à Cour.
15 [°] Pivard	ffeu Samuel, citoyen, conseiller et maisonneur ⁷ .
16 [°] Dyverdon	Nathanaël, noble, citoyen ⁸ .
17 [°] Loys	Jean-Philippe, noble, banderet, vidomne de Moudon, seigneur de Villardin, Lavigny, Montet, Chavannes, Loys; coseigneur d'Aubonne ⁹ .
18 [°] Matthey	Abraham (<i>idem</i> n ^o 12 [°]).
19 [°] D'Estavayer	Hoirs d'Abraham ¹⁰ .
20 [°] Amy	Claude, habitant.
21 [°] Bauloz	Jean, citoyen.
22 [°] Chedel	Etiennaz, veuve de Claude Loys, noble, citoyen.
23 [°] Langin	Abraham, citoyen, notaire ¹¹ .
24 [°] Curlat	Jean-Louis, citoyen, ancien receveur des Pauvres et ancien châtelain de l'Evêché.
25 [°] Martin	Jean, citoyen ¹² .
26 [°] Baud	Jérémie, citoyen et
Peneveyre	Albert, citoyen ¹³ .
27 [°] Blanc	Vincent, habitant, maître (métier non donné).
28 [°] Marie	Jean-Baptiste, bourgeois de Morges, ministre à l'église des Croisettes.
29 [°] Bergier	Claude-Louis, citoyen.
30 [°] Chauc	Nicolas, habitant, maître.
31 [°] Olevey	Joseph, habitant, maître maréchal.
32 [°] Vuagnières	David, citoyen, apothicaire.

Pour la conception générale, cf. la note en tête du tableau 23.

¹ Les enfants cités dans les terriers sont : Samuel, Jean-Louys, Gabriel, Marie-Madeleine, Jeanne-Françoise et Jeanne-Marie ffeu Marie Guichard première épouse de Jean-Louis Seigneux.

² Fils de respectable Zacharie, boucher, lui-même fils d'André, maître cordonnier habitant Lutry.

³ Epoux de Françoise Paris.

⁴ Epoux de Marguerite-Claudine de Crousaz.

⁵ Deux de leurs filles, Suzanne-Gabrielle et Marie-Elisabeth, sont épouses des propriétaires de mas Nathanaël Dyverdon et Humbert de Crousaz.

⁶ Jean-Jacques Aguet, cité sur le plan, n'apparaît plus dans le terrier (AVL, Chavannes C 45, fo 612 vo, 6.4.1671) où la possession est reconnue par Gabriel Guillet, en son nom et en celui de son père Alexandre.

⁷ Leur mère est Adrienne Bergier.

⁸ Propriétaire du mas n^o 20. Fils de Jeanne II Loys et époux de Suzanne-Gabrielle Loys puis d'Anne Manlich.

⁹ Epoux d'Etiennaz Delavigny. Fils de Jeanne de Crousaz.

¹⁰ D'après le plan Rebeur. La possession n'est pas reconnue dans les terriers. Le *DHBS*, art. «Estavayer, d'» ne signale pas d'Abraham propriétaire à Lausanne.

¹¹ Epoux de Jeanne-Marguerite de Saussure.

¹² Propriétaire du mas n^o 5 avec son frère Jean-Humbert.

¹³ Fils de Marguerite Martin.

Ainsi, sauf exceptions (possessions n^{os} 16' et 25', correspondant aux mas n^{os} 20 et 5), les propriétaires des possessions ne sont pas les mêmes que ceux des mas. Mais on retrouve dans ces deux groupes les mêmes familles, avec plus de notables dans les mas et plus de représentants d'une bourgeoisie montante dans les possessions. L'étude de cette population privilégiée, peu nombreuse, permet ainsi de mieux saisir les mécanismes de l'ascension sociale dans une société d'Ancien Régime et de mieux comprendre les blocages qui surviennent vers le milieu du 17^e siècle. Au bas de l'échelle, quelques habitants, des artisans parfois, détiennent de petites possessions dans des zones peu fertiles. S'ils ne font pas faillite, ils peuvent s'enrichir et acquérir la bourgeoisie. Plus haut, les citoyens (ou bourgeois) qui n'accèdent pas (encore) aux offices, mais qui détiennent déjà d'assez beaux domaines acquis grâce à leurs activités passées ou récentes. Les représentants de ces deux premiers groupes ont plutôt des possessions, qui semblent moins anciennes que les mas. Les rentes que procurent ces biens fonciers, liées à une bonne politique matrimoniale ou à l'exercice d'un métier lucratif — l'exemple du commissaire Pierre Rebeur le montre — permettent d'occuper des charges de plus en plus élevées. Les plus heureux finiront par acquérir, de manière pas toujours très réglementaire, la noblesse. Ils viennent ainsi concurrencer l'ancienne oligarchie terrienne, résiduelle dans la Lausanne du 17^e siècle. Dès 1650 environ, ceux qui sont parvenus au sommet de la hiérarchie commencent à freiner ce processus; les tentatives de fermeture de la bourgeoisie (p. 33) en témoignent. A une époque de baisse de la rente foncière (6.81), il s'agit de monopoliser les autres sources de revenus, comme les fonctions publiques.

6.4. De grands propriétaires pas encore agronomes

Ainsi, après avoir décrit le paysage agraire des petits propriétaires (chap. 5), nous venons de parcourir l'espace des privilégiés. De la Vuachère à la Mèbre, il couvre en un vaste arc de cercle une grande partie des terres ouvertes de la seigneurie. Au fur et à mesure qu'on se rapproche de la ville, il cède peu à peu de la place à la petite propriété. Au sud de la route d'Italie, il s'infiltre entre les parchets et les prés, créant au cœur du vignoble de grandes taches de cultures variées.

Les possesseurs de cet espace sont pour la plupart ceux qui détiennent le pouvoir politique sur le plan local. A côté du revenu de leurs terres et de leurs droits féodaux, ces quelque 5 à 6% de privilégiés tirent des avantages financiers et sociaux de leurs fonctions publiques. Ceci ne les empêche pas d'emprunter fréquemment de l'argent (6.82). On sait encore très mal où sont placés ces capitaux. L'achat de nouvelles terres ou de revenus seigneuriaux en absorbe une bonne partie (6.83). Les investissements industriels semblent plutôt rares, tandis que le commerce joue probablement un certain rôle (6.84). Les prêts, à court ou à long terme, dans un rayon local ou international, sont encore mal connus (6.85). L'analyse de

ces activités dans le secondaire et le tertiaire existe pour diverses régions de Suisse. Elle n'a pas encore été faite pour Lausanne sous l'Ancien Régime.

Au milieu du 17^e siècle, une part importante des revenus fonciers est prélevée au profit des commissaires. On l'a vu (chap. 3), la Suisse occidentale est en pleine fièvre de rénovation, et les grands propriétaires lausannois et vaudois, lorsqu'ils jouissent également de droits féodaux, ne font pas exception à la règle. Mais il semble qu'il faudra attendre la fin du siècle, voire le début du 18^e, pour assister au bouleversement de mentalité qu'implique l'introduction de nouvelles idées agronomiques. Le journal de Jean-Rodolphe Loys de Marnand témoigne alors du profond changement qui se produit (6.86). Vers 1650, il semble bien que les rapports de l'homme à la terre soient encore très figés. Et — ce qui peut sembler paradoxal — les rares exceptions sont autant sinon plus le fait de petits paysans que de grands propriétaires. A Rolle, l'introduction du mûle dans le cycle triennal est pratiquée dès avant 1650 par de modestes cultivateurs, comme par le seigneur du Rosey : dans les campagnes parisiennes, ce sont «de tout petits exploitants» qui, dès 1620, sèment les premières cultures dérobées (6.87). Ces novateurs ne sont pas encore perçus comme tels par leurs contemporains. André de Praroman, seigneur de Chapelle-Vaudanne, a laissé un document instructif quant à ce manque d'intérêts agronomiques. Il est intitulé : «Memoire à mes successeurs concernant les acquis reparations, et meliorations que iay faict en ma terre de Chappelle dès l'année 1660 quelle m'escheut en partage» (6.88). De Praroman y décrit les réparations qu'il a faites à la maison seigneuriale, la rénovation effectuée par Rebeur sur son ordre et les acquisitions qui lui ont permis d'arrondir son domaine. Rien cependant n'a été prévu pour soulager sa «terre de Chappelle», aucune mention de drainage ou d'irrigation, de passation à clos et à record, d'introduction de nouvelles cultures ou de fumure. Le seigneur de Chapelle, comme la plupart de ses contemporains, épuise la terre nourricière, se conduisant un peu à son égard «comme le feu et la matrice des femmes et ne disent iamais cest assés» (6.89).

Chapitre 7

LES RÂPES DE LAUSANNE

7.0. Définition des Râpes

7.0.1. Situation

Les «Bois et paturages des Râpes de Lausan(n)e» (7.1) sont au nord du confluent de la Chandelar (ou Pierre-Ozaire, en amont) et du Flon Morand. Sous l'Ancien Régime, le district des Râpes englobait l'enclave d'Epalinges. LL.EE. y ont hérité du Chapitre les droits de fief et de juridiction. De plus, Lausanne a le droit de juridiction sur les Croisettes, à l'est d'Epalinges. Le plan Rebeur donne quelques indications de cultures et de propriété pour cette zone, et rien pour l'ouest d'Epalinges. Nous ne tenons pas compte de ce territoire dans ce chapitre (carte 10, p. 258). Nous y traiterons exclusivement du Jorat lausannois, sans Vernand, qui n'apparaît pas dans les plans. Les Râpes ont été entièrement redélimitées au début du 18^e siècle. A l'est, elles atteignaient les limites de la commune actuelle, remontant le cours de la Chandelar, puis le ruisseau de Pierre-Ozaire jusqu'à Sainte-Catherine. Au nord, elles suivaient la frontière lausannoise actuelle jusqu'au coude du Talent. Plusieurs bornes datées des années 1660–1670 — époque de la rénovation de Rebeur — témoignent encore de la délimitation opérée alors entre le Bois-des-Censières et les bois de LL.EE., sis au nord. A l'ouest du coude du Talent, la juridiction et châtelainie de Montheron repoussait les Râpes de Lausanne sur la rive droite du Talent, jusqu'à l'embouchure du ruisseau de Latigny, que la frontière remontait jusqu'à sa source. A la hauteur du Chalet-aux-Bœufs, elle obliquait vers le sud-ouest, empiétant largement sur le territoire actuel du Mont. Les Planches et Penau faisaient ainsi partie des Râpes de Lausanne sous l'Ancien Régime. La Clochatte, au confluent du Flon avec le petit ruisseau qui borde à l'ouest le plateau de Penau, formait l'extrémité sud-ouest du district des Râpes. Le «territoire de Lausanne» lui fait face, sur la rive droite du Flon. Dans leurs limites actuelles, les Râpes lausannoises (sans l'enclave de Vernand) couvrent 1800 ha. En ôtant à cette superficie la région du Bois-d'Archens et en y ajoutant les Planches et Penau, les Râpes de l'Ancien Régime devaient couvrir approximativement 200 ha de plus — soit 2000 ha environ, ou quelque 4650 poses (7.2).

S'élevant de 650 à plus de 900 m d'altitude (la Montagne-du-Château, dite «Fruitière-du-Château» sous l'Ancien Régime, culmine à 929,4 m), le Jorat lausannois repose sur un socle de molasse burdigalienne, recouvert de moraine argileuse d'une épaisseur variable. Le sol, brun acide, est très diversifié. De nos jours, les ingénieurs agronomes le classent parmi les zones assez médiocres (7.3). Cependant, les techniques de culture du 17^e siècle, non mécanisées, étaient mieux adaptées à ce type de terrain, et en particulier aux fortes pentes. Il n'empêche que les terres du nord de

Montblesson sont souvent peu profondes. De surcroît, elles étaient encore très marécageuses sous l'Ancien Régime, le drainage des principales rivières datant généralement du 20^e siècle. Ces eaux dormantes, refuges de moustiques en été, gelaient pendant les rigoureux hivers du 17^e siècle, en plein «petit âge glaciaire» (7.4).

7.0.2. *Qui est le seigneur des Râpes?*

La question de la propriété seigneuriale des Râpes est extrêmement confuse. Au milieu du 18^e siècle, l'archiviste Thurey écrivait: «Le plus ancien des registres de la Ville, qui commence en 1383 et porte jusqu'à l'année [blanc] fournit nombre de preuves incontestables que la Ville basse de Lausanne possédait seule en propriété et patrimoine propre, ses Raspes,...» (7.5). C'est elle en effet qui y percevait les amendes et y détient le droit de chasse et de coupage des arbres. Bien que Thurey émette quelques doutes sur ses affirmations deux pages plus loin, elles ont été reprises — voire amplifiées — par les historiens postérieurs. Il a cependant fallu établir une distinction entre Râpes orientales et occidentales, approximativement séparées par la route de Berne et par le territoire d'Epalinges, propriété du chapitre de la Cathédrale. Seules les secondes seraient exclusivement détenues par la Ville (7.6).

Au milieu du 17^e siècle, LL.EE., qui ont succédé à l'évêque, contestent périodiquement ces droits. De son côté, la Ville leur accorde une extension spatiale variable, dépassant parfois largement vers l'est Sainte-Catherine (7.7). Vers 1677, Rebeur rassemble une série de documents anciens sur le Jorat, dans le but de prouver que, si Lausanne y a des droits d'«usage», la «propriété» en est détenue par LL.EE. A cette occasion, il trace une limite précise entre «Raspes dud(i)t Lausanne» et «Jorat» (7.8). Cette frontière ne sera vraiment clairement établie et acceptée qu'au début du 18^e siècle, époque à laquelle Lausanne et LL.EE. procèdent à une suite d'échanges. Et ce n'est qu'en 1730 qu'apparaît l'appellation «Borne des trois Jorats», à la limite entre Echallens, le Bois-de-l'Evêque et le territoire lausannois (7.9). Ainsi, au milieu du 17^e siècle, les choses sont très confuses: les droits séculaires de Lausanne sont mal définis et d'autant plus contestés qu'on ignore leur origine; de plus, leur extension spatiale est très discutée.

Les plans des Râpes de Jean-Philippe Rebeur (7.10) couvrent pourtant à peu près la surface représentée par Melotte en 1730. Et, si l'on y retrouve des références aux terriers de LL.EE. (10% des cas) et à ceux de nobles particuliers (13%), plus des trois-quarts des reconnaissances sont levées en faveur de la Ville (77%). Dans la surface comprise entre Montblesson et l'ouest, sans compter l'enclave d'Epalinges, *Lausanne est donc le principal seigneur foncier. Outre cette propriété seigneuriale, elle y détient en propre plus de la moitié du sol.* A la différence de la partie inférieure de la seigneurie, où les communs ne représentent que quelque 10% de la superficie (7.11), la propriété publique est mieux représentée dans les Râpes. En 1730 — où l'état des défrichements est très comparable à celui

de 1650 — la «contenance des bois et paturages des Râpes de Lausa(n)ne» (voir note 7.1) atteint 2875,66 poses, plus 387,12 de domaines amodiés de 9 en 9 ans (dont les quelque 40 poses du Chalet-à-Gobet, abergées à un particulier au 17^e siècle). Cette surface commune représente donc environ 70% des Râpes, les 30% subsistant étant tenus par des particuliers.

7.1. *L'établissement de la carte des défrichements*

7.1.1. *Source et méthode*

La carte 6, p. 204, tente de retrouver les limites de la forêt vers 1650. L'inexactitude du plan Rebeur est maximale pour cette région. D'abord, toute la zone située au nord de la route de Berne entre le Chalet-à-Gobet et Sainte-Catherine et à l'est du cours inférieur du Talent n'y apparaît pas. Ensuite, de la rive gauche du Talent au territoire du Mont, les Râpes occidentales ne sont représentées que dans le plan de Jean-Philippe Rebeur, à l'échelle approximative 1:7000^e. Seuls les quelques indications de propriétaires et les reports au terrier en font encore des «plans terriers», dont l'échelle est normalement inférieur au 1:1000^e. Quant aux Râpes orientales, elles font l'objet de 4 planches au 1:4000^e approximativement chez Jean-Philippe. Le dessin du parcellaire y est plus précis que pour les Râpes occidentales, de même que l'indication du propriétaire et le renvoi au terrier (7.12). Le report des indications du plan Rebeur sur la carte Berney de 1838 a été quelque peu facilité par le fait que Berney y indiquait l'état des défrichements en 1838. L'assemblage réalisé par Melotte en 1730 (voir note 7.1) a facilité le travail régressif et permis certaines corrections. Malgré tous ces jalons, la carte 6 garde un degré d'imprécision de quelques dizaines de mètres quant à l'emplacement des lisières de la forêt, très floues au 17^e siècle.

7.1.2. *Le fonds de carte*

Cependant, avant de dessiner les bois du 17^e siècle, il a fallu établir un fonds de carte. Les *rivières et ruisseaux* sont un excellent repère: leur réseau n'a quasiment pas changé de 1650 à 1838 et ce n'est qu'au 20^e siècle qu'une canalisation intensive viendra les raccourcir, voire les faire partiellement ou totalement disparaître. Le Talent, au nord, va se jeter dans l'Orbe et grossir les eaux du Rhin tandis que le Flon, comme la Chandelar, viennent se mêler au Rhône dans le Léman. La ligne de partage des eaux entre mer du Nord et Méditerranée traverse les Râpes d'est en ouest. Les sources de ces rivières et de leurs affluents sont des zones de *marécages*. Ceux-ci, fort nombreux dans la région, n'ont pu être représentés sur la carte 6 car les documents du 17^e négligent de les signaler (7.13).

La *route* principale est celle qui mène de Lausanne à Berne, par Moudon. Partie du faubourg de Martherey, elle suit la rive gauche du Flon jusqu'au carrefour de la Sallaz où l'embranchement direct Vevey-Berne vient la rejoindre. Elle continue alors à monter jusqu'aux Croisettes. A la

Croix-Blanche (lieu-dit moderne), elle se sépare en deux branches: le «*chemin neuf de Lausanne à Moudon*» passe au nord. Il traverse le territoire d'Epalinges, passe à l'ouest d'En-Marin (lieu-dit moderne), et continue par la Vulliette. Peu après la Moille-Grise, il bifurque vers le sud-est, passe entre le bois des Tailles et le Grand-Bois avant de rejoindre l'ancien relais de Sainte-Catherine (7.14). Ce nouveau chemin sera amélioré au 18^e siècle, sans que son tracé soit fondamentalement modifié (7.15). Il est venu doubler le «*grand chemin ordinaire de Lausanne à Moudon*» qui deviendra «vieux chemin» en 1730 et sera progressivement abandonné. Ce dernier, qui passe plus au sud, suit d'abord le tracé des Grands-Chemins, puis bifurque vers l'est pour traverser le Flon Morand. Il coupe dans le bois de Peccau jusqu'à l'emplacement actuel du cimetière de Vers-chez-les-Blanc, où il tourne au nord. Il passe alors au sud du Chalet-à-Gobet pour rejoindre la nouvelle route au bois des Tailles. Manifestement, ce tracé médiéval profitait des zones de défrichements anciens des Râpes orientales. Les nouvelles clairières, surtout créées au cours du 15^e siècle, bordent une voie plus directe. Un autre chemin important, orienté du sud au nord, était le «*chemin tendant à Penay*» (7.16). Sous l'Ancien-Régime, il partait du Chalet-à-Gobet et non, comme l'actuel «Chemin des Paysans», des Prés-de-la-Bressonne. Cet embranchement donnait une importance accrue au Chalet-à-Gobet, temporairement reconnu par un particulier à l'époque du plan Rebeur, et au tracé nord de la route de Berne. Un réseau de chemins secondaires reliait les différentes clairières des Râpes occidentales à cette dernière. Le cours inférieur du Talent, formant une vallée profonde et encaissée, ne semble traversé qu'une fois (7.17).

7.2. Les «bois et broussailles»

7.2.1. Quelle forêt?

La forêt telle que nous la connaissons aujourd'hui est le fruit d'un siècle de politique forestière bien appliquée (7.18). Celle du 17^e siècle était toute différente. A cette époque, la plupart des sylves d'Europe occidentale sont dans un état de dégradation avancée (7.19). Au Pays de Vaud, l'utilisation intensive de bois pour les besoins industriels et domestiques, le parcours du bétail et l'abattage des fûts de plus grand diamètre pour le bâtiment — l'«affouage pasturage et marrinage» (7.20) — ont abouti à une situation si alarmante que LL.EE. édictent dès 1675 leur premier mandat de protection des Ports et Joux (7.21).

Les Râpes lausannoises ne font pas exception à la règle. Bien au contraire, leur situation à proximité de la ville les rend beaucoup plus fragiles que les lointaines sylves du Jura. Dès le bas Moyen Age, les autorités de la Ville basse surveillent jalousement leurs plus beaux fûts (7.22). Si l'artisanat du fer, peu important dans la région, n'a pas, conjointement avec la verrerie, ruiné des forêts entières, les chênes lausannois sont mis à rude épreuve par la croissance de la ville et la

construction ou la réparation de ses bâtiments. Les charbonniers ont installé leurs ordons ; des lieux-dits comme la «Charbonneyre a Benoît», à l'emplacement de l'actuelle borne dite des trois Jorat, témoignent de leur implantation (7.23). Outre l'abattage d'arbres entiers, les Lausannois semblent pratiquer régulièrement l'émondage : dès le 15^e siècle, les manaux du Conseil signalent l'existence de «tondues», qu'il faut protéger du bétail durant les deux premières années. Cette technique de taille, appliquée aux feuillus, peut occasionner de graves dégâts si les coupes cicatrisent mal (7.24). Mais c'est probablement le pacage qui nuit le plus à la forêt lausannoise. Moyennant paiement d'un droit annuel, tous les «habittans et focagiers esdictes Râpes et autres y ayants maisons chaletz et edifices» (7.25) peuvent y mener paître leurs bêtes. Certes, ce droit est strictement limité : le garde-forestier nommé par la Ville surveille que les étrangers aux Râpes n'y mènent pas leurs vaches (7.26). Parfois, la Ville stipule qu'il ne faut pas y laisser paître les chèvres (qui choisissent soigneusement les pousses les meilleures et les plus délicates) et les porcs (dévoreurs de glands, ils détruisent les futurs chênes) (7.27). A eux seuls, les bovidés (sans parler des ovidés, qui arrachent les plantes) suffisent à faire de gros dégâts : le broutage régulier des jeunes pousses finit en effet par empêcher le renouvellement naturel des feuillus. Le bois de feu manque (hêtre), de même que le bois dur (chêne). Au 16^e comme au 17^e siècle, les Râpes sont quasi exclusivement couvertes de résineux, probablement plutôt des sapins blancs que des épicéas (7.28). Rebeur, à la suite de Molerius, auteur de la plus ancienne carte du Jorat, de 1595 (voir note 7.7), a renoncé à signaler les feuillus isolés. Seuls apparaissent les groupes, voire les très vieux arbres chez Molerius. Dans les Râpes occidentales, Jean-Philippe Rebeur dessine quelques plantes à feuilles caduques au sud de Montheron, entre la rive gauche du Talent et les Saugealles. Une autre petite forêt de feuillus sépare la Marjolatte du Chalet-aux-Bœufs (actuel Chalet-aux-Bœufs d'en bas) et quelques arbres subsistent à l'est des Buchilles. Les Râpes orientales par contre, de Montblesson à l'actuel Vers-chez-les-Blanc et des Croisettes à la Moille-Grise, ne semblent plus porter que des résineux. Sur le territoire d'Epalinges, on trouve un premier bois mixte. Au sud du bois des Croisettes apparaît une forêt de feuillus. Plus à l'ouest, Sauvabelin semble également entièrement peuplé de feuillus (7.29).

Il est difficile de savoir à quelle espèce appartiennent les feuillus subsistant dans les Râpes. Peut-être certaines des «forêts» des Râpes occidentales ne sont-elles que de gros vergers attenants aux chalets. Peut-être s'agit-il de hêtres : en 1595, Molerius signale la présence des «trois grands fouds du Jura» sur le territoire de Montpreveyres. Des chênes existent toujours dans les Râpes, bien qu'ils semblent avoir été la proie préférée des constructeurs et des voleurs de bois (7.30). C'est surtout à leur survie que veillent les seigneurs de Lausanne ; en 1535, après les intenses défrichements du 15^e siècle, ils renoncent à faire des acensements perpétuels aux Râpes, «nisi esset ad tempus, sed conserventur pro communitate et conserventur arbores quercuum» (7.31). Ni ces limita-

tions, ni les ordonnances de LL.EE. ne suffisent pourtant à protéger la forêt. De nouvelles mesures seront prises au début du 18^e siècle: plus énergiques, elles consistent à fermer des forêts entières pour leur permettre de se régénérer (7.32). En 1730, sur 2875.66 poses de bois des Râpes, 1069.5 — soit plus du tiers — sont closes. La réintroduction de feuillus complète ces améliorations: aux Planches-André (actuel golf de Ballaigue), «il y a du costé du vent un plantage de jeunes chesnes» (7.33). Toutes ces innovations sont remarquables pour l'époque. En 1776, l'élaboration d'un «Reiglement concernant les bois» témoigne des soins toujours plus intensifs que les Lausannois vouent à leurs forêts. En particulier, on y jardine déjà les chênes et les hêtres: on tente aussi de les cultiver en taillis (7.34). Au milieu du 17^e siècle, cette sollicitude est encore embryonnaire et toutes les forêts des Râpes continuent probablement à être régulièrement parcourues par le bétail. Elles ont alors atteint un taux de dégradation maximale, après avoir été broutées durant des siècles et après avoir subi les grands refroidissements du «petit âge glaciaire» (7.35).

7.2.2. *Quelle extension?*

Cette dégradation maximale des forêts lausannoises est aggravée par le fait que leur surface est très probablement minimale au 17^e siècle. Tout au long du 15^e siècle en effet, en pleine période de récession démographique, des dizaines de défricheurs individuels sont venus s'installer dans les Râpes. Les albergements accordés par la Ville ont permis à Georges Nicolas-Obadia de dresser une carte des défrichements du 14^e au 16^e siècle. Parfois, il s'agit de redéfrichements, par lesquels les colons réoccupent un espace — une moille, un bois, une planche, un pré ou une terre — tenu par leurs prédécesseurs et abandonné par la suite (7.36). Les premiers tenanciers s'installent dès la fin du 14^e siècle dans les Râpes orientales, de Montmoirin à l'actuel Vers-chez-les-Blanc. Cette zone continuera à être intensivement défrichée pendant plus d'un siècle. Plus à l'est, les forêts sises à la frontière d'Epalinges et sur le territoire actuel du Mont sont attaquées dès la première moitié du 15^e siècle. On ignore encore la date de création des grands chalets du nord des Râpes. Après 1450, les colons agrandissent les clairières. Des chalets isolés se construisent en nombre croissant, créant un paysage d'habitat dispersé très différent de celui des anciens villages groupés d'Epalinges et de Cugy (7.37). La Ville de Lausanne, que les défrichements enrichissent, commence à s'inquiéter. On l'a vu ci-dessus: en 1535, elle prend la décision de ne plus céder de communs à perpétuité. Les albergements — plus rares — continuent pourtant: ils concernent de plus petites parcelles, ou des terres déjà défrichées mais mal cultivées. L'albergement du Chalet-à-Gobet à François Mingard, daté de 1596, est un exemple de ce second type d'albergements (7.38).

Les plans Rebeur et la carte du bailliage de Crousaz donnent une image fidèle de l'impact sur le paysage de cette importante vague de défrichements du bas Moyen Age (carte 6). Seules des forêts résiduelles subsistent dans les Râpes orientales. Celle de la Chandelar (7.39) sépare Montmoirin

de l'actuel Vers-chez-les-Blanc; le bois de la Chapelle la continue sur le territoire d'Epalinges. Au sud de Gojonnex, un léger écran d'arbres s'allonge du Flon Morand à la nouvelle route de Berne. Une couronne de forêts isolées les unes des autres entoure le Chalet-à-Gobet: bois de Peccau, de Montfaucon, de la Carillière. Au nord-est, la joux de Pierre-Osaire isole le chalet de Praromand de la Moille-d'Avène. Les Râpes occidentales sont demeurées un peu plus boisées, bien que des clairières les entaillent profondément. On y distingue deux types de cultures: celles qui longent les ruisseaux dans les zones humides proches de leur source et celles qui sont installées en pleine forêt. Le premier type est bien représenté au nord-est du Chalet-à-Gobet. Les prés de Mauverney y suivent sur quelque 1500 m le ruisseau du même nom, tandis que ceux de la Bressonne la remontent, de Sainte-Catherine à sa source, près du chemin de Peney. Plus au nord, à la limite du territoire d'Echallens, la Moille-Saugeon occupe l'emplacement d'un ancien marécage (ou «moille»). Les arbres y sont encore nombreux. Au nord-ouest, les clairières rayonnent autour de l'ancienne abbaye de Montheron. A l'est, les Saugealles, implantées dans le coude du Talent, sont reliées au Chalet-Boverat par la longue clairière des Marquises. Quelques mètres de forêts séparent ce chalet du coin supérieur des Planches-André, prolongement septentrional des défrichements partis d'Epalinges, à la rencontre de ceux de Montheron. A l'ouest, les Saugealles communiquent avec une autre grande clairière, celle des Cabolles, qui débouche au sud, sans solution de continuité, sur le Chalet-aux-Enfants. La Grange-Neuve enfin, qui s'allonge au sud-ouest de Montheron, est isolée du Chalet-aux-Bœufs par le Bois-de-Benenté. Un lambeau de feuillus sépare ce chalet de la Marjolatte. La dernière forêt signalée par Jean-Philippe Rebeur est celle du Gésiau, entre Penau et les Buchilles, tandis que Crousaz dessine plusieurs arbres au nord et à l'ouest de Manlou.

Une comparaison entre la carte 6 et la feuille 2507 au 1:25 000 éditée par le Service topographique fédéral (voir note 7.1) montre que la forêt a récupéré de larges espaces aux Censières et à Benenté. Un léger progrès est déjà sensible en 1730: le Chalet-aux-Enfants et le Chalet-Boverat sont alors redevenus des clairières ceintes de forêts, nettement séparées de Montheron, tandis que les Planches-André ont reculé vers le sud, ne laissant qu'aux Golliés des vestiges de leur ancienne audace. Ainsi, de même que l'état des forêts est meilleur en 1730 qu'au milieu du 17^e siècle, leur extension est légèrement supérieure. Manifestement, le plan Rebeur décrit une situation particulièrement alarmante, héritée du bas Moyen Age, que les autorités lausannoises commenceront à améliorer dès le début du siècle suivant.

7.3. Les zones non boisées: emplacement et propriété

7.3.1. Quel déterminisme?

Deux éléments semblent avoir joué un rôle déterminant dans l'élaboration du paysage différencié des Râpes lausannoises du 17^e siècle: grandes

clairières à l'ouest, forêts résiduelles à l'est. Le premier est la *proximité de Lausanne*: plus on s'en éloigne, plus augmente la superficie boisée. Le second a facilité les défrichements, mais, dans un processus d'interaction, a également été influencé par eux. *Il s'agit du grand axe de trafic qui va vers Berne*. C'est de part et d'autre de son tracé médiéval qu'on a effectué les plus importants défrichements. Lorsqu'on le déplace vers le nord-ouest, l'épopée des colons individuels est quasi achevée dans le bailliage; elle se poursuivra pendant tout le 17^e siècle dans le Haut-Jura (7.40). D'autres éléments ont pu jouer un certain rôle. La propriété seigneuriale, par exemple: les Lausannois auraient mieux réussi à protéger leurs joux occidentales que celles des Râpes orientales, qu'ils partageraient avec l'évêque. Ou certains éléments hydrologiques: les zones marécageuses mais relativement peu pentues des sources de la Bressonne ou de Mauverney, peu boisées à l'origine, ont pu attirer plus particulièrement certains défricheurs. Le «déterminisme géographique» (physique) n'a joué presque aucun rôle dans la localisation des clairières. En particulier, il n'y a pas de corrélation entre la carte pédologique et la carte des forêts du Jorat (7.41). Mentionnons aussi pour mémoire que l'hypothèse d'un «déterminisme démographique» est également infirmée dans ces zones massivement défrichées en période de dépopulation (7.42).

7.3.2. *La répartition spatiale de la propriété foncière*

Pour distinguer entre grande et petite propriété dans les Râpes, on ne peut pas faire appel à la terminologie du plan: les domaines les plus importants, comme Penau, n'y sont pas désignés par un nom particulier, comme les «mas» ou les «possessions». Dans cette aire, les surfaces sont beaucoup plus rarement données, sur le plan comme dans les terriers, que pour la partie inférieure de la seigneurie. Elles ne permettent pas d'évaluer l'importance des domaines. On ne peut pas non plus partir de la représentation cartographique, car les distorsions d'échelle atteignent un maximum dans les Râpes. Il va donc falloir utiliser la méthode régressive. Il n'est cependant pas nécessaire d'aller jusqu'au cadastre de 1809 — comme on l'a fait pour les mas et possessions — pour trouver une base statistique valable. La carte de Melotte, levée en 1730 après une remensuration complète des Râpes (voir note 7.1), donne une vue d'ensemble qui manque malheureusement pour la partie inférieure de Lausanne. La dimension de presque tous les grands domaines y est en effet fidèlement reportée. Nous avons donc commencé par établir une liste des propriétés de plus de 25 poses sises sur le territoire des Râpes de Lausanne en 1730 (tableau 25, n^{os} 1 à 21). Epalinges et Les Croisettes n'y apparaissent pas; par contre, on y trouve la partie des Râpes sise dans l'actuelle commune du Mont. Le seuil adopté est assez bas et équivaut à la moitié de la surface moyenne des mas de plaine. En fait, la plupart des domaines dépassent 50 poses. Le choix de 25 poses permet cependant d'ajouter à la liste un petit nombre de mas de moindre importance spatiale, comme le Chalet-à-Gobet, mais nettement différents des zones de petit parcellaire. Une comparaison entre cette liste et les plans Rebeur confirme

l'existence de ces domaines au 17^e siècle et permet de donner la surface de certains d'entre eux, telle qu'elle a été estimée au 17^e siècle (tableau 25). La Moille-Grise et Sainte-Catherine, non représentées sur le plan, apparaissent sur la carte du major de Crousaz. Le report aux terriers fournit le nom des propriétaires de 14 des 21 chalets (tableau 27, p. 209). Quatre d'entre eux (n^{os} 11, 15, 16 et 19) sont probablement détenus en propre par les seigneurs de Lausanne, qui les amodient à des fermiers (7.43). Les trois autres (n^{os} 7, 9 et 12) forment de vastes clairières de franc-alleux au cœur des Râpes occidentales. On ignore le nom de leur propriétaire. Après avoir ainsi vérifié et complété la liste établie sur la base des mensurations de 1730, il faut tenter de savoir si elle est exhaustive pour le 17^e siècle. Le fichier des tenanciers lausannois, établi sur la base des terriers de Rebeur permet de retrouver les familles reconnaissant des biens aux Râpes. A part les 14 propriétaires déjà découverts, on y compte 17 autres mentions de «mas» (le terme, qui a disparu dans le plan, se retrouve donc dans les terriers). Treize de ces reconnaissances concernent des mas démembrés, ou de surface toujours inférieure à 25 poses. Les quatre dernières concernent des domaines entiers, de superficie inconnue. Une comparaison entre les plans Rebeur et ceux de Melotte permet de la retrouver approximativement: trois de ces mas ont plus de 25 poses. Le tableau 25 est complété par 3 chalets (n^{os} 22 à 24) détenus par des citoyens (tableau 27). En 1730, ils sont partagés entre les paysans des Râpes (7.44).

Ainsi, *au milieu du 17^e siècle, la grande propriété joue dans les Râpes un rôle probablement plus important qu'au 18^e siècle*. Si l'on ajoute les unes aux autres les superficies du tableau 25, en prenant celles du plan Rebeur lorsqu'elles sont données, et sinon celles de 1730, on trouve qu'au total les 24 chalets couvrent 1795,4 poses, soit 74,8 en moyenne. Quant aux 18 chalets de 50 poses et plus, ils occupent 1600,28 poses, soit *plus du tiers de la surface totale des Râpes*, évaluée ci-dessus à 4650 poses. En 1730, les bois et pâturages représentent 2875,66 poses (7.45). Moins étendus en 1650, on peut les évaluer très approximativement à 2200–2500 poses. Il reste donc une surface défrichée de 2150 à 2450 poses. La grande propriété recouvre ainsi *environ les deux tiers (65 à 74%) des terres défrichées*. Manifestement, elle occupe dans les hauts de Lausanne une place au moins aussi importante qu'au dessous de Montblesson. Une douzaine de tenanciers y détiennent la plus grande partie des clairières; de plus, ils peuvent faire paître dans les grandes forêts communes les gros troupeaux qu'ils abritent dans leurs chalets. La différence entre propriété de «plaine» et de «montagne» ne réside donc pas dans l'importance spatiale des grands domaines. Elle est, entre autre, dans la proportion plus élevée des gros propriétaires: les 18 familles des Râpes représentent le quart des tenanciers (tableaux 26 et 27).

Plusieurs grands domaines remontent à une *fondation religieuse*: les cisterciens, installés à Montheron dès le 12^e siècle (7.46), ont par exemple fait défricher la Grange-Neuve et les Saugealles, comme ils ont favorisé la création de Froideville; le grand mas de Sainte-Catherine dépend de l'hospice du même nom, mentionné dès le 13^e siècle. Penau a

Carte 6 : Les Râpes vers 1650 - 1680

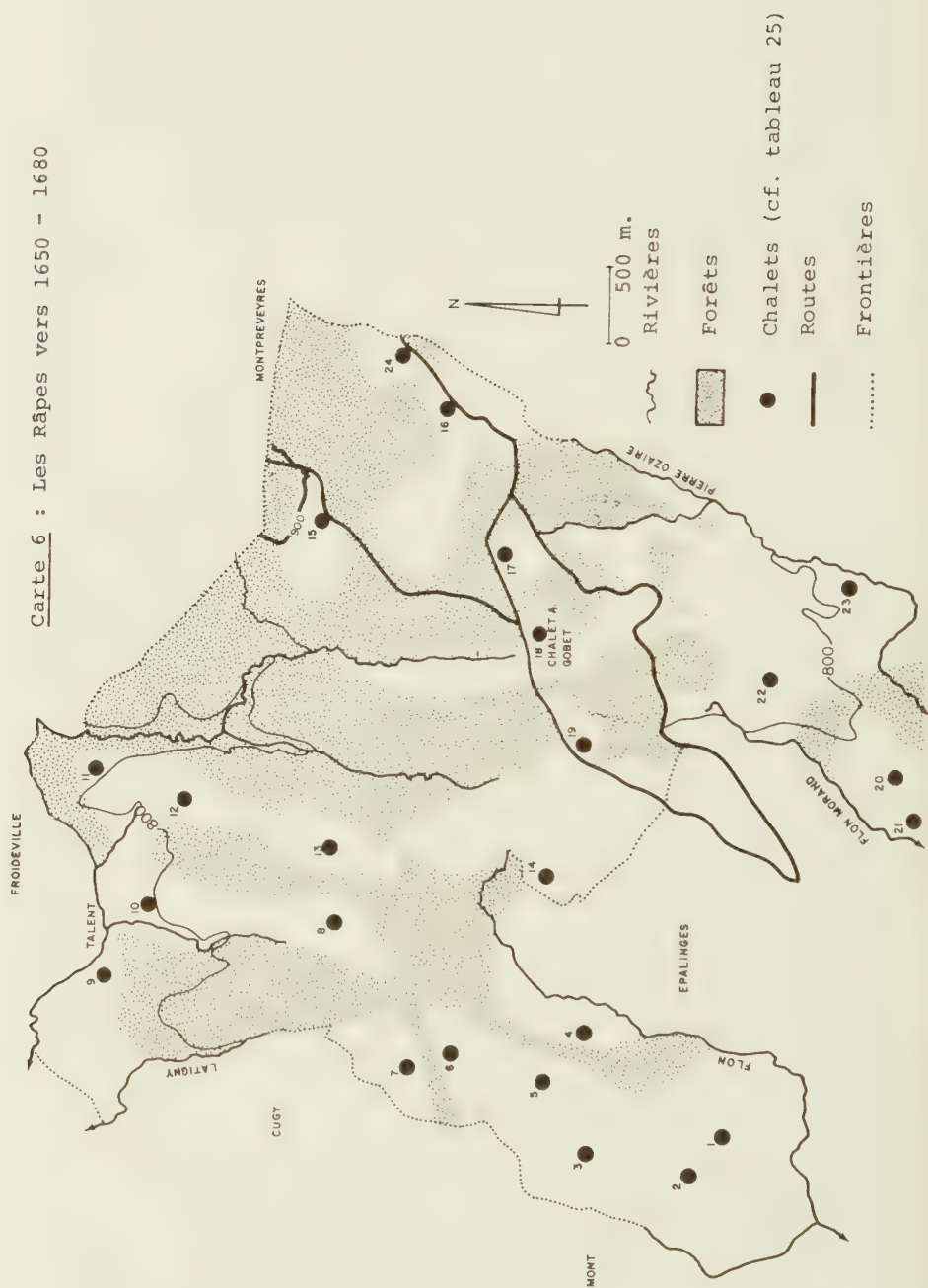


Tableau 25. Surface des chalets de plus de 25 poses

Nos*	Nom	Surface, en poses de 4300 m ²
1	Penau	152
2	Manloud	77,75 (60 p.: fo 264, 13.10.1666)
3	Chalet de la Ville (ou des Tholes)	89,16 (80 p.: fo 270 vo, 19.12.1666)
4	Les Buchilles	25,33 (25 s.: fo 939 vo, 7.4.1660)
5	Barjes	52,66
6	La Marjolatte	61,66
7	Chalet-aux-Bœufs	143,5
8	Chalet-des-Enfants	50
9	Grange-Neuve	70,62
10	Les Cabolles	61,25
11	Les Saugealles	209,5
12	Les Marquises	26,25
13	Chalet-Boverat	60,5 (80 à 90 p.: fo. 262, 14.11.1666)
14	Planches-André (actuel Ballaigues)	125,1
15	Moille-Saugeon	68,5
16	Sainte-Catherine. La Chesaudaz	121,75
17	Moille-Grise	29,66 (30 p.: fo 267 vo, 22.10.1666)
18	Chalet-à-Gobet	39,33 (30 p.: fo 273 vo, 19.11.1666)
19	Gojonnex	77
20	La Perronne	35,33 (24,5 p.: fo 283 vo ss, 18.2.1679)
21	Montmoirin	64,66
22	Chalet-à-Secrétan (actuel Chalet-à-Mathey)	57,91
23	Mollie-Burquin (act. Les Losiar-des)	56,76
24	Planche-Mechaud	39,22 (50 p.: fo 356, 23.10.1666)

Sources: AVL, Chavannes C 394 et ACV, Gb 130 b fo 2 pour les chiffres de la 3^e colonne (remensuration de 1730). AVL, Chavannes C 43 et 44 aux fos indiqués pour les chiffres entre parenthèses (mensuration Rebeur du 17^e siècle).

* Les numéros sont les mêmes que ceux de la carte 6.

été donné au Grand Hôpital de Notre-Dame dès 1340; en 1665, le domaine a subi le même sort que celui dépendant de l'ancienne maladière, au Désert (p. 187): il est abergé à un influent bourgeois de Berne, contre l'obligation de transporter les malades et le versement d'une importante redevance en céréales (7.47) à l'Hôpital (cet établissement est d'ailleurs le principal seigneur des Râpes, dont dépendent la plupart des tenanciers). Le Chalet-à-Gobet, cédé à Lausanne en 1536, est également à un particulier en 1666. La seigneurie de Lausanne le rachètera en 1712 (7.48). Ce mas, possédé par les Gubet au 15^e siècle, est un exemple d'un deuxième type de *domaines d'origine laïque*, créés par des défricheurs individuels

travaillant pour leur propre compte ou au service d'un riche propriétaire. Le chalet détenu par noble Nicod de Cojonai à la fin du 15^e siècle — les près de Gojonnex — a probablement la même origine, de même que la Moille-Grise, abergée à Petronus Vuavre en 1530 (7.49): ces domaines «laïques» sont pour la plupart postérieurs aux défrichements d'origine religieuse. Pour maintenir leur intégrité et éviter d'en perdre les redevances, Lausanne introduit dans plusieurs de ses abergements une *clause interdisant le démembrement* de ces domaines (7.50): ainsi, comme en plaine, Lausanne maintient la suprématie de la grande propriété sur son territoire par des décisions du Conseil.

Dans la seconde moitié du 17^e siècle, les grands chalets de plus de 50 poses valent en moyenne quelque 89 poses: leur surface est donc presque égale au double des mas de plaine (p. 169). Quant aux petits et moyens propriétaires, ils sont surtout nombreux dans les Râpes orientales, entre le Flon Morand, la Chandelar et l'ancienne route de Berne, où l'on ne retrouve que cinq grands domaines, tous inférieurs à 100 poses. Au nord-ouest de la vieille route, le petit parcellaire cède devant la grande propriété. Les domaines sis entre l'ancien et le nouveau chemin sont encore relativement petits: à nouveau, aucun ne dépasse les 100 poses. C'est dans les Râpes occidentales qu'apparaîtront les très grands mas. Jusqu'à un à deux kilomètres de distance de la nouvelle route, ils se mêlent encore au petit parcellaire, bien représenté par exemple au nord-est d'Epalinges, autour du grand domaine des Planches-André, ainsi qu'à Mauverney et — probablement — dans la haute vallée de la Bressonne. Plus au nord, les grandes clairières entre le Flon et le Talent, comme les vastes domaines du territoire actuel du Mont, sont le fief quasi exclusif des gros propriétaires. A la différence de la situation en plaine, la grande propriété des Râpes est souvent située assez loin des principaux axes de trafic. *La proximité de la route semble jouer un rôle moins important pour les grands domaines à dominante herbagère (cf. ci-dessous p. 212) que pour ceux qui s'adonnent surtout à la céréaliculture ou la viticulture.* Le bétail et les fromages fabriqués sur place sont d'un transport plus aisé que le grain et le vin; de plus, l'étape intermédiaire du moulin ou du pressoir disparaît pour la première denrée.

7.3.3. *Les propriétaires*

Les tenanciers des Râpes appartiennent à trois groupes bien différenciés: les bourgeois de Lausanne, la seigneurie de Lausanne et les non-Lausannois. Les représentants de cette troisième catégorie sont les plus nombreux: avec 48 familles, ils représentent plus des deux tiers de l'effectif (tableau 26). Ils viennent surtout du Jorat: 29 familles sont des autochtones («des Râpes»). Assez paradoxalement, on ne retrouve que fort peu de ces patronymes parmi les abergataires du 15^e siècle. Les tenanciers des Râpes ne sont que rarement les descendants directs des défricheurs individuels de la fin du Moyen Age. (7.51). Cependant, les familles dites «des Râpes», bien que généralement arrivées après la disparition des premiers défricheurs, seraient installées depuis plus

longtemps que le reste de la population de la haute seigneurie. La plupart viennent pourtant des mêmes endroits. On connaît l'origine de 16 tenanciers non classés dans les familles «des Râpes»: 8 viennent d'Epalinges et du Mont, 7 des Hauts-de-Lavaux et de Lutry et Pully et 1 d'Essertines (sans qu'on sache s'il s'agit d'Essertines-sur-Yverdon ou sur-Rolle). Il s'agit pour la plupart de ressortissants de communes jorataises peu fertiles. Ou encore d'habitants pauvres des zones viticoles, qui viennent pratiquer un élevage complémentaire à la viticulture des pentes lémaniques. *La majorité des tenanciers des Râpes sont non lausannois, le plus souvent joratais. Ce sont pour la plupart des petits paysans vivant durement sur une terre peu fertile.* On retrouve pourtant six de ces familles parmi les gros propriétaires (tableau 27, n^{os} 2, 5, 6, 10, 17 et 21). Elles détiennent un quart des domaines de plus de 25 poses, valant 19% de leur surface totale. Quatre de ces tenanciers (n^{os} 2, 5, 17 et 21) ne reconnaissent aucun bien en plaine.

Les bourgeois (ou citoyens) de Lausanne sont beaucoup moins nombreux: moins d'un quart de l'effectif (tableau 26). Sauf quelques familles — comme les Regamey, des paysans des Râpes dont une branche a accédé à la bourgeoisie lausannoise — la plupart d'entre eux sont des notables. Cette minorité détient proportionnellement beaucoup de terres. Elle a près de la moitié des domaines, couvrant plus de 40% de leur surface totale (n^{os} 3, 4, 8, 11, 13, 14, 18, 20, 22, 23 et 24 du tableau 27). A l'exception des n^{os} 3 et 4 du tableau 27, tous ces tenanciers disposent également de biens en plaine. Ainsi, on retrouve des représentants de l'oligarchie lausannoise dans les chalets comme dans les mas et les possessions. Il ne s'agit pourtant qu'exceptionnellement des mêmes individus. Les grands propriétaires des zones céréalières ne complètent pas leurs domaines par des prés dans les Râpes. Probablement préfèrent-ils confier leurs bêtes à des amodiataires, spécialistes du fromage (7.52).

Les bourgeois de Lausanne possédant des chalets ont très probablement confié leurs fonds à un exploitant. En 1644 par exemple, Daniel Mingard amodie le Chalet-à-Gobet aux frères Regamey, qui lui versent une pension annuelle. Soit, pour tout le domaine, avec 5 vaches et 1 porc: 6 coupes de messel, 3 d'orge et 15 d'avoine, 30 livres de chanvre, 2 chapons, 1 pourceau gras valant 25 florins, 1 char de bon foin et 6 de bois, 100 livres de fromage et 30 de beurre. Les Regamey ne réussiront pas à verser ces charges élevées (7.53).

Un autre fait ressort du tableau 26: *l'absence presque totale de petits propriétaires bourgeois de Lausanne dans les Râpes.* Manifestement, ceux-ci n'ont presque jamais un lopin de pré en montagne qui vienne compléter leurs quelques parcelles éparpillées en plaine. Dans la mesure où ils les exploitent eux-mêmes, il leur est probablement impossible d'en cultiver d'autres aussi éloignées. Et, s'ils les confient à des paysans joratais, ils ne doivent pas en tirer un rendement suffisant. De plus, ces Lausannois ne paient pas de droit de pâturage sur les Râpes. Ils n'y mènent donc pas leurs bêtes et ils se contentent du maigre apport de leurs prés ou des communs résiduels de plaine. Souvent, ils confient leur vache à

Tableau 26. Familles propriétaires aux Râpes

1. Non bourgeoises de Lausanne (48 familles)

Amaudruz	2 familles, originaires du Mont
Apothéloz	1 famille, originaire de Corsier-sur-Lutry
Barbaz	1 famille, originaire d'Epalinges
Baud	2 familles, origine non donnée
Baud	1 famille, originaire des Cabolles (Râpes)
Bellet	1 famille, originaire du Mont
Blanc	9 familles, originaires des Râpes
Borgeaud	2 familles, originaires de Pully
Borsey	1 famille, originaire d'Essertines
Chappuis	2 familles, originaires des Râpes (dont 1 demeurant à Lausanne)
Clerc	1 famille, origine non donnée
Coupé ou Décombaz	1 famille, originaire des Râpes
Crausaz	1 famille, originaire des Râpes
Depierraz	1 famille, originaire des Râpes
Dogoz	1 famille, originaire du Mont
Favrat	1 famille, originaire des Râpes
Fontannaz	1 famille, originaire des Râpes
Jaquier	1 famille, originaire d'Epalinges
Lavanchy	1 famille, originaire de Lutry
Lavanchy	1 famille, originaire de Montmoirin-Montblesson (Râpes)
Marguerat	2 familles, originaires de Corsier-sur-Lutry
Pache	1 famille, originaire d'Epalinges et Lausanne
Peneveyre	3 familles, originaires de Montblesson (Râpes)
Perri	1 famille, originaire de Pully
Perri	1 famille, originaire de Montblesson (Râpes)
Regamey	3 familles, originaires des Râpes
Regamey	1 famille, originaire d'Epalinges
Rouge	4 familles, originaires des Râpes

2. Habitants de Lausanne (2 familles)

Pellet	1 famille
Simon	1 famille

3. Bourgeois ou citoyens de Lausanne 16 familles)

Delisle	1 famille
Dyverdon	1 famille
François	1 famille
Langin	1 famille (soit la veuve d'Henri, n° 22 du tableau 27)
Loys	2 familles
Martignier	1 famille (soit Etienne et ses descendants, n°s 11 et 13 du tableau 27)
Matthey	1 famille
Mingard	1 famille
Place	1 famille
Polier-de Chandieu	1 famille
Regamey	1 famille
Secrétan	1 famille
Scigneux	1 famille
Vullyamoz	2 familles (soit Abraham et la veuve d'Albert, n°s 14 et 20 du tableau 27)

4. Divers (2 familles)

Roch	1 pasteur et régent
Hecht	1 bourgeois de Berne

Sur la méthode de regroupement des familles, cf. ci-dessus, p. 159.

Tableau 27. *Les propriétaires des chalets de plus de 25 poses*

1. Hecht	Bénédict, bourgeois de Berne.
2. Dogoz	Zacharie, du Mont-sur-Lausanne à présent demeurant en Manlout.
3. Loys	Madeleine, ffeu Pierre. noble, banderet, épouse de Marc de Saussure, noble, citoyen ¹ .
4. Delisle	f. Sébastien, cit. : François, Mauris et Jacob ² .
5. Amaudruz	Henry, du Mont-sur-Lausanne, soit de Barjes.
6. Baud	Pierre, ffeu Jacques.
7. —	
8. Secrétan	Etienne, citoyen, fils de Pierre ³ .
9. —	
10. Baud	Jacques, des Cabolles, f. Jean.
11. Martignier	Abraham, notaire, conseiller, maisonneur ⁴ .
12. — ⁵	
13. Martignier	Etienne, citoyen et banderet, soit sa veuve noble Claudine d'Estavayer ⁴ .
14. Vullyamoz	Abraham, citoyen, notaire ⁶ .
15. — ⁷	
16. — ⁸	
17. Fontannaz	Amey, des Râpes.
18. Mingard	Daniel, citoyen, conseiller, ancien boursier.
19. — ⁹	
20. Corbat	Marie, veuve d'Albert Vullyamoz, citoyen, notaire.
21. Lavanchy	Isaac, f. de Humbert de Montmoirin soit de Montbleson.
22. Secrétan	Elisabeth, ffeu Pierre, citoyen, veuve d'Henri Langin, pasteur ¹⁰ .
23. Matthey	Abraham, citoyen, notaire, conseiller ¹¹ .
24. Polier	Louyse, dame de Corcelles, épouse de Paul de Chandieu, noble, seigneur de Villard, capitaine aux gardes de Suisse pour sa Majesté de France.

1, 2, 3... Numéros des chalets (cf. tableau 25 et carte 6).

¹ Marie-Madeleine Loys est fille de Pierre Loys et de Benigne de Crousaz.

² Etaient également tenanciers du n° 11, abergé à Jean-François Mannlich le 13.3.1669 et reconnu par Abraham Martignier le 28.4.1676 (AVL, Chavannes C 43, fo 498 ss).

³ Son fils David sera notaire. Probablement frère d'Elisabeth (n° 22).

⁴ Cf. note 2. Abraham est fils d'Etienne, banderet et époux de Claudine d'Estavayer (n° 13). Propriétaire du mas 32 (tableau 23, p. 182).

⁵ Rachetée par la seigneurie de Lausanne en 1730.

⁶ Frère de Jean-Baptiste l'aîné, propriétaire du mas 13 (tableau 23). Epoux de Benigne Rosset.

⁷ A la seigneurie de Lausanne en 1730.

⁸ A la seigneurie de Lausanne en 1730. Amodié par Hans Steiner, de Rougemont, en 1660 et 1669 (AVL, Chavannes D 185, non paginé, 14.8.1660 et 12.8.1669); par Jean François, citoyen de Lausanne, en 1675 (*ibidem*, 3.7.1675).

⁹ A la seigneurie de Lausanne en 1730. ACV, Gb 132 c, fo 82-83 renvoie à des reconnaissances sans nom de tenancier ni date (AVL, Chavannes C 307, fo 355 et 420 vo).

¹⁰ Peut-être la sœur d'Etienne (chalet 8). Reymond, Maxime, 1923, p. 165 (liens entre les Langin, les Secrétan et le major Davel) ne signale ni Henri Langin ni les trois filles qu'il eut d'Elisabeth: Jeanne, Suzanne et Esther (AVL, Chavannes C 45, fo 719, 4.1.1671).

¹¹ Tenancier de la possession 12' (tableau 24, p. 188).

Pour la conception générale de ce tableau, cf. la note en tête du tableau 23.

un paysan, en commande généralement. Ce dernier prélève alors pour sa peine une proportion variable — la moitié le plus souvent, part plus élevée que celle de l'amodiateur (7.54) — de la production en lait ou en viande. Ainsi, les rares Lausannois détenant des biens à la fois en plaine et en « montagne » sont pour la plupart des notables. Les gros propriétaires fonciers des Râpes ne sont cependant pas les mêmes individus qu'en bas. Quant aux petits tenanciers, ils ne franchissent presque jamais la barrière invisible de Montblesson: seules 14 familles (sans les propriétaires de chalets) du tableau 26 ont des biens ailleurs qu'aux Râpes. En plaine, ce sont des bourgeois ou des habitants de Lausanne, ou des ressortissants de Chailly, de Cour ou de Vidy qui prêtent reconnaissance. En « montagne » ce sont surtout des Joratais.

7.4. *Les cultures*

7.4.1. *Méthode de travail et surface connue*

Les Râpes sont très différentes de la basse seigneurie: plus élevées et plus froides, plus boisées et cultivées par des paysans non lausannois. L'agriculture n'y est sans doute pas la même qu'en plaine. Les plans et terriers donnent peu de renseignements sur ce sujet. Pour les réunir, nous avons procédé comme pour les mas: sur la base des références aux terriers données par le plan, nous avons établi une statistique sommaire des cultures reconnues chez Rebeur. Le tableau 28 la résume. Il est incomplet: au total, on connaît l'utilisation agricole de quelque 500 poses sur les 2150 à 2450 défrichées, soit moins du quart. Les « mentions de cultures », beaucoup plus fréquentes que les surfaces dans les terriers, sont au nombre de 132. En posant l'hypothèse que ces données sont un échantillonnage aléatoire, on peut présumer que les résultats obtenus sont représentatifs de toute la région considérée. Si cette hypothèse — vraisemblable, mais invérifiable dans l'état actuel de la recherche (7.55) — est exacte, le tableau 28 permet de tirer des conclusions valables sur l'agriculture des Râpes. Si tel n'est pas le cas, il décrit plus modestement les cultures pratiquées sur plus de 200 ha en divers endroits de la « montagne » lausannoise. Les renseignements qualitatifs fournis par les sources jetteront en outre quelques lueurs sur l'organisation des cultures. A défaut de savoir exactement où il y a de l'herbe et où il n'y en a pas, ou quelle proportion exacte elle occupe dans les surfaces défrichées, on verra un peu mieux comment les paysans traitent leurs domaines.

7.4.2. *L'agriculture des Râpes*

Les zones défrichées sont-elles complémentaires de la forêt? Sont-elles alors surtout vouées à l'élevage et couvertes de prés ou de pâturages nourrissant les bêtes que la forêt ne suffit pas à entretenir? Ou sont-elles, en contraste total avec les bois qui les entourent, surtout des terres ouvertes offrant un maigre rendement en céréales?

Au 17^e siècle, Rebeur ne parle jamais de pâturages, toujours de *prés* (il semble bien en effet que l'herbe y était régulièrement coupée (7.56)). Pour

Tableau 28. Les cultures et leur surface dans les Râpes

	Terres (T)	Prés (P)	TP	Bois (B)	TPB	TB	PB	Appart. ⁵	Mas ⁶	Divers	?	Totaux
Nombre total de mentions	31	41	¹ 9	5	³ 16	3	5	5	2	11	4	132
Dont x parcelles	30	24	6	4	9	3	4	2	2	7	—	91
Valent y poses (de 4300 m ²)	50,9	70	96	4,5	150	6,5	12	0,25	93,5	9,75	—	7 493,4
1 parcelle vaut												
en moyenne ... p.	1,7	2,9	² 16	1,12	⁴ 16,7	2,2	3	0,12	(46,7)	1,4	—	4,4
% du total des mentions	23	31	7	4	12	2	4	4	1,5	8	3	100

¹ Dont 1 mas de 60 poses et 1 de 20.

² 4 p. sans compter les 2 mas.

³ Dont 6 ³/₄ mas, dont 1 vaut 85 poses.

⁴ 8,1 p. sans compter le mas de 85 p.

⁵ Oche, curtil, clos.

⁶ Sans indication précise sur la répartition de cultures (soit : 1 «mas» de 13 à 14 poses et 1 mas de «maisons, greangeages, curtils, records, clos, prés», etc.).

⁷ 399,9 p. sans compter les mas.

les 500 poses connues, ces derniers sont les cultures le plus fréquemment mentionnées. *Seuls ou mêlés à des terres ou des bois, ils totalisent 54 % des mentions (31 % pour les prés seuls)*. Ils sont ici en proportion nettement plus élevée qu'en plaine (tableau 10, p. 128 : 8,6 % des parcelles seulement). Mais il est fort probable que ces herbages sont moins nombreux dans les petites exploitations que dans les grandes. On en trouve 24 mentions dans les Râpes orientales, très morcelées, contre 17 seulement dans les Râpes occidentales. Les données sur les grands chalets sont cependant beaucoup trop rares pour permettre une comparaison probante. Un système de culture très particulier vient peut-être améliorer le rendement de ces grandes surfaces herbagères : un acte du 15^e siècle semble en effet indiquer que les prés des Râpes seraient fermés au parcours du bétail de la Saint-Georges (24 avril) à la Toussaint (1^{er} novembre) (7.57). En plaine, les clôtures temporaires sont brisées dès la Sainte-Madeleine (22 juillet). Si le texte du 15^e siècle témoigne d'une coutume générale et durable, le Jorat lausannois jouirait d'un statut privilégié. Les prés y seraient presque totalement clos, la croissance de l'herbe étant quasi nulle, à cette altitude et sous le climat froid de l'époque, entre le 1^{er} novembre et le 24 avril. Les abergements transcrits par Rebeur sont muets sur ce sujet : les seules mentions de clôtures concernent deux petites surfaces de 3 poses occupées par un curtil, un chenevière et un record dont la nature n'est pas spécifiée (7.58). Ce privilège possible des prés de « montagne » explique peut-être en partie pourquoi ils vaudraient en moyenne quatre fois plus que les terres, contre moins du double en plaine. Les prix du sol dans les Râpes sont cependant trop rares pour qu'on puisse en tirer des conclusions valables. De 1695 à 1719, les comptes baillivaux n'y relèvent qu'une vente de terres ouvertes, soit 8 poses valant 500 florins (62,5 fl. par pose) et 4 ventes de prés totalisant 16 seitorées (252,5 fl. par seitorée) (7.59). On peut cependant remarquer que les champs y valent moins du quart de leur équivalent en plaine, et les herbages un peu plus de la moitié (p. 149 ci-dessus). Le rendement, plus faible, est encore plus bas pour les premiers que pour les seconds. S'il est impossible de se prononcer avec certitude, on peut donc présumer que les Râpes orientales et occidentales du 17^e siècle comptent beaucoup plus de terres fermées que la basse seigneurie. Ces prés valent moins qu'en plaine, mais proportionnellement plus que les terres. Enfin, ils jouissent peut-être d'un statut particulier qui leur permettrait de rester beaucoup plus longtemps clos. *Les terres, sur les 500 poses connues, sont moins nombreuses et moins étendues que les prés*. Elles représentent pourtant près du quart des mentions : en moyenne, les parcelles sont plus petites que celles de pré. Elles produisent des céréales panifiables ou destinées au bétail. Pour son « grangeage d'Epenaux » (Penau), Benedict Hecht doit verser annuellement 16 coupes de messel, 5 de froment et 21 d'avoine (7.60). Les mélanges de terres et prés sont mieux représentés qu'en plaine : 7 % des citations, contre moins de 2 %.

Les bois « purs » sont rares : 4 % des mentions seulement. Plus souvent, ils se mêlent aux terres ou aux prés (18 % des mentions). Ils jouent probablement un rôle secondaire dans ces mélanges. Alors que les

tenanciers semblent fort peu envieux de conserver de la forêt sur leurs domaines — ses désavantages (ombre, gibier déprédateur des cultures, etc.) excédant ses avantages à leur point de vue — Lausanne cherche à la protéger. En 1673, le pasteur Christophle Roch, régent au collège de Lausanne, demande à la Ville de lui abriter un petit mas de bois, buissons et terre vacante, de 2 poses environ, situé au-dessous de son chalet. Il aimerait «pouvoir faire extirper et oster l'ombrage que le dit bois luy cause es terres de son dit chalet qui luy nuit et porte grand peüdice». Il obtient cette faveur car seul son propre bétail paît dans ce bois et, surtout, grâce à «la peyne et dilligence quil prend a bien instruire la jeunesse» (7.61). Plus souvent, Lausanne interdit aux tenanciers de couper les arbres subsistant sur leur domaine, les autorisant seulement à se débarrasser des broussailles (7.62).

7.5. Equilibre et déséquilibres de l'espace agricole lausannois

Ainsi, au fil des descriptions des cultures lausannoises, un paysage agricole harmonieux est apparu. Au grand vignoble descendant des murs de la ville aux rives lémaniques succède une large couronne de terres ouvertes, que les prés et les forêts viennent relayer au-dessus de Montblésson. Ils devraient fournir à la population lausannoise du bois, de la viande et des produits laitiers qui viendraient compléter les apports en pain et en vin de la «plaine». Mais alors, pourquoi le recteur du Grand Hôpital, gérant les biens d'une institution riche en biens fonciers et en redevances annuelles, se plaint-il si souvent de la cherté du beurre? Pourquoi fait-il boire aux pauvres, souvent malades de surcroît, du vin rouge parfois altéré, et revend-il les grands crus du Dézaley? Pourquoi encore, lorsqu'il doit acheter un bœuf ou une vache pour nourrir ses vendangeurs, va-t-il les chercher jusqu'à Vevey (chap. 4)? Manifestement, de profonds déséquilibres viennent détruire l'harmonie apparente du paysage agricole lausannois. Déséquilibre dans les rapports de l'homme à la nature, inscrit dans l'épuisement des terres ouvertes et dans la dégradation des forêts. Déséquilibre de type «malthusien», trop d'hommes vivant sur une surface insuffisante à leur entretien. Déséquilibre entre les hommes enfin, dont une minorité concentre entre ses mains le pouvoir politique local et la jouissance de la plupart des terres.

Chapitre 8

BÂTIMENTS ET APPARTENANCES

Lausanne, «ville mal bâtie au milieu d'un pays délicieux qui jouit de la paix et du repos, et qui les prend pour la liberté» (Gibbon, Edward, éd. 1945, p. 263).

8.0. *Les limites de ce chapitre*

Retrouve-t-on les profonds déséquilibres écologiques et sociaux des campagnes lausannoises dans l'espace construit? Cela revient à se demander comment les bâtiments sont répartis sur le sol d'une part et d'autre part entre les hommes qui y vivent. En fait, pour la seconde fois dans cet ouvrage, des recherches récentes viennent épauler nos travaux. De même que les travaux de Jeremy Jackson ont éclairé l'histoire politique de Lausanne sous l'Ancien Régime (chapitre 2), celles que Marcel Grandjean effectue depuis de nombreuses années apportent une précieuse somme de connaissances sur les anciennes maisons lausannoises (8.1). Nous pouvons donc sans remord laisser entièrement de côté l'aspect architectural et fonctionnel de l'espace bâti lausannois, pour nous concentrer sur les thèmes spécifiques à cette thèse, *l'espace et la propriété*. Après avoir abordé de ces deux points de vue les maisons lausannoises du 17^e siècle, nous ferons de même pour les appartenances, c'est-à-dire les jardins et autres petites parcelles situées à leur proximité immédiate.

8.1. *Les bâtiments*

8.1.1. *Leur répartition spatiale*

Alors que l'étude de la propriété des bâtiments se fera essentiellement à partir des terriers et du fichier élaboré sur cette source, celle de leur répartition spatiale prend pour base le plan terrier (8.2). Le recours à la carte du bailliage du major de Crousaz et à la représentation que Buttet fit de la ville de Lausanne en 1638, ainsi qu'un travail régressif à partir de cartes et de plans du 18^e siècle (8.3) permettront d'ajouter quelques précisions. Le recensement des bâtiments dessinés sur le plan terrier permet de situer les zones construites: la ville et les hameaux pour l'habitat groupé, les campagnes pour l'habitat dispersé. Le comptage des maisons donne la proportion occupée par chacune de ces zones (tableau 29). *Le total de 1050 bâtiments* peut être diminué ou augmenté de quelques unités: en ville surtout, il est parfois difficile de distinguer entre, par exemple, une grande maison ou deux petites accolées. De plus, le tableau ne dit rien quant à l'importance des constructions: il est rare que le plan donne des indications précises sur leur destination et distingue par exemple une maison d'une étable ou même d'une porcherie. Tout au plus y voit-on quelques bâtiments beaucoup plus petits — ou plus grands — que la moyenne. Nous aborderons ci-dessous les différences entre maisons d'habitation ou rurales, usines, etc. Pour l'instant, il importe de décrire leur répartition spatiale.

Tableau 29. Répartition spatiale des bâtiments

	Nombre	%
Ville de Lausanne	env. 601	57,2
Faubourgs de Lausanne	env. 196	18,7
Vidy	env. 4	0,4
Cour	env. 18	1,7
Ouchy	env. 24	2,3
Chailly	env. 11	1
Plaine, habitat isolé	env. 133	12,7
Râpes, habitat isolé	env. 63	6
Total	env. 1050	100

Source: ACV, Gb 132 b.

Tableau 30. Les bâtiments en ville de Lausanne

	Nombre	% ¹	Surface ²	Maisons/ha
Cité	env. 136	13	env. 4,5 ha	30
Palud	env. 96	9,2	env. 3,8 ha	25
Pont	env. 73	7	env. 2,7 ha	27
Bourg	env. 170	16,3	env. 3,8 ha	44
Saint-Laurent	env. 126	12	env. 3,8 ha	33
Total ville	env. 601	57,2	env. 18,6 ha	32
Ale	env. 48	4,6	—	—
Chêne	env. 23	2,2	—	—
Martherey-Etraz	env. 115	11	—	—
Barre	env. 10	0,9	—	—
Total faubourgs	env. 196	18,7	—	—

¹ Le % est celui du total des bâtiments (1050).

² Surface de la bannière.

Source: ACV, Gb 132 b.

Le fait essentiel mis en évidence par le tableau 29 est la *relative importance de l'habitat dispersé lausannois: près du cinquième des bâtiments sont en pleine campagne*. Cette proportion est probablement un peu exagérée: à côté des grandes fermes tripartites, généralement détenues par les gros propriétaires, on trouve un grand nombre de très petits bâtiments, tels des greniers ou des pressoirs. Sur le plan, on peut distinguer

une vingtaine de ces constructions en campagne, contre une dizaine seulement en ville. Ces nuances n'infirmant pas la tendance générale à l'éparpillement, confirmée par les cartes. En 1678 (voir note 8.3), dans tout le bailliage de Lausanne, l'habitat isolé joue un rôle non négligeable. Quant aux villages groupés, ils sont généralement installés dans les zones les plus chaudes de l'adret lémanique. Un siècle plus tard, la carte Mallet (8.4) témoigne de la persistance — et probablement de l'accentuation — de ce phénomène dans nos régions. Entre Lausanne et Vevey, la densité de l'habitat isolé contraste nettement avec les campagnes peu peuplées des zones moins urbanisées comme le Gros-de-Vaud, voire avec les alentours de villes plus petites comme Yverdon ou Morges. Une étude globale permettrait, d'une part, de situer ce phénomène de dispersion dans la longue durée, en le comparant avec la concentration opérée par exemple lors des créations de villes des 12^e et 13^e siècles; d'autre part, de savoir pour l'époque moderne dans quelle mesure ce début d'éclatement de certaines villes dans leurs campagnes se retrouve ailleurs. Il témoigne en tout cas de l'instauration d'un état de paix prolongé: Genève n'a-t-elle pas été jusqu'à brûler ses faubourgs, par crainte de l'invasion, au 16^e siècle (8.5)? Les Râpes, pour une surface légèrement supérieure à la basse seigneurie, n'abritent qu'un tiers de cet habitat isolé, et aucun hameau. Dans cette zone froide et herbagère, colonisée plus tardivement et moins densément peuplée, on ne compte que 2 à 3 maisons pour 100 ha, contre 6 à 7 en plaine (sans compter la ville et les hameaux). Manifestement, à une colonisation différente correspond un type d'occupation du sol très contrasté.

La plupart des quelque 850 bâtiments groupés sont enfermés entre les remparts de la *ville de Lausanne*. Avec quelque 600 maisons (tableaux 29 et 30), elle *ne regroupe pourtant qu'à peine plus de la moitié de l'effectif*. Une comparaison entre les pages du plan Rebeur et la carte des bannières au 1:8000^e établie par M. Grandjean (8.6) permet d'établir très approximativement la densité de construction de chacune d'entre elles. Le Bourg est tout à la fois le quartier qui compte le plus de bâtiments et la plus forte densité. En fait, ces moyennes cachent une forte disparité. Les «maisons de gentilshommes assés bien basties» décrites par Plantin (8.7), situées au bas de la rue de Bourg, côté sud, sont en effet relayées par de nombreuses petites bâtisses côté nord, le long de la Chenaux-de-Bourg et au-dessous du cimetière de Saint-Pierre. La Cité, la plus grande des bannières lausannoises (regroupant la Cité-Dessous et la Cité-Dessus), compte moins de bâtiments que le Bourg et une densité inférieure à la moyenne. En fait, les maisons particulières n'y sont pas moins serrées qu'ailleurs. C'est le grand nombre de monuments, du château Saint-Maire au Grand Hôpital, en passant par le Collège et la Cathédrale, qui vient faire tomber la densité (8.8). Saint-Laurent, pour une surface approximativement égale au Bourg, compte une quarantaine de bâtiments en moins: de part et d'autre de la rue Chaucrau (Choux-croux), de nombreux vergers et curtils y font diminuer la densité. La Palud est encore plus aérée: sur la «belle place ou l'on tient le marche du bled» (8.9), de luxueuses et vastes demeures, comme celle du

commissaire Rebeur, convoitée par ses ennemis (p. 48), entourent l'Hôtel de Ville en reconstruction; de grands curtils jouxtent les maisons de la Madeleine. La plus petite bannière, celle du Pont, est aussi celle qui abrite le moins de bâtiments. Le Flon (en grande partie voûté) — et sa dérivation, au pied des rochers de la Cité, y occupent beaucoup de place, et y favorisent l'installation d'ateliers artisanaux ou d'usines plus grands que de simples maisons d'habitation. On y trouve également l'abattoir et la panoterie; c'est sur la place du Pont que «se vend le pain, le fromage, le poisson etc». (8.10). *Les faubourgs lausannois abritent un nombre important de bâtiments, égal au tiers de ceux que renferme la ville* (tableaux 29 et 30). Ils sont plus petits et plus serrés les uns contre les autres. Marthèrey, sur la route de Berne, le plus construit de ces faubourgs, témoigne de l'importance primordiale des communications avec la capitale. Etraz, sur la route de Vevey vers l'Italie, compte une quarantaine de bâtiments. On en dénombre une cinquantaine à l'Ale («Faux-bourg dit l'hasle de St-Laurens»), dans l'axe de la route de Cossonay et de Jougne vers la France et l'Allemagne. Au sud, une vingtaine de maisons seulement forme le faubourg du Chêne; les trois quarts longent le Grand-Chêne, sur la route de Genève, vers le midi. Au pied du château Saint-Maire enfin, la dizaine de maisons du faubourg de la Barre témoigne peut-être du déclin de l'ancienne route épiscopale de Moudon, remplacée par celle qui passe par Marthèrey (8.11).

Après les gros effectifs de la ville et de ses faubourgs, la soixantaine de bâtiments répartis entre les quatre hameaux de la seigneurie semble jouer un rôle assez modeste (tableau 29). On peut se demander dans quelle mesure les villages et hameaux lausannois de la fin du Moyen Age, qui s'amenuisent ou disparaissent au cours des 14^e et 15^e siècles (8.12), ont depuis lors perdu leur ancienne vigueur au profit de l'habitat dispersé. Seul Ouchy, petit port de pêcheurs, concurrencé avec succès sur le plan commercial par Morges et Vevey (8.13), compte plus d'une vingtaine de maisons. La plupart d'entre elles font face au lac, derrière le château ruiné d'Ouchy, tandis que moins d'une dizaine gravissent les premiers mètres de la route menant à Lausanne. Les bâtiments du «village et territoire de Cor», sur l'axe Lausanne-Genève, ne sont pas — ou plus? — construits en ordre contigu; des jardins, des oches et des vignes les isolent les uns des autres. Plus loin sur la même route, l'ancienne agglomération romaine de Vidy n'est plus qu'un «écart». La petite importance du faubourg du Chêne peut-elle être mise en liaison avec le déclin de Cour et de Vidy? Témoigne-t-elle d'un affaiblissement des relations terrestres entre Lausanne et Genève, concurrencées par le bateau? Ou bien ces hameaux, situés au centre ou à proximité des zones viticoles, ont-ils été désertés par les paysans à la suite d'une trop forte hausse des prix du sol? Il est encore impossible de répondre à ces questions. Tout au plus peut-on remarquer que le seul village paysan qui a subsisté dans le territoire lausannois, Chailly, est sis plus au nord, à la limite supérieure du vignoble. Une dizaine de petites maisons accolées y longent la route du village, qui aboutit à une place commune plantée d'un grand feuillu. Comme les deux

rangées de bâtiments de part et d'autre du chemin se suivent sans se faire face, on peut aussi émettre l'hypothèse d'une diminution du village depuis la fin du Moyen Âge (8.14).

8.1.2. Maisons et usines

Comme la plupart des géomètres arpenteurs du 17^e siècle, Rebeur représente les bâtiments en élévation et non en plan, comme ce sera souvent le cas au 18^e siècle. En ville et dans les hameaux, seuls les «monuments» — comme la cathédrale, ou le château ruiné d'Ouchy — sont rendus avec précision. Les bâtiments d'habitation et les ruraux sont tous dessinés de la même manière. A la campagne, certaines maisons, comme celle du domaine de Malley, sont représentées avec quelque exactitude sans qu'on sache pourtant quelle est leur affectation précise. Seul le recours au terrier permet donc de distinguer entre les divers types de bâtiments lausannois.

Une seule catégorie apparaît clairement: les usines hydrauliques, flanquées d'une roue à eau sommairement dessinée, sont tout de suite reconnaissables. Par usine, nous entendons, comme Paul-Louis Pelet, «toute entreprise visant à confier le plus lourd travail à une force motrice et à des machines» (8.15). Le plan en dénombre 13; le recours aux terriers ajoute 4 entreprises à cette liste (8.16). On compte ainsi moins d'une vingtaine d'usines (tableau 31) totalisant 29 engins hydrauliques, soit:

- 13 moulins;
- 5 battoirs (machine «susceptible d'égrener le blé, de broyer des noix, des olives, de presser le cidre, de fouler le chanvre et le drap ou de briser le minerai»). Les battoirs joints à des meules (n^{os} 10, 12 et 15) peuvent être d'usage industriel;
- 5 meules (c'est-à-dire de petites forges, coutelleries, etc.);
- 3 scies (ou «raisses»);
- 1 pressoir à huile;
- 1 foule (machine à fouler le chanvre et le drap);
- 1 martinet (8.17).

Le pourcentage est faible: moins de 3% des 1050 bâtiments dénombrés à Lausanne. En outre, la plupart de ces machines sont d'usage agricole: seul le martinet, les meules et peut-être 3 battoirs travaillent le fer.

La comparaison avec d'autres villes de Suisse occidentale à la même époque est difficile, par manque d'informations exactes sur ce point. On sait par contre que le petit village industriel de Vallorbe compte une vingtaine de forges vers 1670, sans compter les usines agricoles (moulins, scies, etc.) (8.18). En fait, *les engins hydrauliques suffisent probablement à couvrir les besoins courants de la seigneurie, sans plus*. Le développement ultérieur, qui amène Paul-Louis Pelet à recenser une soixantaine d'usines lausannoises au début du 19^e siècle (8.19), n'est pas encore sensible dans ce secteur. Il est par contre marqué dans une autre branche: le cuir. Les terriers Rebeur permettent en effet de retrouver 7 tanneries (ou «affaitements»). On ne peut pas les distinguer des bâtiments d'habitation sur le

Tableau 31. Les usines hydrauliques lausannoises

N°	Type	Nom (ou emplacement)	Lieu ¹	AVL, Chavannes
1	Moulin	Moulin des Etuves	V.	C 291, fo 979, 26.1.1671
2	Moulin	Moulin de Menthon ou Rietgaz	V.	C 43, fo 363 vo, 31.3.1669
3	Moulin	Moulin de l'Ecorchiaux	V.	C 290, fo 106, 17.10.1671
4	Moulin	Moulin du Château (Barre)	H.F.	C 290, fo 181 vo, 29.12.1670
5	Moulin	Moulin Pecllet (Couvalloup)	H.F.	C 45, fo 493 vo, 5.3.1674
6	Moulin et scie ²	Pierre-de-Plan	H.F.	C 43, fo 449, 30.11.1662
7	Moulin et battoir ²	Sauvabelin	H.F.	C 273, fo 83, 26.7.1690
8	Moulin et battoir	Roche, Taillecourt	B.F.	C 291, fo 930 vo, 16.8.1670
9	Moulin et battoir	Moulin brûlé (Couvalloup)	H.F.	C 291, fo 1372 vo, 22.3.1672
10	Meule et battoir	Sous-Vaux-Daniel	H.F.	C 291, fo 943, 20.3.1672
11	Moulin, battoir et scie	Pépinet	B.F.	C 44, fo 1019 vo, 11.12.1678
12	Moulin, battoir et meule	Colombière	B.F.	C 291, fo 902 vo, 10.1.1671
13	Moulin, battoir et pressoir à huile	Couvalloup	H.F.	C 44, fo 594 vo, 4.2.1657
14	Meule	Saint-Jean	V.	C 43, fo 442 vo, 1.12.1662
15	Moulin, foule, meule et battoir	La Folaz à Pépinet	B.F.	C 45, fo 417 vo, 2.2.1672
16	Moule et martinet	Vaux-Sauvabelin	H.F.	C 43, fo 452, 27.6.1677
17	Raisse ³	Penau, Buchilles	H.F.	C 291, fo 1019 vo, 19.2.1672

¹ V = Ville de Lausanne (dans les remparts). HF = haute vallée du Flon, jusqu'à la porte de Saint-Martin. BF = basse vallée du Flon, dès la porte de Pépinet.

² Voir note 2 du tableau 32.

³ « Une raisse ensemble tous autres tiroirs et artifices, sauf un moulin et une meule ». Une autre scie sera construite à la Clochette, peu après l'achèvement des terriers Rebur (AVL, Chavannes C 273, fo 85 vo, 12.7.1690).

Tableau 32. *Les tenanciers des usines hydrauliques lausannoises*

N° (tableau 31)

1. Peudechair, Nicolas, bourgeois, maître pâtissier
2. Seigneux, Samuel, noble, juge, conseiller, ancien boursier
3. Bourgeois, ffeu Jean-François, citoyen, conseiller, notaire
4. Baud, Etienne, d'Epalinges, demeurant à Lausanne
5. Oudard, Jeanne-Marie, femme d'Elie Tharin, bourgeois, citoyen
6. Gan, Michel, des Râpes¹
7. Même tenancier que l'usine 6²
8. Mossmann, Vincent, habitant, maître meunier
9. Groux, Claudy, habitant
10. Olevey, Joseph, habitant, maître maréchal³
11. Sinner, ffeu Jean, habitant, maître
12. Millot, Jean, citoyen⁴
13. Meyer, Hans, maître meunier
14. Chaumat, Bernard et Favre, André, tous deux bourgeois et maîtres
15. Dessel, Jean, bourgeois, ffeu Pierre, maître
16. Même tenancier que l'usine 10³
17. Delisle, f. Sébastien, citoyen⁵

¹ Tenancier du mas n° 24 (tableau 23, p. 182).

² Le 27.3.1674, Michel Gan obtient de LL.EE. la permission de construire cette nouvelle usine au-dessus de celle de Pierre-de-Plan (n° 6), incommode et qu'il abandonne probablement (AVL, Chavannes C 273, fo 84-85). En 1690, elle est reconnue par Gabriel Dogoz, du Mont (AVL, Chavannes C 273, fo 83, 26.7.1690).

³ Tenancier de la possession n° 31' (tableau 24, p. 188).

⁴ Tenancier de la possession n° 3' (tableau 24).

⁵ Tenanciers du chalet n° 4 (tableau 27, p. 209).

Tableau 33. *Tenanciers des tanneries lausannoises*

Aubry, Georges, bourgeois, maître corroyeur
 Babatty, Pierre, bourgeois, maître cordonnier
 Bovey, Elisabeth veuve de Corricle Bonzon
 Burnier, Jean et Vulliemin, Thobie, bourgeois
 Dimanche, Paul, habitant, maître tanneur
 Frey, Samuel, bourgeois, maître, époux de Jacquemaz d'Estavayer
 Friedrich, Jean-Léonard, habitant, maître tanneur

Autres tenanciers:

Bolliet, David, bourgeois, marchand¹ (tuilière)
 Jacquier, ffeu Isaac, habitant, maître fondeur: Jacob et Marie (fonderie)

¹ Tenancier du mas n° 22 (tableau 23, p. 182). Une autre tuilière sera construite à côté de celle de Bolliet après 1680 (AVL, Chavannes C 273, fo 59 vo, 14.7.1690).

plan, car elles n'ont pas de roue à eau. Elles sont toutes installées dans la bannière du Pont, autour du Flon et de sa dérivation (8.20). Au milieu du 17^e siècle, et probablement depuis le 14^e au moins, *la principale «industrie» lausannoise est celle du cuir*. Au 19^e siècle, une entreprise d'importance internationale, les tanneries Mercier, continuera cette tradition séculaire (8.21). Citons enfin deux derniers bâtiments industriels: la tuilerie, confiée au marchand David Bolliet, vers la Blécherette et la fonderie — servant probablement à la fabrication de cloches ou d'autres objets — de la Madeleine, reconnue par les enfants de feu maître Isaac Jacquier, fondeur et simple habitant (8.22).

Il y avait déjà quelques habitants (8.23) parmi les tenanciers de possessions (p. 188): à nouveau, les listes des 24 usiniers et tanneurs lausannois (tableaux 32 et 33) témoignent du rôle économique et social d'individus susceptibles de former une classe montante. Onze de ces 24 spécialistes ne sont pas dits par Rebeur bourgeois de Lausanne. Ces nouveaux-venus pourraient gravir peu à peu les échelons sociaux, comme le jeune commissaire Rebeur... ou se briser contre l'oligarchie en place, comme lui par la suite (chap. 2). Certains ne sont peut-être que temporairement installés dans la seigneurie: les noms à consonance germanique de Mossmann, de Sinner et de Meyer reflètent l'«errance» de nombreux spécialistes-usiniers (8.24). Outre leur activité industrielle, certains de ces tenanciers détiennent un domaine foncier: mas de Pierre-de-Plan (n^o 6 du tableau 32), mas de David Bolliet (tableau 33), possessions de Joseph Olevey et de Jean Millot (n^{os} 10 et 12 du tableau 32), chalet des Buchilles (n^o 17). Maîtrise d'un métier spécialisé, accès à la propriété foncière, à la bourgeoisie de Lausanne (une douzaine des 24 tenanciers) précèdent l'arrivée au pouvoir politique. On ne trouve que deux «notables» parmi les usiniers (n^{os} 2 et 3 du tableau 32).

8.1.3. *Les bâtiments des grands propriétaires*

Au total, le groupe des tenanciers de mas, de possessions et de chalets de plus de 25 poses exploite ou fait exploiter un quart des usines lausannoises (ou un tiers des engins hydrauliques), mais aucune tannerie. On ne peut donc pas dire qu'il pratique une politique industrielle. Ces usines n'occupent d'ailleurs qu'un pourcentage minime de l'espace construit lausannois. Qu'en est-il de la propriété des plus de 1000 maisons d'habitation et rurales? Et d'abord, quelle proportion en détiennent ces gros propriétaires? Le tableau 34 donne la liste de leurs possessions. Il a été établi à partir du fichier des tenanciers lausannois. Des vérifications systématiques sur le plan ont permis d'éviter de compter à double ou à triple les bâtiments dépendant de plus d'un seigneur et donc reconnus plusieurs fois. Au total, les grands propriétaires reconnaissent 187 maisons, soit moins d'un cinquième de l'effectif — mais un tiers des bâtiments reconnus, sans les franc-alleux dont on ignore le plus souvent le propriétaire (8.25). *Ainsi, avec 45 à 60% des terres ouvertes de la basse seigneurie (p. 176), un cinquième du vignoble (p. 178), plus du tiers des Râpes (p. 203) et 20 à 33% des maisons, les familles (8.26) de grands*

Tableau 34. Bâtiments détenus par les grands propriétaires fonciers

Type de bât.	Maisons (M)	Granges (G)	Etables (E)	MG	ME	MGE	Chalets	Fours	Usines	Divers	Total ¹	% Total	TB ²	% TB
Cité	6	—	—	—	1	—	—	—	—	1	8	4,4	136	13
Palud	14	—	1	—	—	1	—	—	—	1	17	9,3	96	9,2
Pont	8	—	—	—	1	—	—	—	—	—	9	4,4	73	7
Bourg	17	1	2	—	1	—	—	—	—	1	22	12	170	16,3
Saint-Laurent	7	2	—	1	—	—	—	1	—	1	12	6,5	126	12
Ale	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	0,5	48	4,6
Chêne	3	—	2	1	1	1	—	—	—	1	9	4,9	23	2,2
Martherey-Etraz	5,5	3	—	2	1	—	—	—	—	1	12,5	6,8	115	11
Barre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	0,9
Hameaux	6	2,5	—	6	—	2	—	—	—	2	18,5	9,6	57	5,4
Isolé plaine	5,5	11,5	—	11	—	9	—	3	6	5	51	26,8	133	12,3
Isolé Râpes	5	4	—	3	—	3	8	2	1	1	27	14,7	63	5,9
Totaux	77	24	5	24	5	17	8	6	7	14	187	100	1050	100

¹ Nombre total de bâtiments détenus par les grands propriétaires fonciers.

² Nombre total de bâtiments dans les plans Rebeur (cf. tableau 30).

Sources : plan et terriers Rebeur.

propriétaires lausannois, représentant moins de 10% du total des tenanciers, détiennent une part disproportionnée du patrimoine lausannois.

Comment cette situation s'inscrit-elle dans l'espace? Ces tenanciers ont-ils des rues entières de Lausanne (8.27), voire des villages, ou leurs maisons sont-elles éparpillées dans toute la seigneurie? Un rapide survol du tableau 34 montre que c'est la deuxième hypothèse qui l'emporte: on retrouve les bâtiments possédés *dans toutes les bannières de la ville, dans les hameaux et à la campagne*. Les proportions sont cependant assez différentes de la répartition moyenne des maisons (tableaux 29 et 30). Plus de 40% d'entre elles sont en effet isolées, contre moins de 20% en général. Au centre de leurs domaines, surtout dans les mas et les chalets (cartes 5 et 6), les grands propriétaires détiennent presque toujours une vaste demeure essentiellement destinée à abriter leur fermier, leur bétail et leurs récoltes. A eux seuls, ils possèdent près de la moitié des bâtiments des Râpes, dont 8 chalets et trois belles fermes comptant maison, grange et étable (8.28). En plaine, la proportion descend un peu (38,5% du total), mais les quelque 50 bâtiments isolés qu'ils reconnaissent sont parmi les plus vastes: 9 maisons, granges et étables, 11 maisons et granges, 11,5 granges et 4,5 maisons seulement. Il s'agit encore, pour la plupart, de bâtiments d'affectation essentiellement rurale: la vogue des belles demeures de campagne destinées au séjour estival de la haute société lausannoise ne se répandra qu'à partir du 18^e siècle (8.29).

Les grands propriétaires ont près de 10% de leurs bâtiments sis dans les hameaux, alors que ces derniers ne regroupent au total que moins de 6% des maisons. C'est dans le village vigneron de Cour et au port d'Ouchy, à proximité ou au cœur des belles possessions viticoles, que les riches Lausannois s'installent avec prédilection. Avec 12 maisons à Cour, ils détiennent les deux tiers du hameau, ne laissant que 6 bâtiments aux autres, des bourgeois de Lausanne et un ressortissant de Cour, Jacques Chamot. A Ouchy, ils reconnaissent 6 $\frac{1}{2}$ maisons, soit le quart du port: les autres habitants sont: une famille dite d'Ouchy, les Eschaut; deux de Rive (8.30), les Borjoz et les Charbon; une des Râpes, les Clerc, les autres étant bourgeoises de Lausanne ou d'origine inconnue. Chailly, par contre, a totalement échappé à l'emprise des grands propriétaires, qui enserrent le village de leurs domaines et de leurs vastes fermes sans y avoir acquis de maison. En maintenant un système d'indivision, probablement lié à une persistance de feux élargis, six familles de Peneveyre et une d'Amy, originaires de Chailly, plus une d'origine incertaine, les Maudrey, ont conservé la propriété des 8 maisons du village. Ainsi, *seul Chailly garde un caractère exclusivement rural au 17^e siècle; Vidy et Cour sont « colonisés » par les bourgeois de Lausanne, tandis qu'Ouchy abrite une population plus hétérogène*, comptant, à côté des citadins, des pêcheurs, peut-être des petits commerçants et des transporteurs.

En ville de Lausanne, les grands propriétaires reconnaissent une centaine de bâtiments (tableau 34). Le Bourg en abrite une vingtaine, sis généralement dans la plus belle partie de la bannière, au bas de la moraine de la rue de Bourg. Ici, comme partout en ville, les maisons d'habitation

dominent; quelques «étables» (les terriers et plans Rebeur n'utilisent jamais le mot «écurie») témoignent du rôle important des chevaux dans les transports de l'époque. L'intérêt pour la bannière où se tenait autrefois le Plaict Général (8.31) est cependant loin d'être exclusif. La Palud ne compte que cinq bâtiments de moins; la plupart des belles demeures de la place sont occupées par les grands propriétaires fonciers. Le commissaire Rebeur avait choisi d'habiter dans un «beau quartier». Suivent Saint-Laurent, avec quelques granges... et le Pont, pourtant empuanti par les tanneries! La Cité, domaine des pasteurs, est moins bien représentée: on y compte cependant encore 8 bâtiments. Manifestement, les grands propriétaires sont solidement implantés dans toutes les bannières de la Ville. On peut se demander si cette omniprésence n'est pas liée à des motifs électoraux: comme les charges officielles (conseillers, banderets, etc.) sont réparties par bannière (8.32), n'était-il pas souhaitable d'être présent partout? L'important serait de savoir où habitent réellement ces gens, et s'ils louent certaines de leurs maisons; un dépouillement exhaustif des notaires lausannois permettrait de répondre à cette question (8.33). Quant à la répartition des bâtiments dans les faubourgs, elle est difficile à expliquer. Il semble que l'attraction de Berne joue un certain rôle: on compte 11 maisons à Martherey, contre une et demie seulement à Etraz. Les nombreuses granges et étables témoignent peut-être de l'importance du trafic vers la capitale. Suit le Chêne, également bâti de plusieurs ruraux. L'Ale et la Barre, plus pauvres, ne sont quasiment pas représentés. Au total, les grands propriétaires ne reconnaissent qu'une centaine de bâtiments en ville, soit en moyenne moins de deux par famille et 11.5% seulement de l'effectif. Probablement détiennent-ils plusieurs franc-alleux. De plus, leurs maisons sont parmi les plus grandes et les plus belles, sans comparaison avec les masures des petites gens. Il n'empêche qu'il ressort nettement que ces personnalités *ne portent pas un intérêt particulier à l'accaparement de l'immobilier urbain*. On peut se demander s'il règne une certaine égalité dans la répartition des bâtiments citadins, contrastant fortement avec l'inégalité du partage des terres et des fermes isolées.

8.1.4. *La propriété immobilière urbaine*

Une autre hypothèse peut intervenir: y a-t-il une classe particulière de propriétaires urbains, différant des propriétaires fonciers en ce sens qu'elle mise essentiellement sur la spéculation urbaine? Comme on ne dispose pas de données systématiques sur la valeur ou la taille des maisons, et que l'utilisation d'une méthode régressive laisse à désirer pour ce type de données (les critères de valeur et même de surface variant plus rapidement pour les bâtiments que pour les fonds), il faut procéder à un simple comptage du nombre de bâtiments détenus en ville par chaque famille. Le fichier des tenanciers, corrigé par des vérifications systématiques sur le plan, permet cette statistique sommaire. Un fait ressort nettement du tableau 35: *l'absence d'accaparement des bâtiments urbains*. Sur 750 tenanciers privés (sans les personnes morales), seuls 4 en reconnaissent plus de 4. La moitié de ces familles ont chacune une maison, un cinquième

de deux à quatre, tandis qu'un tiers n'en déclare aucune en ville. Tous ne sont pas, et de loin, locataires; ils peuvent avoir un logement hors de ville ou détenir des maisons de franc-alleux (voir note 8.25). Le nombre des locataires lausannois doit être relativement restreint au milieu du 17^e siècle. Très grossièrement, il représente un cinquième à un tiers de la population. Ces gens sont parmi les plus défavorisés. Ils ne disposent pas de capitaux pour payer une rente élevée à leur propriétaire. On peut présumer que, dans la Lausanne du 17^e siècle, petite ville dépourvue d'industrie importante, les placements dans le bâtiment sont encore peu intéressants. L'afflux des réfugiés huguenots, puis celui des «touristes» aisés du 18^e siècle, provoqueront peut-être, à Lausanne comme ailleurs en Europe, une hausse notable des loyers et une spéculation immobilière urbaine (8.34).

Tableau 35. Propriété des bâtiments en ville de Lausanne
(sans les usines hydrauliques)

n bâtiments	n tenanciers	%	
0	231	30,8	
<1	38	5,1	
¹ 1	345	46	dont 2 tanneries
¹ 2	88	11,7	dont 1 tannerie
¹ 3	39	5,2	dont 3 tanneries
¹ 4	5	0,7	dont 1 tannerie
¹ 5	1	0,1	
¹ 6	1	0,1	
¹ 7	1	0,1	
¹ 8	—	—	
¹ 9	1	0,1	

¹ Inférieur ou égal à.

Source: terriers Rebur.

8.2. *Les appartenances*

Au pied ou aux environs des bâtiments, des «appartenances» (8.35) aux noms et aux cultures variés forment un paysage particulier. Seules parcelles, avec les vignes, à être constamment fermées à une époque où les clôtures permanentes sont encore très rares, elles sont généralement ceintes de palissades de bois, parfois de petits murs ou de haies vives. A l'intérieur de ces limites sont répartis plusieurs carrés de cultures, de taille variable, parfois ombragés par des arbres fruitiers. Le plan Buttet donne une minutieuse image de ce paysage de tout petits lopins à côté desquels les parchets de vigne semblent d'une dimension considérable. Au 17^e siècle, les jardins s'étendent entre les maisons, de part et d'autre des remparts et sur d'anciens fossés comblés (8.36). A la campagne, ils jouxtent les bâtiments isolés.

Tableau 36. Mentions d'appartenances

Type	Hors-ville	Ville	Total	%
Curtil	62	177	239	38,8
? (sans appellation)	2	155	157	25,6
Oche	87	8	95	15,7
Jardin	—	29	29	4,7
Jordil (ou gerdil)	6	6	12	1,8
Verger	9	4	13	2,1
Clos	10	—	10	1,6
Place	4	3	7	1,1
Pré oche	7	—	7	1,1
Pré oche gerdil	5	—	5	0,8
Pré oche vigne	3	—	3	0,5
Vigne	—	3	3	0,5
Terre oche	3	—	3	0,5
Oche curtil verger	2	1	3	0,5
Cimetière	1	2	3	0,5
Divers ¹	14	11	25	4,1
Total	215	399	614	100%
%	35	65	100	

¹ Moins de 3 mentions.

Source: ACV, Gb 132 b.

8.2.1. *Curtils, jardins et oches*

Le tableau 36 donne la liste de ces appartenances, d'après le plan Rebeur. Nous y avons recensé d'une part toutes les parcelles non bâties sises en ville et dans les faubourgs (8.37); d'autre part, celles qui jouxtent les maisons des hameaux ou les bâtiments isolés (lorsqu'il ne s'agit pas de cultures de pleine terre, recensées et commentées au chapitre 5 (tableau 10, p. 128). Au total, on compte plus de 600 appartenances. Les deux tiers seulement sont en ville. En moyenne, seul un bâtiment citadin sur deux est accompagné d'un lopin de terre. Chaque petit propriétaire urbain ne dispose pas — et de loin — d'un jardin susceptible de compléter ses besoins alimentaires. Des rues entières, en particulier à la Cité-Dessous et au Pont, le long du Flon, sont formées de maisons sans curtils. A la campagne, le plan recense environ une appartenances par bâtiment. On le verra ci-dessous, le terrier permet d'en retrouver encore plus dans les zones de grande propriété.

La catégorie la mieux représentée en ville est celle des *curtils*: 177 mentions; et la plupart des 155 parcelles dont on ignore l'utilisation en sont probablement aussi. Essentiellement destinés à couvrir les besoins en légumes et pois de leurs propriétaires, ils peuvent aussi renfermer des arbustes ou des arbres fruitiers, voire quelques fleurs ou un peu de chanvre

(8.38). Le plan ne fournit aucune indication sur leur taille. Dans les terriers, elle est parfois donnée: l'unité de mesure généralement adoptée est la toise, 500 fois plus petite que la pose (8.6 m²) (8.39): il s'agit dans la plupart des cas de petites surfaces de quelques dizaines de mètres carrés (8.40). Hors de ville, les curtils sont beaucoup moins nombreux. Si l'on en retrouve quelques-uns à Ouchy, ils sont supplantés par les oches (définies ci-dessous) et d'autres cultures à Cour et à Chailly, comme au pied des maisons isolées. Au 17^e siècle, la ville de Lausanne semble s'être spécialisée dans les cultures maraîchères, laissant le reste de la production agricole à ses hameaux et ses campagnes. Dans les quartiers élégants, les curtils s'agrandissent un peu et — surtout — changent de nom. Ce phénomène est particulièrement sensible à Derrière-Bourg. De Saint-François à la hauteur de la rue des Chenaux, de beaux «jardins» font face au lac. Plus haut, des «curtils», plus serrés, appartiennent à de petits propriétaires dépourvus de titres de noblesse. Le recours au terrier fait pourtant disparaître cette distinction: les jardins y sont appelés curtils (8.41). Ainsi, le plan utilise une terminologie nouvelle à Lausanne, et peut-être introduite par le commissaire Rebeur, tandis que le terrier a conservé l'ancien mot. Il n'est pas exclu que cette distinction de langage corresponde à une différence d'emploi: les grands propriétaires jouissant de substantiels revenus fonciers n'ont pas besoin de planter des choux sous leurs fenêtres, et pourraient consacrer leurs jardins à l'agrément des yeux et de l'odorat. Le plan Buttet dessine cependant tous ces lopins de la même manière. La différence entre ces curtils ou jardins et la dizaine de *gerdils* (ou jordils), aussi nombreux en ville qu'à la campagne, est difficile à cerner avec précision. Il semble que ces derniers abritent plutôt de petits prés ou des vergers que des jardins potagers (8.42). Quant aux *clos* — tous hors de ville — ils pourraient contenir de la vigne, de l'herbe ou des arbres fruitiers (8.43). Ces deux types de cultures seraient ainsi, à la jonction entre le jardin et la pleine terre, une réserve d'herbe et de fruits échappant à la contrainte collective, favorisant l'hivernage d'une vache ou de quelques chèvres et fournissant à leurs propriétaires un précieux apport en sucre.

Les *oches* représentent un type d'appartenances très particulier; le mot peut recouvrir des significations variées et parfois contradictoires (8.44). Ici, il s'agit de chenevières: le plan de 1720 utilise ce terme pour les désigner (8.45). Au 17^e siècle, ces parcelles forment une frange péri-urbaine séparant les jardins des zones de pleine terre. On en compte une dizaine entre les faubourgs de Martherey et Etraz, au-delà des curtils accolés aux maisons. Mais les plus nombreux sont au «Pré dit du Marché»: de la porte de Chaucrau à la chapelle de Saint-Roch, dans une zone très arborisée, une quarantaine d'oches, généralement détenues par des petits propriétaires, forment une sorte de «faubourg textile» lausannois. Plus à l'ouest, quelques riches tenanciers ont installé une douzaine de chenevières entre les parchets de vigne de Saint-Laurent. Ailleurs, ces cultures sont plus rares: on en compte en particulier 3 à Vidy, 4 à Cour et 3 à la Barre (8.46). Généralement installées sur de bonnes — voire de très bonnes — terres, ces oches forment des parcelles de 0.4 pose en moyenne

Tableau 37. *Les appartenances des grands domaines de plaine*

Type	Mas		Possessions	
	n mentions	%	n mentions	%
Curtil	8	19,5	8	13,5
Oche	12	29,3	4	6,8
Jardin	—	—	1	1,7
Jordil	2	4,9	14	23,7
Verger	2	4,9	1	1,7
Clos	—	—	—	—
Place	4	9,7	1	1,7
Pré oche	—	—	1	1,7
Terre oche	1	2,4	4	6,8
Pré jordil	—	—	3	5,1
«Appartenance»	2	4,9	3	5,1
Curtil oche	—	—	3	5,1
Courtine	4	9,7	—	—
Div. (<3 cit.)	6	14,6	16	27
Total	41	100	59	100
%	36	—	51,7	—

Source: terriers Rebeur.

(8.47). Leurs tenanciers les bêchent parfois, les sèment en mai; peut-être y font-ils croître du lin à côté du chanvre (8.48). Malgré ces soins et la clôture des cultures, on peut présumer que la petite centaine d'oches ne suffit pas à vêtir les Lausannois et ne pas s'étonner que le recteur achète à l'extérieur certains tissus destinés à l'habillement des pauvres et au trousseau de l'hôpital.

Tous les autres types d'appartenances apparaissent moins d'une dizaine de fois chacun. Ils ont cependant souvent une extension spatiale plus forte que ne le laisse supposer leur petit nombre de mentions: généralement situés en arrière des curtils, ils peuvent occuper une surface plus élevée (8.49). On trouve dans cette catégorie de nombreux mélanges de cultures, où les oches apparaissent fréquemment; trois parchets de vigne, un — valant deux poses — sous les murailles de Saint-Laurent, et deux derrière les oches de Martherey-Etraz (8.50). Enfin, quelques places et des cimetières: celui de «Rugens», à Vidy; en ville, ceux de Saint-Pierre et du nord de la Cathédrale, auxquels il faudrait ajouter ceux du sud de Notre-Dame, de Saint-François, de la Madeleine et de Saint-Laurent, que Rebeur n'indique pas nommément (8.51).

8.2.2. *Les appartenances des grands propriétaires*

Les terriers permettent de recenser une centaine de mentions d'appartenances dans les mas et les possessions (tableau 37). Plus de la moitié de ces mentions sont dans les possessions, qui ne couvrent pourtant qu'une

surface dix fois inférieure à celle des mas. Les gerdils y sont nombreux : vergers ou petits prés à haut rendement, ils représentent à eux seuls le quart des mentions. Mais les «divers» sont encore plus fréquents. Il s'agit toujours de cultures mélangées, où l'on retrouve entre autres 8 vergers, 6 vignes et 5 jordils. Une seule exception : le «labirinte» que détient Jean-Philippe Loys de Villardin entre ses bâtiments de Cour ; les sources ne précisent pas s'il s'agit d'un jardin «à la française», planté de haies rectilignes (8.52). Quelle que soit son apparence, il témoigne d'un certain esprit de transformation que pourraient aussi refléter les nombreux mélanges de culture. La diversité des appartenances dans les possessions vient ainsi confirmer les constatations tirées de l'étude de leur agriculture : des domaines relativement petits mais très riches, à hauts rendements en vin, en herbe et en fruits et aux cultures particulières, parfois archaïques, d'autre fois peut-être novatrices. Les appartenances des mas sont nettement plus «classiques». On y retrouve une majorité d'oches et de curtils, comme ailleurs à Lausanne, et plusieurs espaces intermédiaires entre le bâtiment et la terre — les places et courtines (8.53) — témoignant du rôle des surfaces de dégagement ou d'entrepôt dans l'organisation des mas. Quant aux appartenances des chalets de plus de 25 poses, il est très rare que les terriers en mentionnent. On en retrouve 14 au total, dont 4 «terres et oches», 3 curtils, 2 clos et 2 oches, petites cultures accessoires tentées dans les grands domaines de «montagne».

8.2.3. *De petits laboratoires?*

De toute antiquité, les jardins ont joué un rôle parfois très important dans le développement des techniques agricoles. Les expériences faites sans gros risques sur ces petites surfaces, où le souci d'intensifier la production de parcelles échappant souvent à la dime ont pu favoriser l'introduction de cultures ou de techniques nouvelles (8.54). Qu'en est-il des curtils et jardins lausannois de la seconde moitié du 17^e siècle? Les mentions de cultures sont très rares dans les terriers. Ils signalent cependant des «bercles» dans certains curtils qui paient une dime pour tout ce qu'ils produisent, sauf pour ces plantes. Rebeur ne spécifie pas s'il s'agit de raisin sur treille, de haricots ou d'une autre plante sur échalas (8.55). On peut cependant présumer qu'il s'agit de haricots : cette nouvelle espèce, venue d'Amérique, échapperait à une cense antérieure à son introduction à Lausanne.

Quant aux rares comptes et journaux conservés du 17^e, ils ne parlent presque jamais de légumes ou de techniques de fumure. Ce n'est qu'à la fin du siècle que les écrits de Jean-Rodolphe Loys — ce précurseur des agronomes du 18^e siècle — nous renseignent quelque peu. Malheureusement pour nous, il ne pousse probablement pas — ou plus — de choux ni de raves dans les jardins de la haute société. Loys fait venir des fleurs, tels les «deux rosiers musquez envoyé par Mons(ieu)r de Broty syndique de Thonon plantez en suite au iardin de St Etienne» (8.56). Et, surtout, il soigne amoureusement une admirable pépinière d'œillets. En 1700, il écrit

un «Rolle des œillets qui iay en 1700», où il énumère, entre autres, le «... 11 blanc fin et panasché de couleur de chair et rouge foncé ne creve pas 12 blanc fin panaché dincarnat ne creve pas 13 le petit Suisse dun rouge foncé panaché dun rouge clair et lastre du monde ...». Soucieux non seulement de la couleur mais aussi de la résistance de ses plantes, Loys les met en terre à des dates très précises, fonction du calendrier astronomique (8.57). Et le lecteur du 20^e siècle reste charmé devant cette curiosité odorante et multicolore, presumant qu'il ne s'agit peut-être ici que de la face visible — et hédonique — d'un phénomène nouveau: le cosmopolitisme agricole (8.58).

Chapitre 9

LES LAUSANNOIS
DANS LEURS CAMPAGNES

9.0. *Préliminaires*

Au fil de cet ouvrage, le lecteur a vu se dessiner peu à peu un portrait de la Lausanne du 17^e siècle. Ville sujette dont l'oligarchie tente de se refermer sur elle-même (chapitre 2), c'est une région riche et convoitée (chap. 3) où les prix sont en stagnation après les flambées de la Guerre de Trente Ans (chap. 4). Lausanne dispose d'un beau vignoble, de quelques terres céréalières et de trop peu de prés (chap. 5). La grande propriété accapare une bonne part de son territoire (chap. 6). Sa «montagne», les Râpes, abrite des forêts décharnées, quelques grands chalets et quelques dizaines de paysans (chap. 7). Les petits hameaux se sont dépeuplés, tandis que l'habitat dispersé prend de l'importance. En ville, les maisons sont moins inégalement réparties que les terres à la campagne (chap. 8). Successivement, les individus et les groupes sociaux, les marchandises, les paysages et les bâtiments ont été étudiés. En conclusion, nous allons examiner dans quelle mesure les relations entre ces différents «objets» permettent de mieux comprendre les rapports entre les hommes et le sol dans les espaces lausannois précédemment étudiés.

9.1. *Ville et territoire de Lausanne*

Et, d'abord, une évaluation globale: le territoire de Lausanne et des Râpes ne suffit pas à nourrir ses habitants. Cette constatation, qui n'a rien d'exceptionnel, s'appuie sur des données précieuses qui vont permettre d'évaluer les différentes «aires de subsistance» (9.1) de la cité.

9.1.1. *La population*

Le premier dénombrement conservé de la population lausannoise à l'époque moderne date de 1698. Pendant cette année de disette, LL.EE. inventorient leurs sujets, leurs besoins et leurs ressources en grain (9.2). Ce document permet de tracer un minutieux portrait de la démographie et des coutumes alimentaires de la ville, des villages et des campagnes du bailliage. Nous en ferons l'étude détaillée à une date ultérieure. Cette source, postérieure à la Révocation de l'Edit de Nantes et aux bouleversements qui en résultèrent, décrit en effet une Lausanne différente de celle du milieu du 17^e siècle, qui fait l'objet de cet ouvrage. Elle serait susceptible d'introduire, en la complétant par un examen de l'enquête de 1709 (9.3), à une présentation de Lausanne au 18^e siècle. Pour l'instant, nous nous contenterons d'y puiser les renseignements nécessaires à l'élaboration de ce chapitre. En 1698, Lausanne abrite 6204 habitants (9.4). En ôtant à ce chiffre environ 1100 réfugiés (9.5), on peut évaluer à

quelque 5100 personnes la population lausannoise du milieu du 17^e siècle. Deux à trois fois moins forte que celle de Genève et deux fois inférieure à celle de la capitale bernoise (9.6), elle est pourtant déjà trop importante par rapport à la surface agricole totale de son territoire.

9.1.2. Consommation et production de pain

Le recensement permet en effet d'évaluer la consommation des Lausannois du 17^e siècle avec un degré d'exactitude élevé pour l'époque. Il demande en effet à chaque famille d'indiquer ses besoins en grain. En moyenne, et sans tenir compte des grandes variations d'un quartier à l'autre et de la ville à la campagne, chaque individu consommerait 20 quarterons (q.) — soit approximativement 274 litres — de grain par an : 5,48 q. de froment, 0,03 de seigle, 7,52 de messel, 4,47 de mûcle et 2,49 d'avoine. En ôtant l'avoine et le mûcle, il faudrait 13 q. de froment et de messel chaque année, soit $5100 \times 13 : 66\,300$ q. (environ 9086 hectolitres), faisant quelque 1380 m. (muids) de blé d'automne chaque année pour nourrir tous les Lausannois au milieu du 17^e siècle (9.7). Les soles de terres ouvertes consacrées aux céréales d'automne suffisent-elles — en année moyenne — à produire ces plus de 1000 muids ? Pour répondre à cette question, il faut en connaître la surface et le rendement approximatif. L'enquête effectuée en 1709 permet de les évaluer. A la suite des récoltes catastrophiques de cette année, LL.EE. demandèrent aux Lausannois quelle avait été la surface ensemencée en automne 1708 et quel était le rendement espéré (voir note 9.3). On leur répond que les 1212 poses semées de blé d'automne auraient dû produire 4242 sacs (33 396 q.). Cette évaluation est peut-être trop faible : les producteurs ont dû minimiser leurs récoltes « normales » pour cacher d'éventuelles fraudes sur la dime (9.8). Nous la considérerons comme un minimum. Elle donne un rendement de 28 quarterons par pose, soit approximativement 9 hl par hectare. Celui-ci est très faible, même en tenant compte du fait que les terres ouvertes des Râpes font baisser la moyenne (9.9). La trop grande imprécision des données du plan Rebeur — et en particulier celles concernant les surfaces de chacune des cultures, particulièrement dans les mas et dans les Râpes — ne permet pas de faire une évaluation précise de la superficie des terres ouvertes. Si l'on considère cependant que la conjoncture des prix de la seconde moitié du 17^e siècle a favorisé le recul des champs dans plusieurs régions d'Europe occidentale (9.10), on peut penser qu'il y avait au moins autant sinon plus de surface occupée par les blés d'automne en 1650 qu'en 1709. Le tableau 38 résume ces évaluations. Si la superficie des pies d'automne de 1650 est proche de celle de 1709 et si la production du milieu du 17^e siècle peut être comparée aux données minimales du début du 18^e, Lausanne n'assurerait que la moitié des besoins de sa population en froment et en messel. Ces évaluations ne portent pas sur les besoins en avoine et en mûcle (environ 7 q. par famille) produits — sauf exception — sur la pie de printemps, car le recensement de 1709 n'indique pas de rendement pour ces céréales (voir note 9.7). Nos calculs portent uniquement sur les grains qui préoccupent en premier LL.EE. en période de

Tableau 38. *Evaluations de la production et de la consommation des Lausannois*

	1650–1680	1709 (récolte catastrophique)
Evaluation des surfaces ensemencées en céréales d'automne	1200 à 1500 poses	1212 poses
Evaluation de la récolte moyenne en céréales d'automne	4200 à 5200 sacs	4242 sacs
Evaluation de la population	5100 habitants	6204 habitants
Evaluation de la consommation en blé d'automne	8287 sacs	10 081 sacs
Evaluation du déficit en blé d'automne	3000 à 4000 sacs	5639 sacs

Remarque: ce tableau ne tient pas compte de la production et de la consommation de céréales de printemps.

disette. Ainsi, sauf peut-être lors des bonnes ou des très bonnes récoltes, les Lausannois doivent partiellement faire appel à leurs voisins pour s'alimenter en pain. Les producteurs de l'arrière-pays vaudois ou, comme on l'a vu ci-dessus (chap. 4), les marchands bourguignons fournissent donc une provende indispensable à la survie de la cité.

9.1.3. *Consommation et production de vin*

Un calcul plus audacieux que le précédent va permettre de porter un jugement très approximatif sur la production du vignoble lausannois. D'une part, on ne dispose pas sur ce point d'enquête comparable à celles de 1698 et 1709 pour le grain. D'autre part cependant, les surfaces des parchets, bien que surestimées, sont assez bien connues et on peut en faire une grossière évaluation. C'est ce second point qui permet de tenter une estimation de la production viticole.

Mais d'abord, il faudrait connaître les besoins en vin de la population. On sait que le recteur de l'Hôpital devait donner en demi-pot par jour à chacun de ses pensionnaires (p. 104). En prenant comme moyenne cette consommation de pauvres gens, on ne tient pas compte des beuveries d'hommes plus privilégiés, comme certains conseillers (p. 35), qui d'ailleurs préféraient généralement les grands crus aux petits vins lausannois. Mais les enfants — qui forment à peu près la moitié de la population, le feu lausannois de 1698 se composant de 4,7 personnes (voir note 9.4) — boivent nettement moins que les adultes. On peut cependant considérer

Carte 7 : Seigneuries des lausannois vers 1650 (d'après Rebeur)

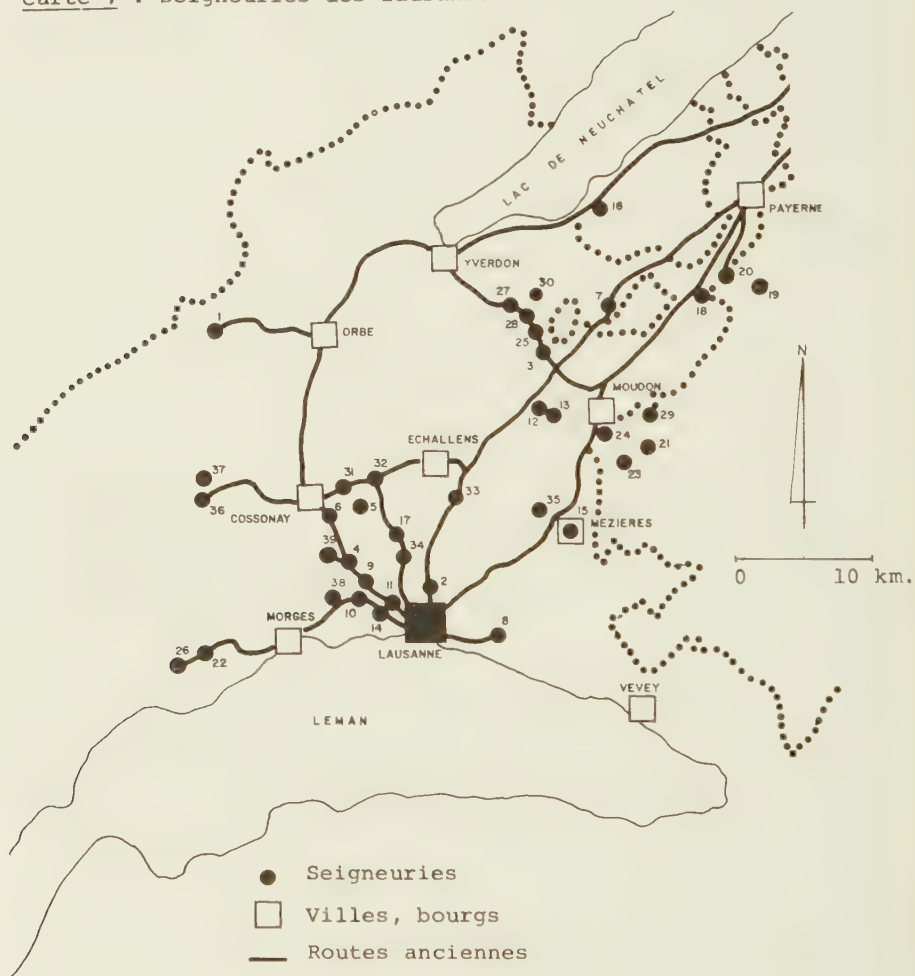


Tableau 39. *Les seigneuries détenues par les tenanciers lausannois, d'après les terriers Rebeur*

Les numéros entre parenthèses: (1), (2), ... renvoient à la carte 7.

Asperlin	Samuel, seigneur de Ballaigues (1).
Bergier	Jean-Pierre, seigneur du Pont et Perey-Martin (Fribourg); (du Mont-sur-Lausanne (2)).
Bergier	Jeanne-Marguerite, épouse de Gamaliel Loys, seigneur de Correvon (3).
Charrière	Abraham et Jean-François, seigneurs de Mex (4) et coseigneurs de Bournens (5); (seigneurs de Penthaz (6)).
Coupin	Marie, veuve en dernières noces de Jean-Rodolphe Mestral, seigneur de Combremont-le-Grand (7).
de Crousaz	ffeu François, seigneur de Corsier-sur-Lutry (8) ¹ .
de Crousaz	Louyse, dame de Crissier (9) (et de Chavannes-sur-Ecublens (10)), ffeu Claude, seigneur de Prilly (11) et Crissier (9).
de Praroman	André, seigneur de Chapelle (12) et Martherenges (13).
de Praroman	Claude, seigneur de Renens (14), Mézières (15), etc.
Loys	Joseph, seigneur de Cheyres (Fribourg) (16) ² .
Loys	ffeu Ferdinand-Baptiste, seigneur de Cheseaux (17).
Loys	Jean-Louis, seigneur de Marnand (18), etc.; coseigneur de Middel (19), Trey (20) ³ .
Loys	Jean-Philippe, seigneur de Villardins (21), Lavigny (22), Montet (23), Chavannes-sur-Moudon (24), Loys (?), Chanéaz (25); coseigneur d'Aubonne (26), Donneloye (27), Prahins (28), Brenles (29), (Mézeray-sur-Yverdon (30)), etc. ⁴ .
Manlich	Jean-François, seigneur de Daillens (31) ⁵ .
Manlich	Nicolas, coseigneur de Bettens (32).
Polier	Jean-Pierre, seigneur de Bottens (33) (et Vernand (34)).
Polier	Louise, dame de Corcelles-le-Jorat (35), femme de Paul de Chandieu, seigneur de Villars-Bozon (36), L'Isle (37), etc. ⁶ .
Rosset	ffeu Benjamin, seigneur de Prilly (11).
Rosset	Gabriel, seigneur d'Echandens (38) ⁷ .
Rosset	Jean-Philippe, seigneur de Vuflens-la-Ville (39).

¹ Tenancier du mas n° 7 (tableau 23, p. 182).

² Tenancier du mas n° 21 (tableau 23).

³ Tenancier de la possession n° 10' (tableau 24, p. 188).

⁴ Tenancier de la possession n° 17' (tableau 24). La seigneurie de Loys n'a pas été retrouvée.

⁵ Ancien tenancier du chalet n° 11 (tableau 27, p. 209).

⁶ Tenancière du chalet n° 24 (tableau 27).

⁷ Tenancier du mas n° 4 (tableau 23).

Les «etc.» figurent dans les terriers. Nos recherches ne nous ont pas permis de retrouver d'autres seigneuries.

comme vraisemblable une consommation de 2000 à 3000 pots par jour, soit approximativement 8800 à 13 200 hl par an (9.11).

Reste à évaluer la production et la surface du vignoble lausannois. La petite propriété compte 878 à 880 poses de vignes (p. 151). 23,9% des 115 poses des possessions du bas sont consacrées à la vigne, et 12,5% aux hautains, soit un total de 42 poses environ (tableaux 21 et 22, p. 180). On peut ainsi estimer que les quelque 920 poses couvertes de vigne sont une approximation assez satisfaisante de la surface réelle, peut-être légèrement surévaluée. Au 14^e siècle, Maxime Reymond évaluait le rendement d'une vigne de Chillon à une fourchette de 28 à 100 l par fossorier de 450 m² — soit 33 à 120 l par fossorier lausannois (9.12). Les données publiées par ce chercheur original et intelligent ne sont pas toujours très précises. Ici, elles sont basses, mais comparables à celles dont on dispose pour d'autres régions au 17^e siècle (9.13). En les prenant comme base minimale, le vignoble lausannois pourrait au moins produire de 2400 à 8800 hl par année. Lors de belles vendanges, il couvrirait la consommation locale minimale. La production viticole semble ainsi moins déficitaire que la production céréalière, et les importations de crus pourraient être parfois plutôt un luxe qu'un besoin essentiel.

Nous ne disposons pas de données locales permettant d'évaluer la surface en herbe et son rendement pour l'élevage. Le rayon d'action du marché des produits laitiers et de la viande est certainement plus grand que celui du pain et du vin. On l'a vu, les prés sont rares (p. 149) et le recteur achète fréquemment son bétail hors des murs de la ville (p. 107).

9.1.4. Espace politique et espace économique

Ainsi, la surface de Lausanne ne suffit pas à couvrir totalement les besoins fondamentaux des consommateurs de la ville. L'aire d'alimentation est plus étendue que l'espace politique. En se basant sur les données réunies par Anne-Marie Piuz pour Genève (9.14), on peut évaluer sa surface théorique. Au bout du lac, le rayon de consommation atteint 25 à 30 km pour une population évaluée à 15 000 personnes, soit une surface de 2000 à 2800 km². A Lausanne, pour une population trois fois moins élevée, il faudrait de 700 à 950 km² — soit le tiers environ du territoire vaudois.

La situation politique et économique de Lausanne est cependant très différente de celle de Genève. Premièrement, la cité, sujette de LL.EE., est en pays bernois. Des villes plus peuplées et libres (Berne, Fribourg, Genève) sont à moins d'une centaine de kilomètres, et des centres secondaires (Morges, Cossonay, Echallens, Vevey) à moins d'une vingtaine de kilomètres. Deuxièmement, elle dispose d'un vaste arrière pays: zones céréalières du Gros-de-Vaud, herbagères du Jorat, viticoles de Lavaux. Le bailliage de Lausanne, qui prolonge la seigneurie jusqu'à la Veveyse, produit les meilleurs vins du pays. Malgré le beau domaine du Dézaley-d'en-Bas et la possession de parchets disséminés, la présence des Lausannois n'y est cependant pas prépondérante. Manifestement, l'expansion de la cité vers son arrière-pays a été fortement freinée dans cette

région convoitée tant par les Bernois que par les Fribourgeois (9.15). La carte 7 montre qu'elle s'est plutôt effectuée vers le nord-est. Elle donne l'emplacement des seigneuries détenues par des Lausannois ayant prêté reconnaissance entre les mains du commissaire Rebeur (tableau 39). Les lacunes des sources ne permettent pas d'y ajouter tous les domaines détenus par des Lausannois dans le canton, ni toutes les dîmes qu'ils y perçoivent (9.16). La seigneurie, qui allie généralement la perception de dîmes à celle de redevances (voire de services) et à la propriété utile, est cependant l'un des indicateurs essentiels de l'emprise des citadins sur leur région.

Au total, les Lausannois détiennent plus de 40 seigneuries. Rebeur en indique 37, et d'autres sources permettent d'en ajouter 5 (entre parenthèses dans le tableau 39). Sur le terrain, on voit apparaître deux types d'implantation. D'abord, une vingtaine de seigneuries sont à moins de 15 km de la ville; la plupart sont à l'ouest et au nord. Puis, les points se raréfient à l'ouest: moins d'une demi douzaine après Morges, Cossonay et Orbe. Ils sont plus nombreux — une quinzaine — vers le nord-est. Quatre axes principaux drainent ainsi les revenus seigneuriaux vers Lausanne: ceux de Genève et d'Yverdon, et les deux routes de Berne, celle de l'évêque par Le Mont et Bottens et celle du duc de Savoie par Mézières et Moudon. Des axes transversaux complètent le réseau: le chemin de Cossonay à Echallens, et celui qui, d'Yverdon à Moudon, croise la route épiscopale. La carte 8 situe cette expansion lausannoise par rapport à celle des particuliers bernois, fribourgeois ou genevois. Elle ne tient pas compte des biens détenus par d'autres personnes, vaudoises ou non, ni des propriétés d'Etat (LL.EE. essentiellement) (9.17). Sur les quelque 112 seigneurs du 17^e siècle recensés, on trouve 35% de Lausannois, 45% de Bernois, 12% de Fribourgeois et 8% de Genevois. Les Bernois s'étalent à travers tout le Pays de Vaud. Du vignoble de La Côte, ils suivent le Jura herbager et le Gros-de-Vaud céréaliier jusqu'aux parchets du nord vaudois. A l'est, ils longent le Chablais jusqu'à Lavaux et au Jorat. Les Genevois ont une prédilection pour la Côte et son arrière-pays. Quant aux Fribourgeois, ils se cantonnent à l'est, à proximité de leur terroir. Ainsi, l'orientation sud-ouest nord-est de l'aire économique de Lausanne est en partie fonction de la présence de rivaux riches et puissants. Cette aire prolonge dans le Pays de Vaud les zones de mas et de chalets sises autour de Lausanne. Les seigneuries, concentrées à proximité de la ville et dans la Broye, couvrent surtout des régions céréalières et herbagères. Les meilleurs vins du pays sont en d'autres mains. On comprend mieux ainsi l'importance du vignoble lausannois pour ses habitants.

9.2. Moyens et petits propriétaires dans les Râpes et en plaine

Ainsi, les Lausannois doivent parfois aller chercher assez loin une partie de leur alimentation. Parmi eux, tous — et de loin! — n'ont pas le même sort. Les seigneurs et les grands propriétaires fonciers produisent

Carte-schéma 8 : Aires de concentration des
seigneuries détenues par des particuliers
au 17^e siècle

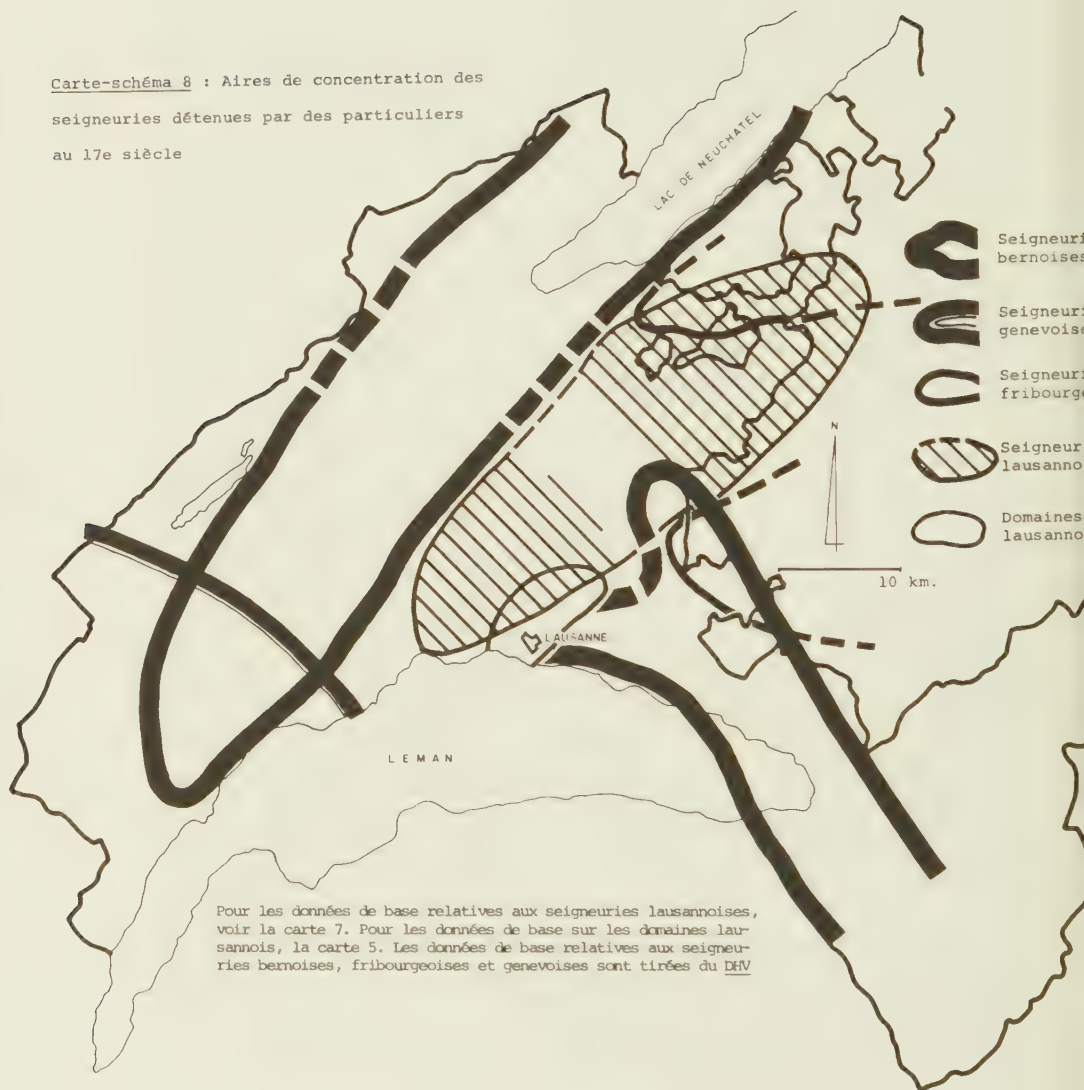


Tableau 40. *Les tenanciers lausannois (approximations)*

Propriétaires de mas, de possessions, de chalets de plus de 25 poses	70 feux
Détenteurs de seigneuries ne reconnaissant pas de grand domaine à Lausanne	13 feux
Autres tenanciers privés lausannois	667 feux
Personnes morales	15
Approximation des non-propriétaires	335 feux environ
Population totale estimée: 5100 personnes à 4,7 personnes par feu	1085 feux environ

¹ Lausanne (la Ville et l'Hôpital), Payerne, Epalinges, et la lignée des Loys (détenant une sépulture).

beaucoup plus qu'ils ne consomment. A l'autre bout de l'échelle sociale, environ 1200 pauvres gens, qui ne déclarent aucun bien, doivent beaucoup acheter. Entre ces deux extrêmes, les petits et moyens propriétaires forment environ 670 familles, soit plus de la moitié de la population totale (tableau 40).

La question est la suivante: ces familles de petits et moyens propriétaires lausannois peuvent-elles subsister de leurs terres? La situation est-elle différente dans les Râpes et en plaine? Pour y répondre, nous utiliserons des données sur les surfaces agricoles et celles que les recensements ont fournies sur la production et la consommation. Quant au nombre de familles de tenanciers, il a été établi sur la base des terriers. Il ne peut tenir compte d'éventuelles personnes ne possédant que des francs-alleux et ne prêtant pas de reconnaissance. S'ils sont nombreux — ce qui est peu probable (9.18) — nos moyennes représenteront un maximum, les domaines réels pouvant être un peu plus petits.

En «montagne», les terriers dénombrent 50 familles de tenanciers, sans les propriétaires de chalets de plus de 25 poses (tableaux 26 et 27, p. 208). Quatorze d'entre elles reconnaissent quelques biens en plaine. Dans les Râpes, il reste à ces familles de 355 à 655 poses de terres défrichées une fois qu'on a ôté à la surface approximative des clairières (2150 à 2450 poses, *ibidem*) celle des chalets de plus de 25 poses (1795,4 poses, p. 203). *En moyenne, chaque feu de paysans des Râpes dispose d'un domaine valant de 7 à 13 poses.* En outre, il peut mener paître son bétail dans les *bois communs*, contre la redevance annuelle de un florin (p. 199). Ces domaines de 3 à 5,5 ha sont petits par comparaison avec les grands chalets, dont la superficie moyenne est de 32 ha (p. 203). Le contraste social est frappant. Peut-on cependant conclure de cette inégalité

que les paysans-exploitants des Râpes ne peuvent pas subsister de leurs terres? La chose n'est pas certaine. Certes, il est impossible, dans l'état actuel des connaissances, d'évaluer le rendement d'un domaine joratais au 17^e siècle. On peut cependant tenter quelques comparaisons avec l'agriculture pratiquée dans ces régions avant les bouleversements apportés par la motorisation. Dans les années 1920–1930, les paysans du Jorat laissent 80% de leurs terres fermées. A cette époque, 2000 familles, avec une moyenne de 3 travailleurs, réussissent à subsister sur des domaines de 5 à 8 ha, avec 10 à 15 bêtes, dont 7 à 10 bovins. Les terres ouvertes du Jorat, ayant une aptitude moyenne pour le froment — contre une aptitude bonne à très bonne au bord du Léman — permettent une production céréalière supérieure à celle des zones de montagne (Préalpes, Jura) (9.19). Les paysans du 17^e siècle par contre ont des vaches plus petites, consommant moins d'herbe que celles du 20^e siècle. Eux-mêmes se contentent d'une nourriture frugale (9.20). Leurs terres, plus récemment défrichées qu'en plaine, sont probablement moins fatiguées et un peu mieux fumées. On peut ainsi penser que les quelque 50 familles des Râpes disposent de terres leur assurant une survie minimale, dans des conditions très dures. Pour se procurer les espèces nécessaires à l'achat des denrées qui leur manquent et au paiement des redevances — peu élevées dans cette région (9.21) — elles vendent parfois une ou deux bêtes, plus souvent leur production laitière transformée. Le beurre, en particulier, est rare et prisé par les citadins (9.22). De plus, ces paysans peuvent pratiquer quelques activités annexes, comme le bûcheronnage, ou travailler saisonnièrement dans les chalets. Certains y sont fermiers (p.207). La population des Râpes est donc clairsemée et pauvre. Elle travaille péniblement un petit domaine qui lui permet à peine de vivre. Elle subit l'emprise de riches propriétaires vivant généralement en ville. Cette population est neuve: la plupart des premiers défricheurs n'ont pas laissé de descendance (p.206). Elle est dure et solidaire, susceptible d'arrondir ses trop maigres revenus en dévalisant les voyageurs. Jusqu'aux années 1710, les brigands du Jorat inquiètent les passants (9.23).

Toute autre est la situation des moyens et petits propriétaires de «plaine». Au nombre de 644 familles (617 si l'on ne compte pas les propriétaires de seigneuries ou de fonds dans les Râpes), ils détiennent au plus 1900 à 2500 poses. Pour obtenir ce total, il faut ôter des quelque 4300 poses de la surface totale de la basse seigneurie les 70 poses de la ville et des terrains péri-urbains, les 170 poses de Sauvabelin, les 300 de pâquiers communs, plus de 1000 à 1700 poses occupées par les mas (sans tenir compte des parcelles isolées reconnues par les tenanciers de ces mas) et les 160 poses des possessions (p. 150, 151, 169 et 178). *En moyenne chaque famille de petits et moyens tenanciers lausannois ne reconnaît qu'un domaine de 3 à 4 poses* (1, 2 à 1,7 ha), souvent lourdement chargé de redevances diverses. Ici, on ne peut plus penser que ces gens vendent certains de leurs surplus, car ils n'en ont pas! Ces microdomaines ne peuvent pas alimenter une famille (9.24). Plus qu'aux Râpes, cette moyenne est trompeuse. Une très grande inégalité règne probablement

Tableau 41. Petits et moyens propriétaires lausannois

(Sans les tenanciers de mas, de possessions et de chalets de plus de 25 poses, ni ceux qui n'ont des biens qu'aux Râpes).

Au total : 644 familles ; 1160 tenanciers, dont 409 femmes et 751 hommes.

Hommes	Nombre	%
Bourgeois (ou citoyens)	443	59
Habitants	188	25
D'un hameau lausannois	24	3,2
D'un faubourg lausannois	15	0,6
Divers	14	1,9
Statut inconnu	77	10,3
Total	751	100

¹ Sans que le terrier spécifie s'ils sont bourgeois ou habitants de Lausanne.

entre ces propriétaires. Elle est impossible à cerner à partir des documents disponibles. Les surfaces déclarées sont trop rares et imprécises et les franc-alleux sont trop nombreux. Un sondage sur un tiers de ces 644 familles montre que la moitié d'entre elles ne déclare aucun fonds (mais des bâtiments seulement) et que 6% seulement reconnaissent plus de 6 parcelles de terrain. On peut penser que 30 à 50 feux vivent du rendement de leurs terres en plaine, en plus des propriétaires de mas et de possessions. Près de 600 seraient presque totalement démunis. Manifestement, la grande majorité des tenanciers lausannois ne subsiste que grâce à la proximité d'un marché du travail urbain et à des emplois saisonniers dans les grands domaines.

On peut alors se demander quelles sont les activités non agricoles. À défaut de disposer d'un dénombrement indiquant les métiers et occupations des Lausannois, il faut utiliser les terriers Rebeur pour répondre à cette question. Nous avons établi la liste de toutes les personnes y prêtant reconnaissance. Elles peuvent être nombreuses dans un même feu. L'exemple de la famille Roux (tableau 15, p. 161) illustre ce phénomène : trois tenanciers successifs y apparaissent de 1657 à 1671 : le père, puis son fils et sa veuve. Ainsi, cette statistique, qui porte sur quelque 30 ans, n'a pas l'homogénéité d'un dénombrement. Certaines familles, qui déclarent leurs fonds en une seule fois, car ils dépendent d'un même seigneur, n'y apparaissent que sous l'identité d'une personne. Ailleurs, Rebeur a vu défiler deux, voire trois générations. Au total (tableau 41 ci-dessus), on compte 1160 individus dans les 644 familles de la basse seigneurie (sans les tenanciers de mas et de possessions). Les femmes font plus du tiers de l'effectif (9.25). 60% des hommes seulement jouissent du statut de

Tableau 42. Les « maîtres » lausannois
(Métiers indiqués dans les terriers Rebeur)

—	45 « maîtres » (sans spécification)	dont 24	habitants
<i>Cuir:</i>	9 maîtres tanneurs (ou courroyeurs)	dont 5	habitants
	8 maîtres cordonniers	dont 6	habitants
<i>Bâtiment:</i>	5 maîtres charpentiers	dont 2	habitants
	5 maîtres maçons	dont 3	habitants
	3 maîtres menuisiers	dont 1	habitant
	1 maître verrier	—	—
<i>Textile:</i>	3 maîtres tisserands	dont 3	habitants
	2 maîtres couturiers	dont 2	habitants
	2 maîtres chapeliers ¹	—	—
	1 maître drapier	dont 1	habitant
	1 maître tailleur	—	—
	1 maître teinturier	—	—
<i>Fer:</i>	3 maîtres maréchaux (ou forgerons)	—	—
	3 maîtres serruriers ²	dont 2	habitants
<i>Alimentation:</i>	2 maîtres pâtissiers	—	—
	1 maître boucher ³	—	—

¹ Pourrait être classé sous « cuir ».

² Pourrait être classé dans le « bâtiment ».

³ Voir aussi les fils du boucher Martin (tableaux 23 et 24, p. 182 et 188).

bourgeois. Un quart sont de simples habitants. Il y a ainsi parmi les tenanciers lausannois une forte minorité composée d'immigrés et de leurs descendants. On connaît l'origine de 37 d'entre eux, probablement les plus récemment arrivés. Trois seulement ne sont pas Vaudois: ils viennent du pays de Gex, du Dauphiné et du bailliage bernois de Schwarzenbourg (sans compter un teinturier originaire d'Aarbourg et devenu bourgeois de Lausanne, ni le bourguignon Rebeur). 70% de ces 37 immigrants viennent d'une paroisse sise à moins de 15 km de la cité. L'apport régional est proportionnellement beaucoup moins important à Genève, où affluent des immigrés venant parfois de fort loin (9.26). A nouveau, on voit les limites du rayonnement lausannois outre les frontières de la seigneurie.

26% de ces habitants sont maîtres-artisans, contre 11% seulement des bourgeois (tableau 42). Au total, une centaine de tenanciers (13% des hommes) déclarent exercer une quinzaine de métiers. Le cuir et le bâtiment sont les mieux représentés. Suivent le textile, puis le fer et l'alimentation (les usiniers du tableau 32, p. 223 n'apparaissent pas dans ce tableau 42, recensant les « maîtres » artisans indiqués comme tels par Rebeur). La proportion des « industriels » est très faible (9.27). Elle ne tient compte que des personnes ayant acquis une maîtrise à la suite d'un

apprentissage parfois onéreux (9.28). Tous les compagnons, ainsi que les domestiques, ou les travailleurs non spécialisés, moins payés (tableau 7, p. 92) n'apparaissent pas chez Rebeur. Ces derniers exercent certainement, à temps partiel, plusieurs des 263 «gagne-pain des Lausannois» recensés par Paul-Louis Pelet au début du 19^e siècle (9.29). De plus, on ne sait rien des non-propriétaires. On ne retrouve par exemple dans le tableau 42 que deux artisans parmi la douzaine de spécialistes cités par Marcel Grandjean comme ayant travaillé à la reconstruction de l'Hôtel de Ville de la Palud dans les années 1670. Plusieurs d'entre eux sont d'ailleurs des étrangers, souvent suisses-alémaniques (9.30).

Ainsi, seule une minorité de propriétaires lausannois reconnaît exercer un métier qui l'occupe probablement tout au long de l'année, l'exploitation de ses terres passant au second plan. 42 des 650 hommes restant détiennent des charges ou des offices (conseillers, etc.). De plus, 74 ont une «occupation»: 34 notaires et 39 pasteurs, dont 9 professeurs et 4 médecins et enfin un chirurgien (9.31). Ces activités ou ces charges sont plus nombreuses que ne le laissent présumer les terriers. Il existe sans doute une couche restreinte de personnes aisées, possédant souvent de beaux domaines au-delà du territoire lausannois et exerçant en ville diverses activités dans le «tertiaire». Les recteurs du Grand Hôpital par exemple (tableau 6, p. 84) ne détiennent ni mas, ni possessions, ni chalets. Ils ne peuvent pas être classés parmi les petites gens. Les renseignements sur les métiers et les occupations tirés des terriers représentent donc un minimum. Au total, le faible pourcentage du «secondaire» (13%) ajouté à celui du «tertiaire» (16%) concerne moins du tiers des petits et moyens propriétaires masculins. Quant à l'importance du commerce, elle est impossible à évaluer à partir des sources utilisées (9.32). Il semble ainsi que *près des deux tiers des petits et moyens propriétaires lausannois du 17^e siècle n'exercent que très accessoirement des activités non agricoles* (9.33). La plupart d'entre eux, pour compléter le trop maigre apport de leurs terres, doivent travailler saisonnièrement dans les domaines des plus riches. Ils peuvent aussi — ce qui pose un autre problème — y être fermiers.

9.3. *Fermiers et grands propriétaires*

Dans les mas, possessions et chalets, il s'agit de savoir si l'exploitant (fermier) peut vivre du domaine qu'il cultive sans activité annexe et si le grand propriétaire peut s'enrichir du revenu de sa campagne. En Allemagne et en France entre autres, des chercheurs ont tenté de répondre à cette question. Ils disposaient pour ce faire de données beaucoup plus précises que les nôtres. Leurs conclusions sont pessimistes: un fermier d'un domaine de surface équivalente à la moyenne des mas lausannois tourne mal, ou pas du tout (9.34). Des indices laissent supposer que la situation est comparable dans nos régions. Au Chalet-à-Gobet par exemple, les Regamey, fermiers de Daniel Mingard, ne réussissent pas à

tenir leurs engagements et le domaine est reloué à d'autres en 1693 (9.35). Si les terriers Rebeur ne donnent pas de renseignements sur les possessions, on sait que les agronomes du 18^e siècle reprochaient à leurs propriétaires de confier de trop grands domaines à un seul vigneron, leur recommandant de ne pas donner plus de 4 à 5 poses à chacun d'entre eux (9.36). A la longue, un homme terrassé de travail finit par négliger les terres qu'il cultive. Sur la base de ces trop rares exemples (9.37), on peut penser que le statut des *fermiers lausannois* du 17^e siècle ne diverge pas fondamentalement de celui de leurs homologues en Europe occidentale: *loin de s'enrichir, ces cultivateurs doivent détenir des terres en propre ou pratiquer une activité secondaire pour réussir à répondre à leurs engagements.*

Quant au propriétaire, il se contente de percevoir sa pension annuelle, voire d'expulser son granger s'il ne remplit pas les conditions de son bail. Mais que représente ce revenu par rapport à la valeur du domaine? On peut tenter de l'évaluer pour un mas, celui des Esterpeys (n° 20 du tableau 17, p. 170). Les Rouge, paysans aisés fermiers de Nathanaël Dyverdon, doivent lui verser chaque année 7 coupes de froment, autant de messel, 15 florins et 2 chapons (9.38). Si l'on convertit en espèces ces redevances en prenant comme critère la valeur moyenne de la denrée de 1651 à 1679, on obtient un total d'environ 200 florins par année (9.39). On sait que le domaine «peust bien contenir l'environ de quarante bonnes poses» de «tant pré que terre et bois» (voir note 9.38). Posons l'hypothèse que les champs y sont nettement majoritaires, comme le laisse clairement supposer le fait que la pension est essentiellement céréalière. Si les Esterpeys comptent 30 poses de champs — à 265 florins la pose en moyenne — et 10 de pré — à 410 florins (9.40) — on obtient une évaluation du prix du domaine relativement élevée, puisqu'elle ne tient pas compte de la surface boisée. En tout, quelque 12 050 florins. En 1693–1694, le rural de Béthusy, couvrant approximativement la même surface, vaut 10 780 florins (9.41). Notre évaluation d'un mas de terres moins fertiles est donc probablement surestimée. Même si on l'abaisse au-dessous de 10 000 florins cependant, *le capital investi dans les Esterpeys rapporterait à peine plus que du 2%* à Nathanaël Dyverdon en moyenne (9.42). A Lausanne comme ailleurs en Europe, la rente foncière, sensible aux bas prix agricoles, est en crise durant les années 1660–1690 (9.43). On comprend mieux ainsi le durcissement de l'oligarchie à cette période, et les nombreux ennuis du commissaire Rebeur avec ses ressortissants (chap. 2).

9.4. La terre et les hommes

Mais alors, pourquoi ces représentants de l'élite lausannoise tiennent-ils tant à leurs domaines? Pourquoi ne les vendraient-ils pas à un bon prix, pour placer les capitaux obtenus dans des affaires plus «rentables», leur rapportant en particulier un taux d'intérêt plus élevé? Pour tenter de répondre à cette question, il importe d'abord d'éviter l'anachronisme.

Comme le remarquait Pierre Chaunu à propos des bâtiments, il est en effet très difficile «de capitaliser les surplus de production, quand ces surplus viennent à se produire dans des structures anciennes» (9.44). C'est dire que les possibilités de faire fructifier sa fortune sont beaucoup plus restreintes dans une société d'Ancien Régime que dans le monde capitaliste d'aujourd'hui.

Pourtant, les Lausannois ont besoin d'espèces, que ce soit pour payer leurs commissaires ou leurs employés, pour acquérir des terres, des seigneuries ou diverses rentes foncières, ou encore pour spéculer sur le marché des denrées agricoles. Sur ce front comme sur d'autres, ils se heurtent à une vigoureuse concurrence. Celle des états du Plateau suisse (Genève, Berne, Bâle, etc.) qui tentent de créer des monopoles et celle des marchands privés, suisses, bourguignons ou autres (9.45). Cette concurrence, qui fait monter les prix, oblige les gros propriétaires fonciers à disposer de capitaux en abondance. En fait, *les représentants de l'élite lausannoise empruntent beaucoup*. Un sondage dans quelques minutes notariales de la seconde moitié du 17^e siècle, portant sur les 25 tenanciers versant le plus de redevances, a permis de rassembler une centaine d'actes concernant des emprunts ou des prêts. Ces grands propriétaires y empruntent 170 000 florins au Corps de Ville, plus environ 7000 à divers particuliers, tandis qu'ils ne prêtent que moins de 30 000 florins (9.46). Mais, pour emprunter, il faut une hypothèque: et c'est ici que la terre prend une signification économique particulière (9.47). *Ce n'est qu'en mettant en gage une partie de leurs domaines que les propriétaires fonciers lausannois peuvent se procurer l'argent dont ils ont besoin. L'accaparement des terres, dans une société où l'industrie joue un rôle secondaire, serait donc indispensable à l'activité économique des privilégiés.*

Ainsi, le rapport de l'homme au sol se trouve très différent suivant la classe sociale à laquelle appartient l'individu. Pour les riches Lausannois du 17^e siècle, c'est moins les fruits de la terre qui comptent que la possibilité de la gager. Pour les petits propriétaires, la production est prioritaire. Pour les pauvres gens enfin, le domaine des autres est une occasion de travail temporaire et ses fruits un objet de convoitise. Suivant l'époque, le niveau de développement d'une société et sa stratification sociale, la perception et le sentiment qu'ont les hommes de l'espace dans lequel ils se meuvent varient. L'étude de Lausanne et ses campagnes au 17^e siècle a permis d'appréhender cette constatation générale dans un contexte temporel et spatial déterminé.

10

CONCLUSION

Les terriers et les plans terriers sont des sources fondamentales pour l'histoire moderne d'une région. A Lausanne, on dispose relativement tôt de ce genre de documents. Dès le milieu du 17^e siècle, un jeune émigré bourguignon, Pierre Rebeur, y introduit cette nouvelle technique. Son œuvre permet de comprendre, en la recoupant avec d'autres sources, comment les Lausannois vivaient dans leurs campagnes il y a trois siècles. Ses plans donnent une minutieuse image du territoire de Lausanne et des Râpes (carte 10). Sa surface est un peu plus élevée que celle de la commune actuelle: approximativement (ap.) 3850 ha, dont ap. 1850 ha pour le territoire lausannois (carte 10: «basse seigneurie»), du Léman à Montblesson, de 350 à 700 m d'altitude, et ap. 2000 ha de 700 à 900 m, dans le Jorat lausannois, ou les «Râpes», qui couvrent une partie de l'actuelle commune du Mont. La ville n'occupe qu'une portion minime de cette superficie. Elle regroupe les trois quarts des maisons. Dans les petits hameaux d'Ouchy, de Cour, de Chailly et de Vidy, on trouve moins de 6% (ap.) des constructions. Près de 20% de l'habitat est isolé. Un tiers se trouve dans les Râpes. Des curtils, puis des oches, jouxtent l'espace bâti. Ils produisent surtout des légumes, des pois, des fruits et du chanvre. L'évaluation de la surface couverte par les principales cultures (terres, vignes et prés) est très imprécise, en particulier dans les zones de grande propriété (mas). Au pied des murailles de Saint-François, jusqu'aux rives du Léman et sur les coteaux de Saint-Laurent, s'étend un grand vignoble. Installé sur les meilleures terres, il occupe environ le cinquième (ap. 16 à 20%) de la superficie de la basse seigneurie. Les ceps sont souvent cultivés en provinage, parfois en hautains. Grâce au travail acharné de générations de vignerons, ils produisent depuis des siècles un vin essentiellement destiné à la consommation locale. Les champs occupent très approximativement un quart à plus d'un tiers de la basse seigneurie. Ils sont situés plus haut que les vignes, sur des terres plus pauvres et peu améliorées. Les pâquiers communs qui subsistent (ap. 7% de la basse seigneurie) sont localisés autour de Chailly, de Cour et de Vidy. Les prés, souvent arborisés, sont rares en plaine: ap. 7 à 15% de la basse seigneurie. Ils se trouvent soit dans des zones ombragées et peu accessibles, soit sur de bonnes terres, entre les parchets. Dans les Râpes enfin, des forêts décharnées et marécageuses couvrent la moitié du sol, tandis que les herbages dominent dans les clairières.

Le bétail qui y pâit peut aussi divaguer dans les bois. Il y broute régulièrement les jeunes pousses et contribue ainsi grandement à les appauvrir. Les besoins en produits laitiers et en viande de la population lausannoise ne sont pas entièrement couverts par cet élevage. Il en est de même de la production de céréales et, les mauvaises années, de vin. Le territoire de Lausanne et des Râpes ne suffit pas à nourrir sa capitale.

Occident.





Orient.

CARTE

DE

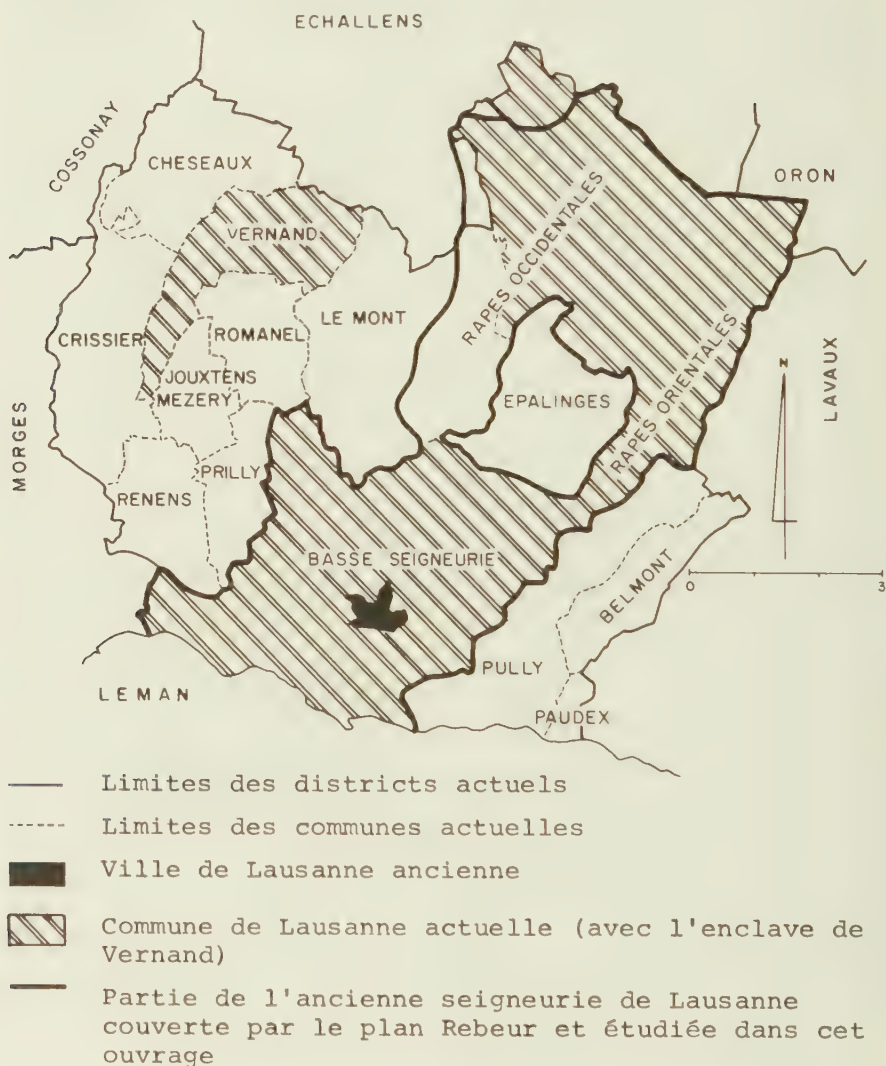
LAUSANNE

ET SES ENVIRONS,

établie
d'après la Triangulation et les plans dressés
pour le Cadastre
par
le Commissaire Orpenteur Berney.

Lithographée et publiée en 1838.
par SPENGLER & C. Lithographes
à Lausanne

Carte 10: Territoire étudié et commune actuelle



Certains des 5100 habitants ap. de Lausanne pâtissent plus que d'autres de cette situation. Ici comme ailleurs, l'inégalité règne dans la répartition de la propriété foncière. 70 familles ap. de riches tenanciers sont au sommet de l'échelle sociale. Elles ont de beaux chalets dans les Râpes, qui couvrent plus des deux tiers des clairières. Au-dessous de Montblesson, leurs mas, installés dans des zones essentiellement céréalières, accaparent environ le tiers de la basse seigneurie. De belles possessions complètent cette emprise. Elles se trouvent surtout dans le vignoble, dont elles occupent ap. un cinquième. Ces grands propriétaires jouent un rôle politique fondamental. Les plus privilégiés détiennent plusieurs des postes clé de l'administration lausannoise. Quelques riches paysans subsistent : ils sont plus nombreux dans les Râpes qu'en plaine. Des représentants d'une classe montante, comme le commissaire Pierre Rebeur, essaient de faire fortune : ils détiennent surtout des possessions.

Le sort des petits propriétaires est très différent en plaine et en montagne. Dans les Râpes, une cinquantaine de familles (environ 250 personnes) survit durement sur des domaines relativement groupés. Au-dessous de Montblesson, près de 630 familles (environ 3000 personnes) ne peuvent pas subsister sur leurs terres. D'après les terriers Rebeur, le tiers de ces tenanciers ou chefs de familles exerce des activités d'usinières, de maître-artisans, de notaires, de pasteurs ou détient des charges et des offices. Il reste plus de 400 familles dont on ignore les moyens de subsistance. De plus, quelque 1200 personnes ne reconnaissent aucun bien foncier. Ces 3200 Lausannois ap. peuvent travailler temporairement dans les domaines des grands propriétaires, pratiquer divers petits métiers ne requérant pas de maîtrise ou être compagnons. Un dépouillement exhaustif des notaires lausannois permettrait de cerner de plus près ces activités annexes.

Ces dernières ne suffisent pourtant pas à expliquer que plus de la moitié des Lausannois du 17^e siècle, qui ne peuvent pas se nourrir du fruit de leurs terres, réussissent à subsister et à se reproduire. Ni l'industrie, presque inexistante sauf dans les métiers du cuir, ni l'artisanat, ni même le travail comme ouvriers agricoles n'assurent un minimum vital à ces petites gens. C'est vraisemblablement aussi au commerce et à ses activités annexes qu'ils doivent de survivre. La disparition des archives des péages empêche d'aborder directement cet aspect de l'histoire économique vaudoise. L'étude de la société lausannoise du 17^e siècle semble montrer que les échanges jouent un rôle important. Certes, ce n'est pas le grand commerce lyonnais du 16^e siècle, ni même celui qui a enrichi la Lausanne des 11^e-12^e siècles, avant l'ouverture du Gothard (10.1). Il s'agit d'un commerce local, régional et international de moindre ampleur, mais susceptible de fournir à de nombreuses personnes un gagne-pain accessoire, qui complète le trop maigre apport de domaines exigus. Sans ces activités commerciales, Lausanne aurait pu devenir un tout petit centre urbain comparable aux autres bourgs vaudois.

NOTES

N. B. La numérotation repart à (1) chaque fois que le premier chiffre (indiquant le numéro du chapitre) change.

0.1. Rappelons que l'échelle d'une carte est le rapport entre les distances figurées sur la carte et les distances réelles sur le terrain. Une carte au 1:25 000 est à plus grand échelle qu'une carte au 1:200 000. Voir glossaire: «seigneurie».

0.2. Pelet, Paul-Louis, 1962.

0.3. ACV, Gb 132 a à d et AVL, Chavannes C 43, 44, 45, 290, 291 et 307.

0.4. Qui travaillait alors à son Atlas (Nicolas-Obadia, Georges, 1974).

0.5. Pelet, Paul-Louis, 1973, 1978 et à paraître.

0.6. Ces recherches, inédites, ont donné lieu à l'établissement de graphiques et de tableaux sur la répartition des biens fonciers en 1809; à une carte de 11 grands domaines de 1650 à 1809 (cf. Radeff, Anne, 1977 c); à une carte des cultures aux Râpes vers 1730. Tous ces documents sont déposés à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne.

0.7. Cf. les photos publiées par Polla, Louis, 1969.

0.8. Favez, Pierre-Yves, 1978, p. 58 ss.

0.9. Lasserre, André, 1973, p. 22 ss décrit ces phénomènes pour le canton de Vaud. Jéquier, François, 1972, p. 45 ss sur la naissance d'une entreprise à Neuchâtel.

0.10. *L'espace vaudois*, à paraître.

1.1. Fichier déposé à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de la Faculté des SSP (Université de Lausanne).

1.2. Colloque organisé par l'Istituto internazionale di storia economica «Francesco Datini» à Prato, du 25 au 30 avril 1979.

1.3. Grandjean, Marcel, à paraître.

1.4. Par exemple Yverdon (Déglon, Roger, 1949) ou Moudon (Cérenville-Gilliard, 1929).

1.5. Grandjean, Marcel, 1965, p. 31-32. Nous ne recopierons pas ici la liste des travaux cités par cet auteur, nous contentant de noter au passage les principales et de signaler les ouvrages importants parus depuis 1965.

1.6. Muyden, Berthold van, 1911.

1.7. Voir surtout Reymond, Maxime, 1937/8, 1940, etc.; *DHV*, art. «Lausanne», du même auteur; Biaudet, Jean-Charles, 1946; Blanchet, Rodolphe, 1864; Junod, Louis, 1951, etc. Sans parler des ouvrages commémoratifs ou touristiques, ni des vulgarisations faites par des non-historiens.

1.8. *Sources du droit vaudois*, 1977. Voir encore les *Cartulaire de Lausanne*, éd. 1851 et 1948; Chavannes, Ernest, 1873, 1881, 1882, 1887; *Coutumier de Lausanne*, éd. 1903; *Recueil de... Lausanne*, 1886, etc. Pour une publication récente: Santschi, Catherine, 1970. Voir également les œuvres d'individus ayant vécu ou séjourné à Lausanne (Gibbon, Edward, éd. 1945; Druey, Henry, éd. 1974/7; Monod, Henri, éd. 1975; etc.).

1.9. Poudret, Jean-François, 1962. Pour des ouvrages récents: Meylan, Henry, 1973; Gilliard, François, 1968/9. Plus anciens: Baud, Jean-Pierre, 1949, etc. Nous ne pouvons citer ici tous les ouvrages d'histoire ecclésiastique, intellectuelle, artistique, de numismatique, etc. traitant du Moyen Age lausannois.

1.10. Anex-Cabanis, Danielle, 1978; Favez, Pierre-Yves, 1978; Wastiel, Danielle, en préparation.

1.11. Par exemple *Deux cents ans*, 1962; Lasserre, André, 1976; Lavanchy, Charles, 1967; Polla, Louis, 1969 et 1974; Skarimbass, Démosthène, 1972, etc. Nous ne citerons pas ici les nombreux travaux sur l'urbanisme lausannois du XX^e siècle.

1.12. Bovar-Schmidt, Madeleine, 1966; Dumur, Benjamin, 1909; Guisan, André, 1924; Jaccard, Robert, 1966; Morren, Pierre, 1970; Saugy, Catherine, 1966, etc.

1.13. Jackson, Jeremy, 1972.

1.14. Grandjean, Marcel, 1979 et à paraître.

1.15. Monbaron, Patrick, 1980.

1.16. A paraître dans la collection «Univers de la France et des pays francophones. Histoire des villes».

1.17. *Bibliographie... suisse*, 1914 ss.

1.18. Rappard, William-Emmanuel, 1912.

1.19. Bloch, Marc, 1968, p. XXXI.

1.20. *Atlas historique suisse*, 1951; voir encore par exemple Ammann, Hektor, 1937, 1954, 1956, etc.

1.21. *DHBS* et *DHV*. Voir encore, entre autres, le *DGS*, etc.

1.22. Parmi des historiens, des géographes, des ethnologues ou des équipes de chercheurs, on peut citer, pour les villages: Anderegg, Jean-Pierre, 1973; *Atlas aménagement Berne*, 1973, p. 57 ss; *Atlas de la Suisse*, 1965–1978, pl. 22; Aubert, Pierre, 1924; Golay, Eric, 1975; Grosjean, Georges, 1958; GRA, 1965; Junod, Louis, 1942; Kägi, Louis, 1975; Pictet, Robert, 1973; Radeff, Anne, 1977 b; Richards-Zamora, 1976 et les nombreux autres mémoires d'étudiants sur la propriété foncière déposés à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de Lausanne, ainsi que les recherches menées par les médiévistes lausannois sous la direction de Peter Rück, etc. Pour les villes et bourgs, par exemple: *Atlas de la Suisse*, 1965–1978, pl. 44 et 45; Bergier, Jean-François, 1963, 1965, etc.; Guichonnet, Paul, 1963, etc.; *Histoire de Genève*, 1974; Höhener, Hans-Peter, 1974; Junod, Louis, 1958; Messmer-Hoppe, 1976; Morard, Nicolas, 1971/2; Piuz, Anne-Marie, 1964, 1970, 1977, etc.: etc.

1.23. A nouveau, on retrouve des ethnologues, voire des politologues, à côté de nombreux historiens. Citons entre autres: Bodmer, Walter, 1967; Dessementet, Olivier, 1955; les recherches menées par les étudiants du professeur Alain Dubois, par exemple Nicod, Vincent, 1979; Faccini, Renata, 1974; Flückiger, Markus, 1971; Häusler, Fritz, 1968; Hugger, Paul, 1975; Junod, Louis, 1961; Pelet, Paul-Louis, 1952, 1973, 1978, etc.; Peyer, Hans-Conrad, 1975; Rapp, Georges, 1942; Sigg, Otto, 1974; etc.

1.24. Entre autres: Binz, Louis, 1973; Bronhofer, Max, 1956; Bürki, Fritz, 1937; Chevallaz, Georges-André, 1949; *Deux cents ans*, 1962; Dovring, Folke, 1950; Dubois, Alain, 1965; *Encyclopédie...*, vol. 3 et 4 et *Encyclopédie Fribourg*, vol. 1; Morard, Nicolas, 1971; Nicolas-Obadia, Georges, 1974, etc.; Pfister, Christian, 1975; les travaux de l'école du professeur Mattmüller, par exemple Bucher, Silvio, 1974; ceux des élèves du professeur Braun et la première thèse de celui-ci (Braun, Rudolf, 1960); etc.

1.25. Parmi les très nombreux travaux sur ce sujet, nous citerons surtout Bergier, Jean-François, 1968.

1.26. Quelques exemples romands: Piuz, Anne-Marie, 1964; Perrenoud, Alfred, 1979; Chevallaz, Georges-André, 1949; etc.; alémaniques: Höhener, Hans-Peter, 1974; Messmer-Hoppe, 1976; Strittmatter, Robert, 1977; Bucher, Silvio, 1974; Biemann, Jürg, 1972; Schürmann, Markus, 1974; Menolfi, Ernest, 1980; etc.

1.27. Quelques exemples: Anderegg, Jean-Pierre, 1973, p. 51 ss; Bronhofer, Max, 1956, cartes annexes; Kägi, Louis, 1975. Comme pour la note précédente, on compte aussi des romands dans cette catégorie, par exemple Rapp, Georges, 1942, carte annexe. Sur la notion de Kulturlandschaft, lancée par Otto Schlüter, cf. Jäger, Helmut, 1951 par exemple.

1.28. Jacquart, Jean, 1960, p. 15. Pour l'Italie, voir la virulente attaque de Berengo, Marino, 1970.

1.29. *I paesaggi*, 1975, p. 5 ss.

1.30. *Histoire de la France rurale*, 1975; *Histoire économique de la France*, 1970 ss; les nombreuses histoires de provinces, comme *Histoire de la Savoie*, 1974; *Histoire de la Bourgogne*, 1978; etc.

1.31. Par exemple: Baehrel, René, 1961, p. 410 ss; Cabourdin, Guy, 1975, p. 733 ss; Frêche, Georges, 1974, p. 121 ss; Gascon, Richard, 1971, p. 814 ss; Gresset, Maurice, 1975, p. 563 ss; Jacquart, Jean, 1973, p. 116 ss; Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1966, p. 150 ss; Meyer, Jean, 1966, p. 17 ss; Nicolas, Jean, 1978, p. 675 ss; Perrot, Jean-Claude, 1974,

p. 783 ss; Poitrineau, Abel, 1965, p. 141 ss; Saint-Jacob, Pierre de, 1960, p. 89 ss, etc.; Sentou, Jean, 1969, p. 62 ss; etc. Voir aussi les recherches lyonnaises Lorcin, Marie-Thérèse, 1974, p. 365 ss.

1.32. Une exception pourtant: les belles cartes de Lorcin, Marie-Thérèse, 1974.

1.33. Peltre, Jean, 1975. Voir aussi, pour l'exemple bourguignon, les nombreux travaux de Louis Ligeron dont *l'Histoire de la Bourgogne*, 1978, p. 239 ss, résume une partie; etc.

1.34. A l'échelle nationale: Dion, Roger, 1959; provinciale: Gruter, Edouard, 1977; etc.

1.35. Par exemple: Garden, Maurice, 1975, p. 127 ss; Goubert, Pierre, 1960; Mousnier, Roland, 1976; etc.

1.36. Quand elles existent pour l'Italie, elles sont souvent l'œuvre de Français (Delille, Gérard, 1973; Toubert, Pierre, 1973; etc.).

1.37. Par exemple: Beltrami, Daniele, 1961; Borelli, Giovanni, 1974; Conti, Elio, 1965; Dal Pane, Luigi, 1958, p. 42 ss; Felloni, Giuseppe, 1971; Jemolo, Arturo-Carlo, 1974; Porisini, Giorgio, 1963; Rotelli, Claudio, 1968; *Studi sulla proprietà*, 1963; Vaini, Mario, 1973; Vivanti, Corrado, 1959; Zangheri, Renato, 1961; etc. (Berengo, Marino, 1970 donne une abondante bibliographie).

1.38. Sereni, Emilio, 1961. Voir aussi par exemple Quaini, Massimo, 1973, etc.

1.39. *Storia d'Italia*, 1972–1976. Vol. 6, «Atlante», 1976.

1.40. *Storia d'Italia*, vol. 3, 1973, p. 555.

1.41. Mayhew, Allan, 1973. Voir l'abondante bibliographie, p. 200–217, par exemple Benthien, Bruno, 1960; Franz, Günther, 1961; ou les nombreux textes de Jäger, Helmut, 1973, etc.

1.42. Abel, Wilhelm, 1973; 1974; etc.

1.43. Darby, Henry-Clifford, 1973. Voir aussi les très belles cartes historiques publiées par l'Ordnance Survey.

1.44. Clout, Hugh D., 1977. Pour un travail au niveau européen, voir par exemple Pounds, Norman J. G., 1973; mondial: Mac Evedy-Jones, 1978; etc.

1.45. Hoskins, W.-G., 1955. Lambert, Audrey M., 1971; Millmann, R. N., 1975; Sylvester, Dorothy, 1969; etc. Pour le travail sur les plans de dîmes, cf. Kain, R. J. P., 1979.

1.46. Hill, Christopher, 1967; Hobsbawm, Eric J., 1978; etc.

2.1. La vie et l'œuvre du commissaire vues à travers les documents lausannois seulement ont été traitées par Buttica, Emile, 1909 (commentaire détaillé de l'article «Rebeur» du même auteur dans le *Dictionnaire des artistes suisses*). Buttica n'a pas consulté les sources en langue allemande essentielles pour ce sujet, et tout particulièrement les manuels de la Chambre des bannerets romands aux ACV — sauf une exception p. 339 — et les manuels du Conseil aux AEB. C'est ce qui explique certaines erreurs dans son texte. Les erreurs sont encore beaucoup plus nombreuses dans l'article «Rebeur» du *DHBS*. Rück, Peter, qui a parlé de Rebeur en 1970, p. 48–49, nous a aimablement transmis les fiches qu'il a faites sur lui. Jackson, Jeremy, 1972, p. 183 ss enfin traite avec partialité de Rebeur; il a repris son mépris de Dumur, Benjamin, 1909, p. 231 ss.

2.2. La meilleure étude de la classe dominante lausannoise sous l'Ancien Régime, Jackson, Jeremy, 1972, est disponible aux ACV (texte dactylographié) et à la Bibliothèque cantonale universitaire (microfilm). Pour Lucerne, voir Messmer-Hoppe, 1976, p. 215 ss. Pour Soleure: Amiet-Siegrist, 1976. Pour toute la Suisse: Peyer, Hans-Conrad, 1978, p. 111 ss.

2.3. Ces renseignements nous sont donnés par Rebeur lui-même (AVL, Chavannes C 290, fo 8, 10.1.1671). Voir aussi le journal du major Abraham de Crousaz, ACV, P Crousaz [non classé], que nous a aimablement signalé M. Marcel Grandjean. Buttica, Emile, 1909, p. 336 s'est trompé d'une génération lorsqu'il fait du capitaine le père du futur commissaire. Sur le duc de Mayenne et la Bourgogne: *Histoire de la Bourgogne*, 1978, p. 226–228.

2.4. Le conservateur des archives de Dijon, Mme Françoise Vignié, nous a aimablement communiqué que les registres de baptêmes de Turcey ont disparu. Comme d'autre

part le nom de Rebeur ne figure pas dans les tables onomastiques des archives et que les *Inventaires... Côte d'Or* série B à J, n'apportent rien non plus, on ne sait rien sur l'enfance de Rebeur. Le vol V des *Inventaires... Côte d'Or*, p. 157, B 11 711, signale Hugues et Jehan Rebers, père et fils, damoiseaux.

2.5. Roupnel, Gaston, 1922, p. 73–74 et *Histoire de la Bourgogne*, 1978, p. 232 ss.

2.6. Il n'existe aucune «école de cartographie» à Dijon à cette époque (communication de Mme Françoise Vignié). Sur les liens entre la guerre et les arpenteurs, Grosjean-Kinauer, 1970, p. 123 ss, 138 ss, etc. Sur la formation des arpenteurs «sur le tas» au 17^e siècle: Dainville, François de, 1964 b, p. 482.

2.7. AVL, Chavannes D 54, fo 67 vo, 21.10.1656; Buttica, Emile, 1909, p. 336.

2.8. Sur les institutions lausannoises, voir Jackson, Jeremy, 1972, p. 61 ss, qui critique ses prédécesseurs, tel Reymond, Maxime, 1939, p. 56 ss. L'article «Lausanne» du *DHV* est très incomplet sur ce sujet.

2.9. Jackson, Jeremy, 1972, p. 34 ss, et ci-dessus, chapitres 5 et 6. Pour Genève, Piuze, Anne-Marie, 1970; Radeff, Anne, 1977. Messmer-Hoppe, 1976, p. 409, donne une définition précise du terme «Patriziat».

2.10. Grandjean, Marcel, 1965, p. 68. Pour Genève, Berne ou Zurich, Zesiger, Alfred, 1918, p. 21. Voir aussi les références données en note 2.8.

2.11. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 23 ss; Tillier, Anton von, 1838, p. 220. Feller montre clairement l'attitude défaitiste du général von Erlach. Voir aussi Verdeil, Auguste, 1854, vol. 1, p. 229 ss, et *DHBS*, art «Villmergen (guerre de)».

2.12. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 33, 35, 55, 57, etc.

2.13. Verdeil, Auguste, 1854, vol. 1, p. 215 ss, pour les bonnes villes. Reymond, Maxime, 1932, p. 258; Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 79, 91 ss, 100, 104, 112–115, etc. pour la contestation bourgeoise; Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 160, pour les anabaptistes. Jackson, Jeremy, 1972, p. 39, sur l'ambiguïté de la bourgeoisie.

2.14. 200 florins: AVL, Chavannes D 54, fo 67, 20.10.1656; 300 florins: *ibidem*, fo 67 vo, 21.10.1656.

2.15. ACV, Fg 151 bis et AVL, Chavannes C 183. *Recueil de... Lausanne*, 1846, p. 771, 1.11.1536.

2.16. ACV, Gb 165 a, 1658 (copie, par Melotte).

2.17. AVL, Chavannes C 183, début et ACV, Fg 151 bis, début (texte non daté). Se nantrir des fiefs d'autrui signifie qu'il faut en tenir compte et ne plus se limiter à des terriers traitant d'un seul fief.

2.18. Si l'on ne retrouve pas dans les manuels du Conseil la commission de rénovation donnée à Rebeur, on trouve la trace de difficultés à amodier Saint-Sulpice (AVL, Chavannes C 53, fo 298, 29.3.1655 et fo 322, 28.6.1655) et de leur quête d'un rénovateur de ce fief (*ibid.*, fo 271, 18.1.1655; 271 vo, 18.1.1655; 294, 15.3.1655).

2.19. AVL, Chavannes D 54, fo 40, 22.7.1656.

2.20. AVL, Chavannes D 686, Commission du 18.9.1656, avant fo 1.

2.21. AVL, Chavannes D 54, fo 188 vo, 29.12.1657: on est satisfait du travail de Rebeur pour le fief des Pauvres.

2.22. La figure 1 tient compte des reconnaissances levées par Rebeur, avec ou sans l'aide de son adjoint le commissaire Isaac Buttex. Nous n'y avons pas inséré les reconnaissances signées par Buttex seulement, très nombreuses dans les registres touchant les communes limitrophes de Lausanne. Pour l'œuvre de Rebeur, voir aux ACV, Ff 221, Ff 222, Fg 151 bis, Fg 152, Gb 132, Bf 69, Dg 209, Ff 197, Ff 224, Ff 227. Les principaux terriers et rentiers se trouvent aux AVL Chavannes, inventoriés aux lettres C et D. Pour la critique de ces sources, cf. chapitre 3. Ont été utilisés pour la figure 1: pour Lausanne, AVL, Chavannes C 43, C 44, C 45, C 290, C 291, C 307. Pour Lausanne et les communes environnantes: ACV, Fg 151 bis, Ff 221; AVL, Chavannes C 47, C 310, C 313, D 555, D 586.

2.23. ACV, Ff 197 bis, fo 2, 30.9.1658.

2.24. AVL, Chavannes D 56, fo 252 vo, 5.10.1665. Le commissaire Gaulis est aussi chargé de faire ce travail avec Rebeur, et tout particulièrement pour la région de Morrens. On n'a conservé aux ACV de plans de lui qu'après 1675 (voir tableau 4).

2.25. Buttica, Emile, 1909, p. 337. Je n'ai pas retrouvé l'origine de cette mention.

- 2.26. ACV, Bb 3/26, p. 113, 4.4.1662 et serment de Rebeur, p. 113–114. *Ibidem*, p. 477–478, 8.7.1662, spécification de la charge, devoirs et pension du Sr procureur patrimonial de Lausanne.
- 2.27. ACV, Eb 86/3, p. 289, 10.11.1656, pour le mariage. AVL, Corps de Ville C 227–228, 15.9.1655 pour la mention du marchand Carran.
- 2.28. AVL, Chavannes D 55, fo 117, 4.10.1659. La liste des conseillers manque pour 1658.
- 2.29. AVL, Chavannes D 55, fo 116 vo, 4.10.1659.
- 2.30. Appartenance mentionnée en AEB, RM 273, p. 159, 2.7.1700. Ses armoiries ne figurent pas dans l'armorial (Decollogny, Adolphe, 1964) et sa nomination ne se retrouve pas dans le Journal de l'Abbaye (AVL, Chavannes D 836, fo 1–29).
- 2.31. ACV, Eb 71/4, p. 72, 25.3.1667. Marthe Margel, épouse d'Antoine Carran, appartient à une influente famille morgienne alliée aux maîtres de forges genevois (Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 257–258).
- 2.32. Pour Dijon, AEB, RM 198, p. 102–103, 8.8.1683. Pour Lyon, ACV, Bt 12, «Rebeur», héritage de Lyon au nom de Suzanne Carran.
- 2.33. AVL, Chavannes D 56, fo 95, 30.12.1662.
- 2.34. 49 081 fl 6s en 1685, lors de la taxation de ses biens, estimée nettement inférieur à la réalité selon la famille Rebeur (ACV, Bt 12, «Rebeur»).
- 2.35. ACV, Bt 12, «Rebeur», pour l'inventaire de ses biens comme pour les renseignements sur le commerce de sa femme.
- 2.36. AVL, Chavannes C 183, début (vers 1657).
- 2.37. AVL, Chavannes C 270, dos couverture, vers 1675.
- 2.38. ACV, Bb 18/4, fo 56–58, 12.1.1616. Pour Rebeur, par exemple ACV, Ff 197 bis, fo 2. Tout le bailliage de Lausanne rapporte par exemple plus de 5000 fl de lods au bailli en 1659–1660 (ACV, Bp 32/20).
- 2.39. Par exemple AVL, Chavannes D 55, fo 128 vo, 27.10.1659, contre la veuve Barbaz ou *ibidem*, fo 135 vo, 12.11.1659, contre la veuve Faillettaz.
- 2.40. AVL, Chavannes D 55, fo 88 vo, 23.6.1659.
- 2.41. ACV, Bb 3/25, p. 470–471, 7.10.1667. Sur toute l'affaire, Jackson, Jeremy, 1972, p. 52–55.
- 2.42. ACV, Bb 3/25, p. 473–476, s.d. (env. 1667).
- 2.43. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 115. ACV, Bb 3/25, p. 477–479 (paginé 489), 2.5.1668.
- 2.44. Jackson, Jeremy, 1972, p. 178 ss; Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 116.
- 2.45. ACV, P Loys 4583, p. 164, 17.9.1668, cité par Jackson, Jeremy, 1972, p. 164 ss.
- 2.46. AVL, Chavannes D 57, fo 13 ro, 20.11.1666, conciliation avec Elie Secretan; AVL, Chavannes D 57, fo 1 vo ss, 4.10.1666; six Secretan — avec Elie — siègent dans les trois principaux Conseils lausannois. Voir AVL, Chavannes D 57, fo 154, 12.1.1669 sur un conflit avec un autre Lausannois, Jean-François Vullyamoz.
- 2.47. Nous avons consulté plusieurs séries de documents judiciaires et autres sans trouver plus de renseignements à ce sujet. Les sources les plus riches sont, par ordre décroissant : les manaux du Conseil de Berne (AEB, RM), les manaux de la Chambre des bannerets romands (ACV, Bb 1) et ceux du Conseil de Lausanne (AVL, Chavannes D 55 ss). Les registres de la Cour baillivale de Lausanne (ACV, Bg 4), ceux de la Cour du chapitre de Lausanne (ACV, Bi 2), les décrets romands (ACV, Ba 33), les registres de la Cour féodale de Lausanne (ACV, Bi 42) ainsi que le manual du Conseil secret de Berne (AEB, Geheim. Manual 1 b), les Teutschspruchbücher de Berne, etc. n'amènent que quelques détails de plus. Quelques jugements sont en outre conservés dans les papiers Rebeur, ACV, Bt 12.
- 2.48. AEB, RM 156, p. 165, 6.9.1667; p. 211, 18.9.1667 et p. 214, 19.9.1667.
- 2.49. AVL, Chavannes D 57, fo 135 ss, 8.10.1668. Dès 1670, peut-être dès 1669 (la liste manque alors), Rebeur reprend son poste de secrétaire.
- 2.50. AVL, Chavannes D 57, fo 98 vo, 21.4.1668; fo 143, 5.11.1668.
- 2.51. AVL, Chavannes D 57, fo 128 vo, 18.8.1668 (copie du rentier d'Ecublens).
- 2.52. ACV, Bb 3/26, p. 480–484, commission du 12.3.1669 (et non du 20.4.1669 comme l'écrit par erreur Buttica, Emile, 1909, p. 337). Ou : ACV, Bf 69. Cf. Dumur, Benjamin, 1909, p. 231 ss.

- 2.53. AVL, Chavannes D 57, fo 171 vo, 20.4.1669.
- 2.54. AVL, Chavannes D 57, fo 177 vo, 25.5.1669.
- 2.55. AVL, Chavannes D 57, fo 191 ss, 7.9.1669. Les manuaux du Conseil ne renseignent pas sur l'issue de cette affaire. Jackson, Jeremy, 1972, p. 183 ss, a fort bien compris les rapports affectifs liant à travers les siècles Seigneux et B. Dumur.
- 2.56. ACV, Bb 3/25, fo 504 vo–519 vo, 3.12.1669. Pour une analyse sommaire de ce mandat, Jackson, Jeremy, 1972, p. 170 et 182; Dumur, Benjamin, 1909, p. 243 ss.
- 2.57. Jackson, Jeremy, 1972, p. 185 ss.
- 2.58. ACV, Bb 3/25, fo 517 vo, 3.12.1669. Sur le «déplorable alcoolisme» de certains magistrats au 15^e siècle: Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 36–37.
- 2.59. Cf. chapitre 4 et Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 275.
- 2.60. ACV, Bb 3/25, fo 512, 3.12.1669. Sur les difficultés des Bernois avec la noblesse de leurs propres campagnes, cf. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 121.
- 2.61. ACV, P Loys 4551 est un exemple de document falsifié pour «créer» des lettres de noblesse aux Loys (le mot «civis» a été corrigé en «dominus» lorsqu'il précède la mention d'un Loys). L'analyse de Jackson, Jeremy, 1972, p. 115–118, est d'une grande finesse; p. 121 ss, il énumère une vingtaine de familles nobles à Lausanne au 17^e.
- 2.62. ACV, Bb 1/14, p. 227, 12.1.1672.
- 2.63. La collaboration de son fils est signalée par exemple en ACV, Bb 1/18, p. 38, 7.3.1677. Pour Buttex, sa signature figure à côté de celle de Rebeur dès les années 1670. Buttica, Emile, 1909, p. 338.
- 2.64. ACV, Bb 1/14, p. 62–63, 3.5.1671; p. 114 et 115, 1.8.1671.
- 2.65. AEB, Geheim. Manual 1 b, p. 77–84, 27.8.1672 et Santschi, Catherine, 1974, p. 265. Tillier, Anton von, 1838, p. 269, etc.
- 2.66. Par exemple: ACV, Bb 1/15, p. 88, 31.7.1672; p. 125, 4.9.1672; p. 127, 6.9.1672.
- 2.67. AEB, RM 167, p. 428, 30.1.1673; p. 435, 31.1.1673; p. 481–482, 13.2.1673; p. 537, 26.2.1673. Le prénom du fils du lieutenant Gaudard n'est pas donné dans cet acte. Sur les Gaudard, cf. Santschi, Catherine, 1975, p. 263; Recueil de généalogies vaudoises, 1923, vol. 1/1, p. 115; *DHBS*, art. «Gaudard»; Jackson, Jeremy, 1972, p. 195–196; ACV, P Loys 4583, 15.9.1670 etc. Jost Gaudard est tenancier d'un mas autrefois taillable (AVL, Chavannes C 45, fo 596, 18.11.1670 et 18.4.1671), et c'est probablement d'une taille *ratione bonorum* (Anex, Danielle, 1973, p. 332) dont il s'agit ici, dont le déshonneur rejailit sur la personne même des Gaudard.
- 2.68. ACV, Bb 30, p. 34, 26.5.1723. Voir aussi: Pellis, Jules, 1883, p. 99.
- 2.69. AEB, RM 173, p. 261, 4.3.1675; ACV, Bb 1/17, p. 36, 17.4.1675; AEB, RM 174, p. 259, 23.7.1675; p. 311, 12.8.1675; p. 338–339, 21.8.1675; p. 469, 2.10.1675. Voir aussi: AEB, RM 174, p. 469, 2.10.1675.
- 2.70. AVL, Chavannes D 58, fo 182 vo, 4.5.1675; fo 187 vo, 1.6.1675.
- 2.71. AVL, Chavannes D 59, fo 2 vo, 5.10.1675.
- 2.72. AEB, RM 178, p. 27, 2.3.1677.
- 2.73. ACV, Bb 1/18, p. 37, 7.3.1677. Sur les fiefs nobles et ruraux: Boyve, Jacques-François, 1756, p. 112 ss.
- 2.74. Jackson, Jeremy, 1972, p. 193–199 et 203–210. ACV, P Loys 4583, 15.9.1670.
- 2.75. *DHBS*, art. «Berne» et Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 91.
- 2.76. Sur Lavaux, Tillier, Anton von, 1838, p. 142. Sur l'émigration, par exemple Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 11, p. 81, p. 85. Pour l'affaire du consensus, *ibidem*, p. 159. Sur les craintes des Bernois, par exemple Buttica, Emile, 1909, p. 338. Sur les espions savoyards, Pascal, Arturo, 1948.
- 2.77. Rück, Peter, 1970, p. 48–49.
- 2.78. ACV, Bc 25, dossier du commissaire Nicolas Bulet 1616–1673, lit. Q.
- 2.79. ACV, Bc 25, *ibidem*, lit. EE.
- 2.80. Par exemple Santschi, Catherine, 1975, p. 422–423.
- 2.81. AVL, Chavannes D 59, fo 260, 18.3.1679.
- 2.82. Pour Lausanne: ACV, Gb 132/c et d. Pour LLEE: ACV, Gb 132/a et b.
- 2.83. ACV, Bb 1/19, p. 65, 7.6.1679.
- 2.84. ACV, Bc 29 puis ACV, Bb 1/19, p. 181, 30.1.1680, etc.
- 2.85. ACV, Bc 29; cf. Lettres de Dubois en ACV, Bc 13, par ex. p. 11, 24.4.1680, etc.

2.86. ACV, Bb 1/19, p. 250–251, 19.4.1680 (qu'il ait transmis ces papiers à d'autres).

2.87. ACV, Bb 1/20, p. 21–25, 16.12.1680. Pour la 1^{re} commission, ACV, Bb 3/26, p. 567–571, 30.4.1678.

2.88. Les ACV ont conservé un volume anonyme, postérieur à la fuite de Rebeur: AVL, Chavannes C 268, 1689–1707, Registre des fiefs nobles du bailliage de Lausanne. Dubois avait donné les résultats d'une première enquête vers 1674 déjà (ACV, Ff 228, Dénombrement des censes et fiefs nobles du bailliage de Lausanne). Voir encore ACV, B1 39 et ACV, B1 86 pour la période antérieure. Au 18^e, L.L.EE. adopteront une politique de rachat des fiefs nobles qu'elles transforment en fiefs roturiers (Eap-Collet, Sylviane, 1974, p. 28 ss) ou reprennent à leur compte, supprimant ainsi le vassal.

2.89. ACV, B1 25. Sur Plantin, Santschi, Catherine, 1975, p. 270 ss, ou Dumur, Benjamin, 1911.

2.90. ACV, Bc 29, s.d. (vers 1682).

2.91. AEB, RM 194, p. 345, 1.4.1682; p. 383–385, 10.4.1682; p. 441, 26.4.1682 concernent plus particulièrement la restitution des documents. Voir aussi ACV, Bt 12, «Rebeur», 11–13.5.1682. Cette affaire est traitée à la Chambre des bannerets romands à laquelle le bailli Bondeli a renvoyé les parties. Mais les membres du Petit Conseil bernois surveillent de très près le déroulement de l'enquête et bombardent de leurs ordres le trésorier Sinner et la Chambre des bannerets.

2.92. AEB, RM 194, p. 383–385, 10.4.1682.

2.93. En ce qui concerne plus particulièrement les 13 «Rebeurs Klagpunkten» contre Lausanne: AEB, RM 194, p. 389–390, 12.4.1682; RM 195, p. 260, 1.7.1682; p. 319–320, 17.7.1682; p. 390–391, 1.8.1682; p. 412, 7.8.1682; p. 418, 8.8.1682; p. 455, 19.8.1682; ACV, Bb 1/20, p. 277–278, 24.4.1682; p. 333–334, 26.7.1682; p. 350–390, 21.8.1682. ACV, Bt 12, 20.5.1682; Jackson, Jeremy, 1972, p. 183–185 se trompe en datant le mémoire de Rebeur de 1682. En ce qui concerne les attaques de Rebeur contre des particuliers, en plus des références ci-dessus: AEB, RM 195, p. 326, 18.7.1682; p. 407–408, 5.8.1682; p. 424, 10.8.1682; p. 456, 19.8.1682.

2.94. *DHV*, art. «Lausanne», p. 81–82.

2.95. ACV, Bb 1/20, p. 378, 21.8.1682.

2.96. Briod, Alice, 1926, p. 147 ss, montre que l'Hôpital est mal administré dès la fin du Moyen Age. Cf. chapitre 4.

2.97. Grandjean, Marcel, 1965, p. 387, «fort versé dans la Mathématique et dans l'Architecture». Grandjean signale les luttes internes auxquelles donna lieu l'adjudication du chantier. Grandjean, Marcel, 1974, p. 33–34, sur Abraham de Crousaz architecte-amateur, auteur du plan du bailliage de Lausanne de 1678. M. Grandjean nous a aimablement signalé que de Crousaz parle de Rebeur dans son journal (ACV, P Crousaz non classés): de sa généalogie, de sa dette de 5000 fl., etc. Crousaz pense que Jean-Philippe serait le «demi-fils» de Rebeur, ce que contredit l'acte de baptême (tableau 1).

2.98. En particulier AEB, RM 195, p. 326, 18.7.1682; p. 333–334, 26.7.1682.

2.99. AEB, RM 195, p. 390–391, 1.8.1682.

2.100. AEB, RM 195, p. 430, 12.8.1682.

2.101. AEB, RM 195, p. 445 (paginé 345 par erreur), 15.8.1682. AVL, Chavannes D 60, fo 217, 22.8.1682.

2.102. ACV, Bb 1/20, p. 350–390, 21.8.1682.

2.103. ACV, Bb 1/21, p. 8–9, 16.2.1683; AEB, RM 196, p. 5, 4.9.1682; p. 446, 2.1.1683; etc.

2.104. AEB, RM 197, p. 218, 27.2.1683.

2.105. ACV, Bb 1/21, p. 7, 16.2.1683. Voir encore pour cette affaire AEB, RM 197, p. 177–178, 14.2.1683.

2.106. AEB, RM 196, p. 116–117, 28.9.1682. Rebeur enverra son fils mais ne comparaitra pas devant le bailli (cf. AEB, RM 197, p. 161–162, 10.2.1683).

2.107. AEB, RM 196, p. 416–417, 21.12.1682. Sur la fuite à Dijon, AEB, RM 198, p. 102–103, 8.8.1683.

2.108. AVL, Corps de Ville C 288 et ACV, Ba 33/4, p. 912, 26.2.1683. Buttica, Emile, 1909, p. 340 s'est donc trompé en affirmant que Rebeur est condamné pour trahison.

- 2.109. AEB, RM 197, p. 222–224, 28.2.1683.
- 2.110. AVL, Chavannes D 60, fo 284 vo ss, 11.10.1683.
- 2.111. ACV, Bb 1/20, p. 404–405, 26.12.1682.
- 2.112. AEB, RM 197, p. 214–215, 27.2.1683.
- 2.113. AEB, RM 197, p. 581–582, 5.6.1683.
- 2.114. ACV, Bg 1/28 ss.
- 2.115. AEB, RM 197, p. 611–612, 13.6.1683 ; p. 616, 14.6.1683.
- 2.116. AEB, RM 197, p. 595, 8.6.1683. (Un Manuel et un Müller membre du Conseil secret, dont on ignore les prénoms ; Daniel Imhof, ancien bailli de Lausanne et Samuel Frisching, avoyer de Berne de 1668 à 1683.) Voir aussi AEB, RM 198, p. 59, 27.7.1683 ; p. 102–103, 8.8.1683 ; p. 155–156, 20.8.1683.
- 2.117. Nous renonçons ici à continuer à décrire les autres litiges concernant le commissaire, comme l'affaire de Joffrey (AEB, RM 197, p. 274 ; ACV, Bb 1/21, p. 14 ss, et Bb 33/4, p. 931, 10.3.1683) ou celle de Lutry (AC Lutry, Ai 43, 1683).
- 2.118. AVL, Corps de Ville C 292, 21.11.1699. E. Butticaaz, et à sa suite Maxime Raymond dans le *DHBS*, art. «Rebeur» ont repris et grossi cette accusation sans citer leurs sources.
- 2.119. ACV, Bc 29, 4.3.1683 ; Bb 1/21, p. 30, 24.3.1683 ; AEB, RM 197, p. 338, 26.3.1683.
- 2.120. AEB, RM 198, p. 6, 11.7.1683. Voir aussi AEB, RM 198, p. 58–59, 27.7.1683 et p. 69, 30.7.1683. Rebeur allait-il à Genève pour affaires ou pour y rencontrer son homologue le géomètre Jacques Deharsu ? (cf. chap. 3). Les répertoires des notaires genevois aux AEG ne donnent aucune mention de Rebeur.
- 2.121. AEB, RM 198, p. 155–156, 20.8.1683.
- 2.122. AEB, RM 197, p. 611–612, 13.6.1683 ; RM 198, p. 155–156, 20.8.1683 ; ACV, Bb 1/21, p. 164, 29.12.1683.
- 2.123. Cf. p. 43. ACV, Bb 1/21, p. 183 ss, 4–7.2.1684. Pour d'autres contestations, voir ACV, Bb 1/21, p. 30–31, 24.3.1683 et AEB, RM 197, p. 337–338, 26.3.1683 (fief Loys de Villardin). AEB, RM 198, p. 155–156, 20.8.1683, demande une analyse plus approfondie du travail de rénovation de Rebeur.
- 2.124. ACV, Bb 1/21, p. 24, 17.3.1683 ; p. 30, 24.3.1683.
- 2.125. AVL, Chavannes C 273.
- 2.126. AEB, RM 197, p. 611–612, 13.6.1683 ; RM 198, p. 102–103, 8.8.1683.
- 2.127. AEB, RM 198, p. 103, 8.8.1683.
- 2.128. AEB, RM 197, p. 607, 12.6.1683.
- 2.129. AEB, RM 197, p. 490, 4.5.1683.
- 2.130. AEB, RM 197, p. 558–559, 30.5.1683.
- 2.131. AEB, RM 197, p. 573–574, 4.6.1683. Voir encore, sur ses conditions d'emprisonnement : AEB, RM 197, p. 611–612, 13.6.1683 ; p. 616, 14.6.1683 ; RM 198, p. 164–165, 22.8.1683 ; p. 176, 27.8.1683 ; p. 309, 1.10.1683 ; p. 353, 23.10.1683.
- 2.132. AVL, Chavannes D 61, fo 24, 20.6.1684 : concerne un «Casanova» lausannois et un exemple de tortures, parmi tant d'autres.
- 2.133. AEB, RM 197, p. 591, 7.6.1683 ; AEB, RM 198, p. 683, 23.1.1684.
- 2.134. AEB, RM 198, p. 31, 19.7.1683.
- 2.135. *Ibidem*, p. 30.
- 2.136. AEB, RM 197, p. 622, 18.6.1683. Voir encore entre autres AEB, RM 197, p. 607–608, 12.6.1683.
- 2.137. AEB, RM 197, p. 680–681, 27.6.1683 ; RM 198, p. 102–103, 8.8.1683 ; p. 148–149, 18.8.1683 ; p. 176, 27.8.1683.
- 2.138. AVL, Chavannes D 60, fo 361 vo, 8.5.1683 ; AEB, RM 198, p. 176, 27.8.1683.
- 2.139. AEB, RM 198, p. 467, 23.11.1683.
- 2.140. AEB, RM 198, p. 559, 14.12.1683 ; p. 613, 31.12.1683 ; p. 632, 7.1.1684. Voir ensuite : AEB, RM 198, p. 662, 17.1.1684 ; p. 684, 23.1.1684 ; p. 714, 30.1.1684 ; RM 199, p. 26–27, 12.2.1684.
- 2.141. ACV, Bb 1/21, p. 188 ss, 12.2.1684.
- 2.142. ACV, Bb 1/21, p. 192–197, 15.2.1684.

2.143. *Ibidem*, p. 193. Traduction libre: Rebeur a trahi LL.EE. dans sa commission, il a diminué des cens foncières appartenant à LL.EE. en faveur de certains particuliers, supprimé certains fiefs et par contre surchargé d'autres de cens qu'ils ne devaient pas au détriment de LL.EE. et des propriétaires.

2.144. ACV, Bb 1/21, p. 193, 15.2.1684.

2.145. Traduction libre: Où il est allé avec la grosse et le registre de Chatelain, ainsi que les autres documents qu'il a pris dans les archives de LL.EE.

2.146. On ne retrouve pas le texte de l'enquête et du procès aux AEB. Gerichtswesen B IX; 484 (Thurmbuch 1681–1684); 337 (Teutsche Appellationskammer 1683–1686), ni dans le Kriegsrats Manual ni dans celui du Conseil secret.

2.147. AEB, RM 199, p. 61–65, 22.2.1684.

2.148. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 76. restauration de 1661 à 1666. *DHBS*, art. «Aarbourg», donne le plan de la forteresse au 18^e. Sur l'aménagement de la cellule, AEB, RM 199, p. 71, 23.2.1684; p. 141, 8.3.1684; p. 275, 16.4.1684.

2.149. *DHBS*, art. «Interlaken». ACV, Bb 1/21, p. 374–375, 22.8.1684; AEB, RM 200, p. 34–35, 2.9.1684. On propose encore Thorberg ou Königsfelden comme lieux de détention. Pour la prison de l'hôpital de Lausanne, cf. note 4.10.

2.150. AEB, RM 200, p. 214, 10.11.1684; p. 248, 19.11.1684; p. 299, 1.12.1684; p. 399, 24.12.1684; p. 581, 7.2.1685; p. 615–616, 16.2.1685.

2.151. AEB, RM 200, p. 619, 17.2.1685.

2.152. AEB, RM 199, p. 141–142, 8.3.1684.

2.153. AEB, RM 200, p. 615–616, 16.2.1685.

2.154. AEB, RM 200, p. 746, 12.3.1685; RM 201, p. 72, 2.4.1685.

2.155. AEB, RM 200, p. 627, 18.2.1685 (d'une personne criminelle et d'un homme mort); p. 615–616, 16.2.1685.

2.156. ACV, Bc 29, 26.2.1684; AEB, RM 199, p. 78–79, 26.2.1684.

2.157. AEB, RM 199, p. 343–344, 3.5.1684.

2.158. AEB, RM 200, p. 82, 17.9.1684. Pour le travail de Verchières, par exemple ACV, Bb 1 21, p. 557, 17.3.1685.

2.159. ACV, Bc 29, 26.2.1684; ACV, Bb 1/21, p. 209–211, 8.3.1684; AEB, RM 199, p. 160, 14.3.1684; p. 178, 19.3.1684; p. 240–241, 9.4.1684; p. 257, 14.4.1684; RM 201, p. 88, 6.4.1685; ACV, Bb 1/23, p. 248, 1.8.1687.

2.160. AEB, RM 199, p. 80–81, 26.2.1684; p. 289–290, 19.4.1684; RM 200, p. 585, 10.2.1685.

2.161. Pour Seigneux: note 2.160. Pour les marchands, ACV, Bt 12, «Rebeur», état des dettes non daté. Pour les commissaires, AEB, RM 200, p. 580, 7.2.1685.

2.162. AEB, RM 199, p. 628, 21.7.1684.

2.163. ACV, Bt 12, «Rebeur», 2.9.1684.

2.164. AEB, RM 200, p. 34–35, 2.9.1684. Voir aussi: ACV, Bb 1/21, p. 372–375, 22.8.1684; ACV, Bc 29, non daté.

2.165. ACV, Bt 12, «Rebeur», non daté. Taxes des biens-fonds de Rebeur (il y a plusieurs listes de ce type); ACV, Bb 1/21, p. 520–522, 27.2.1685; AEB, RM 201, p. 19–20, 19.3.1685; ACV, Bb 1/22, p. 121–122, 25.7.1685; AEB, RM 200, p. 746–747, 12.3.1685.

2.166. ACV, Bt 12, «Rebeur», 2.2.1685 et autre document non daté. AEB, RM 201, p. 146, 24.4.1685; RM 203, p. 448, 1.2.1686.

2.167. ACV, Bt 12, «Rebeur», 14.9.1685; *ibidem*, défense de Lausanne, non datée (printemps-été 1686). AEN, Matrimoniale de Neuchâtel, affaire Rebeur-Bedeaulx, 25.1.1702. Fetscherin, Wilhelm, 1868 pour la colonie bernoise en Brandebourg. Sur la carrière prussienne de Jean-Philippe Rebeur: Borkowski, Heinrich, 1903, p. 227; Hinrichs, Carl, 1968, p. 37–45; Rebeur, Jean-Philippe, éd. 1904. Ces renseignements nous ont été aimablement fournis par les archivistes de Mersebourg (République démocratique allemande). Pascal, Arturo, 1948 montre que de nombreux Vaudois du Piémont se sont aussi réfugiés au Brandebourg.

2.168. AEB, RM 209, p. 17, 23.6.1687.

2.169. AEB, RM 212, p. 230–231, 20.3.1688. La cellule de Rebeur devait donc se trouver contre la muraille du château et non au centre du bâtiment comme celle de Micheli

du Crest (*DHBS*, art. «Aarbourg»). Son évasion a un caractère plus sportif que celle de Rosset et Müller un siècle plus tard (Junod, Louis, 1952, p. 17 ss). Pour la signification de «ziechen», cf. *Grammatisches... Wörterbuch*, art. «Zieche».

2.170. AEB, RM 212, p. 351, 7.4.1688; p. 381, 11.4.1688.

2.171. AEB, RM 213, p. 487, 30.7.1688.

2.172. Cf. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 93 (Catherine de Wattenwyl); p. 171 (Frédéric de Wattenwyl); p. 185 (Louis de Muralt), par exemple.

2.173. Cf. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 67, 83, 89, 174, 179, etc.

2.174. ACV, Bb 1/29, p. 490–492, 18.9.1696.

2.175. AEN, Matrimoniale de Neuchâtel, affaire Suzanne Rebeur-Abraham Bedeaulx.

Nous remercions ici les archivistes de Neuchâtel, MM. de Tribolet et Courvoisier, pour leur aimable collaboration à nos recherches.

2.176. AEN, Manual du Conseil d'Etat 39, p. 91 ss, 12.12.1694.

2.177. AEB, RM 254, p. 265–266, 9.12.1696; ACV, Bb 1/31, p. 111–113, 3.9.1698; AEB, RM 263, p. 363–364, 3.10.1698.

2.178. ACV, Bb 1/30, p. 225, 17.4.1697; p. 337, 19.11.1697; p. 502, 9.4.1698.

2.179. ACV, Bb 1/31, p. 111–112, 3.9.1698. L'identification de l'historien neuchâtelois est impossible, selon les renseignements aimablement fournis par MM. Courvoisier et de Tribolet aux AEN. Parmi les noms possibles, on peut penser à Frédéric Barillier (Thévenaz, Louis, 1939, p. 183).

2.180. AEB, RM 263, p. 363–364, 3.10.1698; ACV, Bb 1/31, p. 153, 6.10.1698.

2.181. AEB, RM 216, p. 337, 18.4.1689; RM 221, p. 337, 14.6.1690; RM 222, p. 430, 11.9.1690; ACV, Bb 1/25, p. 252, 12.9.1690; p. 383, 21.2.1691. Autres actes concernant les dettes de la famille Rebeur: AEB, RM 236, p. 106, 5.7.1693; RM 241, p. 247, 5.7.1694; ACV, Bb 1/29, p. 468, 29.8.1696; ACV, Bt 12, «Rebeur», 18.8.1696 ss; 27.9.1696, 10.2.1698.

2.182. ACV, Bb 1/25, p. 382–383, 21.2.1691; AEB, RM 233, p. 395, 20.2.1693; ACV, Bb 1/27, p. 182, 21.2.1693; p. 201, 9.3.1693; AEB, RM 234, p. 111, 7.3.1693.

2.183. ACV, Bb 1/29, p. 490–492, 18.9.1696; AEB, RM 253, p. 230, 26.9.1696; RM 254, p. 265–266, 9.12.1696; p. 367–368, 23.12.1696.

2.184. AEB, RM 262, p. 328, 7.7.1698; ACV, Bb 1/31, p. 91–92, 5.8.1698.

2.185. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 91 ss.

2.186. Par exemple: ACV, Bb 1/31, p. 197–198, 23.12.1698; fo 441, 5.7.1699; AEB, RM 264, p. 358, 27.12.1698; RM 268, p. 87, 5.7.1699.

2.187. ACV, Bb 1/32, p. 26–29, 26.8.1699; AEB, RM 268, p. 383, 31.8.1699.

2.188. AVL, Corps de Ville C 292, non daté et ACV, Bt 12, «Rebeur», 21.11.1699. Les particuliers contre lesquels Rebeur porte les plaintes les plus fortes — Seigneux et Verrières — ne sont pas nommés.

2.189. AEB, RM 268, p. 275–276, 14.8.1699; ACV, Bb 1/32, p. 29–30, 26.8.1699; p. 111, 30.12.1699; AEB, RM 270, p. 246, 11.1.1700; ACV, Bb 1/32, p. 337, 29.6.1700.

2.190. Par exemple ACV, Bb 1/32, p. 111, 30.12.1699.

2.191. ACV, Bb 1/32, p. 331–337, 29.6.1700 et AEB, RM 273, p. 186–189, 5.7.1700. Voir encore ACV, Bb 1/32, p. 134, 16.3.1700; AEB, RM 271, p. 433, 10.4.1700; ACV, Bb 1/32, p. 264, 22.5.1700; p. 292–293, 8.6.1700; p. 319–320, 22.6.1700. Buttica, Emile, 1909, p. 340 se trompe lorsqu'il présume que Rebeur rentre en grâce.

2.192. AEN, Matrimoniale de Neuchâtel, affaire Rebeur-Bedeaulx.

2.193. AEN, notaire Pierre du Pasquier, 10^e minutaire, p. 105, 9.4.1703. AEN, manual du Conseil d'Etat 55, p. 456–457, 19.12.1700. Le fiancé infidèle essaie à cette époque encore de faire des ennuis à Suzanne et son époux.

2.194. Zentrales Staatsarchiv Merseburg, Acta betr. Refugiertensachen, Rep. IX.D.8, fasc. 10, 8.6.1708. ACV, Bt 12, «Rebeur», dossier de mars à août 1715.

2.195. Santschi, Catherine, 1975, p. 229–230.

3.1. ACV, Gb 132 a, b, c, d. L'annexe 1, p. 74 ss en fait la critique interne. Tous nos remerciements vont aux archivistes et chercheurs sans l'aide desquels ce chapitre n'aurait pu voir le jour. A Lausanne, M. Michel Depoisier nous a guidée dans le dédale des terriers. A Genève, M. Louis Binz et Mlle Catherine Santschi nous ont aimablement éclairée sur les us

et coutumes des commissaires genevois. A Neuchâtel, M. Maurice de Tribolet et M. Jean Courvoisier ont mis les terriers et les plans des Girard à notre disposition. A Sion, M. Pierre Dubuis a recensé pour nous tous les plans terriers valaisans exécutés sous l'Ancien Régime. Nous avons pu voir ceux du 17^e siècle grâce à son aimable collaboration. A Porrentruy, MM. Michel Steiner et François Noirjean nous ont fait parvenir les photocopies de la carte du 17^e siècle. A Fribourg, nous avons utilisé l'excellent inventaire des plans effectué par M. Peter Rück. A Berne enfin, nous remercions tous les archivistes qui ont déplacé pour nous des dizaines de documents encombrants, aux Archives d'Etat de Berne surtout, mais aussi à la Burgerbibliothek et aux Archives de la Ville de Berne.

3.2. Dainville, François de, 1964 a, p. 48-49. Nous renonçons à citer ici les nombreux textes (du 18^e siècle pour la plupart) traitant des techniques d'arpentage.

3.3. Exemple de l'utilisation des termes «figures»: ACV, Gb 164 a, 1651; «plans soit figures»: ACV, Gb 157 a, 1675; «plans exacts»: AEG, grosse Evêché 21, p. 2, 29.11.1684; «plans géométriques»: AEG, plan portefeuille 58, 1700; «plan planimétrique»: AVB Saint-Maurice, R 41, 1740. Généralement, la terminologie est assez imprécise. A Clavallières par exemple, on appelle «plan géométrique» une carte en rouleau (AEB, Herrschaftsarchiv Münchenweiler, 20.7.1697).

3.4. Pour les diverses représentations de Lausanne, voir Grandjean, Marcel, 1965, p. 51-60.

3.5. Pour une esquisse de plan lausannois au 16^e siècle, Reymond, Maxime, 1921. Pour les tibiériades, Dainville, François de, 1970, p. 118. Quelques ébauches de parcellaire en marge des terriers nous ont aimablement été signalées par M. Robert Pictet, archiviste: ACV, Fc 138, fo 224, 1520; Fc 149, fo 315, 1549; Fc 150, 1558 (concernent le Pays-d'Enhaut). ACV, Fe 188, fo 14, 1518 (concerne Blonay).

3.6. Vaucher, Gustave, 1963. La plus ancienne carte connue de la région de Lausanne est celle du Jorat, de 1595 (AVL, Chavannes C 370). La première carte du baillage de Lausanne a été levée en 1678 par le major de Crousaz, ennemi de Rebeur (Grandjean, Marcel, 1974, p. 33-34). Fréquemment, les cartographes appellent «plans» leurs «cartes».

3.7. Sur l'histoire de la cartographie, voir par exemple Bagrow, Léo, 1964 ou Tooley, R. V., 1949. Sur la signification épistémologique des premières visions de l'espace, Nicolas-Obadia, Georges, à paraître 1, point 2.

3.8. Grosjean, Georges, 1971 donne un excellent aperçu du développement de la cartographie en Suisse d'après les fonds d'archives suisses. Voir aussi Grosjean-Kinauer, 1970 et *DHBS*, art. «Cartographie de la Suisse».

3.9. Les cartes ne sont malheureusement pas inventoriées par Mariotte-Gabion, 1976, p. 360. C'est à cette époque que se multiplient les cartes françaises (Dainville, François de, 1970).

3.10. ACV, Gc 50 et Gc 724 b.

3.11. L'un des exemplaires appartient à la BCU (Département des estampes, futur Musée de l'Elysée). L'autre est au Musée du Vieux-Lausanne.

3.12. Pour l'Italie: Archives vaticanes, carte n° 16 (*olim* 8); *Storia d'Italia*, vol. 6, 1976, p. 506 ss; Gullotta, G., 1955, n°s 14 ss. Pour les Pays-Bas: Mosselmans, Jean, 1976, p. 19. Pour l'Angleterre: Eden, Peter, 1973, p. 476. Des plans terriers français du 17^e sont signalés par Sevrin-Desreumaux, 1977, p. 42 ss; Desreumaux, Roger, 1977, p. 233, etc.

3.13. Sur la «réaction féodale»: Bloch, Marc, 1931, p. 131 ss. Sur le cadastre comme «strumento di intervento statale, formidabile e partigiano», Zangheri, Renato, 1973, p. 761. Le chapitre 2 donne un exemple de réaction nobiliaire en pays vaudois, l'enquête de LL.EE. sur la noblesse. Sur le cadastre d'Orange: Piganiol, André, 1962; Dilke, Oswald-Ashton-Wentworth, 1971, p. 159 ss sur les arpenteurs romains.

3.14. Pour Berne, Grosjean, Georges, 1960. Nous avons vérifié aux AEB comme dans les autres archives inventoriées tous les documents du 17^e siècle mentionnés par l'auteur. On peut en effet regretter qu'un travail aussi précis et érudit n'ait pas abouti à un classement thématique plus systématique qui aurait permis de repérer les plans terriers (en les distinguant des cartes). Les AEB conservent plusieurs cartes du 17^e siècle concernant le Pays de Vaud, principalement Yverdon: (AEB, ABI N° 20 à 25 et 284; 1686 à 1699) et Aigle (AEB, ABI N° 5; 1688). D'autres représentent la partie allemande de l'ancien canton (Bern, Stadtarchiv Plan 158; 1688; Kerzers, AEB, AA IV, Bern, 21¹ et 2; 1688; Bümpliz, AEB,

AA IV, Seftingen, 19¹et²; 1689; Kersatz. AEB, AA IV, Konolfingen, 12; 1690; Grosshöchstetten. AEB, AA IV, Erlach, 19; 1692; Bretiège, StBB, Kart III, 19 b; 1693; partie de Berne, Bern, Stadtarchiv Plan 142; 1694; Köniz. AEB, Herrschaftsarchiv Münchenwiler; 1697; Clavalleires. AEB, AA IV n° 1567; 1699; Münchenwiler). Plusieurs sont l'œuvre de Vaudois, et particulièrement de Pierre Willommet de Payerne. Les archives de Porrentruy ont conservé une carte de la région de Cornol et Miécourt (AAEB, Ajoie, B 240, 1674-1768).

3.15. AEG, Grosse Evêché 21, p. 2, 29.11.1684. Les AEG n'ont conservé aucun plan terrier antérieur à cette date: nous ignorons donc à quoi se rapporte l'expression «ou il ni en aura deia de pris». Sur les plans genevois, voir surtout Clouzot, Etienne, 1938, p. 54 ss; voir aussi: Borgeaud, Marc-Auguste, 1949, Santschi, Catherine, 1973, p. 16 ss, et Guichonnet, Paul, 1963, p. 520 ss.

3.16. Voir en particulier, Nicolas, Jean, 1978; ou Bruchet, Max, 1977, Guichonnet, Paul, 1955, etc.

3.17. Bodmer, Walter, 1967, p. 52 ss. Très peu d'études ont paru sur les plans et cartes fribourgeois. (Par exemple Glasson, Léon, s.d. et Andrey, Joseph, 1926, p. 171.)

3.18. Les Bourla-Papeys semblent avoir joué un rôle relativement peu important dans la disparition des plans cadastraux du 17^e siècle. Les seules pièces disparues aux ACV mais signalées dans l'inventaire Wagon de 1798 (ACV, Aa 37/1, p. 1-9) sont trois plans de la région d'Yverdon (Ursins; Chavornay; Belmont et Gressy), trois autres de Lavaux (Rivaz, 1694; Chexbres, 1694; Puidoux, 1697) et un des Amburnex et de Burtigny, de 1685. Il n'est absolument pas certain que ce soient les Bourla-Papeys qui aient détruit ces documents, d'autant plus qu'ils ont été peu actifs à Lavaux (Mottaz, Eugène, 1903, p. 192).

3.19. ACV, Gc 724 b.

3.20. ACV, Fc 224, pages de début, 29.9.1660.

3.21. Nicolas, Jean, 1978, p. 121 ss.

3.22. AVL, Chavannes C 270, dos couverture.

3.23. Pour l'exemple vallorbière, Radeff, Anne, 1977 b.

3.24. ACV, Fb 6. Pour les ennuis du commissaire Gaudard, cf. p. 36 ss.

3.25. Voir par exemple pour la France Desreumaux, Roger, 1966, 1971, 1978. Pour l'Angleterre Eden, Peter, 1973. Pour les Pays-Bas Mosselmans, Jean, 1976. Pour la région bâloise: Grenacher, Franz, 1975.

3.26. M. Robert Pictet, archiviste, commence actuellement des recherches sur les arpenteurs vaudois. Voir aussi Santschi, Catherine, 1975, p. 223 ss.

3.27. Pour l'Angleterre: Eden, Peter, 1973, p. 481; les Pays-Bas: Mosselmans, Jean, 1976, p. XXIII ss; la France: Desreumaux, Roger, 1973.

3.28. Schmidt, Maurice, 1957, p. 49.

3.29. Dainville, François de, 1964 b, p. 482 et 1968, p. 7.

3.30. Pour Rebeur, *l'Inventaire... Côte d'Or*, aux séries B, E, G et H ne signale cependant pas de plan terrier pour le 17^e siècle, mais des tibériades. Pour A. Dubois: ACV, Gb 164 a, début; ACV, Fg 151, fo 6. Santschi, Catherine, 1975, p. 255. Pour von der Weid: Vevey, Hubert de, 1963, p. 21; AEF, Papiers von der Weid.

3.31. AEF, Papiers von der Weid. Sur la formation européenne de Gaudard: Santschi, Catherine, 1975, p. 263.

3.32. ACV, Bb 1/21, p. 24, 17.3.1683 pour Verchières. Pour Grenier, ACV, Fn 172, 30.12.1675 (voir ACV, Fn 176, faite par trois générations de Grenier). Pour P. Sevin, *Dictionnaire des artistes suisses*, art. «Sevin»; AEF, E 157 à 160 par exemple pour certains de ses plans.

3.33. ACV, Fh 62 et Fh 59 à 61. Deharsu — et / ou Gignilliat — sont probablement les auteurs des plans de Longirod (ACV, Gb 24 a) et de Gimel (ACV, Gb 23 a).

3.34. AEV, AC Collombey, L 31, L 32, L 34 et L 35. Si les inventaires des archives valaisannes sont particulièrement bien faits, ils ont été très peu utilisés par les historiens pour l'étude des plans cadastraux (cf. Wolff, A. de, 1969).

3.35. AEN, Reconnaissances de Valangin, préambule et Favre, Louis, 1898, p. 66. Sur les plans et cartes neuchâtelois, voir encore Courvoisier, Jean, 1955, vol. 1, p. 20 ss; Bonhôte, J.-E., 1894, p. 286 ss; Guillaume, Dr, 1871, p. 72; Jaun, René, 1927, p. 177 ss; Montandon, Léon, 1939; Robert-La Tour, éd. 1907; Thévenaz, Louis, 1939.

3.36. Au Valais: AVB Saint-Maurice, R 27, 1715–16 (Georges-Baptiste Secrétan, citoyen de Lausanne). A Fribourg: AEF, E 88, 1717 (Jean-Pierre ffeu Gabriel Gignilliat citoyen de Lausanne: AEF, grosse Montagny 27, fo 1).

3.37. La représentation des bâtiments en élévation, de même que la plus grande précision dans le dessin des «monuments historiques», est fréquente dans les plans terriers français du 17^e siècle (communication inédite de Roger Desreumaux).

3.38. Buttica, Emile, 1909, p. 341–342 et Grandjean, Marcel, 1965, p. 52. En début du Gb 132 a figure une généalogie incomplète et parfois erronée de la famille Rebeur (cf. chapitre 2).

3.39. Tous mes remerciements vont ici à M. J.-L. Décombaz, qui nous a fait profiter de sa longue pratique des plans et terriers lausannois à l'époque où nous commençons nos recherches sans savoir encore nous orienter dans les innombrables originaux et copies de documents fonciers lausannois.

3.40. Le *Dictionnaire des artistes suisses*, art. «Rebeur», écrit par erreur que ce plan est la copie de Gb 132 c. Emile Buttica a corrigé son erreur dans son article de 1909, p. 341–342. En début du Gb 132 c, une indication signée Jean-Baptiste Vullymoz, secrétaire au Conseil dans les années 1670, porte «Le present livre de plans a esté dressé p(ou)r la Seig(neu)rie de Lausanne par le s(ieu)r commiss(ai)re Rebeur qui en a receu le payem(en)t». Elle se rapporte aux difficultés surgies entre Rebeur et les Lausannois.

3.41. La spécification des couleurs est au début particulière à chaque géomètre. Ce n'est que plus tard, vers le milieu du 18^e siècle, que se produit une certaine uniformisation (communication orale de Roger Desreumaux).

3.42. ACV, Gb 132 f. Buttica, Emile, 1909, p. 342 écrit que ce plan est daté de 1670. Il s'agit probablement d'une erreur. L'écriture n'est pas celle des commissaires Gignilliat et Melotte, auteurs de la cadastration des années 1720. Le répertoire des ACV le date de 1680 environ.

3.43. Grandjean, Marcel, 1965, p. 52.

3.44. ACV, série Gb pour l'inventaire des plans. Sur les plans et cartes vaudois, voir surtout *DHV*, art. «plans cadastraux» (plusieurs plans du 17^e ne sont cependant pas mentionnés dans cette liste); Hegg, Louis, 1923, p. 24 ss; Buttica, Emile, 1927; Mayor, Henri, 1942; etc. ACV, série F pour l'inventaire des terriers.

3.45. Pour celui du Mont, voir en ACV, Bg 1/29, p. 206–208 la commission donnée le 1.2.1681 au major de Crousaz. Pour Sébastien Deruvyns, cf. sa nomination pour rénover le bailliage d'Yverdon (ACV, Fk 79, p. 249, 1667).

3.46. Par exemple ACV, Fo 21, 1678, fo 6 ss.

3.47. ACV, Aa 37/1, p. 1–9.

3.48. ACV, Gb 14 b.

4.1. Radeff, Anne, 1978 donne une bibliographie sommaire des ouvrages sur les prix vaudois et européens. Pour des recherches récentes en Allemagne: Ebeling-Irsigler, 1976–1977.

4.2. Chevallaz, Georges-André, 1949, fig. 7.

4.3. ACV, Bp 32 et AVL, Chavannes D 629 à 645 et D 737 à 750. ACV, Bn 18 et 19 sont les archives de péages conservées pour Lausanne. Elles concernent essentiellement le 18^e siècle (règlements, contestations, etc.). Voir chez Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 140, note 2, la liste des sources pour le 18^e siècle. Chevallaz n'a pas vu les sources lausannoises déposées aux AVL, par exemple AVL, Chavannes D 423.

4.4. Les meilleures études sur les institutions charitables de Lausanne sont Briod, Alice, 1926 (surtout p. 143–151) et Reymond, Maxime, 1938. Grandjean, Marcel, 1965, p. 298–299 pour le bâtiment et Olivier, Eugène, 1961, p. 534 ss pour les malades. A Genève, Piuz, Anne-Marie, 1973–1974 permet d'intéressantes comparaisons.

4.5. En 1655–1656, le recteur de la Bourse des Pauvres a amodié 4 prés (AVL, Chavannes D 745).

4.6. Olivier, Eugène, 1961, p. 186.

4.7. Reymond, Maxime, 1938, 2 juillet: en 1715, on tentera de mettre fin à ces abus en faisant du recteur un «salarié».

- 4.8. Pour Viret : Briod, Alice, 1926, p. 151. En 1682, Rebeur reproche aux recteurs des Pauvres de confondre les comptes de leur institution avec ceux de la Ville (ACV, Bb 1/20, p. 363, 21.8.1682).
- 4.9. Olivier, Eugène, 1961, p. 534 ss ; p. 541–542, Olivier donne des extraits du compte de 1655–1656 que nous détaillons en annexe.
- 4.10. Deux exemples : la construction d'une prison à l'Hôpital en 1592–1593 (AVL, Chavannes D 632) ou l'apparition de la Discipline, probablement surtout destinée aux enfants, à la fin du 17^e siècle. L'Hôpital de Genève renferme une prison depuis 1631 (*Histoire de Genève*, 1974, p. 200). Sur les pauvres et les fous, voir entre autres Geiser, Karl, 1894 ; Briod, Alice, 1926 ; et les ouvrages de Jean-Pierre Gutton, 1971 et 1973. Olivier, Eugène, 1961, p. 543 fait erreur lorsqu'il écrit que « rien n'a changé dans la conception que l'on se faisait au Pays de Vaud des hôpitaux et de leur relation avec les malades ».
- 4.11. Comme en témoigne par exemple le menu — resté très médiéval — des pauvres en 1715 (Reymond, Maxime, 1938, 3 juillet).
- 4.12. Piuze, Anne-Marie, 1964, p. 355–401. Baulant-Meuvret, 1960–62, p. 152–153.
- 4.13. Pour la production, voir les mémoires dirigés par le professeur Alain Dubois : Heubi, Philippe, 1976 (dîme d'Yverdon) ; Nicod, Vincent, 1979 (Echallens) ; Christinat, Jacques, 1979 (dîme de Romainmôtier) ; Monbaron, Patrick, 1980 (Lausanne). Head-Veyrassat, 1970, p. 600, ont repris leurs données chez G.-A. Chevallaz. Pour le commerce lausannois au Moyen Âge, Anex-Cabanis, Danielle, 1978.
- 4.14. Vilar, Pierre, 1974, p. 301–303 donne un bon résumé des différentes positions. Braudel-Spooner, 1967, p. 400–409 témoignent de la difficulté à cerner la conjoncture du 17^e qui se trouve quasiment « escamotée » entre les 16^e et 18^e siècles. Les pages 396 ss du même ouvrage, établies avec l'aide de Jacques Bertin, sont une passionnante tentative de comparaison entre les prix de différentes villes européennes — que nous ne pouvons utiliser à cause de nos connaissances insuffisantes sur la valeur-argent du florin. Pour la fin du 17^e, voir encore Baehrel, René, 1961, p. 56–57 ; Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1966, p. 514 ; Piuze, Anne-Marie, 1964, p. 399–401, etc. Pour les prix allemands : Irsigler, Franz, 1978. Pour l'évolution de l'histoire face à l'économie : Chaunu, Pierre, 1972.
- 4.15. Gilliard, Charles, 1934 ; Martin, Colin, 1940, 1961 et 1978 ; Dubois, Alain, 1973.
- 4.16. Martin, Colin, 1961, p. 249 ; cours du gramme d'or fin de 1530 à la fin du 18^e ; Dubois, Alain, 1965, « Beilage » : cours de diverses monnaies en Valais.
- 4.17. Au 18^e siècle apparaît de plus en plus fréquemment une monnaie réelle, l'écu blanc de France. En 1713–14, 100 écus blancs valent 875 florins. 200 autres sont évalués la même année au taux habituel de 7,5 fl. (AVL, Chavannes D 749).
- 4.18. Martin, Colin, 1978, p. 98 ; voir aussi Burdet, Jacques, 1963, p. 631. *Rechtsquellen des Kantons Bern*, 1967, p. 261–275 ne signalent aucune dévaluation entre 1652 et 1722.
- 4.19. Martin, Colin, 1978, p. 71 ss ; 1961, p. 249 ; Bürki, Fritz, 1937, p. 14 ss ; Dubois, Alain, 1973.
- 4.20. *I prezzi in Europa*, 1967, p. XXVII–XXX, 318–319, etc.
- 4.21. Radeff, Anne, 1978.
- 4.22. Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 89–91. Nicolas-Obadia, Georges, 1974, p. 110. Certains historiens préfèrent le germanisme : céréales d'été et d'hiver à l'appellation céréales de printemps et d'automne (Head, Anne-Lise, 1979, p. 579).
- 4.23. Pierrehumbert, art. « mèle », définition « mélange d'orge, de pesettes et de vesces ». Le mèle vaut généralement plus que l'avoine et moins que le messel. AVL, Chavannes D 748, 1706–1707 et 1707–1708 pour le mèle mêlé à l'avoine ou le remplaçant.
- 4.24. Par exemple AVL, Chavannes D 642, 1649–1650 et 1659–1660.
- 4.25. Chevaux et poules : par exemple AVL, Chavannes D 643, 1670. Les cochons : AVL, Chavannes D 642, 1649–1650. L'abremel : D 643, 1669–1670. *Glossaire des patois*, art. « abramel ». Pain d'avoine : AVL, Chavannes D 630, 1570–1571. Pour les pauvres : D 745, 1653–1654 par exemple.
- 4.26. AVL, Chavannes D 643, 1670, avoine « pour l'avoir vendue au picton quoy que receue à la raclette ». Nous avons retrouvé cette indication après avoir publié Radeff, Anne, 1978, p. 13, note 8. Voir Dessementet, Olivier, 1955, p. 248–250, pour la mesure de l'avoine. Les rapports entre le muids et les quarterons d'avoine ont été déduits des prix : en 1649–1650

par exemple (AVL, Chavannes D 642). 2 muids 10 coupes 3 quarterons d'avoine à 9 sols par quarteron valent 104 florins 3 sols, soit 1 muids = 12 coupes = 48 quarterons. Pour l'estimation du quarteron lausannois, *DHL*, art. «Poids et mesures». Sur les «petites» et «grandes» mesures de l'avoine, ACV, Ba 16/2, fo 84, 1.4.1695. Sur les mesures médiévales, différentes des nôtres: Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 77.

4.27. Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 135. Nous remercions par avance tous les chercheurs qui voudront bien nous signaler les erreurs qui auraient pu se glisser dans nos longs relevés de prix.

4.28. Pour l'Europe, voir entre autres Abel, Wilhelm, 1973, et Braudel-Spooner, 1967. Pour la France, *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975. Pour l'Italie: Romano, Ruggiero, 1974. Pour le climat, Pfister, Christian, 1975-76, p. 36 ss, ou Georgelin, Jean, 1978-79, p. 28. La date exacte de la fin de la période de hausse du 16^e siècle est très contestée (Braudel-Spooner, 1967, p. 404 ss) et varie suivant les régions.

4.29. Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 145.

4.30. Bürki, Fritz, 1937, p. 146-151 et 157-163. Kamber, Peter, 1980, p. 61 pour la corrélation Bürki-Radef.

4.31. Sur les prix européens et la question controversée des hauts prix de la fin du 17^e siècle, cf. les titres cités aux notes 4.27 et 4.28. Sur la réforme de 1652, *Rechtsquellen des Kantons Bern*, 1967, p. 267 ss; Bürki, Fritz, 1937, p. 46 ss. Sur la disette de 1693-94, à Genève, Piuz, Anne-Marie, 1965; à Lyon, Gascon-Latta, 1963, etc.

4.32. ACV, Ba 16/2, fo 32 vo, 19.11.1692. Cf. Meuvret, Jean, 1977, p. 149 ss.

4.33. Le messel vaut autant que le seigle en ACV, Bp 32/29, 1710-1711. ACV, Bp 32/25-30 pour le rapport de prix seigle/froment. Les prix du bailli ne sont pas comparables à ceux des recteurs à cause de la différence dans le début des comptes.

4.34. *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 581, 24-31.7.1502; p. 585, 2.8.1530; p. 707, 8.2.1518, etc. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 93. Pour la politique du grain de LL.EE., voir surtout Bodmer, Walter, 1973, p. 26-29; Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 110-131; Morax, André, 1922, p. 11-21; Schneider, Hedwig, 1937, p. 15-17. Pour Genève: Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 34-76.

4.35. Morax, André, 1922, p. 40; Mottaz, Eugène, 1906.

4.36. Bodmer, Walter, 1973, p. 94 ss, donne un choix de mandats bernois. Voir aussi AEB, inventaire 19, Mandatenbücher et les Mandatenbücher eux-mêmes. Pour le bailliage de Lausanne, nous avons consulté ACV, Ba 16/1-3 (mandats en français, répertoriés en ACV, Ba 4) et ACV, Ba 14/1-6 pour les mandats en allemand, plus spécifiquement destinés au bailli. Les années 1685 à 1707 manquent en Ba 14. Le volume des *Sources du droit vaudois*, à paraître, donnera de nombreux exemples de mandats sur les blés. Certains, concernant tout l'ancien canton de Berne, sont donnés dans *Rechtsquellen des Kantons Bern*, 1967, par exemple p. 140, 3.8.1692.

4.37. ACV, Ba 16/2, fo 32 vo, 19.11.1692. Autres taxations du grain: *ibidem*, fo 51, 18.8.1693; fo 61, 25.11.1693; fo 116, 21.11.1698; fo 129 vo, 28.3.1699; fo 131 vo, 28.4.1699; fo 420, 12.4.1709; fo 458, 23.11.1709.

4.38. Bodmer, Walter, 1973, p. 95 et p. 28. Pour Lausanne: Grandjean, Marcel, 1979, p. 67. De 1700 à 1720, LL.EE. édictent près de 70 mandats pour Lausanne, dont une trentaine pour la seule année 1709.

4.39. Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 75. Pour des critiques contre LL.EE.: Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 119-121.

4.40. ACV, Bk 22/3, 18-20.7.1693.

4.41. ACV, Ba 14/5, p. 83, 6.7.1709; p. 94, 24.9.1709; p. 101, 21.10.1709; p. 103, 21.10.1709; p. 105, 26.10.1709; p. 119, 5.12.1709; p. 120, 12.12.1709 (pour les inspecteurs et le contrôle des activités des marchands). Sur la nécessité impérieuse de lutter contre l'afflux de mauvaise monnaie française, Bodmer, Walter, 1960 p. 167.

4.42. Baulant-Meuvret, 1960-62, p. 135 ss. Pour d'autres prix du grain, cf. par exemple Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 356; Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1966, p. 819-822; Baehrel, René, 1961, p. 535 etc. Radef, Anne, 1978, p. 19-20 pour le graphe des prix du froment.

4.43. ACV, Bk 22. Pour les disettes de 1693-94, 1698, 1709-10, cf. par exemple Piuz, Anne-Marie, 1968, p. 40; *Histoire économique de la France*, vol. 2, 1970, p. 360-361, etc.

- 4.44. ACV, Bk 22 pour l'enquête de 1708. Guisan, André, 1924, p. 43, pour Vidy.
- 4.45. Piuz, Anne-Marie, 1977, p. 38 ss.
- 4.46. AVL, Chavannes D 644, 1698–1699 ou 1699–1700, etc. pour la Ville. AVL, Chavannes D 745, 1655–1656, etc. pour le bailli. En 1709–1710, le recteur de l'Hôpital achète une patente pour se procurer des grains à la chambre des blés (AVL, Chavannes D 645, 1709–1710).
- 4.47. Par exemple Mr de Marnand, AVL, Chavannes D 642, 1659–1660.
- 4.48. AVL, Chavannes D 642, 1659–1660, 1654–1655, 1655–1656, etc. Pendant la guerre de Trente Ans, les Bourguignons pouvaient être acheteurs (ACV, Ba 16/1, fo 130 vo, 14.9.1641). Les Franc-Comtois et les Bourguignons vendent leur grain aux Lyonnais au 16^e siècle (Gascon, Richard, 1971, p. 785).
- 4.49. Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 73 ss, pour les Savoyards et p. 43, 54 et 60, pour le commerce — restreint — entre Vaud et Genève. Les mandats baillivaux signalent des acheteurs fribourgeois (ACV, Ba 16/2, fo 122, 29.11.1698, etc.), genevois (*ibidem*, fo 121 vo, 28.11.1698) etc. Le blé peut aussi venir d'Alsace (*ibidem*, vol. 1, fo 223 vo, 5.6.1656). On retrouve encore des mentions de commerce avec l'Empire (*ibidem*, vol. 2, fo 232, 5.7.1702), le Tessin et l'Italie (*ibidem*, vol. 2, fo 448, 18.10.1709; *ibidem*, vol. 3, fo 142, 13.1.1713), etc.
- 4.50. Par exemple AVL, Chavannes D 643, 1673, vente de messel d'octobre à décembre. Pour une citation du marché AVL, Chavannes D 642, 1659–1660. *DHV*, art. «Lausanne», p. 62. Grandjean, Marcel, 1965, p. 385 ss; Pascal, Arturo, 1948, p. 486. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 19, 23, 48.
- 4.51. ACV, Gb 132 d fo 35, 44, 45. Grandjean, Marcel, 1979, p. 67–68.
- 4.52. ACV, Ba 16/1, fo 260 vo, 5.2.1672. Pour une citation du Chablais: *ib.*, fo 160, 8.11.1645. Selon Reymond-Laeser, 1935, p. 9, le plant bourguignon cultivé à Lavaux diffèrait du fendant vert de La Côte et de la blanchette du Chablais. Pour des renseignements sur la vigne en France, voir surtout Dion, Roger, 1959; Beauroy, Jacques, 1976, etc.; à Genève, Piuz, Anne-Marie, 1974, etc. Pour le Pays de Vaud: Chevallaz, Georges-André, 1950; Courtieu-Capt, Anne-Marie, 1959; Reymond-Laeser, 1935, etc.
- 4.53. Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 87 pour Genève. Les limites que l'auteur assigne à La Côte sont plus étendues.
- 4.54. ACV, Ba 16/2, fo 298 vo, 16.1.1706. Pour des interdictions: ACV, Ba 4, fo 37, 11.8.1697 et 7.2.1698 (eau de vie de marc); ACV, Ba 16/2, fo 276, 10.11.1704 (eau de vie de cerises, de pommes et de poires).
- 4.55. Pascal, Arturo, 1948, p. 487.
- 4.56. Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 81–84. Pour une mention de «servagnin» à Lausanne: AVL, Chavannes D 644, 1687–1688.
- 4.57. Reymond, Maxime, 1933, p. 17 ss. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 91–92. Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1967, p. 50.
- 4.58. AVL, Chavannes D 644, 1685–1686.
- 4.59. AVL, Chavannes D 643, 1682–1683. Pour du rouge poussé: D 746, 1672–1673, etc.
- 4.60. AVL, Chavannes D 746, 1667–1668.
- 4.61. AVL, Chavannes D 747, 1692–1693 pour un transvasement. ACV, Ba 16/2, fo 155, 28.2.1700, pour la lie.
- 4.62. ACV, Ba 16/2, fo 92, 4.3.1696. Voir Conophagos, Constantin, 1959 sur le litharge. Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 79 signale également de nombreux défauts du vin à Genève. Signalons encore du vin «moisi» (AVL, Chavannes D 747, 1683–1684) et à goût de bouchon (ACV, Ba 16/2, fo 97, 9.11.1696).
- 4.63. AVL, Chavannes D 746, 1674–1675 donne un exemple de valeurs de courtes et de chars. *DHV*, art. «Poids et mesures» pour le char lausannois. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 78, indique des mesures de contenance différentes de celles du 17^e siècle; p. 92, indique des variations de contenu suivant l'époque de l'année.
- 4.64. AVL, Chavannes D 643, 1675–1676.
- 4.65. *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 567, 5.6.1398, etc. et p. 719, 5.10.1533, etc. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 69–74.

4.66. Voir l'annexe 3. *DHV*, art. «Poids et mesures». Bodmer, Walter, 1973, p. 30–31, pour la trop grande quantité de vin. Piuze, Anne-Marie, 1964, p. 86, pour Genève.

4.67. ACV, Ba 16/1, fo 276, 9.9.1678. Les interdictions et les réglementations d'importation, de même que les mandats luttant contre l'accaparement des vins, sont très nombreux. Les *Sources du droit vaudois*, à paraître, en donneront plusieurs exemples.

4.68. Bodmer, Walter, 1973, p. 31. ACV, Ba 16/2, fo 18, 5.11.1690 pour la fixation des prix. En 1693 et 1696, le vin est pourtant taxé par LL.EE. (ACV, Ba 16/2, fo 58, 13.11.1693; fo 97, 9.11.1696). Les exemples de prix du vin fixés par les seigneurs de la Ville sont nombreux dans les comptes de la Bourse des Pauvres au 18^e (AVL, Chavannes D 748, 1703–1704 par exemple). Les prix du vin sont souvent donnés en écus (AVL, Chavannes D 644, 1700–1701 etc.). A Genève, les prix sont également fixés par le Conseil (Piuze, Anne-Marie, 1964, p. 94–95).

4.69. Au 18^e, la courbe des prix du vin a une allure plus brutale que celle du grain (Chevallaz, Georges-André, 1950, p. 430). Au Moyen Age, les dents de scie sont également très prononcées (Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 123).

4.70. Pour du rouge de Lausanne, AVL, Chavannes D 746, 1667–1668, etc.; de Lutry, D 746, 1672–1673, etc. Au Moyen Age, le rouge vaut également moins que le blanc mais son prix serait plus variable (Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 68; Courtieu-Capt, Anne-Marie, 1959, p. 114; Raymond-Laeser, 1935, p. 12). Au 18^e, les prix seraient plus réguliers qu'au 17^e (Chevallaz, Georges-André, 1950, p. 430); le doyen Muret attribue ce phénomène à une amélioration de la viticulture, contestée pour Genève par Piuze, Anne-Marie, 1974, p. 608. Pour les prix du vin en Europe, Braudel-Spooner, 1967, p. 409 ss.

4.71. ACV, Bp 32/20, 1656 à 1662. En 1719, on interdit à Belmont de marquer son vin comme du Lavaux (ACV, Ba 16/4, fo 48–50 vo, 10.2.1719). La séparation du moût et de la pulpe est nécessaire à la fermentation du vin blanc, pas à celle du rouge.

4.72. Par exemple AVL, Chavannes D 749, 1715–1716. 1 char de Rieux — misé — échoit à Benjamin de Saussure. Au Moyen Age déjà, le vin lausannois avait un usage local (Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 69).

4.73. AVL, Chavannes D 643, 1669–1670, 2 chars de blanc vendus à un marchand allemand de Zofingue. ACV, Ba 16/2, fo 39 vo, 9.12.1692 et fo 42, 3.1.1693.

4.74. Par exemple AVL, Chavannes D 745, 1650–1651, vins de divers crus vendus du 2.11.1650 au 1.8.1651 et D 745, 1649–1650 pour des ventes en septembre. Pour l'appellation de «vin nouveau», ACV, Ba 16/2, fo 58, 13.11.1693. Ce mandat mentionne qu'il arrivait qu'on mêle le vin nouveau au vieux. Pour le canal d'Entreroches, Pelet, Paul-Louis, 1952, p. 161 et 176.

4.75. ACV, Ba 16/1, fo 260, 5.2.1672. Nous ignorons où se trouvait l'Abbaye des boulangers. Comme on peut cependant présumer que le marché du vin se déroulait près de l'un des deux grands centres de vente de Lausanne, l'Hôtel de Ville de la Palud et celui du Pont, et que celui du Pont donne directement sur le Flon, seul celui de la Palud correspond à la description. On connaît mal l'emplacement exact et la date de vente des diverses denrées lausannoises; cf. Grandjean, Marcel, 1965, p. 385; 1979, p. 60 et 199 ss; Reymond, Maxime, 1911, p. 262 ss; Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 45–46. Pour l'arsenal à la Mercerie — ou s'agit-il de celui de LL.EE. à Saint-Maire (Grandjean, Marcel, 1965, p. 348; 1979, p. 93)? — cf. ACV, Gb 132 d, fo 41, et Grandjean, Marcel, 1965, p. 286. Pour un plan de l'Hôpital et de l'arsenal, du 18^e: ACV, Gc 1132/150.

4.76. Importations de Savoie, Valais, Genève et France: ACV, Ba 16/1, fo 207, 6.11.1652; de Bourgogne, *ibidem*, fo 212 vo, 3.9.1653; d'Alsace, fo 223 vo, 5.6.1656; de Neuchâtel, fo 289, 17.12.1683. Le bailli de Lausanne perçoit presque chaque année la «traverse» sur des importations de vin savoyard (ACV, Bp 32/25, 1688–1689 par exemple).

4.77. Ceux de la viande n'y apparaissent qu'à la fin du 17^e siècle. Les Manuels du Conseil permettraient de poursuivre la série de prix élaborée pour le Moyen Age par Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 120–121 (cf. ci-dessous note 4.80). Comme la formation des prix de la viande se situe beaucoup plus en aval que celle des prix du bétail (Piuze, Anne-Marie, 1975, p. 57–59) car elle passe par un plus grand nombre d'intermédiaires, nous avons renoncé à effectuer ce long dépouillement supplémentaire.

4.78. Radeff, Anne, 1974, p. 74 pour la variété du bétail au 17^e siècle. Le mot « cochon » est le terme usité à l'époque, où l'on ne parle pas de porcs.

4.79. *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 565, 20.10.1389; p. 572, 6.8.1408; p. 574, 28.12.1437; p. 708, 5.6.1414; p. 709, 17.9.1432–1477; p. 710, juin 1460; p. 710, 8.3.1467–5.3.1478; p. 711, 1480. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 56–64 et 97.

4.80. *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 711, 5.3.1478. Un exemple de fixation du prix de la chair au 17^e: AVL, Chavannes D 67, fo 3, 9.1.1699. La ville avait le droit de lever un impôt (« maille ») sur la viande (ACV, Ba 33 a, fo 325 vo, 18.11.1561). Ce document nous a été aimablement signalé par Mme Regula Matzinger-Pfister.

4.81. ACV, Gb 132 d, fo 41 à 43. Grandjean, Marcel, 1979, p. 78–80.

4.82. ACV, Ba 16/1, fo 57, 20.8.1632; fo 65 vo, 24.2.1634. Pour un achat de bétail à Milan: ACV, Ba 16/3, fo 210, 26.12.1713.

4.83. Premier mandat à Lausanne: ACV, Ba 16/2, fo 289 vo 3.7.1705.

4.84. ACV, Ba 16/4, fo 7 vo et 8, 16.12.1718.

4.85. AVL, Chavannes D 643, 1666–1667; *ibidem*, 1682–1683; D 644, 1685–1686 (cette année, le recteur achète aussi 5 cochons gras à la foire de Cully); D 644, 1689–1690; D 645, 1706–1707.

4.86. ACV, Ba 16/4, fo 9, 28.12.1718.

4.87. ACV, Ba 16/1, fo 260, 5.2.1672. Cf. note 4.75 pour la localisation de la foire. AVL, Chavannes D 642, 1655–1656 ou D 644, 1689–1690 pour des achats à la foire de Lausanne.

4.88. AVL, Chavannes D 642, 1649–1650 pour Echallens et Cully; D 644, 1686–1687, pour Cully seulement. La foire de Cully a lieu en novembre (ACV, Ba 16/2, fo 197, 27.9.1701). Pour un calendrier complet des foires, ACV, Ba 16/2, fo 214–217 vo, 23.3.1702: il mentionne trois foires à Lausanne (janvier–février; septembre; octobre).

4.89. AVL, Chavannes D 643, 1682–1683, 3 bœufs gras de Rougemont. D 642, 1655–1656, ou D 644, 1689–1690 pour la foire de Vevey. Pour les foires du Pays-d'Enhaut, en septembre, ACV, Ba 16/2, fo 190, 22.8.1701. Piuz, Anne-Marie, 1975, p. 45 indique que les Genevois achetaient aussi du bétail du Pays-d'Enhaut.

4.90. Cf. ACV, Ba 16/2, fo 277, 7.1.1705 pour une citation de « maquignons » (pour les chevaux). AVL, Chavannes D 644, 1699–1700, pour l'achat de 2 bœufs à un gros propriétaire foncier — Mr de Prilly — et à un marchand lausannois — Isaac Grand.

4.91. Pascal, Arturo, 1948, p. 492. *DHV*, art. « Poids et mesures ».

4.92. Par exemple AVL, Chavannes D 642, 1659–1660, achat de bétail « tant pour tuer en vendange que pour le mazel »; D 644, 1698–1699, pour un exemple d'achat de fumier; D 643, 1681–1682, achat d'une vache pour garder à l'Hôpital; D 644, 1684–1685, achat d'un cuir de vache de 9 ½ livres.

4.93. Selon Braudel-Spooner, 1967, p. 414–415, il y aurait corrélation entre les prix de la viande et du froment. Bucher, Silvio, 1974, p. 242: les prix du bétail en Suisse centrale atteignent un maximum vers 1680 et recommencent à monter dès le début du 18^e siècle.

4.94. Bodmer, Walter, 1973, p. 56 ss. A Lausanne, le premier mandat sur le beurre apparaît en 1693 (ACV, Ba 16/2, fo 54, 2.9.1693).

4.95. Vernez, Marlyse, thèse en préparation. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 46–48.

4.96. ACV, Ba 16/1, fo 73, 19.12.1634. Pour Genève, Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 101–157 signale l'enrichissement fabuleux de marchands privés. Voir encore Dubois, Alain, 1965 pour le Valais.

4.97. Pierrehumbert, art. « Rite »; *DHV*, art. « Poids et mesures ».

4.98. Pour Boiseau, AVL, Chavannes C 43, fo 55 vo, 27.1.1665. Pour Crestaud, AVL, Chavannes C 44, fo 650, 5.2.1657.

4.99. DHBS, art. « Grand ».

4.100. ACV, Ba 16/1, fo 262 vo, 2.3.1672. Cf. aussi le « Coutumier de Lausanne », art. 258, pour la protection — héritée du Moyen Âge — des acheteurs lausannois contre les marchands étrangers; Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 42, sur les « cossons » médiévaux, ancêtres des colporteurs du 17^e.

4.101. ACV, Ba 16/2, fo 281 vo, 28.2.1705.

4.102. Sur la politique industrielle et commerciale de Berne, l'ouvrage de Schneider, Hedwig, 1973 reste très intéressant. Voir aussi Bodmer, Walter, 1973, p. 13 ss. Les *Sources du droit vaudois*, à paraître, permettront d'y voir plus clair en pays vaudois.

4.103. Par exemple, LLEE. suivent avec plus d'intérêt les pérégrinations de leurs marchands à Milan, Lugano (ACV, Ba 16/2, fo 448, 18.10.1709) ou Venise (ACV, Ba 16/3, fo 148, 13.1.1713). Dès le Moyen Age, les prix des tissus sont libres (Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 91).

4.104. Pour la manufacture de soie: AVL, Chavannes D 60, fo 308 vo, 7.2.1684; la laine: Plantin, Jean-Baptiste cité par Blanchet, Rodolphe, 1864, p. 44-45 (ce passage a été tiré du manuscrit déposé en BCU, D Mss F 1069 et non d'ACV, Bu 19. Cf. Santschi, Catherine, 1975, p. 22); les bas de soie de Louis Thermes: AVL, Chavannes D 61, fo 5, 18.3.1684; fo 14 vo, 7.5.1684 etc.; AVL, Chancellerie 31/2, 10.5.1688; 44/3/44, 1698-1702. Bodmer, Walter, 1960, p. 155. ACV, Ba 16/3, fo 148, 18.2.1713, mentionne une nouvelle manufacture textile à Lausanne. L'évolution démographique de Lausanne est encore quasiment inconnue. On estime cependant qu'elle a grossi de mille à deux mille personnes entre le 17^e et le début du 18^e siècle (Grandjean, Marcel, 1965, p. 26). Cf. Piguët, Emile, 1934-1942 sur l'émigration française.

4.105. Pour le charbon: Claude, André, 1974, p. 15 ss; la faïence: Boissonnas-Baylon, Thérèse, 1918, p. 5; l'imprimerie: Muyden, Berthold van, 1911, p. 224. Les manufactures de lapidaires: AVL, Chavannes D 59, fo 173 vo, 12.2.1678; fo 175 vo, 28.2.1678.

4.106. ACV, Ba 16/2, fo 260 vo, 6.2.1704. Cf. ACV, Ba 16/2, fo 209, 17.1.1702 pour la cruelle punition imposée aux pauvres ayant gagé leur bout de laine. Voir encore Mottaz, Eugène, 1901, p. 145 pour la soie à Yverdon. AVL, Chavannes D 790, 1655-1702, Conventions pour l'apprentissage des pauvres.

4.107. ACV, Ba 14/5, fo 180, 20.7.1711. ACV, Ba 16/2, fo 473 vo, 5.3.1710; vol. 3, fo 31, 30.9.1711; vol. 3, fo 360, 26.8.1716. Bodmer, Walter, 1960, p. 181. Pour la prison et l'orphelinat: Bodmer, Walter, 1973, p. 13.

4.108. Bodmer, Walter, 1960, p. 161-166.

4.109. Pour 1675: AVL, Chavannes D 58, fo 180, 22.4.1675 (voir aussi point 2.4 pour une interdiction de LLEE. en 1669). Pour 1701: AVL, Chavannes D 432, non paginé, 10.2.1701; le Moyen Age: Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 44 (cf. Reymond, Maxime, 1933, p. 31 pour d'autres interdictions d'abbayes au 16^e et Biauudet, Jean-Charles, 1946, p. 12 sur le rôle restreint des associations de métier vaudoises); 1701: Chapuis, Alfred, s.d., p. 6. Kohler, Pierre, 1932 dénonce le manque d'industrie au 18^e. Pleiner, Radomír, 1976, note 15, p. 305 sur le mot «extensif».

4.110. ACV, Ea 1, 28.7.1764. Pelet, Paul-Louis, 1952, p. 59 donne une même argumentation en 1635.

4.111. Bodmer, Walter, 1967, p. 63 ss, sur un essai raté de monopole commercial à Fribourg.

4.112. AVL, Chavannes D 642, 1655-1656.

4.113. ACV, Ba 16/4, fo 32, 7.6.1719 par exemple.

4.114. Bodmer, Walter, 1960, p. 157 ss.

4.115. Résultat confirmé par les rares prix de textiles relevés ailleurs en Europe (Braudel-Spooner, 1967, p. 420 ss). Cette trop maigre série de prix non agricoles ne nous permet pas de dire si, à Lausanne comme ailleurs, les prix industriels baissent moins que les prix agricoles.

4.116. Par exemple AVL, Chavannes D 643, 1667-1668, 1 journée de charpentier à 3 ½ batz; 1670, 1 jour de menuisier à 1 fl. Voir aussi Pelet, Paul-Louis, 1952, p. 130 pour des salaires comparables de bateliers.

4.117. Braudel-Spooner, 1967, p. 429 ss.

4.118. ACV, Ba 16/2, fo 358, 15.7.1707. L'allusion aux mœurs signifie que ces gens ne sont pas immoraux malgré leur appartenance à la religion «papiste». Pour l'immigration savoyarde, qui débute justement au 17^e siècle, *Histoire de la Savoie*, 1974, p. 257 ss.

4.119. ACV, Ba 16/1, fo 227, 8.2.1658; fo 254, 20.1.1671.

4.120. Les mandats sur les gueux sont extrêmement nombreux (par exemple: ACV, Ba 16 2 fo 23, 25.9.1691) de même que ceux qui interdisent l'enrôlement (ACV, Ba 16/2, fo 14,

vo, 12.7.1690 par exemple). Pour l'émigration, voir par exemple Bodmer, Walter, 1930 ou la colonisation du Brandebourg à laquelle participe Jean-Philippe Rebeur (chap. 2).

4.121. Reymond, Maxime, 1933, p. 27-29. Cf. Meuvret Jean, 1977, p. 175 sur les ouvriers forains.

4.122. Strittmatter, Robert, 1977.

4.123. Le choix de la décennie permet des comparaisons avec Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 146 ss, Abel, Wilhelm, 1973, p. 256 ou Bürki, Fritz, 1937, p. 151 ss, pour la période antérieure. Strittmatter, Robert, 1977, p. 113, 146 et 153.

4.124. Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 147.

4.125. Slicher van Bath, B. H., 1966, p. 208-217.

4.126. Pour la production céréalière, cf. Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1969. Pour la vigne, Piuz, Anne-Marie, 1974. Pour le climat, Pfister, Christian, 1979.

4.127. Rappelons qu'en l'absence de comptes de péages, ces importations sont très difficiles — voire impossibles — à chiffrer.

4.128. Pour les «moneyed men»: Vilar, Pierre, 1974, p. 261; voir aussi Hill, Christopher, 1967, p. 213 ss. Pour la Suisse: Im Hof, Ulrich, 1977, p. 687 ss; Feller, Richard, 1974, p. 90-95. Peyer, H.-C., dans sa préface à Messmer-Hoppe, 1976, p. 28 soulève le problème d'une spécialisation croissante de la Suisse.

4.129. Sur Samuel Seigneux et ses démêlés avec Rebeur, voir ci-dessus chapitre 2. Comme les autres représentants de son milieu, Samuel Seigneux occupe plusieurs charges élevées et lucratives: il sera, entre autres, juge, boursier, capitaine de la Ville (*Recueil de généalogies vaudoises*, vol. 1/1, p. 114; Muyden, Berthold van, 1911, p. 388-389).

4.130. Philippe Vulliamoz est membre d'une famille de notables lausannois, entrée au Conseil pendant le second quart du 17^e siècle (Jackson, Jeremy, 1972, p. 242). Les ACV ont conservé les registres de pas moins de 14 Vulliamoz s'échelonnant du milieu du 16^e siècle à la fin du 18^e (ACV, Dg 283 à 295). A la différence des Seigneux, cette importante famille n'apparaît pas dans le *DHBS*.

4.131. Ces dimes leur sont versées soit par des particuliers «fermiers» qui les ont amodiées (Penthalaz, Chavannes, Bettens, Le Mont, Cugy), soit par le seigneur local (Renens).

4.132. LL.EE. versent une contribution annuelle à l'entretien de l'Hôpital comme à la Bourse des Pauvres. A la fin de chaque page du compte, puis de chaque rubrique, il est procédé à un total.

4.133. Texte partiellement cité par Olivier, Eugène, 1939, p. 541 ss.

4.134. La décale, de 1 bichet par muids, est déduite du total des «receües». C'est le déchet laissé lors des ces «receües» (Pierrehumbert, art. «décale»).

4.135. Gruau d'avoine (Pierrehumbert, art. «abermel»; *Glossaire des patois*, art. «abramel»).

4.136. L'Hôpital possède de nombreuses vignes qu'il baille à des particuliers, à tiers — ou mi — fruit. Les parchets sont éparpillés dans le vignoble lausannois: à Contigny, Villard, Croix-Rouge, sous Saint-François, Rongimel, Longeraie, Mornex, etc. (ACV, Gb 132 d, fo 14, 16, 17, 21, 22, 25, 26, 27, etc.).

4.137. Un inventaire des caves a été fait le 13 novembre 1655 par le bourgmestre et les banderets du Bourg et de la Cité.

4.138. Le mot désigne généralement un vieil arbre, pouvant servir d'abri (fiches du *Glossaire des patois*, aimablement communiquées par M. Casanova). S'agirait-il d'une sorte de niche ou d'alcôve (cf. Wartburg, art. «cubare», p. 1444)?

4.139. Cf. Olivier, Eugène, 1939, p. 542. «Item livré pour achept despicerie, miel, / cassonade, sucre tant pour confitures que pour / le service dud(it) hospital que pour les malades / de dehors qui en viennent demander de temps / a autres, et dautres choses qui se prennent / chez les apotiquaires» [global annuel].

4.140. Baquets (Pierrehumbert, art. «bagolet»).

4.141. Aiguille (Pierrehumbert, art. «aiguillette»; *Glossaire des patois*, art. «aiguillette»).

4.142. Poche: cuiller à pot (Pierrehumbert, art. «pochon»); toupine: grand pot (*ibidem*, art. «toupine»); coignarde: raisiné (*ibidem*, art. «coignarde»).

4.143. Quatalare: catellier (Pierrehumbert, art. «catelare»); les mouchettes pourraient être des sortes d'agrafes (fiches du Glossaire des patois).

4.144. Tiran: trait d'attelage ou tiroir (Pierrehumbert, art. «tirant»); fonset: fond de tonneau, ou plateau de bois (*ibidem*, art. «foncet»); boraire: probablement une baratte (*Glossaire des patois*, art. «beurrière»); couloir à lait: passoire à lait (*Glossaire des patois*, art. «couloir»); barbotine: remède vermifuge (?) (Pierrehumbert et *Glossaire des patois*, art. «barbotine»). Peut-être le mot est-il en rapport avec le sens de «bouillir» que peut avoir le verbe «barboter».

4.145. Rouge: peut-être du sureau rouge qu'on pourrait utiliser en vannerie (fiches du Glossaire des patois); le benioin est le benjoin, un baume.

4.146. Le y final est étonnant. Il s'agit probablement de chair à saucisse.

4.147. Tour: petit treuil derrière un chariot de récolte (Pierrehumbert, art. «tour»).

4.148. Percher: palanche pour faire tourner le pressoir. Casse: casserole, poêle ou louche (Pierrehumbert et *Glossaire des patois*, art. «casse»).

5.1. ACV, Gb 132 a, b, c, d. Le Gb 132 b a servi de base à ce chapitre.

5.2. Pour une étude de la terminologie des plans, les dictionnaires suivants donnent quelques indications: *Glossaire des patois*; Pierrehumbert; Godefroy; etc.

5.3. Edité et commenté entre autres par Boyve, Jacques-François, 1756, p. 220-222. Article 336 du «Coutumier de Lausanne», éd. 1903, p. 216-217. Le mandat semble perdu à Lausanne (ACV, Ba 14 et Ba 16). On le retrouve ailleurs, par exemple à Morges (ACV, Ba 21 /1, p. 251).

5.4. Slicher van Bath, B. H., 1966, p. 203. Les régions de montagne ne semblent pas avoir diminué la surface couverte par leurs prés (Bodmer, Walter, 1967, p. 37 ss).

5.5. ACV, Gb 132 e et f.

5.6. Cf. p. 181 ss sur les hautains, assez nombreux dans les possessions.

5.7. Probablement un terrain rocailleux.

5.8. Les cartes historiques sont souvent l'œuvre de géographes historiques, d'ethnologues autant sinon plus que d'historiens. Ces derniers commencent cependant à s'y intéresser. Pour la France, voir *Atlas historique*, 1978; Dufourmet, Paul, 1978; Broise, Pierre, 1966 etc. Pour l'Angleterre: Kain, R. J. P., 1979. Pour la Suisse: Nicolas-Obadia, Georges, 1972, p. 7; Portmann, Urs, 1979 ou Anderegg, Jean-Pierre, 1973, p. 51 ss. Sur l'établissement des cartes: Nicolas-Obadia, Georges, 1971; Bertin, Jacques, 1973. La carte 5 est inspirée de la théorie des noyaux régionaux agricoles (Nicolas-Obadia, Georges, 1974, p. 183-190).

5.9. ACV, Gc 2132/1.

5.10. La carte précédente (carte du bailliage de Lausanne, BCU, DE et MVL) est une peinture à l'huile, représentant tout le bailliage; d'échelle inexacte et très supérieure à celle du plan Berney, elle est inutilisable pour un travail comme le nôtre. Cf. Grandjean, Marcel, 1974, p. 33-34.

5.11. Cette reconstitution est déposée à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de l'Université de Lausanne.

5.12. Ce découpage en zones est conservé à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de l'Université de Lausanne.

5.13. *Statistiques lausannoises*, 1978, p. 5.

5.14. Nicolas-Obadia, Georges, 1971, p. 9-10.

5.15. Bertin, Jacques, 1973, p. 322.

5.16. AVL, Chavannes C 71, fo 2, 4. 6. 1727. Dessemontet, Olivier, 1967.

5.17. Radéff, Anne, 1977 c.

5.18. Soit 537.5 m² (cf. note 5.16).

5.19. Morice-Chartier, 1954, vol. 2, p. 9 ss, sur les valeurs centrales; p. 82 ss, sur la distribution de Poisson.

5.20. Bertin, Jacques, 1973, p. 299.

5.21. Pour des renseignements sur les conditions géographiques physiques de la région lausannoise, cf. *DGS*, art. «Lausanne», les cartes inédites de Georges Nicolas-Obadia, déposées à l'Institut de recherches régionales et l'*Atlas de la Suisse*, 1965-1978, pl. 8 et 58.

5.22. Reymondin, citoyen, 1798, p. 308-309.

- 5.23. Favez, Pierre-Yves, 1978, p. 202.
- 5.24. ACV, Bp 32/25–30, rubriques «lods» pour les prix du sol de 1691 à 1719 (au total, les comptes donnent la valeur sûre de 199 poses de terre, 114 de vignes, 45,5 de prés et 13 de prés à record). ACV, Gb 132 e pour les plans Melotte.
- 5.25. Communication orale de M. Jean-Denis Galland, agronome.
- 5.26. Dion, Roger, 1959, p. 417 ss; au Mâconnais par contre, la vigne grandit au détriment des terres au 17^e siècle (*Histoire de la Bourgogne*, 1971, p. 244–245).
- 5.27. Courtieu-Capt, Anne-Marie, 1959, p. 53 ss. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 66–67.
- 5.28. AVL, Chavannes C 44, fo 1020 vo ss, 23.1.1592. Améliorer la vigne, la tailler, provigner (marcottage), déchausser en coupant les racelles du collet, échalasser, vignoler (rebioler?), effeuiller et fossoyer (Pierrehumbert). Les opérations ne sont pas toujours les mêmes que celles pratiquées sur le fendant en 1822 (*Encyclopédie...*, vol. 3, 1972, p. 68–69); elles diffèrent également quelque peu des techniques médiévales (Courtieu-Capt, Anne-Marie, 1959, p. 53 ss, pour Vaud ou Lorcin, Marie-Thérèse, 1974, p. 58 ss, pour la région lyonnaise).
- 5.29. Le problème des cépages vaudois médiévaux et en particulier de l'origine peut-être locale du chasselas a été très discuté (Dubois, Jacques, 1950, ou 1953; Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 68). Plusieurs plants sont cités par Bourgeois, M., 1766, p. 183–185 ou Felice, M., 1766, p. 161 ss.
- 5.30. *Viticulture*, 1977, p. 64–65.
- 5.31. Surtout à Vevey (Bourgeois, M., 1766, p. 187; Anet, Gabriel, 1762, p. 125; Dubois, Jacques, 1953, p. 121).
- 5.32. Boyve, Jacques-François, 1756, p. 190. «Coutumier de Lausanne», éd. 1903, p. 151.
- 5.33. *Viticulture*, 1977, p. 77–78.
- 5.34. Bourgeois, M., 1766, p. 189 critique la trop grande hauteur des ceps.
- 5.35. Voir par exemple les noms des propriétaires apparaissant dans ACV, Gb 136 a. *DHV*, art. «Désaley», «Eresses», «Montagny» par exemple, signale des propriétaires —personnes physiques ou morales— étrangers à la paroisse.
- 5.36. Reymond, Maxime, 1933, p. 7; Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 64–66.
- 5.37. ACV, Ba 16/1, fo 261, 17.2.1672; fo 265, 10.3.1673.
- 5.38. Sur le concept d'histoire immobile, voir par exemple Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1974.
- 5.39. ACV, Gb 132 b, fo 2–3.
- 5.40. Pour des champs bêchés, voir par exemple ACV, C XV 18/182, non paginé, 6.4.1665; hersés: *ibidem*, 11.8.1665. Pour des mentions de fumure: ACV, Dg 52/38, non paginé, almanach de 1695 ou AVL, Chavannes C 43, fo 475 vo, 9.1.1657. Jacquart, Jean, 1973, p. 378 ss, mentionne pourtant de fréquentes fumures dans les campagnes parisiennes du 17^e siècle; voir aussi Meuvret, Jean, 1977, p. 121 ss.
- 5.41. Pour un exemple de ce type d'abergement: AVL, Chavannes C 307, fo 64–67, 25.11.1667.
- 5.42. ACV, P Château de Vufflens 669, 26.3.1674–5.6.1706.
- 5.43. Décrits par Nicolas-Obadia, Georges, 1974, p. 110.
- 5.44. Dès 1695, en effet, on distingue dans les comptes de l'Hôpital le petit mèche «pour les moulées» et le «mèche hyverné» (AVL, Chavannes D 644 ss).
- 5.45. ACV, Ba 21/1, p. 251, 10.3.1591.
- 5.46. Le recteur du Grand Hôpital de Lausanne doit par exemple fréquemment acheter du fumier pour ses vignes (AVL, Chavannes D 642, 1652–1653, etc.) et se plaint souvent de la cherté des produits laitiers (AVL, Chavannes D 642, 1664–1665, etc.). Cf. Bodmer, Walter, 1973, p. 56 ss.
- 5.47. AVL, Chavannes D 642, 1660–1661 par exemple.
- 5.48. «Coutumier de Lausanne», éd. 1903, p. 168–169 pour l'irrigation des prés. Pour le drainage, par exemple ACV, P Loys 4560, non paginé, 13.3., 1.4. et 7.5.1688. Mais Loys de Marnand semble être un propriétaire particulièrement attentif à ses terres. C'est aussi lui qui fume un pré (ACV, P Loys 4560, non paginé, 19.2.1688). D'autres mentions de fumure ou d'arrosage apparaissent dans un almanach de 1695 (ACV, Dg 52/38, non paginé).

5.49. ACV, Gb 132 b, fo 2–3. Le recours aux terriers montrera une certaine diversité dans les records (chap. 3).

5.50. *DHV*, art. «Sauvabelin».

5.51. *DHV*, art. «Vidy».

5.52. Cité par Wicki, Hans, 1979, p. 138. La référence à Abel, Wilhelm, 1962, p. 38, est fausse. La figure n'apparaît pas dans cet ouvrage d'Abel.

5.53. Jacquart, Jean, 1973, p. 417 ss, signale des cultures dérobées en région parisienne au 17^e siècle.

6.1. Pour l'Italie, la plus récente synthèse est la *Storia d'Italia*, 1972–1976 et pour la France, *L'Histoire de la France rurale*, 1975. Voir les nombreux titres cités en bibliographie de ces ouvrages.

6.2. A Lausanne, les chercheurs de l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires s'intéressent à ce thème depuis le début des années 70 (*L'espace vaudois*, à paraître. Radeff, Anne, 1977 a–c). Voir aussi les nombreux travaux dactylographiés, portant sur la propriété foncière dans diverses communes du Jura et du pied du Jura à la fin de l'Ancien Régime, tous déposés à l'Institut (Kambila-Vinckenbosch, 1977; Nicollier, Eddy, 1977; Perrier-Tissot, 1977; Rey-Bühlmann, 1977; Richards-Zamora, 1976; etc.). Une équipe de médiévistes, lancée par le professeur Peter Rück, a commencé dès 1976 à traiter ce sujet. Pour la Suisse alémanique, voir les travaux des élèves du professeur Markus Mattmüller, par exemple: Schürmann, Markus, 1974, p. 218 ss; Wicki, Hans, 1979, p. 142 ss ou 260 ss, sur l'endettement; etc.

6.3. Voir par exemple à Lausanne les recherches en cours des médiévistes de la Faculté des Lettres et Portmann, Urs, 1979.

6.4. ACV, Gb 132 d. Les bâtiments sont comptés séparément en ville, et, sauf exception, avec leurs domaines à la campagne. (Cf. chapitre 8, pour une présentation détaillée de ces bâtiments.)

6.5. Alors que les fiefs de LL.EE. sont spécifiés par la lettre A en ACV, Gb 132 d, ceux de Lausanne par la lettre B et les fiefs nobles par C, on voit apparaître d'autres lettres, comme L ou R (par exemple: fo 1–2, parcelles 72 et 79). Grandjean, Marcel, 1979, p. 106, donne une carte de l'enchevêtrement des fiefs à la Cité.

6.6. Les franc-alleux sont beaucoup plus rares ailleurs dans le canton. Ils sont par exemple quasi-inexistants sur les terres de Romainmôtier (Poudret, Jean-François, 1968, p. 450, note 42).

6.7. Ces franc-alleux inclus dans une grosse parcelle n'apparaissent pas parmi les quelque neuf cents recensés en Gb 132 d, car il suffit qu'un petit curtil au cœur d'un domaine soit assujéti à cens pour que, sur le plan, toute la parcelle soit indiquée comme dépendant de tel ou tel seigneur.

6.8. Sur ce problème, voir des exemples à Belmont-sur-Lausanne chez Pictet, Robert, 1973, p. 46 ss ou à Zurich chez Sigg, Otto, 1974, p. 9 ss; pour le Moyen Age: Dovring, Folke, 1950, p. 231.

6.9. Par exemple ACV, Gb 132 d, fo 2, parcelles 13 à 19: 5 de ces 7 parcelles sans redevances portent la mention de leur culture et de leur propriétaire.

6.10. Sur le problème de la corrélation entre redevances et surfaces à Vallorbe: Radeff, Anne, 1977 b, p. 134 ss. Elle est certainement plus faible dans la Lausanne des années 1650.

6.11. GRA, 1965, p. 229 ss. Sur les biens des femmes, voir par exemple Michon, François, 1960, p. 142–143, et «Coutumier de Lausanne», éd. 1903, art. 16, 17, 18, 19, p. 59–61 entre autres.

6.12. Cette impossibilité procède autant des limites de la recherche solitaire que de celles des sources; il faudrait en effet disposer de terriers couvrant tout l'espace suisse occidental pour la période 1650–1680, ce qui n'est pas le cas.

6.13. Cf. chapitre 9.

6.14. Pareto, Vilfredo, éd. 1965.

6.15. Pour le 14^e, voir les chiffres rassemblés par Rück, Peter, 1977, sur la contribution de 1377. Pour le 19^e, nous nous basons sur une première courbe (inédite), établie à partir des cadastres lausannois de 1809.

6.16. Pour des exceptions, voir à Vallorbe au 15^e siècle (Radeff, Anne, 1977 b, p. 114–119) ou au Languedoc à la même époque (Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1966, p. 150 ss).

6.17. *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975, p. 429.

6.18. «Lausanne: deux siècles», 1978, fig. 12–14, publie trois cartes sur l'évolution de la propriété foncière lausannoise aux 19^e et 20^e siècles. Les deux dernières sont l'œuvre de Jean-Bernard Apothéloz, graphiste au service d'urbanisme de la Ville de Lausanne. Celle de 1809 a été faite par nous, et publiée sans notre accord. Elle est caduque. Un exemplaire corrigé est déposé à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de l'Université de Lausanne. La comparaison entre les trois cartes de 1650, 1720 et 1809 a présidé au texte de Radeff, Anne, 1977 c. A première vue, il ne semble pas qu'il y ait rupture de continuité dans la constitution de ces 11 grands domaines. Une analyse plus large serait nécessaire pour confirmer ou infirmer la chose sur le plan vaudois.

6.19. Voir les graphiques dressés par les étudiants du professeur Paul-Louis Pelet (cités à la note 6.2). Pour la citation de Chevallaz: Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 57. Sur les domaines de moins de 1 hectare, *ibidem*, p. 54.

6.20. Pour une ébauche de la démographie lausannoise, cf. Grandjean, Marcel, 1965, p. 26–27. En 1809, il n'y a plus que quelque 1100 familles détentrices de fonds, pour une population d'environ 10 000 habitants (ACV, cadastre original de Lausanne, 1809).

6.21. Du Cange, art. «Mansus, vel mansa, vel mansum». Pierrehumbert, art. «Mas».

6.22. *Cartulaire de Lausanne*, éd. 1948, p. 256–257, env. 1225.

6.23. Du Cange, art. «Possessio». Le terme n'apparaît pas chez Pierrehumbert, ni dans les fichiers du *Glossaire des patois*.

6.24. Une première ébauche de cette carte a été montrée au public dès le 1^{er} septembre 1977 à l'exposition «Lausanne: deux siècles de devenir urbain», qui a été présentée à Montbenon puis à l'Elysée (Lausanne).

6.25. Bloch, Marc, 1968, p. XXVI.

6.26. Nicolas-Obadia, Georges, à paraître 1, p. 569, et à paraître 2. Les trois axiomes sont: 1. l'axiome chorologique, «peut être géographique tout objet au sens statistique du terme qui différencie l'espace terrestre»; 2. l'axiome de situation, «peut être géographique tout objet (au sens statistique du terme) en relation spatiale avec un objet situé (totalement ou partiellement) en un autre endroit de la surface terrestre»; 3. l'axiome chronologique, «peut être géographique tout objet (au sens statistique du terme) dont les relations non exclusivement spatiales s'accordent avec des chronologies observées».

6.27. *DHV* et Index du *Cartulaire de Lausanne*, éd. 1851, aux articles concernant ces mas. Favez, Pierre-Yves, 1978, p. 199–211.

6.28. Pour l'évaluation de ces surfaces, Radeff, Anne, 1977 c. Cette SP n'apparaît sur le tableau 17 que pour les domaines dont nous avons pu fixer les limites avec précision. Si, en effet, la carte 5 est juste quant au liseré figurant le bord des «zones couvertes de mas», nous n'avons pas toujours pu redessiner exactement chacun de ces 33 domaines.

6.29. Soit les 28 familles des propriétaires privés, sans compter la Ville de Lausanne (tableau 23). Une évaluation de la surface couverte par les mas à partir de la carte 5 et du réseau de carrés décrit p.132 donne une superficie approximative de 1435 poses, soit un tiers de la surface totale.

6.30. Ce tableau de parcelles isolées a été effectué à partir de notre fichier regroupant les reconnaissances successives, éparpillées dans les terriers (AVL, Chavannes C 43, C 44, C 45, C 290, C 291 et C 307).

6.31. Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 58.

6.32. Voir, entre autres: pour l'Italie, *Storia d'Italia*, vol. 2, 1974, p. 1922 ss. Pour l'Allemagne, Mayhew, Alan, 1973, p. 133 ss. Pour la France, *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975, p. 267 ss.

6.33. Voir Haggett, Peter, 1973, p. 182 ss pour une présentation critique du modèle de von Thünen et Abel, Wilhelm, 1973, p. 147–156 pour une application à l'Europe du 16^e siècle. Lorcin, Marie-Thérèse, 1974, p. 413: les domaines lyonnais sont généralement à plus de 5 km de la ville.

6.34. ACV, Gb 132 a, b, c et d. Les lettres A renvoient aux AVL, Chavannes C 290, C 45

et C 291; B. à C 43 et C 44; C. à C 307. La pagination est celle du coin supérieur droit des pages, et non celle du milieu du sommet, postérieure à Rebeur.

6.35. AVL, Chavannes C 45, fo 426 ss, 25.3.1671.

6.36. AVL, Chavannes C 44, fo 722, 3.8.1657; C 307, fo 170, 22.10.1666; C 307, fo 91 vo, 6.6.1659 (reconnaissance de Marie Musnier, femme de Pierre Desruines).

6.37. Cf. chap. 9 sur la production du territoire lausannois.

6.38. Slicher van Bath, B. H., 1966, p. 203 par exemple.

6.39. «Coutumier de Lausanne», éd. 1903, p. 217.

6.40. ACV, P Charrière de Sévery, Aaa 759 à 774, 13.2.1646 à 27.1.1696.

6.41. AVL, Chavannes C 45, fo 596, 18.11.1670 et 18.4.1671.

6.42. Aucune indication non plus ne différencie le mas de la Grange-du-Peyl. En 1723 (ACV, Gb 132 f, fo 183–184), Gignilliat ne dessine pas de mur. Rovéréaz était reconnu avec la même terminologie au siècle précédent (ACV, Ff 111, fo 7 vo, 12.7.1571). Le dossier sur Rovéréaz ACV, P Charrière de Sévery, Ade 83–86, 1452–1456, n'apprend rien de plus sur la clôture du domaine.

6.43. Morard, Nicolas, 1971/2, p. 19.

6.44. AVL, Chavannes C 291, fo 1429 vo, 19.1.1671 pour les terres en partie record; C 44, fo 837, 27.6.1657 pour la terre close.

6.45. AVL, Chavannes C 291, fo 1145, 19.6.1673. Matzinger-Pfister, Regula, 1972, a tenté d'analyser, pour la terminologie suisse alémanique et latine, la signification de termes accolés dans des documents médiévaux (par exemple p. 175, «casa (et) curtis cum campis et pratis»).

6.46. Cf. p. 145, Lorcin, Marie-Thérèse, 1974, p. 413 sur la petite propriété dans le vignoble lyonnais.

6.47. George, Pierre, 1956, p. 269.

6.48. Piuz, Anne-Marie, 1964, p. 78 ss. Pour la définition des hautins — dits huttnins en pays romand — Littre, art. «Hautain»; Felice, M., 1766, p. 168; Serres, Olivier de, 1617, p. 161 ss; Fichier du *Glossaire des patois*. Sur leur mauvais vin, par exemple Felice, M., 1766, p. 167.

6.49. ACV, P de Buren 103, non paginé, lettre I, 1643.

6.50. AVL, Chavannes C 307, fo 114 vo, 7.6.1662.

6.51. AVL, Chavannes C 45, fo 716, 6.1.1671 (record et vigne); C 307, fo 299–300, 12.10.1666 (curtil et record).

6.52. Boyve, Jacques-François, 1756, p. 223 par exemple. Le «Coutumier de Lausanne», éd. 1903, ne donne pas de renseignements sur cela.

6.53. Entre autres *Recueil des généalogies vaudoises*, 1923 ss et les dossiers généalogiques manuscrits conservés aux ACV (ACV, D. G.). Pour les Loys, ACV, P Loys 4701. Le *DHBS* et le *DHV* (aux articles des seigneuries détenues par les propriétaires de mas et de possessions) ont aussi été consultés.

6.54. Grandjean, Marcel, 1965, p. 386 ss, donne des renseignements sur Martignier et sur les autres notables lausannois ayant participé à la construction de l'Hôtel de Ville.

6.55. Jackson, Jeremy, 1972, p. 241–242, situe la plupart de ces familles au Petit Conseil. Pour plus de détails sur ces fonctions et celles énumérées par la suite, voir le *DHV*, aux articles y correspondant; Crausaz, Aymon de, 1885; Reymond, Maxime, 1937/38; etc.

6.56. Vallière, P. de, 1940, p. 756–769, ne cite aucun de ces propriétaires de mas dans son index. Schürmann, Markus, 1974, p. 277, signale que peu de fils des familles gouvernantes d'Appenzell allaient au service étranger au 18^e siècle.

6.57. Jackson, Jeremy, 1972, p. 39–41; cf. chapitre 2 sur la vérification des titres de la noblesse vaudoise.

6.58. Quelques exemples de l'ambiguïté du statut des bourgeois: les Bergier sont indiqués comme nobles chez Jackson, Jeremy, 1972, p. 241–242, tandis que ACV, Bb 3/25, p. 521, 17.2.1672, indique que les Bergier ne sont pas nobles. Pierre Desruines se fait appeler «noble et vertueux» en AVL, Chavannes C 307, fo 170, 22.10.1666. Pour les trois familles dominantes: Jackson, Jeremy, 1972, p. 206. Le *DHV*, art. «Lausanne: Les bourgeois de Lausanne», fait une distinction entre «citoyen» et «bourgeois» qui n'a plus cours dans les terriers de Rebeur. Le titre de «citoyen» est cependant plus souvent destiné aux «nobles».

6.59. Les ACV n'ont en effet conservé aucun registre de leur main. Voir par contre les registres et minutaires des autres en ACV, Dg 23, Dg 106, Dg 274 et Dg 289. Poudret, Jean-François, 1956, sur le statut des notaires vaudois.

6.60. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 58–59. Le partage de l'hoirie Martin est consigné en ACV, Dg 289/2, non paginé, 4.6.1671.

6.61. Voir son testament en ACV, Dg 9/13, non paginé, 8.8.1675, ou les nombreuses obligations et lettres de rente enregistrées en sa faveur, par exemple ACV, Dg 9/4, non paginé, 8.1.1672, 7.12.1672; Dg 50/26, non paginé, 7.3.1668; Dg 57/1, non paginé, 23.4.1669 (le notaire a erronément écrit 1668); Dg 57/17, non paginé, 29.1.1668 et 23.4.1668, etc.

6.62. Michon, Francis, 1960, p. 37 ss.

6.63. AVL, Chavannes C 45, fo 402 vo ss, 14.5.1612.

6.64. ACV, Gb 132 b, fo 74 et 77.

6.65. AVL, Chavannes C 290, fo 265 vo, 29.3.1545.

6.66. AVL, Chavannes C 290, fo 265 ss, 24.3.1671.

6.67. Cf. Bodmer, Walter, 1967, p. 43 ss, pour des amodiations de montagnes, et Radeff, Anne, 1974, p. 68 ss, pour l'amodiation de montagnes et de bétail.

6.68. ACV, Gb 132 b, fo 55, donne quelques exemples de vignes tenues en métayage. L'étude du fermage et du métayage au Pays de Vaud reste à faire.

6.69. Sans que ce terme apparaisse chez Rebeur. Il est par contre fréquemment employé dans les mandats baillivaux, par exemple ACV, Ba 33 a, fo 1 ss, 5.1.1554; fo 124 vo ss, 8.1.1557; fo 146 ss, 1.6.1557; fo 163 vo ss, 20.1.1558; fo 190 vo ss, 28.4.1558 etc. (Communication orale de Regula Matzinger-Pfister.)

6.70. Abergements 1) AVL, Chavannes C 43, fo 449 ss, 30.11.1662; 2) AVL, Chavannes C 44, fo 865 ss, 7.1.1657, et fo 883 vo ss, 15.6.1657; 3) AVL, Chavannes C 43, fo 471 ss; la date de «jeudy appres le dimanche des Bordes de l'année Mille six cents et quatre» (fo 471 vo) est erronée puisque la reconnaissance postérieure date du 30.6.1600 (fo 471). D'autres conditions sont données pour le même mas en AVL, Chavannes C 44, fo 704 vo ss, 9.1.1657, lorsque Jeanne Loys le reconnaît en faveur de Saint-Laurent et non plus de la Maladière des Lépreux. 4) AVL, Chavannes C 44, fo 841 vo ss, 14.12.1553; 5) AVL, Chavannes C 291, fo 1431 ss, 9.9.1580.

6.71. AVL, Chavannes C 291, fo 1431 vo, 19.1.1671.

6.72. Le droit lausannois — et vaudois — prescrit un partage égal entre tous les héritiers («Coutumier de Lausanne», éd. 1903, art. 82, p. 87, 94, p. 94, etc.). La «légitime coutumière», héritée du Moyen Age (Poudret, Jean-François, 1955, p. 143 ss), n'oblige cependant pas à démembrer un mas si son propriétaire est assez riche pour donner l'équivalent de sa valeur à chacun de ses héritiers. A Berne, la législation tente au 16^e siècle de freiner le plus possible le partage des «Höfe» (Feller, Richard, 1974, vol. 2, p. 345). Il en est de même à Zurich (Sigg, Otto, 1974, p. 10–17).

6.73. AVL, Chavannes C 43, fo 475 vo, 9.1.1657. Cette condition, qui n'apparaît pas partout, est probablement souvent implicite.

6.74. Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 63–67, donne de nombreux exemples de concessions d'usines (forges) et de mines de fer.

6.75. Olivier, Eugène, 1962, p. 575.

6.76. Rovéréaz: AVL, Chavannes C 45, fo 426 ss, 27.3.1671. Béthusy: AVL, Chavannes C 291, fo 1285 ss, 18.6.1672 corrigé en C 273, fo 17 ss, 10.8.1691. Pour Vennes 3: AVL, Chavannes C 43, fo 129 vo ss, 20.5.1675.

6.77. AVL, Chavannes C 290, fo 271, 3.3.1671. Il s'agit naturellement d'une taille *ratione bonorum*, et non *ratione persone* (Anex, Danielle, 1973, p. 332).

6.78. Junod, Louis, 1957, pose très bien le problème des «deux sortes d'habitants» que renferme une ville dès le Moyen Age.

6.79. ACV, Gb 132 b, fo 76.

6.80. Achevée en 1663. Mais il en est déjà le troisième pasteur (DHV, art. «Croisettes»).

6.81. *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975, p. 254.

6.82. On en trouve plusieurs exemples en ACV, Dg 289/6, non paginé. Pour P. et D. Desruines, 30.5.1676 et 19.2.1677; pour Jean-François Bergier, 26.3.1677 et 12.9.1681;

pour Abraham de Martigny, 2.7.1677; pour Nathanaël Dyverdon, 20.1.1679, etc. Radeff, Anne, 1977 a, p. 99.

6.83. Pour des exemples d'acquis: ACV, Dg 209/1, fo 88, 2.1.1661 (frères Loys et Pierre Desruines); Dg 289/2, non paginé, 18.4.1678 (François et Etienne Verrey); *ibidem*, 4.10.1676 (Jean-Baptiste Vullyamoz et Abraham de Martigny), etc.

6.84. Pour les investissements industriels: Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 246–248: les Seigneux investissent dans les forges de la Vallée de Joux. Alors que les Genevois sont nombreux, on ne trouve aucun autre nom lausannois au 17^e siècle (voir aussi Pelet, Paul-Louis, à paraître). Claude, André, 1974, p. 15 ss, et ACV, Ba 33/7, p. 94, 15.1.1712 pour I. Loys de Bochat; Stelling-Michaud, Sven, 1978, p. 27, et ACV, P Loys 4701 (généalogie des Loys par Maxime Reymond), p. 97 ss, sur Loys de Marnand. Pour le commerce: les Dyverdon seraient une famille de marchands selon le *DHBS*. David Bolliet, on l'a vu, exerce également une activité de marchand (note 6.61).

6.85. Monter, William E., 1969, p. 291 ss, signale pour le 18^e siècle des investisseurs vaudois en Angleterre; les Genevois dominent pourtant. Piguët, Auguste, 1952, p. 425, pour un exemple de prêt d'argent à des Vaudois par des Lausannois. Ou Pelet, Paul-Louis, 1952, p. 97, pour le canal d'Entreroches. Hagin, Nicole, 1973, p. 60, pour le 19^e siècle.

6.86. ACV, P Loys 4556–4567, 1679 à 1701. Ce passionnant journal nous a été aimablement signalé par Mlle L. Wettstein, qui nous a guidée dans les archives privées. ACV, P Loys 4701, p. 97 ss, et Stelling-Michaud, Sven, 1978, p. 27, note 16, donnent des renseignements sur ce journal.

6.87. Jacquart, Jean, 1973, p. 417 ss. Pour le môle, p. 152. Même rôle des petits paysans à Appenzel au 18^e siècle (Schürmann, Markus, 1974, p. 216 ss).

6.88. ACV, Fonds Seigneurie de Chapelle-Vaudanne, C XV 18/152, non paginé, 1660 ss.

6.89. La citation est tirée du document signalé ci-dessus (note 6.88.). Praroman utilise cette métaphore pour se plaindre de personnes qui ont voulu empêcher la ratification à Berne d'une inféodation qu'il avait faite à Chapelle.

7.1. AVL, Chavannes C 394, 1730. Nous invitons le lecteur à consulter la feuille 2507 au 1:25000, éditée par le Service topographique fédéral, pour les Râpes de Lausanne. Nous avons renoncé à reproduire cette feuille dans cet ouvrage. La réduction à l'échelle de la carte 6 aurait rendu le texte peu lisible. De plus, il aurait fallu conserver la couleur pour voir apparaître les forêts, ce qui aurait entraîné des frais considérables.

7.2. AVL, Chavannes C 71, fo 45 ss, 1730, donne une délimitation précise des Râpes. *Statistiques lausannoises*, 1978, p. 5, pour les surfaces actuelles.

7.3. Pour le sous-sol et le sol, voir *l'Atlas de la Suisse*, 1965–1978, planches 4 à 10. Pour la valeur des sols, Haeblerli, Rudolph, 1971.

7.4. Décrit chez nous par Messerli, Bruno, e.a., 1978, graphique ou Pfister, Christian, 1975–76 ou 1979.

7.5. AVL, Corps de Ville A 11, préambule à la lettre I.

7.6. Chavannes, Ernest, 1873, p. 270. Sur les Râpes, voir encore Chavannes, Ernest, 1881, p. 127–128, 130–137, 164–167; 1882, p. 276–282. Baud, Jean-Pierre, 1949, p. 78–79, *DHV*, art. «Râpes (Les)». *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 74–75, 232, 693, 721. Sur Epalinges et le Mont, AVL, Chavannes C 71, fo 48, 1730.

7.7. Voir par exemple l'étonnant libellé de la carte du Jorat de Molerius, de 1595, AVL, Chavannes C 370. Sur les contestations entre l'évêque et Lausanne, cf. note 7.6. Sur LL.EE. et Lausanne, ACV, Br 7, 1677 environ.

7.8. ACV, Br 7, p. 2–3 et 15–16.

7.9. AVL, Chavannes C 394. ACV, Ff 266, fo 3, 14.3.1725 pour la cession de droits de LL.EE. à Lausanne. Sur la délimitation du Jorat, cf. *L'espace vaudois*, à paraître.

7.10. ACV, Gb 132 c et d, fo 82–87. Nicolas-Obadia, Georges, 1972, p. 11 publie les fo 86–87 du Gb 132 c.

7.11. Cf. p. 150 ci-dessus.

7.12. Pour les plans de Jean-Philippe Rebeur, cf. note 7.10. Son père représente les Râpes orientales seulement, à une échelle inférieure (environ 1:8000e) en Gb 132 a et b, fo 78–81. La carte de bailliage de 1678 (BCU (DE) et MVL) permet de compléter certaines indications des plans Rebeur.

- 7.13. AVL, Chavannes C 370 ne les représente pas non plus.
- 7.14. Cf. Grandjean, Marcel, 1965, p. 314–315 sur l'ancien hôpital Sainte-Catherine du Jorat, devenu domaine rural à l'époque moderne, et sur la nouvelle auberge du Chalet-à-Gobet.
- 7.15. Cf. les nombreuses cartes de la route de Berne conservées aux ACV, Gc 523 ss.
- 7.16. L'appellation est de Melotte (AVL, Chavannes C 394) mais on retrouve ce chemin sur la carte de 1678 (BCU, DE et MVL). ACV, Gb 132 b, fo 78–79 pour les deux routes de Moudon.
- 7.17. A mi-chemin entre le Chalet-à-Gobet et le changement de direction du Talent vers l'ouest (carte du bailliage de 1678, BCU, DE et MVL).
- 7.18. Récemment vulgarisée dans *Nos forêts*, 1978.
- 7.19. Devèze, Michel, vol. 2, 1961, p. 11 ss.
- 7.20. ACV, Br 7, p. 2, 1677 environ.
- 7.21. ACV, Ba 16/2, pages de début non numérotées, 4.3.1675. («Ports et Joux» a été ultérieurement corrigé en «Bois et Joux».) Pelet, Paul-Louis, à paraître, détaille longuement l'état des forêts vaudoises sous l'Ancien Régime.
- 7.22. Des actes sont signalés dès la fin du 14^e siècle par Chavannes, Ernest, 1881, p. 127 ss.
- 7.23. AVL, Chavannes C 394, 1730. Autre mention de charbonnage: Chavannes, Ernest, 1882, p. 175, 10.6.1535.
- 7.24. Exemple de «tondues»: AVL, Corps de Ville J 34, 25.3.1454; Chavannes, Ernest, 1881, p. 132, 27.5.1400 et p. 133, 19.12.1401; AVL, Chavannes D 115, p. 57 vo, 22.7.1776; Godefroy, art. «tondue».
- 7.25. AVL, Chavannes C 69, fo 4, 1612.
- 7.26. Par exemple Chavannes, Ernest, 1881, p. 127, 17.5.1383 etc.
- 7.27. Chavannes, Ernest, 1881, p. 132, 27.5.1400.
- 7.28. L'épicéa semble en effet être plutôt un arbre de montagne (*Nos forêts*, 1978, p. 48). AVL, Chavannes D 115, fo 57, 22.7.1776, ne parle que de «sapins» parmi les résineux.
- 7.29. ACV, Gb 132 c, fo 68–69 et 78–87. Chavannes, Ernest, 1882, p. 280, parle pour après 1677 de hêtres dans la forêt de la Chapelle et de sapins aux Censières.
- 7.30. Pour Molerius: AVL, Chavannes C 370. Pour l'utilisation intensive du chêne: Chavannes, Ernest, 1881, p. 165, 1.5.1437. En 1730, Melotte signale attentivement les chênes en AVL, Chavannes C 71 (par exemple fo 34). En 1776, on signale, outre les chênes et les foyards, des arbres fruitiers (pommiers, poiriers, cerisiers et châtaigniers), des vernes (aunes), des «matannes» (platanes?) et des trembles (AVL, Chavannes D 115, p. 57–58, 22.7.1776).
- 7.31. Chavannes, Ernest, 1882, p. 174, 18.5.1535. Traduction libre: seuls les abergements temporaires sont admis. Il faut conserver les chênes et les Râpes pour la communauté.
- 7.32. AVL, Corps de Ville H 18, 13.3.1733; J 88, 18.2.1739 etc.
- 7.33. Le calcul des bois clos et la mention de chênes sont en AVL, Chavannes C 394, 1730.
- 7.34. AVL, Chavannes D 115, p. 54 ss, 22.7.1776. Page 55, le même document parle de clôture, de semis et de plantation d'arbres.
- 7.35. Dont parlent par exemple Messerli, Bruno, e.a., 1978, graphique.
- 7.36. Cette carte, inédite, sera publiée dans *L'Espace Vaudois*. La source principale est l'inventaire du Corps de Ville de 1743–1747 déposé aux AVL, Chavannes A 11.
- 7.37. *DHV*, art. «Cugy» et «Epalinges».
- 7.38. AVL, Corps de Ville J 65, 7.3.1596. Exemples d'abergements au 17^e siècle en AVL, Chavannes C 43, fo 226 vo, 31.5.1627; fo 227 vo, 25.2.1639; fo 232, 4.6.1612; fo 233, 7.5.1634, etc.
- 7.39. Ni Rebeur ni le major de Crousaz ne donnent de nom aux forêts. Nous avons donc emprunté la toponymie de Melotte (AVL, Chavannes C 394, 1730).
- 7.40. Nicolas-Obadia, Georges, 1972, p. 11; Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 186.
- 7.41. *L'espace vaudois*, à paraître.
- 7.42. Cf. Radeff, Anne, 1977 b, p. 107 ss, sur un même phénomène à Vallorbe.

7.43. En 1660–69, Hans Steiner de Rougemont est amodiateur de Ste-Catherine (AVL, D 185, non paginé, 14.8.1660 et 12.8.1669).

7.44. En 1730, le Chalet-à-Secretan appartient à divers Regamey ; Les Losiardes, à divers Blanc ; En Planche-Mechaud, à Pierre Mellet et Samuel Mellioret. Le quatrième « mas » sans surface connue en 1666 était celui de la Vulliette. Il vaut quelque 20.84 poses en 1730 (AVL, Chavannes C 394, et ACV, Gb 130 b, vol. 2, fo 47–48).

7.45. Selon l'évaluation de Melotte (AVL, Chavannes C 394, 1730).

7.46. *DHV*, art. « Montheron » et Eggenberger-Stöckli, 1977. L'emplacement primitif du couvent se trouvait non loin de Sainte-Catherine.

7.47. AVL, Chavannes C 44, fo 682/2a ss, 24.1.1665. Pour les autres : *DHV*, « Saugealles », « Froideville », « Sainte-Catherine », « Penau ».

7.48. AVL, Corps de Ville J 75, 23.2.1712. AVL, Chavannes C 43, fo 273 vo ss, 19.11.1666. *DHV*, art. « Chalet-à-Gobet ».

7.49. *DHV*, art. « Cojonnex ». AVL, Chavannes C 23, fo 50, abergement du 7.5.1530 pour la Moille-Grise.

7.50. AVL, Chavannes C 43, fo 273, 19.12.1666 ; fo 297 vo, 9.10.1666 ; fo 501, 13.3.1669 ; C 44, fo 682/4a, 24.1.1665.

7.51. Les dizaines d'abergements recensés en AVL, Chavannes A 11 ne donnent aux 15^e et 16^e siècles que 6 patronymes — dont deux habitants et deux bourgeois de Lausanne — qu'on retrouve sur le tableau 26 (« Pellat », I 25, 1439 ; « Baud », I 27, 1444 ; « Blanc », I 59, 1520 ; « Simon », I 60, 1521 ; « Vullyamoz », I 63, 1562 ; « Mingard », I 65, 1596).

7.52. Radeff, Anne, 1974, p. 72–73.

7.53. AVL, Corps de Ville J 67, 27.2.1644 et 8.11.1693. Cf. Radeff, Anne, 1977 a, p. 101.

7.54. Radeff, Anne, 1974, p. 66.

7.55. Il faudrait pour cela — par exemple — connaître pour le reste du Pays de Vaud l'importance quantitative des changements de surfaces en terres ouvertes ou fermées et en bois entre la seconde moitié du 17^e et la première moitié du 18^e siècle. On pourrait alors déduire approximativement l'utilisation agricole des Râpes vers 1650–1670 à partir des données rassemblées en 1730.

7.56. Chavannes, Ernest, 1881, p. 131, 27.5.1400 ; p. 133, 19.12.1401.

7.57. Chavannes, Ernest, 1881, p. 131 retranscrit ainsi le texte d'AVL, Chavannes D 9, fo 8, 27.5.1400 : ... « quod ipse censarius non possit nec debeat pasturare cum animalibus suis prata risparum nisi a festo beati Georgii usque ad festum omnium sanctorum (nous soulignons), nisi tamen (« cum » selon une autre transcription : AVL, Chavannes D 1, p. 19) fuerint secati et recollecti ». Le double usage du mot « nisi » prête à confusion, mais il semble clair que le censitaire ne doit pas aller sur les prés des Râpes tant que l'herbe n'y est pas coupée et recueillie — soit du 24 avril au 1^{er} novembre. Pour d'autres mentions de clôtures temporaires prolongées à Fribourg, cf. Morard, Nicolas, 1971, p. 256 (du 1.5. au 29.9) et p. 258 (jusqu'au 14.9.).

7.58. AVL, Chavannes C 43, fo 272 vo ss, 19.12.1666 ; fo 297, 9.11.1666. En 1679, Manlou et les Montenaillies sont passés à clos et record (AVL, Corps de Ville EE 121, 26.3.1679).

7.59. ACV, Bp 32/25–30 (lods perçus par le bailli à Lausanne).

7.60. AVL, Chavannes C 44, fo 682/2a ss, 24.1.1665.

7.61. AVL, Chavannes C 43, fo 509 vo, 19.10.1671.

7.62. AVL, Chavannes C 44, fo 682/2a ss, 24.1.1665 ; C 43, fo 304, 9.11.1666 (protection des chênes).

8.1. Grandjean, Marcel, 1965, 1979 et à paraître. Presque chaque note de la première partie de ce chapitre devrait renvoyer, pour complément d'information, à l'ouvrage de 1979. Nous nous contenterons de ne le faire que lors de confrontations précises. Ces 3 volumes ne donnent qu'un aperçu des longues recherches de M. Grandjean, qui ont également fait l'objet de nombreux articles et brochures déposés aux ACV, de plusieurs chapitres du volume 6 de l'*Encyclopédie*... etc. En outre, plusieurs bâtiments ou quartiers lausannois ont fait l'objet de monographies, dont M. Grandjean cite la plupart. Voir aussi le catalogue matière des ACV aux rubriques « Lausanne », « Chailly », « Ouchy », etc., ou les nombreux articles de Maurice

Bossard dans *Le Chailliéran*, ou encore les beaux ouvrages de Polla, Louis, 1970 et 1975.

8.2. ACV, Gb 132 a à d. Notre exemplaire de référence a été le Gb 132 b.

8.3. L'original du plan Buttet (reproduit entre autres par Grandjean, Marcel, 1965, p. 48–49) est au MVL ; l'Hôtel de Ville de la Palud renferme une copie, par Vuillermet. Un exemplaire de la carte du bailliage de 1678, effectuée par le major de Crousaz (Grandjean, Marcel, 1974, p. 33) est déposé en BCU (DE), un autre au MVL. Au 18^e: ACV, Gb 132 e, 1721–1722 ; Gb 132 f, 1721–1727 ; Gc 132 K, 1723–1744 : Ryhiner recense alors 745 maisons en ville de Lausanne (la différence avec nos tableaux réside probablement plutôt dans une différence de méthode de comptage que dans une différence réelle).

8.4. ACV, Gc 401, 1781.

8.5. *DHBS*, art. «Genève», carte p. 356.

8.6. Grandjean, Marcel, 1965, p. 4. Voir aussi toute la seconde partie de Grandjean, Marcel, 1979, p. 103 ss, pour une description des bannières.

8.7. ACV, Bu 19, p. 1, cité par Blanchet, Rodolphe, 1864, p. 44 (qui a transcrit «assez»).

8.8. Cf. la carte de l'«Extension des espaces publics» de Grandjean, Marcel, 1979, p. 108.

8.9. ACV, Bu 19, p. 11, cité par Blanchet, Rodolphe, 1864, p. 53 (qui a transcrit «où on» et «marché»).

8.10. ACV, Bu 19, p. 12, cité par Blanchet, Rodolphe, 1864, p. 55 (qui a transcrit «fromage»). Voir aussi Grandjean, Marcel, 1979, p. 251 ss.

8.11. Sur ces divers faubourgs, voir Grandjean, Marcel, 1979, p. 166 ss, 323 ss, 356 ss et 373 ss. Voir aussi la carte 4 sur les routes de Lausanne. Pour la mention de Faubourg de l'hasle: ACV, Gb 132 b fo 32–33. *Ibidem*, fo 6 pour Cour.

8.12. Favez, Pierre-Yves, 1978, p. 170–174.

8.13. Pour Morges: Chapuisat, Jean-Pierre, 1969 ; Küpfer, Emile, 1944, p. 117 ss ; Pelet, Paul-Louis, 1952, p. 379 ; Gibbon, Edward, éd. 1945, p. 264. Pour Vevey, par exemple: Recordon, Edouard, 1944, p. 79–80.

8.14. Sur Chailly, voir les nombreux travaux de M. Bossard, par exemple: Bossard, Maurice, 1966, p. 95 ss.

8.15. Pelet, Paul-Louis, «Moulins...», à paraître.

8.16. Le plan Buttet et la copie qu'en fit Vuillermet (cf. note 8.3. ci-dessus) dénombrent 7 usines seulement, les autres étant probablement cachées par des bâtiments. Voir aussi les commentaires de ce plan, comparé à celui de Rebeur, chez Vuillermet, Charles, 1890, vol. 2, planches 1 à 6.

8.17. Grandjean, Marcel, 1979, p. 74–76, donne divers renseignements sur les dates de construction des «moulins» du tableau 31. Sur la définition des diverses usines: Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 40, 50 à 53.

8.18. Pelet, Paul-Louis, à paraître.

8.19. Pelet, Paul-Louis, 1962, p. 130–131.

8.20. Ces affaitements sont reconnus en AVL, Chavannes C 44, fo 570, 16.3.1657 ; *ibidem*, fo 816, 7.1.1657 ; *ibidem*, fo 817, 9.1.1657 ; C 45, fo 412, 2.2.1670 ; *ibidem*, fo 550 vo, 8.12.1670 ; *ibidem*, fo 733, 2.2.1672 ; C 290, fo 112, 22.7.1670. *Glossaire des patois*, art. «afeitémin», 2^o.

8.21. Jaccard, Robert, 1956, p. 72, pour le 19^e. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 39, pour le 14^e. Santschi, Catherine, 1970, p. 19, sur les cordonniers lausannois du 16^e.

8.22. La tuilerie: AVL, Chavannes C 45, fo 738, 3.3.1671. La fonderie: AVL, Chavannes C 43, fo 309 vo, 5.4.1676.

8.23. *DHV*, art. «Bourgeoisie» sur la différence entre bourgeois et habitants.

8.24. Illustrée pour tout le canton par Pelet, Paul-Louis, à paraître.

8.25. 247 bâtiments sont de franc-alleux en ville (30% des bâtiments).

8.26. Tableaux 23, 24 et 27 sans compter la seigneurie de Lausanne.

8.27. Pour la France, voir sur ce sujet les études de Le Roy Ladurie-Couperie, 1970. A Rouen, *Le bâtiment*, 1971, p. 315 ss.

8.28. Il s'agit probablement de fermes tripartites. Mais les trois bâtiments peuvent aussi être séparés.

- 8.29. Grandjean, Marcel, à paraître traitera de ces maisons de campagne.
- 8.30. Rive est l'ancien nom d'Ouchy (*DHV*, art. «Ouchy»; Favez, Pierre-Yves, 1978, p. 207–209).
- 8.31. Sur la maison de l'Ange, qui abritait le Plaict: AVL, Chavannes C 43, fo 169 vo, 23.10.1666 et Grandjean, Marcel, 1979, p. 277.
- 8.32. Les *Sources du droit vaudois*, 1977, p. 676, 2.9.1481 ou AVL, Chavannes D 55, fo 116 vo ss, 4.10.1659 donnent 2 exemples d'élections par bannières.
- 8.33. Un premier sondage révèle que les locations y sont beaucoup plus rares que les amodiations de fonds. Pour un exemple de location d'une partie de maison au Bourg: ACV, Dg 205/2, minutaire 11, non paginé, 6.6.1709.
- 8.34. Sur la cherté et la hausse des loyers au 18^e siècle en France, voir Le Roy Ladurie-Couperie, 1970, p. 125; *Le bâtiment*, 1971, p. 333 ss. Clouzot, Etienne, 1938, p. 9, signale un essor de la construction à Genève au 18^e siècle.
- 8.35. *Glossaire des patois*, art. «Appartenance», 2^o. Dépendances d'une propriété, dégagements, terrain autour d'une maison.
- 8.36. Cf. note 8.3. pour le plan Buttet recopié par Merian, Matthaeus, éd. 1960, pl. 37, qui représente ces jardins.
- 8.37. Soit les folios 26 à 47 et 66–67 de ACV, Gb 132 b.
- 8.38. *Glossaire des patois*, art. «Courtil», 1^o. Jardin, t. gén.: en fait surtout: jardin potager. A Lausanne, on écrit «curtil».
- 8.39. AVL, Chavannes C 71, fo 2, 4.6.1727.
- 8.40. Voir par exemple les nombreux curtils dépendant du Corps de Ville déclarés en AVL, Chavannes C 43, fo 33 ss, mesurant presque toujours moins de 10 toises.
- 8.41. Cf. par exemple le «jardin» de Louyse Polier en ACV, Gb 132 b, fo 31 devenu «curtil» en AVL, Chavannes C 43, fo 170, 23.10.1666. En 1723, le mot «jardin» domine (par exemple ACV, Gb 132 f, fo 11–12).
- 8.42. MM. Müller, Casanova et Knecht nous ont aimablement fourni les fiches du Glossaire des patois pour les lettres après D. Pour les gerdils (dits aussi jordils à Lausanne), voir par exemple les fiches des Ormonts-Dessus, de l'Etivaz ou de Villars-sous-Mont.
- 8.43. *Glossaire des patois*, art. «Clos», 2^o.
- 8.44. Voir par exemple les fiches du Glossaire (cf. note 8.42) de Valangin, Bourrignon, Sassel, Dardagny, Nendaz etc. L'identification au chenevière revient très fréquemment (fiches Charmoille, Vaugondry, etc.).
- 8.45. Comparer par exemple ACV, Gb 132 b, fo 47 et ACV, Gb 132 f, fo 61.
- 8.46. Les folios de Gb 132 b comptant plus de deux mentions d'oches sont les folios 2–3, 6–7, 18–19, 54–55, 58 à 61, 64–65, 68–69, 70 à 72.
- 8.47. Au total, le plan ne donne la surface que de 9 parcelles, égale à 3,62 poses.
- 8.48. ACV, C XV 18/216, non paginé, 2.5.1679 pour des chenevières semées et bêchées. ACV, P Loys 4560, non paginé, 1.8.1687 pour le travail du lin.
- 8.49. Voir par exemple les grandes vignes et vergers de ACV, Gb 132 b, fo 35.
- 8.50. ACV, Gb 132 b, fo 35 et 47.
- 8.51. ACV, Gb 132 b, fo 3, 44 et 46. Grandjean, Marcel, 1965, p. 295.
- 8.52. AVL, Chavannes C 43, fo 660 vo, 1.3.1671. Le plan de 1727: ACV, Gb 132 f, fo 116 n'indique pas de «labirinte». Loys de Villardins serait-il déjà astronome, comme son homonyme Jean-Philippe Loys de Cheseaux (1718–1751), et ce «labirinte» servirait-il à faire des observations? (*DHBS*, art. «Loys»).
- 8.53. *Glossaire des patois*, art. «Courtine», 1^o.
- 8.54. Par exemple, pour le Languedoc: Le Roy Ladurie, Emmanuel, 1966, p. 60 ss.
- 8.55. Par exemple AVL, Chavannes C 44, fo 779, 5.1.1657. *Glossaire des patois*, art. «Bérklya», 1^o et 2^o.
- 8.56. ACV, P Loys 4556, non paginé, 21.9.1679.
- 8.57. ACV, P Loys 4565, non paginé, dos couverture et page de garde.
- 8.58. Sur le développement des sociétés savantes d'agriculture dans nos régions, dont la Société économique de Berne, cf. par exemple Feller, Richard, 1974, vol 3, p. 521 ss. Pour Genève: Montandon, Cléopâtre, 1975. Sur la tulpomanie en Suisse: Hauser, Albert, 1976, p. 318.

- 9.1. Terminologie empruntée à Perrot, Jean-Claude, 1974, p. 219.
- 9.2. ACV, Bk 22/1 et 3, décembre 1698. Nous devons à l'amabilité de M. Michel Depoissier, archiviste, d'avoir découvert ce document.
- 9.3. ACV, Bk 22/3.
- 9.4. Total recalculé à partir de l'état détaillé de ACV, Bk 22/1. Les totaux donnés par les enquêteurs sont sous-évalués à la suite d'erreurs de comptage. Ces 6204 personnes représentent 1316 feux.
- 9.5. ACV, Bk 22/1 en énumère 1069, mais ils ne sont pas toujours indiqués, tout particulièrement dans la bannière de la Palud.
- 9.6. Pour Genève, Perrenoud, Alfred, 1979, p. 30 et *Histoire de Genève*, 1974, p. 185. Pour Berne: Spörhase, Rolf, 1971, commentaire de la table 4.
- 9.7. Les chiffres ont été recalculés d'après les données détaillées fournies en ACV, Bk 22/1. Le mûle peut être semé en automne. Ici, nous l'avons enlevé pour favoriser la comparaison avec le recensement des terres de 1708 (ACV, Bk 22/3), qui ne donne que le rendement des blés d'automne, tandis que, dans les chiffres de production totale, il distingue le blé, l'orge et les légumes, et enfin l'avoine. 1 muids vaut 48 quâterons, 1 sac, 8 q.; le quâteron lausannois vaut 13704 cm³ (*DHV*, art. «Poids et mesures»).
- 9.8. Très peu étudiées dans nos régions. Pour Lyon: Lorcin, Marie-Thérèse, 1973.
- 9.9. Rappelons que la pose lausannoise vaut 4300 m². Voir Meuvret, Jean, 1977, p. 191 ss sur les pièges du calcul des rendements; p. 207, cet auteur cite des rendements minima de 4 à 5 hl par ha. Voir aussi *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975, p. 238. Il est encore impossible de comparer ces chiffres à d'autres données vaudoises. Voir Rapp, Georges, 1942, p. 91, repris par Chevallaz, Georges-André, 1949, p. 97. Pelet, Paul-Louis, 1978, p. 287, note 6.6. Les chiffres de consommation donnés par Bucher, Silvio, 1974, p. 175 ne sont pas comparables aux nôtres (trop tardifs, ils concernent d'autres céréales et des pommes de terre).
- 9.10. Slicher van Bath, B.H., 1966, p. 208–217.
- 9.11. Le pot lausannois d'Ancien Régime vaut 1160 cm³, soit environ 1,2 litre (*DHV*, art. «Poids et mesures»).
- 9.12. Reymond, Maxime, 1933, p. 12 (la source n'est malheureusement pas donnée. Cf. Courtieu-Capt, Anne-Marie, 1959, p. 126). Le fossorier lausannois, de 537,5 m², vaut plus que le fossorier de 450 m².
- 9.13. *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975, p. 329: de 10 à 40 hl par ha (ici, le fossorier valant 1/8^e de pose: de 6 à 22 hl/ha). Le climat plus froid du bassin lémanique explique partiellement seulement la faiblesse du rendement.
- 9.14. *Histoire de Genève*, 1974, p. 191.
- 9.15. Voir le *DHV*, aux articles «Désaley ou Dézaley», «Bertholo», «Burignon», etc. La Ville de Lausanne détient aussi Saint-Sulpice, Montheron et Chevressy (commune de Pomy): *DHV*, art. «Chevressy», «Montheron», «Saint-Sulpice».
- 9.16. Par exemple: ACV, Dg 209/1, fo 10, 21.6.1659: Jean-François Bergier acquiert la dîme du Jorat sur le Mont-de-Lutry. Pour des exemples de propriété de domaines hors de Lausanne: *DHV*, art. «Bochat», «Chavannes», etc.
- 9.17. Le tableau 39, ainsi que les cartes 7 et 8, ont été établis: pour Lausanne, sur la base des terriers Rebeur (AVL, Chavannes C 43, 44, 45, 290, 291 et 307); pour Berne, Genève et Fribourg, sur un dépouillement exhaustif du *DHV*. La localisation exacte de certaines seigneuries sous forme de points pose encore quelques problèmes et est en cours de vérification. L'aire de localisation, dite «aire de concentration des seigneuries», est exacte. Cette enquête a été effectuée en préliminaire à diverses cartes de *L'espace vaudois*, à paraître. Le réseau routier de la carte 7 a été reconstitué à partir d'une carte inédite de Georges Nicolas-Obadia (*L'espace vaudois*, à paraître).
- 9.18. Un sondage sur une centaine de noms mentionnés dans les «jouxte» dans les terriers n'a donné qu'un seul tenancier inconnu. Ce sondage, touchant la ville, la basse seigneurie et les Râpes, a porté sur AVL, Chavannes C 43, fo 224 ss et 313 ss; AVL, Chavannes C 290, fo 8 ss, 88 vo ss et 270 ss; AVL, Chavannes C 291, fo 1149 vo ss.
- 9.19. Nicolas-Obadia, Georges, 1974, p. 124, 169, 171, 172. Haeblerli, Rudolf, 1971 a et b.

9.20. Sur les vaches: Radeff, Anne, 1974, p. 67 et Nicolas-Obadia, Georges, 1974, p. 161. Dans le recensement de 1698 (ACV, Bk 22/1), les enquêteurs ont mêlé Chailly aux Râpes. Au total (recalculé): 403 personnes, formant 80 familles. Elles ont une nourriture beaucoup plus grossière qu'en plaine. Soit, en moyenne annuelle par habitant des Râpes: 20,3 quarterons d'avoine (surtout pour le bétail), 10,8 q. de mécle, 8,5 de messel, 0,4 de seigle et 0,2 seulement de froment.

9.21. Par exemple, le plan Rebeur n'y mentionne pas de dîme (ACV, Gb 132 b, fos 82-87).

9.22. Bodmer, Walter, 1973, p. 56.

9.23. *DHV*, article «Jorat», etc. Lorcin, Marie-Thérèse, 1974, p. 37 ss: les paysans de la «montagne» lyonnaise ont aussi de plus grands domaines que ceux de plaine.

9.24. Des chercheurs suisses alémaniques pensent aussi qu'il n'y a qu'une minorité de paysans aisés dans leurs régions (Bielmann, Jürg, 1972, p. 560: au 18^e siècle, les 2/3 des Uranais ont à peine de quoi survivre. Wicki, Hans, 1979, p. 143: il n'y a que 8% de paysans à plein-temps à Dagmersellen en 1691).

9.25. Elles restent en effet propriétaires de leurs biens toute leur vie.

9.26. Perrenoud, Alfred, 1979, p. 262.

9.27. Elle est beaucoup plus élevée à Genève (Perrenoud, Alfred, 1979, p. 155 ss). Ou au canton de Vaud en 1798 (Amoos, Anne-Marie, 1978, p. 38 et 59: sur 23003 hommes, il y en a 5002, soit 22%, dans le secondaire).

9.28. Voir par exemple de nombreux contrats d'apprentissage de métiers du cuir en ACV, Dg 102 (par exemple vol. 5, non paginé, 25.1.1673).

9.29. Pelet, Paul-Louis, 1962, p. 127-132.

9.30. Grandjean, Marcel, 1965, p. 387 ss. Cf. les critiques de Rebeur à ce sujet (article 13 du tableau 2).

9.31. Amoos, Anne-Marie, 1978, p. 38 et 59: on trouve dans le canton de Vaud 4115 hommes dans le tertiaire, sur un total d'hommes de 23003, soit 18%.

9.32. Les terriers ne donnent que 5 noms de tenanciers marchands, dont David Bolliet (tableau 23). Ils sont certainement beaucoup plus nombreux.

9.33. Amoos, Anne-Marie, 1978 recense 12004 paysans sur 23003 hommes (soit 52%) contre 1780 (soit 7,5%) d'inactifs. Il semble bien qu'il y ait un pourcentage plus élevé de paysans dans la Lausanne du milieu du 17^e siècle que dans tout le canton de Vaud de la fin du 18^e siècle.

9.34. Jacquart, Jean, 1973, p. 476 ss, est pessimiste pour la campagne parisienne pendant la première moitié du 17^e siècle. Achilles, Walter, 1976 est plus optimiste pour la Basse-Saxe, mais un siècle plus tard.

9.35. AVL, Corps de Ville J 67, 27.2.1644 et 8.11.1693.

9.36. Anet, Gabriel, 1762, p. 142-143.

9.37. Il faudrait, pour traiter des fermiers lausannois, effectuer un dépouillement des très nombreux actes notariés du 17^e siècle, conservés en ACV, série Dg.

9.38. AVL, Chavannes C 291, fo 1252 vo ss, 6.2.1671; AVL, Chavannes C 45, fo 402 vo ss, 14.2.1671.

9.39. La moyenne, établie sur la base des comptes de l'Hôpital et de la Bourse des pauvres (tableau 7) est de 408 deniers pour 1 quarteron de froment, 324 deniers pour autant de messel et 96 deniers pour l'avoine.

9.40. Moyennes établies sur la base des comptes baillivaux de 1692 à 1719 (ACV, Bp 32/26-30).

9.41. ACV, Bp 32/26, 1693-1694, p. 15.

9.42. D'autres chercheurs ont trouvé des taux comparables en Pays de Vaud, par exemple Rapp, Georges, 1942, p. 133-135 ou Dessementet, Olivier, 1955, p. 162-164.

9.43. *Histoire de la France rurale*, vol. 2, 1975, p. 254-255.

9.44. *Le bâtiment*, 1971, p. 25.

9.45. Pour un exemple de tentatives de monopoles d'Etat pendant la première moitié du 17^e siècle: Strittmatter, Robert, 1977, p. 96 ss.

9.46. Radeff, Anne, 1977 a, p. 99.

9.47. Cf. la thèse en préparation de Goermer, Philippe, à paraître sur l'évolution de la notion de gage, avec puis sans dépossession, en Pays de Vaud savoyard. Tous les actes

notariés portant sur des emprunts mentionnent une hypothèque spéciale, en plus de l'hypothèque générale sur tous les biens.

10.1. Gascon, Richard, 1971, pour Lyon. Anex-Cabanis, Danielle, 1978, p. 17, pour Lausanne.

LES SOURCES

Sources citées dans les notes et les tableaux. Les abréviations adoptées dans les notes précèdent ici l'énoncé complet de la source. Par exemple, ACV est l'abréviation d'Archives cantonales vaudoises. Le titre de ces sources a souvent été abrégé. Nous renvoyons le lecteur aux inventaires des archives pour l'énoncé complet.

ACV I. ARCHIVES CANTONALES VAUDOISES

A. Période savoyarde et épiscopale

- Aa 37 Inventaire des titres retirés des archives du Pays de Vaud à Berne pour le canton du Léman, effectué par Wagnon, 1798, 3 vol. [cité «Wagnon» dans le tableau 4]

B. Période bernoise

- Ba 4 Répertoire des registres de mandats souverains, 1594 à 1795
 Ba 14 Mandats et ordonnances souverains, bailliage de Lausanne, vol. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 1536 ss
 Ba 16 Registres de mandats souverains, Lausanne et mélanges, vol. 1, 2, 3, 4, 1624 ss
 Ba 21 Mandats et ordonnances souverains, bailliage de Morges, vol. 1, 1542 ss
 Ba 33 Décrets romands, vol. a, 1554 ss; vol. 4 et 7, 1660 ss
 Bb 1 Manual de la Chambre des Bannerets, vol. 14–23, 25, 27, 29–32, 34, 1671 ss
 Bb 3 Livres de baillages, vol. 25, 26 (Lausanne), 1544 ss
 Bb 18 Onglets baillivaux, vol. 4, 1540 ss
 Bc 13 Missives à LL.EE. par le commissaire Du Bois, 1680 ss
 Bc 25 Commissariat romand, carton de papiers divers
 Bc 29 Dossier de pièces relatives au commissaire Pierre Rebeur, 1679 ss
 Bf 69 Mandat de rénovation pour le commissaire Pierre Rebeur, 1669
 Bg 1 Manual de la Chambre des appellations romandes, vol. 28, 29, 1674 ss
 Bg 4 Registres de la Cour baillivale de Lausanne, vol. 9 ss, 1648 ss
 Bi 2 Registres de la Cour du Chapitre de Lausanne, vol. 2 ss, 1644 ss
 Bk 22 Greniers et grains pour LL.EE., cartons 1, 3
 Bl 25 Généalogie du Pays de Vaud, par le commissaire Rebeur, 1673 env.
 Bl 39 Fiefs nobles de Lausanne, Morges, Vevey et Aigle, 1651
 Bl 42 Registres de la Cour féodale de Lausanne, vol. 5, 6, 7, 8, 1642 ss
 Bl 86 Fiefs nobles du Pays de Vaud, 1660
 Bp 1 Correspondance baillivale
 Bp 32 Comptes du bailliage de Lausanne, vol. 20, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 1657 ss
 Br 7 Notes sur les forêts du Jorat, 1677 env.
 Bt 12 Pièces diverses concernant des particuliers de Lausanne, «Rebeur»
 Bu 19 Description et petite chronique de la ville de Lausanne, par J.-B. Plantin, 1656

C. Parchemins

- C XV 18/152 «Mémoire à mes successeurs...» d'André de Praromand, 1660 ss
 C XV 18/182 Livre de raison concernant Chapelle, 1664–1665
 C XV 18/216 Livre de raison concernant Chapelle, 1678–1679

D. Notaires (district de Lausanne)

Dg	9	Bally, Jean, 1664–1675
Dg	23	Bioley, Moyse, 1619–1650
Dg	50	Cavin, Peterman, 1638–1673
Dg	52	Chauffard, Jean-Pierre, 1644–1695
Dg	57	Coendoz Moyse, 1666–1690
Dg	106	Failletaz, Natanael, 1659–1669
Dg	209	Rebeur, Pierre, 1656–1681
Dg	274	Verrey, Etienne, 1659–1688
Dg	283	Wulliamoz, Abraham, 1545–1589
Dg	284	Wulliamoz, Isaac-André, 1721–1728
Dg	285	Wulliamoz, David-Louis, 1738–1771
Dg	286	Wulliamoz, Gabriel, 1776–1795
Dg	287	Wulliamoz, Isaac, 1693–1746
Dg	288	Wulliamoz, Jean, 1579–1600
Dg	289	Wulliamoz, Jean-Baptiste le jeune, 1675–1694
Dg	290	Wulliamoz, Jean-François-Louis, 1688–1707
Dg	291	Wulliamoz, Jean-François-Louis, 1757–1779
Dg	292	Wulliamoz, Jean-Israël, 1601–1652
Dg	293	Wulliamoz, Jean-Pierre, 1723–1756
Dg	294	Wulliamoz, Philippe, 1630–1675
Dg	294 bis	Wulliamoz, Pierre, 1690–1704
Dg	295	Wulliamoz, Samuel, 1642–1696

D.G. Dossiers généalogiques

E. Mouvement de la population

Ea	1	Tableaux et mémoires relatifs à la population du Pays de Vaud, 1764
Eb	71	Registres d'Etat civil de Lausanne, vol. 3, 4
Eb	86	Registre d'Etat civil de Morges, vol. 3

F. Terriers

Il faut généralement plus d'une année pour établir un terrier. Les dates données sont souvent imprécises.

Fb	6	Instructions pour les reconnaissances générales, 1672
Fc	224	Reconnaissances en faveur de la Bourgeoisie d'Aigle rière Aigle et Leysin, 1660–1669
Ff	111	Reconnaissances en faveur de LL.EE. rière Lausanne etc., 1571
Ff	197	Reconnaissances en faveur de la Ville de Lausanne rière Pully etc., 1659
Ff	197 bis	Extentes en faveur de Gabriel Seigneux rière Lausanne, 1659
Ff	221	Reconnaissances en faveur de Samuel Mingard rière Denges etc., 1668–70
Ff	222	Rentier en faveur de LL.EE. rière Lausanne, 1669
Ff	224	Registre d'affranchissements et rachats de censes rière Lausanne, 1671
Ff	227	Indominures et droits de LL.EE. rière Lausanne etc., 1673
Ff	228	Dénombrement des censes et fiefs nobles du bailliage de Lausanne, 1674
Ff	266	Reconnaissances en faveur de LL.EE. rière Epalinges, 1727
Fg	151	Rentier en faveur d'Etienne de Tavel rière Lussy etc., 1652
Fg	151 bis	Reconnaissance en faveur de la Ville de Lausanne rière Denges etc., 1658
Fg	152	Abergements et acquis divers rière Vaux etc., 1656
Fh	59	Quernet en faveur d'Anne Le Marlet rière Aubonne, 1677
Fh	60	Reconnaissances en faveur de la cure de Gimel rière Gimel, 1678
Fh	61	Reconnaissances en faveur de J. Tavernier rière Saubraz, 1678
Fh	62	Reconnaissances en faveur de J. Tavernier rière Longirod, 1678
Fk	79	Rénovation générale du bailliage d'Yverdon, 1667
Fn	172	Reconnaissances en faveur de LL.EE. rière Démoret, 1675
Fn	176	Quernets des fiefs nobles du bailliage de Moudon, 1682–1727
Fo	21	Reconnaissances de Carrouge, 1678

G. Plans et cartes

Plans apparaissant ailleurs que sur le tableau 4:

- Gb 14 b Plans de Villeneuve etc., 1695
- Gb 23 a Plans de Gimel, 17^e
- Gb 24 a Plans de Longirod etc., 17^e
- Gb 130 b Plans d'Epalinges, 1723
- Gb 132 a Plans de Lausanne (Pierre Rebeur), 1670 env.
- Gb 132 b Plans de Lausanne (copie de Verchères), 1670 env.
- Gb 132 c Plans de Lausanne (Jean-Philippe Rebeur), 1679 env.
- Gb 132 d Plans de Lausanne (copie d'inconnu), 1679 env.
- Gb 132 e Plans de Lausanne (Melotte et Perey), 1721–1722
- Gb 132 f Plans de Lausanne sans les Râpes (Gignilliat), 1721–1727
- Gb 157 a Plans de Bussigny, 1675
- Gb 163 a Plans de Colombier, 1672–1683 env.
- Gb 164 a Plans de Denens et Villars-sous-Yens, 1651–1654
- Gb 165 a Plans de Denges (copie), 1658

Cartes

- Gc 50 Carte du bailliage d'Oron, 1620
- Gc 132/K Carte de Lausanne (Ryhiner d'après Gignilliat), 1723–1744
- Gc 401 Carte de la Suisse romande (Mallet), 1781
- Gc 523 et ss Cartes de la route de Lausanne à Montpreveyres, s.d. et 18^e
- Gc 724 b Plan du cours du Rhône de Saint-Maurice au lac (Plepp), 1635
- Gc 1132/150 Vieux plan du Grand Hôpital etc., s.d.
- Gc 2132/1 Carte de Lausanne (Berney), 1827–1832

P. Fonds privés

- P de Buren 103 Livre de comptes du seigneur de Denens, 1641 ss
- P Charrière de Sévery Aaa 759–774 Passations à clos, 1649 ss
- P Charrière de Sévery Ade 83–86 Dossier sur Rovéréaz, 1452–1458
- P Château de Vuflens 669 Dossier sur la dime des mèches, 1674–1706
- P Crousaz non classé Journal du major Abraham de Crousaz [17^e siècle]
- P Loys 4556–4567 Livre de raison de Jean-Rodolphe Loys de Marnand, 1679 ss
- P Loys 4583 Chronique de Jean-Philippe Loys de Villardin, 1670 env.
- P Loys 4701 Généalogie des Loys, par Maxime Reymond

Non coté

Cadastre original de Lausanne, 1809

AVL II. ARCHIVES DE LA VILLE DE LAUSANNE

Tous les documents cités ci-dessous sont déposés aux ACV. Quelques archives de la Ville, généralement postérieures à 1803, sont encore aux Archives de l'Hôtel de Ville de la Palud. Parmi les nombreux inventaires des AVL, nous avons cité, par ordre d'importance: le Répertoire Chavannes, celui du Corps de Ville et celui de la Chancellerie.

1. Répertoire Chavannes (AVL, Chavannes A 54)

1.1. C. Pièces territoriales, foncières et féodales

Les six terriers effectués principalement par le commissaire Rebeur auxquels se réfèrent les plans de Lausanne (ACV, Gb 132 a à d) sont, dans l'ordre de pagination:

- C 290, 45 et 291 Reconnaissances en faveur de LL.EE. rière Lausanne, 1650 ss
- C 43 et 44 Reconnaissances en faveur de la Ville de Lausanne rière Lausanne, 1650 ss
- C 307 Reconnaissances en faveur de particuliers rière Lausanne, 1650 ss

Il existe de nombreux doubles de ces terriers. Quelques-uns sont cités dans cette thèse. Ils apparaissent ci-dessous, parmi d'autres documents classés en AVL, Chavannes C et D. La plupart des reconnaissances sont rière Lausanne et ses environs.

- C 21 à 23 Reconnaissances en faveur du Corps de Ville, 1562–1571
- C 47 Reconnaissances en faveur de la Ville de Lausanne (double Rebeur), 1665–1667
- C 53 Reconnaissances en faveur de la Ville de Lausanne (double Rebeur), 1668
- C 69 Reconnaissances pour les pâturages des Râpes, 1612
- C 71 Reconnaissances en faveur de la Ville de Lausanne rière les Râpes, 1730
- C 183 Reconnaissances en faveur du prieuré de Saint-Sulpice, 1656–1667
- C 268 Fiefs nobles du bailliage de Lausanne, 1689–1707
- C 270 Reconnaissances en faveur de LL.EE. (double Rebeur), 1666–1675
- C 273 Reconnaissances en faveur de LL.EE. (omissions de Rebeur), 1674–1691
- C 310 Reconnaissances en faveur de Louise de Crousaz, 1665
- C 313 Reconnaissances en faveur de J.-P. Loys, 1658–1719

Cartes :

- C 370 Carte du Jorat, par Moléry, 1595
- C 394 Carte des Râpes, par Melotte, 1730

1.2. D. Administration — Manuels

- D 1, 9, 54 à 61, 67 Manual du Conseil, 1383–1701
- D 115 Manual des LX, 1770–1799
- D 185 Amodiations de fermes, 1543–1681
- D 432 Pièces concernant les horlogers, 1745–1764
- D 555 Reconnaissances en faveur de Saint-Roch (double Rebeur), 1663
- D 586 Reconnaissances en faveur de l'Hôpital (double Rebeur), 1657–1667
- D 629 à D 645 Comptes des Recteurs ou Receveurs de l'hôpital, 1532–1721
- D 737 à D 750 Comptes des receveurs des Pauvres, 1580–1714
- D 790 Convention pour l'apprentissage des pauvres, 1655–1702
- D 836 Délibérations de la Compagnie des Fusiliers de Lausanne, 1667 ss

2. Répertoire du Corps de Ville (AVL, Chavannes A 10 à A 12)

2.1. C. Relations entre LL.EE. et la Ville de Lausanne

- C 227–228 Requête de Lausanne et lettres de LL.EE. concernant l'exemption de péages, 1654
- C 288 Arrêt souverain condamnant Rebeur, 1683
- C 292 Requête de Rebeur à LL.EE., s.d.

2.2. H. Jorat

- H 18 Procès, 1715

2.3. I (ou J), Râpes

Préambule à l'inventaire des I ou J

- I 25 Abergement d'un pré, 1439
- I 27 Abergement d'un pré, 1444
- I 34 Acensement de droit de pâturage, 1454
- I 59 Abergement d'un mas en Praz-Paillard, 1520
- I 60 Abergement d'un mas à la Moille-Burquin, 1521

- I 63 Abergement des Tholes, 1562
- I 65 Abergement du Chalet-à-Gobet, 1596
- I 67 Abergement et abandonnation du Chalet-à-Gobet, 1644-1693
- I 75 Vente du Chalet-à-Gobet, 1712
- I 88 Transaction entre Lausanne et Epalinges, 1739

2.4. EE. *Suppléments*

- EE 121 Passation à clos et record de Manlou, etc., 1679

3. Répertoire «Chancellerie» (AVL, 64/14 et 64/16)

3.1. 11. *Emplois, charges, administration*

- 11/32 Avis de LL.EE. sur les droits de Jean-Philippe Rebeur, 1683

3.2. 31. *Industrie, commerce, presse*

- 31/2 Cautionnement de Thermes pour sa manufacture, 1688

3.3. 44. *Pièces foncières et immobilières. Lausanne, la ville*

- 44/44 Revestiture de Louis Thermes et sa fille, 1698-1702

BCU III. BIBLIOTHÈQUE CANTONALE ET UNIVERSITAIRE

1. *Département des estampes (DE), futur Musée de l'Elysée*

Carte du bailliage de Lausanne, 1678

2. *Département des manuscrits (DM)*

ms F 1069 Petite chronique de la ville de Lausanne, par Jean-Baptiste Plantin, 1656

MVL IV. MUSÉE DU VIEUX LAUSANNE

Plan visuel de Lausanne (David Buttet), 1638 (copie de Charles Vuillermet déposée à l'Hôtel de Ville de la Palud).

Deuxième exemplaire de la carte du bailliage de Lausanne, 1678.

Plans de Lausanne (Jean-Philippe Rebeur), vers 1679.

AE V. ARCHIVES D'ÉTAT

AEB *Archives de l'Etat et Canton de Berne*

Cartes (cf. Grosjean, Georges, 1960 et note 3.14):

AA IV, N° 1567

AA IV, Bern 21, Erlach 19, Konolfingen 12, Seftingen 19

AB I, N° 5, 20-25, 284

Herrschaftsarchiv Münchenwiler

Geheimes Manual I b, 1641-1745

Gerichtswesen B IX

Inventaires 19, 337, 484

Kriegsrats Manual

Mandaten-Bücher, vol. 7 ss, 1649 ss

RM Raths Manual vol. 156, 165, 167, 173, 174, 178, 194-201, 203, 209, 212, 213, 216, 221, 222, 233, 234, 236, 241, 253, 254, 262-264, 268, 270, 271 (17^e siècle); 8 (18^e siècle).

Teutsche Appellationskammer, 1683–1686
Deutsch Spruch-Bücher im Unteren Gewölbe
Thurmbuch, 1681–1684

AEF *Archives de l'Etat et Canton de Fribourg*

Plans (cf. tableau 4):
C 2b, 27, 55, 61, 64, 65, 66
E 38, 66a, 88, 102b, 152, 154, 155, 157, 158, 159, 160, 194
Grosse Montagny 27
Papiers von der Weid

AEG *Archives de l'Etat et Canton de Genève*

Plans (cf. tableau 4):
Cadaastre A 1
Cadaastres B 1, 2, 3, 4, 5
Plans portefeuilles 58, 62
Grosse Evêché 21

AEN *Archives de l'Etat et Canton de Neuchâtel*

Manual du Conseil d'Etat, vol. 39, 55
Matrimoniale de Neuchâtel, affaire Rebeur – Bedeaulx
Notaire Pierre du Pasquier, 10^e minutaire
Plan de la recette de Valangin, 1700 ss
Reconnaissances de Valangin, 1700 ss

AEV *Archives de l'Etat et Canton du Valais*

Plans (cf. tableau 4):
AC Collombey L 31, 32, 34, 35

VI. ARCHIVES DIVERSES, citées par ordre alphabétique

AAEB, Archives de l'ancien Evêché de Bâle (déposées à Porrentruy), Ajoie, B 240, carte de Cornol et Miécourt, 1674–1768
AC, Archives communales, Payerne, plan de Payerne, 1697–1698
Archives vaticanes, carte n° 16 (*olim* 8)
AVB, Archives de la Ville et Bourgeoisie, Saint-Maurice, R 27 et R 41
Stadtarchiv Bern, Plan 142 et 158
St BB, Stadt- und Universitätsbibliothek Bern, Kart III, 19 b
Zentrales Staatsarchiv Merseburg, Acta betr. Refugiertensachen, Rep. IX. D. 8. fasc. 10.

LES OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS

(Seuls les ouvrages et articles cités dans ce livre apparaissent ici.)

Le système de référence adopté dans les notes est le suivant : nom de l'auteur, suivi de son prénom et de la date d'édition du texte. Dans cette liste, les titres sont donc cités par ordre alphabétique, puis chronologique lorsqu'il y a plusieurs ouvrages pour un même auteur. Lorsqu'il n'y a pas de nom d'auteur, le titre a été abrégé dans les notes. Il est également suivi de la date de parution. Tous les ouvrages cités comme « mémoire dactyl. » sont déposés à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Par souci d'uniformité et d'économie de frais d'édition, tous les numéros de siècles sont transcrits en chiffres arabes.

- Abel, Wilhelm, *Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, Stuttgart, 1962 (Deutsche Agrargeschichte, 2)
- Abel, Wilhelm, *Crises agraires en Europe (13^e–20^e siècle)*, Paris, 1973 (Nouvelle bibliothèque scientifique). Trad. de la 2^e édition allemande, revue et corrigée
- Abel, Wilhelm, *Massenarmut und Hungerkrisen im vorindustriellen Europa: Versuch einer Synopsis*, Hambourg/Berlin, 1974
- Achilles, Walter, «Revenu et situation économique des paysans. Revenu brut et revenu disponible comme moyens d'évaluation», *Etudes rurales*, 61, 1976, p. 33–47
- Amiet, Bruno et Sigrist, Hans, *Soloturnische Geschichte. Stadt und Kanton Solothurn von der Reformation bis zum Höhepunkt des patrizischen Regimes*, vol. 2, Soleure, 1976
- Ammann, Hektor, «Die Bevölkerung der Westschweiz im ausgehenden Mittelalter», *Festschrift Friedrich-Emil Welti*, Aarau, 1937, p. 390–447
- Ammann, Hektor, «Über das waadtländische Städtewesen im Mittelalter und über landschaftliches Städtewesen im allgemeinen», *Revue suisse d'histoire*, 4/1, 1954, p. 1–87
- Ammann, Hektor, *Das schweizerische Städtewesen des Mittelalters in seiner wirtschaftlichen und sozialen Ausprägung*, Bruxelles, 1956 (Recueils de la Société Jean Bodin, VII, 2^e part.)
- Amoos, Anne-Marie, *Le recensement vaudois de mai 1798*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1978
- Anderegg, Jean-Pierre, *Ferenbalm, Struktur und Entwicklung einer Landgemeinde*, Berne, 1973 (Europäische Hochschulschriften, Reihe XIX, 8)
- Andrey, Joseph, «L'histoire du cadastre fribourgeois», *Annales fribourgeoises*, 1926, p. 171–183
- Anet, Gabriel, «Mémoire sur la culture des vignes», *Mémoires de la Société économique de Berne*, Berne, 1762/2, p. 123–144
- Anex, Danielle, *Le servage au Pays de Vaud (13^e–16^e siècle)*, Montreux, 1973 (Bibliothèque historique vaudoise, 47)
- Anex-Cabanis, Danielle, *La vie économique à Lausanne au Moyen Age*, Lausanne, 1978 (Bibliothèque historique vaudoise, 62)
- Atlas historique Larousse*, sous la direction de Georges Duby, Paris, 1978
- Atlas historique de la Suisse*, Hektor Ammann et Karl Schib, éd., Aarau, 1958
- Atlas de la Suisse*, dir. générale et président de la Commission de rédaction : Eduard Imhof, Wabern-Berne, 1965–1978
- Aubert, Pierre, «Parcellement ancien des terres à Genève», *Genava*, 2, 1924, p. 206–219
- Babaianz, Christophe, *L'organisation bernoise des transports en pays romand (18^e siècle)*, Lausanne, 1961 (Bibliothèque historique vaudoise, 28)

- Baehrel, René, *Une croissance : la Basse-Provence rurale (fin du 16^e siècle — 1789). Essai d'économie historique statistique*, Paris, 1961, 2 vol. (Ecole pratique des Hautes Etudes, 6^e section, Démographie et sociétés, 6)
- Bagrow, Leo, *History of cartography* (revised and enlarged by R(aleigh) A(shlin) Skelton), Londres, 1964
- Le bâtiment. *Enquête d'histoire économique, 14^e–19^e siècle*, vol. 1, *Maisons rurales et urbaines dans la France traditionnelle*, Paris/La Haye, 1971 (Industrie et artisanat, 6)
- Baud, Jean-Pierre, *Le plaict général de Lausanne de 1368. Essai sur l'histoire du droit et des institutions de Lausanne au 14^e siècle*, Lausanne, 1949 (Bibliothèque historique vaudoise, 10)
- Baulant, Micheline et Meuvret, Jean, *Prix des céréales extraits de la mercuriale de Paris (1520–1698)*, Paris, 1960–1962, 2 vol.
- Beauroy, Jacques, *Vin et société à Bergerac du Moyen Age aux temps modernes*, Saratoga, 1976 (Stanford French and Italian Studies, 4)
- Beltrami, Daniele, *Forze di lavoro e proprietà fondiaria nelle campagne venete dei secoli 17 e 18*, Venise/Rome, 1961
- Benthien, Bruno, *Die historischen Flurformen des südwestlichen Mecklenburg*, Schwerin, 1960
- Berengo, Marino, «A proposito di proprietà fondiaria», *Rivista storica italiana*, 1970/1, p. 121–147
- Bergier, Jean-François, *Genève et l'économie européenne de la Renaissance*, Paris, 1963 (Affaires et gens d'affaires, 29)
- Bergier, Jean-François, «Le dynamisme des structures sociales à Genève du 14^e au 17^e siècle», *Mélanges publiés par la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève à l'occasion de son cinquantenaire*, Genève, 1965, p. 159–173
- Bergier, Jean-François, *Problèmes de l'histoire économique de la Suisse. Population, vie rurale, échanges et trafics*, Berne, 1968 (Monographies d'histoire suisse publiées par la Société générale suisse d'histoire, 2)
- Bergier, Jean-François et Solari, Luigi, «Histoire et élaboration statistique : l'exemple de la population de Genève au XV^e siècle», *Mélanges d'histoire économique et sociale en hommage au professeur Antony Babel*, Genève, 1963, vol. 1, p. 197–225
- Bertin, Jacques, *Sémiologie graphique. Les diagrammes, les réseaux, les cartes*, Paris/La Haye, 2^e éd., 1973
- Biaudet, Jean-Charles, *Lausanne*, Neuchâtel, 1946 (Trésors de mon pays, 18)
- Bibliographie de l'histoire suisse*, publiée par la Bibliothèque nationale suisse, Zurich, 1913 ss
- Bielmann, Jürg, *Die Lebensverhältnisse im Urnerland während des 18. und zu Beginn des 19. Jahrhunderts*, Bâle/Stuttgart, 1972 (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, 126)
- Binz, Louis, *Vie religieuse et réforme ecclésiastique dans le diocèse de Genève pendant le grand schisme et la crise conciliaire (1378–1450)*, vol. 1, Genève, 1973 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 46)
- Blanchet, R(odolphe), *Lausanne dès les temps anciens*, Lausanne, 1864
- Bloch, Marc, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, vol. 1, Oslo, 1931 ; vol. 2, Paris, 1968
- Bodmer, Walter, *L'immigration suisse dans le comté de Hanau-Lichtenberg au 17^e siècle*, Strasbourg, 1930 (Coll. d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace, 6)
- Bodmer, Walter, *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftszweige*, Zurich, 1960 (le faux titre porte : *Schweizerische Industriegeschichte*)
- Bodmer, Walter, «L'évolution de l'économie alpestre et du commerce du fromage du 16^e siècle à 1817 en Gruyère et au Pays-d'Enhaut», *Annales fribourgeoises*, 1967, p. 5–162
- Bodmer, Walter, *Die Wirtschaftspolitik Berns und Freiburgs im 17. und 18. Jahrhundert*, Berne, 1973 (Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern, 57)

- Bögli, Hans, *Der bernische Bauernkrieg in den Jahren 1641 und 1653. Nach den Akten in bernischen Staatsarchiv dargestellt*, Berne, 1888.
- Boissonnas-Baylon, Thérèse, *Faïenceries et faïenciers de Lausanne, Nyon et Genève*, Genève, 1918
- Bonhôte, J.-E., «Notice historique sur les cartes de Neuchâtel», *Musée neuchâtelois*, 1894, p. 259–263, 286–293, et 1895, p. 56–59, 91–94
- Borelli, Giovanni, *Un patriziato della terraferma veneta tra 17 e 18 secolo. Ricerche sulla nobiltà veronese*, Milan, 1974 (Biblioteca della rivista: *Economia e storia*, seconda serie, 6)
- Borgeaud, Marc-Auguste, «Cartographie genevoise du 16^e au 19^e siècle», *Archives internationales d'histoire des sciences*, 28, Paris, 1949, p. 363–375
- Borkowski, Heinrich, «Königin Sophie-Charlotte als Mutter und Erzieherin», *Hohenzollern Jahrbuch*, 1903, p. 223–245
- Bossard, Maurice, «Les bains de Chailly et leurs propriétaires», *Revue historique vaudoise*, 1966, p. 95–110
- Bourgeois, M., «Essai sur la méthode de perfectionner le vin», *Mémoires de la Société économique de Berne*, Berne, 1766/3, p. 179–218
- Bovard-Schmidt, Madeleine, «Jean-Pierre Heubach, un imprimeur lausannois du 18^e siècle», *Revue historique vaudoise*, 1966, p. 1–56
- Boyve, Jacques-François, *Remarques sur les lois et statuts du Pays de Vaud*, Neuchâtel, 1756
- Braudel, Fernand et Spooner, F., «Prices in Europe from 1450 to 1750», *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. 4, Cambridge, 1967, p. 374–486
- Braun, Rudolph, *Industrialisierung und Volksleben. Die Veränderungen der Lebensformen in einem ländlichen Industriegebiet (Zürcher Oberland) vor 1800*, Zurich/Stuttgart, 1960
- Briod, Alice, *L'assistance des pauvres dans le pays de Vaud, du commencement du Moyen Age à la fin du 16^e siècle*, Lausanne, 1926 (2^e édition, très écourtée: Lausanne, 1976)
- Broise, Pierre, «L'évolution du parcellaire d'Annecy. Essai de stratigraphie historique d'un terroir en voie d'urbanisation», *Annales économie, société, civilisation (abr. ESC)*, 21, 1966/4, p. 859–874
- Bronhofer, Max, *Die ausgehende Dreizelgenwirtschaft in der Nordost-Schweiz unter besonderer Berücksichtigung des Kantons Schaffhausen*, Zurich, 1956 (Mitteilungen der Naturforschenden Gesellschaft Schaffhausen, 26)
- Bruchet, Max, *Notices sur l'ancien cadastre de Savoie*, nouvelle édition mise à jour par Jean-Yves Mariotte et al., Annecy, 1977 (Sources et méthodes de l'histoire de Savoie, 1)
- Bucher, Silvio, *Bevölkerung und Wirtschaft des Amtes Entlebuch im 18. Jahrhundert. Eine Regionalstudie als Beitrag zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im Ancien Régime*, Lucerne, 1974 (Luzerner historische Veröffentlichungen, 1)
- Burdet, Jacques, *La musique dans le Pays de Vaud sous le régime bernois (1536–1798)*, Lausanne, 1963 (Bibliothèque historique vaudoise, 34)
- Bürki, Fritz, *Berns Wirtschaftslage im Dreissigjährigen Krieg*, Berne, 1937 (Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern, 34/1)
- Butticaz, Emile, «Le commissaire Rebeur», *Revue historique vaudoise*, 1909, p. 336–342
- Butticaz, Emile, «A propos des commissaires bernois», *Revue historique vaudoise*, 1927, p. 367–376
- Cabourdin, Guy, *Terre et hommes en Lorraine du milieu du 16^e siècle à la Guerre de Trente Ans: Toullois et le Comté de Vaudémont*, Lille, 1975, 3 vol.
- Cartulaire du Chapitre de Notre-Dame de Lausanne rédigé par le prévôt Conon d'Estavayer (1228–1242)*, Lausanne, 1851 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 1^{re} série, 6)
- Cartulaire du Chapitre de Notre-Dame de Lausanne*, Charles Roth, éd., Lausanne, 1948 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 3^e série, 3)
- Cérenville, Bernard de et Gilliard, Charles, *Moudon sous le régime savoyard*, Lausanne, 1929 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 2^e série, 14)

- Chapuis, Alfred, *Les corporations d'horlogers vaudois au 18^e siècle*, La Chaux-de-Fonds, s.d.
- Chapuisat, Jean-Pierre, «Grands travaux au 17^e siècle: en construisant le port de Morges», *Revue historique vaudoise*, 1969, p. 15–33
- Chaunu, Pierre, «Lyon des confins, réflexions sur l'économie d'échange au sommet du 16^e siècle», *Revue d'histoire économique et sociale*, 1972/2, p. 145–164
- Chavannes, Ernest, éd., *Comptes de la ville inférieure de Lausanne du 11 octobre 1475 au 11 octobre 1476*, Lausanne, 1873 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 28, p. 229–342)
- Chavannes, Ernest, éd., *Extraits des manuels du Conseil de Lausanne*, Lausanne, 1881–1887 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 1^{re} série, 25: 1383 à 1511, 26: 1512 à 1536, 2^e série, 1: 1536 à 1564)
- Chevallaz, Georges-André, *Aspects de l'agriculture vaudoise à la fin de l'Ancien Régime. La terre, le blé, les charges*, Lausanne, 1949 (Bibliothèque historique vaudoise, 9)
- Chevallaz, Georges-André, «Le vignoble vaudois au temps de L.L.E.E.», *Revue d'histoire suisse*, 1950/3, p. 411–436
- Christinat, Jacques, *La dime dans le bailliage de Romainmôtier sous le régime bernois*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1979
- Claude, André, *Un artisanat minier: charbon, verre, chaux et ciments au Pays de Vaud*, Lausanne, 1974 (Bibliothèque historique vaudoise, 54)
- Clout, Hugh D., éd., *Themes in the historical geography of France*, Londres, 1977
- Clouzot, Etienne, *Anciens plans de Genève, 15^e–18^e siècles*, Genève 1938 (Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, in-4^o, 6)
- Conophagos, Constantin, «Une méthode ignorée de coupellation du plomb argentifère utilisée par les anciens Grecs», *Annales géologiques des pays helléniques*, 11, 1959, p. 137–149
- Conti, Elio, *La formazione della struttura agraria moderna nel contado fiorentino*, vol. 1, *La campagne nell'età precomunale*, Rome, 1965 (Studi storici, 51)
- Courtieu-Capt, Anne-Marie, *Recherches sur l'histoire du vignoble au Moyen Age dans la partie méridionale de l'ancien diocèse de Lausanne*, dactyl., s.l., 1959
- Courvoisier, Jean, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel*, Bâle, 1955–1968, 3 vol. (Les monuments d'art et d'histoire de la Suisse)
- «Le coustumier et Plaict général de Lausanne, 1618», L.-R. von Salis, éd., *Revue de droit suisse*, 21–22, 1903
- Crousaz, Aymon de, «L'organisation judiciaire du canton de Vaud pendant les périodes de Savoie et de Berne», *Journal des tribunaux*, 1885/8–9–10
- Dainville, François de, *Le langage des géographes: termes, signes, couleurs des cartes anciennes: 1500–1800*, Paris, 1964
- Dainville, François de, «Enseignement des «géographes» et des «géomètres», *Enseignement et diffusion des sciences en France au 18^e siècle*, Paris, 1964, p. 481–491
- Dainville, François de, *Le Dauphiné et ses confins vus par l'ingénieur d'Henri IV Jean de Beins*, Genève/Paris, 1968 (Centre de recherches d'histoire et de philologie de la IV^e section de l'Ecole pratique des hautes études, 5. Hautes études médiévales et modernes, 7)
- Dainville, François de, «Cartes et contestations au 15^e siècle», *Imago mundi*, 1970, p. 99–121
- Dal Pane, Luigi, *Storia del lavoro in Italia dagli inizi del secolo 18 al 1815*, Milan, 1958
- Darby, Henry Clifford, éd., *A new historical geography of England*, Cambridge, 1973
- Decollogny, Adolphe, «L'armorial des nobles fusiliers ou arquebusiers de Lausanne, 1654», *Archives héraldiques suisses*, 1964, p. 1–12
- Dégion, Roger, *Yverdon au Moyen Age, 13^e–15^e siècle. Etude de la formation d'une commune*, Lausanne, 1949 (Bibliothèque historique vaudoise, 8)
- Delille, Gérard, *Croissance d'une société rurale, Montesarchio et la Vallée caudine aux 17^e et 18^e siècles*, Naples, 1973, 2 vol. (Istituto italiano per gli studi storici, 28)
- Desreumaux, Roger, «Un cartographe hennuyer du 18^e siècle: Charles Havez», *Littérature et religion, mélanges offerts au chanoine Coppin*, Lille, 1966, p. 201–215
- Desreumaux, Roger, «Sources géographiques concernant la France conservées aux archives capitulaires de Tournai», *Horae Tornacenses*, Tournai, 1971, p. 275–291

- Desreumaux, Roger, «Arpenteurs et auteurs de plans dans le nord de la France à la fin de l'Ancien Régime, dactyl. d'une conférence tenue le 14.9.1973 à la V^e conférence internationale d'histoire de la cartographie, Varsovie
- Desreumaux, Roger, «A propos d'arpentage au 18^e siècle: lueurs sur la pastorale, la démographie, la géographie à Vaulx-Vrancourt (Pas-de-Calais)», *Ensemble*, 1977, p. 227–235
- Desreumaux, Roger, «Arpentage en Cambrésis au 18^e siècle: les Delabre», *Actes du 101^e congrès national des sociétés savantes*, Lille, 1976, Paris, 1978, p. 85–92
- Desreumaux, Roger, *L'expression géographique par les arpenteurs du 18^e siècle: l'exemple du nord de la France*, à paraître
- Dessementet, Olivier, *La seigneurie de Belmont au Pays de Vaud, 1154–1553*, Lausanne, 1955 (Bibliothèque historique vaudoise, 17)
- Dessementet, Olivier, *Mémorandum pour l'usage des anciens plans cadastraux*, dactyl., Lausanne, 1967
- Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoise. La Feuille d'Avis de Lausanne, 1762–1962*, Lausanne, 1962 (Bibliothèque historique vaudoise, 33)
- Devèze, Michel, *La vie de la forêt française au 16^e siècle*, Paris, 1961, 2 vol.
- Dictionnaire géographique de la Suisse* (abr. DGS), publié sous les auspices de la Société neuchâteloise de géographie et sous la direction de Charles Knapp et Maurice Borel, Neuchâtel, 1902–1910, 6 vol.
- Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* (abr. DHBS), Neuchâtel, 1921–1934, 7 volumes + 1 supplément
- Dictionnaire historique, géographique et statistique du canton de Vaud* (abr. DHV), publié sous les auspices de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie par Eugène Mottaz, Lausanne, 1914–1921, 2 volumes
- Dictionnaire des artistes suisses*, publié par la Société suisse des beaux-arts sous la direction du D^r Ch. Brun, Frauenfeld, 1905–1917, 4 volumes
- Dilke, Oswald-Ashton-Wentworth. *The Roman land surveyors. An introduction to the agrimensores*, Newton Abbott, 1971
- Dion, Roger, *Histoire de la vigne et du vin en France des origines au 19^e siècle*, Paris, 1959
- Dovring, Folke, «Etudes sur le cadastre médiéval en Suisse romande», *Revue d'histoire suisse*, 1950/2, p. 198–243
- Druey, Henri, *Correspondance*, Michel Steiner et André Lasserre, éd., Lausanne, 1974, 1975 et 1977 (Bibliothèque historique vaudoise, 53, 56 et 58)
- Dubois, Alain, *Die Salzversorgung des Wallis 1500–1610: Wirtschaft und Politik*, Winterthur, 1965
- Dubois, Alain, «Une crise monétaire au 17^e siècle: la Suisse pendant les années 1620–1623», *Etudes de Lettres*, série III, 6, 1973/4, p. 39–54
- Dubois, Jacques, «Problèmes de l'encépagement en Pays de Vaud», *Nouvelle revue de Lausanne*, 1950, tirage à part.
- Dubois, Jacques, «Le vignoble», *150 ans d'histoire vaudoise (1803–1953)*, Lausanne, 1953, p. 121–130 (Bibliothèque historique vaudoise, 14)
- Du Cange, Charles du Fresne, seigneur, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, conditum a Carolo du Fresne, domino Du Cange, auctum a monachis ordinis S. Benedecti cum supplementis integris D. P. Carpenterii... digessit G. A. L. Henschel. Sequuntur glossarium gallicum... Ed. nova (...) a Léopold Favre. Niort, 1883–1887, 10 volumes
- Dufournet, Paul, *Pour une archéologie du paysage: une communauté agraire secrète et organise son territoire: Bassy et alentours (Haute-Savoie et Ain)*, Paris, 1978
- Dumur, Benjamin, «La seigneurie de Lausanne sous la domination bernoise», *Revue historique vaudoise*, 1909, p. 193–210, 225–245, 257–271
- Dumur, Benjamin, *Jean-Baptiste Plantin et sa famille*, Lausanne, 1911 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 2^e série, 9, p. 1–105)
- Eap-Collet, Sylviane, *Le fief noble de Gimel. Origines et rachat par LL.EE. de Berne*, 1719, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1974
- Ebeling, Dietrich et Irsigler, Franz, *Getreideumsatz, Getreide- und Brotpreise in Köln 1368–1797. Erster Teil: Getreideumsatz und Getreidepreise: Wochen-, Monats- und*

- Jahrestabelle. Zweiter Teil: Brotpreise und Brotpreise; Wochen- Monats- und Jahrestabelle*, Cologne, 1976–1977 (Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Köln, 65, 66)
- Eden, Peter, «Landsurveyors in Norfolk 1550–1850», *The Norfolk and Norwich Archaeological Society*, 25/4, 1973, p. 474–482
- EGGENBERGER, Peter et Stöckli, Werner, «L'ancienne abbaye cistercienne de Montheron», *Revue historique vaudoise*, 1977, p. 7–23
- Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud*: vol. 3, *Les artisans de la prospérité*, Lausanne, 1972; vol. 4, *L'histoire vaudoise*, Lausanne, 1973; vol. 6, *Les arts, architecture, peinture, littérature, musique*; 1, *Des origines au début du 19^e siècle*, Lausanne, 1976
- Encyclopédie du canton de Fribourg*, Fribourg, 1977, 2 vol.
- L'espace vaudois*, articles en préparation à l'Institut de recherches régionales interdisciplinaires de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne
- Faccini, Renata, *Etoy: étude du rachat d'une seigneurie vaudoise par LL.EE. de Berne*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1974
- Favez, Pierre-Yves, *Quelques aspects du ressort de Lausanne (14^e siècle–1536)*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1978
- Favre, Louis, «Le commissaire D. Girard et les reconnaissances des immeubles pour la perception du cens foncier (1700)», *Musée neuchâtelois*, 1898, p. 63–66
- Felice, M., «Essai sur les moyens de perfectionner les vins du canton de Berne etc. qui a remporté le prix proposé par la Société économique de Berne en 1765», *Mémoires de la Société économique de Berne*, Berne, 1766/2, p. 147–204
- Feller, Richard, *Geschichte Berns*, 2^e éd. corrigée, Berne/Francfort, 1974
- Felloni, Giuseppe, *Gli investimenti finanziari genovesi in Europa tra il Seicento e la Restaurazione*, Milan, 1971
- Fetscherin, Wilhelm, «Die bernischen Colonien in Brandenburg am Ende des 17. Jahrhunderts», *Berner Taschenbuch*, 1868, p. 107–142
- Flandrin, Jean-Louis, *Les amours paysannes: amour et sexualité dans les campagnes de l'ancienne France (16^e–19^e siècle)*, Paris, 1975 (Archives, 57)
- Flückiger, Markus, *Das Plateau von Rapperswil: Beiträge zur Siedlungsentwicklung bis 1803*, Berne, 1971
- Nos forêts, un monde à découvrir*, par R. Badan, A. Christe, et al., Fribourg, 1978
- Franz, Günther, *Der Dreissigjährige Krieg und das deutsche Volk. Untersuchungen zur Bevölkerungs- und Agrargeschichte*, Stuttgart, 3^e éd., 1961 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, 7) (1^{re} éd.: 1940)
- Frêche, Georges, *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières (vers 1670–1789)*, Paris, 1974
- Garden, Maurice, *Lyon et les Lyonnais au 18^e siècle*, Paris, 1970
- Garrier, Gilbert, «L'appropriation foncière citadine», *Bulletin du Centre de recherches d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, 1978/1, p. 35–37
- Gascon, Richard et Latta, Claude, «Une crise urbaine au 17^e siècle: la crise de 1693–1694 à Lyon, aspects démographiques et sociaux», *Cahiers d'histoire*, 8, 1963, p. 371–404
- Gascon, Richard, *Grand commerce et vie urbaine au 16^e siècle. Lyon et ses marchands (environs de 1520–env. de 1580)*, Paris/La Haye, 1971 (Civilisations et sociétés, 22)
- Geiser, Karl, *Geschichte des Armenwesens im Kanton Bern*, Berne, 1894
- George, Pierre, *La campagne: le fait rural à travers le monde*, Paris, 1956
- (Gibbon, Edward), *Le journal de Gibbon à Lausanne, 17 août 1763–19 avril 1764*, Georges Bonnard éd., Lausanne, 1945 (Université de Lausanne. Publications de la Faculté des Lettres, 8)
- Gilliard, Charles, «La dépréciation des monnaies dans la Suisse occidentale au 16^e siècle», *Annales d'histoire économique et sociale*, 6, 1934, p. 85–89
- Gilliard, François, «La publication des ventes et donations immobilières selon le «Plaiet général de Lausanne»», *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 29, 1968/1969, p. 407–413
- Glasson, Léon, *Notice sur la cartographie du canton de Fribourg jusqu'à la fin du 18^e siècle*, s.l.n.d.
- Glossaire des patois de la Suisse romande*, Neuchâtel, en cours de publication depuis 1924 [ont paru les vol. 1 à 4]

- Godefroy, Frédéric, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du 9^e au 15^e siècle...*, Paris, 1937–1938, 10 vol.
- Goermer, Philippe, *Les sûretés réelles immobilières au Pays de Vaud au Moyen Age*, thèse en préparation
- Golay, Eric, «Autour d'une émeute de paysans à Chancy au 18^e siècle», *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 1975, p. 387–422
- Goubert, Pierre, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*, Paris, 1960, 2 vol.
- (GRA), Groupe de recherches en anthropologie (abr. GRA). *Essai de monographie comparée de deux villages du canton de Vaud: Oppens et Orzens*, Montreux, 1965
- Grammatisch-kritisches Wörterbuch der hochdeutschen Mundart, mit beständiger Vergleichung der übrigen Mundarten, besonders aber der Oberdeutschen*, von Johann Cristoph Adelung, Leipzig, 1793–1801, 4 vol.
- Grandjean, Marcel, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Vaud*, vol. 1, *La ville de Lausanne. Introduction, extension urbaine, ponts, fontaines, édifices religieux (sans la cathédrale), hospitaliers, édifices publics (1)*, Lausanne, 1965 (Les monuments d'art et d'histoire de la Suisse, 51)
- Grandjean, Marcel, «L'Hôtel de ville de la Palud, notes sur son histoire, ses architectes et son architecture», *L'Hôtel de ville de Lausanne et ses origines*, (Lausanne, 1974), p. 26–37
- Grandjean, Marcel, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Vaud*, vol. 3, *La ville de Lausanne. Edifices publics (2), quartiers et édifices privés de la ville ancienne*, Bâle, 1979 (Les monuments d'art et d'histoire de la Suisse, 69)
- Grandjean, Marcel, *Les monuments d'art et d'histoire du canton de Vaud*, vol. 4, *Villages, hameaux et maisons de campagne de la commune de Lausanne*, à paraître dans la série Les monuments d'art et d'histoire de la Suisse.
- Grenacher, Franz, «Standortbestimmung der Basler Kartographie des 17. Jahrhunderts», *Regio Basiliensis*, 16, 1975/1–2, p. 1–27
- Gresset, Maurice, *Le monde judiciaire à Besançon de la conquête par Louis XIV à la Révolution française (1674–1789)*, Lille, 1975, 2 vol.
- Grosjean, Georges, «Die Flur von Treiten und ihre historische Aussage», *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*, 44/2, 1958, p. 317–338
- Grosjean, Georges, «Catalogue cantonal bernois de cartes et plans», *Géodésie, mensurations et cartographie du canton de Berne*, 2^e partie, Berne, 1960
- Grosjean, Georges et Kinauer, Rudolf, *Kartenkunst und Kartentechnik vom Altertum bis zum Barock*, Berne, 1970
- Grosjean, Georges et Cavelti, Madlena, *500 Jahre Schweizer Landkarten*, Zurich, 1971
- Gruter, Edouard, *La naissance d'un grand vignoble: les seigneuries de Pizay et Tanay en Beaujolais aux 16^e et 17^e siècles*, Lyon, 1977
- Guichonnet, Paul, «Le cadastre savoyard de 1738 et son utilisation pour les recherches d'histoire économique et sociale», *Revue de géographie alpine*, 43, 1955, p. 255–298
- Guichonnet, Paul, «Les cadastres genevois du 18^e siècle et de la période française», *Genava*, 1963, p. 519–540
- Guide international d'histoire urbaine*, vol. 1, *Europe*, Philippe Wolff, éd., Paris, 1977
- G(uillaume), Dr. «Anciennes cartes topographiques du pays», *Musée neuchâtelois*, 1871, p. 72.
- Guisan, André, «Lausanne aux 16^e, 17^e et 18^e siècles», *Revue historique vaudoise*, 1924, p. 20–29, 40–49, 74–82, 97–102
- Gullotta, G., *Inventario delle piante e delle carte geografiche* (Inventaire analytique des Archives vaticanes), dactyl., 1955
- Gutton, Jean-Pierre, *La société et les pauvres. L'exemple de la généralité de Lyon, 1534–1789*, Paris, 1971 (Bibliothèque de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Lyon, 26)
- Gutton, Jean-Pierre, *L'Etat et la mendicité dans la première moitié du 18^e siècle. Auvergne, Beaujolais, Forez, Lyonnais, Saint-Etienne*, 1973 (Centre d'études foreziennes, thèses et mémoires, 5)

- Haeberli, Rudolf, *Carte écologique-physiographique des sols du canton de Vaud*, Lausanne, 1971 (Cahiers de l'aménagement régional, 12)
- Haeberli, Rudolf, *Carte du potentiel naturel des surfaces agricoles du canton de Vaud*, Lausanne, 1971 (Cahiers de l'aménagement régional, 13)
- Haggett, Peter, *L'analyse spatiale en géographie humaine*, Paris, 1973 (collection U, série Géographie)
- Hagin, Nicole, *Un agent de change vaudois à Paris de 1801 à 1825*. Vincent Perdonnet, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1973
- Hauser, Albert, «Der historische Bauerngarten», *Nos monuments d'art et d'histoire*, 27, 1976/4, p. 310–324
- Häusler, Fritz, *Das Emmental im Staate Bern bis 1798. Die altberrnische Landesverwaltung in den Ämtern Burgdorf, Trachselwald, Signau, Brandis und Sumiswald*, Berne, 1958–1968, 2 vol. (Schriften der Berner Burgerbibliothek)
- Head-König, Anne-Lise et Veyrassat-Herren, Béatrice, «La production agricole du Plateau suisse aux 17^e et 18^e siècles», *Revue suisse d'histoire*, 20, 1970/4, p.562–600.
- Hegg, Louis, *Etude sur le cadastre*, Lausanne, 1923
- Heubi, Philippe, *La grande dîme des grains dans le bailliage d'Yverdon. Aspects de l'administration bernoise*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1976
- Hill, Christopher, *1530–1780, reformation to industrial revolution*, Londres, 1967 (The Pelican economic history of Britain, 2)
- Hinrichs, Carl, *Friedrich-Wilhelm I, König in Preussen. Eine Biographie*, vol. 1, *Jugend und Aufstieg*, Darmstadt, 1968
- Histoire de la Bourgogne*, dir. par Jean Richard, Toulouse, 1978 (Univers de la France et des pays francophones. Histoire des provinces)
- Histoire de la Franche-Comté*, dir. par Roland Fiétier, Toulouse, 1977 (Univers de la France et des pays francophones. Histoire des provinces)
- Histoire économique et sociale de la France*, dir. par Fernand Braudel et Ernest Labrousse, Paris, 1970 ss, 5 vol. parus
- Histoire économique et sociale du monde*, dir. par Pierre Léon, Paris, 1977–1978, 6 vol.
- Histoire de la France rurale*, dir. par Georges Duby et Armand Wallon, Paris, 1975–1977, 4 vol.
- Histoire de Genève*, dir. par Paul Guichonnet, Toulouse/Lausanne, 1974 (Univers de la France et des pays francophones. Histoire des villes)
- Histoire de la Savoie*, dir. par Paul Guichonnet, Toulouse, 1974 (Univers de la France et des pays francophones. Histoire des provinces)
- Hobsbawm, Eric J., «Capitalisme et agriculture: les réformateurs écossais au 18^e siècle», *Annales ESC*, 33, 1978/3, p. 580–601
- Höhener, Hans-Peter, *Bevölkerungs- und Vermögensstruktur der Stadt Sankt-Gallen in 16. und 17. Jahrhundert. Auswertung der Steuerbücher*, Zurich, 1974
- Hoskins, W.-G., *The making of the English landscape*, Londres, 1955
- Hugger, Paul, *Le Jura vaudois. La vie à l'alpage*, Lausanne, 1975 (Visages sans frontières). Traduction abrégée de *Hirtenleben und Hirtenkultur im Waadtländer Jura*, Bâle, 1972 (Schriften der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde, 54)
- Im Hof, Ulrich, «Ancien Régime», *Handbuch der Schweizergeschichte*, 2, Zurich, 1977, p. 673–784
- Inventaires-sommaires des archives départementales antérieures à 1790*, Côte d'Or, séries «B, C, D, E, F, G, H, J», Dijon, 1873–1975.
- Irsigler, Franz, «La mercariale de Cologne (1531–1797): structure du marché et conjoncture des prix céréalières», *Annales ESC*, 33, 1978/1, p.93–114
- Jaccard, Robert, *L'industrie et le commerce du Pays de Vaud à la fin de l'Ancien Régime. Essai*, Lausanne, 1956
- Jaccard, Robert, «Industries lausannoises d'autrefois: les premières filatures de coton», *Revue historique vaudoise*, 1966, p. 113–132
- Jackson, Jeremy Charles, *The evolution of a municipal oligarchy: Lausanne, 1536–1798*, dactyl., Philadelphie, [1972]

- Jacquart, Jean, «Propriétés et exploitations rurales au sud de Paris dans la seconde moitié du 16^e siècle», *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1960, p. 10–16
- Jacquart, Jean, *Société et vie rurales dans le sud de la région parisienne. Du milieu du 16^e siècle au milieu du 17^e siècle*, Lille, 1973, 2 vol.
- Jäger, Helmut, *Die Entwicklung der Kulturlandschaft im Kreise Hofgeismar*, Göttingen, 1951 (Göttinger geographische Abhandlungen, 8)
- Jäger, Helmut, *Historische Geographie*, Braunschweig, 1973 (Das geographische Seminar)
- Jaun, René, «Vieux plans cadastraux de Neuchâtel au 18^e siècle», *Musée neuchâtelois*, 1927, p. 177–199
- Jemolo, Arturo Carlo, *La questione della proprietà ecclesiastica nel regno di Sardegna e nel regno d'Italia: 1848–1888*, Bologne, 1974 (Religione e società, 2)
- Jéquier, François, *Une entreprise horlogère du Val-de-Travers: Fleurier Watch Co S.A. De l'atelier du 19^e aux concentrations du 20^e siècle*, Neuchâtel, 1972 (Le passé présent. Etudes et documents d'histoire)
- Junod, Louis, «Gens de Sainte-Croix et gens de Bullet en 1550», *Revue historique vaudoise*, 1942, p. 41–48
- Junod, Louis, «L'agglomération lausannoise», *Histoire du Pays de Vaud, Lausanne*, Zurich, (1951), p. 13–35
- Junod, Louis, «Une évasion de prisonniers d'Etat au château d'Aarbourg en 1792», *Revue historique vaudoise*, 1952, p. 1–27
- Junod, Louis, «La bourgeoisie au Pays de Vaud», *Journal bourgeoisial*, 351, 1957, p. 2.
- Junod, Louis, «La taille de 1550 à Nyon», *Revue historique vaudoise*, 1958, p. 92–104
- Junod, Louis, «Essai sur la propriété foncière à Lavaux en 1550», *Mélanges Paul-Edmond Martin*, Genève, 1961, p. 255–270
- Kägi, Louis, *Uitikon. Aus der Vergangenheit eines Zürcher Dorfes*, Uitikon, 1975
- Kain, R. J. P., «Compiling an atlas of agriculture in England and Wales from the tithe surveys», *The geographical Journal*, 145/2, 1979, p. 225–241
- Kamber, Peter, *Die Hexenverfolgungen im Waadtland (1581–1620)*, mémoire de licence dactyl., Historisches Seminar der Universität Zürich (professeur H.C. Peyer), 1980
- Kambila, Jean-Pierre et Vinckenbosch, Catherine, *La propriété foncière à Premier au 19^e siècle*, mémoire dactyl., Faculté des Sciences sociales et politiques (abr. SSP), Université de Lausanne, 1977
- Kerridge, Eric, *The agricultural revolution*, New York, 1968
- Kohler, Pierre, «Sur la possibilité d'établir des manufactures à Lausanne, par Samuel de Constant», *Revue historique vaudoise*, 1932, p. 366–377
- Körner, Martin, «Monnaie, banque et finances publiques en Suisse au 16^e siècle», présentation d'une thèse dactyl., *Bulletin du Département d'histoire économique*, Genève, 1976–1977, p. 30–35
- Küpfer, Emile, *Morges dans le passé. La période bernoise*, Lausanne, 1944
- Lambert, Audrey M., *The making of the Dutch landscape. An historical geography of the Netherlands*, Londres, 1971 (Batsford historical geography series)
- Lasserre, André, *La classe ouvrière dans la société vaudoise: 1845 à 1914*, Lausanne, 1973 (Bibliothèque historique vaudoise, 48)
- Lasserre, André, «La construction du Grand-Pont à Lausanne, étape vers la révolution de 1845», *Revue historique vaudoise*, 1976, p. 139–162
- «Lausanne: deux siècles de devenir urbain», *Habitation*, 1–2 et 4, 1978
- Lavanchy, Charles, «Les débuts des transports publics à Lausanne», *Nouvelles pages d'histoire vaudoise*, Lausanne, 1967, p. 307–322 (Bibliothèque historique vaudoise, 40)
- Le Roy Ladurie, Emmanuel, *Les paysans de Languedoc*, Paris, 1966
- Le Roy Ladurie, Emmanuel, *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, 1967 (Nouvelle bibliothèque scientifique)
- Le Roy Ladurie, Emmanuel, «Dîmes et produit net agricole (15^e–18^e siècle)», *Annales ESC*, 24, 1969/3 (repris dans *Le territoire de l'historien*, Paris, 1973, p. 271–280)
- Le Roy Ladurie, Emmanuel et Couperie, Pierre, «Le mouvement des loyers parisiens de la fin du Moyen Age au 18^e siècle», *Annales ESC*, 25, 1970/4, p. 1002–1023

- Le Roy Ladurie, Emmanuel, «L'histoire immobile», *Annales ESC*, 29, 1974/3, p. 673-692
- Lorcin, Marie-Thérèse, «Un musée imaginaire de la ruse paysanne. La fraude des décimables du 14^e au 18^e siècle dans la région lyonnaise», *Etudes rurales*, 51, 1973, p. 112-124
- Lorcin, Marie-Thérèse, *Les campagnes de la région lyonnaise aux 14^e et 15^e siècles*, Lyon, 1974
- Mac Evedy, Colin et Jones, Richard, *Atlas of world population history*, Bungay, 1978
- Mariotte, Jean-Yves et Gabion, Robert, *Guide des archives de la Haute-Savoie*, Annecy, 1976
- Martin, Colin, *La réglementation bernoise des monnaies au Pays de Vaud, 1536-1623*, Lausanne, 1940 (Bibliothèque historique vaudoise, 1)
- Martin, Colin, «Du cours des monnaies françaises au Pays de Vaud (1530-1798)», *Mélanges Paul-Edmond Martin*, Genève, 1961, p. 239-253
- Martin, Colin, *Essai sur la politique monétaire de Berne: 1400-1798*, Lausanne, 1978 (Bibliothèque historique vaudoise, 60)
- Matzinger-Pfister, Regula, *Paarformel, Synonymik und zweisprachiges Wortpaar. Zur mehrgliedrigen Ausdrucksweise der mittelalterlichen Urkundensprache*, Zurich, 1972 (Rechtshistorische Arbeiten, 9)
- Mayhew, Alan, *Rural settlement and farming in Germany*, Londres, 1973 (Batsford historical geography series)
- Mayor, Henri, «Etudes sur les plans cadastraux de la commune de la Tour-de-Peilz, dressés en 1695, 1764, 1850 et 1926», *Revue historique vaudoise*, 1942, p. 237-244
- Menolfi, Ernest, *Sankt-Gallische Untertanen im Thurgau. Eine sozialgeschichtliche Untersuchung über die Herrschaft Bürglen (TG)*, Saint-Gall, 1980 (Sankt-Galler Kultur und Geschichte, 9)
- Merian, Matthaeus, M.Z. *Topographia Helvetiae, Rhaetiae, et Valesiae. Das ist Beschreibung und eygentliche Abbildung der vornehmsten Staette und Plaetze in der hochloeblichen Eydgenossenschaft, Graubuendten, Wallis und etlicher zugewandten Orthen*, Kassel/Bâle, éd. 1960 (Reproduction photomécanique de l'éd. de 1654)
- Messerli, Bruno; Messerli, Paul; Pfister, Christian et Zumbühl, Heinz T., «Fluctuations of climate and glaciers in the bernese Oberland, Switzerland, and their geocological significance, 1600 to 1975», *Arctic and alpine research*, 10/2, 1978, p. 247-260
- Messmer, Kurt et Hoppe, Peter, *Luzerner Patriziat: sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Studien zur Entstehung und Entwicklung im 16. und 17. Jht.*, Lucerne, 1976. Préface de Hans-Conrad Peyer (Luzerner historische Veröffentlichungen, 5)
- Meuvret, Jean, *Le problème des subsistances à l'époque Louis XIV*, vol. 1, *La production des céréales dans la France du 17^e et du 18^e siècle*, Paris/La Haye, 1977 (Civilisations et société, 50)
- Meyer, Jean, *La noblesse bretonne au 18^e siècle*, Paris, 1966
- Meylan, Henri, «Saint-François au cœur de la ville», *Revue historique vaudoise*, 1973, p. 35-48
- Michon, Francis, *La condition des gens mariés dans la famille vaudoise au 16^e siècle (1536-1618)*, Lausanne, 1960 (Bibliothèque historique vaudoise, 25)
- Millmann, R. N., *The making of the Scottish landscape*, Londres/Sidney, 1975 (Batsford historical geography series)
- Monbaron, Patrick, *Le bailliage de Lausanne au 18^e siècle et, plus particulièrement, les dîmes de LL.EE. de Berne «à cause de leur château de Lausanne», d'après les comptes baillivaux*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1980.
- (Monod, Henri), *Mémoires du landamman Monod pour servir à l'histoire de la Suisse en 1815*, publ. par Jean-Charles Biaudet et Marie-Claude Jéquier, Berne, 1975 (Quellen zur Schweizer Geschichte, Neue Folge, III. Abteilung, Briefe und Denkwürdigkeiten, IX/1-3)
- Montandon, Cléopâtre, *Le développement de la science à Genève aux 18^e et 19^e siècles: le cas d'une communauté scientifique*, Vevey, 1975 (Sociologie en Suisse, 5)
- Montandon, Léon, «La rénovation des reconnaissances des Montagnes du Valangin en

- 1660», *Musée neuchâtelois*, 1939, p. 66–75 et 95–104
- Monter, William E., «Swiss investment in England, 1697–1720», *Revue internationale d'histoire de la banque*, 1969/2, p. 285–298
- Monter, William E., *Witchcraft in France and Switzerland. The Borderlands during the Reformation*, Ithaca–London, 1976
- Morard, Nicolas, «Les premières enclosures dans le canton de Fribourg à la fin du Moyen Age et les progrès de l'individualisme agraire», *Revue suisse d'histoire*, 21, 1971/3, p. 249–281
- Morard, Nicolas, «Les chartes de la châtellenie de Rue au 14^e siècle», *Annales fribourgeoises*, 1971–1972, p. 5–112
- Morax, André, *La politique du pain*, Lausanne, 1922
- Morice, Eugène et Chartier, Fernand, *Méthode statistique*, Paris, 1954
- Morren, Pierre, *La vie lausannoise au 18^e siècle. D'après Jean-Henri Polier de Vernand, lieutenant baillival*, Genève, (1970)
- Mosselmans, Jean, «Introduction», *Les géomètres-arpenteurs du 16^e au 18^e siècle dans nos provinces*, Bruxelles, 1976, p. VII–LIX
- Mottaz, Eugène, «Une manufacture de soie à Yverdon au 17^e siècle», *Revue historique vaudoise*, 1901, p. 145–156
- Mottaz, Eugène, *Les Bourla-Papey et la révolution vaudoise*, Lausanne, 1903
- Mottaz, Eugène, «Au marché d'Yverdon en 1698», *Revue historique vaudoise*, 1906, p. 48–54
- Mousnier, Roland, *Recherches sur la stratification sociale à Paris aux 17^e et 18^e siècles. L'échantillon de 1634, 1635, 1636*, Paris, 1976 (Publications de la Sorbonne. N.S. Recherches, 22) (Travaux du Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne, 18)
- Muyden, Berthold van, *Pages d'histoire lausannoise. Bourgeois et habitants*, Lausanne, 1911
- Nicod, Vincent, *Aspects de la grande dîme en grains de LL.EE. de Berne et de Fribourg dans le bailliage commun d'Orbe-Echallens au 18^e siècle*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1979
- Nicolas-Obadia, Georges, «Contribution à l'étude de la formation des prix agricoles à la production, dans le canton de Vaud (1886–1920)», *Revue historique vaudoise*, 1969, p. 173–204
- Nicolas-Obadia, Georges, «La carte statistique agricole: son commentaire et son utilisation dans les études régionales agraires», *Etudes rurales*, 43–44, 1971, p. 7–77
- Nicolas-Obadia, Georges, «L'ancienne économie agraire», *Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud*, vol. 3, Lausanne, 1972, p. 4–11
- Nicolas-Obadia, Georges, *Atlas statistique agricole vaudois (1806 à 1965)*, Lausanne, 1974 (Cahiers de l'aménagement régional, 16)
- Nicolas-Obadia, Georges, *L'axiomatisation de la géographie: 1. L'axiome chorologique. Préliminaires à une histoire de l'espace agricole vaudois*, à paraître au Service de reproduction des thèses de Lille (cité: à paraître 1)
- Nicolas-Obadia, Georges, *Motifs à géographier*, à paraître (cité: à paraître 2)
- Nicolas, Jean, *La Savoie au 18^e siècle: noblesse et bourgeoisie*, Paris, 1978, 2 vol.
- Nicollier, Eddy, *L'évolution de la propriété foncière à Oleyres-sur-Avenches de 1818 à nos jours*, mémoire dactyl., Faculté des SSP, Université de Lausanne, 1977
- Olivier, Eugène, *Médecine et santé dans le Pays de Vaud au 18^e siècle, 1675–1798*, Lausanne, 1939, 2 vol. (Bibliothèque historique vaudoise, 31–32)
- Olivier, Eugène, *Médecine et santé dans le Pays de Vaud des origines à la fin du 17^e siècle*, Lausanne, 1961, 2 vol. (Bibliothèque historique vaudoise, 29–30)
- I paesaggi rurali europei*, Perugia, 1975 (Atti del convegno internazionale indetto a Perugia dal 7 al 12 maggio 1973 dalla Conférence permanente pour l'étude du paysage rural)
- Pareto, Vilfredo, *Ecrits sur la courbe de la répartition de la richesse*, réunis et présentés par Giovanni Busino, Genève, 1965 (Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques, 36)
- Pascal, Arturo, «Spie savoiarde in terra bernese (1688)», *Revue d'histoire suisse*, 1948/4, p. 479–496

- Pelet, Paul-Louis, *Le canal d'Entreraches. Histoire d'une idée*, Lausanne, 1952 (Bibliothèque historique vaudoise, 11)
- Pelet, Paul-Louis, «La Feuille d'Avis miroir de l'économie vaudoise, 1762–1850», *Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoise. La Feuille d'Avis de Lausanne 1762–1962*, Lausanne, 1962, p. 99–226 (Bibliothèque historique vaudoise, 33)
- Pelet, Paul-Louis, avec la collaboration de Barbara de Carvalho et Pierre Decollogny, *Fer, charbon, acier dans le Pays de Vaud*, vol. 1, *Les sources archéologiques*, Lausanne, 1973 (Bibliothèque historique vaudoise, 49)
- Pelet, Paul-Louis, avec la collaboration des chercheurs du Centre de recherches d'histoire économique et sociale de l'Université de Lausanne, *Fer, charbon, acier dans le Pays de Vaud*, vol. 2, *La lente victoire du haut-fourneau*, Lausanne, 1978 (Bibliothèque historique vaudoise, 59)
- Pelet, Paul-Louis, «Moulins «prévtruviens» en Valais. Note préliminaire», à paraître (cité : «Moulins...», à paraître)
- Pelet, Paul-Louis, *Fer, charbon, acier dans le Pays de Vaud*, vol. 3, *De la mine à la montre*, à paraître (cité : à paraître)
- (Pellis, Jules, alias Conod, Edouard Pellis, alias Conod et Alphonse de Mandrot), *Répertoire des familles vaudoises qualifiées, de l'an 1000 à l'an 1800*, Lausanne, 1883
- Peltre, Jean, *Recherches métrologiques sur les finages lorrains*, Paris, 1975, 2 vol.
- Perrenoud, Alfred, *La population de Genève du seizième au début du dix-neuvième siècle*, vol. 1, *Structures et mouvements*, Genève, 1979 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 47)
- Perrier, Vincent et Tissot, Laurent, *La propriété foncière à Ballaigues en 1818–1819*, mémoire dactyl., Faculté des SSP, Université de Lausanne, 1977
- Perrot, Jean-Claude, *Genève d'une ville moderne : Caen au 18^e siècle*, Lille, 1974, 2 vol. (Civilisations et sociétés, 44)
- Peyer, Hans-Conrad, «Wollgewerbe, Viehzucht, Solddienst und Bevölkerungsentwicklung in Stadt und Landschaft Freiburg i. Ue. vom 14. bis 16. Jhdt.», *Agrarisches Nebengewerbe und Formen der Reagrarisierung im Spätmittelalter und im 19./20. Jahrhundert*, Stuttgart, 1975, p. 79–95 (Forschungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 21)
- Peyer, Hans-Conrad, *Verfassungsgeschichte der alten Schweiz*, Zurich, 1978
- Pfister, Christian, *Agrarkonjunktur und Witterungsverlauf im westlichen Schweizer Mittelland zur Zeit der Ökonomischen Patrioten 1755–1797. Ein Beitrag zur Umwelt- und Wirtschaftsgeschichte des 18. Jahrhunderts*, Liebfeld/Berne, 1975
- Pfister, Christian, «Recherche historique et recherche paléo-écologique. Les dimensions de deux études interdisciplinaires en Suisse occidentale», *Bulletin du Département d'histoire économique*, Genève, 1975–1976, p. 34–42
- Pfister, Christian, «Getreide-Erntebeginn und Frühsommertemperaturen im schweizerischen Mittelland seit dem 17. Jahrhundert», *Geographica Helvetica*, 1979/1, p. 23–35
- Pictet, Robert, *Etude de quelques aspects de propriété foncière, dans une commune rurale, sous l'Ancien Régime : Belmont-sur-Lutry : 1690–1798*, mémoire de licence dactyl., Faculté des Lettres, Université de Lausanne, 1973
- Pierrehumert, William, *Dictionnaire historique du parler neuchâtelois et suisse romand*, Neuchâtel, éd. 1976 (Publications de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, nouvelle série, 2)
- Piganiol, André, *Les documents cadastraux de la colonie romaine d'Orange*, Paris, 1962 (Supplément à Gallia, 16)
- Piguet, Auguste, *La commune du Chenit de 1646 à 1701*, Le Sentier, 1952
- Piguet, Emile, «Les dénombrements généraux des réfugiés huguenots au Pays de Vaud et à Berne à la fin du 17^e siècle», *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 85, 87, 88, 1934–1942.
- Piuz, Anne-Marie, *Affaires et politique. Recherches sur le commerce de Genève au 17^e siècle*, Genève, 1964 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 42)
- Piuz, Anne-Marie, «La disette de 1693–1694 à Genève et ses conséquences démographi-

- ques», *Mélanges publiés par la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève*, Genève, 1965, p. 175–185
- Piuz, Anne-Marie, «Alimentation populaire et sous-alimentation au 17^e siècle. Le cas de Genève», *Revue suisse d'histoire*, 18, 1968/1, p. 23–46
- Piuz, Anne-Marie, «Genève à la fin du 17^e siècle. Un groupe de pression», *Annales ESC*, 25, 1970/2, p. 452–462
- Piuz, Anne-Marie, «La signification économique des dépenses de charité au 18^e siècle. L'exemple de Genève», *Bulletin du Département d'histoire économique*, Genève, 1973–1974, p. 26–28
- Piuz, Anne-Marie, «Climat, récoltes et vie des hommes à Genève, 16^e–18^e siècles», *Annales ESC*, 29, 1974/3, p. 599–618
- Piuz, Anne-Marie, «Le marché du bétail et la consommation de la viande à Genève au 18^e siècle», *Revue suisse d'histoire*, 25, 1975/1–2, p. 37–70
- Piuz, Anne-Marie, «Les relations économiques entre les villes et les campagnes dans les sociétés préindustrielles», *Villes et campagnes, 15^e–20^e siècle*, Lyon, 1977, p. 1–53 (Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, 9)
- Plainer, Radomir, «Extensive Eisenverhüttungsgebiete im Freien Germanien», *Symposium Ausklang der Latène-Zivilisation und Anfänge der germanischen Besiedlung im mittleren Donaugebiet*, Bratislava, 1976, p. 297–305.
- Poitrineau, Abel, *La vie rurale en Basse-Auvergne au 18^e siècle (1726–1789)*, Aurillac, 1965, 2 vol.
- Polla, Louis, *Lausanne 1860–1910. Maisons et quartiers d'autrefois*, Lausanne, 2^e éd., 1970
- Polla, Louis, *Lausanne 1860–1910. Vie quotidienne*, Lausanne, 3^e éd., 1975
- Porisini, Giorgio, *La proprietà terriera nel comune di Ravenna dalla metà del secolo 16 ai giorni nostri*, Milan, 1963 (Fonti, ricerche, testi, 1)
- Portmann, Urs, «Elektronische Datenverarbeitung und mittelalterliche Urbare», *Revue suisse d'histoire*, 29, 1979/3–4, p. 642–645
- Poudret, Jean-François, *La succession testamentaire dans le Pays de Vaud à l'époque savoyarde (13^e–16^e siècle)*, Lausanne, 1955 (Bibliothèque historique vaudoise, 18)
- Poudret, Jean-François, «L'heureuse destinée des notaires vaudois au Moyen Age», *Revue historique vaudoise*, 1956/1, p. 1–25
- Poudret, Jean-François, *La Maison de Savoie évincée de Lausanne par Messieurs de Berne*, Lausanne, 1962 (Cahiers de la Renaissance vaudoise, 42)
- Poudret, Jean-François, «La condition des sujets de Romainmôtier à la fin du Moyen Age», *Mélanges Marcel Bridel*, (Lausanne), 1968, p. 443–459
- Pounds, Norman John Greville, *An historical geography of Europe, 450 B.C.–A.D. 1330*, Cambridge, 1973
- I prezzi in Europa dal 13 secolo a oggi*, Turin, 1967
- Quaini, Massimo, *Per la storia del paesaggio agrario in Liguria. Note di geografia storica sulle strutture agrarie della Liguria medievale e moderna*, Savone, 1973
- Radeff, Anne, «Aspects de l'exploitation laitière à Genève et au Pays de Vaud au 17^e siècle», *Revue historique vaudoise*, 1974, p. 65–76
- Radeff, Anne, «Propriété foncière et pouvoir à Lausanne au 17^e siècle», *Villes et campagnes, 15^e–20^e siècle*, Lyon, 1977, p. 91–103 (Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, 9) (cité 1977 a)
- Radeff, Anne, «Naissance d'une communauté agro-industrielle du Jura suisse: Vallorbe, 1397–1614», *Etudes rurales*, 68, 1977, p. 107–140 (cité 1977 b)
- Radeff, Anne, *Les erreurs des géomètres lausannois au fil des siècles: onze grands domaines de 1670 à 1809*, dactyl., (Lausanne, 1977) (cité 1977 c)
- Radeff, Anne, «Le prix des céréales à Lausanne de 1550 à 1720», *Revue historique vaudoise*, 1978, p. 11–20
- Rapp, Georges, *La seigneurie de Prangins du 13^e siècle à la chute de l'Ancien Régime. Etude d'histoire économique et sociale*, Lausanne, 1942 (Bibliothèque historique vaudoise, 4)
- Rappard, William-Emmanuel, *Le facteur économique dans l'avènement de la démocratie moderne en Suisse*, vol. 1, *L'agriculture à la fin de l'Ancien Régime*, Genève, 1912 (Rebeur, Jean-Philippe), «Aufzeichnungen von Johann-Philipp von Rebeur über seine Tätig-

- keit als Informator Friedrich-Wilhelms». Heinrich Borkowski, éd., *Hohenzollern Jahrbuch*, 1904, p. 214–230
- Die *Rechtsquellen des Kantons Bern*, 1. Teil, *Stadtrechte*, vol. IX/1–2, *Das Stadtrecht von Bern, Gebiet, Haushalt, Regalien*, Hermann Rennefahrt et Emil Welti, éd., Aarau, 1967, 2 vol. (Sammlung schweizerischer Rechtsquellen, 2. Abteilung, Teil 1)
- Recordon, Edouard, *Etudes historiques sur le passé de Vevey*, Vevey, 1944, 3 vol.
- Recueil de chartes, statuts et documents concernant l'ancien évêché de Lausanne*, Frédéric de Gingins La Sarra et François Forel, éd., Lausanne, 1846 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 1^{re} série, 7)
- Recueil de généalogies vaudoises* publié par la Société vaudoise de généalogie, Lausanne, 1923–1950, 3 t. en 4 vol.
- Rey, Françoise et Bühlmann, Nicole, *La propriété foncière au 19^e siècle: Vaultion*, mémoire dactyl., Faculté des SSP, Université de Lausanne, 1976
- Reymond, Maxime, *Les hôtels de ville de Lausanne*, Lausanne, 1911 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 2^e série, 9, p. 231–353)
- Reymond, Maxime, «Deux anciens plans lausannois», *Revue historique vaudoise*, 1921, p. 300–304
- Reymond, Maxime, «La famille du major Davel», *Revue historique vaudoise*, 1923, p. 161–171
- Reymond, Maxime, *Histoire de la Suisse des origines jusqu'à aujourd'hui, ses gloires, sa civilisation*, vol. 2, Lausanne, 1932
- Reymond, Maxime, *Le vignoble vaudois à travers les siècles*, Lausanne, 1933
- Reymond, Maxime et Laeser, Henri, *Les vignobles de la ville de Lausanne*, Lausanne, (1935)
- Reymond, Maxime, «Le développement de l'organisation municipale à Lausanne», *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, 1937–1938, p. 1–69
- Reymond, Maxime, «Le Grand Hôpital», *Feuille d'Avis de Lausanne*, 1938, 4, 11 et 25 juin, 2, 9, 16, 23 et 30 juillet.
- Reymond, Maxime, «A travers les siècles», *Lausanne*, Lausanne, 1940, p. 23–56
- Reymondin, le citoyen, *L'art du vigneron. Pour servir de direction aux propriétaires de vignes*, Lausanne, 1798
- Richards, Marina et Zamora, Sylvia, *La propriété foncière à Vallorbe au début du 19^e siècle*, mémoire dactyl., Faculté des SSP, Université de Lausanne, 1976
- Robert, Abraham et La Tour, Benoît de, *Description de la frontière des Montagnes du Valangin*, éd. par Arthur Piaget et Louis Thévenaz, Neuchâtel, 1907
- Romano, Ruggiero, «La storia economica. Dal secolo 14 al Settecento», *Storia d'Italia*, 2/2, Turin, 1974, p. 1813–1934
- Rotelli, Claudio, *La distribuzione della proprietà terriera e delle culture ad Imola nel 17 et 18 secolo*, Milan, 1968 (Fonti, ricerche, testi, 3)
- Roupnel, Gaston, *La ville et la campagne au 17^e siècle: étude sur les populations du pays dijonnais*, Paris, 1955 (Bibliothèque générale de l'Ecole pratique des hautes études, VI^e section)
- Rück, Peter, «Un récit de la captivité du Chapitre de Lausanne en février 1537», *Revue historique vaudoise*, 1970, p. 43–61
- Rück, Peter, Cartes et graphes sur des contributions levées à Genève et Lausanne en 1377, dactyl. (Lausanne, 1977)
- Saint-Jacob, Pierre de, *Les paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'Ancien Régime*, Paris, 1960 (Publication de l'Université de Dijon, 21)
- Santschi, Catherine, «La chronique lausannoise de Jean Vullyamoz. Edition critique», *Revue historique vaudoise*, 1970, p. 15–42
- Santschi, Catherine, *Guide des archives d'Etat de Genève*, Genève, 1973
- Santschi, Catherine, *Les évêques de Lausanne et leurs historiens des origines au 18^e siècle. Erudition et société*, Lausanne, 1975 (Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, 3^e série, 11)
- Saugy, Catherine, «La vie académique des étudiants lausannois au 18^e siècle», *Revue historique vaudoise*, 1966, p. 161–223

- Schmidt, Maurice, *La réformation des notaires dans le Pays de Vaud (1718–1723)*, Lausanne, 1957 (Bibliothèque historique vaudoise, 19)
- Schneider, Hedwig, *Die bernische Industrie- und Handelspolitik im 17. und 18. Jahrhundert*, Zurich, 1937 (Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft, 18/3)
- Schürmann, Markus, *Bevölkerung, Wirtschaft und Gesellschaft in Appenzell Innerrhoden im 18. und frühen 19. Jahrhundert*, Appenzell, 1974 (Innerrhoder Geschichtsfreund, 74)
- Sentou, Jean, *Fortunes et groupes sociaux à Toulouse sous la Révolution (1789–1799). Essai d'histoire statistique*, Toulouse, 1969
- Sereni, Emilio, *Storia del paesaggio agrario italiano*, Rome/Bari, éd. 1976 (1^{re} éd.: 1961)
- Serres, Olivier de, *Le théâtre d'agriculture et mesnage des champs*, Paris, 1617
- Sevrin, Robert et Desreumaux, Roger, «Les cartes et plans terriers conservés aux archives capitulaires de Tournai. Leur intérêt géographique», *Annales de la société royale d'histoire et d'archéologie de Tournai*, XXV, 1977, p. 9–75
- Sigg, Otto, «Bevölkerungs-, Agrar- und Sozialgeschichtliche Probleme des 16. Jahrhunderts am Beispiel der Zürcher Landschaft», *Revue suisse d'histoire*, 24, 1974/1, p. 1–25
- Skarimbos, Démosthène, *L'industrie lausannoise au 19^e siècle*, dactyl. (Lausanne, vers 1972)
- Slicher van Bath, B. H., *The agrarian history of western Europe*, Londres, 1966. Edition utilisée: 1963.
- Les sources du droit du canton de Vaud, Moyen Age (10^e–16^e siècle)*, B. Droits seigneuriaux et franchises municipales, vol. 1, Lausanne et les terres épiscopales, Danielle Anex-Cabanis et Jean-François Poudret, éd., Aarau, 1977 (Les sources du droit suisse, 19^e partie, B)
- Les sources du droit du canton de Vaud*, volume en préparation sur l'époque de l'occupation bernoise, par Jean-François Poudret et Regula Matzinger-Pfister, à paraître
- Spörhase, Rolf, *Bern, Karten zur Entwicklung der Stadt. Das Werden des Stadtgrundrisses im Landschaftsraum*, Berne, 1971
- Statistiques lausannoises 1977*, Lausanne, 1978
- Stelling-Michaud, Sven, «Un amour vaudois de Johann Reinhold Patkul, patriote et martyr livonien», *Revue historique vaudoise*, 1978, p. 21–38
- Storia d'Italia*, Turin, 1972–1976, 6 t. en 10 vol.
- Strittmatter, Robert, *Die Stadt Basel während des Dreissigjährigen Krieges: Politik, Wirtschaft, Finanzen*, Berne, 1977
- Studi sulla proprietà fondiaria nei secoli 18 e 19*, Rome, 1963
- Sylvester, Dorothy, *The rural landscape of the Welsh borderland. A study in historical geography*, Londres, 1969
- Thévenaz, Louis, «Carte de la châtellenie de Boudry en 1630», *Musée neuchâtelois*, 1933, p. 113–119
- Thévenaz, Louis, «Les études historiques en pays neuchâtelois (esquisse historiographique)», *Musée neuchâtelois*, 1939, p. 178–191
- Tillier, Anton von, *Geschichte des eidgenössischen Freistaates Bern von seinem Ursprunge bis zu seinem Untergange im Jahre 1798*, vol. IV, *Das siebenzehnte Jahrhundert*, Berne, 1838
- Tooley, Ronald Vere, *Maps and map-makers*, Londres, 1949
- Toubert, Pierre, *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du 9^e à la fin du 12^e siècle*, Rome, 1973 (Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome, 221)
- Vaini, Mario, *La distribuzione della proprietà terriera e la società mantovana dal 1785 al 1845*, vol. 1, *Il catasto teresiano e la società mantovana nell'età delle riforme*, Milan, 1973 (Fonti, ricerche, testi, 12) (Ricerche sulla distribuzione della proprietà, 5)
- Vallièr, P. de, *Honneur et fidélité. Histoire des Suisses au service étranger*, Neuchâtel, 1913
- Vaucher, Gustave, «Portrait de Céligny au 16^e siècle», *Genava*, 1963, p. 489–495
- Verdeil, Auguste, *Histoire du canton de Vaud*, Lausanne, 1854, 2 vol.
- Vernez, Marlyse, *Les salines vaudoises aux 16^e et 17^e siècles*, thèse en préparation
- Vevey, Hubert de, *Histoire généalogique de la famille von der Weid de Fribourg (branche de*

- Römerswil), dactyl., déposé aux Archives d'Etat de Fribourg, 1963
- Vilar, Pierre, *Or et monnaie dans l'histoire, 1450-1920*, Paris, 1974 (Science)
- Viticulture, par Jean-Louis Simon, Jean Schwarzenbach (et al.), Lausanne/Paris, 1977
- Vivanti, Corrado, *Le campagne del Montavano nell'età delle riforme*, Milan, 1959
- Vuillermet, Charles, *Le vieux Lausanne*, Lausanne, 2^e éd., 1968 (Les cahiers du passé)
- Vuillermet, Charles, éd., *Plan de la ville de Rolle en 1693*, s.l., (1916)
- Wagnon: cf. Les Sources, ACV, Aa 37
- Wastiel, Danielle, thèse en préparation sur la démographie lausannoise à la fin du Moyen Age
- Wicki, Hans, *Bevölkerung und Wirtschaft des Kantons Luzern im 18. Jahrhundert*, Lucerne/Munich, 1979 (Luzerner historische Veröffentlichungen, 9)
- Wolff, A. de, «Plans visuels inédits de Sion (16^e-19^e siècles)», *Vallesia*, 1969, p. 133-152
- Zangheri, Renato, *La proprietà terriera e le origini del Risorgimento nel Bolognese*, vol. 1, 1789-1804, Bologne, 1961
- Zangheri, Renato, «I catasti», *Storia d'Italia*, vol. 5/1, Turin, 1973, p. 759-806
- Zesiger, Alfred, «L'organisation militaire aux 17^e et 18^e siècles et les guerres civiles», *Histoire militaire de la Suisse*, 7, Berne, 1918, p. 6-62

INDEX

des noms de lieux et des noms de familles cités dans le texte. Les noms de lieux sont en italiques.

N'apparaissent pas dans cet index :

1. Les noms *Lausanne*, *Berne*, *Vaud* et Rebeur, Pierre, trop fréquemment cités.

2. Les noms inscrits dans les sources citées, et les auteurs cités dans les références.

3. Les noms qui apparaissent dans les tableaux, les figures et les cartes. Ceux-ci contiennent environ 900 noms (env. 450 noms de familles et env. 450 noms de lieux). Reporter toutes ces références dans l'index aurait encore augmenté les frais d'impression de cet ouvrage, déjà considérables. De plus, ces noms auraient démesurément grossi l'index. Enfin, les tableaux, figures et cartes ont été conçus dans le but de concentrer une information non chiffrée afin de favoriser la compréhension de problèmes généraux. Les tableaux 1 p. 31, 4 p. 66, 6 p. 84, 23 p. 182, 24 p. 188, 26 p. 208, 27 p. 209 et 32 et 33 p. 223 sont particulièrement riches en noms de personnes. Pour les noms de lieux, voir surtout les tableaux 4 p. 66, 17 p. 176, 25 p. 205, 31 p. 222, 39 p. 241 et les cartes.

Les numéros renvoient aux pages. L'abréviation n. aux notes.

Aar, 104

Aarberg (Berne), 107

Aarbourg (Argovie), 46, 47, 48, 248

Abel, Wilhelm, 19, 152

Aigle, 64, 77; n. 3.14

Ale, faubourg et rue, 102, 144, 220, 227; n. 8.11

Allemagne, 57, 113, 220, 249; n. 6.32.

Voir aussi: *Empire*

Alsace, 106; n. 4.49, 4.76

Amburnex, n. 3.18

Amérique, 232

Ammann, Hektor, 17

Amy, famille, 226

Anex, Danielle, 108

Angleterre, 59, 71, 72, 117; n. 3.12, 3.25, 5.8, 6.85

Angrogne, val, 147

Apothélos, Jean-Bernard, n. 6.18

Appenzell, n. 6.56, 6.87

Apples, 70

Argovie, 111

Aubonne, 102, 152

Avenches, 71

Baden (Argovie), 47

Bâle, 113, 117, 251

Ballaigues, golf de (Lausanne), 200

Baltique, 88

Barbaz, veuve de Pierre, n. 2.39

Barillier, Frédéric, n. 2.179

Barre, faubourg et rue, 121, 149, 172, 220, 227, 230

Bas-Valais, 59, 73. Voir aussi *Valais*

Baud, famille, n. 7.51

Baylon, Abram et Matthieu, 110

Beaulieu, 169, 174

Bedeaux, Abraham, 49, 51

Begnins, 102

Bellevaux, 150, 169, 186, 187

Belmont-sur-Lausanne, 72, 105, 177; n. 4.71, 6.8

Belmont-sur-Yverdon, n. 3.18

Bergier, familles, 185; n. 6.58

Bergier, Etienne, 186

Bergier, Jean-François, n. 6.82, 9.16

Bergières, 147, 150, 169

Berlin, 48, 51

Berney, Abram, 131, 132, 133, 197; n. 5.10

Bertin, Jacques, 19, 141; n. 4.14

Béthusy, 43, 44, 45, 145, 147, 169, 174, 179, 188, 250; n. 6.76

- Bettens*, 118; n. 4.131
Bex, 72, 108
Binz, Louis, n. 3.1
Blanc, familles, n. 7.44, 7.51
Blécherette, 146, 147, 173, 224
Bloch, Marc, 168
Blonay, n. 3.5
Bodan, 57
Bois-d'Archens, 195
Bois-de-Benenté, 201
Bois-de-l'Evêque, 196
Bois-des-Censières, 195, 201; n. 7.29
Bois-de-Vaux, 169
Boiseau, probablement Samuel, 109; n. 4.98
Bolliet, David, 186, 224; n. 6.84, 9.32
Bondeli, Samuel, n. 2.91
Bonstetten, Albrecht von, 57
Borde, 186, 187
Borjoz, famille, 226
Bossard, Maurice, n. 8.1, 8.14
Bottens, 243
Bouchet, Josué, 188
Bourdonnette, 147, 148, 169, 174
Bourg, quartier et rue, 102, 144, 147, 219, 226; n. 4.137, 8.33. Voir aussi *Derrière-Bourg*
Bourgogne, 25, 72, 100, 106, 112; n. 4.76
Bourgeois, famille, 185
Bourgeois, Benjamin, 122
Bourgeois, Jean-François, 122
Bourrignon (Jura), n. 8.44
Brandebourg, 48, 50, 51, 76; n. 2.167, 4.120
Braun, Rudolf, n. 1.24
Bressonne, rivière et prés, 198, 201, 202, 206
Bretiège (Berne), n. 3.14
Broty, Monsieur de, 232
Broye, 61, 70, 243
Buchilles, 199, 201, 224
Bulet, Nicolas, 38
Bümpliz (Berne), n. 3.14
Burtigny, n. 3.18
Bussigny (Ecublens), 105
Buttet, David, 217, 228, 230; n. 8.3, 8.16, 8.36
Buttex, Isaac, 36, 56, 72; n. 2.22, 2.63
Buttex, Noémy, 186
Cabanis-Anex, voir *Anex*
Cabolles, 201
Caracciolo, Alberto, 19
Carillière, bois, 201
Carran, Antoine, n. 2.27, 2.31
Carran, Suzanne, 30, 32; n. 2.32
Casanova, Maurice, n. 4.138, 8.42
Céligny (Genève), 56, 61
Censières, voir *Bois-des-Censières*
Cévennes (France), 72
Chablais, 57, 64, 70, 72, 102, 243; n. 4.52
Châble (Lausanne), 160, 164, 188
Chablière, 174
Chailly, 147, 150, 151, 169, 172, 173, 177, 179, 186, 187, 210, 220, 226, 230, 255; n. 8.14, 9.20
Chalet-à-Gobet, 197, 198, 200, 201, 202, 205, 207, 249; n. 7.14, 7.17
Chalet-à-Secretan, n. 7.44
Chalet-aux-Bœufs, 195, 199, 201
Chalet-aux-Enfants, 201
Chalet-Boverat, 178, 201
Chamot, Jacques, 226
Chandelar, bois, 200
Chandelar, rivière, 127, 195, 197, 206
Chandieu, Daniel de, 152
Chapelle, bois, 201; n. 7.29
Chapelle-Vaudanne, 191; n. 6.89
Chappuis, ffeu Elie, 183
Chappuis, Humbert et Abraham, f. Pierre, 187
Charbon, famille, 226
«Charbonneyre a Benoit», 199
Charmoille (Jura), n. 8.44
Charrière de Sévery, famille, 177
Châtelard (Montreux), 77
Châtelain, commissaire, 46; n. 2.145
Chauc, Nicolas, 188
Chaucrau, rue, 219, 230
Chauderon, 178
Chaunu, Pierre, 251
Chavannes (Ecublens), 42, 118, 119, 147, 148, 172; n. 4.131
Chavornay, n. 3.18
Chenaux-de-Bourg, rue, 219, 230
Chêne, faubourg, 220, 227. Voir aussi *Grand-Chêne*
Chessel, 77

- Chevallaz, Georges-André, 82, 88, 90, 166, 172; n. 4.13, 6.19
- Chevalley, Jean-François et Jean-Jacques, 186
- Chevressy* (com. de Pomy), n. 9.15
- Chexbres*, n. 3.18
- Cheyres* (Fribourg), 185
- Chillon*, 242
- Chissiez*, 144, 169
- Cité*, quartier, 102, 146, 147, 150, 188, 219, 220, 227; n. 4.137
- Cité-Dessous*, 229
- Clavalleires* (Berne), n. 3.3, 3.14
- Clerc, famille, 226
- Clochatte*, 75, 195
- Clout, Hugh, 19
- Coendoz, Jeanne, 160
- Cojonnai, Nicod de, 206
- Collinet, Pierre, 122
- Collombey* (Valais), 72
- Collonges*, 144, 160, 169
- Confédération*, 55, 117
- Contigny*, 105, 144; n. 4.136
- Cor*, voir *Cour*
- Cormondrèche* (Neuchâtel), 49
- Cornol* (Jura), n. 3.14
- Corsier-sur-Lutry*, 185
- Corsier-sur-Vevey*, 102
- Cossien, Alexandre-Louis, 36
- Cossonay*, 102, 144, 146, 220, 242, 243
- Côte*, *La*, 70, 102, 106, 148, 243; n. 4.52, 4.53
- Cour*, 32, 48, 102, 146, 147, 150, 151, 188, 210, 220, 226, 230, 232, 255; n. 8.11
- Courvoisier, Jean, n. 2.175, 2.179, 3.1
- Crespin, Vullé, 121
- Crestaud, Pierre, 109; n. 4.98
- Crestin, Jehan, 181
- Crissier*, 105, 185
- Croisettes*, 119, 188, 195, 197, 199, 202
- Croix-Blanche*, 198
- Croix-Rouge*, 147; n. 4.136
- Croix-d'Ouchy*, 144
- Crousaz, Abraham de, 40, 42, 57, 185, 200, 201, 203, 217; n. 2.3, 2.97, 3.6, 3.45, 7.39, 8.3
- Cugy*, 118, 119, 200; n. 4.131
- Cully*, 107, 119; n. 4.85, 4.88
- Dachselhofer, Niklaus, 38, 117
- Dagmersellen* (Lucerne), n. 9.24
- Daillenche*, 177
- Dainville, François de, 55
- Dal Pane, Luigi, 19
- Darby, Henry Clifford, 20
- Dardagny* (Genève), 61; n. 8.44
- Dauphiné* (France), 248
- Da Vanzo, noble, 57
- Davel, Jean-Daniel-Abraham, 37
- Décombaz, Jean-Louis, n. 3.39
- Deharsu, Jacques, 61, 70, 72; n. 2.120, 3.33
- Delharpe, commissaire, 43
- Denens*, 64, 72, 181
- Denges*, 28, 64, 72
- Depoisier, Michel, n. 3.1, 9.2
- Derrière-Bourg*, 230
- Deruvynes, voir Desruines
- Désert*, 205. Voir aussi: *Vieille-Maladière*
- Desreumaux, Roger, n. 3.37, 3.41
- Desruines, Deruvynes, Des Ruvynes, famille, 185
- Desruines, Deruvynes, Des Ruvynes, David 1, fils de Pierre, n. 6.82
- Desruines, Deruvynes, Des Ruvynes, David 2 (= David 1?), notaire et justicier, 37
- Desruines, Deruvynes, Des Ruvynes, Pierre, 174; n. 6.36, 6.58, 6.82, 6.83
- Desruines, Deruvynes, Des Ruvynes, Sébastien, n. 3.45
- Dessemontet, Olivier, 152
- Dézaley*, 144, 213
- Dézaley-d'en-Bas*, 242
- Dijon*, 25, 30, 43, 45, 48; n. 2.4, 2.6, 2.32, 2.107
- Dombes* (France), 25
- Domengenges*, 169
- Dubois, Abraham, 36, 40, 43, 45, 64, 70, 71, 72, 76; n. 2.85, 2.88
- Dubois, Alain, 16; n. 1.23, 4.13
- Du Bouloz, Monsieur, 103
- Dubuis, Pierre, n. 3.1
- Dumur, Benjamin, 16
- Du Villard, Jean, 57, 61
- Dyverdon, famille, n. 6.84

- Dyverdon, Nathanaël, 186, 250;
n. 6.82
- Echallens*, 70, 102, 107, 146, 147, 196,
201, 242, 243; n. 4.13, 4.88
- Echandens*, 185
- Ecublens*, 105, 111, 147; n. 2.51
- Eirinis, Eirini, 110
- Elysée*, n. 6.24
- Empire*, 90; n. 4.49. Voir aussi: *Allemagne*
- Engelhardt, Samuel, 111
- En-Marin*, 198
- Entreroches*, canal, 106; n. 4.74, 6.85
- En-Villard*, 150; n. 4.136
- Epalinges*, 167, 172, 195, 196, 198,
199, 200, 201, 202, 206, 207;
n. 7.6
- Epesses*, 70
- Erlach, Sigmund von, 27; n. 2.11
- Eschard, famille, 226
- Essertines* (Yverdon ou Rolle), 207
- Estavayer* (Fribourg), 61, 72
- Esterpeys*, 186, 250
- Etivaz*, n. 8.42
- Etraz*, faubourg et rue, 102, 220, 227,
230, 231
- Europe*, 18, 26, 71, 88, 90, 100, 112;
n. 4.28, 4.70, 4.115, 6.33. Voir
aussi « *Mitteuropa* »
- Europe occidentale*, 116, 117, 166, 172,
176, 198, 238, 250
- Europe orientale*, 20
- Faillettaz, Nathanaël, 187
- Faillettaz, veuve, n. 2.39
- Fellenberg, Jean-Antoine, 40
- Feller, Richard, n. 2.11
- Fischer, Daniel, 50
- Flandre*, 59, 72
- Flon*, rivière, 144, 150, 186, 188, 195,
197, 206, 220, 229; n. 4.75
- Flon Morand*, rivière, 127, 195, 198,
201, 206
- Forestier, Monsieur, 48
- France*, 25, 30, 40, 71, 72, 157, 220,
249; n. 3.25, 4.17, 4.28, 4.52, 4.76,
5.8, 6.1, 6.32, 8.27, 8.34
- Francfort*, 57
- Franche-Comté*, 38
- Frédéric-Guillaume I^{er}, 48
- Fribourg*, 59, 61, 63, 64, 72, 111, 242;
n. 3.1, 3.36, 4.111, 7.57, 9.17
- Frisching, Samuel, n. 2.116
- Froide-Fontaine*, 144
- Froideville*, 203
- Fuchs, Henri, 38
- Galland, Jean-Denis, 152; n. 5.25
- Gan, Michel, 186, 187, 188
- Gaudard, Jean-François, 122; n. 2.67
- Gaudard, Jost, 33, 36 (?), 38, 122;
n. 2.67
- Gaudard, Samuel, 36, 38, 71, 72;
n. 3.24, 3.31
- Gaulis, Pierre, n. 2.24
- Genève*, 26, 27, 44, 45, 57, 59, 60-62,
64, 70, 91, 102, 104, 106, 117, 144,
181, 219, 220, 238, 242, 243, 248,
251; n. 2.9, 2.10, 2.120, 3.1, 4.4,
4.10, 4.31, 4.34, 4.49, 4.52, 4.53,
4.62, 4.66, 4.68, 4.70, 4.76, 4.96,
8.34, 8.58, 9.6, 9.17, 9.27
- Georgette*, 144
- Gésiau*, bois, 201
- Gex, pays, 30, 72, 248
- Gibbon, Edward, 215
- Gignilliat, Anthoine-Michel, 70, 75,
82, 131, 133; n. 3.42, 6.42
- Gignilliat, Jean, 72; n. 3.33
- Gignilliat, Jean-Pierre, n. 3.36
- Gimel*, n. 3.33
- Girard l'aîné, D., 72; n. 3.1
- Gojonnex*, 201, 206
- Gollies, 201
- Gothard*, 259
- Grand, Isaac, 109; n. 4.90
- Grand, Isaac-Jean-Georges-Jonas, 109
- Grand, Jean-Nicolas, 109
- Grand-Bois*, 198
- Grand-Chêne*, 102, 150, 220. Voir
aussi *Chêne*
- Grande-Eau*, rivière, 64
- Grandjean, Marcel, 15, 16, 76, 217,
219, 249; n. 2.3, 2.97, 8.1
- Grand-Prélaz*, 188
- Grands-Chemins*, 198
- Grandson*, 70
- Grange-au-Grec*, voir *Bergières*
- Grange-de-Rovéréaz*, voir *Rovéréaz*
- Grange-du-Peyl*, 177; n. 6.42
- Grange-Neuve*, 201, 203
- Grattapaille*, 147, 179
- Grenier, Jean, 43, 50, 72; n. 3.32
- Gressy, n. 3.18

- Grevoulet, Jean, 72
Gros-de-Vaud, 70, 219, 242, 243
Grosshöchstetten (Berne), n. 3.14
Gruyère (Fribourg), 61
 Gubet, famille, 205
 Guillet, Alexandre, 188
 Guisan, André, 16
 Gyger, Hans-Konrad, 57
Hauts-de-Lavaux, 129, 174, 207. Voir aussi: *Lavaux*
 Hecht, Benedict, 212
Heidelberg, 57
 Hill, Christopher, 20
 Hobsbawm, Eric J., 20
 Hoskins, W.-G., 20
Humilimont (Fribourg), 61
Huttings, voir *Beaulieu*
 Imhof, Daniel, 40, 45; n. 2.116
 Imhof, Emmanuel, 37
Interlaken (Berne), 47
Italie, 57, 59, 102, 157, 190, 220; n. 1.28, 3.12, 4.28, 4.49, 6.1, 6.32
 Jackson, Jeremy, 16, 26, 217
 Jacquier, enfants d'Isaac, 224
 Joffrey, André de, n. 2.117
Jorat, 28, 64, 177, 195, 196, 199, 202, 206, 212, 242, 243, 246, 255; n. 3.6, 7.7, 7.9, 7.14, 9.16
Jougne (France), 220
 Journée, Ursule, 186
Jouxtiens, 144, 174
Jura, 10, 38, 64, 117, 198, 202, 243, 246; n. 6.2. Voir aussi: *Pied du Jura*
Jussy (Genève), 61
Kersatz (Berne), n. 3.14
Kerzers (Fribourg), n. 3.14
 Knecht, Pierre, n. 8.42
Königsfelden (Argovie), n. 2.149
Köniz (Berne), n. 3.14
Languedoc, n. 6.16, 8.54
Latigny, ruisseau, 195
Lavaux, 38, 70, 102, 105, 106, 129, 146, 242, 243; n. 2.76, 3.18, 4.52, 4.71. Voir aussi: *Hauts-de-Lavaux*
Léman, lac, 25, 28, 57, 127, 131, 144, 145, 150, 151, 197, 246, 255
 Lentulus, Caesar, 113, 122
Lisbonne, 15
Londres, 15
Longeraie, n. 4.136
Longirod, n. 3.33
Losiardes, n. 7.44
 Louis XIII, 25
 Louis XIV, 38
Loup, plaines, 147
Louve, rivière, 146, 147, 149, 150, 172, 173
 Loys, familles, n. 2.61, 6.53
 Loys, Jeanne, 185, 187; n. 6.70
 Loys, Jean-Louis et Sébastien, frères, n. 6.83
 Loys, Sébastien, 75
 Loys de Bochat, Isaac, n. 6.84
 Loys de Cheseaux, Jean-Philippe (1718–1751), n. 8.52
 Loys de Cheseaux, Jean-Philippe (cité 1670), 38
 Loys de Marnand, Jean-Louis, 33, 35, 36; n. 4.47
 Loys de Marnand, Jean-Rodolphe, 191, 232, 233; n. 5.48, 6.84
 Loys de Middel, famille, 28
 Loys de Villardin, famille, 28; n. 2.123
 Loys de Villardin, Jean-Philippe, 232; n. 8.52
Lucens, 39, 44
Lucerne, 27; n. 2.2
Lugano, n. 4.103
Lutry, 28, 70, 102, 105, 207; n. 2.117. Voir aussi: *Mont-de-Lutry*
Lyon, 30; n. 2.32, 4.31, 9.8
Mâconnais, n. 5.26
Madeleine, quartier, 220, 224, 231
Maladière, 102, 147, 150
Malagny-Genthod (Genève), 61
 Mallet, Henri, 219
Malley, 131, 144, 169, 221
Malval (Genève), 61
 Mangel, François, 122
Manlou, 201; n. 7.58
 Manuel, prénom inconnu, n. 2.116
 Margel, Marthe, n. 2.31
Marjolatte, 199, 201
Marquises, 201
Martherey, faubourg et rue, 102, 150, 197, 220, 227, 230, 231
 Martigny, Abraham de, 36; n. 6.82, 6.83

- Martin, Jean et Jean-Humbert, 186, 187; n. 6.60
- Martin, Marguerite, 188
- Mattmüller, Markus, n. 1.24, 6.2
- Matzinger-Pfister, Regula, n. 4.80, 6.69
- Maudrey, famille, 226
- Maupas, 144, 147
- Mauverney, 201, 202, 206
- Mayenne, duc de, 25
- Mayhew, Alan, 19
- Mèbre, rivière, 172, 190
- Méditerranée, 88, 197
- Mellet, Pierre, n. 7.44
- Mellior, Samuel, n. 7.44
- Melotte, Sébastien, 82, 133, 196, 197, 202, 203; n. 2.16, 3.42, 5.24, 7.16, 7.30, 7.39, 7.45
- Mercator, Gérard, 57
- Mercerie, rue, 85, 106; n. 4.75
- Mercier, famille, 224
- Mercier, Jean, 188
- Merian, Matthäus, 56
- Merseburg (République démocratique allemande), n. 2.167
- Mex, 177
- Meyer, Hans, 224
- Meylan, Henri, 16
- Mézières, 243
- Mezzogiorno, 172
- Micheli du Crest, Jacques-Barthélémy, n. 2.169
- Miécourt (Jura); n. 3.14
- Milan, n. 4.82, 4.103
- Millot, Jean, 224
- Mingard, Daniel, 207, 249
- Mingard, François, 200; n. 7.51
- Moille-d'Avène, 201
- Moille-Grise, 198, 199, 203, 206; n. 7.49
- Moille-Saugeon, 201
- Molerius, Elias, 199; n. 7.7, 7.30
- Mon Repos, 150
- Mont, Le, 28, 102, 118, 119, 146, 148, 172, 195, 197, 200, 202, 206, 207, 243, 255; n. 3.45, 4.131, 7.6
- Montagne (ou fruitière) du Château, 195
- Montagny (Fribourg), 73
- Montbenon, 102, 144, 150; n. 6.24
- Montblesson, 10, 127, 173, 196, 199, 203, 210, 213, 255, 259
- Mont-de-Lutry, n. 9.16. Voir aussi: Lutry
- Montfaucon, bois, 201
- Montfaucon, Sébastien de, 41
- Montheron, 41, 42, 75, 127, 172, 185, 195, 196, 199, 201, 203; n. 9.15
- Mont-le-Grand, 152
- Montenailles, n. 7.58
- Montmoirin, 200
- Montpreveyres, 199
- Montriond, 144
- Morges, 28, 30, 32, 70, 90, 144, 147, 172, 179, 219, 220, 242, 243; n. 5.3, 8.13
- Mornex, n. 4.136
- Morrens, n. 2.24
- Moscou, 15
- Mossmann, Vincent, 224
- Moudon, 43, 44, 71, 72, 91, 102, 197, 198, 220, 243; n. 7.16
- Müller, examinateur de Rebeur, 45; n. 2.116
- Müller, Wulf, n. 8.42
- Müller de La Mothe, Georges-Albert, n. 2.169
- Münster, Sébastien, 57
- Muralt, Louis de, n. 2.172
- Muras (Valais), 72
- Muret, Jean-Louis, n. 4.70
- Musnier, Marie, n. 6.36
- Muyden, Berthold van, 16
- Nemours, Marie de, 49
- Nendaz (Valais), n. 8.44
- Neuchâtel, 49, 51, 59, 71, 72, 106; n. 2.175, 3.1, 4.76
- Neuchâtel, lac, 49
- Neyres (Valais) 72
- Nicolas-Obadia, Georges, 9, 152, 169, 200
- Noirjean, François, n. 3.1
- Nord, mer, 197
- Noville, 77
- Nyon, 70, 91
- Olevey, Joseph, 188, 224
- Olivier, Eugène, 86; n. 4.9
- Orange (France), 59; n. 3.13
- Orbe, 197, 243
- Ormonts-Dessus, n. 8.42
- Oron, 57, 71

- Ouchy*, 74, 102, 144, 149, 150, 220, 221, 226, 230, 255; n. 8.30. Voir aussi: *Rive*
Paleyres, 144, 145
Palud, 32, 37, 42, 48, 51, 102, 106, 122, 219, 227, 249; n. 4.75, 8.3, 9.5
Pareto, Vilfredo, 166
Paris, 49, 87
Pasteur, marchand, 109
Paudex, 172
Pavie, 57
Payerne, 43, 44, 70, 71
Pays-Bas, 57, 71, 72; n. 3.12, 3.25
Pays-d'Enhaut, 107; n. 3.5, 4.89
Peccau, bois, 198, 201
Pelet, Paul-Louis, 9, 221, 249; n. 6.19
Pellat, famille, n. 7.51
Peltre, Jean, 19
Penau, 119, 195, 196, 201, 202, 212
Peneveyre, familles, 186, 226
Peneveyre, Albert, 188
Peney-le-Jorat, 198, 201
Peney (Genève), 61
Penthalaz, 118, 119; n. 4.131
Perraudette, 102
Perrausaz, 131, 147
Petit-Prélaz, 174
Pictet, Robert, 76; n. 3.5, 3.26
Pied du Jura, 70; n. 6.2. Voir aussi: *Jura*
Piémont, 38, 107; n. 2.167
Pierre-de-Plan, 187, 224
Pierre-Ozaire, 195, 201
Piuz, Anne-Marie, 86, 87, 103, 242
Pivard, Benjamin, 48, 51
Planche-Mechaud, n. 7.44
Planches, 195
Planches-André, 200, 201, 206
Planet, 150
Plantin, Jean-Baptiste, 40, 219; n. 2.89
Plateau, 27, 117, 251
Plepp, Joseph, 64
Polier, famille, 28
Polier, Jean-Pierre, 27, 35, 122
Polier, Louyse, n. 8.41
Poméranie, 172
Pont, quartier et rue, 109, 220, 227, 229; n. 4.75
Pontaise, 146, 147
Pont-des-Sauges, 173, 177
Porrentruy, n. 3.1, 3.14
Potsdam, 49
Poudret, Jean-François, 16
Praroman, André de, 191; n. 6.89
Praroman, Joseph de, 174, 177
Praroman, Philibert de, 122
Praromand, chalet, 201
Pré, rue, 106
«Pré dit du Marché», 230
Préalpes, 61, 64, 246
Pregny (Pays de Gex), 72
Prilly, 147, 172, 174, 185; n. 4.90
Prusse, 49, 50
Ptolémée, Claude, 56
Puidoux, n. 3.18
Pully, 105, 119, 185, 207
Pury, Samuel, 51
Quirini, Baptista, 57
Rances, 111
Râpes, 10, 11, 36, 64, 74, 75, 127, 150, 151, 157, 169, 173, 177, 178, 182, 193–213, 219, 224, 226, 237, 238, 243, 245, 246, 255, 259; n. 0.6, 7.1, 7.2, 7.6, 7.12, 7.31, 7.55, 7.57, 9.18, 9.20
Rappard, William-Emmanuel, 17
Rebeur, Elisabeth, 48, 51
Rebeur, Emmanuel, 37, 40
Rebeur, Jean-Philippe, 36, 39, 40, 45, 47, 48, 49, 51, 75, 76, 196, 197, 199, 201; n. 2.97, 2.167, 4.120, 7.12
Rebeur, Suzanne, 49, 51; n. 2.193
Rebors, Hugues et Jehan, n. 2.4
Regamey, familles, 207; n. 7.44
Regamey, Jean et Jacques, frères, 207, 249
Renens, 118, 119; n. 4.131. Voir aussi *«Rugnens»*
Rennaz, 77
Reymond, Maxime, 16, 242
Rhin, 197
Rhône, 64, 70, 197
Riaux-Cottet, 186
Riex, 102; n. 4.72
Riolet, ruisseau, 147
Rionzier, 82, 119
Riponne, 150
Rivaz, 3.18
Rive, 226; n. 8.30. Voir aussi *Ouchy*

- Roch, Christophle, 213
Roche, 77
Rolle, 148, 191
Romainmôtier, 71; n. 4.13, 6.6
Romanel, 172
Rome, 15
Rongimel, n. 4.136
 Rosey, Guillaume du, 152, 191
 Rosset, Ferdinand, n. 2.169
 Rosset, Gabriel, 46
 Rosset, Jean-Philippe, 33, 122
Rouen, n. 8.27
 Rouge, Abraham, f. Antoine, 186, 250
 Rouge, ffeu David, 186
 Rouge, Etienne, f. David, 186, 250
 Rouge, François, f. Jacques, 186, 250
 Rouge, Pierre, 122
Rougemont, n. 4.89, 7.43
 Roux, famille, 164, 247
 Roux, François et Suzanne, 160
 Roux, Jean-Jacques, 160, 170
Rovéréaz, 147, 169, 174, 177, 188; n. 6.42, 6.76
 Rück, Peter, n. 1.22, 2.1, 3.1, 6.2
 «*Rugnens*», cimetière, 231. Voir aussi *Renens*
 Ryhiner, probablement Johann-Friedrich, n. 8.3
Saint-Aubin, 71
Sainte-Catherine, 131, 195, 196, 197, 198, 201, 203; n. 7.14, 7.43, 7.46
Saint-Etienne, rue, 232
Saint-François, quartier, 110, 145, 149, 230, 231, 255; n. 4.136
Saint-Gall, 117
 Saint-Jacob, Pierre de, 18
Saint-Jean, quartier et rue, 102, 109, 150
Saint-Laurent, quartier et rue, 164, 219, 220, 227, 231
Saint-Laurent, vignoble, 144, 146, 179, 230, 255
Saint-Maire, château, 74, 102, 106, 219, 220; n. 4.75
Saint-Pierre, cimetière, 219, 231
Saint-Pierre, quartier, 150
Saint-Roch, chapelle, 230
Saint-Sulpice, prieuré, 28; n. 2.18, 9.15
Sallaz, 147, 150, 197
 Santschi, Catherine, n. 3.1
Sarine, 61, 73
Sassel, n. 8.44
Saugealles, 178, 199, 201, 203
 Saussure, Benjamin de, n. 4.72
 Saussure, Marc de, 122
Sauvabelin, bois, 102, 150, 172, 173, 177, 179, 188, 199, 246
Savoie, 38, 61, 64, 73, 106, 107, 112; n. 4.76
 Savoie, duc de, 27, 50, 61, 243
Saxe (Basse-), n. 9.34
Schaffhouse, 117
 Schib, Karl, 17
 Schlüter, Otto, n. 1.27
 Schoepf, Thomas, 57
Schwarzenbourg (Berne), 248
 Secretan, famille, n. 2.46
 Secretan, Elie, 33, 34; n. 2.46
 Secretan, Georges-Baptiste, n. 3.36
 Seigneux, famille, 28, 38; n. 4.130
 Seigneux, Benjamin et Jean, n. 6.84
 Seigneux, Gabriel, 28
 Seigneux, Jean-Louis, 30, 33, 34, 35, 36, 43, 44, 46, 48, 50; n. 2.55, 2.67, 2.161, 2.188
 Seigneux, Samuel, 37, 42, 51, 118; n. 4.129
Senterin, 186, 187
 Sereni, Emilio, 19, 20
 Sergent, François, 51
 Sevin, Pierre, 72; n. 3.32
 Simon, familles, n. 7.51
 Sinner, ffeu Jean, 224
 Sinner, Johann-Rudolph, n. 2.91
Sion, n. 3.1
Soleure, n. 2.2
Sottens, 70
 Steck, Jean-Friedrich, 50
 Steiner, Hans, n. 7.43
 Steiner, Michel, n. 3.1
 Stumpf, Johannes, 57
Suisse, 15, 57, 60, 72, 88, 107, 112, 117, 191; n. 2.2, 4.128, 5.8, 8.58
Suisse alémanique, 26; n. 6.2
Suisse centrale, note 4.93
Suisse occidentale, 25, 55, 59, 64, 71, 73, 117, 221
Suisse romande, 28, 157
Tailles, bois, 198

- Talent*, rivière, 195, 197, 198, 199, 201, 206; n. 7.17
- Tavel, Emmanuel de, 64
- Tessin*, n. 4.49
- Thermes, Louis, n. 4.104
- Thorberg* (Berne), n. 2.149
- Thünen, Johann von, 173; n. 6.33
- Thurey, Denis de, 196
- Trevoux* (France), 25
- Tribolet, Maurice de, n. 2.175, 2.179, 3.1
- Tscharner, Bernard, 34
- Tschudi, Aegidius, 57
- Tübingen*, 57
- Tuilière*, 187
- Turcey* (France), 25, 51; n. 2.4
- Türst, Konrad, 57
- Ursins*, n. 3.18
- Valais*, 57, 59, 72, 106; n. 3.36, 4.16, 4.76, 4.96. Voir aussi: *Bas-Valais*
- Valangin*, 49, 59, 72; n. 8.44
- Valeyres-sous-Ursins*, 70
- Vallée de Joux*, n. 6.84
- Vallorbe*, 221; n. 6.10, 6.16, 7.42
- Vaugondry* (Neuchâtel), n. 8.44
- Venise*, note 4.103
- Vennes*, 169, 174, 186, 187, 188; n. 6.76
- Venoge*, rivière, 70
- Verchières, Pierre, 43, 44, 48, 50, 51, 72, 75; n. 2.158, 2.188, 3.32
- Vernand*, 195
- Verrey, Etienne, 187; n. 6.83
- Verrey, François, n. 6.83
- Vers-chez-les-Blanc*, 198, 199, 200, 201
- Vevey*, 44, 70, 72, 91, 102, 107, 144, 147, 172, 174, 179, 197, 213, 219, 220, 242; n. 4.89, 8.13
- Veveyse*, rivière, 242
- Vidy*, 100, 147, 148, 149, 150, 151, 210, 220, 226, 230, 231, 255; n. 4.44
- Vieille-Maladière*, 169, 187. Voir aussi: *Désert*
- Vignié, Françoise, n. 2.4, 2.6
- Villars-sous-Mont*, n. 8.42
- Villars-sous-Yens*, 64
- Villeneuve*, 77
- Viret, Pierre, 86; n. 4.8
- Von der Weid, François-Pierre, 72
- Vuachère*, rivière, 102, 144, 146, 147, 150, 172, 190
- Vuavre, Petronus, 206
- Vuillermet, Charles, n. 8.3, 8.16
- Vulliamoz ou Vullyamoz, familles, 185; n. 4.130, 7.51
- Vulliamoz ou Vullyamoz, Jean-Baptiste, n. 3.40, 6.83
- Vulliamoz ou Vullyamoz, Jean-François, n. 2.46
- Vulliamoz ou Vullyamoz, Philippe, 118, 119, 122; n. 4.130
- Vulliette*, 198; n. 7.44
- Wagnon, commissaire, 76; n. 3.18
- Wattenwyl, Catherine de, n. 2.172
- Wattenwyl, Frédéric de, n. 2.172
- Wettstein, Laurette, n. 6.86
- Willomet, Pierre, n. 3.14
- Yverdon*, 70, 71, 90, 219, 243; n. 3.14, 3.18, 3.45, 4.13, 4.106
- Yvorne*, 77
- Zofingue*, n. 4.73
- Zurich*, 57, 117; n. 2.10, 6.8, 6.72

PETIT GLOSSAIRE

Nous donnons ci-dessous une définition sommaire de quelques termes peu communs mais couramment utilisés dans cet ouvrage. Cette définition ne vise pas à l'exhaustivité mais à la compréhension du mot dans le contexte de ce livre.

Abergement: concession d'un bien foncier, contre redevance annuelle. Cf. p. 186 ss, 200 ss

Appartenances: jardins et autres petites parcelles sises à proximité immédiate des bâtiments. Cf. p. 228 ss

Aune: mesure pour les textiles. L'aune lausannoise vaut 1,07 m. Cf. p. 108 ss

Bourgeois (et citoyens) de Lausanne: personnes possédant de naissance ou par acquis la bourgeoisie de Lausanne, qui leur donne en principe le droit d'élire des conseillers, de jouir des biens communaux, etc. (*DHV*, art. «Bourgeoisie» et «Lausanne – Les bourgeois de Lausanne»). Rebeur utilise l'appellation «bourgeois» – ou «citoyen» – et «habitant». On ne voit pas apparaître de «petits bourgeois» ou d'«assoufertés». Cf. p. 26, 33, 247

Chalets: grands domaines des Râpes, à prédominance herbagère. Cf. p. 202 ss

Char: mesure de contenance, pour le vin. 1 char = 18 setiers = 72 coupes = 576 pots. 1 char de Lausanne contient environ 670 litres. Cf. p. 103

Commissaire à terrier: personnage chargé par un seigneur d'établir un terrier ou un plan terrier qui fixe ses droits fonciers. Cf. p. 38 ss

Curtils: jardins potagers, parfois plantés d'arbres fruitiers ou de fleurs. Cf. p. 229 ss

Denier. voir Florin

Florin: monnaie de compte. 1 florin = 12 sols = 144 deniers

Fossorier: mesure de superficie, généralement utilisée pour les vignes. 1 fossorier lausannois = 537, 5 m². 1 fossorier = 1 ouvrier. Cf. p. 133

Grosse. voir terrier

Habitants à Lausanne: personnes possédant le droit de résider à Lausanne, mais ne jouissant pas des privilèges des bourgeois

Hautains (ou «uttins»): ceps de vigne cultivés en hauteur, sur un support de bois vivant ou mort. Cf. p. 146, 181

LL.EE. ou Leurs Excellences de Berne: c'est ainsi que les autorités de la ville de Berne ont choisi de se faire appeler par leurs sujets francophones. Cf. Feller, Richard, 1974, vol. 3, p. 106 ss sur l'organisation du gouvernement bernois

Mas: grands domaines du territoire lausannois, à prédominance céréalière. Cf. p. 167 ss

Mêle: mélange d'orge et de pois ou de vesces. Cf. p. 87 ss, 152 ss.

Messel: mélange de seigle et de froment. Cf. p. 90

Muids: mesure de contenance, pour les céréales. 1 muids = 12 coupes = 24 bichets = 48 quarterons. 1 muids lausannois vaut environ 658 litres

Oches: chenevières (parcelles où pousse le chanvre). Cf. p. 230

Plan terrier: plan de type pré-cadastral. Cf. p. 55

Pose: mesure de superficie, utilisée pour les terres, les vignes ou les prés. 1 pose lausannoise = 4300 m². Cf. p. 133

- Possessions : grosses parcelles d'un seul tenant plus petites que les mas, généralement à prédominance viticole. Cf. p. 167 ss.
- Pot : mesure de contenance, pour les vins. Le pot lausannois vaut 1,16 litres
- Quarteron : mesure de contenance, pour les céréales. 1 quarteron lausannois vaut 13 704 cm³
- Râpes : partie nord de Lausanne. Cf. carte 10 p. 258
- Reconnaisances : actes réunis dans les terriers du commissaire Rebeur. Chaque tenancier y reconnaît ses biens fonciers, dépendant d'un ou de plusieurs seigneurs. Il y précise les limites de ses biens et les redevances dues.
- Record : parcelle fermée au parcours du bétail. Cf. p. 128, 176
- Redevances (ou censés) : sommes versées annuellement par les tenanciers d'un bien immobilier. Les redevances peuvent être stipulées en nature (vin, céréales, etc.) ou en espèces. Elles ont des origines diverses. Cf. p. 157 ss
- Sac : mesure de contenance, pour les céréales. 1 sac lausannois = 8 quarterons = environ 110 l.
- Seigneurie de Lausanne : sur son extension variable au cours des ans (de la Venoge à Froideville et à Pully), cf. *Recueil de... Lausanne*, 1846, p. 769 ss; Dumur, Benjamin, 1909, p. 257-271 et *DHV*, art. «Lausanne – La seigneurie de Lausanne»; Favez, Pierre-Yves, 1978, p. 46. L'appellation «basse seigneurie» désigne dans cet ouvrage la partie de la seigneurie de Lausanne sise entre la Mèbre, Montbenon et la Vuachère (cf. carte 10 p. 258, inspirée de Grandjean, Marcel, 1965, p. XII).
- Seitorée : mesure de superficie égale à la pose (4300 m²) et généralement utilisée pour les prés.
- Sol, voir Florin
- Tenancier : personne détenant un bien foncier qu'elle reconnaît dans les terriers du commissaire Rebeur et pour lequel elle verse une ou plusieurs redevances à un ou plusieurs seigneurs. Cf. p. 157 ss
- Terres fermées : terres non labourées dans l'année, qu'elles soient intégrées ou pas à un assolement.
- Terres ouvertes : terres où est passée la charrue dans l'année et intégrées dans un assolement.
- Terrier ou grosse : livre regroupant les reconnaissances prêtées par les tenanciers.
- Toise : mesure de superficie, généralement utilisée pour les appartenances. 1 toise lausannoise = 8,6 m². Cf. p. 230
- Uttins, voir hautains.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Notes critiques sur les premiers plans terriers de Lausanne	74
Annexe 2: Les premiers plans terriers vaudois	76
Annexe 3: Exemple de compte du Grand Hôpital	118
Annexe 4: Hypothèses sur la «pie des mèches»	152

LISTE DES FIGURES

Fig. 1: Reconnaissances levées par Pierre Rebeur	29
Fig. 2: Les premiers plans terriers en Suisse romande	58
Fig. 3: Moyenne mobile de 13 ans – Prix du quarteron d'avoine lausannois . .	89
Fig. 4: Indices des moyennes décennales	115
Fig. 5: Proportion de vignes, de terres et de prés dans les 76 zones lausannoises	139
Fig. 6: Arbre logique des cultures	140
Fig. 7: Hypothèses sur le mèche	153
Fig. 8: Redevances dues par les tenanciers lausannois	165
Fig.-Tabl. 9: Charges des grands propriétaires lausannois mentionnées dans les terriers Rebeur	184

LISTE DES CARTES

Carte 1: Premiers plans terriers genevois (avant 1701)	62
Carte 2: Premiers plans terriers fribourgeois (avant 1701)	63
Carte 3: Plans terriers vaudois du 17 ^e siècle	65
Carte 4: Les grands axes de trafic lausannois	101
Carte 5: Les cultures à Lausanne vers 1650–1680	142
Carte 6: Les Râpes vers 1650–1680	204
Carte 7: Seigneuries des Lausannois vers 1650 (d'après Rebeur)	240
Carte-schéma 8: Aires de concentration des seigneuries détenues par des particuliers au 17 ^e siècle	244
Carte 9: Lausanne en 1838	256
Carte 10: Territoire étudié et commune actuelle	258

LISTE DES TABLEAUX

Tabl. 1: Enfants de Rebeur	31
Tabl. 2: Attaques de Rebeur contre la Ville de Lausanne	41
Tabl. 3: Plans terriers non vaudois jusqu'à 1700	60
Tabl. 4: Les plans terriers vaudois jusqu'à 1700	66
Tabl. 5: Exemples de «reques» et de «livrées» de la Bourse des Pauvres et du Grand Hôpital	83
Tabl. 6: Recteurs du Grand Hôpital de Lausanne et receveurs des Pauvres, 1647–1721	84
Tabl. 7: Prix lausannois, moyenne pondérée annuelle	92
Tabl. 8: Minima et maxima de quelques prix de vins	104
Tabl. 9: Prix lausannois, moyennes décennales	114

Tabl. 10: Statistique des cultures connues	128
Tabl. 11: Cultures et affectations diverses	130
Tabl. 12: Les principales cultures et leur surface	134
Tabl. 13: Données pour la carte des cultures	135
Tabl. 14: Les seigneurs percevant des redevances à Lausanne au 17 ^e siècle et la provenance de leurs droits	158
Tabl. 15: Les reconnaissances successives de la famille du sieur noble et prudent Jean-Jacques Roux, citoyen et justicier de Lausanne	161
Tabl. 16: Les biens de la famille Jean-Jacques Roux	162
Tabl. 17: Surface des mas	170
Tabl. 18: Biens-fonds détenus à Lausanne par les propriétaires de mas en dehors de leurs mas	171
Tabl. 19: Possessions hors de Lausanne reconnues dans les terriers Rebeur par les propriétaires de mas	171
Tabl. 20: Cultures pratiquées dans les mas	175
Tabl. 21: Surface (estimée par Rebeur) des possessions	179
Tabl. 22: Cultures pratiquées dans les possessions	180
Tabl. 23: Les propriétaires des mas lausannois	182
Tabl. 24: Les propriétaires des possessions lausannoises	188
Tabl. 25: Surface des chalets de plus de 25 poses	205
Tabl. 26: Familles propriétaires aux Râpes	208
Tabl. 27: Les propriétaires des chalets de plus de 25 poses	209
Tabl. 28: Les cultures et leur surface dans les Râpes	211
Tabl. 29: Répartition spatiale des bâtiments	218
Tabl. 30: Les bâtiments en ville de Lausanne	218
Tabl. 31: Les usines hydrauliques lausannoises	222
Tabl. 32: Les tenanciers des usines hydrauliques lausannoises	223
Tabl. 33: Tenanciers des tanneries lausannoises	223
Tabl. 34: Bâtiments détenus par les grands propriétaires fonciers	225
Tabl. 35: Propriété des bâtiments en ville de Lausanne	228
Tabl. 36: Mentions d'appartenances	229
Tabl. 37: Les appartenances des grands domaines de plaine	231
Tabl. 38: Evaluations de la production et de la consommation des Lausannois	239
Tabl. 39: Les seigneuries détenues par les tenanciers lausannois	241
Tabl. 40: Les tenanciers lausannois (approximations)	245
Tabl. 41: Petits et moyens propriétaires lausannois	247
Tabl. 42: Les «maîtres» lausannois	248

TABLE DES MATIÈRES

<i>0: Les buts de cet ouvrage</i>	7
0.1. Lausanne	9
0.2. ... et ses campagnes...	9
0.3. ... au 17 ^e siècle	10
<i>Chapitre 1: Esquisse bibliographique</i>	13
1.0. Une bibliographie sélective	15
1.1. Lausanne et ses historiens	16
1.2. La Suisse: des historiens aux langues et aux problématiques différentes	17
1.3. Quelques ouvrages européens...	18
1.4. ... et notre tentative	20
 1^{re} PARTIE: LA SOCIÉTÉ LAUSANNOISE AU 17^e SIÈCLE ASPECTS POLITICO-ÉCONOMIQUES 	
<i>Chapitre 2: Un juriste et géomètre à Lausanne au 17^e siècle</i>	23
2.0.	25
2.1. Rebeur en Bourgogne: une enfance et une adolescence obscures	25
2.2. Lausanne au tournant du 17 ^e siècle	26
2.3. 1656–1666: l'ascension sociale	28
2.4. 1666–1669: une première crise	32
2.5. 1669–1677: Berne utilise Rebeur contre Lausanne; le Règlement de 1669	34
2.6. 1677–1684: du danger d'être commissaire	38
2.6.1. Lausanne, Berne et les commissaires	38
2.6.2. Des procès perdus à la condamnation à mort	39
2.7. 1684–1688: de la condamnation à l'évasion	47
2.8. 1688–1715: de Neuchâtel à Berlin	49
2.9. Les commissaires du 17 ^e siècle: de subtils intermédiaires	51
<i>Chapitre 3: Contrôle et représentation de l'espace lausannois: le plan terrier Rebeur</i>	53
3.0. Le novateur fait école	55
3.1. Définition du plan terrier	55
3.2. De la carte au plan	56
3.3. Le plan terrier en Suisse romande	57
3.3.1. Genève	60
3.3.2. Fribourg: vin et fromage	61
3.3.3. Vaud: un riche terroir	64
3.3.4. Les pionniers de la cadastration en Suisse	71
3.4. Conclusion: pourquoi des plans, pourquoi Lausanne?	73
<i>Chapitre 4: Prix et marchandises à Lausanne au 17^e siècle.</i>	79
4.0. Une introduction à l'espace agricole lausannois	81
4.1. Les choix et la méthode	81
4.1.1. De 1650 à 1720	81
4.1.2. La source	81
4.1.3. Deux choix	86

4.2.	Une série séculaire: l'avoine de 1560 à 1720.	87
4.3.	Quelques prix lausannois de 1650 à 1720	90
4.3.1.	Les céréales panifiables	90
4.3.2.	Le vin	102
4.3.3.	Le bétail	106
4.3.4.	Les textiles	108
4.3.5.	Les salaires	112
4.4.	Différents éclairages de l'espace lausannois	113
4.5.	Des mutations profondes	117

II^e PARTIE: LES ESPACES LAUSANNOIS AU 17^e SIÈCLE CULTURES ET PROPRIÉTÉ

<i>Chapitre 5: La petite et moyenne propriété foncière au 17^e siècle</i>		125
5.0.	Le plan visuel comme source d'étude de la moyenne et petite propriété	127
5.1.	Statistique des cultures connues	127
5.2.	Répartition spatiale des cultures: méthode de travail	131
5.2.1.	Du plan à la carte	131
5.2.2.	Les «zones»	132
5.2.3.	Les cultures à cartographier	132
5.2.4.	Les surfaces des cultures	133
5.2.5.	Des histogrammes à l'arbre logique	138
5.3.	La carte des cultures	141
5.3.1.	Le grand vignoble lausannois, refuge de la petite propriété	144
5.3.2.	Les terres: le triomphe de la grande propriété	146
5.3.3.	Les prés, rares et précieux	149
5.3.4.	Des zones de culture mixte	150
5.3.5.	Les zones non cultivées	150
5.4.	Des tenures aux tenanciers	151
<i>Chapitre 6: De la petite à la grande propriété foncière: les «mas» et les «possessions»</i>		155
6.0.	Objectifs de l'étude	157
6.1.	La répartition de la propriété	157
6.1.1.	Une introduction à une étude quantitative	157
6.1.2.	La variable «redevance»	157
6.1.3.	L'imprécision décroissante de l'approche statistique	164
6.1.4.	Une répartition inégale	166
6.2.	Les grandes propriétés	167
6.2.1.	Des «mas» et des «possessions»	167
6.2.2.	Les mas	169
6.2.2.1.	Origine	169
6.2.2.2.	Extension	169
6.2.2.3.	Répartition dans l'espace	172
6.2.2.4.	Cultures	174
6.2.3.	Les possessions	178
6.3.	Les grands propriétaires lausannois	181
6.3.1.	Les détenteurs des mas	182
6.3.2.	Les albergements	186
6.3.3.	Les propriétaires des possessions	188
6.4.	De grands propriétaires pas encore agronomes.	190
<i>Chapitre 7: Les Râpes de Lausanne</i>		193
7.0.	Définition des Râpes	195

7.0.1.	Situation	195
7.0.2.	Qui est le seigneur des Râpes?	196
7.1.	L'établissement de la carte des défrichements	197
7.1.1.	Source et méthode	197
7.1.2.	Le fonds de carte	197
7.2.	Les «bois et broussailles»	198
7.2.1.	Quelle forêt?	198
7.2.2.	Quelle extension?	200
7.3.	Les zones non boisées: emplacement et propriété	201
7.3.1.	Quel déterminisme?	201
7.3.2.	La répartition spatiale de la propriété foncière	202
7.3.3.	Les propriétaires	206
7.4.	Les cultures	210
7.4.1.	Méthode de travail et surface connue	210
7.4.2.	L'agriculture des Râpes	210
7.5.	Equilibre et déséquilibres de l'espace agricole lausannois	213
<i>Chapitre 8: Bâtiments et appartenances</i>		215
8.0.	Les limites de ce chapitre	217
8.1.	Les bâtiments	217
8.1.1.	Leur répartition spatiale	217
8.1.2.	Maisons et usines	221
8.1.3.	Les bâtiments des grands propriétaires	224
8.1.4.	La propriété immobilière urbaine	227
8.2.	Les appartenances	228
8.2.1.	Curtils, jardins et oches	229
8.2.2.	Les appartenances des grands propriétaires	231
8.2.3.	De petits laboratoires?	232
<i>Chapitre 9: Les Lausannois dans leurs campagnes</i>		235
9.0.	Préliminaires	237
9.1.	Ville et territoire de Lausanne	237
9.1.1.	La population	237
9.1.2.	Consommation et production de pain	238
9.1.3.	Consommation et production de vin	239
9.1.4.	Espace politique et espace économique	242
9.2.	Moyens et petits propriétaires dans les Râpes et en plaine	243
9.3.	Fermiers et grands propriétaires	249
9.4.	La terre et les hommes	250
<i>10. Conclusion</i>		253
Notes		260
Les sources		294
Les ouvrages et articles cités		300
Index		317
Petit glossaire		327
Listes des annexes, figures, cartes, tableaux		329
Table des matières		331

Achevé d'imprimer
le 15 novembre 1980
par les
Presses Centrales Lausanne S.A.

